

Direction des assemblées  
et de la vie de l'institution  
20, rue du Lac  
CS 33569  
69505 Lyon Cedex 03  
☎ : 04-78-63-40-91  
📠 : 04-78-63-40-90

*Directeur de la publication : David Kimelfeld*  
*Imprimé par l'atelier de reprographie de la Métropole de Lyon*

**5<sup>e</sup> année - septembre 2019**

**N° 48 bis**

**Publié le 15 octobre 2019**

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA MÉTROPOLE DE LYON**

## Sommaire

### Délibérations du Conseil

2019-3702 - Compte-rendu des décisions prises par la Commission permanente du 3 juin 2019 en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017

[Délibération du Conseil](#) (Page 10 - 18)

2019-3703 - Compte-rendu des décisions prises par la Commission permanente du 8 juillet 2019 en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017

[Délibération du Conseil](#) (Page 19 - 27)

2019-3704 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Président en vertu de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n° 2017-1975 du 10 juillet 2017, n° 2018-2735 du 27 avril 2018 et du n° 2019-3292 du 28 janvier 2019 - Période du 1er mai au 31 juillet 2019

[Délibération du Conseil](#) (Page 28 - 31)

2019-3705 - Compte-rendu des décisions prises par M. le Président de la Métropole de Lyon en matière de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 7 juin 2019 et le 2 septembre 2019 en vertu de la délégation de principe accordées par la délibération n° 2018-2735 du 27 avril 2018

[Délibération du Conseil](#) (Page 32 - 32)

2019-3706 - Ecully, Tassin la Demi Lune - Modernisation du réseau ferroviaire lyonnais - Avenants à diverses conventions

[Délibération du Conseil](#) (Page 33 - 34)

2019-3707 - Étude d'évaluation des impacts du plan de transport ferroviaire 2019 sur les déplacements et la qualité de service aux usagers - Modélisation multimodale partenariale de l'agglomération lyonnaise à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise (MODELy) - Convention avec l'État et la Région Auvergne-Rhône-Alpes - Prolongement du délai de caducité - Avenant n° 1

[Délibération du Conseil](#) (Page 35 - 36)

2019-3708 - Plan métropolitain d'accessibilité de la voirie et des espaces publics - Année 2019

[Délibération du Conseil](#) (Page 37 - 38)

[Annexe](#) (Page 39 - 39)

2019-3709 - Aménagements de carrefours pour la mise en place d'un système de priorité aux feux pour les lignes de trolleybus C6 - Approbation d'une convention avec le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) - Individualisation d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 40 - 41)

2019-3710 - Décines Charpieu, Lyon - Coupe du Monde féminine de football 2019 - Convention entre le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) et la Métropole de Lyon pour la prise en charge financière de la desserte du Groupama Stadium - Lyon Décines Charpieu

[Délibération du Conseil](#) (Page 42 - 43)

2019-3711 - Mions - Parc de stationnement de la Magnaneraie - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 44 - 45)

2019-3712 - Curis au Mont d'Or - Requalification de la place de la Fontaine et de la route des Monts d'Or - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme - Subvention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse - Individualisation de recettes

[Délibération du Conseil](#) (Page 46 - 47)

2019-3713 - Lissieu - Chemin de Charvéry - Approbation du programme de l'opération et de l'enveloppe financière affectée aux travaux - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 48 - 49)

2019-3714 - Programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e) - Mise en oeuvre de la subvention globale du Fonds social européen (FSE) pour la période 2017-2020 - 2ème programmation pour l'année 2019 - Attribution de subvention

[Délibération du Conseil](#) (Page 50 - 52)

[Annexe](#) (Page 53 - 53)

2019-3715 - Programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e) 2016-2020 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Point information médiation multiservices (PIMMS) Lyon Métropole - Année 2019

[Délibération du Conseil](#) (Page 54 - 57)

2019-3716 - Entrepreneuriat - Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Lyon Métropole Saint Etienne Roanne (CCILM) pour son programme d'actions 2019 pour l'accompagnement ante et post création des entrepreneurs

[Délibération du Conseil](#) (Page 58 - 60)

2019-3717 - Attribution de subventions de fonctionnement aux associations Pôle Pixel, EdTech Lyon et à la Fondation pour l'Université de Lyon (FPUL) agissant pour le compte de sa fondation abritée LDigital, pour leur programme d'actions 2019 dans le domaine du numérique

**Délibération du Conseil** (Page 61 - 68)

2019-3718 - Attribution d'une subvention à l'association Il était une fois les petits princes pour l'organisation de la 3ème édition d'Happy Gov Day, les 10 et 11 décembre 2019 à Lyon

**Délibération du Conseil** (Page 69 - 71)

2019-3719 - Fonds de soutien aux colloques et évènements scientifiques - Attribution de subventions aux établissements d'enseignement supérieur et aux associations mettant en oeuvre des manifestations scientifiques en 2019

**Délibération du Conseil** (Page 72 - 75)

2019-3720 - Attribution d'une subvention à la Communauté d'universités et d'établissements (COMUE) Université de Lyon pour son programme d'actions 2019

**Délibération du Conseil** (Page 76 - 81)

2019-3721 - Vie étudiante - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets Initiatives étudiantes 2019 - 2ème phase - Lancement de l'appel à projets Initiatives étudiantes 2020

**Délibération du Conseil** (Page 82 - 88)

**Annexe** (Page 89 - 89)

2019-3722 - Aide à la construction de logements sociaux étudiants - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 90 - 94)

2019-3723 - Aide à la modernisation de l'hôtellerie indépendante en milieu urbain et aux campings - Approbation du cadre et règlement de l'appel à projets 2019 et de la convention-type d'attribution de subvention - Délégation à la Commission permanente pour la mise en oeuvre du dispositif - Individualisation totale d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 95 - 99)

2019-3724 - Ouverture des données métropolitaines - Abrogation de la délibération du Conseil n° 2013-4095 du 26 septembre 2013 - Adoption des nouvelles licences applicables aux données diffusées sur la plateforme data.grandlyon.com - Autorisation de signer lesdites licences

**Délibération du Conseil** (Page 100 - 102)

2019-3725 - Prestations d'hébergement des services numériques, d'infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole de Lyon et prestation d'accompagnement associé à la transformation - Lancement de la procédure de dialogue compétitif pour un accord cadre de prestation de service - Autorisation de signer l'accord cadre de prestations de service à la suite d'une procédure de dialogue compétitif

**Délibération du Conseil** (Page 103 - 106)

2019-3726 - Convention de coopération décentralisée entre la municipalité d'Addis Abeba, la Métropole de Lyon et la Ville de Lyon pour la période 2020-2022

**Délibération du Conseil** (Page 107 - 111)

2019-3727 - Soutien à la vie associative ou structures assimilées relatif à l'action internationale - Attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets internationaux (AAPI) 2019 - 2ème phase - Lancement de l'AAPI 2020

**Délibération du Conseil** (Page 112 - 116)

**Annexe** (Page 117 - 118)

2019-3728 - Attribution d'une subvention à la Fondation pour l'Université de Lyon (FPUL) pour l'organisation des 32èmes Entretiens Jacques Cartier du 4 au 6 novembre 2019

**Délibération du Conseil** (Page 119 - 122)

2019-3729 - Construction d'un centre de tri semi-mécanisé à Porto-Novo (Bénin) financé par l'Agence française de développement (AFD) - Avenant à la convention de financement n° CBJ1225 01 D conclue entre la Métropole de Lyon et l'AFD - Avenant à la convention de financement conclue entre la Métropole et la Ville de Porto-Novo

**Délibération du Conseil** (Page 123 - 124)

2019-3730 - Lyon 7° - Convention avec la Compagnie nationale du Rhône (CNR) relative au rejet temporaire des eaux dans le drain dans le cadre de l'opération de construction du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)

**Délibération du Conseil** (Page 125 - 126)

2019-3731 - Centre régional de coordination des dépistages organisés des cancers (CRCDC) - Désignation de représentants du Conseil

**Délibération du Conseil** (Page 127 - 128)

2019-3732 - Engagements de la Métropole de Lyon dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté - Attribution de subventions au titre de l'année 2019

**Délibération du Conseil** (Page 129 - 140)

**Annexe** (Page 141 - 148)

- 2019-3733 - Attribution d'une subvention d'équipement à l'Amicale du nid pour l'acquisition de nouveaux locaux  
**Délibération du Conseil** (Page 149 - 150)
- 2019-3734 - Attribution d'une subvention à l'association Métropole aidante pour l'expérimentation d'un dispositif coordonné d'information et d'accompagnement des aidants  
**Délibération du Conseil** (Page 151 - 153)
- 2019-3735 - Établissements et services pour personnes âgées et handicapées - Abrogation des délibérations n° 036 du 31 mars 2006 et n° 006 du 18 juillet 2008 du Conseil général du Rhône - Approbation du nouveau dispositif d'aide à l'investissement  
**Délibération du Conseil** (Page 154 - 156)
- 2019-3736 - Sainte Foy lès Lyon - Etablissements pour personnes âgées - Attribution d'une subvention au centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon pour la reconstruction de son établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)  
**Délibération du Conseil** (Page 157 - 158)
- 2019-3737 - Protection maternelle et infantile (PMI) - Parentalité et accueil du jeune enfant de 6 ans et moins - Soutien aux actions 2019 du Contrat enfance jeunesse (CEJ) 2016-2019 avec la Caisse d'allocations familiales (CAF)  
**Délibération du Conseil** (Page 159 - 162)
- 2019-3738 - Lyon 8° - Maison de la Métropole pour les Solidarités (MDMS) - Individualisation d'une autorisation de programme - Acquisition de locaux, travaux d'aménagement et achat de mobilier  
**Délibération du Conseil** (Page 163 - 165)
- 2019-3739 - Lyon 3° - Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignements (EPL) et des établissements privés - Collèges Gilbert Dru et Lacassagne - Désignation de représentants du Conseil  
**Délibération du Conseil** (Page 166 - 167)
- 2019-3740 - Collèges publics et collèges privés sous contrat d'association avec l'État - Dotations de fonctionnement et forfaits d'externat 2020  
**Délibération du Conseil** (Page 168 - 171)  
**Annexe** (Page 172 - 174)
- 2019-3741 - Collèges publics et collèges privés sous contrat d'association avec l'État - Dotations éducation physique sportive (EPS)  
**Délibération du Conseil** (Page 175 - 177)  
**Annexe** (Page 178 - 179)
- 2019-3742 - Collèges privés - Dispositif d'aide à la demi-pension - Convention-type  
**Délibération du Conseil** (Page 180 - 181)
- 2019-3743 - Collèges - Actions éducatives - Aides aux projets éducatifs, aux projets culturels, à laclasse.com et au dispositif collèges au cinéma - Année 2019-2020 - Aides aux associations - Année 2019  
**Délibération du Conseil** (Page 182 - 189)  
**Annexe** (Page 190 - 197)
- 2019-3744 - Projets éducatifs innovants - Attribution d'une subvention à l'Institut Télémaque pour son programme d'actions 2019-2021 - Approbation d'un avenant à la convention initiale  
**Délibération du Conseil** (Page 198 - 200)
- 2019-3745 - Collèges publics - Dénomination du futur collège de Saint Priest - RETIREE
- 2019-3746 - Projet schéma métropolitain du numérique éducatif - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme  
**Délibération du Conseil** (Page 201 - 203)
- 2019-3747 - Sport - Attribution de subventions aux associations et sections sportives scolaires des collèges de la Métropole de Lyon qualifiées aux phases finales des Championnats de France - Année scolaire 2018-2019  
**Délibération du Conseil** (Page 204 - 205)  
**Annexe** (Page 206 - 206)
- 2019-3748 - Schéma métropolitain des enseignements artistiques - Attribution de subventions de soutien aux projets et à des structures ressources pour l'année 2019  
**Délibération du Conseil** (Page 207 - 215)  
**Annexe** (Page 216 - 217)
- 2019-3749 - Équipements culturels à usage partagé - Projets soutenus au titre de l'appel à projets 2019  
**Délibération du Conseil** (Page 218 - 220)  
**Annexe** (Page 221 - 221)
- 2019-3750 - Equipements culturels - Projet centre culturel oecuménique (CCO) - La Rayonne - Attribution d'une subvention d'équipement à l'association CCO Jean-Pierre Lachaize - Individualisation totale d'autorisation de programme  
**Délibération du Conseil** (Page 222 - 225)

2019-3751 - Lecture publique - Attribution d'une subvention à la Commune de Saint Didier au Mont d'Or pour la mise en réseau de 8 bibliothèques dans le cadre du Contrat territoire lecture (CTL) - Année 2019

**Délibération du Conseil** (Page 226 - 228)

2019-3752 - Attributions de compensation 2019 (ATC)

**Délibération du Conseil** (Page 229 - 230)

**Annexe** (Page 231 - 231)

2019-3753 - Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des établissements autres que principaux des médecins et auxiliaires médicaux dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins

**Délibération du Conseil** (Page 232 - 233)

2019-3754 - Extension de l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) en faveur des entreprises de spectacles vivants

**Délibération du Conseil** (Page 234 - 235)

2019-3755 - Caluire et Cuire, Fontaines sur Saône, Lyon, Neuville sur Saône, Oullins, Tassin la Demi Lune, Villeurbanne - Stationnement payant sur voirie - Adoption d'une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) avec les communes de la Métropole de Lyon ayant institué le FPS

**Délibération du Conseil** (Page 236 - 237)

2019-3756 - Association Lyon sport Métropole (LSM) - Mise à disposition de personnel

**Délibération du Conseil** (Page 238 - 239)

2019-3757 - Association Centre régional de coordination des dépistages des cancers de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (CRCDC AuRA) - Mise à disposition de personnel

**Délibération du Conseil** (Page 240 - 241)

2019-3758 - Acheminement et fourniture de gaz naturel et de services associés - Convention constitutive de groupement de commandes avec les Etablissements publics locaux d'enseignement (EPL) - Lancement d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les accords-cadres et les marchés subséquents de fourniture à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert

**Délibération du Conseil** (Page 242 - 244)

2019-3759 - Transmission de certains actes de la Métropole de Lyon au contrôle de légalité par voie électronique - Marchés publics et contrats de concession - Avenant n° 2 à la convention conclue avec les services préfectoraux

**Délibération du Conseil** (Page 245 - 246)

2019-3760 - Assemblée générale ordinaire de l'association France digues - Désignation d'un représentant du Conseil

**Délibération du Conseil** (Page 247 - 248)

2019-3761 - Lyon 9° - Exploitation du service public de chauffage urbain Lyon-la Duchère - Avenant n° 4 au contrat d'affermage

**Délibération du Conseil** (Page 249 - 250)

2019-3762 - Lyon - Distribution d'électricité et fourniture aux tarifs réglementés de vente - Avenant n° 6 de prolongation du contrat de concession

**Délibération du Conseil** (Page 251 - 253)

2019-3763 - Délibération de principe pour le lancement de concession de service public de chauffage urbain - Réseau centre ouest

**Délibération du Conseil** (Page 254 - 260)

**Annexe** (Page 261 - 261)

2019-3764 - Part déléguant des tarifs du service public d'eau potable à compter du 1er janvier 2020 - Modification de la délibération n° 2019-3630 du 8 juillet 2019

**Délibération du Conseil** (Page 262 - 264)

2019-3765 - Raccordement au système d'assainissement de la Métropole de Lyon des eaux usées en provenance des communes extérieures à son territoire - Fixation des conditions financières et techniques - Approbation d'un modèle de convention de gestion

**Délibération du Conseil** (Page 265 - 268)

2019-3766 - Saint Cyr au Mont d'Or - Sécurisation du refoulement de la station relais Ormes-Bussière - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 269 - 270)

2019-3767 - Meyzieu - Création d'un bassin de décantation des eaux pluviales pour la zone industrielle (ZI) de Meyzieu - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 271 - 273)

2019-3768 - Lyon 1er - Réhabilitation du collecteur d'assainissement du quai Saint Vincent - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 274 - 275)

2019-3769 - Lyon 3° - Restructuration des réseaux humides - Galerie technique Servient - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 276 - 277)

2019-3770 - Lyon 5° - Réservoir de la Sarra - Travaux de réhabilitation - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 278 - 279)

2019-3771 - Attribution d'une subvention à l'association Programme-Solidarité Eau (pS-Eau) pour son programme Appui conseil et mise en réseau des acteurs de coopération eau et assainissement en Région Auvergne-Rhône-Alpes - 2019-2021 - Année 1

**Délibération du Conseil** (Page 280 - 283)

2019-3772 - Fonds de solidarité eau - Avenant n° 1 à la convention avec l'association Avec l'Éthiopie pour le projet Debré Tabor en Éthiopie

**Délibération du Conseil** (Page 284 - 285)

2019-3773 - Fonds de solidarité eau - Attribution de subventions pour 7 projets de solidarité internationale

**Délibération du Conseil** (Page 286 - 291)

**Annexe** (Page 292 - 294)

2019-3774 - Règlement de la collecte des déchets ménagers et assimilés - Modification - Avis du Conseil de la Métropole - Approbation de la convention-type - RETIREE

2019-3775 - Déchets - Reprise des déchets d'emballage en papier carton non complexé (PCNC) issus des centres de tri - Poursuite du contrat avec la société European products recycling (EPR) - Avenant n° 3 - Abrogation des délibérations du Conseil n° 2019-3622 et n° 2019-3623 du 8 juillet 2019

**Délibération du Conseil** (Page 295 - 296)

2019-3776 - Déchets - Reprise des huiles usagées minérales ou synthétiques collectées dans les déchèteries ou issues des services de la Métropole de Lyon - Convention avec la société Faure - 2019-2023

**Délibération du Conseil** (Page 297 - 298)

2019-3777 - Déchets - Réception de collectes sélectives de la Métropole de Lyon sur le quai de transfert de Quincieux - Convention avec le Syndicat mixte d'élimination, de traitement et de valorisation des déchets (SYTRAIVAL)

**Délibération du Conseil** (Page 299 - 300)

2019-3778 - Déchets - Programme d'actions en faveur de la prévention des déchets ménagers - Demande de subventions auprès de l'Agence de l'environnement et la maîtrise d'énergie (ADEME) et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

**Délibération du Conseil** (Page 301 - 304)

2019-3779 - Étude territoriale sur le tri des déchets ménagers et assimilés (DMA) issus des collectes sélectives - Convention partenariale - Délibération modificative de la délibération n° 2017-2506 du 20 décembre 2017

**Délibération du Conseil** (Page 305 - 306)

2019-3780 - Prévention des déchets - Attribution d'une subvention à la Maison de l'économie circulaire et l'Atelier soudé pour l'organisation du R Festival

**Délibération du Conseil** (Page 307 - 309)

2019-3781 - Prévention des déchets - Attribution d'une subvention à l'association Green friday pour l'organisation du Green friday

**Délibération du Conseil** (Page 310 - 312)

2019-3782 - Valorisation des déchets - Téléthon 2019 - Participation de la Métropole de Lyon pour l'année 2019 - Attribution d'une subvention à l'Association française contre les myopathies (AFM)

**Délibération du Conseil** (Page 313 - 314)

2019-3783 - Valorisation des déchets - Collecte du verre - Attribution d'une subvention au Comité départemental du Rhône de la Ligue contre le cancer pour l'année 2019

**Délibération du Conseil** (Page 315 - 316)

2019-3784 - Exploitation des 18 déchèteries de la Métropole de Lyon et des autres solutions de collecte de déchets occasionnels - 4 lots - Autorisation de signer les accords-cadres de services à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert

**Délibération du Conseil** (Page 317 - 319)

2019-3785 - Lyon 3°, Lyon 6°, Lyon 7° - Entretien des berges de la rive gauche du Rhône - Dispositif de propreté globale du site - Convention avec la Ville de Lyon - 2019-2023

**Délibération du Conseil** (Page 320 - 321)

2019-3786 - Plan métropolitain santé-environnement 2019-2026

**Délibération du Conseil** (Page 322 - 327)

2019-3787 - Projet alimentaire du territoire lyonnais - Défi famille à alimentation positive (FAAP) 2019-2020 - Attribution d'une subvention à l'association Rhône Loire pour le développement de l'agriculture biologique (ARDAB)

**Délibération du Conseil** (Page 328 - 330)

2019-3788 - Association Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA) - Attribution d'une subvention pour son programme d'activités 2019

**Délibération du Conseil** (Page 331 - 333)

2019-3789 - Attribution d'une subvention à l'association Arthropologia pour l'organisation des assises nationales des insectes pollinisateurs à Lyon

**Délibération du Conseil** (Page 334 - 336)

2019-3790 - Givors, Grigny, Solaize, Vernaison, Charly - Approbation du contrat vert et bleu Grand Pilat 2019-2023

**Délibération du Conseil** (Page 337 - 338)

2019-3791 - Vernaison, Fontaines Saint Martin, Lyon 8° - Trame verte - Jardins collectifs - Attribution de subventions aux Communes de Vernaison, Fontaines Saint Martin et au bailleur social Grand Lyon habitat (GLH)

**Délibération du Conseil** (Page 339 - 343)

2019-3792 - Feyzin, Irigny, Solaize, Vernaison - Attribution d'une subvention de fonctionnement au Syndicat mixte du Rhône, des îles et des lônes (SMRIL) dans le cadre de la révision du plan de gestion

**Délibération du Conseil** (Page 344 - 346)

2019-3793 - Plan climat air énergie territorial (PCAET) - Cadrage d'une démarche finances et climat - Attribution d'une subvention à l'association Institute for Climat and Economics (I4CE) - Mobilisation des acteurs bancaires pour une démarche de financement vert et social

**Délibération du Conseil** (Page 347 - 350)

2019-3794 - Agenda 21 Vallée de la Chimie - Programme d'actions 2019 - Attribution de subventions à l'Association pour le développement durable de la Vallée de la Chimie (ADDVC) et à l'association Racines communes

**Délibération du Conseil** (Page 351 - 354)

2019-3795 - Association organisme de foncier solidaire (OFS) de la Métropole de Lyon - Participation à la création de l'association en tant que membre fondateur - Désignation de représentants de la Métropole - Dotation initiale - Individualisation totale d'autorisation de programme - Garanties d'emprunt

**Délibération du Conseil** (Page 355 - 358)

2019-3796 - Vénissieux - Conventions de programmes pour la mise en oeuvre du programme d'intérêt général (PIG) Energie 2 2019-2023 et de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriété dégradée La Pyramide 2019-2022

**Délibération du Conseil** (Page 359 - 361)

2019-3797 - Plateforme ECORENO'V - Convention avec Vos travaux éco (VTE) pour favoriser la valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour les particuliers

**Délibération du Conseil** (Page 362 - 363)

2019-3798 - Vénissieux - Protocole habitat - Renouveau urbain et patrimonial - Résidence Aulagne - Lyon Métropole habitat (LMH)

**Délibération du Conseil** (Page 364 - 366)

2019-3799 - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Convention-cadre de renouvellement urbain de la Métropole de Lyon - Financement de la reconstitution de l'offre démolie et de l'ingénierie

**Délibération du Conseil** (Page 367 - 372)

2019-3800 - Lyon 8° - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier Lyon Mermoz sud - Subventions d'équipement à Grand Lyon habitat (GLH) pour des opérations de démolition - Individualisation partielle d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 373 - 377)

2019-3801 - Saint Fons - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Convention pluriannuelle de renouvellement urbain pour le centre de Saint Fons - Arsenal Carnot Parmentier - Subvention d'équipement à Lyon Métropole habitat (LMH) pour des opérations de démolition - Tranches 1 et 2 Carnot Parmentier - Individualisation partielle d'autorisation de programme

**Délibération du Conseil** (Page 378 - 381)

2019-3802 - Saint Fons - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Quartier prioritaire Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier - Bilan de la concertation préalable

**Délibération du Conseil** (Page 382 - 388)

2019-3803 - Lyon 8° - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Quartier Lyon Mermoz sud - Bilan de la concertation préalable

**Délibération du Conseil** (Page 389 - 392)



2019-3804 - Bron - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Opérations de démolition du protocole de préfiguration - Parilly - UC1 - Subventions d'équipement à Lyon Métropole habitat (LMH) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 393 - 394)

2019-3805 - Vénissieux - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Opérations de démolition du protocole de préfiguration - Plateau des Minguettes - Tour 36 et barre Monmousseau - Subventions d'équipement à Grand Lyon habitat (GLH) et Immobilière des chemins de fer (ICF) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 395 - 396)

2019-3806 - Lyon 9° - Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Opérations de démolition du protocole de préfiguration - La Duchère Sauvegarde - Barres 520-530 et 440 - Subvention d'équipement à Grand Lyon habitat (GLH) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 397 - 399)

2019-3807 - Bron, Caluire et Cuire, Décines Charpieu, Ecully, Feyzin, Fontaines sur Saône, Givors, Grigny, Irigny, La Mulatière, Lyon, Meyzieu, Neuville sur Saône, Oullins, Pierre Bénite, Rillieux la Pape, Saint Fons, Saint Priest, Saint Genis Laval, Vaulx en Velin, Vernaison, Vénissieux, Villeurbanne - Contrat de ville métropolitain - Approbation du protocole d'engagements réciproques valant rénovation et prorogation du contrat de ville métropolitain

[Délibération du Conseil](#) (Page 400 - 401)

2019-3808 - Contrat de ville métropolitain 2015-2020 - Attribution de subventions aux associations Labo Cités, Moderniser sans exclure (MSE), Unis-Cité, Association lyonnaise pour l'insertion économique et sociale (ALLIES) et Association fondation étudiante pour la ville (AFEV)

[Délibération du Conseil](#) (Page 402 - 406)

2019-3809 - Contrat de ville métropolitain 2015-2020 - Pôle de développement local - Participation aux actions internationales - Attribution de subventions à l'association Institut Bioforce

[Délibération du Conseil](#) (Page 407 - 410)

2019-3810 - Villeurbanne - Mission Carré de Soie - Villeurbanne - Périmètre de prise en considération du projet d'aménagement du secteur des Brosses

[Délibération du Conseil](#) (Page 411 - 413)

[Annexe](#) (Page 414 - 414)

2019-3811 - Lyon 8°, Vénissieux - Périmètre de prise en considération du projet d'aménagement du secteur de la Petite Guille

[Délibération du Conseil](#) (Page 415 - 416)

[Annexe](#) (Page 417 - 417)

2019-3812 - Lyon 7° - Plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) de la Métropole de Lyon - Procédure de modification simplifiée n° 1 - Nouveau lycée 2 avenue du Pont Pasteur - Définition des modalités de mise à disposition du public

[Délibération du Conseil](#) (Page 418 - 420)

[Annexe](#) (Page 421 - 421)

2019-3813 - Lyon 9° - Plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) - Procédure de modification simplifiée n° 2 - Zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Duchère - Ilot 35 situé avenue Ben Gourion - Rectification d'une erreur matérielle - Définition des modalités de mise à disposition du public

[Délibération du Conseil](#) (Page 422 - 424)

[Annexe](#) (Page 425 - 425)

2019-3814 - Cailloux sur Fontaines - Zone d'aménagement concerté (ZAC) du Favret - Désignation de l'aménageur - Signature du traité de concession - Participation financière de la Métropole de Lyon à la réalisation des équipements publics

[Délibération du Conseil](#) (Page 426 - 429)

2019-3815 - Lyon 2° - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Lyon Confluence 1ère phase - Participation à la remise à titre onéreux d'équipements publics d'infrastructures des ouvrages de voiries et espaces publics et rives de Saône - Concession Lyon Confluence 1 côté Saône - Approbation du protocole de liquidation - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 430 - 432)

2019-3816 - Lyon 2° - Lyon Confluence 2ème phase côté Rhône - Modification n° 4 du dossier de réalisation et du projet de programme des équipements publics (PEP) - Modification n° 3 du PEP définitif - Avenant n° 1 à la convention tripartite entre la Ville de Lyon, la société publique locale (SPL) Lyon Confluence et la Métropole de Lyon - Avenant n° 10 à la concession d'aménagement Lyon Confluence 2 côté Rhône - Participation à la remise à titre onéreux

[Délibération du Conseil](#) (Page 433 - 438)

2019-3817 - Bron, Saint Priest - Restructuration du pôle commercial Champ du Pont - Déclassement du domaine public de réseaux d'assainissement et d'eau et équipements associés - Cession des réseaux et équipements associés aux sociétés Ceetrus France et Auchan hypermarché - Convention avec la société Ceetrus France - Conventions tripartites avec les sociétés Eau du Grand Lyon et Ceetrus France et avec les sociétés Eau du Grand Lyon et Auchan hypermarché

[Délibération du Conseil](#) (Page 439 - 441)



2019-3818 - Bron, Saint Priest - Restructuration du pôle commercial Champ du Pont - Travaux d'accessibilité - Financement de travaux sur le domaine concédé de l'État (A43) - Participation pour équipements publics exceptionnels - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 442 - 444)

2019-3819 - Territoire métropolitain - Urbanisme transitoire - Individualisation partielle d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 445 - 447)

2019-3820 - Givors - Requalification de l'îlot Oussekiné - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 448 - 450)

2019-3821 - Limonest - Ilot de la Plancha - Reventilation budgétaire de l'autorisation de programme individualisée

[Délibération du Conseil](#) (Page 451 - 452)

2019-3822 - Vaulx en Velin - Ecoin sous la Combe - Opération globale de requalification - Individualisation complémentaire d'une autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 453 - 454)

2019-3823 - Rillieux la Pape - Bottet Verchères - Aménagement - Demande de subvention d'équipement auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 455 - 456)

2019-3824 - Dardilly - Esplanade de la Poste - Ilot A-B - Procédure de choix de l'équipe promoteur-concepteur - Indemnité de consultation des candidats

[Délibération du Conseil](#) (Page 457 - 459)

2019-3825 - Fontaines sur Saône - Marronniers secteur nord - Bilan de la concertation préalable - Lancement de la consultation de maîtrise d'oeuvre - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme

[Délibération du Conseil](#) (Page 460 - 463)

2019-3826 - Financement des dépenses du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) Rhône Métropole - Convention triennale 2018-2020 et financement au titre de l'exercice 2019

[Délibération du Conseil](#) (Page 464 - 466)

## Arrêtés réglementaires

2019-09-24-R-0664 - Réserve Foncière - Secteur Mi-Plaine - 100 route de Grenoble - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison d'habitation composée de 2 appartements - Propriété de M. Robert Danon et M. André Danon

[Arrêté réglementaire](#) (Page 467 - 469)

2019-09-24-R-0665 - Logement social - 20 rue de la Platière - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété des conjoints Manceau Charmy

[Arrêté réglementaire](#) (Page 470 - 472)

2019-09-26-R-0666 - 4 rue Thirard - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de la société civile immobilière (SCI) l'Etoile blanche

[Arrêté réglementaire](#) (Page 473 - 475)

2019-09-26-R-0667 - 60 avenue du 11 Novembre 1918 - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 4 lots de copropriété - Propriété de la société à responsabilité limitée (SARL) JLB Tassin

[Arrêté réglementaire](#) (Page 476 - 478)

2019-09-26-R-0668 - Logement social - 232 avenue Félix Faure - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de Mme Claude Paire veuve Etienney

[Arrêté réglementaire](#) (Page 479 - 481)

2019-09-30-R-0669 - 28 rue de Nantes - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un garage, formant le lot n° 1145 de la copropriété Les Plantées - Propriété des conjoints Guadagnino

[Arrêté réglementaire](#) (Page 482 - 484)

2019-09-30-R-0670 - Extension non importante d'une place - Foyer de vie La Grande maison - Association Education et joie

[Arrêté réglementaire](#) (Page 485 - 487)

2019-09-30-R-0671 - Parc d'activités République - 11 et 13 avenue de la République - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un lot de copropriété n° 335 dans un bâtiment à usage industriel et de bureaux et des lots de copropriété n° 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358 à usage de parkings - Propriété de la société par actions simplifiée (SAS) ARESIM

[Arrêté réglementaire](#) (Page 488 - 490)

2019-09-30-R-0672 - Tarifs journaliers afférents à l'hébergement - Exercice 2019 - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Valmy - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2019-01-15-R-0064 du 15 janvier 2019

[Arrêté réglementaire](#) (Page 491 - 493)

2019-09-30-R-0673 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - La Maison de Pilou Caluire - Création

[Arrêté réglementaire](#) (Page 494 - 495)

2019-09-30-R-0674 - Changement de catégorie de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) Le Val Foron géré par la Fondation de la Salle - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2018-11-27-R-0861 du 27 novembre 2018 - Résidence autonomie Le Val Foron

[Arrêté réglementaire](#) (Page 496 - 498)

2019-09-30-R-0675 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Chat perché - Changement de référente technique

[Arrêté réglementaire](#) (Page 499 - 500)

2019-09-30-R-0676 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Do Ré Mi - Changement de référente technique

[Arrêté réglementaire](#) (Page 501 - 502)

2019-09-30-R-0677 - Cours Tolstoi - 115 cours Tolstoi - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un local commercial en rez-de-chaussée formant le lot n° 2 de la copropriété - Propriété de M. Jean Flacher

[Arrêté réglementaire](#) (Page 503 - 505)

2019-09-30-R-0678 - Avenue Tony Garnier et allée Pierre de Coubertin - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la vente de parcelles de terrain - Propriété de l'Etat

[Arrêté réglementaire](#) (Page 506 - 508)

2019-09-30-R-0679 - Secteur Saint Jean - 4 rue de l'Epi de Blé - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison - Propriété de la société civile immobilière (SCI) des Deux Stades

[Arrêté réglementaire](#) (Page 509 - 511)

2019-09-30-R-0680 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Petits Chaperons Rouges - Changement de direction

[Arrêté réglementaire](#) (Page 512 - 513)

2019-09-30-R-0681 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Petits Chaperons Rouges - Changement de direction

[Arrêté réglementaire](#) (Page 514 - 515)

2019-09-30-R-0682 - Établissement d'accueil de jeunes enfants - Saint-Rambert - Modifications administratives affectant la gestion de l'établissement - Régularisation

[Arrêté réglementaire](#) (Page 516 - 517)

2019-09-30-R-0683 - Secteur Grandclément - 402 cours Emile Zola - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison - Propriété des conjoints Dumont et Renel

[Arrêté réglementaire](#) (Page 518 - 521)

2019-09-30-R-0684 - Délégations de signature accordées aux agents de la Métropole - Abrogations et attributions des délégations - Abrogation de l'arrêté n° 2019-07-12-R-0530 du 12 juillet 2019

[Arrêté réglementaire](#) (Page 522 - 523)

[Annexe](#) (Page 524 - 541)

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3702**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par la Commission permanente du 3 juin 2019 en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017**

service : **Direction générale déléguée aux ressources - Direction des assemblées et de la vie de l'institution**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Conformément à la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017, il est rendu compte au Conseil des décisions prises par la Commission permanente lors de sa séance du 3 juin 2019.

**N° CP-2019-3039** - Mandat spécial accordé à M. le Vice-Président Georges Képénékian pour un déplacement à Genève (Suisse) le 11 avril 2019 -

**N° CP-2019-3040** - Mandat spécial accordé à M. le Vice-Président Georges Képénékian pour un déplacement à Paris le 15 avril 2019 -

**N° CP-2019-3041** - Mandat spécial accordé à M. le Vice-Président Georges Képénékian pour un déplacement à Montréal (Canada) du 4 au 7 juin 2019 -

**N° CP-2019-3042** - Mandat spécial accordé à M. le Vice-Président Georges Képénékian pour un déplacement à Philadelphie (Etats-Unis) du 2 au 4 juin 2019 -

**N° CP-2019-3043** - Mandat spécial accordé à M. le Vice-Président Georges Képénékian pour un déplacement à Paris le 2 avril 2019 -

**N° CP-2019-3044** - Compte-rendu des déplacements autorisés - Période du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril 2019 -

**N° CP-2019-3045** - Lyon 3° - Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part-Dieu ouest - Déclassement du domaine public, par anticipation, de 84 lots de la copropriété M+M, située au 177 à 203 rue Garibaldi et 6 à 18 rue du Lac -

**N° CP-2019-3046** - Lyon 4° - Désaffectation et déclassement du domaine public de l'ancien collège Maurice Sève -

**N° CP-2019-3047** - La Mulatière - Plan de cession - Autorisation donnée à Mme Céline Lagarrigue ou toute personne morale se substituant à elle, de déposer une demande de permis de construire pour réaliser la construction d'un bâtiment d'activité artisanale, industrielle, commerce de gros, entrepôt sur la parcelle cadastrée AK 215p située chemin du Pras -

**N° CP-2019-3048** - Rillieux la Pape, Saint Priest, Vaulx en Velin - Autorisation de déposer des demandes de permis de démolir -

**N° CP-2019-3049** - Villeurbanne - Carré de Soie - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Villeurbanne La Soie - Autorisation donnée aux sociétés dénommées SNC ALTAREA COGEDIM ZAC VLS et RHONE SAONE HABITAT (RSH) ou toute personne se substituant à elles, de déposer une demande de permis de construire portant sur les parcelles métropolitaines constitutives de l'îlot A1 de la ZAC, situées rue Léon Blum et rue Francia -

**N° CP-2019-3050** - Villeurbanne - Autorisation de déposer une demande de permis de construire -

**N° CP-2019-3051** - Prestations de maîtrise d'œuvre pour le désamiantage, la démolition de bâtiments ou biens de la Métropole de Lyon et ceux dont la maîtrise d'ouvrage lui a été confiée - Autorisation de signer l'accord-cadre de services à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3052** - Prestation de stationnement dans les parcs souterrains : abonnements, tickets et cartes prépayés - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations à la suite d'une procédure de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables -

**N° CP-2019-3053** - Gestion des espaces verts du patrimoine de la Métropole de Lyon - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les accords-cadres de prestations -

**N° CP-2019-3054** - Fourniture de vêtements de travail divers pour les agents de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre de fournitures à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3055** - Maintenance préventive et curative des moyens de lutte contre l'incendie et désenfumage dans les immeubles, ouvrages et véhicules gérés par la Métropole de Lyon - Autorisation de signer les accords-cadres de prestations à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3056** - Maintenance et exploitation des installations de chauffage et climatisation des bâtiments de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre -

**N° CP-2019-3057** - Lyon 2° - Maintenance des circulations mécaniques du Centre d'échanges de Lyon Perrache (CELP) et de la Cité des Congrès - Autorisation de signer l'accord-cadre de services à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3058** - Pierre Bénite - Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, et classement dans le domaine public de voirie métropolitain d'une parcelle de terrain nu située chemin du Barrage et appartenant à la Compagnie nationale du Rhône (CNR) -

**N° CP-2019-3059** - Fontaines Saint Martin - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession à MM. Pierre-Louis et Loïc Ducourtieux d'une emprise de terrain située montée de la Côte Rivière au lieu-dit Le David -

**N° CP-2019-3060** - Lyon 5° - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession, à l'euro symbolique, à l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat (LMH) d'une emprise située 4 et 5 place du Change -

**N° CP-2019-3061** - Lyon 9° - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession, à titre onéreux, à la société civile immobilière (SCI) Le Modulor d'une emprise située rue Berjon -

**N° CP-2019-3062** - Vénissieux - Plan de cession - Habitat - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain d'une parcelle de terrain nu située 21 rue Paul Bert et déclassement par anticipation d'un immeuble bâti situé 53 rue Victor Hugo - Cession, à titre onéreux, au profit de la société Marignan Résidences de ces 2 immeubles - Acquisition par dation d'un local proprement -

**N° CP-2019-3063** - Vaulx en Velin - Habitat et logement social - Déclassement du domaine public métropolitain et mise à disposition, à titre gratuit, par bail emphytéotique, au profit de l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat, de parcelles de terrain nu situées 43-46 avenue Garibaldi -

**N° CP-2019-3064** - Lyon 5° - Montée du Change - Autorisation de déposer une demande de déclaration préalable de travaux pour la démolition d'un mur en mâchefer et la construction d'un muret -

**N° CP-2019-3065** - Vaulx en Velin - Rue de la République - Autorisation de déposer une demande de déclaration préalable -

**N° CP-2019-3066** - Interventions et travaux urgents sur le territoire de la Métropole de Lyon - Accord-cadre à bons de commande - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer l'accord-cadre -

**N° CP-2019-3067** - Travaux d'entretien et de petits investissements de voirie sur le territoire de la Métropole de Lyon - Lots n° 9 et n° 11 - Accords-cadres à bons de commande - Lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les accords-cadres -

**N° CP-2019-3068** - Taille et entretien des arbres d'alignement sur les voies et espaces publics de la Métropole de Lyon - Lot n° 2 - Lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer l'accord-cadre -

**N° CP-2019-3069** - Signalisation hôtelière sur voirie - Offre de concours par l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH) du Rhône -

**N° CP-2019-3070** - Bron - Classement d'office dans le domaine public de voirie métropolitain de l'impasse Kimmerling et de la rue Pététin - Saisine de M. le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône -

**N° CP-2019-3071** - Études et expertises pour une logistique urbaine durable - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations de services - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3072** - Bron, Caluire et Cuire, Chassieu, Corbas, Craponne, Dardilly, Ecully, Feyzin, Francheville, Givors, Grigny, Lyon 7°, Lyon 9°, Meyzieu, Neuville sur Saône, Rillieux la Pape, Saint Genis Laval, Saint Priest, Sainte Foy lès Lyon, Vaulx en Velin, Villeurbanne, Vénissieux - Gestion des aires d'accueil des gens du voyage - Approbation de la convention 2019 d'aide à la gestion des aires d'accueil (AGAA) fixant la participation annuelle de l'État à leur fonctionnement -

**N° CP-2019-3073** - Bron, Champagne au Mont d'Or, Ecully, Irigny, Lyon, Meyzieu, Neuville sur Saône, Pierre Bénite, Saint Priest, Vaulx en Velin, Vénissieux, Sainte Foy lès Lyon, Villeurbanne, Oullins, Saint Fons - Garanties d'emprunts accordées à l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat suite au transfert du patrimoine de la société anonyme (SA) d'habitation à loyer modéré (HLM) Gabriel Rosset et à sa dissolution auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3074** - Cailloux sur Fontaines, Oullins, Lyon 5°, Lyon 3° - Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme (SA) d'habitation à loyer modéré (HLM) Alliade habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) suite à la cession de biens par la Société Cité nouvelle - Transfert de dette -

**N° CP-2019-3075** - Écully, Lyon 8°, Villeurbanne, Craponne, Chassieu, Irigny - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Alliade habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3076** - Lyon 3° - Garanties d'emprunts accordées à l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3077** - Lyon 4° - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Dynacité auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3078** - Lyon 5° - Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Cité nouvelle auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3079** - Lyon 7° - Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme (SA) d'habitation à loyer modéré (HLM) Alliade habitat auprès du Crédit foncier de France, suite à la cession de biens par la SA d'HLM Cité nouvelle - Décision modificative à la décision du Bureau n° B-2011-2487 du 4 juillet 2011 - Transfert de dette -

**N° CP-2019-3080** - Oullins - Garanties d'emprunts accordées à l'Association scolaire Notre-Dame du bon conseil auprès de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes - Décision modificative à la délibération du Conseil général du Rhône n° 003-03 du 13 juin 2014 et à la délibération du Conseil de la Communauté urbaine n° 2014-0462 du 15 décembre 2014 -

**N° CP-2019-3081** - Saint Genis les Ollières - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Vilogia auprès de Arkea -

**N° CP-2019-3082** - Vénissieux, Cailloux sur Fontaines - Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) ICF sud-est Méditerranée auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3083** - Vénissieux - Garanties d'emprunts accordées à la Société anonyme d'économie mixte (SAEM) Adoma auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3084** - Villeurbanne, Tassin la Demi Lune, Collonges au Mont d'Or, Craponne, Lyon 8°, Décines Charpieu - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitation à loyer modéré (HLM) Vilogia auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Réaménagement de la dette -

**N° CP-2019-3085** - Villeurbanne - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Alliade habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Réaménagement de la dette -

**N° CP-2019-3086** - Déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables sur le territoire de la Métropole de Lyon - Licence d'utilisation de la marque Grand Lyon de la Métropole - Approbation d'un contrat de licence non exclusive de marque avec la société IZIVIA FMET 1 -

**N° CP-2019-3087** - Cessions de marques entre la société EKNO et la Métropole de Lyon - Approbation d'un contrat de cessions des 2 marques LYVE déposées par la société EKNO -

**N° CP-2019-3088** - Villeurbanne - Infiltrations dans une cave située 77 rue Dedieu - Protocole d'accord transactionnel -

**N° CP-2019-3089** - Nettoyement, curage des stations d'épuration et de relèvement, des ouvrages d'assainissement et des réseaux d'égouts de la Métropole de Lyon - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer l'accord-cadre à bons de commande de services -

**N° CP-2019-3090** - Fourniture de pièces détachées et maintenance pour matériels de marque KSB-AMRI installés sur diverses usines de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer le marché de fournitures à la suite d'une procédure négociée sans mise en concurrence -

**N° CP-2019-3091** - Suivi technique et économique du contrat de délégation de services publics (DSP) eau et conseil en organisation pour la régie assainissement de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre de services à la suite d'une procédure adaptée -

**N° CP-2019-3092** - Techniques alternatives de gestion des eaux pluviales par mélange de terre et de pierre - Convention de recherche partenariale avec la société Granulats Vicat -

**N° CP-2019-3093** - Techniques alternatives de gestion des eaux pluviales par mélange de terre et de pierre - Convention de recherche partenariale avec la société CMCA Perrier Matériaux -

**N° CP-2019-3094** - Lyon 8° - Opération de rénovation des portiques potences hauts mâts (PPHM) du boulevard périphérique Laurent Bonneval (RD 383) - Occupation temporaire du domaine privé non métropolitain par un portique de signalisation directionnelle - Convention entre le syndicat des copropriétaires de la résidence Bonneval et la Métropole de Lyon -

**N° CP-2019-3095** - Portail de covoiturage sur le territoire de la Métropole de Lyon - Lot n° 1 : conception et gestion du portail - Autorisation de signer un avenant de prolongation de durée -

**N° CP-2019-3096** - Maintenance de la solution Socle de diffusion et prestations associées - Lancement de la procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence pour un accord-cadre de prestations de services - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations de services à la suite d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable -

**N° CP-2019-3097** - Maintenance, exploitation et évolution des installations téléphoniques - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert pour un accord-cadre de prestations de services - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations de services à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3098** - Maintenance du logiciel standard gestion patrimoniale physique et technique, gestion de l'entretien et gestion locative (GIMAWEB) et prestations associées - Lancement de la procédure de marché sans publicité et sans mise en concurrence pour un accord-cadre de prestations de services - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations de services à la suite d'une procédure de marché sans publicité et sans mise en concurrence -

**N° CP-2019-3099** - Convention de mise à disposition de fibres optiques concédant un droit exclusif de longue durée et irrévocable entre la Métropole de Lyon et la société Grand Lyon THD - Autorisation de signer un avenant n° 1 -

**N° CP-2019-3100** - Bron - Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terrailon - Acquisition, à titre onéreux, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n° 120 et 304 situés 25 rue Guillermin et appartenant à M. Omer Akkas et M. Veysal Akkas -

**N° CP-2019-3101** - Bron - Développement urbain - Opération de renouvellement urbain (ORU) Bron Terraillon - Acquisition, à titre onéreux, d'un appartement et d'une cave formant respectivement les lots n° 122 et 306 situés 25 rue Guillermin et appartenant à M. Orhran Ozay -

**N° CP-2019-3102** - Caluire et Cuire - Réserve foncière - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain bâti situé impasse de l'Église et appartenant à Mme Faverjon, veuve Palisson -

**N° CP-2019-3103** - Caluire et Cuire - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, de 2 parcelles de terrain nu situées 4 ter rue de Montessuy et appartenant à la copropriété Le 1888 -

**N° CP-2019-3104** - Chassieu - Projet urbain - Opération du Raquin - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain, issue de 2 parcelles de terrain de plus grande étendue, située chemin du Raquin et appartenant à Mme Marie-Claude Archimbaud -

**N° CP-2019-3105** - Corbas - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu située à l'angle du boulevard Jean Mermoz et du chemin des Bruyères, et appartenant aux consorts Pellet -

**N° CP-2019-3106** - Craponne - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain située 24 rue du Pont Chabrol et appartenant aux consorts Forly et Chanas -

**N° CP-2019-3107** - Dardilly - Réserve foncière - Acquisition, à titre onéreux, des parcelles cadastrées AT 1, AT 60 et AT 62 situées chemin de la Brocardière et appartenant à la société civile immobilière (SCI) Dardilly -

**N° CP-2019-3108** - Feyzin - Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) - Approbation du principe d'acquisition, à titre onéreux, à la suite d'une mise en demeure d'acquérir, d'un tènement industriel situé 2 rue Louise Michel, sur la parcelle cadastrée BM 6 et appartenant à la société United Parcel Service France SAS (UPS) -

**N° CP-2019-3109** - Feyzin - Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la Vallée de la Chimie - Acquisition, à titre onéreux, d'une maison d'habitation située 19 rue André Gelas et appartenant à M. Sadia et à Mme Chabbi -

**N° CP-2019-3110** - Feyzin - Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) - Approbation du principe d'acquisition, à titre onéreux, à la suite d'une mise en demeure d'acquérir, d'un tènement immobilier situé 2 chemin départemental 12, sur la parcelle cadastrée BL 297 et appartenant à l'indivision De la Iglésia -

**N° CP-2019-3111** - Feyzin - Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) - Approbation du principe d'acquisition, à titre onéreux, à la suite d'une mise en demeure d'acquérir, d'un tènement immobilier situé lieu-dit Les Verchères et 26 rue Jean Bouin, sur les parcelles cadastrées BL 172, BL 179 à BL 181, BL 186 à BL 190, BL 294 et appartenant à la société civile immobilière (SCI) de la Vialle -

**N° CP-2019-3112** - Feyzin - Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) de la Vallée de la chimie - Acquisition, à titre onéreux, d'une maison d'habitation située 43 rue du 8 mai 1945 et appartenant aux consorts Reboul -

**N° CP-2019-3113** - Givors - Développement urbain - Ilot Oussékine - Acquisition, à titre onéreux, d'un lot de copropriété dépendant de l'ensemble immobilier situé 52 rue Roger Salengro et 15 rue Charles Simon et appartenant à la société civile immobilière (SCI) des Ajoncs -

**N° CP-2019-3114** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 38 rue de Combemore et appartenant aux époux Forien -

**N° CP-2019-3115** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 19 rue de Combemore et appartenant aux époux Carissan -

**N° CP-2019-3116** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 30 rue de Combemore et appartenant à Mme Nicole Forgeard -

**N° CP-2019-3117** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 21 rue de Combemore et appartenant aux consorts Jabouin Vallon -

**N° CP-2019-3118** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, de 2 parcelles de terrain nu situées 11 rue de Combemore et appartenant aux époux Morello -



**N° CP-2019-3119** - Limonest - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, de 2 parcelles de terrain nu situées route de Saint Didier et appartenant à la Commune -

**N° CP-2019-3120** - Lyon 1er - Habitat - Logement social - Acquisition, à titre onéreux, d'un immeuble situé 26 rue de l'Annonciade-5 rue Fernand Rey et appartenant à l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat -

**N° CP-2019-3121** - Lyon 8° - Développement urbain - Projet urbain partenarial (PUP) Saint Vincent de Paul - Acquisition, à titre onéreux, de 5 parcelles de terrain partiellement occupées, situées entre la route de Vienne et la rue Montagny et appartenant à la société civile immobilière (SCI) Vinci Immobilier Résidentiel ou toute autre société qui lui sera substituée -

**N° CP-2019-3122** - Lyon 8° - Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Mermoz sud - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain nu situé au 1-15 rue Albert Morel et appartenant à l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat -

**N° CP-2019-3123** - Meyzieu - Équipement public - Bassin de rétention - Secteur Peyssillieu - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain nu situé lieu-dit Peyssillieu cadastré DC 130, DC 126, DC 127, DC 128 et appartenant à la société Alliade habitat - Abrogation de la décision de la Commission permanente n° CP-2018-2658 du 8 octobre 2018 -

**N° CP-2019-3124** - Mions - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 60 rue Victor Hugo lieudit Champ du Rat et appartenant aux conjoints Ravier -

**N° CP-2019-3125** - Neuville sur Saône - Développement urbain - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu située 12 avenue Carnot et appartenant au Service départemental métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) -

**N° CP-2019-3126** - Pierre Bénite - Voirie - Acquisition, à titre onéreux, d'un lot de copropriété situé dans l'ensemble immobilier en copropriété situé rue de la Grande Allée et rue Yon Lug et appartenant à la société civile immobilière (SCI) Saône A7 ou toute autre société qui lui sera substituée - Décision modificative à la décision de la Commission permanente n° CP-2018-2662 du 8 octobre 2018 -

**N° CP-2019-3127** - Saint Didier au Mont d'Or - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située chemin des Ardelets et appartenant à la société 1850 Invest -

**N° CP-2019-3128** - Saint Fons - Réserve foncière - Acquisition, à titre onéreux, d'un terrain bâti situé 6 place Roger Salengro et appartenant à Mme Christiane Pampouly -

**N° CP-2019-3129** - Saint Priest - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu située 57 ter rue Gambetta et appartenant à la société civile d'attribution (SCA) Durand-Monteillet -

**N° CP-2019-3130** - Vaulx en Velin - Développement urbain - Carré de Soie - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Tase - Acquisition, à titre onéreux, des parcelles cadastrées BR 328, BN 49 et BN 50 situées allée du Textile et de la parcelle cadastrée BR 325 située avenue du Bataillon Carmagnole Liberté et appartenant à l'association syndicale libre (ASL) du lotissement centre d'activités de la Poudrette -

**N° CP-2019-3131** - Grigny - Développement urbain - Secteur Les Sablons - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Commune, d'une parcelle de terrain située Le Bourg -

**N° CP-2019-3132** - Limonest - Plan de cession - Développement économique - Cession, à titre onéreux, à la société civile d'exploitation agricole (SCEA) La Bruyère, de 2 parcelles de terrain issues des parcelles cadastrées H 608 et H 609 situées chemin des Bruyères -

**N° CP-2019-3133** - Lyon 3° - Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part-Dieu Ouest - Cession, à titre onéreux, à la société Financière de Lyon ou à toute autre personne morale au sein de son groupe, de 84 lots de la copropriété M+M, située au 177 à 203 rue Garibaldi et 6 à 18 rue du Lac - Autorisation de dépôt de toute demande d'autorisation du droit des sols - Institution de servitudes -

**N° CP-2019-3134** - Lyon 3° - Équipement public - Cession, à titre gratuit, à l'établissement dénommé Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat d'un terrain nu situé 56 rue de l'Abbé Boisard -

**N° CP-2019-3135** - Lyon 4° - Habitat - Logement social - Revente, à titre onéreux, suite à droit de priorité avec préfinancement, à la société ICF habitat sud-est Méditerranée SA d'HLM, d'une propriété située 4 boulevard des Canuts -

**N° CP-2019-3136** - Meyzieu - Développement urbain - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Commune, de 2 lots de copropriété à usage de garages, situés rue de Nantes - Copropriété Les Plantées -

**N° CP-2019-3137** - Oullins - Habitat et logement social - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la société anonyme (SA) d'HLM ICF habitat sud-est Méditerranée, d'un immeuble situé 118 rue Charton -

**N° CP-2019-3138** - Saint Genis Laval - Habitat et logement social - Reventes, à titre onéreux, suite à 2 préemptions avec préfinancement, à la société anonyme (SA) d'HLM Alliade habitat, d'un immeuble situé 3 place Maréchal Joffre -

**N° CP-2019-3139** - Caluire et Cuire - Équipement public - Résiliation partielle d'un bail rural verbal sur une parcelle de terrain - Indemnisation de la société civile d'exploitation agricole (SCEA) Caluire Légumes - Approbation d'une convention -

**N° CP-2019-3140** - Lyon 3° - Habitat et logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat, de l'immeuble en copropriété situé 10 rue Marignan - Annulation de l'état descriptif de division et du règlement de copropriété dudit immeuble -

**N° CP-2019-3141** - Lyon 4° - Habitat et logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de l'Office public de l'habitat (OPH) Grand Lyon habitat, de l'immeuble situé 16 Grande rue de la Croix-Rousse -

**N° CP-2019-3142** - Irigny - Développement de la production d'électricité photovoltaïque - Vallée de la Chimie - Avenant portant résiliation partielle du bail à construction avec la société JTEKT et mise à bail emphytéotique de volumes à la société Lyon Rhône solaire (LRS) concernant un terrain situé rue du Barrage au lieu-dit Le Broteau - Institution de servitudes -

**N° CP-2019-3143** - Bron - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Terrailon - Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'expropriation -

**N° CP-2019-3144** - Villeurbanne - Opération de restauration immobilière (ORI) du 91 rue des Charmettes et 5 cours Tolstoï - Demande de prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) du 24 juillet 2014 -

**N° CP-2019-3145** - Bron, Caluire et Cuire, La Mulatière, Lyon, Meyzieu, Mions, Neuville sur Saône, Oullins, Pierre Bénite, Décines Charpieu, Ecully, Feyzin, Fontaines sur Saône, Givors, Grigny, Irigny, Rillieux la Pape, Saint Fons, Saint Genis Laval, Saint Priest, Vaulx en Velin, Vernaison, Villeurbanne, Vénissieux - Contrat de ville métropolitain - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Dispositif partenariat pour la tranquillité - Attribution d'une subvention à Lyon Métropole habitat, coordonnateur du groupement de commande des 13 bailleurs sociaux participants pour son programme d'actions 2019 - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3146** - Bron, Caluire et Cuire, Décines Charpieu, Ecully, Feyzin, Givors, Grigny, Irigny, Lyon, Meyzieu, Neuville sur Saône, Oullins, La Mulatière, Rillieux la Pape, Saint Fons, Saint Genis Laval, Saint Priest, Vaulx en Velin, Vénissieux, Vernaison, Villeurbanne, Fontaines sur Saône, Mions, Pierre Bénite - Contrat de ville métropolitain - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Centre de ressources métropolitain pour la qualité de vie résidentielle - Attribution d'une subvention à ABC HLM pour son programme d'actions 2019 - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3147** - Ecully - Contrat de ville métropolitain - Quartier les Sources-Pérollier - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention au comité de gestion Sources-Pérollier - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3148** - Fontaines sur Saône - Contrat de ville métropolitain - Quartiers des Marronniers - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3149** - Givors - Contrat de ville métropolitain - Quartier du Centre-Ville - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3150** - Grigny - Contrat de ville métropolitain - Quartier du Vallon - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3151** - Meyzieu - Contrat de ville métropolitain - Quartiers du Mathiolan et des Plantées - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3152** - Neuville sur Saône - Contrat de ville métropolitain - Quartiers de la Source - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention à la Commune de Neuville sur Saône - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3153** - Saint Fons - Contrat de ville métropolitain - Quartiers Arsenal-Carnot Parmentier et Clochettes - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Attributions de subventions à la Ville de Saint Fons et à l'association Espace créateur de solidarités (ECS) - Programmation 2019 - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3154** - Saint Genis Laval - Contrat de ville métropolitain - Quartier des Collonges - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3155** - Mise en œuvre des mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) sur le territoire de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre à bons de commande de services, prévu à l'article R 2123-1 du code de la commande publique, conclu à la suite d'une procédure adaptée -

**N° CP-2019-3156** - Inscription de la Métropole de Lyon au mouvement international des villes sans sida - Approbation et signature de la charte dite Déclaration de Paris -

**N° CP-2019-3157** - Lyon 2° - Quai Perrache - Autorisation de déposer une demande de déclaration préalable -

**N° CP-2019-3158** - Mise en œuvre accélérée du plan quinquennal Logement d'abord - Attribution de subventions à l'association Habitat et humanisme Rhône pour l'année 2019 -

**N° CP-2019-3159** - Lyon, Villeurbanne - Dépôt du dossier d'éligibilité pour une demande de subventions à l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) au titre de la résorption d'habitat insalubre (RHI) et du traitement de l'habitat insalubre réparable et opération de restauration immobilière (THIRORI) -

**N° CP-2019-3160** - Entretien du patrimoine végétal - Accords-cadres à bons de commande - Lots n° 2, 3, 4, 6, 7 et 8 - Lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les 6 accords-cadres -

**N° CP-2019-3161** - Fourniture de pièces détachées pour grilles de construction Martin GmbH, trémies et équipements périphériques des fours d'incinération de déchets de l'unité de traitement et de valorisation énergétique (UTVE) Lyon-sud - Lancement et autorisation de signer l'accord-cadre, à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3162** - Mise à disposition de personnel intérimaire pour la Métropole de Lyon - 4 lots - Autorisation de signer les accords-cadres de prestations à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3163** - Prestation globale de propreté sur les berges du Rhône et les quais hauts associés - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3164** - Lyon 1er, Lyon 2°, Lyon 5° - Prestations de nettoyage des cours traboules des 1er, 2° et 5° arrondissements de Lyon et autres espaces conventionnés - Accord-cadre à bons de commande - Lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer l'accord-cadre -

**N° CP-2019-3165** - Développement des échanges culturels et artistiques internationaux - Approbation des projets soutenus au titre de la convention avec l'Institut français pour l'année 2019- Attribution de subventions -

**N° CP-2019-3166** - LUGDUNUM - Musée et théâtres romains - Charte Môm'Art - Partenariat culturel -

**N° CP-2019-3167** - Givors - Culture - Convention de développement de l'éducation aux arts et à la culture tout au long de la vie 2019-2021 entre l'État, la Métropole de Lyon et la Ville de Givors -

**N° CP-2019-3168** - Saint Germain au Mont d'Or - Parkings de la gare - Autorisation de dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme -

Le texte intégral des décisions prises par la Commission permanente est disponible sur [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com) - rubrique *La Métropole de Lyon - Délibérations et décisions* ainsi que sur l'extranet *Grand Lyon territoires* - rubrique *Vie institutionnelle - Après séances*. Il fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Métropole de Lyon ;

Vu ledit dossier ;

#### DELIBERE

**Prend acte** du compte-rendu des décisions de la Commission permanente du 3 juin 2019 citées ci-dessus et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3703**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par la Commission permanente du 8 juillet 2019 en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017**

service : **Direction générale déléguée aux ressources - Direction des assemblées et de la vie de l'institution**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Conformément à la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017, il est rendu compte au Conseil des décisions prises par la Commission permanente lors de sa séance du 8 juillet 2019.

**N° CP-2019-3169** - Genay - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession à titre onéreux à la société par actions simplifiées (SAS) Clos Sevia d'une emprise située rue du Belvédère -

**N° CP-2019-3170** - Mions - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain d'une emprise située 2 rue Dumont d'Urville et cession à titre onéreux à la société par actions simplifiée (SAS) SPAC (anciennement société parisienne de canalisation) -

**N° CP-2019-3171** - Vénissieux - Plan de cession - Déclassement du domaine public de voirie métropolitain et cession à titre onéreux à la société Cogedim Grand Lyon ou à toute autre société qui lui sera substituée, d'une emprise située 11 bis impasse Morel -

**N° CP-2019-3172** - Bron - ZAC Bron Terrailon - Opération renouvellement urbain Bron Terrailon - Approbation du principe du déclassement futur d'une partie du domaine public métropolitain des emprises situées rue Guynemer - Autorisation donnée à la SERL et à l'OPH Lyon Métropole habitat (LMH), de déposer tout permis de construire, tout permis de démolir et toutes autorisations d'urbanisme -

**N° CP-2019-3173** - Lyon 3° - Principe de déclassement futur d'une partie du domaine public métropolitain ilot sud Francfort - Autorisation donnée à la société de la Porte de Francfort de déposer des autorisations d'urbanisme -

**N° CP-2019-3174** - Irigny - Rue de Boutan - Autorisation de déposer une demande de permis d'aménager -

**N° CP-2019-3175** - Corbas - Réalisation d'un carrefour à feux pour sécuriser l'accès au centre de déminage interdépartemental, angle rue du Dauphiné et chemin sous le Fort - Offre de concours pour les travaux de réalisation du carrefour à feux -

**N° CP-2019-3176** - Saint Fons - Restructuration du parvis de l'école Salvador Allende - rue Dussurgey et rue Arsenal - Travaux de voirie réseaux divers (VRD) - Autorisation de signer l'avenant n° 1 au marché 2017-460 - Modification de la répartition technique et financière -

**N° CP-2019-3177** - Fabrication et fourniture de barrières, clôtures, portails, glissières, bornes et mobilier spécifique sur le territoire de la Métropole de Lyon - Accord-cadre à bons de commande - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer le marché -

**N° CP-2019-3178** - Assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et technique pour les systèmes d'information de gestion des flux de trafics de la Métropole de Lyon - Accord-cadre à bons de commande - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer l'accord-cadre -

**N° CP-2019-3179** - Fourniture de matériel, accessoire de compostage, de vermicompostage et fourniture de broyat avec prestation de broyage sur site - 2 lots - Autorisation de signer les accords-cadres de fournitures à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3180** - Assistance à la mise en place de sites de compostage partagés (pieds d'immeubles, quartiers et cantines), formation et sensibilisation au compostage domestique, au vermicompostage individuel et à la gestion alternative des déchets verts sur le territoire de la Métropole de Lyon - 2 lots - Autorisation de signer les accords-cadres de prestations de services à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3181** - Garanties d'emprunts accordées à la Société publique locale (SPL) Lyon Part Dieu ou tout autre organisme qui pourrait lui être substitué auprès du Crédit coopératif -

**N° CP-2019-3182** - Bron - Garanties d'emprunts accordées à l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3183** - Chassieu - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Alliade habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3184** - Corbas, Lyon 3°, Meyzieu, Oullins, Rillieux la Pape, Vaulx en Velin - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme d'économie mixte (SAEM) SEMCODA et à tout autre organisme qui pourrait lui être substitué auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Transfert des garanties d'emprunts du portefeuille Dexia et subrogation des actes -

**N° CP-2019-3185** - Craponne - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Immobilière Rhône-Alpes auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Transfert des garanties d'emprunts du portefeuille Dexia crédit local à la CDC et subrogation des actes -

**N° CP-2019-3186** - Décines Charpieu - Garanties d'emprunts accordées à l'association immobilière Domalteri auprès du Crédit coopératif -

**N° CP-2019-3187** - Feyzin, Villeurbanne - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Immobilière Rhône-Alpes auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3188** - Francheville, Villeurbanne, Rillieux la Pape, Meyzieu - Garanties d'emprunts accordées à l'Office public de l'habitat (OPH) de l'Ain Dynacité auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Réaménagement de la dette -

**N° CP-2019-3189** - Lyon 3° - Garantie d'emprunt accordée au groupement d'intérêt public (GIP) Maison de la veille sociale auprès du Crédit coopératif -

**N° CP-2019-3190** - Lyon 4° - Garanties d'emprunts accordées à la Fondation Aralis auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3191** - Lyon 5° - Garanties d'emprunts accordées à la société en commandite par actions (SCA) Foncière habitat et humanisme auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3192** - Lyon 8° - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) régionale d'habitations à loyer modéré (HLM) de Lyon auprès de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes (CERA) -

**N° CP-2019-3193** - Lyon 8° - Garanties d'emprunts accordées à la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) habitat Rhône-Alpes devenue Caisse des dépôts et consignations (CDC) habitat auprès de la CDC - Transfert des garanties d'emprunts du portefeuille Dexia à la CDC et subrogation des actes -

**N° CP-2019-3194** - Oullins - Garanties d'emprunts accordées à l'Organisme de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) de l'association scolaire Notre-Dame du bon conseil auprès de la Caisse d'épargne Rhône-Alpes (CERA) -

**N° CP-2019-3195** - Saint Priest - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Société française des habitations économiques (SFHE) auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Transfert des garanties d'emprunts du portefeuille Dexia crédit local à la CDC et subrogation des actes -

**N° CP-2019-3196** - Saint Priest - Garanties d'emprunts accordées à l'association Organisme de gestion de l'enseignement catholique (OGEC) du centre scolaire La Xavière auprès du Crédit coopératif -

**N° CP-2019-3197** - Villeurbanne - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Rhône-Saône habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Décision complémentaire à la délibération du Conseil n° 2017-1971 du 22 mai 2017 - Prêt haut de bilan n° 96528 -

**N° CP-2019-3198** - Villeurbanne - Garanties d'emprunts accordées à l'Office public de l'habitat (OPH) Est Métropole habitat auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) -

**N° CP-2019-3199** - Villeurbanne - Garanties d'emprunts accordées à la société anonyme (SA) Coopérative de production d'habitations à loyer modéré (HLM) Rhône-Saône habitat auprès du Crédit coopératif -

**N° CP-2019-3200** - Accord de coexistence de marques entre M. Henri de Rohan-Chabot et la Métropole de Lyon - Approbation d'un contrat d'accord de coexistence de 2 marques -

**N° CP-2019-3201** - Dommages et nuisances, suite aux travaux de réalisation du tunnel mode doux de la Croix-Rousse - Approbation du protocole d'accord transactionnel entre M. et Mme Jérôme d'Ornano, la Métropole de Lyon, le groupement Dodin Campenon Bernard et la société Véolia Eau -

**N° CP-2019-3202** - Dommages et nuisances suite aux travaux de réalisation du tunnel mode doux de la Croix-Rousse - Approbation du protocole d'accord transactionnel entre la Métropole de Lyon et M. Jean-Paul Pompognat, le groupement Dodin Campenon Bernard et la société Veolia eau -

**N° CP-2019-3203** - Dommages et nuisances, suite aux travaux de réalisation du tunnel mode doux de la Croix-Rousse - Approbation du protocole d'accord transactionnel entre la Métropole de Lyon et M. Jean-Marie Lavayssière, le groupement Dodin Campenon Bernard et la société Véolia Eau -

**N° CP-2019-3204** - Dommages et nuisances suite aux travaux de réalisation du tunnel mode doux de la Croix-Rousse - Approbation du protocole d'accord transactionnel entre M. Jean Million, la Métropole de Lyon, le groupement Dodin Campenon Bernard et la société Véolia eau -

**N° CP-2019-3205** - Dommages et nuisances, suite aux travaux de réalisation du tunnel mode doux de la Croix-Rousse - Approbation du protocole d'accord transactionnel entre la Métropole de Lyon et le Syndicat des copropriétaires de l'immeuble sis 8 place Chazette, le groupement Dodin Campenon Bernard et la société Véolia eau -

**N° CP-2019-3206** - Pierre Bénite - Fourniture de pièces détachées et prestations de réparation pour les dégrilleurs AXEAU installés sur la station d'épuration de la Métropole de Lyon à Pierre Bénite - Autorisation de signer le marché de fournitures à la suite d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables -

**N° CP-2019-3207** - Convention de partenariat entre la Métropole de Lyon, la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA), le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) pour l'Observatoire du réchauffement de la nappe lyonnaise -

**N° CP-2019-3208** - Convention de partenariat entre la Métropole de Lyon, la société Eau du Grand Lyon, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AERMC), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Université de Grenoble Alpes (UGA), l'Université Claude Bernard (UCBL) et Ezus Lyon -

**N° CP-2019-3209** - Champagne au Mont d'Or - Protocole d'accord transactionnel avec Mmes Gourgaud, Gilg, Petrossi et M. Michelin - Indemnisation du préjudice lié à l'absence d'information quant à l'existence d'une canalisation publique d'assainissement en tréfonds d'une parcelle privée située rue de la Mairie -

**N° CP-2019-3210** - Meyzieu - Création des bassins de rétention -Infiltration et canalisation de gestion des eaux pluviales sur les secteurs de Peyssillieu et Villardier - Lot n° 1 : création des bassins - Approbation d'un protocole d'accord transactionnel avec le groupement Soterly-Beylat TP-Dumas TP-Valerian -

**N° CP-2019-3211** - Meyzieu - Protocole d'accord transactionnel avec l'Association foncière urbaine libre (AFUL) dans le cadre de la reprise des réseaux sous chaussée privative du lotissement Chantalouette - Indemnisation du préjudice subi par l'AFUL le Hameau de Chantalouette -

**N° CP-2019-3212** - Dardilly - Travaux de requalification de l'ex A6-A7 - horizon 2020 - Autorisation de déposer une demande de permis d'aménager pour la construction d'un parking relais de 150 places -

**N° CP-2019-3213** - Assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée dans le champ des usages, de l'innovation de services et des changements de comportements - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les accords-cadres -



**N° CP-2019-3214** - Bron - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, de 5 parcelles de terrain nu situées avenue Pierre Mendès France et appartenant à la Société immobilière d'études et de réalisations (SIER) -

**N° CP-2019-3215** - Bron - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 23 rue de la Batterie et appartenant à la société civile de construction vente (SCCV) Little -

**N° CP-2019-3216** - Corbas - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu située à l'angle du boulevard Jean Mermoz et du chemin des Bruyères et appartenant aux consorts Butin -

**N° CP-2019-3217** - Corbas - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située route de Saint Priest et appartenant à M. Boucharlat et Mme Berger -

**N° CP-2019-3218** - Dardilly - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain située 7 route de Limonest et appartenant aux époux Lahyani -

**N° CP-2019-3219** - Dardilly - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain située 1 route de Limonest et appartenant aux époux Renaudin -

**N° CP-2019-3220** - Francheville - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain située 78 route du Bruissin et appartenant à la société civile immobilière (SCI) MEPY -

**N° CP-2019-3221** - Givors - Développement urbain - Ilot Oussekiné - Acquisition, à titre onéreux, d'un lot de copropriété dépendant de l'ensemble immobilier situé 21 rue Joseph Longarini et appartenant à M. Cyrille Jolivet -

**N° CP-2019-3222** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, de 2 parcelles de terrain nu situées 32 et 32 bis rue de Combemore et appartenant aux consorts Audier -

**N° CP-2019-3223** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située rue de Combemore et 32 chemin de Presle et appartenant aux époux Finot -

**N° CP-2019-3224** - Irigny - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 32 rue de Combemore et appartenant aux consorts Fournel -

**N° CP-2019-3225** - Jonage - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain agricole située rue des Biesses et appartenant à M. Fiat Dit Rey -

**N° CP-2019-3226** - Jonage - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, de 2 parcelles de terrain nu situées rue du Repos et appartenant à la Commune -

**N° CP-2019-3227** - Lyon 2° - Habitat et logement social - Substitution de l'association Fondation AJD - Maurice Gounon à l'association Majo Logement pour la cession, à titre onéreux, de lots dans un immeuble en copropriété situé 25 rue Marc Antoine Petit - Modification de la décision de la Commission permanente n° CP-2016-1280 du 21 novembre 2016 -

**N° CP-2019-3228** - Lyon 2° - Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Lyon Confluence - Première et deuxième phases - Acquisition, à l'euro symbolique, de parcelles et d'un volume de terrains nus aménagés représentant des voiries et des espaces publics, situés quai Rambaud, rue Hrant Dink et passage Magellan et appartenant à la société publique locale (SPL) Lyon Confluence -

**N° CP-2019-3229** - Lyon 3° - Développement urbain - Projet Lyon Part-Dieu - Acquisition, à l'euro symbolique, d'une parcelle de terrain nu située rue Paul Bert et appartenant à la SNCF Mobilités -

**N° CP-2019-3230** - Lyon 3°, Lyon 8° - Voirie - Acquisition, à titre onéreux, de 7 parcelles de terrain nu destinées à être incorporées au domaine public de voirie métropolitain à l'issue de la réalisation de la ligne T4, phase 2, du tramway, appartenant au Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) -

**N° CP-2019-3231** - Lyon 8° - Développement urbain - Projet urbain partenarial (PUP) Saint Vincent de Paul - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu, située rue de Montagny et appartenant à la SCI 168 route de Vienne ou toute autre société qui lui sera substituée -

**N° CP-2019-3232** - Lyon 9° - Habitat - Logement social - Acquisition, à titre onéreux, du lot n° 12 situé dans l'immeuble en copropriété situé 39 quai Arloing et appartenant à Mme Jeannine Michaud, veuve Pollet -

**N° CP-2019-3233** - Mions - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située 20 avenue des Tilleuls et appartenant à Mme Roch, épouse Astic -

**N° CP-2019-3234** - Neuville sur Saône, Genay - Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) - Acquisition, à titre onéreux, à la suite d'une mise en demeure d'acquiescer, d'un tènement immobilier situé au 225 avenue des Frères Lumière sur la parcelle cadastrée AM 506 et appartenant aux consorts Boninchi -

**N° CP-2019-3235** - Rillieux la Pape - Voirie de proximité - Acquisition, à l'euro symbolique, d'un terrain nu situé au droit du 11 avenue Général Leclerc et appartenant à la Commune -

**N° CP-2019-3236** - Saint Fons - Développement urbain - Projet urbain des Clochettes - Acquisition, à titre onéreux, d'un tènement (maison et parcelle) situé 116 boulevard Yves Farge et appartenant aux époux Giroudon -

**N° CP-2019-3237** - Vaulx en Velin - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'une parcelle de terrain nu située rue Jeanne Morel et appartenant à la copropriété Le Clos République -

**N° CP-2019-3238** - Vernaison - Voirie de proximité - Acquisition, à titre onéreux, d'une parcelle de terrain nu, située 1250 chemin du Pelet et appartenant à Mme Catherine Chapuis -

**N° CP-2019-3239** - Villeurbanne - Voirie de proximité - Acquisition, à titre gratuit, d'un terrain nu situé 13 rue Baudelaire et appartenant à la société civile de construction vente (SCCV) Baudelaire - Villeurbanne - RA -

**N° CP-2019-3240** - Chassieu - Plan de cession - Développement économique - Avenue du Progrès - Cession, à titre onéreux, à la société Spirit Entreprises ou à une personne morale se substituant à elle, d'un tènement situé 92 avenue du Progrès, sur les parcelles cadastrées CB 73, CB 221 et CB 223 - Autorisation de déposer une demande de permis de construire ou toutes autres autorisations administratives -

**N° CP-2019-3241** - Dardilly - Développement urbain - Secteur Dardilly centre - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Commune, d'un local commercial, d'un appartement à l'étage avec grenier et d'une cave, situés 9 rue de la Mairie -

**N° CP-2019-3242** - Lyon 1<sup>er</sup> - Plan de cession - Cession, à titre onéreux, à l'association Jeunesse Lubavitch-Beth, du volume 2 situé dans l'immeuble situé 10 rue Mulet -

**N° CP-2019-3243** - Lyon 3<sup>e</sup> - Développement urbain - Cession, à titre onéreux, de plusieurs parcelles de terrain cadastrées EM 304, EM 307, EM 310, EM 313, EM 333, EM 334 et EM 338p situées rue Paul Bert, à la SNCF Mobilités pour la réalisation du parking loueurs véhicules en gare de Lyon Part-Dieu -

**N° CP-2019-3244** - Lyon 3<sup>e</sup> - Développement urbain - Projet Lyon Part-Dieu - Cession, à l'euro symbolique, à la société publique locale (SPL) Lyon Part-Dieu, d'un tènement immobilier constitué des parcelles de terrain nu cadastrées EK 12p-13p-15p-19p-21p-22p et EK 17 et 53, situées place de Francfort -

**N° CP-2019-3245** - Lyon 3<sup>e</sup> - Équipement public - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Commune d'un terrain bâti situé 219 rue Paul Bert -

**N° CP-2019-3246** - Lyon 3<sup>e</sup> - Habitat et logement social - Cession, à titre gratuit, à la société CDC Habitat social, de droits indivis sur la parcelle cadastrée CZ 33 constituant l'impasse privée Victor Hugo -

**N° CP-2019-3247** - Lyon 4<sup>e</sup> - Plan de cession - Cession, à titre onéreux, à la Société en nom collectif (SNC) Vinci Immobilier Rhône-Alpes Auvergne ou toute société se substituant à elle d'une propriété bâtie située 6-8 rue Louis Thévenet - Autorisation de déposer une demande de permis de construire -

**N° CP-2019-3248** - Meyzieu - Développement urbain - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Commune, d'un garage formant le lot n° 1138 de la copropriété Les Plantées, situés 21 rue de Nantes -

**N° CP-2019-3249** - Saint Romain au Mont d'Or - Revente, à titre onéreux, suite à préemption, à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (SAFER) Auvergne-Rhône-Alpes ou toute autre personne morale ou physique s'y substituant, d'une parcelle de terrain située lieu-dit Les Combes -

**N° CP-2019-3250** - Vénissieux - Développement urbain - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Armstrong - Cession, à titre onéreux, à l'Office public de l'habitat (OPH) Lyon Métropole habitat, de parcelles de terrain situées avenue Jean Cagne et avenue de la division Leclerc -

**N° CP-2019-3251** - Villeurbanne - Développement urbain - Projet cours Tolstoï - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Ville, d'un local commercial et d'une cave formant respectivement les lots n° 2 et n° 16 de la copropriété situés 137 b cours Tolstoï -

**N° CP-2019-3252** - Villeurbanne - Équipement public - Revente, à titre onéreux, suite à préemption avec préfinancement, à la Ville de 2 terrains bâtis situés 59 bis - 61 cours de la République -

**N° CP-2019-3253** - Villeurbanne - Plan de cession - Cession, à titre onéreux, à l'Association des paralysés de France (APF) d'un tènement immobilier situé 45 rue des Roses -

**N° CP-2019-3254** - Villeurbanne - Développement urbain - Carré de Soie - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Villeurbanne la Soie - Cession, à titre onéreux, aux sociétés dénommées sociétés en nom collectif (SNC) Altaréa Cogedim ZAC VLS et Rhône-Saône habitat (RSH) ou à toute personne se substituant à elles, de la parcelle de terrain nu cadastrée BZ 233 pour l'aménagement de l'îlot A1 de la ZAC, située rue Francia et rue Léon Blum -

**N° CP-2019-3255** - Lyon 1<sup>er</sup> - Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit d'Adoma, de l'immeuble situé 26 rue de l'Annonciade -

**N° CP-2019-3256** - Lyon 1<sup>er</sup> - Habitat - Logement social - Modification de l'assiette et des conditions du bail emphytéotique conclu avec la société Alliade habitat concernant un immeuble situé 10 rue Mulet - Décision modificative à la décision du Bureau n° B-2009-1086 du 30 novembre 2009 -

**N° CP-2019-3257** - Lyon 5<sup>e</sup> - Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de la Société anonyme de construction de la Ville de Lyon (SACVL), de l'immeuble situé 13 rue des Trois Maries -

**N° CP-2019-3258** - Lyon 6<sup>e</sup> - Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de la société anonyme (SA) d'habitations à loyer modéré (HLM) Sollar, de l'immeuble situé 8 rue Bugeaud -

**N° CP-2019-3259** - Saint Didier au Mont d'Or - Habitat - Logement social - Mise à disposition, à titre onéreux, par bail emphytéotique, au profit de Alliade habitat, de l'immeuble situé 14 avenue de la République -

**N° CP-2019-3260** - Rillieux la Pape - Equipement public - Constitution, à titre gratuit, au profit de MM. Bernard Grynfogel, Bruno Trottet, Patrick Mazerot pour M. Jérémy Firetto et Mme Jessica Firetto, de diverses servitudes de passage et de stationnement sur les parcelles métropolitaines cadastrées AE 316, AE 492, AC 480 et AC 503 situées chemin des Balmes - Abrogation de la décision de la Commission permanente n° CP-2018-2752 du 12 novembre 2018 -

**N° CP-2019-3261** - Givors - Requalification de l'îlot Oussekin - Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) et d'expropriation -

**N° CP-2019-3262** - Lyon 3<sup>e</sup>, Lyon 6<sup>e</sup> - Opérations de démolition-reconstruction et de réhabilitation de 4 immeubles d'habitation inscrits en emplacements réservés en vue de la réalisation de programmes de logements sociaux - 17 rue de la Métallurgie, 1 rue Verlet Hanus, 10 rue Marignan, à Lyon 3<sup>e</sup> et 293 cours Lafayette, à Lyon 6<sup>e</sup> - Demande de prorogation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique (DUP) du 26 septembre 2014 -

**N° CP-2019-3263** - Solaize - Requalification de la rue de Chantabeau, de la rue du 11 novembre 1918 et de la route de Feyzin - Engagement de la procédure de déclaration d'utilité publique et d'expropriation (DUP) -

**N° CP-2019-3264** - Prestation d'accompagnement au changement pour la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre de prestations intellectuelles à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3265** - Mandat spécial accordé à M. le Vice-Président Georges Képénékian pour un déplacement à Genève (Suisse) -

**N° CP-2019-3266** - Compte-rendu des déplacements autorisés des élus - Période du 1<sup>er</sup> au 31 mai 2019 -

**N° CP-2019-3267** - Caluire et Cuire - Désaffectation et déclassement du domaine public d'un immeuble de logements collectifs situé 466 chemin de Wette Fays -

**N° CP-2019-3268** - Lyon 3<sup>e</sup> - Plan de cession - Désaffectation et déclassement du domaine public - Autorisation de déposer des autorisations d'urbanisme donnée à la société ICMMS ou toutes autres sociétés substituées à elle, portant sur le tènement cadastré AH 90 situé 141 rue Pierre Corneille -

**N° CP-2019-3269** - Rillieux la Pape - Désaffectation et déclassement du domaine public de l'immeuble de logements collectifs situé 8 chemin Caporal Emile Rey -

**N° CP-2019-3270** - Villeurbanne - Désaffectation et déclassement du domaine public d'un immeuble de logements collectifs situé 1, 3, 5 rue de la Feysine -

**N° CP-2019-3271** - Fourniture et installation de volumes de rangement (de type armoires, vestiaires monoblocs et accessoires) - Autorisation de signer l'accord-cadre de fournitures à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3272** - Prestations de sonorisation et logistique audiovisuelle pour les services de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre à bons de commande à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3273** - Prestations de communication graphique - Autorisation de signer l'accord-cadre multi-attributaires à la suite d'une procédure d'appel d'offres restreint -

**N° CP-2019-3274** - Impression des supports d'information de la Métropole de Lyon - 3 lots - Autorisation de signer les accords-cadres à bons de commande à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3275** - Grigny - Location de bâtiments modulaires préfabriqués pour la restructuration du collège Emile Malfroy - Autorisation de signer l'accord-cadre de fournitures à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3276** - Lyon - Opération de renouvellement des marchés de maintenance et de fournitures sur les biens immobiliers de la Métropole de Lyon - Lancement de la procédure d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les accords-cadres -

**N° CP-2019-3277** - Lyon 7° - Extension de l'emprise de l'usine d'incinération des ordures ménagères du port Edouard Herriot - Approbation d'un avenant au contrat d'amodiation entre la Métropole de Lyon et la Compagnie nationale du Rhône (CNR) -

**N° CP-2019-3278** - Bron - Contrat de ville métropolitain - Quartiers Parilly et Terrailon - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attributions de subventions à la Ville de Bron, à Lyon Métropole habitat (LMH), à la Régie de quartier Réussir l'insertion à Bron (RIB), à l'association Cobra, à la Régie Delastre, à l'Agence centrale et à la Régie Gambetta - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3279** - Décines Charpieu - Contrat de ville métropolitain - Quartier du Prainet - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention à la Ville - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3280** - Feyzin - Contrat de ville métropolitain - Quartiers Razes et des Vignettes - Figuière - Maures - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution d'une subvention à la Ville - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3281** - Lyon - Contrat de ville métropolitain - Tous quartiers politique de la ville - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attributions de subventions - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3282** - Oullins - Contrat de ville métropolitain - Quartier de la Saulaie - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attributions de subventions à la Ville d'Oullins et à l'association des Compagnons bâtisseurs - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3283** - Rillieux la Pape - Contrat de ville métropolitain - Ville Nouvelle - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2018 - Attributions de subventions à la Commune, Dynacité, Erilia et la société d'économie mixte de construction du Département de l'Ain (SEMCODA) - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3284** - Saint Priest - Contrat de ville métropolitain - Quartiers Bel-Air, Garibaldi et Bellevue - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attributions de subventions à la Commune, Est Métropole habitat, Alliade habitat, l'association collectif terrain d'entente, la Régie Pautet et la Sauvegarde 69 - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3285** - Vaulx en Velin - Contrat de ville métropolitain - Quartier Grande Ile - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2018 - Attributions de subventions à la Commune de Vaulx en

Velin, Alliade habitat, Dynacité, Est Métropole habitat, Grand Lyon habitat et Multi Services Développements - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3286** - Vénissieux - Contrat de ville métropolitain - Quartiers Minguettes-Clochettes, Acacias et Duclos-Barel - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attributions de subventions à la Ville de Vénissieux, Grand Lyon habitat, la SACOVIV et Alliade habitat - Approbation de conventions de participation financière -

**N° CP-2019-3287** - Villeurbanne - Contrat de ville métropolitain - Quartiers Monod, Buers nord, Saint-Jean et Tonkin - Gestion sociale et urbaine de proximité (GSUP) - Programmation 2019 - Attribution de subventions à Est Métropole habitat (EMH) - Approbation d'une convention de participation financière -

**N° CP-2019-3288** - Lyon 3° - Place Simon Ballanche - Autorisation de déposer une demande de déclaration préalable -

**N° CP-2019-3289** - Lyon 4° - Petite place de la Croix-Rousse - Autorisation de déposer une demande de déclaration préalable -

**N° CP-2019-3290** - Lyon 3° - Projet Lyon Part-Dieu - Zone d'aménagement concerté (ZAC) Part-Dieu ouest - Place Basse Béraudier - Approbation d'un contrat d'occupation de longue durée de places de stationnement vélo entre la société civile de construction-vente (SCCV) To Lyon, la société publique locale (SPL) Part-Dieu et la Métropole de Lyon -

**N° CP-2019-3291** - Fourniture de chaux pour le traitement des fumées de l'Unité de traitement et valorisation énergétique de Lyon (UTVE) de Lyon-sud et pour le traitement des boues des stations d'épuration de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre de fourniture à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3292** - Traitement et valorisation des gravats en provenance des déchèteries de la Métropole de Lyon et des services métropolitains - 4 lots - Autorisation de signer les accords-cadres de prestations de service à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3293** - Fourniture d'outillages, de produits, d'accessoires et de prestations de maintenance pour les poids lourds de la Métropole de Lyon - Autorisation de signer l'accord-cadre de fourniture à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert -

**N° CP-2019-3294** - Convention d'occupation du domaine public avec le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) pour l'aménagement et l'exploitation d'un ascenseur desservant le parc public de stationnement Antonin Poncet et débouchant dans la station de métro Bellecour -

Le texte intégral des décisions prises par la Commission permanente est disponible sur [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com) - rubrique *La Métropole de Lyon - Délégations et décisions* ainsi que sur l'extranet *Grand Lyon territoires* - rubrique *Vie institutionnelle - Après séances*. Il fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Métropole de Lyon ;

Vu ledit dossier ;

**DELIBERE**

**Prend acte** du compte-rendu des décisions de la Commission permanente du 8 juillet 2019 citées ci-dessus et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3704**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par M. le Président en vertu de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n° 2017-1975 du 10 juillet 2017, n° 2018-2735 du 27 avril 2018 et du n° 2019-3292 du 28 janvier 2019 - Période du 1er mai au 31 juillet 2019**

service : **Direction générale déléguée aux ressources - Direction des assemblées et de la vie de l'institution**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Conformément aux articles L 3611-3, L 3611-2, L 3221-10-1, L 3221-11, L 3221-12 et L 3221-12-1 du code général des collectivités territoriales, il est rendu compte au Conseil des décisions prises par monsieur le Président, sur la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet 2019, en application de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n° 2017-1975 du 10 juillet 2017, n° 2018-2735 du 27 avril 2018 et n° 2019-3292 du 28 janvier 2019.

**DOMAINE - PRÉEMPTION**

**N° 2019-05-06-R-0418** - Villeurbanne - Projet urbain Carré de Soie - 86 rue Jean Bertin - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente du lot de copropriété n° 10 - Propriété de la société civile immobilière (SCI) Le Cèdre

**N° 2019-05-06-R-0419** - Villeurbanne - Projet urbain Carré de Soie - 86 rue Jean Bertin - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente du lot de copropriété n° 11 - Propriété de la société civile immobilière (SCI) Le Cèdre

**N° 2019-05-06-R-0420** - Villeurbanne - Projet urbain Carré de Soie - 86 rue Jean Bertin - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente du lot de copropriété n° 12 - Propriété de la société civile immobilière (SCI) Le Cèdre

**N° 2019-05-06-R-0421** - Saint Genis Laval - Logement social - 4 petite rue des Collonges - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété de Mme Paulette Delorme

**N° 2019-05-09-R-0423** - Villeurbanne - Projet urbain Grandclément - 199 rue Léon Blum - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un tènement bâti - Propriété de la société civile immobilière (SCI) DGJ

**N° 2019-05-13-R-0426** - Villeurbanne - Projet cours Tolstoi - 137 bis cours Tolstoi - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 2 locaux d'activité et d'une cave formant respectivement les lots n° 1, 3 et 23 de la copropriété - Propriété de la société civile immobilière (SCI) JDB représentée par Jean-Jacques Berlioz

**N° 2019-05-13-R-0428** - Villeurbanne - Logement social - 14 rue Hector Berlioz - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de la société civile immobilière (SCI) Gipsy One

**N° 2019-05-20-R-0431** - Saint Fons - 6 rue Thirard - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de l'indivision des conjoints Copard



**N° 2019-05-20-R-0434** - Feyzin - 7 avenue Jean Jaurès - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente du lot de copropriété n° 35 avec terrain - Propriété de Madame Géraldine Claveau

**N° 2019-05-20-R-0435** - Lyon 7° - Logement social - 10 rue de Marseille - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 2 lots de copropriété - Propriété des conjoints Castillo-Garcia-Ladret

**N° 2019-05-20-R-0436** - Lyon 8° - Projet Langlet Santy - 1 passage Comtois - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un appartement formant les lots n° 12 et 15 de la copropriété - Propriété des conjoints Meric et Balas

**N° 2019-05-20-R-0437** - Villeurbanne - Logement social - 5 rue Persoz - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété de la Société civile immobilière (SCI) Persoz 5

**N° 2019-05-28-R-0446** - Lyon 5° - Logement social - 4-6 rue Juiverie et 1 montée Saint-Barthélémy - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de la société civile immobilière (SCI) Paterin

**N° 2019-05-28-R-0447** - Lyon 3° - Logement social - 9 rue des Petites Soeurs - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de Mme Françoise Chanut épouse Louis

**N° 2019-05-28-R-0448** - Oullins - Logement social - 13 avenue de la Californie - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété des conjoints Treynet

**N° 2019-06-03-R-0465** - Villeurbanne - Secteur Grandclément Gare - 45 rue Antoine Primat - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison et d'un atelier - Propriété des conjoints Gugliemetto

**N° 2019-06-05-R-0469** - Grigny - Projet Pasteur Vallon - 51 rue André Sabatier - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété de M. et Mme Vaganay

**N° 2019-06-06-R-0471** - Saint Priest - Réserve Foncière - Secteur Mi-Plaine - 133 route de Grenoble - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un terrain nu - Propriété de M. Marc Lheritier

**N° 2019-06-14-R-0476** - Villeurbanne - 271 route de Genas - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une parcelle de terrain bâti constituant 2 locaux commerciaux - Propriété de M. Daniel Deléage

**N° 2019-06-17-R-0482** - Oullins - ZAC La Saulaie - 71 rue Pierre Séward - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un appartement avec une cave formant respectivement les lots n° 15 et 3 de la copropriété - Propriété de Mme Franca Saccucci

**N° 2019-06-17-R-0483** - Meyzieu - Rue de Nantes - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 2 garages formant les lots n° 1119 et 1193 de la copropriété les Plantées - Propriété de M. Hatem Dridi et Mme Nejla Titouhi

**N° 2019-06-17-R-0484** - Grigny - Equipement public - 1 impasse Jean Jaurès - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de M. et Mme Mohamed Mejai

**N° 2019-06-24-R-0495** - Genay - Secteur des Malandières - Lieudit Les Ruettes - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une parcelle de terrain nu - Propriété de Mme Stéphanie Bidal

**N° 2019-06-24-R-0496** - Charbonnières les Bains - Les Flachères - 88 chemin de la halte des Flachères - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain+bâti) - Propriété de la SNCF Mobilités

**N° 2019-06-25-R-0502** - Lyon 6° - Logement social - 46-56 rue Garibaldi - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 45 lots de copropriété répartis dans 3 volumes - Propriété de la société anonyme (SA) Foncière développement logements (FDL), représentée par M. Michel Lozina

**N° 2019-06-25-R-0503** - Lyon 1er - Logement social - 12 à 16 boulevard de la Croix-Rousse et rue Maisiat - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 81 lots de copropriété avec terrain - Propriété de la société anonyme (SA) Foncière développement logements (FDL), représentée par M. Michel Lozina

**N° 2019-07-01-R-0514** - Saint Genis Laval - Secteur Vallon des Hôpitaux - Chemin de Chazelles - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un terrain nu - Propriété de la société civile immobilière (SCI) Les Chablis

**N° 2019-07-08-R-0523** - Saint Fons - 93 avenue Jean Jaurès - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de la société civile immobilière (SCI) SEVIAL

**N° 2019-07-16-R-0535** - Villeurbanne - Logement social - 32 rue Racine - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de Mme Isabelle Creuzet

**N° 2019-07-23-R-0540** - Villeurbanne - 141 cours Emile Zola - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti - Propriété des conjoints Dominique Dupoizat - Emmanuelle Dupoizat - Aymeric Dupoizat - Margaux Dupoizat - Retrait de l'arrêté n° 2018-09-11-R-0665 du 11 septembre 2018

**N° 2019-07-23-R-0542** - Feyzin - 5 avenue Jean Jaurès - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de l'association union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (UNEDIC)

**N° 2019-07-23-R-0546** - Tassin la Demi Lune - 14 route de Brignais - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 3 lots de copropriété avec terrain - Propriété de M. Jonathan Chastan

**N° 2019-07-23-R-0547** - Saint Romain au Mont d'Or - Opération d'urbanisme - 13 route Neuve - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de M. Gilbert Bailliu

**N° 2019-07-23-R-0548** - Villeurbanne - Logement social - 1 rue Viret - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de M. Jean-Charles Thuair et de Mme Micheline Grange épouse Thuair

**N° 2019-07-23-R-0549** - Saint Priest - Secteur rue Mozart - 5 et 7 rue Paul Mistral - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 2 appartements formant les lots n° 93 et 138 et de 2 caves formant les lots n° 87 et 129 de la copropriété Bellevue - Propriété de M. Didier Perrin

**N° 2019-07-26-R-0554** - Lyon 2° - 2 rue des Forces - 13 rue de la Poulaille - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un appartement et d'une cave n° 3 formant le lot n° 22 - Propriété de Mme Arlette Colomer

**N° 2019-07-26-R-0555** - Ecully - 6 place des Trois Renards - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de M. et Mme Patrick et Evelyne Fillion

**N° 2019-07-26-R-0556** - Tassin la Demi Lune - 33 avenue Maréchal Foch - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété des conjoints Poncin

**N° 2019-07-26-R-0557** - Vénissieux - Parc d'activités République - 11 et 13 avenue de la République - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente du lot de copropriété n° 333 dans un bâtiment à usage industriel et des lots de copropriété n° 338, 339, 340, 341, 342, 343, et 344 à usage de parkings - Propriété de la société par actions simplifiée (SAS) ARESIM

**N° 2019-07-26-R-0558** - Vénissieux - Parc d'activités République - 13 avenue de la République - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente du lot de copropriété n° 334 dans un bâtiment à usage industriel et des lots de copropriété n° 345, 346, 347, 348, 349, 350 et 351 à usage de parkings - Propriété de la société par actions simplifiée (SAS) ARESIM

## FINANCES - BUDGETS

**N° 2019-05-14-R-0429** - Budget 2019 - Section d'investissement - Virements de crédit entre chapitres budgétaires

**N° 2019-07-29-R-0569** - Budget 2019 - Section d'investissement - Virements de crédits entre chapitres budgétaires

## FINANCES - RÉGIE

**N° 2019-07-19-R-0538** - Givors - Clôture de la régie d'avances et de recettes pour l'encaissement du prix des repas des demi-pensionnaires du collège Lucie Aubrac

**N° 2019-07-19-R-0539** - Grigny - Clôture de la régie d'avances et de recettes pour l'encaissement du prix des repas des demi-pensionnaires du collège Emile Malfroy

Le texte intégral des décisions prises par monsieur le Président est disponible sur [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com) - rubrique *la Métropole de Lyon - Délégations et décisions* ainsi que sur l'extranet *Grand Lyon territoires* - rubrique *Vie institutionnelle - Arrêtés*. Il fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Métropole de Lyon ;

Vu ledit dossier ;

### DELIBERE

**Prend acte** du compte-rendu des décisions prises par monsieur le Président sur la période du 1<sup>er</sup> mai au 31 juillet 2019 citées ci-dessus et prises en vertu de la délégation de principe accordée par les délibérations du Conseil n° 2017-1975 du 10 juillet 2017, n° 2018-2735 du 27 avril 2018 et n° 2019-3292 du 28 janvier 2019.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3705**

commission principale :

objet : **Compte-rendu des décisions prises par M. le Président de la Métropole de Lyon en matière de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 7 juin 2019 et le 2 septembre 2019 en vertu de la délégation de principe accordées par la délibération n° 2018-2735 du 27 avril 2018**

service : **Direction générale déléguée aux ressources - Direction des affaires juridiques et de la commande publique**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération n° 2018-2735 du 27 avril 2018, le Conseil métropolitain a chargé monsieur le Président de "prendre toute décision relative aux accords-cadres, marchés, marchés subséquents d'un accord-cadre ainsi que leurs avenants ou décisions de poursuivre dont l'objet concerne une dépense inscrite dans la section d'investissement".

Aux termes de l'article L 3221-11 du code général des collectivités territoriales, monsieur le Président rend compte à l'organe délibérant des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

En conséquence, un compte-rendu des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 7 juin 2019 et le 2 septembre 2019 est établi sous forme d'une liste et communiqué au Conseil de la Métropole qui en prend acte ;

Vu ledit dossier ;

**DELIBERE**

**Prend acte** du compte-rendu des décisions de monsieur le Président en matière de marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents à des accords-cadres passés entre le 7 juin 2019 et le 2 septembre 2019 dont la liste est jointe au dossier, et prises en vertu de la délégation de principe accordée par la délibération n° 2018-2735 du 27 avril 2018.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3706**

commission principale : déplacements et voirie

commune (s) : Ecully - Tassin la Demi Lune

objet : **Modernisation du réseau ferroviaire lyonnais - Avenants à diverses conventions**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Modernisation du réseau ferroviaire de l'ouest lyonnais : études de mise à double voie complète de la section Gorge de Loup / Écully-Demi Lune**

Un programme de modernisation du réseau de l'ouest lyonnais a été approuvé le 8 octobre 2007, par la signature d'un protocole d'accord entre la Région Rhône-Alpes, la Communauté urbaine de Lyon, le Département du Rhône, l'État, Réseau ferré de France (RFF) et la SNCF. Ce réseau comporte 3 branches : vers Sain Bel, vers Lozanne au nord, vers Brignais au sud. Les 3 branches sont reliées à un tronc commun, entre Tassin la Demi Lune et la gare de Saint Paul à Lyon.

Sur la ligne de Lozanne, les trains en service sont des matériels thermiques, complétés par une desserte routière.

Dans le cadre du contrat de projet État-Région (CPER) 2007-2013, une convention d'étude pour le lancement des études d'avant-projet relatives à la mise en service du tram-train sur la branche de Lozanne, a été approuvée par délibération du Conseil de la Communauté urbaine n° 2010-1261 du 15 février 2010.

Afin d'améliorer la régularité sur l'ensemble des branches du réseau et de compléter la mise en œuvre du projet de modernisation, la Communauté urbaine a approuvé par délibération du Conseil n° 2014-4395 du 13 janvier 2014 l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 122 800 € au profit de RFF (devenu, au 1<sup>er</sup> janvier 2015, SNCF Réseau) afin d'engager les études pour la mise à double voie du tronc commun entre Gorge de Loup et Écully-Demi Lune permettant d'assurer une mixité entre tram-trains des branches de Sain Bel et Brignais et trains thermiques de la branche de Lozanne et d'engager la réflexion sur la création de 2 haltes supplémentaires sur la branche de Lozanne. La convention a été signée le 11 juin 2014.

Il s'agit de compléter les études déjà réalisées par une étude d'exploitation prenant en considération les conditions d'exploitation actuelles observées sur la ligne afin de mieux évaluer les gains de régularité attendus dans les différents scénarios testés, notamment, grâce à une évaluation de la régularité des scénarios avec la création des haltes. Suite à ces approfondissements, les scénarios d'aménagements pourront être amendés, le cas échéant, pour obtenir une régularité suffisante. Une actualisation de l'étude socio-économique sera effectuée sur la base des derniers relevés de fréquentations observés disponibles.

La convention initiale prévoyant un délai de caducité de 18 mois de la subvention de la Région Auvergne-Rhône Alpes, SNCF Réseau avait sollicité un prolongement de 12 mois de la durée de validité de la subvention régionale, afin de reprendre les études d'exploitation et d'apporter un nouvel éclairage sur l'étude socio-économique. Cela a fait l'objet d'un avenant n° 1 approuvé par délibération du Conseil n° 2019-3265 du 28 janvier 2019.

Cependant, du fait de difficultés rencontrées concernant les données nécessaires à l'étude d'exploitation qu'elle mène, SNCF Réseau a de nouveau sollicité un prolongement afin de fixer au 30 juin 2020 au lieu du 24 octobre 2019 la durée de validité de la subvention régionale relative à l'achèvement de l'opération pour lui permettre d'établir le solde après réception et liquidation de l'ensemble des factures. C'est l'objet du présent avenant n° 2 à la convention relative au financement des études d'avant-projet de mise à double voie

complète de la section Gorge de Loup - Écully-Demi Lune et de la création de 2 haltes supplémentaires sur la branche de Lozanne.

Cet avenant n° 2 ne comporte aucune évolution de l'engagement financier de la Métropole de Lyon.

## **II - Études d'amélioration de la capacité, de la sécurité et de la qualité de service dans le nœud ferroviaire lyonnais (NFL) à court et moyen termes**

Les études de désaturation du NFL réalisées entre 2014 et 2016 ont été financées en partenariat avec la Région Rhône-Alpes, l'État, SNCF mobilités, SNCF Gares et Connexions, SNCF Réseau ; elles ont bénéficié d'une autorisation de programme de la Métropole de 500 000 € par délibération n° 2012-3246 du 8 octobre 2012. Les conventions 1, 2 et 3 ont été approuvées par délibérations n° 2012-3246 en octobre 2012, n° 2013-4066 en septembre 2013 et n° 2014-4389 en janvier 2014. Elles ont fait l'objet d'avenants et bénéficié d'une autorisation de programme complémentaire approuvée par délibération n° 2019-3264 du 28 janvier 2019. Faute de signature de l'ensemble des partenaires dans les temps impartis, des nouveaux avenants doivent être conclus, avec la prise en compte de nouveaux délais de caducité des subventions de tous les partenaires. Ces avenants sont sans incidence financière pour la Métropole. Les avenants ont été votés par le Conseil régional en juin 2019.

Par ailleurs, la Métropole est également signataire d'une convention relative aux études projet d'amélioration de la desserte du port Lyon Édouard Herriot, suite aux délibérations du Conseil métropolitain n° 2011-2485 du 17 octobre 2011 et n° 2014-0080 du 23 juin 2014. Comme pour les conventions de financement relatives aux études, un avenant est nécessaire suite à la caducité des subventions au 31 décembre 2018 ainsi qu'à une modification des participations financières. Cet avenant est sans incidence financière pour la Métropole, celle-ci étant partenaire non financeur ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

### **DELIBERE**

#### **1° - Approuve :**

a) - l'avenant n° 2 à la convention relative au financement des études d'avant-projet de mise à double voie complète de la section Gorge de Loup - Écully-Demi lune et de la création de 2 haltes supplémentaires sur la branche de Lozanne,

b) - les avenants aux conventions de financement 1, 2 et 3 à passer entre la Métropole, la SNCF, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, l'État et SNCF Réseau précisant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention,

c) - l'avenant à la convention relative au financement de l'étude de projet d'amélioration de la desserte du port Lyon Édouard Herriot.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdits avenants.

**Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.**

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3707**

commission principale : déplacements et voirie

objet : **Étude d'évaluation des impacts du plan de transport ferroviaire 2019 sur les déplacements et la qualité de service aux usagers - Modélisation multimodale partenariale de l'agglomération lyonnaise à l'échelle de l'aire métropolitaine lyonnaise (MODEL Y) - Convention avec l'État et la Région Auvergne-Rhône-Alpes - Prolongement du délai de caducité - Avenant n° 1**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre des travaux de 2 opérations visant à optimiser l'exploitation ferroviaire de la gare Part Dieu et le confort pour les usagers dans le cadre du nœud ferroviaire lyonnais (NFL) (création d'une 12<sup>ème</sup> voie à quai -Voie L- et création de nouveaux accès aux quais depuis l'avenue Georges Pompidou), une étude d'évaluation des impacts du plan de transports a été lancée conjointement par l'État, la Région Auvergne-Rhône-Alpes et la Métropole de Lyon, sous pilotage de la Métropole, et a fait l'objet d'une convention tripartite approuvée par délibération du Conseil métropolitain n° 2017-1741 du 6 mars 2017 afin de définir le périmètre de l'étude et la participation financière de chacun des partenaires.

L'objectif de cette étude est d'évaluer les impacts des travaux ferroviaires en gare de Lyon Part-Dieu prévus en 2019, au titre du plan de mobilisation court-moyen terme du NFL, sur la fréquentation des services ferroviaires, d'une part et les conséquences sur l'accessibilité au centre de la Métropole, d'autre part.

La convention initiale prévoyait un délai de caducité de 24 mois à compter de l'attribution de la subvention par la Commission permanente de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et le service comptable de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

Du fait des délais nécessaires à la finalisation de l'étude et à l'élaboration des pièces comptables pour lui permettre d'établir le solde après réception et liquidation de l'ensemble des factures de la subvention auprès des partenaires, la Métropole a sollicité une prolongation du délai de caducité pour porter à 36 mois la durée de validité de la subvention régionale et de celle de la DREAL.

C'est l'objet du présent avenant n° 1 à la convention de financement relative à l'évaluation des impacts des travaux du NFL et du pôle d'échanges multimodal (PEM) Part-Dieu en 2019 sur l'accessibilité à l'aire métropolitaine lyonnaise. Cet avenant n° 1 ne comporte aucune évolution de l'engagement financier de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission déplacements et voirie ;



**DELIBERE**

**1° - Approuve** l'avenant n° 1 à la convention relative au financement d'une étude de modalisation relative à l'évaluation des impacts du plan de transports ferroviaire 2019 sur les déplacements et la qualité de service aux usagers à l'échelle de l'aire métropolitaine.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer l'avenant n° 1 susvisé.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3708**

commission principale : **déplacements et voirie**

objet : **Plan métropolitain d'accessibilité de la voirie et des espaces publics - Année 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction voirie, végétal et nettoyage**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, ambitionne d'aménager progressivement le cadre de vie pour toutes les personnes en situation de handicap, quel qu'il soit. Dans cette optique, différents outils de planification sont mis en œuvre, dont le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics.

En application de l'article 45 de la loi n° 2005-102 susvisée et de l'article L 3611-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il est élaboré par le Président du Conseil de la Métropole de Lyon. Ce plan fixe, notamment, les "dispositions susceptibles de rendre accessibles aux personnes handicapées ou à mobilité réduite l'ensemble des circulations piétonnes et les aires de stationnement d'automobiles" situées sur le territoire de la Métropole. Il est réalisé selon les modalités fixées par le décret n° 2006-1657 du 21 décembre 2006.

Par délibération n° 2010-1240 du 11 janvier 2010, le Conseil de communauté urbaine a approuvé la réalisation annuelle d'un plan intercommunal d'accessibilité de la voirie et des espaces publics, de compétence métropolitaine maintenant.

Ce plan est complémentaire au document élaboré par le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) qui a pour objectif de programmer les travaux de mise en accessibilité des transports en commun, suivant les obligations de la loi susvisée.

L'importance des travaux à réaliser pour obtenir une voirie accessible par tous est telle que l'ensemble ne peut pas être programmé en une seule fois. Le plan métropolitain d'accessibilité de la voirie et des espaces publics présente donc, parallèlement à la mise en place du budget annuel, les différentes dispositions arrêtées par la Métropole pour rendre accessibles aux personnes en situation de handicap la voirie et les espaces publics durant l'année à venir.

La Métropole s'étant dotée d'un outil stratégique pour déterminer les secteurs où doivent être concentrés les efforts de mise en accessibilité - le schéma directeur d'accessibilité de la voirie et des espaces publics, annexé au plan de déplacements urbains (PDU) -, le plan métropolitain d'accessibilité de la voirie et des espaces publics identifie, notamment, la programmation de travaux de mise en accessibilité qui auront lieu sur les itinéraires identifiés par le schéma directeur d'accessibilité.

Pour l'année 2019, le plan métropolitain d'accessibilité de la voirie et des espaces publics identifie les travaux qui seront réalisés par la Métropole pour améliorer l'accessibilité. Il a été présenté, ainsi que le bilan 2018, aux représentants associatifs des personnes en situation de handicap, dans le cadre du groupe de travail voirie et espaces publics de la commission métropolitaine pour l'accessibilité des personnes handicapées du 10 avril 2019 et en réunion plénière le 27 juin 2019.

Le coût total de ces travaux est estimé à 3 477 600 €, conformément au tableau ci-après annexé. Il s'agit d'opérations qui seront réalisées dans le courant de l'année 2019, financées par les autorisations de programme des opérations globalisées de voirie 2019 approuvées par le Conseil de la Métropole le 28 janvier 2019 ou par les autorisations de programme des opérations individualisées déjà votées de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis de la commission métropolitaine d'accessibilité en date du 27 juin 2019 ;

Ouï l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

**DELIBERE**

**Approuve** le plan métropolitain d'accessibilité de la voirie et des espaces publics pour l'année 2019.

**Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.**

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

# Plan Métropolitain d'Accessibilité de la Voirie et des Espaces Publics

## prévisions réalisations 2019

Commune	Nom opération	stationnement PMR (nombre)	quai 21 (nombre)	feux sonores en traversées (nombre)	bande podotactile (nombre)	abaissement trottoir (nombre)	cheminement rendu conforme PMR (mètre)	Montant total PMR réalisé
---------	---------------	----------------------------	------------------	-------------------------------------	----------------------------	-------------------------------	--	---------------------------

### Maîtrise d'Ouvrage Urbaine

Décines	Aménagements connexes voies Grand Stade PPI Carrefour Blum Jaurès				4	2	50	59 600 €						
Meyzieu	PPI Mode doux Boulevard MONGE				6	3		14 400 €						
Vaulx en Velin	Cité de la Tase PPI				0	0	150	150 000 €						
Chassieu	PPI Mode doux Carrefour Kaufman Robertilières				0	0	10	10 000 €						
Saint Priest	PPI Mode doux chemin du Lortaret				0	0	90	90 000 €						
Oullins	Requalification rues Camille / Bourgeois	2	2		24	12	6	106 800 €						
SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR	Rue de l'Indiennerie / Réseaux d'eaux pluviales		1		16	8	1060	1 113 400 €						
SAINT-CYR-AU-MONT-D'OR	Place Chanoine-Chatard	1			4	2	319	335 200 €						
COUZON-AU-MONT-D'OR	Parking de la Gare	1			8	4	319	344 800 €						
POLEYMIEUX-AU-MONT-D'OR	Sécurisation de la RD 73 - rue Ampère				16	8	296	334 400 €						
FONTAINES-SUR-SAONE	Rue Pierre Carbon / Travaux d'aménagement	1			16	8	794	839 000 €						
St Fons	Rue des deux Fermes et rue de la rochette	0	0	0	0	0	80	80 000 €						
Lyon 7	ER 86 Anna Marly				0	0		0 €						
<b>Total</b>								<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>94</b>	<b>47</b>	<b>3174</b>	<b>3 477 600 €</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3709**

commission principale : déplacements et voirie

objet : **Aménagements de carrefours pour la mise en place d'un système de priorité aux feux pour les lignes de trolleybus C6 - Approbation d'une convention avec le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) - Individualisation d'autorisation de programme**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction voirie, végétal et nettoyage

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Dans le cadre des opérations d'accompagnement du déclassement des autoroutes A6 et A7, le SYTRAL souhaite équiper la ligne C6 d'un dispositif de priorité aux carrefours à feux, dans sa partie nord allant du boulevard des Belges à Lyon 6° jusqu'à son nouveau terminus avenue Guy de Collongue à Écully. Ce système va permettre d'améliorer les vitesses commerciales des véhicules et la fluidité de circulation.

**II - Projet**

Deux phases sont prévues afin d'assurer ce déploiement :

- une 1<sup>ère</sup> phase prioritaire consistant à équiper les carrefours situés entre le terminus avenue Guy de Collongue à Écully et la Gare de Vaise à Lyon 9°, dont la date de mise en service est envisagée au 9 mars 2020,
- une 2<sup>ème</sup> phase visant à équiper les autres carrefours situés entre la Gare de Vaise et le boulevard des Belges, pour une date de mise en service ultérieure.

De part sa compétence en matière d'aménagement de voirie et de réseau de signalisation lumineuse tricolore sur son territoire, il appartient à la Métropole de Lyon de réaliser l'installation de matériels dans les contrôleurs de carrefours et les modifications logicielles sur les automates des contrôleurs. L'installation d'équipements embarqués dans les trolleybus et d'une unité centrale au dépôt des bus sera réalisée par le SYTRAL.

**III - Montage financier**

La présente convention précise les modalités d'organisation pour la réalisation de cette opération et détermine les rôles et responsabilités des parties, ainsi que le principe de financement entre la Métropole et le SYTRAL, compte tenu de leurs compétences respectives.

Les dépenses et recettes à prendre en charge par la Métropole se répartissent comme suit :

- phase 1 : La dépense à prendre en charge par la Métropole est estimée à 58 700 € TTC et la recette à 58 700 € TTC, correspondant à la contribution du SYTRAL aux coûts d'aménagement des 7 carrefours à feux de la 1<sup>ère</sup> phase,
- phase 2 : La dépense à prendre en charge par la Métropole est estimée à 130 500 € TTC et la recette à 130 500 € TTC, correspondant à la contribution du SYTRAL aux coûts d'aménagement des 17 carrefours à feux de la 2<sup>ème</sup> phase.

Les dépenses afférentes à la réalisation de ces aménagements seront imputées sur l'opération récurrente, opération n° 0P11O4453 - matériel de gestion de la circulation 2019 pour un montant prévisionnel de 189 200 € TTC en dépenses.

Le SYTRAL prend à sa charge l'intégralité des coûts afférents à l'opération réalisés par la Métropole et rembourse la Métropole pour un montant total de 189 200 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** la convention à passer entre la Métropole et le SYTRAL relative aux aménagements de carrefours pour la mise en place d'un système de priorité aux feux pour la ligne de trolleybus C6.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention et à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à son exécution.

**3° - Décide** l'individualisation de l'autorisation de programme P11 - Signalisation et accessibilité de la voirie pour un montant de 189 200 € TTC en recettes, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant : 189 200 € en 2020.

**4° - La recette** à encaisser, soit 189 200 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2020 - chapitre 13 - opération n° 0P11O4453.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3710**

commission principale : **déplacements et voirie**

commune (s) : **Décines Charpieu - Lyon**

objet : **Coupe du Monde féminine de football 2019 - Convention entre le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) et la Métropole de Lyon pour la prise en charge financière de la desserte du Groupama Stadium - Lyon Décines Charpieu**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction voirie, végétal et nettoyage**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre de l'organisation de la Coupe du Monde féminine de football organisée en France, les demi-finales et la finale ont été programmées, sur le territoire de la Métropole, au Groupama Stadium de Lyon-Décines Charpieu, les mardi 2, mercredi 3 et dimanche 7 juillet 2019.

Un dispositif de desserte en transports en commun spécifique a été mis en place pour assurer le déplacement et la sécurité des spectateurs.

Ce dispositif a été validé avec le comité d'organisation ainsi que les collectivités et autres partenaires locaux concernés, dont la Métropole.

Il répond à un cahier des charges précis défini par la FIFA, organisateur de l'évènement, et permet la prise en charge en transports en commun d'environ 35 000 spectateurs à partir de plusieurs sites identifiés, notamment, depuis le centre de Lyon.

Des moyens techniques et humains conséquents ont été déployés pour assurer une desserte efficace et sécurisée de cette manifestation sportive internationale.

De plus, lors de la préparation de cet évènement, il a été acté la mise en place d'un titre de transport donnant accès aux navettes tramway et bus desservant le stade.

Son montant a été fixé à 3 € TTC par spectateur pour un aller-retour.

Le coût du dispositif restant à charge, après déduction des recettes issues de la vente de ces titres de transport, fait l'objet d'une compensation à parts égales entre la Métropole et le SYTRAL.

A cet effet, une convention est établie pour définir les modalités financières permettant le versement au SYTRAL, par la Métropole, d'une compensation financière pour l'organisation de la desserte en transports en commun du Groupama Stadium lors des 3 matchs de demi-finales et finale de la Coupe du Monde féminine de football (les 2, 3 et 7 juillet 2019).

Ce montant s'établirait à 193 496,40 €, le SYTRAL devant justifier, pour chacun des 3 matchs, les coûts engagés, le nombre de titres de transport vendus et le montant des recettes HT encaissées ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** la convention entre la Métropole et le SYTRAL fixant les conditions et modalités financières dans le cadre de la desserte du Groupama Stadium - Lyon Décines Charpieu pendant l'événement de la Coupe du Monde féminine de football 2019.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** qui en résulte, soit 193 496,40 € sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 65 - opération n° 0P08O2446.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3711**

commission principale : **déplacements et voirie**

commune (s) : **Mions**

objet : **Parc de stationnement de la Magnaneraie - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction territoires services urbains**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Le projet d'aménagement du parc de stationnement de la Magnaneraie à Mions est inscrit à la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le conseil de la Métropole le 6 juillet 2015.

La présente délibération concerne une demande d'individualisation complémentaire d'autorisation de programme afin de prendre en charge l'acquisition du terrain support du parking de la Magnaneraie.

Cette opération a fait l'objet d'une individualisation partielle en 2017, pour permettre la prise en charge des études d'un montant de 25 000 € TTC (autorisation de programme études). Une individualisation complémentaire d'autorisation de programme a été approuvée par délibération du Conseil n° 2018-2883 du 9 juillet 2018 pour un montant de 325 000 € TTC pour la réalisation des travaux du parking effectués au 2<sup>ème</sup> semestre 2018. Le foncier étant la propriété de la Commune de Mions, les travaux de la Métropole se sont engagés dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire, toujours active. Afin de régulariser le foncier, il est convenu que la Métropole acquiert ce tènement, support du parking.

**II - Projet / Coût**

La présente demande concerne une individualisation complémentaire d'autorisation de programme et s'élève à 156 425 € TTC en dépenses au budget principal.

Les dépenses à la charge du budget principal se décomposent de la manière suivante :

- l'acquisition du terrain, parcelle AY 233, d'une superficie de 2 047 m<sup>2</sup>, à hauteur de 75 € le m<sup>2</sup>, soit un coût de 153 525 €,
- auquel se rajoutent 2 900 € de frais de notaire.

**III - Planning**

L'acte de vente définitif sera établi au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2020 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** l'acquisition du foncier, support du parc de stationnement de la Magnaneraie à Mions.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de la voirie pour un montant, en dépenses, de 156 425 € TTC à la charge du budget principal réparti selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 156 425 €, en dépenses, en 2019 sur l'opération n° OP09O5405 ;

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 506 425 € TTC pour le budget principal en dépenses.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3712**

commission principale : **déplacements et voirie**

commune (s) : **Curis au Mont d'Or**

objet : **Requalification de la place de la Fontaine et de la route des Monts d'Or - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme - Subvention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse - Individualisation de recettes**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - espaces publics infrastructures**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération de requalification de la place de la Fontaine fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020, votée par le Conseil de la Métropole le 6 juillet 2015.

**I - Contexte du projet et situation géographique**

Dans le cadre de la requalification de la route des Monts d'Or et de la place de la Fontaine, la Métropole de Lyon va réaliser des travaux permettant de déconnecter une partie des eaux pluviales du système d'assainissement. Ces travaux sont éligibles à l'aide financière de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse qui fait l'objet d'une convention.

**II - Individualisation d'autorisation de programme**

La délibération du Conseil métropolitain n° 2019-3338 du 18 mars 2019 a porté l'autorisation de programme à 1 028 000 € le projet de requalification de la place de la Fontaine et de la route des Monts d'Or à Curis au Mont d'Or.

Au cours de la réalisation des travaux d'aménagement sur la route des Monts d'Or, il s'est avéré que les fondations de la chaussée existante sont renforcées par la présence de micropieux le long du talus situé à l'est de la chaussée. Ces micropieux non pas été décelés lors des études préalables aux travaux. Afin de maintenir la portance de la voie et supporter le trafic futur, il est apparu nécessaire de mettre en place un mur de soutènement sur une partie du talus. Le coût de cet ouvrage supplémentaire est estimé à 85 000 €.

Des modifications du réseau d'eaux pluviales nécessitent des aménagements supplémentaires d'un montant de 40 000 €.

Le coût total de l'opération est évalué à 1 153 000 € TTC à la charge du budget principal et de 30 000 € HT au budget annexe de l'assainissement.

Il est donc proposé d'individualiser une autorisation de programme complémentaire d'un montant de 125 000 € TTC à la charge du budget principal pour le projet de requalification de la place de la Fontaine et de la route des Monts d'Or à Curis au Mont d'Or.

**III - La convention avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse**

Le projet de requalification de la route des Monts d'Or procède à la déconnection d'eaux pluviales, jusqu'alors collectées dans le réseau assainissement. Il va contribuer ainsi à la lutte contre la pollution pluviale, en réduisant les volumes d'eaux pluviales strictes collectées dans les réseaux unitaires en concourant à leur restitution à la nappe. Le montant des différents travaux à mettre en œuvre par la Métropole pour atteindre ces objectifs est estimé à 34 740 € HT.

Le dépôt d'un dossier de subvention a été autorisé par délibération du Conseil n° 2018-2880 du 9 juillet 2018.

Une décision attributive de subvention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse prévoit une subvention accordée à la Métropole d'un montant de 50 % des dépenses effectivement engagées dans ce cadre, plafonnée à 17 370 € nets de taxes ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - le programme complémentaire de travaux,
- b) - la décision attributive de subvention de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P06 - Aménagements urbains pour un montant de 125 000 € TTC pour le budget principal en dépenses et 17 370 € nets de taxes en recettes à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 125 000 € TTC, en dépenses, en 2019,
- 17 370 € en recettes, en 2020,

sur l'opération n° OP06O2741,

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 1 153 000 € TTC, pour le budget principal ; à 30 000 € HT à la charge du budget annexe de l'assainissement en dépenses et à 17 370 € en recettes.

**3° - La recette** d'investissement sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 13.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3713**

commission principale : **déplacements et voirie**

commune (s) : **Lissieu**

objet : **Chemin de Charvéry - Approbation du programme de l'opération et de l'enveloppe financière affectée aux travaux - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - espaces publics infrastructures**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération chemin de Charvéry à Lissieu fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil de la Métropole le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

Bien que les trafics automobiles soient faibles, les vitesses constatées sont au-dessus de la réglementation, et l'absence quasi continue de trottoirs rend le secteur non sécuritaire pour les modes actifs (piétons et cycles).

Par ailleurs, ce secteur fait part d'une urbanisation grandissante, et rend la création d'aménagements nécessaires pour les cycles et les piétons.

Le périmètre d'intervention comprend le chemin de Charvéry situé sur la Commune de Lissieu, du chemin de Pré Lafond jusqu'au chemin des Églantiers.

**II - Objectifs**

Il s'agit de :

- sécuriser les différents déplacements, notamment, piétons et cycles,
- ralentir les vitesses automobiles (passage en zone 30).

**III - Programme**

Le programme comprend donc :

- le passage du chemin de Charvéry en une voirie de 4,60 m de largeur, avec des alternats ponctuels de 3,50 m,
- la création d'un trottoir aux normes continu à l'ouest,
- la création d'un accotement à l'est.

Les travaux de voirie se dérouleront en 2020.

L'enveloppe financière prévisionnelle estimée pour la totalité des travaux est de 1 040 000 € TTC.

À noter que le programme ne comprend pas les travaux d'éclairage public et d'enfouissement des réseaux aériens, déjà réalisés par la Commune de Lissieu.

**IV - Individualisation d'autorisation de programme**

Le coût total de l'opération est estimée à 1 390 000 € TTC, à charge du budget principal, 57 198 € TTC ont d'ores et déjà été financés à partir de l'autorisation de programme globale études.

Par ailleurs, les travaux sur le budget annexe de l'assainissement, et nécessaires à la réhabilitation d'un tronçon du réseau d'assainissement sont estimés à 10 000 € HT ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission déplacements et voirie** ;

#### DELIBERE

**1°- Approuve** le programme et l'enveloppe prévisionnelle affectée aux travaux du projet d'aménagement du chemin de Charvéry sur la Commune de Lissieu.

**2°- Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P09 - Création, entretien et aménagement de voirie pour un montant de 1 332 802 € TTC pour le budget principal et 10 000 € HT pour le budget annexe de l'assainissement en dépenses à la charge :

a) - du budget principal pour un montant de 1 332 802 € TTC, en dépenses, en 2020, sur l'opération n° 0P09O5576,

b) - du budget annexe de l'assainissement pour un montant de 10 000 €, en dépenses, en 2020, sur l'opération n° 2P09O5576.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 1 390 000 € TTC pour le budget principal en raison de l'individualisation partielle pour un montant de 57 198 € TTC à partir de l'autorisation de programme études et à 10 000 € HT pour le budget annexe de l'assainissement.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3714**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e) - Mise en oeuvre de la subvention globale du Fonds social européen (FSE) pour la période 2017-2020 - 2ème programmation pour l'année 2019 - Attribution de subvention**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'insertion et de l'emploi

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Par délibération du Conseil n° 2016-1537 du 10 novembre 2016, la Métropole de Lyon a déposé auprès de l'État une demande de subvention globale au titre du FSE pour la période 2017-2020. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, elle est donc devenue le seul organisme intermédiaire gestionnaire de ces crédits pour son territoire.

La volonté de la Métropole s'inscrit dans la prolongation de l'orientation n° 3 du PMI'e visant particulièrement à simplifier la gestion du FSE dans l'agglomération. À ce titre, la centralisation de toutes les demandes de subventions FSE auprès d'un seul organisme gestionnaire a porté ses fruits, puisqu'une réduction de 37 % du nombre de dossiers, par concentration des demandes a été observée. La sécurisation financière des porteurs, avec le versement d'une avance de 50 % à la signature de la convention, a également été priorisée, avec une attention particulière pour les structures les plus fragiles.

Au total, ce sont plus de 24 M€ de FSE qui seront distribués sur le territoire jusqu'en 2020, dont 6,2 M€ pour la seule année 2019.

**II - Objectifs**

Pour cette année de programmation, 5 appels à projets ont été ouverts et 80 demandes ont été reçues à ce jour.

**1° - Accompagnement socioprofessionnel**

Les actions concernées recouvrent la mise en oeuvre d'un accompagnement renforcé permettant d'amener la personne à conduire un projet professionnel construit, par exemple, via un référent unique de parcours ou dans le cadre d'un accompagnement global. Cet accompagnement doit permettre de caractériser la situation de la personne, d'identifier ses besoins et d'élaborer avec elle son projet professionnel, en privilégiant les diagnostics pluridisciplinaires et partagés.

Trente-cinq demandes de subventions ont été reçues dans le cadre de cet appel à projets.

**2° - Actions de lever des freins à l'employabilité**

Sont incluses, toutes les actions permettant de lever les freins professionnels à l'emploi y compris pour les salariés en contrats aidés du secteur non marchand. Les actions de levée des freins sociaux à l'emploi entrent également dans cet appel à projets comme les mesures d'acquisition des compétences de base (notamment dans le domaine des technologies d'information et de communication -TIC), d'aide à la mobilité, de garde d'enfants, etc., dès lors que ces actions s'inscrivent dans un parcours d'accompagnement vers l'emploi.

Dix-neuf demandes de subventions ont été reçues dans le cadre de cet appel à projets.

### **3° - Mise en activité professionnelle**

Cet appel à projets regroupe à la fois les périodes d'immersion, tutorat, etc., mais aussi la mise en activité au sein des structures d'insertion par l'activité économique avec un accompagnement socioprofessionnel spécifique.

Quinze demandes de subventions ont été reçues dans le cadre de cet appel à projets.

### **4° - Animation de programmes d'insertion**

Cet appel à projets concerne exclusivement la Métropole et la Maison métropolitaine d'insertion pour l'emploi (MMI'e) et porte sur l'appui à la définition et à la mise en œuvre des pactes territoriaux d'insertion et les autres cadres de coordination ad hoc permettant d'améliorer la gouvernance des stratégies territoriales d'insertion comme, par exemple, le PMI'e.

Deux demandes de subventions ont été reçues dans le cadre de cet appel à projets.

### **5° - Relations avec les employeurs**

Les actions financées doivent viser le rapprochement du monde de l'entreprise avec celui de l'insertion. Cela peut passer par plusieurs axes d'intervention : le développement des clauses sociales dans les marchés publics et privés, le soutien aux projets permettant l'intégration de publics très éloignés de l'emploi et favorisant la diffusion des démarches de développement durable des entreprises, l'accompagnement des projets favorisant les relations entre les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) et les entreprises du secteur marchand pour faciliter le retour des personnes vers l'emploi marchand, etc.

Neuf demandes de subventions ont été reçues dans le cadre de cet appel à projets.

## **III - Synthèse de l'instruction des demandes**

Conformément aux priorités définies conjointement avec les plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), les dossiers portant sur l'accompagnement socioprofessionnel et l'animation de programmes d'insertion ont été priorisés dans le cadre des instructions. Ils ont fait l'objet d'une 1<sup>ère</sup> programmation, validée par délibération du Conseil n° 2019-3548 du 8 juillet 2019. Au total, 53 dossiers ont été conventionnés, pour un montant total de 4 459 136,69 € de FSE proposé.

Il est proposé aujourd'hui de procéder à la programmation de 24 dossiers complémentaires, pour un montant total de 1 656 841,58 € de FSE.

Comme pour la 1<sup>ère</sup> programmation, l'instruction des demandes de subventions FSE a appelé une analyse approfondie des dossiers. Elle a porté à la fois sur les aspects qualitatifs, mais aussi sur les aspects financiers. Concernant le 1<sup>er</sup> point, l'unité de gestion du FSE a porté un regard attentif au nombre prévisionnel de participants concernés par les opérations, à la plus-value territoriale et plus largement à l'opportunité de financer les projets. Les coordonnateurs emploi insertion de la MMI'e ont été sollicités et ont relayé les demandes, le cas échéant. Quant au volet financier, il a porté sur la vérification de la cohérence des dépenses, la non-surcompensation des services rendus, la capacité administrative et financière des porteurs à gérer des fonds européens et le respect des réglementations afférentes.

Il est précisé que les services de la direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) Auvergne-Rhône-Alpes ainsi que l'instance de gouvernance partenariale du FSE ont été consultés, et n'ont pas émis de remarque sur la programmation de ces opérations ainsi que sur les enveloppes allouées sur les différents appels à projets.

Enfin, le FSE est un financement qui intervient en complément des autres subventions. À ce titre, la Métropole est tenue de ne pas dépasser un taux de cofinancement global des actions de 50 %. Pour l'année 2019, l'agrégation des 2 programmations prévoit un taux de cofinancement FSE de 44,48 %. Ce dernier est conforme aux limites imposées par la Commission européenne.

## **IV - Programmation prévisionnelle**

Sur la base des instructions finalisées à la date du présent Conseil, et conformément aux avis consultatifs émis par les différentes instances des PLIE et par les services de l'État, les opérations proposées pour financement par le FSE sont annexées à la présente délibération.



Le budget prévisionnel global des actions cofinancées par le FSE au titre de la 2<sup>ème</sup> programmation de l'année 2019 s'élève à 4 940 731,41 € dont 33,53 % sont financés par le FSE, soit 1 656 841,58 €.

À ce jour, le budget prévisionnel des actions cofinancées par le FSE s'élève à 13 749 454,91 € dont 44,48 % sont financés par le FSE, soit 6 115 978,27 €.

Une convention de subvention est signée entre la Métropole et chaque porteur de projets selon le modèle-type approuvé par délégation du Conseil n° 2016-1537 du 10 novembre 2016.

À noter que la Métropole présente 3 opérations pour cofinancement pour un montant total de 726 115,16 € de FSE. Il s'agit des opérations :

- n° 201805144 "Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel des salariés en contrat aidé de la Métropole 2019" pour un montant de 54 000 €,

- n° 201902488 "Assistance technique 2019" pour un montant de 138 515,16 € (crédits dédiés à la gestion des dossiers de subvention, réservés exclusivement à la Métropole en tant qu'organisme intermédiaire de gestion du FSE),

- n° 01902518 "Animation du PMI'e" pour un montant de 533 600 €.

Ces opérations prennent la forme de valorisations des dépenses réalisées par la collectivité sur ces projets en vue d'appeler une recette du FSE, selon les mêmes modalités que les autres porteurs.

Enfin, 2 opérations ont reçu un avis défavorable lors de la phase d'instruction, et ne sont donc pas proposées pour programmation. Il s'agit de l'opération n° 201900012 portée par Chlorofeel et intitulée "4 semaines pour booster sa recherche d'emploi" et de l'opération n° 201805427 portée par FC2E Formation et intitulée "Référént itinéraire emploi renforcé" ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution de subventions de fonctionnement, dans le cadre du FSE, pour un montant total de 1 656 841,58 € réparti selon le tableau de programmation annexé à la présente délégation, pour l'année 2019,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et les porteurs de projets selon le modèle-type approuvé par délégation du Conseil n° 2016-1537 du 10 novembre 2016.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délégation.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 1 656 841,58 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 65 - opération n° 0P36O5165.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.



*Programme opérationnel national FSE 2014-2020 Rhône-Alpes*  
**Instance de programmation FSE - Conseil de Métropole du 30 septembre 2019**

**OPERATIONS SOUS-JACENTES DE LA SUBVENTION GLOBALE FSE DE *La Métropole de Lyon - 2e programmation 2019***

**AXE 3 - Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion**

**Objectif thématique 9 Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination**

**Priorité d'investissement 9.1 L'inclusion active, y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi**

N° Dossier MDFSE	Bénéficiaire	Libellé du dossier	Dates de l'opération	Coût total	Subvention FSE	% FSE
201805184	ASSOCIATION DE L'HOTEL SOCIAL	ACI - LE GRENIER DE LAHSo	01/01/2019 au 31/12/2019	533 874,00 €	70 000,00 €	13,11%
201805019	ASSOCIATION INSERTION EMPLOIS SERVICES	Mise en situation professionnelle	01/01/2019 au 31/12/2019	47 174,77 €	35 000,00 €	74,19%
201900204	Association Lyonnaise pour L'Insertion Economique et Sociale	Mise à l'emploi des participants du IER avec la méthode IOD, 2019.	01/01/2019 au 31/12/2019	174 418,80 €	145 000,00 €	83,13%
201900079	Association Lyonnaise pour L'Insertion Economique et Sociale	Mobilisation des employeurs culturels et artistiques de la Métropole lyonnaise dans les parcours d'insertion 2019	01/01/2019 au 31/12/2019	25 920,32 €	25 092,00 €	96,80%
201901648	ASSOCIATION SAN PRIOTE POUR L'INSERTION	PLACEMENT A L'EMPLOI	01/01/2019 au 31/12/2019	55 767,60 €	18 652,00 €	33,45%
201900018	ELANTIEL	Prêt pour l'emploi	01/01/2019 au 31/12/2019	26 105,71 €	26 105,71 €	100,00%
201805224	EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE PIERRE	Lever les freins à l'employabilité : parcours d'inclusion numérique à destination des publics en insertion	01/01/2019 au 31/12/2019	17 549,67 €	15 549,67 €	88,60%
201805051	ENVIE Rhône	REPÈRES Métropole	01/01/2019 au 31/12/2019	100 071,60 €	50 000,00 €	49,96%
201805215	Fondation d'Auteuil - CFC Rhône Alpes-AMEJ	Mob and go	01/01/2019 au 31/12/2019	220 959,20 €	40 000,00 €	18,10%
201805099	Fondation de l'Armée du Salut	Atelier et Chantier d'Insertion FSE 2019	01/01/2019 au 31/12/2019	1 159 413,97 €	133 000,00 €	11,47%
201805084	HABITAT HUMANISME RHONE	UN TOIT UN EMPLOI	01/01/2019 au 31/12/2019	36 709,27 €	16 800,00 €	45,77%
201805144	LA METROPOLE DE LYON	Renforcement de l'accompagnement socio-professionnel des salariés en contrat aidé à la Métropole 2019	01/01/2019 au 31/12/2019	54 000,00 €	54 000,00 €	100,00%
201902488	LA METROPOLE DE LYON	Assistance technique 2019	01/01/2019 au 31/12/2019	398 520,00 €	138 515,16 €	34,76%
201902518	LA METROPOLE DE LYON	Animation du Programme Métropolitain d'Insertion pour l'emploi (PMI'e) 2019	01/01/2019 au 31/12/2019	533 600,00 €	533 600,00 €	100,00%
201805416	MIRLY SOLIDARITÉ	ACI - MENUISERIE DES DEUX AMANTS (M2A)	01/01/2019 au 31/12/2019	235 564,61 €	52 000,00 €	22,07%
201805414	MIRLY SOLIDARITÉ	MEDIATION CULTURE	01/01/2019 au 31/12/2019	18 079,54 €	10 000,00 €	55,31%
201805351	MISSION LOCALE VAULX EN VELIN	Accompagnement de parcours	01/01/2019 au 31/12/2019	60 422,64 €	17 000,00 €	28,14%
201805426	Multi Services Développement - Atelier et Chantier d'Insertion	Mise en activité professionnelle - Ateliers et Chantiers d'Insertion	01/01/2019 au 31/12/2019	983 182,66 €	56 153,66 €	5,71%
201805208	OFELIA	ACQUERIR DES COMPETENCES DE BASE POUR MIEUX INTEGRER L'EMPLOI	01/01/2019 au 31/12/2019	89 925,01 €	89 925,00 €	100,00%
201805342	Régie de Quartier Réussir l'Insertion à Bron	CHARGE MISSION EMPLOI - RELATIONS ENTREPRISES	01/01/2019 au 31/12/2019	58 593,23 €	25 900,00 €	44,20%
201805256	Rhône Emplois Nouveaux	Formation aux outils numériques au sein des espaces numériques de Lyon	01/01/2019 au 31/12/2019	35 017,78 €	35 017,78 €	100,00%
201805402	RQ 124.SERVICES	MISE EN SITUATION DE TRAVAIL ET ACCES A L'EMPLOI	01/01/2019 au 31/12/2019	24 432,74 €	18 102,31 €	74,09%
201805210	Sud Ouest Emploi	Matches pour l'Emploi	01/01/2019 au 31/12/2019	26 069,95 €	26 069,95 €	100,00%
201805022	Union Féminine Civique et Sociale / Familles Rurales - Formation Insertion	"Ateliers linguistiques UFCS/FR 2019 : Ville de Lyon - Est Lyonnais / Formation français professionnel sud ouest lyonnais"	01/01/2019 au 31/12/2019	25 358,34 €	25 358,34 €	100,00%
<b>24</b>				<b>4 940 731,41 €</b>	<b>1 656 841,58 €</b>	<b>33,53%</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3715**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e) 2016-2020 - Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Point information médiation multiservices (PIMMS) Lyon Métropole - Année 2019**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'insertion et de l'emploi

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération du Conseil n° 2015-0939 du 10 décembre 2015, la Métropole de Lyon a adopté le PMI'e pour la période 2016-2020, organisé autour de 3 ambitions : développer l'offre d'insertion par les entreprises, construire une offre de service orientée vers l'accès à l'activité des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et porter un projet commun pour un territoire métropolitain exemplaire.

Dans le cadre de l'orientation n° 2, l'objectif 8 porte sur la sécurisation des parcours par l'accès au juste droit avec une attention particulière sur la simplification des démarches administratives. Le soutien à l'action des PIMMS répond à cet objectif, en proximité avec les habitants des quartiers "politique de la ville".

**I - Contexte et objectifs**

Depuis 1995, un réseau d'entreprises de services publics, EDF, ENGIE, Véolia, la Société de distribution des eaux intercommunales (SDEI), la Poste, la SNCF et Kéolis, en partenariat avec les collectivités locales, l'État, les acteurs locaux et les habitants, développent le concept de PIMMS.

Les PIMMS sont des points d'accueil de proximité ouverts aux personnes ayant des besoins d'informations, des difficultés à traiter avec les entreprises partenaires ou des demandes concernant différents services publics. Informations, conseils, accompagnements dans les situations de difficultés, médiation avec les services de facturation sont ainsi proposés aux bénéficiaires des PIMMS dans un lieu neutre, non institutionnel, d'écoute et de dialogue.

Les PIMMS fournissent également des services répondant à des besoins localement non satisfaits (écrivain public, mise à disposition d'ordinateurs, accompagnement aux procédures administratives en ligne, aide à la gestion d'un budget, etc.) et contribuent au renforcement du lien social dans les quartiers d'implantation.

On compte aujourd'hui 46 PIMMS à l'échelle nationale.

Ce concept a émergé sur le territoire de la Métropole, où ils sont au nombre de 7 et essentiellement implantés dans les quartiers prioritaires : Lyon 8° (États-Unis et Mermoz), Lyon 9° (Vaise), Bron (Terrailon), Rillieux la Pape, Vaulx en Velin et Villeurbanne. Depuis mars 2017, les 7 PIMMS de la Métropole sont reconnus Maisons de services au public.

L'association PIMMS a été créée le 11 octobre 1994, avec le 1<sup>er</sup> PIMMS situé dans le quartier des États-Unis à Lyon 8°. Puis, elle a développé son concept dans d'autres quartiers de l'agglomération, créant à chaque occasion une association ad hoc. Lors de l'assemblée générale du 16 décembre 2014, une fusion-absorption de l'ensemble de ces associations a été opérée au sein de l'association "PIMMS Lyon agglomération", devenue "PIMMS Lyon Métropole" en juin 2015, dans un souci d'ancrage territorial et pour marquer le partenariat fort avec la collectivité.

Cette association a pour objet d'assurer un relais d'information et de médiation entre habitants de la Métropole et entreprises de service public adhérentes du PIMMS.

Elle sollicite le soutien financier de la Métropole pour la mise en œuvre de ses missions en 2019.

Le soutien au PIMMS Lyon Métropole doit permettre de favoriser l'insertion professionnelle et sociale des personnes et publics éloignés de l'emploi, en apportant un service d'intermédiation entre les usagers et les différentes institutions.

## **II - Compte rendu des actions conduites en 2018 et bilan**

Par délibération du Conseil n° 2018-2959 du 17 septembre 2018, la Métropole a procédé à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 45 000 € à l'association pour son programme d'actions 2018.

Les PIMMS recrutent chaque année des médiateurs issus des quartiers prioritaires, en contrats aidés. Au 31 décembre 2018, le PIMMS comptait 40 agents médiateurs.

Les médiateurs vont au contact des habitants de la Métropole, en direction des populations les plus fragilisées, notamment, en adaptant les services aux demandes des habitants.

Plus de 200 000 personnes ont bénéficié des services du PIMMS en 2018.

### **1° - Profil des bénéficiaires des services du PIMMS**

Les personnes ciblées par l'offre de services des PIMMS ne fréquentent pas facilement les institutions. 78 % des bénéficiaires habitent dans un quartier politique de la ville (QPV) de la Métropole. Les besoins sont souvent spécifiques en termes de compréhension de situations personnelles, d'accompagnement dans les démarches administratives et dans l'accès aux droits et aux services. Ces usagers (38 % ont entre 25 et 50 ans, 34 % ont entre 51 et 64 ans, 16 % ont plus de 65 ans) ont souvent des difficultés culturelles, linguistiques, familiales, générationnelles et/ou financières.

### **2° - Principaux domaines dans lesquels les personnes sont accompagnées**

- 23 % accès aux droits (aides sociales, emploi, logement, juridique et retraite),
- 19 % accès aux services publics (dossiers naturalisation et autres démarches, regroupement familial, autres services publics),
- 15 % gestion budgétaire (finance et surendettement),
- 15 % sécurité et prévention des conflits et incivilités,
- 5 % lutte contre la précarité énergétique (intervention à domicile, animation d'ateliers et médiation téléphonique),
- 3 % aide à la mobilité (vente de produits et accompagnement de parcours),

Les PIMMS ont obtenu la reconnaissance "Maisons de services au public" instituées par l'article 100 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) qui leur permettent d'être un interlocuteur identifié pour les allocataires de la Caisse d'allocations familiales (CAF) et les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi.

### **3° - Accès à l'emploi**

Dans son rôle de tremplin emploi, le PIMMS recrute des habitants des QPV, demandeurs d'emploi ou en reconversion professionnelle. Travailler au sein du PIMMS permet d'avoir une activité salariée tout en se formant et en étant accompagné vers une sortie positive du dispositif de contrats aidés.

Cette action a permis d'intégrer, de former et d'accompagner 20 médiateurs (issus des QPV) avec des tuteurs au sein du PIMMS et en complémentarité des conseillers emploi (Mission locale, Pôle emploi, Cap emploi, etc.). Grâce à l'accompagnement proposé, tout au long de l'année 2018, sur les 40 médiateurs présents, le PIMMS a compté 13 sorties, dont 75 % de sorties positives : 3 salariés sont sortis vers une formation qualifiante, 3 salariés sont sortis vers un emploi de droit commun et un salarié a créé son entreprise.

Dans le même objectif d'accompagnement et de professionnalisation, le PIMMS a accueilli, en 2018, 52 stagiaires.

### III - Programme d'actions 2019 et plan prévisionnel de financement

L'objectif en 2019 est de répondre aux enjeux identifiés dans le schéma directeur et notamment :

- renforcer l'accueil et l'accompagnement des habitants du territoire métropolitain en proposant une nouvelle offre de services : ateliers numériques, médiations numériques à domicile, etc.,
- repérer les "invisibles" en coordination avec les autres acteurs du territoire et aller à leur rencontre,
- déployer une offre de service en direction des bailleurs du territoire métropolitain sur la maîtrise des énergies et l'accompagnement au numérique,
- veiller à la qualité de services et au professionnalisme des équipes du PIMMS en mettant en place un parcours de formation adapté : socle commun et modules de formation en fonction des appétences de chaque médiateur,
- créer des passerelles entre les partenaires publics et privés du PIMMS pour favoriser l'emploi durable des salariés et usagers.

Le PIMMS Lyon Métropole, travaille depuis 2018 sur la thématique de l'accès au logement social. En effet, dans le cadre du plan partenarial de gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs (PPGID) de la Métropole, le PIMMS a intégré, en tant qu'acteur de proximité, le service d'accueil et d'information des demandeurs de logements sociaux en cours de structuration. La spécialisation du PIMMS sur les questions d'accompagnement au numérique et les équipements mis à disposition est une réelle plus-value en termes d'accessibilité, puisque les demandeurs de logement social peuvent ainsi accéder plus facilement aux services en ligne (enregistrement de leur demande, utilisation du portail d'information [www.logementsocial69.fr](http://www.logementsocial69.fr), prise de rendez-vous conseil, visualisation de la carte des logements sociaux, etc.) et être aidés dans leurs démarches si nécessaire.

Par ailleurs, en qualité de "Maisons de services au public", les PIMMS assurent l'accueil, l'information et l'orientation du public. Ils accompagnent les usagers à l'utilisation des services en ligne des opérateurs partenaires (facilitation numérique), accompagnent les usagers dans leurs démarches administratives (facilitation administrative), mettent en relation des usagers avec les opérateurs partenaires et identifient les situations individuelles qui nécessitent d'être portées à connaissance des partenaires.

#### Plan de financement prévisionnel

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	35 500	ventes	25 000
services extérieurs et autres	200 270	Métropole de Lyon	45 000
charges de personnel	1 179 000	Agence nationale service civique	5 600
impôts et taxes	91 000	Communes	42 000
autres charges	14 850	État	295 000
dotation aux amortissements	4 850	entreprises et aides privées	732 870
		aides sur contrats (Adultes relais, PEC)	350 000
		transferts de charges	30 000
<b>Total</b>	<b>1 525 470</b>	<b>Total</b>	<b>1 525 470</b>

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 45 000 €, au profit de l'association PIMMS Lyon Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

- a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association PIMMS Lyon Métropole dans le cadre de son programme d'actions 2019 en faveur de l'insertion et l'emploi pour un montant total de 45 000 €,
- b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association PIMMS Lyon Métropole.

**2° - Autorise** monsieur la Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 45 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et 2020 - chapitre 017 - opération n° 0P36O5622 pour 40 000 € et chapitre 65 - opération n° 0P14O5639 pour 5 000 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3716**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Entrepreneuriat - Attribution d'une subvention à la Chambre de Commerce et d'Industrie Lyon Métropole Saint Etienne Roanne (CCILM) pour son programme d'actions 2019 pour l'accompagnement ante et post création des entrepreneurs**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte et objectifs**

Dans le cadre de sa politique de soutien en faveur de l'entrepreneuriat, développée sous la bannière LYVE et mise en œuvre en partenariat avec les acteurs de l'accompagnement à la création d'entreprise, la Métropole de Lyon souhaite répondre aux attentes des créateurs d'entreprises grâce à une offre de services complète, lisible et de qualité pour permettre de passer de "Lyon, l'une des métropoles où l'on crée le plus d'entreprises" à "Lyon, la métropole où les entreprises grandissent".

Dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter son soutien à la CCILM pour son programme d'actions 2019 en matière d'accompagnement ante et post création des entrepreneurs.

**II - Compte-rendu des actions réalisées au titre de 2018 et bilan**

Par délibération du Conseil n° 2018-2918 du 9 juillet 2018, la Métropole a attribué à la CCILM une subvention de fonctionnement d'un montant de 119 590 € pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2018.

Le bilan 2018 de l'activité de la CCILM dans le cadre de ce financement est le suivant :

**1° - Programme Parrainage d'entrepreneurs "post-crétation"**

115 binômes parrains/jeunes entreprises ont été actifs en 2018, dont 56 nouveaux binômes.

Le taux de pérennité des créateurs accompagnés dans le cadre de ce programme à 3 et 5 ans est de 97 %.

La communication et la promotion du programme ont été consolidées grâce à la mise en place de nouveaux outils de communication et aux réseaux sociaux.

**2° - Offre d'accompagnement individuel "ante-crétation"**

Conformément aux objectifs définis, 50 porteurs de projet de création d'entreprises ont bénéficié d'un accompagnement individualisé afin de concrétiser leur projet et de travailler leur posture d'entrepreneur. Chaque accompagnement a été précédé d'une phase de diagnostic portant sur le parcours du porteur de projet et l'état d'avancement de son projet. L'accompagnement s'est ensuite articulé autour de plusieurs rendez-vous individuels sur mesure en fonction des besoins identifiés (structure du business plan, recherche de financement, etc.).



### III - Programme d'actions pour 2019 et plan de financement prévisionnel

En 2019, la CCILM poursuivra les actions mises en œuvre dans le cadre de ses missions d'intérêt général en faveur de l'entrepreneuriat :

#### 1° - Programme Parrainage d'entrepreneurs "post-crédation"

Le programme Parrainage d'entrepreneurs qui a pour objectif de soutenir des jeunes entrepreneurs implantés dans la Métropole dans leur croissance en mettant à leur disposition l'expérience et le temps de chefs d'entreprises et de cadres expérimentés, sera notamment développé en lien avec les nouveaux pôles entrepreneuriaux portés par la Métropole. L'objectif en 2019 est de constituer une centaine de binômes entrepreneurs/parrains et marraines.

#### 2° - Offre d'accompagnement individuel pour les porteurs de projet du territoire

L'action d'accompagnement individuel de porteurs de projets de création d'entreprises sera poursuivie avec la même méthodologie (accompagnement sur mesure précédé d'une phase de diagnostic).

La CCILM prévoit d'accompagner en 2019 au moins 162 porteurs de projets (à raison de 10 heures d'accompagnement par porteur de projet), en progression par rapport à 2018 grâce à un co-financement de l'action avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Budget prévisionnel 2019 de la CCILM pour la mise en œuvre des actions d'accompagnement ante et post création :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
services extérieurs	217 716	Métropole de Lyon	119 590
charges de personnel	3 000	Région Auvergne-Rhône-Alpes	50 000
		CCI Lyon Métropole Saint Etienne Roanne	51 126
<b>Total</b>	<b>220 716</b>	<b>Total</b>	<b>220 716</b>

Le budget prévisionnel de la CCILM pour mettre en œuvre ces actions s'élève à 220 716 €. Il est donc proposé au Conseil d'attribuer une subvention de fonctionnement de 119 590 € au profit de la CCILM pour son programme d'actions 2019. Ce soutien est apporté conjointement à la Région Auvergne-Rhône-Alpes dans le cadre du contrat métropolitain 2016-2020 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

### DELIBERE

#### 1° - Approuve

a) - l'attribution, pour l'année 2019, d'une subvention de fonctionnement de 119 590 € au profit de la Chambre de Commerce et d'Industrie Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne (CCILM) pour la mise en œuvre de son programme d'actions pour l'accompagnement ante et post création des entrepreneurs,

b) - la convention à passer entre la Métropole et la CCILM définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.



**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 119 590 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre n° 65 - opération n° 0P01O2291.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3717**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Attribution de subventions de fonctionnement aux associations Pôle Pixel, EdTech Lyon et à la Fondation pour l'Université de Lyon (FPUL) agissant pour le compte de sa fondation abritée LDigital, pour leur programme d'actions 2019 dans le domaine du numérique**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Plusieurs associations interviennent auprès des entreprises et des citoyens du territoire au quotidien pour accompagner leur développement. Parmi celles-ci figurent :

- l'association EdTech Lyon, pour le développement des entreprises de la filière EdTech,
- le Pôle Pixel, pour le développement des entreprises de l'image et des industries culturelles et créatives,
- la fondation LDigital (fondation abritée de la FPUL), pour fédérer, sensibiliser et accompagner la place des femmes dans le numérique.

**1° - Présentation de l'association EdTech Lyon**

L'association EdTech Lyon a été créée en 2019 par la réunion d'une vingtaine d'entreprises du territoire positionnées sur la création de contenus numériques éducatifs. Cette association a émergé suite aux travaux du réseau thématique EdTech de la French Tech qui, dès 2014, avait pointé l'écosystème lyonnais comme une place forte française des nouvelles technologies éducatives. Ainsi, après une période d'incubation de la communauté EdTech lyonnaise au sein de la French Tech avec l'organisation d'événements fédérateurs et une cartographie précise du territoire sur ce sujet, les entreprises innovantes du secteur ont souhaité transformer l'essai en créant une association pour encadrer leurs actions et leur permettre de se retrouver dans une structure identifiée.

Aussi, cette période de maturité pré-création a permis aux acteurs de recenser de façon précise leurs besoins et leur capacité d'actions. De plus, cette période a été employée à identifier clairement le positionnement de l'association par rapport aux autres groupes, structures, initiatives autour de l'éducation et de l'apprentissage par le numérique pour apporter une vraie valeur ajoutée à l'écosystème en complémentarité de l'existant. De fait, l'association EdTech Lyon est aussi la résultante de la cessation d'activité du pôle Imaginove qui assurait, pour partie, une fonction d'animation de cet écosystème.

EdTech Lyon a pour mission de fédérer l'ensemble des acteurs situés en région lyonnaise qui conçoivent, développent, commercialisent, prescrivent, expérimentent et/ou utilisent des solutions EdTech. C'est-à-dire des solutions technologiques et/ou numériques pour soutenir l'apprentissage tout au long de la vie. Parmi ces technologies on retrouve :

- l'intelligence artificielle pour la personnalisation et l'individualisation des apprentissages,
- le traitement des datas et protection des données personnelles,
- les jeux sérieux dédiés à l'apprentissage et la ludification des contenus,
- la réalité virtuelle, la réalité augmentée, la réalité mixte,
- les contenus dématérialisés et interopérables des normes d'apprentissages règlementaires,
- la robotique éducative et les objets connectés mobilisés dans le cadre d'un apprentissage,
- les nouveaux contenus pédagogiques : Massive open online course (MOOC), Small private online course (SPOC), Webinar etc.,
- le design d'interface permettant à l'apprenant d'optimiser son processus d'apprentissage.

L'association EdTech Lyon est soutenue également par l'État par l'intermédiaire de la direction régionale des entreprises de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) Auvergne-Rhône-Alpes.

## **2° - Présentation de l'association Pôle Pixel**

L'association Pôle Pixel a été créée en juillet 2015 pour favoriser le développement et l'innovation des entreprises du secteur des industries culturelles et créatives.

Le Pôle Pixel accueille des entreprises du secteur des industries culturelles et créatives : cinéma, audiovisuel, jeu vidéo, web, communication, nouveaux médias, arts numériques. Il accueille également un atelier de prototypage (Youfactory), une école de cinéma, un auditorium de post-production son, un laboratoire de restauration numérique et 3 studios de cinéma qui ont récemment accueilli le tournage du film Kamelott d'Alexandre Astier. Ce qui représente environ 130 établissements, dont 80 % dans la cible, et 500 emplois.

Le périmètre d'action de l'association se compose du pôle historique (16 000 m<sup>2</sup> intramuros comprenant 12 000 m<sup>2</sup> d'espaces de bureaux et locaux d'activités et 4 000 m<sup>2</sup> de surface de studios de cinéma) et 6 000 m<sup>2</sup> sur le parc Decorps adjacent (propriété de la Métropole de Lyon) qui accueille progressivement des entreprises dans la cible (60 % des lots aujourd'hui).

Les 5 structures fondatrices de l'association sont le Centre européen cinématographique Rhône-Alpes, l'Université Lyon 3, l'association Animation anniversaire découverte nature (AADN), la société Youfactory, le Centre de rencontres d'échanges et de formation (CREF).

Les objectifs poursuivis par l'association sont de participer à la dynamique des pôles territoriaux de l'image, de permettre le regroupement d'entreprises indépendantes actives sur le territoire de la Métropole, de développer les liens avec les organismes de recherche et d'enseignement, de stimuler l'innovation, et enfin de contribuer de manière effective à la transmission de savoir-faire dans la Métropole lyonnaise.

Située sur le site du Pôle Pixel à Villeurbanne, son champ d'action dédié aux industries créatives d'une part, et à l'animation de ce site spécifique d'autre part, est aujourd'hui stratégique pour l'ensemble de la filière. Pour cela, l'association Pôle Pixel mutualise les compétences de ses membres ainsi que leurs moyens et met en œuvre un certain nombre d'outils dédiés au développement des industries culturelles et créatives.

L'association Pôle Pixel est également soutenue par la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

## **3° - Présentation de la fondation LDigital**

La fondation LDigital (fondation abritée de la FPUL) a été créée, en janvier 2018, à l'initiative de femmes gravitant dans l'univers du numérique et faisant le constat d'un manque d'équité entre les femmes et les hommes dans leur environnement professionnel. Les chiffres du baromètre France Digital viennent corroborer ce constat. En effet, les femmes représentent 48 % de la population active, 46 % des bacs S et 29 % des prépas scientifiques (stable) mais seulement 8 % à 17% des effectifs des écoles d'ingénieurs, 6 % des développeurs, 10 % des cadres, 20 % des ingénieurs dans les métiers du numérique et 6 % des dirigeants de start-up digitales.

Pourtant, la filière numérique est une filière en croissance et en tension. Ainsi, 5 000 postes sont actuellement non pourvus au niveau national, 2 000 au niveau de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et 38 % des entreprises du secteur numérique ont déclaré avoir renoncé à une création d'emploi, faute de candidature adaptée.

Aussi, la fondation LDigital s'est donnée pour mission de favoriser la diversité et l'équilibre hommes/femmes en particulier sur les filières du numérique et les métiers émergents en lien avec la recherche et l'innovation. Les 3 mots d'ordre de la fondation sont : fédérer, sensibiliser, accompagner la place des femmes dans le numérique.

La fondation souhaite ainsi développer une force de frappe plus importante en mutualisant à la fois les compétences, les actions et les moyens pour gagner en efficacité et faire progresser l'ensemble du tissu local sur ce sujet. Le collectif a, notamment, noté une absence d'événements sur Lyon et surtout une sous-représentation des femmes lors de conférences Tech organisées sur le territoire.

## II - Objectifs

La stratégie de la Métropole, présentée dans le cadre de son programme de développement économique 2016-2021, est d'accompagner les entreprises dans leur évolution, du créateur d'entreprise jusqu'au grand compte.

Il s'agit d'accompagner l'entreprise tout au long de son parcours, en favorisant un maillage maximum avec l'écosystème local.

L'enjeu est de lui permettre de bénéficier de la densité du tissu économique de la Métropole pour l'aider à se développer et pour générer un attachement particulier avec ce territoire qui l'a accompagné, de nature à favoriser son ancrage local.

Ces 3 structures d'accompagnement sollicitent le soutien de la Métropole pour mettre en œuvre leurs programmes d'actions 2019 qui s'inscrivent pleinement dans les priorités sectorielles du programme de développement économique de la Métropole.

## III - Propositions de financement pour l'année 2019

### 1° - Association EdTech Lyon

#### a) - Les missions de l'association EdTech Lyon

Les technologies éducatives représentent aujourd'hui un des secteurs les plus dynamiques de l'économie de l'innovation en France et dans le monde. Le territoire lyonnais compte 3 des 5 géants français du secteur. Les chiffres du marché des EdTech illustrent de belles perspectives de croissance pour les entreprises.

Cependant, le point de blocage pour le développement des technologies numériques éducatives réside dans l'absence d'intégration de celles-ci dans les lieux d'apprentissage et de formation (système scolaire français, organismes en charge de la formation professionnelle, association œuvrant dans l'éducation, etc.). Cette intégration des technologies éducatives est un levier d'action clé pour renforcer la performance du système éducatif en proposant aux élèves des contenus numériques pour améliorer leur processus d'apprentissage et d'éducation. L'association EdTech Lyon souhaite œuvrer en ce sens, en permettant aux entreprises du territoire de disposer d'un cadre de dialogue avec les institutions françaises en charge de l'éducation et de la formation et d'une arène pour échanger sur leurs thématiques communes.

Ainsi, les objectifs de l'association sont les suivants :

- rendre visible les acteurs en place et promouvoir la force du territoire,
- soutenir l'expérimentation de solutions pédagogiques innovantes,
- accompagner le développement économique des acteurs en présence (ateliers, veille, retours d'expérience, mentoring, etc.) et favoriser la création d'emplois,
- permettre aux membres de participer à moindre coût aux événements nationaux et internationaux majeurs,
- accompagner le développement d'un événement EdTech majeur à Lyon,
- caractériser le tissu industriel et cartographier les savoir-faire académiques et industriels pour créer des opportunités business avec des grands comptes ou pour faciliter la réponse à appel à projet,
- créer des partenariats avec les donneurs d'ordre, les utilisateurs, les prescripteurs de solutions numériques innovantes d'apprentissage,
- animer et créer des synergies entre les acteurs du réseau territorial des EdTech,
- faire grandir les entreprises du territoire de cette filière,
- développer des expérimentations et soutenir l'appropriation des solutions EdTech par les utilisateurs,
- faire monter en compétences l'ensemble des acteurs de la filière et soutenir l'innovation,
- appuyer le développement sur le territoire métropolitain d'un événement EdTech d'ampleur nationale,
- faire rayonner les acteurs et promouvoir le territoire.

Elle organise ses actions autour de 4 axes :

- développer le business et soutenir la croissance des entreprises adhérentes,
- soutenir l'appropriation de solutions numériques dans les pratiques éducatives et coordonner des actions entre les acteurs de territoires (associations, établissements scolaires, acteurs institutionnels, partenaires emplois, etc.) et les entreprises,
- accompagner des expérimentations, réfléchir aux usages, identifier les bonnes pratiques, permettre aux entreprises de bénéficier de retours terrains, etc.,

- stimuler des échanges entre acteurs académiques, terrains et entreprises pour identifier des axes d'innovations pédagogiques, autour de recherches en sciences humaines et sociales ou de transfert de technologies, créer un réseau dynamique et être un lieu d'échanges et de rencontres.

**b) - Les activités développées par l'association dans le cadre de sa feuille de route 2019-2020 et le budget prévisionnel**

Avec la création de l'association EdTech Lyon, les entrepreneurs souhaitent créer une dynamique territoriale sur cette thématique d'innovation en établissant une feuille de route et des actions concrètes pour les années à venir. Le plan d'actions 2019-2020 (15 mois) proposé par l'association est le suivant :

- matinales thématiques tous les mois à l'attention des membres de l'association,
- veille sur les appels d'offres du secteur à destination des membres,
- ateliers de co-développement,
- rédaction d'un "Small Business Act" visant à faciliter les démarches des petites et moyennes entreprises locales de la filière,
- un programme d'accompagnement spécifique dédié aux nouveaux projets EdTech du territoire. Celui-ci sera construit en cohérence et en complémentarité avec l'accélérateur Ed/job Tech de l'École de management (EM) Lyon,
- un programme de mentorat entre pairs dans l'association (d'une durée de 6 mois),
- création des coopérations avec les établissements (collèges, associations, organismes, etc.),
- participation à des instances de réflexions et de décisions (conseil stratégique de l'académie de Lyon, groupe de travail sur la stratégie métropolitaine "territoire numérique éducatif", etc.),
- organisation de matinales de la recherche pour créer du lien entre les laboratoires de recherche sur les sujets des nouveaux contenus éducatifs et les entreprises du réseau (une matinale par trimestre),
- travailler en collaboration avec l'association Fréquences écoles dans le cadre du renforcement de l'événement super EdTech 2019 (complément de programmation, apport d'expertise et de contenu, etc.),
- actions de communication sur la richesse du territoire sur ces nouvelles technologies, assurer la présence des EdTech lyonnaises sur des événements, soutenir l'attractivité numérique du territoire.

Pour générer des recettes privées en parallèle de son action de service public, EdTech Lyon souhaite, à l'horizon 2020, fournir des prestations d'expérimentation afin d'aider les acteurs intéressés par ces solutions à intégrer pas à pas les technologies EdTech dans leur processus de travail.

**Budget prévisionnel 2019-2020 (15 mois)**

Dépenses	Montant (en € HT)	Recettes	Montant (en € HT)
coûts structure	23 700	cotisations	82 262
création & communication	30 300	facturation	10 738
autres charges liées aux actions	43 748	subvention Métropole de Lyon	47 000
charges de personnel	82 252	subvention DIRECCTE	40 000
<b>Total</b>	<b>180 000</b>	<b>Total</b>	<b>180 000</b>

Il est proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 47 000 € au profit de l'association EdTech Lyon pour son programme d'actions 2019-2020 (15 mois).

**2° - Association Pôle Pixel**

**a) - Les missions de l'association Pôle Pixel**

Depuis de nombreuses années, la Métropole conduit une politique de développement économique dédiée à l'image et aux industries culturelles et créatives. Celle-ci vise à structurer, à soutenir et à valoriser des

secteurs à fortes composantes créatives et à accélérer les processus d'innovation par la créativité et le croisement entre filières.

Cette politique comprend un volet immobilier important, notamment, dans le quartier GrandClément à Villeurbanne autour du Pôle Pixel, dont le succès et la dynamique permettent d'envisager un positionnement à l'échelle européenne s'il parvient à attirer une masse critique d'entreprises en son sein et en proximité. L'émergence de ce "quartier Pixel" est conditionnée d'une part à la politique foncière de la Métropole sur des tènements stratégiques autour du pôle, mais également à une gouvernance globale qu'il conviendra de mettre en place pour dépasser les murs du Pôle Pixel historique.

Sur le plan économique, de nombreux projets innovants ont émergé, associant création de contenus, usages et technologies. La chaîne de valeur de l'image connaît une profonde mutation avec des innovations technologiques qui autorisent désormais une créativité plus étendue en matière de contenus (dématérialisation, gamification, livre numérique, réalité augmentée, 3D, immersion). Peu de secteurs industriels ont connu un tel bouleversement en aussi peu de temps.

Aujourd'hui, avec le positionnement naturel qui est celui des contenus et usages numériques à forte composante créative et culturelle, il convient d'ajouter aux acteurs "historiques" que sont le jeu vidéo, le cinéma, l'audiovisuel et le multimédia, de nouveaux entrants tels que les arts numériques ou la robotique de service ludique.

Les acteurs de la filière font preuve d'un savoir-faire hors du commun quant au partage des compétences et à la mutualisation de leurs moyens. Il est important de soutenir leurs actions, de les aider à trouver les modèles économiques adaptés et de pérenniser les emplois créés.

Dans ce cadre, l'association Pôle Pixel se fixe pour objectifs :

- d'assurer la gestion du pôle étendu et d'animer la communauté des adhérents et des partenaires,
- de faciliter le développement d'activités collaboratives du type "FabLab" (ateliers de prototypage) destinées à promouvoir l'innovation et la création de nouveaux produits et services,
- de favoriser l'innovation ouverte, le partage des réseaux et l'implication des usagers/consommateurs dès le début de la conception des projets,
- de permettre à ses membres et usagers de mettre en œuvre leurs projets en opérant, notamment, une mutualisation de leurs compétences et de leurs moyens,
- de faciliter l'accueil et d'accompagner le développement des jeunes entreprises par la mise à disposition d'une offre de services complète et adaptée,
- de faciliter le développement des compétences et de l'emploi.

Son mode de développement collaboratif repose sur l'interaction entre des acteurs appartenant à des univers très différents dépassant le strict cadre des membres ou usagers du pôle. À ce titre, l'association Pôle Pixel s'attache tout particulièrement à coordonner ses actions avec les autres acteurs des industries culturelles et créatives situés sur les territoires métropolitains et régionaux.

Par les activités de ses membres et usagers, elle souhaite stimuler l'innovation (économique, sociale, technologique, etc.) en encourageant les interactions, le partage des équipements et l'échange de connaissances et de savoir-faire.

#### ***b) - Compte-rendu des actions réalisées au titre de l'année 2018 et bilan***

Par délibération n° 2018-2618 du 16 mars 2018, le Conseil de la Métropole a attribué une subvention de fonctionnement d'un montant de 70 000 € au profit de l'association Pôle Pixel dans le cadre de ses missions d'animation de l'hôtel d'entreprises "Pixel Entreprises" ainsi que pour l'animation de l'ensemble des résidents situés sur le Pôle Pixel de Villeurbanne.

L'association Pôle Pixel a mené, durant l'année 2018, les actions inscrites à son programme et en particulier, en sus des actions historiques de l'hôtel d'entreprise "Pixel Entreprises" :

- des évènements professionnels transversaux : plus de 30 évènements et rencontres professionnels ont été organisés en 2018 par l'association et ses partenaires ("Pixel Show" mensuel, conférence emploi, tables rondes, etc.),
- une plateforme d'échanges entre les entreprises : site internet plus porteur,
- des compétences juridiques et comptables : mise en place d'une permanence juridique et comptable le 1<sup>er</sup> mercredi de chaque mois,

- des actions pour améliorer la vie quotidienne des résidents (restauration rapide, aménagements extérieurs, espace détente, animations ludiques, etc.),
- un espace de diffusion de contenus produits,
- un internet très haut débit 36 rue Émile Decorps à Villeurbanne : consultation d'opérateurs télécoms.

2018 a été une année importante pour le Pôle Pixel, dont l'attractivité et le dynamisme sont reconnus.

**c) - Programme d'actions pour l'année 2019 et plan de financement prévisionnel**

Le programme d'actions proposé par l'association Pôle Pixel est organisé autour de 5 axes principaux :

- développer l'offre de services à destination des entreprises du pôle : mise à jour de l'enquête de satisfaction, lancer la nouvelle offre de services, mise en place d'un processus d'amélioration continue,
- devenir un laboratoire d'expérimentation, grâce à la présence du LabLab (culture et arts numériques), de Youfactory (prototypage),
- accompagner des projets à vocation économique : détection, incubation, accélération, par la mise en relation des porteurs de projets avec d'autres acteurs de l'écosystème,
- mutualiser les ressources et les compétences : espaces (Pixel Entreprises, le Cube, etc.), moyens (techshop partagé, centrale d'achats, etc.), compétences (groupement d'employeurs, etc.),
- animer et communiquer : événements professionnels, web TV, site internet revu, accès simplifiés, challenge interentreprises, animations.

L'association conduira également des actions directement liées au développement du pôle, en particulier :

- missions d'animation et d'attractivité des espaces auprès d'entreprises de la cible image, son et industries créatives, sur l'ensemble des sites et fonciers du secteur GrandClément dédiés à la filière,
- appui à la commercialisation des surfaces locatives dédiées à la filière, sur le quartier GrandClément,
- réflexion stratégique sur le développement à terme du pôle étendu.

Budget prévisionnel 2019 de fonctionnement

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	55 080	Région Auvergne-Rhône-Alpes	70 000
loyers	186 500	Métropole de Lyon : subvention de fonctionnement	70 000
autres services, impôts et taxes	60 470	prestations de services (revenus locatifs "Pixel Entreprises", abonnements des résidents, prestations diverses)	312 050
charges de personnel	150 000	autres produits	-
<b>Total</b>	<b>452 050</b>	<b>Total</b>	<b>452 050</b>

Il est proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 70 000 € au profit de l'association Pôle Pixel pour son programme d'actions 2019.

**3° - Fondation abritée LDigital**

**a) - Les missions de la fondation LDigital**

Par le biais de la FPUL, le collectif poursuit l'ambition de mettre en œuvre une feuille de route territoriale en faveur de la mixité dans le numérique et de coordonner l'ensemble des initiatives nombreuses mais éparses sur le sujet. Les objectifs poursuivis par la fondation sont donc les suivants :

- favoriser la place des femmes dans le numérique,
- développer l'attractivité des métiers du numérique auprès des femmes en orientation et en reconversion,
- faire évoluer les stéréotypes de genres en particulier dans les métiers du numérique,
- encourager un univers mixte, inclusif et intergénérationnel,
- expérimenter de nouvelles organisations responsables et bienveillantes à forte valeur humaine,

- travailler avec les acteurs du numérique du territoire sur ces questions de mixité et d'égalité homme-femme.

**b) - Les actions de la fondation Ldigital pour l'année 2019**

Ci-dessous, les actions de la fondation Ldigital pour l'année 2019 :

- action de sensibilisation dans le cadre de l'événement super-demain,
- opération "Hour of code" permettant de sensibiliser au code plus de 2 500 collégiens,
- opération "Les femmes décodent les jobs du digital" consistant à offrir les témoignages de parcours et expériences par des professionnelles du secteur digital et de réaliser des ateliers de découvertes du web et du coding,
- soutien aux programmes favorisant la mixité dans le numérique (Ell'o web et Wi-filles) dont la mission est de sensibiliser et former les jeunes filles volontaires aux métiers techniques du numérique et de créer un réseau d'ambassadrices,
- réalisation d'outils de communication pour attirer des femmes actives et en reconversion professionnelle dans les métiers du numérique et développer leurs compétences (exemple : livre de portraits inspirants),
- action de mise en relation et de promotion des acteurs œuvrant pour l'accès aux financements, à l'accessibilité, à la création d'entreprise, le tout dans le secteur du numérique,
- organisation de temps forts dédiés aux femmes pour leur présenter un éventail des métiers du digital (participation à des salons et des forums).

**c) - Actions réalisées conjointement avec la Métropole et prévisionnel financier de la fondation pour l'année 2019**

La Métropole souhaite apporter son soutien à l'action annuelle proposée par le bénéficiaire selon le détail suivant :

- au sein des collèges : action de sensibilisation "Hour of Code" auprès de 2 500 collégiens de la Métropole,
- portraits inspirants : valorisation de parcours de femmes dans le numérique. Co-identification de profils et réédition et diffusion large du document en septembre 2019,
- événement "Université de rentrée" qui rassemblera environ 200 personnes en partenariat avec les acteurs du numérique du territoire,
- travail sur l'insertion des femmes à travers notamment la charte des 1 000 et la participation à la semaine de l'emploi et de l'insertion.

Budget prévisionnel 2019 de fonctionnement

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
charges MSN	25 000	dons privés	5 000
autres charges externes	10 000	dons entreprises	10 000
Fondation pour l'Université de Lyon	5 000	DIRECCTE	15 000
prestation/coordination	50 000	délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité (DRDFE)	5 000
		Région Auvergne-Rhône-Alpes	10 000
		Métropole de Lyon	20 000
		contrat MSN	25 000
<b>Total</b>	<b>90 000</b>	<b>Total</b>	<b>90 000</b>

Il est proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 € au profit de la FPUL agissant pour le compte de sa fondation abritée LDigital pour son programme d'actions 2019 ;



Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution, pour l'année 2019, des subventions de fonctionnement d'un montant de :

- 47 000 € au profit de l'association EdTech Lyon,
- 70 000 € au profit de l'association Pôle Pixel,
- 20 000 € au profit de la FPUL agissant pour le compte de sa fondation abritée LDigital,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et les associations EdTech Lyon, Pôle Pixel et la FPUL définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

2° - Autorise monsieur le Président à signer lesdites conventions.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 137 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P02O2864 pour un montant de 47 000 €, opération n° 0P02O2626 pour un montant de 90 000 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3718**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Attribution d'une subvention à l'association Il était une fois les petits princes pour l'organisation de la 3ème édition d'Happy Gov Day, les 10 et 11 décembre 2019 à Lyon**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'attractivité et des relations internationales

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

L'association Il était une fois les petits princes, créée en 2016, a pour objet de conduire et développer des actions d'intérêt général destinées à promouvoir la bonne gouvernance des entreprises et des institutions afin d'améliorer leur performance et assurer leur pérennité. Elle propose également des formations afin d'encourager l'innovation en matière sociale, managériale, technologique, environnementale et de compétitivité internationale au sein des entreprises.

Elle organise, annuellement depuis 2017 à Lyon, un sommet international de la gouvernance, Happy Gov Day, qui invite à repenser les modèles actuels et dessiner les contours d'une nouvelle gouvernance des entreprises, des institutions et des territoires pour les prochaines années. Happy Gov Day se présente comme un laboratoire vivant qui milite pour des gouvernances performantes, durables et socialement responsables. L'enjeu de ce sommet est de provoquer une prise de conscience nécessaire pour mieux gouverner et inciter les entrepreneurs et les décideurs de demain à des gouvernances plus inclusives et plus humanistes.

L'association sollicite le soutien de la Métropole de Lyon pour l'organisation à Lyon de la 3<sup>ème</sup> édition d'Happy Gov Day.

**II - Objectifs**

Depuis 2017, le sommet Happy Gov Day réunit à Lyon des participants pluriels (chefs d'entreprises, étudiants, représentants d'institutions et d'associations) pour échanger sur l'avenir des entreprises, des organisations et des territoires avec comme sujet principal, les questions d'innovation sociale et managériale dans la gouvernance.

En 2018, ce sont près de 1 000 personnes, dont 68 % de chefs d'entreprises, qui ont répondu présent pour réfléchir, imaginer, explorer une gouvernance positive, responsable, performante, et agile. L'événement a mis à l'honneur des intervenants venus du monde entier (Canada, Bénin, Mexique, Cameroun, Suisse, Iran, etc.) diplomates, économistes, entrepreneurs, élus, responsables politiques et géopoliticiens. Afin d'inclure la jeune génération et la sensibiliser à ces enjeux de demain, Happy Gov Day a invité une centaine d'étudiants "Les petits princes" à participer à l'élaboration de cette journée.

En plus des conférences, d'autres temps ont ponctué ce sommet : un speed-dating "Happy Gov" entre dirigeants et futurs administrateurs autour de la gouvernance permettant à 70 porteurs de projets, de 10 nationalités, de présenter leurs actions à des dirigeants. Se sont déroulés également des temps de rencontres et la remise d'un trophée "L'étoile des petits princes" à une entreprise récompensée pour sa gouvernance responsable et inspirante.

Happy Gov Day invite à des débats autour des enjeux qui ont de fortes résonances pour la Métropole : prise en compte dans les gouvernances de la prévention et de la gestion des risques sur l'impact environnemental, engagement à une démarche plus citoyenne, en faveur de la diversité et d'une plus grande mixité au sein des gouvernances et réflexions sur les nouvelles formes d'innovations collaboratives à travers des organisations responsabilisantes.

Dans sa stratégie de développement économique 2016-2021, adoptée par délégation du Conseil n° 2016-1513 du 19 septembre 2016, l'une des 4 ambitions poursuivies est de développer "une Métropole entraînée", en impulsant l'intelligence et l'action collective dans la tradition du faire ensemble.

Happy Gov Day, en traitant les différentes facettes de la gouvernance, apportera des éléments de compréhension pour un développement économique plus solidaire et exemplaire. Il permettra, par ailleurs, d'accroître la visibilité de la Métropole comme territoire d'expérimentation de nouveaux modèles de gouvernance.

Par délégation du Conseil n° 2012-2754 du 13 février 2012, la Communauté urbaine de Lyon a approuvé son 1<sup>er</sup> plan climat énergie territorial (PCET). Par délégation du Conseil n° 2019-3489 du 13 mai 2019, la Métropole a approuvé son schéma directeur des énergies (SDE), en renforçant la prise en compte de la transition énergétique dans le développement du territoire.

Happy Gov Day, en promouvant des gouvernances durables et socialement responsables et en proposant des conférences et des débats autour de la transition environnementale, dans les stratégies des entreprises, des structures et des collectivités, viendra renforcer la dynamique collective mise en œuvre autour de ces thématiques, par le PCET et le SDE.

Au regard de l'intérêt que représente cet événement, de son rayonnement et de son ampleur grandissante en termes de public touché et de visibilité, la Métropole souhaite apporter son soutien à l'organisation de cette manifestation.

### III - Programme de l'édition 2019 et plan de financement prévisionnel

En 2019, Happy Gov Day se déroulera les 10 et 11 décembre pour une 3<sup>ème</sup> édition à Lyon. Fort du succès des 2 premiers sommets, plusieurs intervenants aux profils variés (biologistes, psychologues, athlètes, chercheurs, chefs d'entreprise, etc.) viendront alimenter de nouveaux débats portant sur l'innovation sociétale, les gouvernances humanistes et le développement durable pour nourrir et inventer de nouvelles gouvernances. Premier événement entièrement consacré à la gouvernance, Happy Gov Day se veut disruptif dans le fond et dans la forme avec une journée et demi scénarisée, ponctuée de débats innovants, pragmatiques sur des bonnes pratiques ou des changements de paradigmes.

Reprenant le format des éditions précédentes, l'ambition d'Happy Gov Day 2019 est de confirmer sa réussite en termes de nombre de participants et de retombées médiatiques au niveau local et international. Happy Gov Day souhaite inscrire son ancrage territorial lyonnais tout en commençant un développement international. Une édition est ainsi prévue en avril 2020 à Montréal, ville avec laquelle la Métropole entretient une coopération étroite.

#### Budget prévisionnel 2019

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
frais de production (création, mise en scène, vidéo, etc.)	40 000	sponsoring privé	145 000
frais de communication (site internet, infographie, etc.)	20 000	subvention de la Métropole de Lyon	30 000
frais d'animation (partenaires, intervenants, organisation des remises de trophées, etc.)	40 000		
relations presse (supports presse, affichage)	15 000		
frais de réception (transports, hébergements, cocktails)	60 000		
<b>Total</b>	<b>175 000</b>	<b>Total</b>	<b>175 000</b>

Le budget global pour l'organisation de la manifestation en 2019 s'élève à 175 000 €. Il est donc proposé au Conseil d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € au profit de l'association Il était une fois les petits princes, dans le cadre de l'organisation de l'édition 2019 du sommet Happy Gov Day à Lyon ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € au profit de l'association Il était une fois les petits princes, pour la préparation et l'organisation de la 3<sup>ème</sup> édition d'Happy Gov Day, les 10 et 11 décembre 2019 à Lyon,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 30 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P02O0866.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3719**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Fonds de soutien aux colloques et évènements scientifiques - Attribution de subventions aux établissements d'enseignement supérieur et aux associations mettant en oeuvre des manifestations scientifiques en 2019**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon souhaite contribuer au rayonnement de son site universitaire par la promotion et la valorisation de sa recherche scientifique. Aussi, par délibération du Conseil n° 2016-1063 du 21 mars 2016, la Métropole a-t-elle mis en place un fonds de soutien aux colloques et évènements scientifiques se déroulant sur son territoire dans un objectif de diffusion du savoir scientifique auprès d'un large public.

Ce soutien s'inscrit pleinement dans les axes du partenariat développé avec l'Université de Lyon qui vise à "accroître la visibilité et l'attractivité du site universitaire" et "faire de l'Université de Lyon un acteur de la stratégie de développement de la Métropole de Lyon".

**I - Nouvelles propositions de soutien pour l'année 2019**

À la suite de l'instruction des dossiers de demandes de subventions déposés, réalisée en partenariat avec l'Université de Lyon, il est proposé au Conseil de soutenir 8 évènements relatifs aux filières d'excellence en innovation et en sciences sociales. En effet, la Métropole soutient l'innovation, notamment, dans ses aspects de recherche fondamentale permettant des applications dans des champs diversifiés (santé, industrie, etc.). En la matière, le territoire bénéficie de l'excellence scientifique de laboratoires de recherche publics reconnus au niveau international.

**1° - Fête de la science 2019, du 5 au 13 octobre 2019**

Cet évènement est organisé par le service sciences et société de la Communauté d'universités et établissements (COMUE)-Université de Lyon et le Centre de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) Lyon-Rhône.

Cet évènement est porté administrativement par la COMUE-Université de Lyon.

Cette manifestation culturelle grand public se déroule sur les sites universitaires et culturels du territoire avec pour objectif la diffusion de la culture scientifique et la mise en lumière du potentiel de recherche du territoire. Cent porteurs de projets et chercheurs participent à cet évènement et organisent près de 280 actions sur tout le territoire.

Plus de 45 000 participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 54 280 €.

Proposition de soutien : 5 000 €.

**2° - Congrès "European week of astronomy and space science - EWASS", du 24 au 28 juin 2019**

Cet événement est organisé par le Centre de recherche en astrophysique de Lyon (CRAL) et porté administrativement par la délégation Rhône-Auvergne du Centre national de recherche scientifique (CNRS).

Ce congrès a pour objectif de réunir l'ensemble de la communauté astronomique européenne et d'offrir un programme d'actions à destination du grand public.

Mille deux cents participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 535 000 €.

Proposition de soutien : 3 500 €.

**3° - 17<sup>ème</sup> Congrès mondial "MED INFO", du 24 au 30 août 2019**

Cet événement est organisé et porté administrativement par l'association Recherche action publique.

Ce congrès a lieu pour la 1<sup>ère</sup> fois en France et est relatif à l'informatique médicale. Il s'agit d'un événement de référence à destination des enseignants, chercheurs, médecins, étudiants, etc.

Mille huit cents participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 905 225 €.

Proposition de soutien : 3 000 €.

**4° - Colloque "Peut-on apprendre à innover", du 3 au 4 décembre 2019**

Cet événement est organisé et porté par la COMUE-Université de Lyon.

Ce colloque s'inscrit dans le cadre de la Fabrique de l'innovation et vise à dresser un 1<sup>er</sup> bilan de l'obligation faite aux établissements d'enseignement supérieur de former les étudiants à l'innovation.

Deux cents participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 5 000 €.

Proposition de soutien : 1 500 €.

**5° - 17<sup>ème</sup> Conférence internationale "Liquid and Amorphous Metal", du 26 au 30 août 2019**

Cette conférence est organisée par le Laboratoire de mécanique des contacts et des structures (LAMCOS). Il est porté administrativement par l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon.

L'objectif est de réunir les scientifiques intervenant dans le domaine des métaux liquides et amorphes.

Deux cents participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 70 000 €.

Proposition de soutien : 1 200 €.

**6° - Colloque "Bien-être et normes environnementales", du 17 au 18 octobre 2019**

Cet événement est organisé par le Laboratoire environnement ville société (EVS) et porté administrativement par la délégation Rhône-Auvergne du CNRS.

Ce colloque vise à explorer le processus et l'évolution de la notion de "bien-être" abordé sous l'angle juridique.

Cent participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 12 200 €.

Proposition de soutien : 1 000 €.

**7° - Colloque international "Physics at the equator : from the lab to the stars", du 16 au 18 octobre 2019**

Cet évènement est porté par le Laboratoire de physique de l'École normale supérieure (ENS) de Lyon.

L'ENS de Lyon porte administrativement cet évènement.

L'objet de ce colloque est de réunir les spécialistes des différentes disciplines concernées par la dynamique des vents ou courants équatoriaux.

Soixante participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 18 000 €.

Proposition de soutien : 500 €.

**8° - Colloque "Divorcer autrefois ? La séparation matrimoniale de l'Antiquité au 20<sup>ème</sup> siècle, mondes européens et extra-européens", du 27 au 29 novembre 2019**

Ce colloque est organisé par le Laboratoire de recherche historique Rhône-Alpes (LARHA) et porté administrativement par la délégation Rhône-Auvergne du CNRS.

Ce colloque est organisé tous les 2 ans par la Société de démographie historique et vise à diffuser les recherches récentes sur l'histoire du divorce et de la séparation.

Quatre-vingt participants sont attendus.

Budget prévisionnel total de l'évènement : 21 667 €.

Proposition de soutien : 500 €.

**II - Modalités de calcul et de versement des subventions accordées**

Le montant de la subvention accordée est fonction du nombre de participants attendus.

Le taux de subvention ne peut être supérieur à 30 % du budget total de l'évènement, dans la limite des montants plafonds précisés ci-après.

Nombre de participants à l'évènement	Montant maximal de subvention pouvant être attribué (en €)
inférieur à 200	1 000
entre 200 et 400	3 000
supérieur à 400	5 000

Le versement de la subvention interviendra en une seule fois, sur appel de fonds et après transmission du dossier bilan de la manifestation. Ces documents doivent être transmis dans un délai de 3 mois maximum suivant la date de l'évènement. Le dépassement de ce délai entraînera le non-versement de la subvention ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** l'attribution, pour l'année 2019, des subventions de fonctionnement pour l'organisation de colloques et événements scientifiques, d'un montant total de 16 200 € selon le détail suivant :

- 5 000 € au profit de la COMUE-Université de Lyon pour l'organisation de la "Fête de la science",
- 3 500 € au profit de la délégation Rhône-Auvergne du CNRS pour l'organisation du congrès "European week of astronomy and space science - EWASS",
- 3 000 € au profit de l'association Recherche action publique pour l'organisation du 17<sup>ème</sup> congrès mondial "MED INFO",
- 1 500 € au profit de la COMUE-Université de Lyon pour l'organisation du colloque "Peut-on apprendre à innover ?",
- 1 200 € au profit de l'INSA Lyon pour l'organisation de la 17<sup>ème</sup> conférence internationale "Liquid and Amorphous Metal ",
- 1 000 € au profit de la délégation Rhône-Auvergne du CNRS pour l'organisation du colloque "Bien-être et normes environnementales",
- 500 € au profit de l'ENS Lyon pour l'organisation du colloque international "Physics at equator : from the lab to the stars",
- 500 € au profit la délégation Rhône-Auvergne du CNRS pour l'organisation du colloque "Divorcer autrefois ? La séparation matrimoniale de l'Antiquité au 20<sup>ème</sup> siècle, mondes européens et extra-européens".

**2° - Autorise** monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 16 200 € sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P03O2232.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3720**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Attribution d'une subvention à la Communauté d'universités et d'établissements (COMUE) Université de Lyon pour son programme d'actions 2019**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La COMUE "Université de Lyon" est une université confédérale avec un statut d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Elle regroupe 11 établissements d'enseignement supérieur et de recherche et un organisme de recherche membre, ainsi que 25 établissements associés. Elle ambitionne de faire du site universitaire de Lyon/Saint Etienne un des 10 pôles européens de référence en matière de recherche, de valorisation et d'enseignement supérieur à horizon 2020.

Dans le cadre de la présente délibération, la Métropole de Lyon souhaite accompagner la COMUE "Université de Lyon" dans la réalisation de son programme d'actions 2019, dans le prolongement de son engagement depuis 2008.

**II - Objectifs**

La Métropole soutient la structuration du site universitaire. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de renforcement de la COMUE "Université de Lyon".

Ce soutien prend ainsi la forme de conventions annuelles grâce auxquelles de nombreux projets ont ainsi pu être réalisés, en cohérence avec la stratégie définie par le schéma de développement universitaire (SDU) : la démarche Métropole des savoirs initiée par la Métropole en lien avec la COMUE Université de Lyon, mais également avec le projet de site, les grands projets portés par la COMUE Université de Lyon (plan Campus, programme avenir Lyon Saint Etienne-PALSE, etc.), le contrat de plan État-Région (CPER), le schéma directeur de la vie étudiante et les nouvelles compétences de l'Université de Lyon, avec la mise en place de la COMUE "Université de Lyon".

Par délibération du Conseil n° 2016-1513 du 19 septembre 2016, la Métropole a adopté son programme de développement économique sur la période 2016-2021 dans lequel la place et le rôle de la COMUE "Université de Lyon" sont réaffirmés sur les champs de la Métropole apprenante, fabricante et attirante.

**III - Bilan des actions réalisées au titre de l'année 2018**

Par délibération du Conseil n° 2018-2917 du 9 juillet 2018, la Métropole a procédé à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 450 000 € au profit de la COMUE "Université de Lyon" dans le cadre de son programme d'actions 2018, dont les éléments de bilan sont les suivants :

### **1° - Métropole apprenante / université référente**

Deux promotions du "Disrupt campus" ont été lancées en juin et en septembre 2018 et ont abouti à la remise de 28 premiers diplômes d'université (DU) "transformation numérique". Les projets transformants réalisés par les groupes d'étudiants ont porté sur les domaines aussi variés que le bâtiment et travaux publics (BTP), la chimie, la mobilité urbaine, l'agroalimentaire, la médecine vétérinaire et les méthodes d'organisation.

Le cycle de conférences "transformations numériques" créé en partenariat avec la Métropole, gratuit et ouvert au grand public, a également été lancé avec succès. Douze conférences ont été organisées de février à décembre 2018 proposant les réflexions autour des objets connectés, des big data, de l'intelligence artificielle, de la cybersécurité, de la blockchain, du nomadisme numérique ou encore des opportunités d'emploi liées au digital. Plusieurs séminaires ont eu lieu à la Maison des étudiants qui abrite désormais l'association des étudiants et diplômés du DU "transformation numérique".

Concernant la formation tout au long de la vie, cette action s'inscrit dans l'axe stratégique de l'Université de Lyon visant à favoriser la personnalisation des parcours de formation. Le marché de maîtrise d'œuvre est lancé depuis septembre 2018 afin de développer un portail en ligne destiné à mettre en valeur de nouvelles architectures de formation, d'améliorer la lisibilité de l'offre existante grâce à un langage "compétences", adapté au monde socio-économique.

Beelys, le dispositif de l'entrepreneuriat étudiant a permis d'accompagner 50 créations d'entreprises en 2018. Quatre cents étudiants ont candidaté au statut d'étudiant-entrepreneur. Les équipes de Beelys ont mis en place une aide au prototypage afin que les étudiants puissent tester leur preuve de concept. Le développement d'un volet international de l'action a également été lancé.

Le portail Pop Sciences, qui propose aux citoyens de la Métropole un agenda, des ressources et des offres pour les scolaires relevant de la culture scientifique, technique et industrielle, a continué son développement en 2018. Il s'impose comme un portail garant d'un label de qualité dans les enjeux de circulation des savoirs et de la présentation de la recherche locale. D'après un audit mené par un cabinet indépendant, il comptait fin novembre plus de 30 600 utilisateurs, marquant ainsi 75 % de progression par rapport à 2017.

### **2° - Métropole fabricante / université innovante**

Les Assises du schéma de développement universitaire (SDU) se sont déroulées le 11 juin 2018. Elles ont permis de dresser un bilan du SDU 2010-2020 et d'engager les réflexions sur les grands enjeux - scientifiques, démographiques, économiques et environnementaux - auxquels l'Université et le territoire devront faire face ensemble à l'horizon 2030.

Quatre-vingt représentants de l'Université de Lyon, de la Métropole, des établissements, du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Lyon, des collectivités et de leurs partenaires ont assisté à ce rassemblement.

La dynamique du projet LyonTech-La Doua s'est poursuivie tout au long de l'année. Trois ans après son lancement, l'offre de services à l'innovation est aujourd'hui plus riche et plus visible :

- plus riche, notamment, grâce à une 1<sup>ère</sup> année très active pour la pré-fabrique de l'innovation et à l'ouverture d'AxelOne Campus en avril 2018,
- plus visible, avec la réalisation d'une 2<sup>ème</sup> brochure consacrée au projet, orientée sur le volet développement économique.

En 2018, 9 établissements ont participé à l'enquête Mobicampus visant l'analyse fine des pratiques et des besoins de la communauté universitaire en matière de mobilité. Ce sont ainsi 22 976 étudiants et personnels qui ont été sollicités, pour aboutir à 3 756 réponses collectées. Ces réponses ont, notamment, permis de connaître les pratiques de mobilité de l'ensemble des établissements du campus LyonTech-La Doua, du campus Lyon Ouest Ecully et de l'Ecole normale supérieure (ENS) de Lyon.

Les résultats ont été présentés auprès de chacun des établissements participant, ainsi qu'auprès de la Métropole et du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL). La publication et la diffusion des synthèses des résultats sont en cours de préparation.

Ouverte depuis octobre 2017, la Pré-Fabrique de l'innovation a été pleinement mise en fonctionnement en 2018. Pour son volet créativité, les 1<sup>ers</sup> utilisateurs ont pris possession des lieux les ouvrant à de multiples usages : séminaires Beelys (environ 30 % des utilisations), séances de l'Académie de l'innovation, ateliers de créativité pour des services de l'Université de Lyon, d'établissements membres (environ 25 % des utilisations) et

des acteurs socio-économiques. Ainsi, les profils des personnes fréquentant le lieu sont variés et favorisent une réelle mixité : 50 % d'étudiants, 15 % de doctorants, 11 % d'entreprises, 8 % de personnels des établissements.

### **3° - Métropole attirante / université accueillante**

Dans un objectif de soutien de l'engagement étudiant, l'Université de Lyon a élaboré un programme de formations et d'accompagnement des associations étudiantes. Un groupe action s'est réuni à la Maison des étudiants et a diffusé un questionnaire pour évaluer les besoins des étudiant-e-s et recensé des formations accessibles gratuitement (8 acteurs engagés dans la démarche), un programme de formation est paru sur le site de l'Université de Lyon. Ce programme comprendra au lancement une dizaine de formations proposées dès la rentrée universitaire 2019-2020 et associera 3 partenaires.

Avec plus de 14 000 visiteurs, l'édition 2018 du Student welcome desk (SWD) a largement rempli ses objectifs en termes d'accompagnement. En moyenne, 230 personnes par jour ont été accueillies et ont ainsi bénéficié des services proposés par les structures partenaires.

Deux chercheuses du Collegium de Lyon ont bénéficié du soutien de la Métropole : Florence Paulhiac (urbaniste, Université du Québec à Montréal, Canada) s'intéressant à la prise en compte des vulnérabilités de mobilité quotidienne dans les Transit-oriented development (TOD) et les éco-quartiers, en collaboration avec le Laboratoire d'aménagement et d'économie des transports (LAET) et Lucia Shimbo (urbaniste, Université de Sao Paulo, Brésil), qui s'est attachée à analyser l'impact de la financiarisation sur les professionnels de la production et de la gestion de la ville, en partenariat avec l'équipe Rives-ENTPE du laboratoire EVS.

Dans le cadre de l'accompagnement des projets de recherche avec les partenaires internationaux, au cours de l'année 2018, l'Université de Lyon a reçu plusieurs délégations universitaires de haut niveau. Le service attractivité et promotion a ainsi organisé la venue du Président de l'Université du Tohoku en mars 2018. Au cours de sa visite, 2 accords permettant le renforcement de l'Unité mixte internationale (UMI) ElyT MaX et la création du Laboratoire international associé (LIA) ELyT Global ont été signés.

La visite de l'un des Vice-Présidents de l'Université de Tongji a posé les bases d'une coopération dans le domaine de l'entrepreneuriat via le projet International soft landing for young entrepreneurs (ISLYE). Ce dispositif permettra à de jeunes entrepreneurs des 2 universités de bénéficier d'une expérience à l'étranger pour parfaire leurs compétences.

L'accueil d'une délégation pluridisciplinaire de l'Université de Sherbrooke a été l'occasion, quant à elle, d'initier les discussions concrètes sur les thématiques comme l'entrepreneuriat, la médecine, le vieillissement, le droit, la pharmacologie et l'ingénierie.

## **IV - Programme d'actions pour 2019 et plan de financement prévisionnel**

Il est proposé que le soutien de la Métropole à la COMUE "Université de Lyon" s'articule autour des axes développés dans le cadre du programme de développement économique 2016-2021 de la Métropole, comme en 2018 :

### **1° - Métropole apprenante / université référente**

La Métropole apprenante doit répondre efficacement à l'enjeu majeur de la production, de la diffusion et du partage des savoirs, tout au long de la vie, des hommes et des organisations.

Ce défi doit mobiliser tout autant les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur, de l'université aux grandes écoles, que les entreprises face à leurs besoins de formation et d'innovation.

Ainsi, la COMUE "Université de Lyon" doit intervenir sur le développement des formations en adéquation avec les besoins du territoire : valoriser l'offre de formation, agir sur la formation des doctorants. La Métropole soutient le programme "Disrupt campus" qui est un diplôme de l'Université de Lyon relatif à la transition numérique des entreprises.

La COMUE "Université de Lyon" constitue l'un des leviers de la stratégie de la collectivité dans une optique de développement de la culture d'innovation et d'entrepreneuriat. Sur le champ de l'entrepreneuriat étudiant, notamment, le site de Lyon compte parmi les meilleurs (20 % des étudiants entrepreneurs au niveau national sont des étudiants lyonnais) et il s'agit de conforter ce dynamisme en 2019. Dans le cadre du programme d'actions 2019, la Métropole soutient l'incubateur du diplôme étudiant-entrepreneur géré par Beelys.

La COMUE "Université de Lyon" doit également répondre à l'enjeu de valorisation du potentiel de recherche du site auprès du territoire. Les actions "sciences et société" ont ainsi pour objectif de favoriser le

dialogue entre la société civile, les entreprises et les chercheurs. La plateforme "Pop Sciences" destinée à la visibilité et à l'accessibilité des travaux de recherche réalisés sur le site universitaire poursuit son développement en 2019. Les dispositifs de médiation scientifique sont regroupés au sein de la stratégie Pop Sciences : Pop Sciences Forum (rencontres chercheurs-citoyens), Pop Sciences Mag (magazine en ligne) et Pop Sciences Festival.

Le soutien au laboratoire d'excellence "intelligence des mondes urbains" se poursuit au travers de projets de recherche (EPOC sur l'observatoire du climat, etc.), d'événements scientifiques ou de la chaire Habitat.

## **2° - Métropole fabricante / université innovante**

Pour que les projets se créent et se concrétisent à Lyon, la Métropole doit permettre à tous les talents et énergies de se révéler et de se mettre en mouvement. La Métropole fabricante, c'est la Métropole de tous les entrepreneurs qui conçoivent, innovent et produisent.

La Métropole souhaite ainsi convaincre l'ensemble des acteurs et porteurs de projets que le territoire lyonnais est, par excellence, celui où tout est possible pour créer et faire grandir ses activités industrielles, tertiaires, créatives, etc.

La structuration des campus, telle que définie dans le SDU, est désormais inscrite et intégrée dans l'écosystème territorial. Il s'agit de réaffirmer le SDU comme outil de la gouvernance partagée du site entre la Métropole et l'Université de Lyon. L'année 2019 est consacrée à la préparation du prochain SDU.

Le projet de fabrique de l'innovation, financé dans le cadre du CPER 2015-2020 dans sa dimension immobilière, incarne le renforcement des capacités d'innovation et d'entrepreneuriat de l'Université de Lyon. La Pré-Fabrique, ouverte en septembre 2017, poursuit son activité et son offre de service en 2019.

## **3° - Métropole attirante / université accueillante**

La Métropole attirante, c'est affirmer Lyon comme une Métropole singulière, accueillante, influente et épanouissante.

Face à des compétiteurs de mieux en mieux organisés et des ressources financières à optimiser, la Métropole doit garder un temps d'avance pour rester attractive vis-à-vis de toutes ses cibles : entreprises, touristes, étrangers, talents, étudiants, organisateurs d'événements, délégations étrangères, etc.

Pour attirer, Lyon doit être lisible, visible en France mais aussi à l'étranger, en faisant des choix audacieux qui la différencient en animant et pénétrant des réseaux d'influence clés, en déployant localement et internationalement des initiatives originales sur le fond comme sur la forme.

Il s'agit, en premier lieu, d'agir sur la qualité de vie étudiante. Dans le cadre de la "vie étudiante", l'Université de Lyon est à nouveau maître d'ouvrage pour l'organisation du anciennement espace multiservices étudiant (SWD) lors de la rentrée universitaire. L'Université de Lyon et la Métropole s'associent pour agir sur l'engagement étudiant (formations proposées aux associations étudiantes et plateforme de l'engagement étudiant).

La COMUE "Université de Lyon" poursuivra son action dans le cadre de "l'alliance internationale" destinée à la coopération avec le Japon, la Chine, le Canada, le Brésil et le plateau lémano-transalpin.

Le soutien au Collegium de Lyon prendra la forme de 2 chaires spécialisées sur les politiques de santé sur des thématiques en lien avec les actions de la Métropole.

"L'espace Ulys" a vocation à l'accueil des scientifiques internationaux au travers d'une offre de services (enseignement de la langue française, intégration sociale et culturelle), renforcée pour les chercheurs de renommée internationale. Des actions communes ont été engagées en 2015 avec la Métropole et se poursuivent depuis. En 2019, les rencontres avec les acteurs économiques du territoire seront renouvelées. Dans le cadre du programme d'actions 2019, la Métropole soutient les actions événementielles mises en œuvre par l'espace Ulys (visites d'entreprises, networking, etc.).

En 2019, une nouvelle action fait l'objet d'un soutien. Les établissements membres de l'Université de Lyon sont proactifs en termes d'offres culturelles : programmations culturelles dans des théâtres, des salles de spectacles, ateliers de pratiques artistiques, formations, projets de recherche.

À ce titre, l'année 2019 sera marquée par l'ancrage de l'Université de Lyon et ses membres dans 2 événements d'envergure internationale : la Biennale d'art contemporain et la Fête des lumières.

Pour l'ensemble des actions soutenues par la Métropole, la COMUE "Université de Lyon" s'engage à faire mention et référence au partenariat engagé avec la collectivité.

*Plan de financement prévisionnel 2019*

Nature de l'action	Subvention Métropole de Lyon Montant en €	Dépenses Université de Lyon sur l'action Montant en €
<i>1 - Métropole apprenante/université référente</i>	<i>205 000</i>	
Disrupt campus	20 000	210 000
développement des formations tout au long de la vie	30 000	593 000
Beelys : entrepreneuriat étudiant	75 000	147 000
sciences et société	40 000	142 000
professionnalisation des doctorants	10 000	150 000
Labex "intelligence des mondes urbains"	30 000	1 285 000
<i>2 - Métropole fabricante/université innovante</i>	<i>105 000</i>	
schéma de développement universitaire (SDU)	10 000	10 000
Campus LyonTech-La Doua	70 000	125 000
Fabrique de l'innovation de Lyon	25 000	120 000
<i>3 - Métropole attirante/université accueillante</i>	<i>140 000</i>	
vie étudiante	25 000	893 000
culture	10 000	248 000
déplacements mobilité	10 000	30 000
alliance internationale et promotion du site à l'international	30 000	289 000
espace Ulys : dispositif d'accueil des chercheurs étrangers	25 000	546 000
Collegium de Lyon	40 000	876 000
<b>Total</b>	<b>450 000</b>	<b>5 664 000</b>

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 450 000 € au profit de la COMUE "Université de Lyon" dans le cadre de la réalisation de ce programme d'actions pour l'année 2019 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 450 000 € au profit de la COMUE "Université de Lyon" pour son programme d'actions 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et la COMUE "Université de Lyon" définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 450 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P03O2232.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3721**

commission principale : **développement économique, numérique, insertion et emploi**

objet : **Vie étudiante - Attribution de subventions dans le cadre de l'appel à projets Initiatives étudiantes 2019 - 2ème phase - Lancement de l'appel à projets Initiatives étudiantes 2020**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon est le second site d'enseignement supérieur français, avec plus de 150 000 étudiants (dont 23 000 étudiants internationaux), 11 500 chercheurs et enseignants chercheurs. Elle dispose d'une fonction "académique" de qualité, grâce à la présence de nombreux établissements d'enseignement supérieur et de recherche publics et privés de renom.

Concernant la vie étudiante, pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, Lyon arrive en 1<sup>ère</sup> place du classement des "villes où il fait bon étudier", établi en 2018 par le magazine l'Étudiant. La Métropole est reconnue pour son attractivité, la qualité de son offre de formations et le cadre de vie agréable et dynamique dont bénéficient ses étudiants. Parmi les équipements dont peuvent disposer les étudiants, se distingue la Maison des étudiants de la Métropole (MDE) : située au cœur du 7<sup>o</sup> arrondissement de Lyon, elle accueille en résidence plus de 80 associations étudiantes, les accompagne dans leurs projets de développement, fait naître des initiatives et valorise les actions et projets incubés en son sein. Ce lieu de valorisation des initiatives étudiantes contribue pleinement au développement et à l'attractivité de notre territoire.

Depuis la création du service commun "Vie étudiante" entre la Métropole et la Ville de Lyon au 1er janvier 2016, la Métropole poursuit et développe, au titre des 2 collectivités, les actions dans le domaine de la vie étudiante. Dans ce cadre, la Ville de Lyon continue à soutenir la vie étudiante à travers sa participation financière annuelle au service commun. S'agissant du soutien aux associations étudiantes (subventions ou cotisations), 2 budgets distincts ont été conservés en 2019 : 14 000 € pour la Ville de Lyon et 22 000 € pour la Métropole, permettant de financer le soutien aux actions dédiées à la vie étudiante, en fonction de leurs compétences.

**II - Appel à projets "Initiatives étudiantes" : les objectifs de la collectivité, les thématiques, les porteurs des projets et modalités de fonctionnement**

La Métropole souhaite poursuivre la valorisation et la promotion des initiatives étudiantes. Au travers du soutien apporté, il s'agit d'accompagner le développement d'initiatives étudiantes ou de projets en lien avec les étudiants, de révéler des projets qui contribuent à l'attractivité et au rayonnement du territoire à l'international, de valoriser des actions qui favorisent l'expérimentation, l'innovation, l'acquisition de savoir-être et de compétences, indispensables à une bonne insertion économique et sociale.

Par délibération du Conseil n° 2018-2955 du 17 septembre 2018, la Métropole et la Ville de Lyon ont lancé pour la 1<sup>ère</sup> fois en 2018, une procédure commune d'appel à projets "Initiatives étudiantes".

La 1<sup>ère</sup> édition de l'appel à projets "Initiatives étudiantes" s'est déroulée en 2 phases, avec les objectifs suivants :

- accompagner le développement d'initiatives associatives étudiantes ou d'actions associatives qui les soutiennent, pour qu'elles puissent contribuer à la vie de la cité,
- révéler les projets qui contribuent à l'attractivité et au rayonnement du territoire à l'international,
- stimuler l'engagement des jeunes dans les problématiques sociétales pour qu'ils s'impliquent dans les défis citoyens,
- valoriser les actions qui favorisent l'expérimentation et l'innovation, pour une bonne intégration sociale et économique.

Les projets et initiatives d'intérêt pour la Ville de Lyon et la Métropole portent sur les 4 thématiques suivantes :

- le développement des pratiques et des événements artistiques culturels ou sportifs,
- l'engagement au service de la société : citoyenneté, solidarité, développement durable, lutte contre toutes les formes de discriminations,
- le rayonnement et l'attractivité internationale,
- la professionnalisation, l'insertion économique.

Les porteurs de projets et les modalités de fonctionnement sont les suivants :

- l'appel à projets est ouvert aux associations étudiantes et aux associations qui ont pour objet l'accompagnement des étudiants,
- les associations doivent être implantées sur le territoire de la Métropole et/ou avoir une antenne sur la Métropole si elles sont nationales,
- les initiatives des porteurs de projets doivent contribuer à l'intérêt général et/ou à l'intérêt local,
- les projets doivent être ouverts au plus grand nombre d'étudiants et au grand public,
- les projets doivent développer des actions d'accueil et d'intégration des étudiants sur le territoire,
- les projets doivent permettre le développement des compétences, l'esprit d'entreprendre, la créativité et l'innovation,
- les projets retenus pourront être subventionnés, soit par la Ville de Lyon, soit par la Métropole,
- le montant total de la subvention accordée sera plafonné à 50 % du montant total du budget prévisionnel.

### III - Subventions attribuées lors de la 1<sup>ère</sup> phase de l'appel à projets

Par délibération du Conseil n° 2019-3360 du 18 mars 2019, la Métropole a procédé à l'attribution de subventions dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase de l'appel à projet Initiatives étudiantes 2019.

Sur 25 dossiers reçus, 7 structures ont été retenues pour la réalisation de leur projet étudiant, avec une sélection sur la base des objectifs précités, pour un montant total de subventions de 10 000 €, dont :

- 2 dossiers sur la thématique de développement des pratiques et des événements artistiques culturels ou sportifs,
- 3 dossiers sur la thématique de l'engagement au service de la société : citoyenneté, solidarité, développement durable, lutte contre toutes les formes de discriminations,
- 2 dossiers sur la thématique du rayonnement et l'attractivité internationale.

### IV - Dossiers retenus lors de la 2<sup>ème</sup> phase de l'appel à projets et propositions de financement

La 2<sup>ème</sup> phase de l'appel à projets "Initiatives étudiantes" a eu lieu du 2 avril au 2 mai 2019. Sur 26 dossiers reçus, 12 dossiers ont été retenus dans les champs thématiques suivants :

#### 1° - Développement des pratiques et des événements artistiques culturels ou sportifs

Sur 13 dossiers déposés, 3 ont été retenus par la Métropole :

- **Association Anti-Autruche** : cette association d'étudiants de l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre (ENSATT) vise à promouvoir la création contemporaine des minorités de genre et sexuelles dans le secteur du spectacle vivant. Pour la saison 2019-2020, l'association projette d'organiser un cycle de rencontres artistiques, avec la venue d'une quinzaine d'intervenantes pour 10 conférences, et l'accompagnement de créatrices et jeunes chercheuses.

Des rencontres regroupant 10 écoles françaises de théâtre seront également l'occasion de favoriser les échanges, la formation collaborative et de rendre visibles au niveau national les initiatives lyonnaises pour l'égalité des sexes dans le spectacle vivant.

Budget prévisionnel de l'opération : 8 060 € - proposition de soutien : 1 000 €.



- **Association Les Éléphants Rouges** : cette association d'étudiants de l'université Lyon 2 en Arts du spectacle parcours image, résidente à la MDE, a pour objectif la création audiovisuelle avec le projet ambitieux d'être une passerelle vers la professionnalisation dans différents corps de métier : acteurs, composition musicale, comédiens, etc.

En 2018, cette association a obtenu le 1<sup>er</sup> prix régional vidéo du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) avec son court-métrage "Déambulation". Pour 2019, les Éléphants Rouges réaliseront "Pharmakon", un court-métrage au fort parti pris visuel, proche de l'animation et de la bande dessinée. À travers divers procédés esthétiques, ce court-métrage explorera l'univers du rêve, du fantasme, mais aussi la perte de repères du personnage principal. L'histoire sera fortement marquée par des déambulations et péripéties dans des endroits favoris de la Métropole, au sein de la vie culturelle lyonnaise et de son milieu étudiant. Une large diffusion est prévue pendant le festival du court-métrage à l'université Lyon 3, lors de la biennale des arts numériques à l'université Lyon 2, à la Maison des étudiants, à l'aquarium ciné café, à la Maison des jeunes et de la culture (MJC) Monplaisir ou encore au cinéma Le Zola à Villeurbanne.

Budget prévisionnel du projet : 10 900,68 € - proposition de soutien : 1 000 €.

- **Association Tieqs** : cette association, résidente à la MDE, a pour objet de promouvoir l'éco-responsabilité et la musique électronique, notamment, par la création d'événements autour de ces 2 thématiques et à destination des étudiants, des jeunes artistes et des associations en lien avec ces thématiques.

En septembre 2019, Tieqs organise "Les Graines Électroniques", un festival de musique électronique écoresponsable sur les berges du Rhône de la Commune de Vernaison, avec des mises à disposition de la Mairie. Ce festival a pour but de promouvoir les envies d'agir et les associations à thématiques environnementales et solidaires de la région lyonnaise, autour de la découverte de la musique électronique. Ainsi, la thématique environnementale est placée dans un cadre jovial et ludique, celui de la musique et de la fête, afin de créer du lien entre les personnes, autour de stands, conférences, jeux, concerts et ateliers d'initiation à la musique assistée par ordinateur.

De nombreux partenariats sont assurés avec diverses associations agissant dans le cadre du développement durable (REFEDD, E&D, Avanza), de l'engagement (Osons Ici et Maintenant), de la solidarité (Anciela, Singa Lyon), de la musique (Séquenceur et INSA K-le-son) et du graphisme avec la Société d'enseignement professionnel du Rhône (SEPR).

Budget prévisionnel : 39 300 € - proposition de soutien : 1 500 €.

## **2° - Engagement au service de la société : citoyenneté, solidarité, développement durable, lutte contre toutes les formes de discriminations**

Sur 6 dossiers déposés, 3 ont été retenus par la Métropole :

- **Ecosila** : cette association, résidente à la MDE, a pour objectif de développer du lien entre jeunes locaux et nouveaux arrivants, étudiants, demandeurs d'asile, réfugiés, à travers une prise de conscience des enjeux environnementaux actuels. Elle souhaite permettre une meilleure compréhension des mouvements migratoires et de la place des nouveaux arrivants dans la société française.

Dans cette optique, l'association a proposé une formation Ecosila gratuite de 5 jours sur l'environnement et destinée à un groupe de 10 jeunes locaux et de 10 nouveaux arrivants. Cette formation apporte une dimension professionnalisante à ce programme en proposant des rencontres entre professionnels et représentants d'associations. La soirée de clôture était ouverte à tous afin de faciliter les échanges, et a été suivie d'une rencontre "bilan" des participants un mois après leur formation.

Une 2<sup>ème</sup> session de formation sur l'environnement est prévue en fin d'année 2019, début 2020, à la MDE avec les associations présentes à la 1<sup>ère</sup> session, mais aussi à la Maison de l'environnement, principalement à destination des étudiants de la Métropole pour créer un dialogue constructif avec les nouveaux arrivants.

Budget prévisionnel : 9 700 € - proposition de soutien : 1 500 €.

- **Makeda Saba** : l'objectif de cette association, résidente à la MDE, est de sensibiliser et lutter contre les inégalités et l'exclusion que vivent les femmes, plus particulièrement africaines et afrodescendantes d'aujourd'hui, à travers l'organisation de diverses activités, ateliers, conférences, expositions, ciné-débat, repas, etc.

Ce projet s'inscrit dans une démarche d'égalité des chances pour un bon vivre ensemble en ciblant des actions autour de l'art et du développement de soi. Ainsi, de septembre 2019 à juillet 2020, diverses activités sont mises en place pour concrétiser ce projet :

- . ateliers de lecture mensuels autour du féminisme et antiraciste, à l'université Lyon 3 et le cycle de Makeda lecture et la biennale hors norme,
- . expositions artistiques et photographiques pour le festival Journée mondiale de la culture africaine et afrodescendante, avec l'artiste Annia Diviani et la photographe péruvienne Milena Carranza entre autres, la biennale hors norme, le projet art singulier avec l'Afrique,
- . ateliers de valorisation de soi, sous forme de 3 cafés-coaching tenus par Dorothée Dibaya.

Budget prévisionnel : 10 030 € - proposition de soutien : 1 000 €.

- **Lyon4Water** : créée en 2012, cette association, résidente à la MDE, collecte des fonds pour des projets de solidarité internationale favorisant l'accès à l'eau potable, aux installations sanitaires de base et à l'hygiène. Les dons récoltés sous forme d'adhésion à l'association sont reversés en intégralité à l'organisation non gouvernementale (ONG) Wateraid.

En contrepartie, les adhérents bénéficient d'un accès à différents cours dans des domaines très divers à la MDE et à l'université Lyon 3 : cours de danse (salsa cubaine, bachata), de langues (anglais et français pour les internationaux) ou de sophrologie (à la MDE), assurés par des professeurs bénévoles.

Actuellement, Lyon4Water soutient un projet choisi par l'Europe et basé au Rwanda, dont le but est de connecter 11 écoles au systèmes de distribution d'eau et de construire des réservoirs de récupération d'eau de pluie pour 38 établissements scolaires, ce qui représente 5 700 élèves concernés, etc.

Enfin, Lyon4Water continue ses soirées thématiques, les Muevelos, participe au Welcome days de Lyon 3, au Forum des Initiatives étudiantes, à la journée mondiale de l'eau et souhaite participer au congrès annuel du mouvement 4Water et élargir ses supports de communication (distribution de cendriers de poche, etc.).

Budget prévisionnel : 21 150 € - proposition de soutien : 1 000 €.

### 3° - Rayonnement et attractivité internationale

Sur 10 dossiers déposés, 3 ont été retenus par la Métropole :

- **Association Rencart** : cette association créée en 2012 par des étudiants de l'université Lyon 2 est spécialisée dans la réalisation de projets de partenariats artistiques et culturels internationaux.

L'association a pour objectif la mise en place d'un projet créatif de coopération internationale entre le festival pluridisciplinaire Meteor à Bergen en Norvège et les étudiants du développement de projets artistiques et culturels internationaux de Lyon.

Dans ce cadre-là, l'association, avec le projet inter-météores de coopération internationale, encourage le partage et l'échange de compétences par la mise en place :

- . d'une exposition-réflexion participative itinérante "radical failure" autour du thème de l'échec et des rebondissements et bienfaits des grandes et petites défaites,
- . d'un workshop créatif en Norvège sur le partage des bonnes pratiques professionnelles "à la recherche de l'échec heureux, entre expériences et opportunités",
- . d'une restitution d'expériences avec l'édition et la publication d'un guide de l'échec heureux et d'une conférence ludique à Lyon.

Budget prévisionnel : 16 688 € - proposition de soutien : 500 €.

- **ESN Cosmolyon** : cette association, créée en 2003, résidente à la MDE, a pour objectif l'accueil des jeunes en mobilité internationale à Lyon dans le cadre de leurs études, d'un stage ou tout autre projet. Cette activité d'accueil touche près de 1 000 jeunes de tous pays, sur tous les campus de la Métropole.

Cet accueil se manifeste entre autres, par la réalisation de la Nuit des étudiants du monde qui aura lieu au Transbordeur le 17 octobre prochain. Soirée festive et gratuite, elle permet aux étudiants internationaux de rencontrer une vingtaine d'associations étudiantes spécialisées dans l'accueil, à travers un village associatif qui a pour but de leur faciliter l'intégration dans la ville et de leur faire découvrir le territoire et la vie étudiante dans la cité. Ce village est mis en place par ESN Cosmolyon, en lien avec le prestataire de la soirée, et les responsables de la Métropole et du Transbordeur.

Des soirées à thème par continent seront également proposées tout au long de l'année avec les associations du village associatif.

Budget prévisionnel : 3 235 € - proposition de soutien : 1 000 €.

- **Génération Lumière** : il s'agit d'une association de solidarité internationale, résidente à la MDE, qui a pour but la promotion d'une citoyenneté responsable et agissante. Son champ d'actions est prioritairement orienté vers la région des grands lacs d'Afrique et de France.

Afin de sensibiliser le public aux problèmes écologiques du Congo et aux liens existants entre habitants de France et du Congo, une pièce de théâtre sera l'instrument privilégié pour capter ce public diversifié. Cette pièce de théâtre est un excellent moyen de mettre en place un espace interactif de dialogues et de solidarité et permettra de sensibiliser un public autour de divers sujets ; problèmes environnementaux, conflits armés, violences faites aux femmes, etc. Il s'agit plus d'informer et de sensibiliser le public sur l'environnement, l'éducation, le débat et le commerce solidaire, et ce, par des messages "Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI)".

Différentes formes d'art seront utilisées dans cette pièce de spectacle (danse, chant, mime, etc.) qui aura lieu dans la salle de la Ficelle à Lyon. La représentation à Lyon sera filmée pour être envoyée ensuite au Congo.

Budget prévisionnel : 9 537 € - proposition de soutien : 1 000 €.

#### 4° - Professionnalisation, insertion économique

Sur 7 dossiers déposés, 3 ont été retenus par la Métropole :

- **Kinoks** : cette association, résidente à la MDE, a pour objectif de valoriser le cinéma et la photographie, tout en soutenant la professionnalisation des étudiants dans ce domaine. Elle propose des événements culturels permettant de faire découvrir des films peu accessibles, mais suivis de discussions, débats et analyses avec des professionnels.

Kinoks organise également un événement phare : "Le 48H Krono". Ce concept est de proposer un concours de réalisation sur une période fixée de 2 jours consécutifs, pendant lesquels les participants forment des groupes et travaillent à la réalisation d'une vidéo, avec des contraintes tirées au hasard. Puis une projection est réalisée devant un jury d'étudiants et de professionnels qui choisissent certains courts-métrages selon plusieurs critères prédéfinis. Des appels à scénario et des appels à constitution de l'équipe du film ont déjà été lancés sur les réseaux sociaux.

L'association propose la réalisation de 4 court-métrages étudiants sur l'année universitaire 2019-2020, la mise en place de projections des réalisations en salle de cinéma (Alysée), la diffusion des compétences des étudiants au sein des réseaux sociaux et la rédaction d'articles dans leur revue IKKONS spécialisée sur le cinéma.

Budget prévisionnel : 8 915 € - proposition de soutien : 1 000 €.

- **On The Green Road** : cette association, résidente à la MDE, a pour objectif de sensibiliser les jeunes au développement durable par le voyage engagé. Elle accompagne ces Explor'acteurs, voyageurs engagés, pour la restitution de leurs témoignages sous forme de contenus médiatiques (documentaires, vidéos, conférences, expositions photos, etc.) diffusés auprès d'un large public.

Pour cela, On the Green Road propose des formations aux outils audiovisuels sous forme d'ateliers (prises de vue, montage vidéo, etc.), tournées vers le témoignage d'expériences citoyennes, à des prix très accessibles, fixes pour les formateurs et libres pour les explor'acteurs. De même, l'association propose des formations utiles au développement et à la communication d'un projet : formation à l'audiovisuel de terrain, à l'écriture documentaire, à la création de Motion Design, au montage niveau 1 et 2, à la communication de projet, via leur page Facebook, le Studio 25 de la Maison des étudiants et des associations partenaires. Des ateliers "découvertes" sont également proposés, avec des formats courts. Ils sont gratuits sur des thématiques diverses : techniques d'interview, communication web, écriture journalistique, etc.

L'objectif, à terme, de l'association est de pérenniser ce programme de formations en le maintenant économiquement soutenable et accessible au plus grand nombre.

Budget prévisionnel : 7 800 € - proposition de soutien : 1 000 €.

- **Phénomène** : cette association, résidente à la MDE, a pour objectif de réaliser des ateliers d'éducation à l'image et aux médias auprès des étudiants lyonnais. Le cœur du projet consiste en l'accompagnement, la démocratisation et la diffusion de la culture et des médias à travers les modes du numérique, des mobilités, des interactions et de l'expérimentation.

Quatre projets événementiels et numériques sont prévus :

. Doppler, structure dédiée aux musiques actuelles entre accompagnement artistique, booking et organisation de concerts,

. Bragg : structure dédiée aux arts visuels entre organisations d'expositions, projets collaboratifs et initiatives originales,

. Kraken : régie événementielle,

. Spectre : média pure player multi-supports développant des concepts de programmes originaux sur un ton décalé. C'est le projet le plus particulièrement déployé. Il a déjà couvert le court-métrage de Clermont Ferrand à travers une offre globale intégrant une émission quotidienne de 30 minutes diffusée en direct sur Facebook chaque soir à 18 heures. Il s'agit d'un média totalement en ligne pour l'éducation à l'image cinématographique.

Des ateliers et des événements en lien avec l'image et l'éducation aux médias seront proposés dès la rentrée 2019-2020. Un événement d'ouverture aura lieu en octobre, suivi d'événements trimestriels en lien avec le Studio 25 de la MDE de la Métropole. Pour cela, l'acquisition de matériel est nécessaire pour animer ces modules d'éducation à l'image et aux médias. De même, une campagne de communication est prévue avec des impressions d'affiches et de flyers et un suivi web.

Budget prévisionnel : 7 781,93 € - proposition de soutien : 500 €.

## **V - Modalités de versement des subventions**

Le versement de la subvention interviendra en une seule fois, au plus tard le 31 décembre de l'année civile au titre de laquelle ladite subvention est attribuée, sur présentation d'un appel de fonds qui devra parvenir au plus tard le 30 novembre. Chaque association devra, en outre, fournir à la Métropole, un bilan qualitatif et financier du projet subventionné, dans un délai de 6 mois à compter de sa réalisation.

## **VI - Lancement de l'appel à projet Initiatives étudiantes 2020**

Il est proposé de reconduire, pour l'année 2020, l'organisation d'un nouvel appel à projet Initiatives étudiantes, selon une procédure commune avec la Ville de Lyon, et sur la base des mêmes objectifs renouvelés, des mêmes thématiques que la 1<sup>ère</sup> édition 2019.

### **1° - Les porteurs de projets et modalités de fonctionnement**

- l'appel à projets est ouvert aux associations étudiantes et aux associations qui ont pour objet l'accompagnement des étudiants,
- les associations doivent être implantées sur le territoire de la Métropole et/ou avoir une antenne sur la Métropole si elles sont nationales,
- les initiatives des porteurs de projets doivent contribuer à l'intérêt général et/ou local,
- les projets doivent être ouverts au plus grand nombre d'étudiants et au grand public,
- les projets doivent développer des actions d'accueil et d'intégration des étudiants sur le territoire,
- les projets doivent permettre le développement des compétences, l'esprit d'entreprendre, la créativité et l'innovation,
- les projets retenus pourront être subventionnés, soit par la Ville de Lyon, soit par la Métropole,
- le montant total de la subvention accordée sera plafonné à 50 % du montant total du budget prévisionnel. Le financement du projet doit reposer sur d'autres sources de financement.

### **2° - Les modalités et le calendrier d'appel à projets 2020**

Les demandes de financement devront être envoyées ou déposées, dans les délais prévus, auprès du service commun de l'enseignement supérieur et de la vie étudiante de la Ville de Lyon et de la Métropole.

Ils seront instruits par ce service selon ses objectifs poursuivis, dans le calendrier prévisionnel suivant :

- phase 1 : lancement de l'appel à projets le 1<sup>er</sup> septembre 2019 :

- . clôture de dépôt des dossiers : le 15 octobre 2019,
- . présentation de la délibération relative aux subventions des projets retenus, lors d'un Conseil métropolitain sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020 ;

- phase 2 : lancement de l'appel à projets le 1<sup>er</sup> mars 2020 :

- . clôture de dépôt des dossiers : le 1<sup>er</sup> mai 2020,
- . présentation de la délibération relative aux subventions des projets retenus, lors du Conseil métropolitain sur le 2<sup>nd</sup> semestre 2020.

Le montant de l'enveloppe budgétaire prévisionnelle dédiée aux 2 phases de l'appel à projets "Initiatives étudiantes" 2020 est de 22 000 € pour la Métropole, et de 14 000 € pour la Ville de Lyon, sous réserve du vote des budgets 2020 par le Conseil métropolitain et par le Conseil municipal ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution, pour l'année 2019, de subventions de fonctionnement pour un montant total de 12 000 € au profit des associations étudiantes retenues dans le cadre de l'appel à projets "Initiatives étudiantes", 2<sup>ème</sup> phase, selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé,

b) - le principe du lancement de l'appel à projets "Initiatives étudiantes" 2020 en 2 phases, suivant les critères d'attributions, les modalités et les calendriers tels que décrits dans le rapport, pour les 4 thématiques suivantes :

- le développement des pratiques et des événements artistiques, culturels ou sportifs,
- l'engagement au service de la société : citoyenneté, solidarité, développement durable, lutte contre toutes les discriminations,
- le rayonnement et l'attractivité internationale,
- la professionnalisation et l'insertion économique.

2° - **Autorise** monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 12 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P03O5123.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

# Annexe des Bénéficiaires de subvention

## APPEL A PROJETS INITIATIVES ETUDIANTES 2019 - PHASE 2

### Annexe des bénéficiaires de subvention

Thématique	Nom Tiers bénéficiaire	Adresse	Objet	Montant
Insertion économique	<b>ASS ETUDIANTS DEP ARTS SCENE IMAGE ECRAN - KINOKS</b>	5 avenue Pierre Mendès France 69676 BRON CEDEX FRANCE	<b>Projet vidéo "Le 48H Krono"</b>	1 000,00
Citoyenneté solidarité	<b>ASSOCIATION MAKEDA SABA (AMS)</b>	76 rue Garibaldi 69006 LYON FRANCE	<b>Lutte contre les inégalités des femmes afrodescendantes</b>	1 000,00
Pratiques artistiques	<b>COLLECTIF L'ANTIAUTRUCHE</b>	4 rue Soeur Bouvier 69005 LYON FRANCE	<b>Défense de l'égalité des sexes dans le spectacle vivant</b>	1 000,00
Citoyenneté solidarité	<b>ECOSILA</b>	25 rue Jaboulay 69007 LYON FRANCE	<b>Formation sur l'environnement</b>	1 500,00
Rayonnement international	<b>ESN COSMOLYON</b>	25 rue Jaboulay 69007 LYON FRANCE	<b>Village associatif de la Nuit des Etudiants du Monde 2019</b>	1 000,00
Rayonnement international	<b>GENERATION LUMIERE</b>	39 B rue du huit mai 1945 69100 VILLEURBANNE FRANCE	<b>Pièce de théâtre sur les problèmes écologiques du Congo</b>	1 000,00
Pratiques artistiques	<b>LES ELEPHANTS ROUGES</b>	4 rue Clément Michut 69100 VILLEURBANNE FRANCE	<b>subvention pour projet "Pharmakon"</b>	1 000,00
Citoyenneté solidarité	<b>LYON4WATER</b>	2 rue Soeur Bouvier 69005 LYON FRANCE	<b>Cours de danses et langues pour partenariat avec ONG Wateraid</b>	1 000,00
Insertion économique	<b>MOUVEMENT ASSOCIATIF JEUNE - PHENOMENE</b>	57 chemin du Bret 43110 AUREC SUR LOIRE FRANCE	<b>Ateliers d'éducation à l'image et aux médias et projet Spectre</b>	500,00
Insertion économique	<b>ON THE GREEN ROAD</b>	25 rue Jaboulay 69007 LYON FRANCE	<b>Ateliers de formation aux outils audiovisuels</b>	1 000,00
Rayonnement international	<b>RENCART</b>	5 avenue Pierre Mendès France 69500 BRON FRANCE	<b>Projet Intermeteores en Norvège</b>	500,00
Pratiques artistiques	<b>TIEQS</b>	60 rue des Aqueducs 69005 LYON FRANCE	<b>Festival Graines Electroniques</b>	1 500,00
				<b>12 000,00</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3722**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Aide à la construction de logements sociaux étudiants - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon souhaite soutenir l'innovation, l'université et la recherche afin de renforcer la compétitivité et l'attractivité de son territoire. Ce soutien s'est, notamment, concrétisé au travers de l'engagement financier de la Métropole dans le cadre des contrats de plan Etat-Région (CPER) 2007-2013 et 2015-2020, de l'opération Campus ou encore du schéma de développement universitaire (SDU), représentant un investissement de plus de 125 millions d'euros en direction des universités.

Cet engagement produit des résultats, puisque l'attractivité du site universitaire de la Métropole auprès des étudiants se confirme d'année en année.

Sur la période 2006-2016, le développement des effectifs étudiants au sein de l'agglomération lyonnaise a atteint les + 24,5 % : c'est le taux le plus important en France (11,8 % pour la moyenne nationale). Sur l'année universitaire 2015-2016, 155 000 étudiants ont été accueillis dans l'agglomération de la Métropole, dont environ 35 100 boursiers. Les études menées projettent une poursuite de cette hausse des effectifs étudiants sur le territoire, portant à 180 000 le nombre estimé d'étudiants à horizon 2025.

Face à cette forte progression, garantir une offre suffisante de logements étudiants est un défi à relever, à la fois pour maintenir l'attractivité du site auprès des étudiants et pour accompagner leur réussite.

À la rentrée universitaire 2017, l'offre d'hébergement dédiée aux étudiants représentait un peu plus de 36 000 lits sur la Métropole au sein de 135 résidences. Parmi eux, l'offre de logements sociaux dédiée aux étudiants représentait 17 505 places (8 479 gérés par le Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS), 3 395 par les bailleurs sociaux et 5 631 par les résidences écoles).

Dans ce contexte, le développement de l'offre sociale de logements dédiés aux étudiants est une priorité pour accompagner l'objectif de faire de la Métropole l'un des sites européens majeurs de l'enseignement supérieur et de la recherche.

**II - Les objectifs de développement du logement social étudiant sur le territoire**

Au niveau national, l'engagement a été pris de réaliser 40 000 places nouvelles pour le logement étudiant entre 2013 et 2017. À l'échelle de l'académie de Lyon, le plan 40 000 s'est traduit par un objectif de création de 4 300 places, dont 4 000 places pour le territoire de la Métropole.

Au niveau local, un engagement de réaliser 6 000 nouvelles places sociales dédiées aux étudiants sur la période 2014-2020, soit sur le plan de mandat, a été pris.

Le gouvernement a, par ailleurs, annoncé un "plan 60 000" logements étudiants, dont la déclinaison locale n'est pas encore connue.

Dans l'attente de ces précisions, les partenaires locaux ont conduit un diagnostic de l'état actuel et à venir de l'offre et des besoins en logement social étudiant.

Un objectif commun de production de nouvelles places à horizon 2025 a été adopté par les partenaires en comité de pilotage du logement étudiant du 14 novembre 2018 : augmenter le rythme actuel de production de 20 % de façon à loger, au sein du parc social dédié, 8,9 % des étudiants. Ce rythme implique de créer 525 nouvelles places par an, ce qui conduirait à un total de 4 205 places construites entre 2017 et 2025.

### III - Les moyens mis en œuvre pour dynamiser la production

Pour atteindre ces objectifs nationaux et locaux, des moyens sans précédent ont été mobilisés depuis plusieurs années pour accélérer le développement de l'offre.

En 2012, un partenariat unique a été mis en place sur le territoire avec la création d'instances de gouvernance partenariales dédiées au logement social étudiant : réunissant l'Etat (Direction départementale de territoire -DDT-, Rectorat), la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Métropole, les Villes de Lyon et Villeurbanne, l'Université de Lyon, le CROUS de Lyon et l'Association des bailleurs et constructeurs HLM (ABC-HLM). Elles prennent la forme :

- d'un comité technique, lequel a pour objet de mener un dialogue constant entre les partenaires afin d'identifier de nouvelles opportunités opérationnelles. Il suit l'avancement et le financement des opérations, et plus particulièrement la mise en œuvre du plan 40 000 et bientôt plan 60 000. Il a élaboré un référentiel du logement social étudiant. Enfin, il propose les orientations politiques au comité de pilotage du logement étudiant,

- d'un comité de pilotage co-présidé par la Préfecture du Rhône et la Métropole, il oriente la politique d'agglomération en matière de logement social étudiant. Il suit et oriente la mise en œuvre des objectifs de production (plans gouvernementaux et plans de mandat régional et métropolitain).

Ces instances de gouvernance sont adossées à des moyens financiers mis en place via divers cadres de financement (Lyon cité campus, CPER 2015-2020, contractualisation Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) - CROUS). Afin de faciliter la lisibilité des dispositifs de soutien, les acteurs se sont engagés collectivement à travers une convention qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil n° 2015-0711 du 2 novembre 2015, signée par l'ensemble des acteurs en mars 2016.

Les moyens financiers prévisionnels globaux s'élèvent à 38,4 M€, répartis de la manière suivante :

- Région Auvergne-Rhône-Alpes : 18,3 M€ (dont 11,8 M€ Lyon Cité Campus et 6,5 M€ CPER 2015-2020),
- Métropole : 6,5 M€ (CPER 2015-2020),
- CNOUS/CROUS : 11,6 M€,
- État : 2 M€ (CPER 2015-2020).

La Métropole a engagé, à ce jour, la totalité du montant prévu au CPER 2015-2020, soit 6,5 M€, tandis que la production a tendance à s'accélérer en 2019-2020.

### IV - Résultats et perspectives de développement du logement social étudiant d'ici 2022

#### 1° - Réalisation du plan 40 000

Tableau - Nombre de places créées sur la Métropole (objectif 4 000)

2013	2014	2015	2016	2017	Total 2013 - 2017
<b>109</b>	<b>623</b>	<b>709</b>	<b>436</b>	<b>977</b>	<b>2 854</b>

Le taux de réalisation de l'objectif est de 72 %. Depuis 2014, les résultats observés sont en augmentation par rapport aux années précédentes, avec un rythme de production annuelle qui a tendance à s'accélérer.



**2° - Bilan des opérations financées depuis 2013 et perspectives de production à horizon**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
programmation de financements/prévisionnel		415	531	424	553	482	1 689	850	nc	nc
livraisons	109	623	709	436	977	171	557	728	1 214	1 652

En quelques années, le développement de l'offre dédiée aux étudiants par les bailleurs sociaux est devenu un levier majeur de production, en complément de l'effort de production porté par le CROUS de Lyon. La politique incitative développée depuis 2015 par la Métropole et les partenaires porte ses fruits : 2 293 places ont été livrées entre 2015 et 2018, 1 285 seront livrées en 2019 et 2020. Le financement de plus de 2 500 places est ou sera programmé en 2019-2020, soit en 2 ans.

Si les décisions et modalités de financement sont partagées entre les financeurs Etat, Région et Métropole, chaque contributeur a ses propres règles. Ainsi, l'Etat finance essentiellement la rénovation des résidences universitaires, le CNOUS, les opérations portées et gérées par le CROUS de Lyon. La Région Auvergne-Rhône-Alpes finance traditionnellement les opérations gérées par le CROUS de Lyon.

La Métropole finance, quant à elle, les opérations où les bailleurs sociaux sont gestionnaires. Or, la croissance de la production ces dernières années et à horizon 2020 est fortement liée à l'initiative des bailleurs, puisque leurs opérations représentent près de 70 % de la programmation 2019-2020. Le poids financier de cette croissance pèse donc sur le budget de la Métropole : 1,76 M€ restent désormais à attribuer sur l'enveloppe de 6,5 M€ engagée par la Métropole au titre du CPER 2015-2020, tandis que le total des opérations à financer sur 2019 et 2020 s'élève à 20,33 M€.

Pour pouvoir prolonger le soutien de la Métropole à l'atteinte des objectifs partenariaux de développement du logement social étudiant, et poursuivre le financement de nouvelles opérations, la présente délibération concerne l'engagement d'une enveloppe complémentaire au CPER 2015-2020 en faveur du logement social étudiant.

Il est également proposé de poursuivre les modalités d'attribution des financements, telles que précisées ci-après.

**V - Modalités de financement**

L'instruction des demandes de financement pour la production de logements sociaux étudiants est réalisée dans le cadre de la délégation des aides à la pierre consentie par l'Etat à la Métropole pour la période 2015-2020.

En effet, par délibération du Conseil n° 2015-0376 du 11 mai 2015, le Conseil a approuvé la délégation de compétence de l'Etat à la Métropole pour la période 2015-2020, d'une part, pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement et, d'autre part, pour procéder à leur notification aux bénéficiaires.

Cette gestion des aides à la pierre est réalisée dans le cadre d'une convention incluant la mise à disposition des services de l'Etat pour l'instruction desdites aides.

Les opérations pouvant bénéficier des subventions relatives au logement social étudiant sont celles portées par :

- le CROUS de Lyon, opérateur de l'Etat pour la gestion du logement étudiant,
- les opérateurs de logements sociaux étudiants.

Les opérations candidates devront respecter le référentiel du logement social étudiant qui comprend, notamment, des critères de localisation, d'adaptation de tout ou partie des quittances aux capacités des étudiants boursiers et de pérennité de la fonction étudiante des logements dans le temps.

La subvention octroyée est de 8 000 € par place sociale étudiante (studio ou co-locations), en complément des aides de droit commun (logements prêt locatif à usage social -PLUS-, prêt locatif aidé d'intégration -PLAI- et prêt locatif social -PLS-).

Dans le cas d'opérations où la fonction sociale n'est assurée que sur une période comprise entre 15 et 40 ans, la subvention est ramenée à 3 000 € par place.

La pré-instruction technique et financière est réalisée par la DDT, qui assurera la présentation des dossiers devant le comité technique du logement étudiant regroupant l'Etat (DDT, Rectorat de l'académie de Lyon), la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Métropole, l'Université de Lyon, le CROUS de Lyon Saint-Etienne et l'ABC-HLM.

Ce comité propose une répartition des subventions par financeur, adaptée au budget disponible des partenaires en cohérence avec les orientations politiques de chacun.

La Métropole finance de manière prioritaire les opérations ne bénéficiant pas de financement de l'Etat ou du CNOUS.

Les subventions métropolitaines font l'objet d'une décision d'attribution complémentaire à l'agrément ou au financement donné dans le cadre de la délégation de compétence de l'Etat pour la gestion des aides à la pierre 2015-2020, telle qu'approuvée par délibération du Conseil n° 2015-0376 du 11 mai 2015.

Les subventions sont versées en 2 ou 3 versements : un acompte de 60 % lors du démarrage de l'opération sur production d'un justificatif du début de l'opération, un second acompte de 20 % au vu de l'avancement des travaux et des paiements effectués, pour les subventions d'un montant supérieur à 200 000 €. Le solde de 20 % ou 40 % est versé à l'achèvement de l'opération au vu du décompte définitif ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** le soutien financier à la production de logements sociaux étudiants sur le territoire métropolitain, sous la forme d'une subvention au forfait pour les logements sociaux étudiants financés ou agréés (Etat délégué et aides propres Métropole) sur les années de programmation des logements sociaux 2019 et 2020.

**2° - Fixe** le barème suivant des aides spécifiques au logement social étudiant :

- fonction logement social pérenne (plus de 40 ans) : 8 000 € par place,
- fonction logement social à durée comprise entre 15 et 40 ans : 3 000 € par place.

**3° - Autorise** monsieur le Président à mettre en œuvre le régime d'aide ainsi défini et à prendre les décisions d'attribution.

**4° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme P03 "Enseignement supérieur et recherche" pour un montant de 8 000 000 € en dépenses à la charge du budget principal sur l'opération n° 0P03O5347 selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 500 000 € en 2020,
- 1 500 000 € en 2021,
- 2 000 000 € en 2022,
- 2 000 000 € en 2023,
- 2 000 000 € en 2024.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 14 500 000 € en dépenses.

**5° - La dépense** correspondante sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 204 - opération n° 0P03O5347.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3723**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Aide à la modernisation de l'hôtellerie indépendante en milieu urbain et aux campings - Approbation du cadre et règlement de l'appel à projets 2019 et de la convention-type d'attribution de subvention - Délégation à la Commission permanente pour la mise en oeuvre du dispositif - Individualisation totale d'autorisation de programme**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation et de l'action économique

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération n° 2016-1353 du 11 juillet 2016, le Conseil de la Métropole de Lyon a approuvé le schéma de développement de l'hébergement touristique (SDHT) pour la période 2016-2020. Celui-ci constitue un outil d'aide à la décision, de coordination et de pilotage pour la Métropole, les Communes et leurs partenaires en matière d'hébergement touristique.

La stratégie de développement proposée pour la période 2016-2020 entend, notamment, accompagner les transformations du secteur en mettant l'accent sur la compétitivité et l'amélioration de la qualité de l'offre existante :

- maintenir un parc d'hébergements hôteliers indépendants variés et différenciés favorisant une attractivité touristique de l'ensemble de l'offre,
- conserver le rang de la Métropole dans les classements internationaux et attirer de nouveaux salons et congrès dans un contexte de plus en plus concurrentiel entre les destinations européennes pour le tourisme d'affaires et d'agrément,
- soutenir le maintien, voire le développement, des emplois dans les établissements accompagnés à travers le regain d'activité attendu par les exploitants.

Pour ce faire, un dispositif d'aide a été mis en place par délibération du Conseil n° 2016-1354 du 11 juillet 2016, permettant d'accompagner les établissements indépendants dans leur modernisation par le biais d'un appel à projets.

Un 1<sup>er</sup> appel à projets a été lancé en février 2017, s'inscrivant dans une démarche élargie autour de la modernisation hôtelière, engagée par les partenaires de la Métropole, comme la Banque publique d'investissement et la Caisse des dépôts et consignations.

Deux appels à projets ont déjà été menés. En 2017, 10 projets ont été reçus, pour un montant total de 3,4 M€ de travaux éligibles et un montant total d'aides sollicité de 349 761 €. Par décision n° CP-2017-1754 du 20 juillet 2017, la Commission permanente a validé l'accompagnement de 5 projets pour un montant global de 175 976 €.

En 2018, 5 dossiers ont été déposés et 4 remplissaient les conditions nécessaires pour un montant total de travaux s'élevant à 2 896 847 €. Par décision n° CP-2018-2376 du 14 mai 2018, la Commission permanente a validé l'attribution d'une subvention d'équipement au profit des 4 bénéficiaires pour un montant total de 136 000 €.

Compte tenu de la qualité des projets reçus, qui présentent pour la grande majorité une réelle personnalisation de l'offre et une amélioration des services rendus à la clientèle, il est proposé de poursuivre cet accompagnement par le lancement d'un nouvel appel à projets en 2019.

La présente délibération a pour objet de présenter le règlement de cet appel à projets ainsi que le cadre dans lequel seront attribuées les aides accordées par la Métropole pour soutenir la modernisation de l'hôtellerie indépendante en milieu urbain.

### **I - Objectifs du dispositif**

Les objectifs poursuivis par la Métropole sont les suivants :

- soutien aux établissements hôteliers et campings visant à une amélioration qualitative de l'établissement et du camping où séjournent les clients, de l'accueil et à une personnalisation de l'offre à travers un projet de rénovation globale ou partielle,
- soutien aux établissements hôteliers pour une amélioration de l'accessibilité de leur bâtiment aux personnes à mobilité réduite (PMR), dans le cadre d'une rénovation globale ou partielle,
- création ou maintien d'emplois,
- améliorer et favoriser la professionnalisation des acteurs de l'hôtellerie et des campings en équipement domotique.

### **II - Bénéficiaires du dispositif et critères d'éligibilité**

Le budget prévisionnel global de l'appel à projets pour l'année 2019 est de 150 000 €.

Seuls peuvent bénéficier de l'aide prévue dans ce dispositif, les hôtels et campings situés sur le territoire de la Métropole, indépendants ou adhérents à une chaîne volontaire dont les 2 derniers chiffres d'affaires annuels sont au maximum égal à 2 M€.

Les maîtres d'ouvrage privés, en nom propre ou en société, propriétaires du fonds de commerce ou des murs sont également éligibles.

Les chaînes intégrées, qu'elles soient exploitées sous forme de filiale, de franchise, ou sous toute autre forme, ne sont pas éligibles au dispositif.

Les campings municipaux et les campings exploités sous la forme d'une concession de service, délégation de service public (DSP), ne sont pas éligibles au dispositif.

Pour être éligible, l'établissement concerné doit viser, à la fin des travaux financés, un classement 2 étoiles minimum ou équivalent (modalités définies dans le code du tourisme) dans le cas de l'hôtellerie traditionnelle.

Le projet doit viser la mise en place d'un équipement, matériel ou immatériel, destiné à améliorer la modernisation, concourant aux objectifs de la politique touristique de la Métropole. Le projet présenté doit porter sur des travaux de rénovation permettant de gagner en qualité.

Enfin, les établissements demandeurs ayant déjà bénéficié d'une aide à la modernisation du Département du Rhône (au cours des 5 dernières années, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015) ou de la Métropole (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015) ne seront pas prioritaires dans l'attribution des subventions.

### **III - Dépenses éligibles**

Les dépenses éligibles doivent être des dépenses d'investissement (comptabilisées au bilan de la structure comme dépenses d'immobilisation). Il pourra s'agir :

- d'études préalables aux travaux,
- de développement d'outils numériques,
- de travaux d'aménagement,
- de l'achat d'équipements ou de matériel.

Les dépenses d'investissement permettant une rénovation de l'établissement éligibles sont : réfection des sols, murs, sanitaires, ascenseur, électricité, plomberie, chauffage, climatisation/isolation phonique et thermique, fenêtres, toitures, façades, auxquelles peuvent s'ajouter les honoraires de maîtrise d'œuvre.

Les dépenses de conseils, d'expertise juridique, d'expertise technique, directement liées à l'opération sont éligibles (si elles sont comptabilisées comme des dépenses d'immobilisation).

Les dépenses de mobilier suivantes sont éligibles pour l'équipement de l'hôtel : lits, tables de chevets, bureau dans la chambre, penderies, dressings (comptabilisées au bilan de la structure comme dépenses d'immobilisation). En revanche, les autres dépenses de mobilier ne sont pas éligibles.

Les dépenses des aménagements extérieurs permettant une amélioration qualitative de l'offre sont éligibles : travaux paysagers, mobilier d'extérieur fixe, signalétique.

Les investissements en matériels d'équipement informatiques et numériques sont éligibles (comptabilisés au bilan de la structure comme dépenses d'immobilisation). Par exemple, une borne d'accueil interactive dans le hall de l'hôtel.

Les dépenses de mise en accessibilité PMR ou d'agrandissement sont éligibles sous réserve d'être indispensables à la qualité du projet global et de ne pas excéder 3 chambres supplémentaires.

Les équipements complémentaires (piscine, spa, etc.) sont éligibles uniquement dans le cadre d'un projet global d'aménagement.

Seules les dépenses engagées à compter de la date à laquelle l'instructeur aura réalisé la visite initiale de l'établissement et dûment justifiées, acquittées et certifiées par un expert-comptable seront considérées comme éligibles. Toutes les dépenses antérieures à cette date ne seront pas prises en compte par la Métropole.

Les éléments suivants sont exclus :

- les dépenses de décorations suivantes : rideaux, miroirs, tableaux, éléments de décoration, luminaires,
- le mobilier multimédia : écrans de télévision, tablettes, vidéoprojecteurs, etc.,
- les dépenses de literie : matelas, sommiers, couettes, oreillers, housses,
- les travaux d'entretien courant,
- pour les hôtels-restaurants, les travaux portant sur la partie restauration,
- les autres travaux d'agrandissement ou de création,
- les créations d'établissement,
- les investissements immobiliers ou travaux relatifs au parking ou l'extension de bâtiments.

#### **IV - Conditions de l'aide**

Les subventions accordées dans le cadre de ce dispositif sont des subventions d'équipement et présentent les caractéristiques suivantes :

- taux de subvention égal à 20 % de la dépense subventionnable,
- montant maximum de la dépense subventionnable plafonné à 150 000 € HT.

Le montant maximum de subvention est donc limité à 30 000 € par projet.

L'attribution de la subvention fera l'objet d'une convention individuelle signée avec le bénéficiaire fixant, notamment, les modalités de paiement de la subvention et les obligations du bénéficiaire.

#### **V - Obligations du bénéficiaire**

Dans le cadre de l'aide accordée à l'hôtelier pour la modernisation de son établissement, celui-ci s'engage à maintenir son activité pendant une durée minimale de 5 ans à compter de la fin des travaux.

Le bénéficiaire de l'aide devra faire mention du soutien de la Métropole pendant toute la durée des travaux et pendant une période de 5 ans à compter de la fin de ceux-ci. Cette communication se fera au moyen d'un support de communication, apposé dans un lieu de passage de l'hôtel, ainsi que sur le site internet de l'établissement.

Le bénéficiaire devra également communiquer annuellement ses données de fréquentation à la Métropole et sur simple demande.

Le manquement à l'une ou l'autre de ces obligations entraîne la suspension, par la Métropole, du versement de la subvention, voire le reversement de tout ou partie des montants déjà versés.

#### **VI - Critères de sélection, instruction des demandes et sélection des projets**

Les dossiers de candidature seront examinés au regard des critères de sélection suivants :

- projet participant à développer la qualité de l'accueil et du séjour des clients,

- projet permettant d'améliorer la personnalisation de l'offre en mettant en valeur une architecture et/ou une décoration spécifique de l'offre d'hébergement,
- projet participant à l'attractivité globale du tourisme sur le territoire et/ou proposant une valeur ajoutée,
- projet contribuant à créer ou maintenir des emplois dans l'établissement.

Pour être sélectionné, le dossier doit répondre aux critères d'éligibilité définis et à ces différents critères de sélection non cumulatifs qui permettront au jury d'analyser de façon plus approfondie chaque projet qui lui sera soumis.

Différents critères qualitatifs des projets seront pris en compte :

- la qualité du projet de modernisation : digitalisation, rénovation du bâtiment,
- le projet global de la structure : potentiel de développement économique, besoin en rénovation, en équipement digital, l'amélioration de l'offre pour la clientèle touristique,
- la capacité de la structure à conduire cette modernisation : viabilité économique de la structure et du projet, la prise en compte des créations d'emplois autour de ce projet.

L'intégration du développement durable dans la réflexion et la mise en œuvre du projet sera valorisée (dispositifs, matériaux, aménagements, actions complémentaires, etc.).

La Métropole est responsable de la décision de l'attribution de la subvention et de sa gestion financière : établissement de la convention et notification, après décision d'attribution, versement de l'aide, contrôle des pièces permettant le paiement.

Chaque projet sera présenté devant un jury d'experts composé de représentants de la Métropole (service tourisme, service implantation et immobilier d'entreprises), de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) et de l'Office de tourisme. Cette présentation du projet de rénovation et de modernisation a pour objectif d'instaurer un dialogue et d'apprécier la qualité de modernisation du projet.

Ce jury constitué de partenaires institutionnels et de la Métropole analysera les dossiers de candidature et sélectionnera les lauréats sur la base d'une présentation orale du projet courant décembre 2019-janvier 2020. Les dossiers sélectionnés par le jury seront présentés à la Commission permanente de la Métropole, qui délibérera sur l'attribution des subventions dans la limite des crédits votés à cet effet. Des précisions pourront être demandées au cours de l'analyse technique des dossiers.

La CCI métropolitaine Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne assure, dans le cadre de ses missions, un rôle d'accompagnement des demandeurs pour la constitution du dossier de demande. Elle réalise une 1<sup>ère</sup> analyse des dossiers réceptionnés et propose au comité de sélection, les demandes répondant aux critères définis.

La convention de partenariat entre la CCI métropolitaine Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne et la Métropole, signée le 11 juillet 2016, définit les rôles respectifs dans l'instruction et la sélection des projets.

Le jury, composé de représentants techniques de la Métropole, de la CCI métropolitaine Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne et de l'Office de tourisme de la Métropole, a pour rôle d'examiner les demandes déposées, de prendre connaissance des résultats de l'instruction et de faire une proposition à la Métropole.

Il est précisé que ce jury n'est pas lié par l'avis, après instruction, de la CCI métropolitaine Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne.

Les demandes ayant reçu un avis favorable du jury feront l'objet d'une décision de la Commission permanente de la Métropole, pour attribution de la subvention métropolitaine, en application de l'article 1.20 de la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017.

## VII - Régime d'aide

L'aide est accordée au titre de la modernisation de l'hôtellerie en milieu urbain, dans le cadre du règlement CE n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014, déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur, en application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union Européenne (règlement général d'exemption par catégorie) et des articles L 1511-2 à 3 et R 1511-4 à 9 du code général des collectivités territoriales ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

- a) - la mise en œuvre du dispositif d'aide à la modernisation de l'hôtellerie indépendante et aux campings tel que défini ci-dessus dans son objet et ses objectifs,
- b) - le cadre et règlement du dispositif d'appel à projets tel que défini ci-dessus,
- c) - le modèle type de convention individuelle d'attribution de subvention à passer avec les bénéficiaires de l'aide.

**2° - Décide** l'individualisation totale de l'autorisation de programme globale P04 - Tourisme pour un montant de 150 000 € en dépenses, à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant : 150 000 € en dépenses 2020 sur l'opération n° 0P04O7533.

**3° - Délègue** à la Commission permanente le soin d'attribuer les subventions à intervenir en application des principes d'attribution et de calcul précités, en application de l'article 1.20 de la délibération du Conseil n° 2017-1976 du 10 juillet 2017, sous réserve de l'inscription des crédits au budget de l'exercice concerné.

**4° - Le montant** à payer, soit 150 000 €, sera imputé sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 204 - opération n° 0P04O7533.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3724**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Ouverture des données métropolitaines - Abrogation de la délibération du Conseil n° 2013-4095 du 26 septembre 2013 - Adoption des nouvelles licences applicables aux données diffusées sur la plateforme data.grandlyon.com - Autorisation de signer lesdites licences**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon a défini une politique de diffusion des données qui a pour enjeu majeur l'accélération du développement économique et social du territoire grand lyonnais. La collectivité encourage l'ouverture des données du secteur public comme privé et fait de la donnée un catalyseur de l'innovation et de création de services numériques au bénéfice du citoyen.

Cette dynamique est rendue possible par un cadre de confiance basé notamment sur des licences garantissant une utilisation des données ouvertes conforme à l'intérêt général et en adéquation avec les politiques publiques que la Métropole porte sur son territoire.

Par délibération n° 2013-4095 du 26 septembre 2013 relative à "l'adoption des différentes licences accompagnant la diffusion de données sur la plateforme Grand Lyon Smart Data", le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon a accepté le dispositif de licences de réutilisation applicables aux données accessibles sur data.grandlyon.com. Cette plateforme "data.grandlyon.com" de mise à disposition de données métropolitaines a été créée afin de mettre en œuvre la politique de diffusion de données telle qu'initiaée dans la délibération n° 2012-3081 du Conseil de communauté du 25 juin 2012.

La Métropole fait évoluer ce dispositif de licences afin de se conformer au cadre législatif constitué par la loi n° 2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique, ainsi que par le code des relations entre le public et les administrations (CRPA) et le règlement européen 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union européenne, de services d'informations sur les déplacements multimodaux, prochainement transposée dans la future loi d'orientation des mobilités (LOM).

**II - Mise en œuvre**

La Métropole rend applicable aux données diffusées sur la plateforme "data.grandlyon.com" toute licence inscrite dans la liste, fixée par décret, qui peut être utilisée par les administrations pour la réutilisation à titre gratuit de leurs informations publiques, qu'il s'agisse de données ou de codes sources de logiciel (article D 323-2-1 du CRPA).

La Métropole adopte la nouvelle version de la "licence ouverte", figurant dans cette liste. Cette licence ouverte (ou open licence) est promue par la mission Etalab (direction interministérielle du numérique et du système d'information et de communication de l'État -DINSIC-) pour une mise à disposition gratuite sans authentification du réutilisateur ni contrôle de l'usage, et sans obligation de partage à l'identique. La Métropole applique cette licence à la quasi-intégralité (plus de 99 %) des jeux de données qu'elle diffuse via la plateforme "data.grandlyon.com". Elle adopte et remplace la licence ouverte par sa nouvelle version : la licence ouverte / open licence version 2.0 "Réutilisation de l'information".

En outre, la Métropole a établi, en 2013, 2 licences spécifiques de réutilisation de données :

- la licence "engagée", pour une mise à disposition gratuite de donnée, avec authentification du réutilisateur et contrôle de l'usage afin de s'assurer de la compatibilité de l'exploitation de la donnée avec les politiques publiques,

- la licence "associée", avec authentification du réutilisateur de la donnée, contrôle de l'usage et possibilité de paiement de redevances proportionnelles à l'audience et dont le mode de calcul est détaillé dans la licence.

Ces licences sont appliquées à moins de 1 % des jeux de données accessibles sur la plateforme "data.grandlyon.com". La Métropole remplace donc ces 2 licences, "engagée" et "associée", par une licence nouvelle : la "licence de réutilisation des données d'intérêt général".

La "licence de réutilisation des données d'intérêt général" permet la mise à disposition gratuite de la donnée avec authentification du réutilisateur. L'intérêt général est posé comme principe de cette licence : le/la licencié(e) doit déclarer les utilisations du ou des jeux de données, la Métropole s'assurant qu'elles sont conformes aux politiques publiques.

La "licence de réutilisation des données d'intérêt général" est applicable à un périmètre restreint, constitué par les données et jeux de données :

- produits par un acteur du secteur public ou privé, en temps réel (dynamique), et relatifs aux domaines des transports, de la mobilité, de la circulation et des déplacements, tels que définis par le règlement européen 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations sur les déplacements multimodaux,

- produits par un acteur du secteur privé, et relatifs à tout domaine autre que celui des transports, de la mobilité, de la circulation et des déplacements, tels que définis par le règlement européen 2017/1926 de la Commission du 31 mai 2017 complétant la directive 2010/40/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la mise à disposition, dans l'ensemble de l'Union, de services d'informations sur les déplacements multimodaux.

Aussi, il est proposé l'approbation du nouveau dispositif de licences applicables aux données diffusées par la Métropole via sa plateforme "data.grandlyon.com", soit des données propres à la Métropole, soit des données de partenaires pour lesquelles la Métropole a eu délégation dudit partenaire pour la mise à disposition des données.

Il est donc proposé d'abroger la délibération antérieure n° 2013-4095 du 26 septembre 2013 relative à l'adoption des différentes licences accompagnant la diffusion de données sur la plateforme Grand Lyon Smart Data et de résilier les licences en cours pour les remplacer par les nouvelles licences applicables leur correspondant et décrites dans le nouveau dispositif instauré par cette délibération ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

**1°- Abroge** la délibération du Conseil n° 2013-4095 du 26 septembre 2013 relative à l'adoption des différentes licences accompagnant la diffusion de données sur la plateforme Grand Lyon Smart Data.

**2°- Approuve :**

a) - l'adoption d'un nouveau dispositif de licences applicables aux données diffusées par la Métropole (données propres à la Métropole ou données de partenaires pour lesquelles la Métropole a eu délégation dudit partenaire pour la mise à disposition, via une convention), à savoir :

- les licences visées à l'article D 323-2-1 du CRPA, dont la licence ouverte / open licence version 2.0,  
- la "licence de réutilisation des données d'intérêt général" ;

b) - l'engagement de procéder d'ici le 31 décembre 2019, à la régularisation :

- d'une part, des licences en cours et de la situation des licenciés par la signature, au plus tôt, d'une nouvelle licence correspondant au nouveau cadre de cette délibération,

- d'autre part, des conventions avec les producteurs de données ayant confié pour diffusion, sous le dispositif de licences dorénavant abrogé, leurs données à la Métropole et de confirmer, au plus tôt, par voie de résiliation ou par voie d'avenant.

**3° - Autorise** monsieur le Président à signer :

a) - les contrats de licence et leurs annexes qui requièrent une authentification,

b) - les conventions et toutes les pièces y afférent, établies entre la Métropole et ses partenaires pour la publication de leurs données.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3725**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Prestations d'hébergement des services numériques, d'infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole de Lyon et prestation d'accompagnement associé à la transformation - Lancement de la procédure de dialogue compétitif pour un accord cadre de prestation de service - Autorisation de signer l'accord cadre de prestations de service à la suite d'une procédure de dialogue compétitif**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le contexte**

La Métropole de Lyon a confié, après mise en concurrence, l'infogérance de ses infrastructures internes sur site à un prestataire pour opérer les activités de supervision des incidents, d'administration (gestion des capacités et des performances des serveurs, du réseau) et d'exploitation (sauvegardes des données, traitements de nuit sur les données, transfert de données avec des partenaires) ainsi que la mise en place de nouvelles infrastructures ou de nouveaux logiciels.

L'exécution du marché public actuel n° 2016-84 "Infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole de Lyon" est assuré par la société Sopra Steria. Il prend fin le 14 mars 2020. Il a été notifié pour une durée globale de 4 ans avec des engagements annuels de commandes d'un montant minimum de 500 000 € HT, soit 600 000 € TTC et d'un montant maximum de 2 000 000 € HT, soit 2 400 000 € TTC. La dépense totale maximum sur ce marché public est donc de 8 000 000 € HT, soit 9 600 000 € TTC.

La Métropole fait également infogérer ses sites et ses services numériques pour les citoyens et partenaires (Toodego, Grand Lyon Connect, Trabool, Modely, etc.) par un hébergeur qui assure une haute disponibilité des infrastructures et garantit des niveaux d'engagements de services élevés. Le marché public actuel n° 2017-346 "Hébergement de services numériques de la Métropole de Lyon et infogérance d'infrastructures associées" est exécuté par la société Eolas depuis le 4 juillet 2017 pour une durée totale de 3 ans. Il arrive à échéance le 5 juillet 2020. Ce marché comporte un engagement de commandes annuel minimum de 150 000 € HT (soit 180 000 € TTC) et maximum de 600 000 € HT (soit 720 000 € TTC). Sa dépense totale maximum s'élève à 1 800 000 € HT, soit 2 160 000 € TTC.

Aujourd'hui, au vu des échéances respectives de ces 2 marchés, il est indispensable de renouveler ces cadres d'achat.

**II - Les enjeux**

Dans le cadre de la stratégie d'évolution des infrastructures des services numériques, la Métropole a fait le choix d'un nouveau scénario d'hébergement et d'infogérance des infrastructures de son système d'information en vue de confier les prestations d'hébergement et d'infogérance à un seul prestataire afin de garantir :

- des infrastructures plus agiles, plus simples et plus évolutives,
- une externalisation dans le Cloud simplifiée,
- des niveaux de services plus performants,
- une gouvernance globale,
- un coût global optimisé et maîtrisé.

Le renouvellement des 2 marchés d'infogérance et d'hébergement devrait donner lieu à une seule consultation sans allotissement. Il est nécessaire de faire concorder la fin de ces 2 marchés publics afin de permettre une compatibilité de calendrier sur les périodes de réversibilité des 2 prestataires actuels avec le futur prestataire. C'est pourquoi, le marché n° 2016-84 "Infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole de Lyon" va être prochainement prolongé de 6 mois, sans aucune incidence financière, jusqu'au 13 septembre 2020.

La nécessité de fusionner ces 2 marchés publics a été confirmée par le travail de sourcing réalisé préalablement, lequel a également permis de prendre connaissance des différents modèles proposés par les acteurs économiques d'infogérance. Ces études ont aussi démontré que les modalités actuelles d'exécution du marché d'infogérance sont obsolètes. Elles comportent, notamment, des limitations qui ne sont plus en phase avec les offres des acteurs économiques d'infogérance (ressources humaines dédiées sur site et limitées, activités récurrentes trop prégnantes et impactant les activités à la demande, indicateurs non mesurables ou inatteignables). Le choix de ne pas allotir ce marché public est également justifié par la nécessité de ne pas pénaliser les petites sociétés qui infogèrent, elles-mêmes, les infrastructures qu'elles hébergent. Ces sociétés ne pourraient pas candidater à un éventuel lot "hébergement seul" qui ne comprendrait aucune prestation d'infogérance. Ainsi les sociétés d'infogérance ont confirmé qu'elles ne se positionneraient pas sur un lot d'hébergement et démontrent toutes, une volonté et une capacité à infogérer à la fois l'infrastructure sur site Métropole et l'infrastructure hébergée.

Par ailleurs, l'enjeu de ce nouveau marché est de transformer la prestation, afin de tendre vers une forfaitisation des activités opérationnelles et de gouvernance, pour une maîtrise du coût global et de la qualité de service. Les activités récurrentes à faible valeur ajoutée pour la Métropole devront être industrialisées, standardisées et mutualisées afin de diminuer les coûts. Le nouveau marché devra permettre de suivre les variations d'activités et d'adapter le nombre d'infrastructures et de ressources humaines à la hausse comme à la baisse et prévoir des prestations d'assistance techniques aux opérationnels pour des besoins de conduite de projet, de mise en place de nouveaux processus d'exploitation ou d'expertise technique sur des solutions innovantes.

À l'issue de ces différentes études, la forme du marché public à lancer et la procédure la plus adéquate ont été identifiées parmi les différentes possibilités offertes par le code de la commande publique.

### III - Choix de la procédure

Le modèle économique choisi par la Métropole pour optimiser sa stratégie de réduction des coûts conduit donc à une fusion des 2 marchés publics précités.

Il est donc proposé de lancer un nouveau marché public intitulé "Prestations d'hébergement des services numériques, d'infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole de Lyon et prestation d'accompagnement associé à la transformation".

Ce marché public aurait pour objet la réalisation des prestations suivantes :

- prestations d'hébergement : mise à disposition de services de centres de données normalisés, certifiés et sécurisés (gestion thermique, contrôles des accès et supervision, énergies, fluides, accès opérateurs réseaux, etc.), de serveurs, d'équipements réseau et de sécurité, de stockage, de sauvegarde et de mise en haute disponibilité (PRA/PCA) des infrastructures,
- prestations d'infogérance pour le maintien en conditions opérationnelles : activités de supervision de la disponibilité des équipements, d'administration des performances et de la capacité et de la sécurité des éléments de l'infrastructure (serveurs, équipements réseaux, stockage) et d'exploitation (sauvegardes, ordonnancement des traitements sur les données, échange de fichiers avec les partenaires),
- prestations d'infogérance pour les mises en service de nouvelles infrastructures ou de nouvelles plateformes logicielles (systèmes d'exploitation, bases de données, serveurs web, etc.),
- prestations de gouvernance (plan d'assurance qualité, convention de services, comités de pilotage),
- prestations d'assistance technique et d'amélioration continue (fourniture de compétences particulières, plan de progrès, enquêtes de satisfaction),
- prestations d'accompagnement à la transformation (audits des activités, industrialisation, mise en place de processus de management des services).

Les activités de l'infogérance peuvent s'organiser selon des modèles économiques très différents où il faut faire de nombreux choix entre coûts, risques, niveaux de service et niveaux d'accompagnement humain nécessaire. Les besoins de la Métropole en la matière sont bien définis mais il paraît opportun de ne pas orienter la manière dont les acteurs économiques du domaine pourraient y répondre. C'est pour cette raison que la

procédure de dialogue compétitif paraît la mieux adaptée pour permettre aux sociétés de proposer des prestations innovantes et de nouveaux modèles économiques qui répondent aux besoins et enjeux de la nouvelle stratégie d'évolution des services numériques de la Métropole.

Au regard de ces enjeux et du contexte précités, les prestations pourraient être attribuées à la suite d'une procédure de dialogue compétitif, conformément aux articles L 2124-4, R 2124-5, R 2124-3 et R 2161-24 à R 2161-31 du code de la commande publique. Le dialogue compétitif est la procédure dans laquelle l'acheteur dialogue avec les candidats admis à participer à la procédure en vue de définir ou développer une ou plusieurs solutions de nature à répondre à ses besoins et sur la base de laquelle ou desquelles les participants au dialogue sont invités à remettre une offre.

Une prime serait allouée aux candidats participant au dialogue et dont l'offre ne serait pas retenue. Elle serait de 25 000 € nets de taxes, versée en fin de procédure pour chaque candidat non retenu, qui aurait participé à la totalité du dialogue et remis une offre finale à l'issue des cycles de dialogue.

Le nombre minimum de candidat admis à participer au dialogue est fixé à 3 et le nombre maximum également à 3.

Ce marché public prendrait la forme d'un accord-cadre mono-attributaire exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commandes selon les articles L 2125-1, R 2162-1, R 2162-3 à R 2162-9, R 2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique pour une durée ferme de 5 années.

L'article L 2125-1 du code de la commande publique précise que la durée des accords-cadres ne peut dépasser 4 ans pour les pouvoirs adjudicateurs et 8 ans pour les entités adjudicatrices, sauf dans des cas exceptionnels dûment justifiés, notamment, par leur l'objet ou par le fait que leur exécution nécessite des investissements amortissables sur une durée supérieure.

Prévoir une durée de 5 années permettrait l'amortissement des investissements engagés par le titulaire sur les 4 premières années. Ces investissements se feraient sur la formation nécessaire au titulaire sur des domaines techniques et le contexte du système d'information de la Métropole, sur les outils à mettre en place (supervision, ticketing) et sur l'organisation de la transformation à mettre en place pour permettre d'atteindre un gain de productivité. La 5<sup>ème</sup> année servirait à la préparation d'un nouveau cycle d'exécution dans le cadre du marché suivant ainsi qu'à l'organisation et à la réalisation de sa réversibilité. L'article 31-4 du cahier des clauses administratives générales de techniques de l'information et de la communication définit la réversibilité comme "l'opération de retour de responsabilité technique, par laquelle le pouvoir adjudicateur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire du marché d'infogérance arrivant à terme". En cas de changement de titulaire, le prestataire informatique doit permettre à son successeur d'assurer la reprise de la gestion du système informatique du client en lui transmettant les informations utiles dont il dispose.

Le marché public comporterait un montant minimum de 3 500 000 € HT, soit 4 200 000 € TTC mais ne comporterait pas de montant maximum pour la durée ferme de 5 ans.

L'estimation de ce marché public pour sa durée globale de 5 ans est de 7 750 000 € HT, soit 9 300 000 € TTC. Elle correspond à la somme des montants des prestations réalisées dans les 2 marchés précités, soit 1 500 000 € HT par an (1 300 000 € HT pour le marché "d'infogérance" et 200 000 € HT pour le marché d'hébergement), soit 7 500 000 € HT pour la durée ferme et globale de 5 années. À ce montant s'ajoute 250 000 € HT correspondant aux phases de réversibilité à opérer entre les titulaires sortants et le titulaire entrant.

Il est donc proposé au Conseil d'autoriser monsieur le Président à signer l'accord-cadre mono-attributaire exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commandes pour les prestations d'hébergement des services numériques, d'infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole et de prestation d'accompagnement associé à la transformation, conformément à l'article L 3221-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** le lancement de la procédure en vue de l'attribution de l'accord-cadre mono-attributaire exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commandes relatif aux prestations de services pour l'hébergement des services numériques, l'infogérance des infrastructures du système d'information de la Métropole et prestation d'accompagnement associé à la transformation.

**2° - Autorise**, dans le cas où la procédure de dialogue compétitif est déclarée infructueuse, monsieur le Président à engager une nouvelle procédure de dialogue compétitif ou à poursuivre par la voie de la procédure avec négociation (article R 2124-3 6° du code de la commande publique) aux conditions prévues par le code de la commande publique, selon la décision de l'acheteur.

**3° - Les offres** seront choisies par la commission permanente d'appel d'offres de la Métropole.

**4° - Autorise** monsieur le Président à signer l'accord-cadre mono-attributaire exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commandes pour la réalisation des "Prestations d'hébergement des services numériques, d'infogérance des infrastructures du système d'informations de la Métropole de Lyon et prestation d'accompagnement associé à la transformation " et tous les actes y afférents, pour un montant minimum de 3 500 000 € HT, soit 4 200 000 € TTC mais sans montant maximum pour une durée ferme de 5 années.

**5° - Les dépenses** en résultant, sur la durée totale du marché seront imputées sur les crédits à inscrire au budget principal - exercices 2020 et suivants :

- en fonctionnement sur l'opération n° OP2804983 - chapitre 011,
- en investissement sur toutes les opérations récurrentes concernées - chapitre 20.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3726**

commission principale : **développement économique, numérique, insertion et emploi**

objet : **Convention de coopération décentralisée entre la municipalité d'Addis Abeba, la Métropole de Lyon et la Ville de Lyon pour la période 2020-2022**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'attractivité et des relations internationales**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Les 1<sup>ères</sup> actions de coopération entre les 2 villes ont commencé en 1999 par l'appui de l'Agence d'urbanisme de Lyon auprès de la municipalité d'Addis Abeba lors de la 1<sup>ère</sup> révision de son schéma directeur. Ces 1<sup>ères</sup> actions ont été soutenues financièrement par l'Ambassade de France en Éthiopie.

Depuis, cette coopération n'a cessé d'évoluer au travers, notamment, du projet Fonds de solidarité prioritaire (FSP) pour la mise en application du schéma directeur de 2003 à 2009, financé par le Ministère français des affaires étrangères (MAE), puis par l'Agence française de développement (AFD). L'Agence d'urbanisme de Lyon et les services techniques de la Communauté urbaine de Lyon devenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 la Métropole, ont été impliqués dans les domaines de la planification urbaine, des projets d'aménagement urbain, des transports publics, de la politique du logement, des aires de marchés et de la gestion des déchets ménagers.

Dans l'objectif de renforcer ce partenariat, la municipalité d'Addis Abeba et la Communauté urbaine de Lyon ont signé un protocole d'accord le 26 mai 2009, donnant un cadre à des relations de jumelage et de coopération décentralisée.

Une 1<sup>ère</sup> convention de coopération décentralisée donnant un cadre technique et juridique à ce partenariat, approuvée par délibération du Conseil n° 2009-0990 du 28 septembre 2009, a été signée le 8 avril 2010 pour une durée de 3 ans.

Une 2<sup>ème</sup> convention de coopération décentralisée, tenant compte d'un financement complémentaire de l'AFD, approuvée par délibération du Conseil n° 2012-3072 du 25 juin 2012, a été signée le 7 novembre 2012 pour une durée de 2 ans.

Une 3<sup>ème</sup> convention de coopération décentralisée, approuvée par délibération du Conseil n° 2015-0293 du 11 mai 2015, a été signée le 19 avril 2016 entre la Métropole et la municipalité d'Addis Abeba.

Dans l'objectif de renforcer cette coopération, une convention de financement entre l'Agence d'urbanisme de Lyon, l'AFD et la municipalité d'Addis Abeba a été signée le 23 mai 2017, et permis d'organiser un volume supplémentaire de missions.

Enfin, une coopération entre le Musée des Confluences et le Musée national éthiopien est née avec la signature d'un accord entre ces 2 musées, le 8 octobre 2016.

Ces accords ont permis d'inscrire la coopération dans la durée et de travailler sur les thématiques suivantes :

- le développement urbain et la planification urbaine,
- la qualité urbaine, les espaces publics et les espaces verts,
- les transports publics,
- la gestion des ordures ménagères,
- les échanges entre le Musée national éthiopien et le Musée des Confluences,
- les échanges économiques.



La 3<sup>ème</sup> convention de coopération décentralisée étant arrivée à son terme en avril 2019, il est proposé de renouveler cet accord entre la municipalité d'Addis Abeba, la Métropole et la Ville de Lyon.

## **I - Bilan de la coopération 2016-2018**

La 3<sup>ème</sup> convention de coopération a été marquée par une montée en puissance des échanges techniques et officiels et a permis de développer cette coopération dans de nouveaux domaines. Globalement, le programme d'origine a été réalisé (26 missions techniques réalisées sur 30 de prévues et 32 personnes accueillies sur 18 prévues).

En plus de l'organisation habituelle de missions techniques à Addis Abeba et de voyages d'étude à Lyon, il a été proposé durant cette période d'organiser des ateliers de travail permettant de réunir un nombre important d'acteurs éthiopiens concernés par une thématique et de les faire travailler ensemble sur des cas concrets.

Enfin, 2 missions officielles lyonnaises se sont rendues à Addis Abeba durant cette période, l'une économique en avril 2016 et l'autre conduite pour la 1<sup>ère</sup> fois par le Maire de Lyon en juillet 2018.

### **1° - Le développement urbain et la planification urbaine**

Le développement urbain et la planification urbaine sont depuis le début les thématiques principales des échanges entre les techniciens des 2 agglomérations. À la suite de la 2<sup>ème</sup> révision du schéma directeur d'Addis Abeba intervenue entre 2012 et 2017, les objectifs se sont focalisés plus particulièrement sur les politiques sectorielles liées au schéma directeur, à la mise en application du schéma directeur, et à la réalisation des opérations d'urbanisme.

Outre plusieurs missions techniques, un atelier sur le métier d'aménageur pour la réalisation des opérations d'urbanisme prioritaires a été organisé en novembre 2018 à Addis Abeba, animé par 5 techniciens lyonnais et regroupant 45 participants.

### **2° - La qualité urbaine**

Cette thématique a émergé progressivement de la précédente et est devenue l'un des objectifs principaux de cette coopération depuis 2016. L'objectif principal est d'améliorer la qualité de vie des habitants en améliorant la qualité des espaces publics, des espaces verts et des bords de rivière, ainsi qu'en apportant une assistance à la création de parcs naturels.

Un 1<sup>er</sup> atelier sur les trames verte et bleue a été organisé en novembre 2017 à Addis Abeba, animé par 4 techniciens lyonnais et regroupant 120 participants.

### **3° - Les transports publics**

Cette thématique est traitée depuis le début de la coopération dans le cadre du schéma directeur, puis s'est progressivement focalisée sur l'exploitation des bus, l'organisation du réseau et l'appui à la réalisation des lignes de bus en site propre structurantes. L'une de ces lignes, la ligne 2, financée par l'AFD, est en cours de réalisation.

À ce titre, une mission spécifique a été organisée en mai 2017 pour l'intégration de la ligne 2 de bus en site propre et la relecture des termes de références pour le lancement d'un plan de déplacements urbains (PDU).

### **4° - La gestion des déchets ménagers**

Cette thématique n'a pas pu être abordée durant cette période, par manque de sollicitation, sur un sujet devenu très sensible politiquement. Cette thématique ne sera pas reconduite pour le moment.

### **5° - La coopération entre les musées**

Sous l'impulsion de l'Ambassade d'Éthiopie, une nouvelle coopération est née en octobre 2016, afin de faire intervenir le Musée des Confluences auprès du Musée national éthiopien dans son projet de nouveau musée de l'humanité et dans la réorganisation du musée actuel.

Depuis 2016, cette coopération a été l'occasion de nombreux échanges avec l'organisation de l'accueil de 4 délégations à Lyon et de 4 missions techniques à Addis Abeba.

Un séminaire de formation a été organisé en octobre 2018 à Addis Abeba auprès du personnel du musée national afin de créer un nouveau parcours d'exposition.

### **6° - Le développement économique**

Comme dans toutes les coopérations menées par la Métropole, les liens tissés avec les villes partenaires permettent d'organiser des délégations économiques, une 1<sup>ère</sup> délégation économique a été organisée en avril 2016 à Addis Abeba avec 8 entreprises françaises, autour de rencontres avec les acteurs économiques publics et privés éthiopiens.

## **II - Plan d'action prévisionnel de la coopération sur la période 2020-2022**

Afin de poursuivre cette coopération, il est proposé une nouvelle convention permettant de consolider les axes de travail qui ont fait leur preuve.

La nouvelle convention sera organisée autour de 4 grands axes.

### **1° - Développement urbain et planification urbaine**

Suite au travail précédent, les partenaires souhaitent s'impliquer dans :

- la mise en application du nouveau schéma directeur,
- la réalisation des opérations d'urbanisme du centre historique ou des centres secondaires comme celui de Kaliti, Piazza, la Gare, etc.,
- l'assistance technique auprès des services (planification urbaine, gestion du foncier, agence du logement, etc.), administrations et autres partenaires concernés par les projets de développement urbain,
- les politiques sectorielles de développement urbain.

### **2° - Qualité urbaine - Trames verte et bleue**

En lien avec la mise en application du schéma directeur et en lien avec le projet "Sheger" lancé par le Premier Ministre d'Éthiopie, il est proposé de travailler sur la qualité des projets urbains et des espaces publics réalisés par la municipalité d'Addis Abeba et, notamment, sur :

- mise en application des trames verte et bleue,
- conception et processus de réalisation des espaces publics,
- qualité des espaces publics, des places, des trottoirs et des espaces verts,
- embellissement de la ville et aménagement paysager,
- protection des rivières et des rives : assistance technique à la réhabilitation de certains tronçons de rivières consacrés à l'aménagement paysager et à la création de nouveaux parcs, dans le cadre du projet "Sheger",
- entretien des espaces publics,
- suivi des politiques consacrées à la qualité urbaine,
- parcs naturels tels que les zones d'Entoto et du sud de l'aéroport.

### **3° - Transports publics**

Les transports publics à Addis Abeba sont structurés autour des 2 lignes de tramway, des projets de lignes de bus en site propre, des réseaux de bus Ambessa et Sheger et du réseau de taxi. La coopération poursuivra les actions dans les domaines suivants :

- soutien aux autorités de transport pour suivre le nouveau PDU, notamment, en ce qui concerne :
  - . la cohérence entre le schéma directeur et le PDU,
  - . la localisation des nouvelles plates-formes multimodales (hubs),
  - . le tracé de nouvelles lignes de transport en commun,
  - . la politique piétonne, confort et accessibilité ;

- études de préféabilité de nouvelles lignes de bus en site propre,
- exploitation des bus,
- organisation de pôles intermodaux,
- gestion du trafic et politique du stationnement,
- liens entre urbanisme et transports.

#### 4° - Culture et patrimoine

Afin de poursuivre les échanges culturels, les partenaires décident de :

- soutenir des projets culturels organisés par des acteurs éthiopiens ou français à Addis Abeba ou à Lyon,
- renforcer la coopération entre le Musée national éthiopien et le Musée des Confluences en matière de scénographie muséale, de narration d'un discours scientifique, de disposition des œuvres, de conservation et de documentation des collections. Un accord spécifique avec un financement spécifique pourrait être signé,
- préserver le patrimoine bâti en ville et au bord des rivières.

#### 5° - Autres domaines

Une attention sera apportée aux domaines du développement économique, du développement durable, du sport et des universités, afin de favoriser, voire d'organiser des actions communes permettant une plus grande mise en relation des habitants et des acteurs des 2 villes.

Pour tous les domaines concernés, il sera recherché des partenariats multiples afin de faciliter les échanges entre villes ayant des problématiques similaires, ainsi qu'auprès de bailleurs de fonds susceptibles d'apporter des financements complémentaires.

### III - Modalités de mise en œuvre

Ce programme de coopération sera mis en œuvre annuellement selon le mode d'intervention suivant :

- la Métropole s'engage à organiser des sessions de formation ou de missions d'expertise technique d'une semaine à Addis Abeba (6 personnes par an en moyenne) et des accueils de stagiaires d'une semaine à Lyon (6 personnes par an en moyenne),
- la Métropole prendra en charge les frais de transport aérien et de repas des 6 missions à Addis Abeba, les frais de transport aérien, d'hébergement, de repas et de transports à Lyon des 6 stagiaires accueillis, ainsi que des frais de communication et d'organisation à Lyon,
- la Ville de Lyon s'engage à organiser des sessions de formation ou de missions d'expertise technique d'une semaine à Addis Abeba (1 personne par an en moyenne),
- la Ville de Lyon prendra en charge les frais de transport aérien et de repas des missions à Addis Abeba,
- la municipalité d'Addis Abeba prendra en charge les frais d'hébergement et de transports locaux des 7 missions à Addis Abeba, ainsi que les frais de communication et d'organisation à Addis Abeba.

Le budget prévisionnel annuel se répartit de la manière suivante :

	Valorisation (en €)	Numéraire (en €)	Total (en €)
Métropole de Lyon	61 400	24 300	85 700
Ville de Lyon	4 000	1 550	5 550
Municipalité d'Addis Abeba	2 700	9 900	12 600
<b>Total</b>			<b>103 850</b>

La contribution totale de la Métropole s'élèverait au maximum à 257 100 € pour les 3 années de la convention (2020-2022), engagement prévisionnel similaire à la précédente convention. Elle se répartit comme suit :

- 184 200 € en coûts indirects (valorisation du temps de travail, charges),
- 72 900 € en coûts directs (prestations) ;

Vu l'article L 1115-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** la convention de coopération décentralisée entre la Métropole, la Ville de Lyon et la municipalité d'Addis Abeba pour la période 2020-2022, représentant un montant maximal de dépenses prévisionnelles de 257 100 € dont 184 200 € de valorisation et 72 900€ de prestations directes.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - Les dépenses** de fonctionnement, soit 72 900 €, seront imputées sur les crédits à inscrire au budget principal - exercices 2020, 2021 et 2022 - chapitre 011 - opération n° 0P02O5419.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3727**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Soutien à la vie associative ou structures assimilées relatif à l'action internationale - Attributions de subventions dans le cadre de l'appel à projets internationaux (AAPI) 2019 - 2ème phase - Lancement de l'AAPI 2020**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'attractivité et des relations internationales

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La loi d'orientation et de programmation n° 2014-773 du 7 juillet 2014 relative à la politique de développement et de solidarité internationale, définit les principes et le cadre d'action possible pour les collectivités territoriales en la matière ainsi que la loi n° 2016-1657 du 5 décembre 2016 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales (AECT).

Engagée dans des partenariats de territoire à territoire, la Métropole de Lyon a une longue tradition d'échanges internationaux. Dans ce cadre, elle contribue à son échelle, et sur la base de ses compétences, aussi souvent que possible en lien avec les acteurs de son territoire détenteurs d'expériences et de savoir-faire spécifiques, à apporter par les échanges sur les politiques publiques des réponses aux enjeux et défis du XXI<sup>e</sup> siècle : croissance et mobilité urbaine, innovations et adaptation face aux changements climatiques, conséquences des instabilités géopolitiques mondiales, interdépendances socio-économiques, développement d'activités économiques et des emplois et vivre ensemble.

**I - Les objectifs poursuivis par la Métropole, les thématiques et les critères de sélection des projets**

La Métropole travaille avec l'écosystème des acteurs de notre territoire représentant un réel potentiel d'expertise, d'innovation et de mobilisation. Dans ce cadre, elle peut soutenir des actions menées par les acteurs locaux du territoire dont les actions sont cohérentes avec les principaux axes stratégiques à l'international de la Ville de Lyon et de la Métropole : stratégie Europe et animation territoriale sur les politiques européennes, coopérations internationales bilatérales géographiques et thématiques, coopération au développement avec les pays émergents, internationalisation du territoire, promotion de la francophonie, information et sensibilisation des citoyens, notamment les publics jeunes, aux thématiques internationales permettant de mieux connaître les cultures du monde et les grands enjeux mondiaux.

Dans le cadre du service commun des relations internationales, la Métropole et la Ville de Lyon poursuivent l'optimisation de leurs ressources, le travail d'accompagnement et de mise en interaction des acteurs du territoire pour renforcer l'impact de leurs politiques respectives permettant de conduire une stratégie complète et intégrée dans le domaine des relations internationales. Sur cette thématique des acteurs locaux développant des actions internationales, la Métropole et la Ville de Lyon ont souhaité lancer une procédure commune d'appel à projets pour le financement des subventions relevant de leurs compétences respectives.

Cet appel à projets à procédure commune a été conçu pour répondre aux objectifs suivants :

- stimuler l'engagement de la société civile, et plus particulièrement de la jeunesse, face aux défis sociétaux du XXI<sup>e</sup> siècle,
- faire émerger des dynamiques d'actions renouvelées, innovantes et concertées dans le cadre des compétences de la Métropole,
- structurer l'accompagnement des porteurs de projets du territoire et soutenir une plus forte efficacité collective,
- optimiser l'impact local des actions collectives en cohérence ici et là-bas.

L'AAPI est un dispositif qui, 2 fois par an (en avril et en octobre), propose aux acteurs locaux de se positionner sur la base d'un cahier des charges correspondant aux axes de la politique internationale de la collectivité selon les 4 thématiques suivantes :

- favoriser les dynamiques d'internationalité,
- développer et promouvoir la francophonie,
- faciliter le dialogue des cultures par l'éducation à la citoyenneté européenne et internationale,
- soutenir des projets de solidarité internationale pour favoriser le développement local.

### **1° - Les dynamiques d'internationalité sur le territoire de la Ville de Lyon et de la Métropole**

Les critères de sélection sur cette thématique sont les suivants :

- la contribution du projet à l'attractivité et aux politiques d'accueil des territoires en cohérence avec les orientations de développement international de la Ville de Lyon et de la Métropole,
- la contribution du projet au rayonnement international de la Ville de Lyon et de la Métropole sur la scène européenne et internationale et en particulier de leurs emblèmes,
- la contribution du projet à la coopération avec les communautés créatives et culturelles,
- l'approche multi-acteurs et collective,
- le nombre et/ou la qualité des bénéficiaires.

### **2° - Le développement et la promotion de la francophonie sur le territoire de la Ville de Lyon et de la Métropole, en lien avec les territoires partenaires**

Les critères de sélection sur cette thématique sont les suivants :

- la qualité de la participation citoyenne à l'échelle de la Ville de Lyon et de la Métropole, notamment, des plus jeunes, sur des actions et des événements valorisant la francophonie,
- l'approche multi-acteurs, faisant émerger la diversité des acteurs et des thématiques contribuant à la francophonie (culture, éducation, linguistique, développement économique, droits de l'homme, etc.),
- le croisement de la francophonie avec les grands enjeux des politiques publiques (culture, numérique, développement économique, vie associative, etc.) pour faire émerger de nouveaux projets,
- le nombre et/ou la qualité des bénéficiaires,
- la cohérence des actions proposées avec les territoires partenaires.

### **3° - L'éducation à la citoyenneté européenne et internationale, le dialogue des cultures sur le territoire de la Ville de Lyon et de la Métropole et sur les territoires partenaires**

Les critères de sélection sur cette thématique sont les suivants :

- la qualité de la participation citoyenne, notamment des jeunes, et l'accompagnement à la prise de conscience sur les grands enjeux internationaux du XXI<sup>e</sup> siècle,
- la promotion de la diversité des cultures en favorisant la rencontre des citoyens lyonnais et métropolitains sur le territoire lors d'échanges et d'événements,
- l'approche multi-acteurs et collective du projet,
- le nombre et/ou la qualité des bénéficiaires.

### **4° - Les projets de solidarité internationale menés avec des territoires émergents sur la base d'échanges réciproques et solidaires, visant à favoriser le développement local et l'autonomie des populations bénéficiaires (hors projets fonds eau)**

Les projets identifiés doivent s'inscrire dans un ou plusieurs objectifs suivants : le développement local et durable, le respect des ressources et des cultures, l'accès aux droits fondamentaux, en particulier pour les femmes et les enfants, l'émergence de la société civile des territoires partenaires, les démarches partenariales avec les secteurs de l'économie sociale et solidaire, de la microfinance et de l'entrepreneuriat, l'appui à la gouvernance locale.

Les critères de sélection sur cette thématique sont les suivants :

- la pertinence du diagnostic des besoins identifiés, la fiabilité des données et la viabilité de la réponse apportée qui devra s'appuyer sur les acteurs locaux des territoires partenaires,
- le projet favorisant la rencontre des habitants lyonnais et métropolitains sur le territoire,
- l'approche multi-acteurs du projet,
- le nombre et/ou la qualité des bénéficiaires.

## II - Bilan de la phase n° 1 de l'AAPI 2019,

Pour la 1<sup>ère</sup> phase de l'appel à projets 2019, 60 dossiers ont été reçus, dont 27 portés par de nouveaux porteurs de projets.

Par délibération du Conseil n° 2019-3353 du 18 mars 2019, la Métropole a procédé à l'attribution de subventions dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> phase de l'AAPI 2019. Vingt-cinq structures ont été retenues pour la réalisation de leur projet à caractère international en 2019, pour un montant total de subventions de 152 800 € dont :

- 8 dossiers sur la thématique de l'internationalité,
- 4 dossiers sur la thématique de la francophonie,
- 4 dossiers sur la thématique de l'éducation à la citoyenneté européenne et internationale,
- 9 dossiers sur la thématique de la solidarité internationale.

La mise en place de l'AAPI a rempli son objectif de générer de nouvelles initiatives au service du développement des territoires et de leurs habitants, ici et là-bas. Ce dispositif s'appuyant sur ces nombreux acteurs permet de mieux valoriser les forces en présence, de favoriser l'intelligence collective en s'appuyant sur la communauté d'acteurs qui représente un véritable potentiel d'expertise, d'innovation et de mobilisation. Les initiatives des acteurs locaux et du tissu associatif participent au développement et au rayonnement international et s'inscrivent, à ce titre, dans les politiques publiques portées par la Métropole. Ces actions sont un ferment de lien social et de cohésion territoriale ici et là-bas. L'alliance des collectivités territoriales et des sociétés civiles contribue au dialogue des cultures sur le territoire métropolitain en lien avec les partenaires dans le monde entier.

## III - Résultats de la phase n° 2 de l'AAPI 2019 et proposition de financement

Pour la 2<sup>ème</sup> phase de l'appel à projets 2019, 57 dossiers ont été reçus, dont 17 portés par de nouveaux porteurs de projets.

Trente-sept structures ont été retenues pour la réalisation de leurs projets à caractère international en 2019, dont 14 nouveaux porteurs de projets et pour un montant de 130 000 €, répartis de la manière suivante :

- 15 dossiers sur la thématique de l'internationalité,
- 2 dossiers sur la thématique de la francophonie,
- 11 dossiers sur la thématique de l'éducation à la citoyenneté européenne et internationale,
- 9 dossiers sur la thématique de la solidarité internationale.

Il est proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions de fonctionnement dans la phase n° 2 de l'AAPI 2019, au profit de 37 structures dont le détail est fourni en annexe, pour la réalisation de leur projet à caractère international en 2019 pour un montant de 130 000 €.

Le versement de la subvention (projet hors convention) interviendra en une seule fois, au plus tard le 31 décembre de l'année civile au titre de laquelle ladite subvention est attribuée, sur présentation d'un appel de fonds qui devra parvenir au plus tard le 30 novembre. Les subventions avec convention seront versées selon les modalités de versement indiquées dans la convention. Chaque association devra, en outre, fournir à la Métropole, un bilan qualitatif et financier du projet subventionné, dans un délai de 6 mois à compter de sa réalisation.

## IV - Lancement de l'AAPI 2020

Il est proposé de reconduire, pour l'année 2020, l'organisation d'un nouvel AAPI, selon une procédure commune avec la Ville de Lyon et sur la base des mêmes objectifs renouvelés.

Les modalités d'organisation sont les suivantes :

- les demandes de subvention pour les projets sont à déposer auprès du service commun des relations internationales de la Ville de Lyon et la Métropole, par courrier ou par mail,
- pour la Métropole, ils seront instruits par ce service selon les objectifs poursuivis par la collectivité sur son champ de compétences et selon les calendriers prévisionnels suivants :
  - . **phase n° 1** : lancement de l'appel à projets le 1<sup>er</sup> octobre 2019
  - . date de clôture de dépôt des dossiers le 31 octobre 2019,
  - . présentation de la délibération relative aux subventions de fonctionnement ou d'investissement pour les projets financés lors d'un Conseil de Métropole du 1<sup>er</sup> semestre 2020 ;

- . **phase n° 2** : lancement de l'appel à projets le 1<sup>er</sup> avril 2020
- . date de clôture de dépôt des dossiers le 30 avril 2020,
- . présentation de la délibération relative aux subventions de fonctionnement ou d'investissement pour les projets financés lors d'un Conseil de Métropole du 2<sup>ème</sup> semestre 2020.

Les critères d'éligibilité sont les suivants :

- l'appel à projets est ouvert aux associations, aux groupements d'intérêt public, établissements publics domiciliés ou ayant leur siège social sur le territoire de la Métropole,
- les initiatives des porteurs de projets doivent contribuer à l'intérêt général,
- les initiatives des porteurs de projets doivent contribuer à l'intérêt local de la Métropole.

Chaque projet retenu pourra être subventionné par la Métropole ou conjointement par la Métropole et la Ville de Lyon.

Dans les 2 cas, le montant total des subventions accordées sera plafonné à 50 % des dépenses éligibles du budget global prévisionnel du projet. En conséquence, le financement du projet doit reposer sur d'autres sources de financement.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le principe du lancement d'un AAPI pour l'année 2020 et les critères de sélection des projets tels que présentés dans la présente délibération, dans le cadre du budget qui sera autorisé sur cette thématique ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations et structures, d'un montant total de 130 000 € au titre de la 2<sup>ème</sup> phase de l'AAPI de l'année 2019, au profit des 37 bénéficiaires selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et les structures suivantes : Centre chorégraphique national de Rillieux la Pape (CCNR), Festival du film court, Maison des solidarités locales et internationales, Sens interdits, Union nationale pour le sport scolaire (UNSS), définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention,

c) - les principes généraux d'organisation de l'AAPI 2020, les critères d'attribution et les calendriers, tels que décrits dans le rapport pour les 4 thématiques suivantes proposées :

- l'internationalité de la Ville de Lyon,
- la promotion de la francophonie,
- l'éducation à la citoyenneté européenne et internationale,
- la solidarité internationale.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 130 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P02O1920.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.



**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

## APPEL A PROJETS INTERNATIONAUX 2019 phase 2

### Annexe des bénéficiaires de subvention

	Thématique	Nom Tiers bénéficiaire	Adresse	Objet	Avis montant (€)
1	Education à la citoyenneté	<b>APASHES (ATELIER PRODUCTIONS AUDIO SCIENCES HUMAINES)</b>	28 rue de la Thibaudière 69007 LYON	Soutien à une œuvre documentaire : mémoires migratoires des premiers arrivants originaires d'Afrique subsaharienne implantés en métropole lyonnaise pendant la période des indépendances (années 1960- 1970)	5 000
2	Education à la citoyenneté	<b>APOYO URBANO</b>	29 rue Cavenne 69007 LYON	Festival "Cap ou pas cap" St Fons - Amérique Latine : défis enfants-parents sur les objectifs du développement durable	4 000
3	Education à la citoyenneté	<b>BUBBLE ART</b>	28 rue Anatole France 69100 VILLEURBANNE	Plateforme média UMAN : productions radio, vidéos et ateliers de médiation	4 000
4	Education à la citoyenneté	<b>FASO MONDE</b>	54 rue Eugene Marechal 69200 VENISSIEUX	2ème édition du festival des Nuits du Faso	2 000
5	Education à la citoyenneté	<b>ILIMITROF CPG</b>	72 rue du Vallon 69280 MARCY L'ETOILE	Festival franco-chinois interactif " je me suis engagé, oui, mais j'ai oublié " sur la notion d'engagement de la société civile	5 000
6	Education à la citoyenneté	<b>IREX EUROPE</b>	11 rue Aimé Collomb 69003 LYON	Programme 2019 "L'éducation aux médias, à l'information et à la pensée critique" : conférence internationale, projections de films et discussions publiques	2 000
7	Education à la citoyenneté	<b>JEUNES SAPEURS POMPIERS GIVORS GRIGNY</b>	2 avenue du professeur Flemming 69700 GIVORS	Promouvoir la citoyenneté, le sens civique et l'esprit de dévouement des jeunes pompiers dans le cadre d'échanges professionnels avec la Fire Academy de New York	2 000
8	Education à la citoyenneté	<b>MAISON DES SOLIDARITES LOCALES ET INTERNATIONALES</b>	215 rue Vendome 69003 LYON	Programme d'actions grand public 2019 : s'engager dans un monde durable et solidaire	7 500
9	Education à la citoyenneté	<b>OPS</b>	3 D rue des Capucins 69001 LYON	Projet Lyon - Porto Novo visant à accompagner les enfants sur la réduction des déchets et le ré-emploi de ces matières premières	1 500
10	Education à la citoyenneté	<b>TOUT VA BIEN</b>	56 route de Genas 69003 LYON	Femmes et migrations : hors-série du journal "Tout va bien"	3 000
11	Education à la citoyenneté	<b>UNSS (UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE)</b>	5 impasse Catelin 69002 LYON	Programme d'actions "Supporters du Monde" dans le cadre de l'organisation de la coupe du monde de futsal 2020	5 000
12	Francophonie	<b>FESTIVAL DU FILM COURT FRANCOPHONE DE VAULX EN VELIN</b>	20 rue Robert Desnos 69120 VAULX EN VELIN	20ème édition du festival du film court francophone de Vaulx en Velin "un poing c'est court"	10 000
13	Francophonie	<b>SATE ATRE</b>	32 rue Du 24 Avril 1915 69150 DECINES CHARPIEU	Promotion du théâtre français en partenariat avec les acteurs de la francophonie en Arménie	4 000
14	Internationalité	<b>ANATE (ASSOCIATION DE NETWORKING ET D'ACCOMPAGNEMENT DANS LE TISSU ECONOMIQUE)</b>	100 route de Vienne 69008 LYON	"ANATE Academy" : développement d'un réseau de compétences France-Tunisie	5 000
15	Internationalité	<b>ASSOCIATION SPORTIVE LYON CALUIRE HAND BALL</b>	1 rue Curie 69300 CALUIRE ET CUIRE	Programme sportif et interculturel dans le cadre de la Partille Cup - tournoi international junior de handball à Göteborg	2 000
16	Internationalité	<b>AVF LYON RHONE</b>	5 place de la Baleine 69005 LYON	AVF@le monde : accueil des nouveaux arrivants internationaux sur la métropole lyonnaise	2 500
17	Internationalité	<b>CCNR (CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE RILLIEUX LA PAPE)</b>	30 ter avenue Général Leclerc 69140 RILLIEUX LA PAPE FRANCE	Tournée CCNR à Canton et Hong-Kong (représentations et workshop)	5 000
18	Internationalité	<b>CHAMBRE DE COMMERCE FRANCE ISRAEL RHONE ALPES</b>	33 rue Bossuet 69006 LYON	Programme d'échanges de savoir-faire dans les secteurs de l'éco-énergie environnementale	3 500
19	Internationalité	<b>CMTRA (CENTRE DES MUSIQUES TRADITIONNELLES RHÔNE-ALPES)</b>	46 cours Dr Jean Damidot 69100 VILLEURBANNE	Festival 2019 à Lyon "Les jeudis des musiques du monde"	2 000
20	Internationalité	<b>ECRAN LIBRE</b>	2 rue Général Brulard 69003 LYON	Rencontres internationales du film documentaire : du projet à la projection publique Lyon - Ouagadougou - Erevan	2 500

	Thématique	Nom Tiers bénéficiaire	Adresse	Objet	Avis montant (€)
21	Internationalité	<b>JEUNES AMBASSADEURS</b>	20 rue de la Bourse 69002 LYON	Mise en réseau des Jeunes Ambassadeurs : déploiement d'outils numériques	2 000
22	Internationalité	<b>L' ASSOCIATION DU SUN TRIP</b>	100 route de Vienne 69008 LYON	2ème édition du raid Lyon-Canton en vélos solaires	4 000
23	Internationalité	<b>LA CINE FABRIQUE</b>	24 rue Emile Decorps 69100 VILLEURBANNE	"Cine Nomad School" : programme d'échanges d'étudiants d'écoles de cinéma d'Afrique, d'Europe et d'Asie pour écrire et réaliser ensemble des courts-métrages	2 500
24	Internationalité	<b>LYON BANDE DESSINEE ORGANISATION</b>	9 quai Lassagne 69001 LYON	Programme de promotion de la bande dessinée française et du savoir-faire métropolitain aux Etas-Unis	5 000
25	Internationalité	<b>LYON INTERNATIONAL</b>	7 rue Major Martin 69001 LYON	Programme d'accueils et de rencontres interculturelles 2019	2 500
26	Internationalité	<b>SENS INTERDITS</b>	16 rue François Dauphin 69002 LYON	10ème anniversaire du festival Sens Interdits : programme "jeunes reporters internationaux" : parcours d'initiation aux nouveaux média	3 000
27	Internationalité	<b>SILK ME BACK</b>	6 rue de la Favorite 69005 LYON	"Trans-Silking-Express" Lyon - Chine : projet textile dans le cadre de la route de la Soie	2 000
28	Internationalité	<b>XLR PROJECT</b>	20 rue Longue 69001 LYON	"Afrique numérique" : projet culturel avec le support des arts numériques	2 000
29	Solidarité Internationale	<b>AGIR ENSEMBLE POUR LES DROITS DE L HOMME</b>	16 avenue Berthelot 69007 LYON	Programme d'accueil de femmes défenseures des droits humains d'Afrique centrale francophone : rencontres, débats et échanges d'expériences, soutien au développement de la société civile	3 000
30	Solidarité Internationale	<b>COSIM AUVERGNE RHONE ALPES</b>	58 rue Raulin 69007 LYON	Journée internationale des migrants	2 000
31	Solidarité Internationale	<b>ENTREPRENEURS DU MONDE</b>	4 allée du Textile 69120 VAULX EN VELIN	Emergence : programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat et l'insertion professionnelle dans les zones périurbaines précaires de Ouagadougou	5 000
32	Solidarité Internationale	<b>ERIS</b>	2 rue Duquesne 69006 LYON	Programme d'insertion socio-professionnelle à destination des personnes réfugiées à Lyon par l'apprentissage du français dans le cadre d'un restaurant associatif	2 500
33	Solidarité Internationale	<b>KARAKIB</b>	21 rue d'Austerlitz 69004 LYON	"World Beat Wahad 2019" : résidence artistique, formation et initiations en Palestine	5 000
34	Solidarité Internationale	<b>MISOLA AUVERGNE RHONE ALPES</b>	3 rue Hector Berlioz 69500 BRON	Programme de lutte contre la malnutrition aigüe des enfants au Mali, création d'unités de production de farine	2 000
35	Solidarité Internationale	<b>MUSCARI</b>	6 chemin du Chalet 69370 SAINT DIDIER AU MONT D'OR	Programme de renforcement de compétences dans le secteur des métiers d'art Lyon - Arménie	2 500
36	Solidarité Internationale	<b>PRISON INSIDER</b>	100 rue des Fougères 69009 LYON	Plateforme internationale, base de données sur les conditions de détention dans le monde	5 000
37	Solidarité Internationale	<b>SINGA LYON</b>	145 cours Lafayette - 69006 LYON	Programme d'accompagnement à l'entrepreneuriat à destination des personnes réfugiées à Lyon	2 500
					<b>130 000</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3728**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Attribution d'une subvention à la Fondation pour l'Université de Lyon (FPUL) pour l'organisation des 32èmes Entretiens Jacques Cartier du 4 au 6 novembre 2019**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'attractivité et des relations internationales

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Depuis plus de 30 ans, la coopération très riche entre Montréal, le Québec, Lyon et la Région Auvergne-Rhône-Alpes s'est concrétisée par la mise en place des Entretiens Jacques Cartier, plateforme d'échanges et de recherches interuniversitaires facilitant la rencontre des mondes académiques, économiques, institutionnels et culturels en langue française.

Les Entretiens Jacques Cartier sont un événement unique dans les relations France-Québec. Ils se déroulent alternativement à Lyon et à Montréal. Organisée par le Centre Jacques Cartier (CJC), cette manifestation favorise les échanges et développe des coopérations de haut niveau entre les institutions universitaires, les organismes de recherche et les entreprises de France, du Canada et plus spécifiquement d'Auvergne-Rhône-Alpes et du Québec. Ils permettent aux décideurs québécois et de la région lyonnaise d'échanger autour de sujets stratégiques.

Chaque année, une vingtaine de colloques sont organisés, attirant de nombreuses personnalités et près de 400 conférenciers du monde entier.

Le CJC est une association constituée de 2 fondations, l'une québécoise et l'autre française, qui ont créé ensemble en 2016 cette association loi 1901 pour porter opérationnellement les activités du centre. La fondation française, appelée Fondation Centre Jacques Cartier France réunit tous les partenaires français. Il s'agit d'une fondation abritée par la FPUL, dont le but est de contribuer au rayonnement et au développement industriel, économique et social de la région de Lyon et de Saint Etienne.

La FPUL, pour le compte de la Fondation CJC France, s'engage à reverser les subventions des partenaires français à l'association CJC afin qu'elle procède à l'organisation des Entretiens.

L'association CJC a pour mission d'animer la relation partenariale et collaborative entre la province du Québec et la Région Auvergne-Rhône-Alpes. À ce titre, elle développe les activités suivantes :

- la préparation et l'organisation une fois par an des Entretiens Jacques Cartier, événement emblématique du centre depuis 1987, qui s'affiche comme le 1<sup>er</sup> rendez-vous d'échanges France-Québec,
- une activité de service tout au long de l'année, de soutien relationnel aux instances membres et aux territoires,
- la création des communautés d'innovation entre le Québec/Montréal et Auvergne-Rhône-Alpes/Lyon sur les thématiques à enjeux stratégiques, dans le but de créer des avantages comparatifs pour les territoires.

**I - Objectifs**

Les Entretiens Jacques Cartier figurent comme un forum important de la francophonie et un espace de rencontres et de partages.

Cette manifestation participe pleinement aux enjeux pour le territoire métropolitain en matière de développement économique, universitaire et de recherche et contribue au rayonnement international de la Métropole de Lyon. Elle participe à l'attractivité du territoire par l'organisation d'un événement d'envergure internationale.

Le soutien de la Métropole à la FPUL a pour objectif d'accompagner le positionnement des Entretiens Jacques Cartier comme événement de référence favorisant l'intensification des échanges culturels, économiques internationaux et la promotion des activités d'enseignement et de recherche entre Lyon, la région Auvergne-Rhône-Alpes, Montréal et le Québec.

Ces Entretiens renforcent aussi le partenariat et la connaissance mutuelle entre la Métropole et la Ville de Montréal, à travers la mobilisation de nombreux élus et représentants du monde économique, culturel et universitaire lyonnais qui rencontrent leurs homologues québécois à cette occasion.

## **II - Compte-rendu des actions réalisées au titre de l'année 2018 et bilan**

Par délibération du Conseil n° 2018-2957 du 17 septembre 2018, la Métropole a procédé à l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 30 000 € au profit de la FPUL, pour l'organisation des 31<sup>èmes</sup> Entretiens Jacques Cartier.

L'édition 2018 s'est déroulée du 12 au 14 novembre 2018 à Lyon, autour de 39 conférences et événements, permettant de mobiliser plus de 4 200 participants (+ 40 % par rapport à 2017), 460 conférenciers dont 40 % venaient du Québec et d'Ottawa et 60 % de France. Quelques conférences se sont également tenues à Saint Etienne et à Clermont Ferrand.

La Métropole est intervenue lors des conférences intitulées "L'occupation temporaire, nouvelle pratique d'innovation urbaine" et "Mobilité des personnes, mobilité des marchandises, aménagement des territoires métropolitains : quelles convergences possibles ?", lui permettant de confronter ses politiques publiques avec celles de ses homologues québécois et avec des experts. Les thématiques traitées, telles que l'entrepreneuriat au féminin, la mobilité et la ville intelligente, durant ces 3 jours d'Entretiens ont particulièrement intéressé la Métropole.

Par ailleurs, les Entretiens Jacques Cartier ont amorcé un virage depuis quelques années afin de s'ouvrir au monde économique. Ainsi, en 2018, 54 % des experts intervenus étaient issus du monde économique et 46 % du monde universitaire. De plus, une journée était dédiée aux entrepreneurs avec des rendez-vous d'affaires et pour la 1<sup>ère</sup> année, un forum des entrepreneurs France-Québec a été organisé, réunissant 200 participants et 30 intervenants. Cette journée a été clôturée par une soirée de concours de start-up, organisée au Musée des Confluences par la banque CIC Lyonnaise de banque avec le soutien de la Métropole.

## **III - Programme d'actions 2019 et plan de financement prévisionnel**

La 32<sup>ème</sup> édition des Entretiens Jacques Cartier se déroulera à Montréal du 4 au 6 novembre 2019.

Cet événement réunira de nombreuses personnalités, lyonnaises et montréalaises, autour d'une programmation de 28 colloques répartis dans 7 chapitres :

- santé et sciences de la vie,
- numérique et technologies,
- mobilité, territoires et villes intelligentes,
- entrepreneuriat,
- énergies et développement durable,
- enjeux sociaux et économiques,
- culture, art et performance.

La Métropole sera particulièrement impliquée sur les colloques portant sur la concertation citoyenne, sur l'immobilier "intelligent" et sur l'urbanisme avec la présentation de projets de requalification comme celui de Grand Parilly à Vénissieux.

En complément des événements habituellement organisés et pour renforcer encore son rôle de connexion des écosystèmes économiques lyonnais et montréalais, le CJC organise pour la seconde fois un forum des entrepreneurs France-Québec afin de promouvoir les échanges entre des entreprises des 2 côtés de l'Atlantique.

Enfin, l'année 2019 est marquée par le 40<sup>ème</sup> anniversaire de la coopération entre les Villes de Lyon et Montréal. À cette occasion, les 2 métropoles souhaitent organiser conjointement un événement festif créatif pour retracer 40 années de coopération fructueuses et ouvrir sur les perspectives des nouvelles coopérations à venir.

**Budget prévisionnel pour l'édition 2019 des Entretiens Jacques Cartier :**

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
frais fixes (dont loyer, télécommunications, honoraires comptables)	28 000	Fondation CJC France dont :	310 250
frais de personnel	269 000	<i>Région Auvergne-Rhône-Alpes</i>	40 000
frais de mission et dépenses de représentation (avions, déplacements, restauration, hôtels, inscription événements)	36 500	<i>Métropole de Lyon</i>	30 000
communication (site internet, vidéo, supports de communication, etc.)	77 000	<i>Ville de Lyon</i>	25 000
EJC 2019 (avions, hébergements, soirées de lancement, événements, etc.)	180 000	<i>Saint Etienne Métropole</i>	20 000
organisation des comités exécutifs, comités partenaires et assemblées générales	25 000	<i>Clermont Ferrand Métropole</i>	15 000
divers	5 000	<i>autres collectivités</i>	5 000
		<i>autres contributions</i>	175 250
		Fondation CJC Québec	310 250
<b>Total</b>	<b>620 500</b>	<b>Total</b>	<b>620 500</b>

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 €, au profit de la FPUL, dans le cadre de la préparation et de l'organisation des 32<sup>èmes</sup> Entretiens Jacques Cartier en 2019. Toute modification constatée à la baisse dans l'exécution du programme entraînera, de droit, un ajustement correspondant de la participation financière de la Métropole.

Il est également proposé au Conseil de la Métropole d'autoriser le reversement de cette subvention par la FPUL à l'association CJC ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € au profit de la Fondation pour l'Université de Lyon (FPUL) pour la préparation et l'organisation des 32<sup>èmes</sup> Entretiens Jacques Cartier en 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et la FPUL définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention et autorisant son reversement à l'association Centre Jacques Cartier (CJC).

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 30 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P02O1920.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3729**

commission principale : développement économique, numérique, insertion et emploi

objet : **Construction d'un centre de tri semi-mécanisé à Porto-Novo (Bénin) financé par l'Agence française de développement (AFD) - Avenant à la convention de financement n° CBJ1225 01 D conclue entre la Métropole de Lyon et l'AFD - Avenant à la convention de financement conclue entre la Métropole et la Ville de Porto-Novo**

service : Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'attractivité et des relations internationales

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En décembre 2015, la Métropole a obtenu un financement de l'AFD d'un montant de 450 000 € pour le projet de construction d'un centre de tri des déchets à Porto-Novo proposé dans le cadre du partenariat de coopération décentralisée avec la capitale du Bénin.

Ce projet a pour objet de lancer une expérimentation de la filière des déchets dans la Ville de Porto-Novo, en proposant d'installer sur une décharge sauvage, une unité de tri et de valorisation des déchets tout en essayant de structurer et développer des filières économiques, sur la base de l'article L 1112-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La convention de financement établie avec l'AFD ainsi que celle passée avec la ville de Porto-Novo avaient prévu la fin de ce projet en décembre 2019, avec une limite de versement du solde au plus tard le 30 juin 2019.

Or, en raison des difficultés rencontrées par la mairie de Porto-Novo pour piloter ce projet, l'ensemble des parties propose de proroger d'un an la mise en œuvre de ce projet.

Les difficultés rencontrées sont multiples. Tout d'abord, le marché "équipement" relatif à l'achat d'un équipement de tri, d'un groupe électrogène et d'une presse à balle a été déclaré 2 fois infructueux. Ensuite, les procédures de passation des marchés sont longues en raison d'un double contrôle exercé à la fois par la direction départementale des marchés publics du Bénin puis par les services de la Métropole qui délivrent des "avis de non objection" conformément aux modalités de suivi et de contrôles imposés par l'AFD.

Les 2 consultations du marché équipement ont été infructueuses. Suite à cette situation, la direction départementale des marchés publics du Bénin a autorisé, en février 2019, la Ville de Porto-Novo à lancer une dernière consultation sous la forme d'un marché à procédure restreinte. Celui-ci devrait être lancé dans le courant de l'été 2019, impliquant une prolongation d'un an des conventions de financement en modifiant les dates limites de versement de la 1<sup>ère</sup> tranche et du solde.

Aussi, il est proposé de proroger d'un an les conventions de financement avec l'AFD et la Ville de Porto-Novo, décalant la date limite de la dernière demande de versement du 30 juin 2019 au 30 juin 2020 et de modifier l'une des conditions de versement de la 1<sup>ère</sup> tranche du financement.

Enfin, ces avenants se font sans incidences financières ;

Vu ledit dossier ;



Ouï l'avis de sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** l'avenant modifiant la convention de financement avec l'AFD et l'avenant modifiant la convention de financement conclue avec la Ville de Porto-Novo, impliquant une prolongation d'un an.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdits avenants et à prendre toute mesure nécessaire à leur exécution.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3730**

commission principale : **développement économique, numérique, insertion et emploi**

commune (s) : **Lyon 7°**

objet : **Convention avec la Compagnie nationale du Rhône (CNR) relative au rejet temporaire des eaux dans le drain dans le cadre de l'opération de construction du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC)**

service : **Direction générale déléguée aux ressources - Direction du patrimoine et des moyens généraux**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Par délibération du Conseil n° 2015-0710 du 2 novembre 2015, la Métropole de Lyon a approuvé le projet de construction du nouveau siège du CIRC à Lyon 7° ainsi que la convention-cadre à passer entre la Métropole et les partenaires définissant, notamment, le plan et les conditions de financement de l'opération.

Par délibération du Conseil n° 2016-1427 du 19 septembre 2016, la Métropole a approuvé, en application de la convention-cadre signée le 15 décembre 2015, les conventions formalisant les engagements financiers des partenaires de l'opération "relocalisation du CIRC" à savoir la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la Ville de Lyon et le CIRC.

Installé depuis 1972 à Lyon 8°, la relocalisation du CIRC sur le 7° arrondissement de Lyon, aux 1-3 rue du Vercors, constitue une opération prioritaire pour la Métropole et doit répondre aux enjeux économiques de sa filière d'excellence des sciences du vivant et participer aux objectifs stratégiques suivants :

- asseoir la renommée du Bio district de Gerland en y concentrant les institutions ainsi que les acteurs économiques et industriels de la filière sciences du vivant,
- accroître la visibilité européenne et mondiale au travers de la constitution d'un pôle d'institutions internationales, facteur d'attractivité de nouvelles implantations,
- favoriser l'ancrage sur le Bio district de Gerland, de la fonction "recherche et développement" des acteurs de la science du vivant,
- faire du CIRC et son bâtiment un lieu de colloques et de lisibilité de l'excellence française de demain, ouverts sur le monde extérieur,
- mettre en œuvre le projet urbain et immobilier du Bio district de Gerland au travers de la construction d'un nouvel équipement de recherche en cohérence avec les prescriptions urbaines et architecturales.

La Métropole assure la maîtrise d'ouvrage de la relocalisation du bâtiment et, à ce titre, le pilotage intégral de cette opération.

La Métropole a confié au groupement Demathieu Bard construction / Art & Build architectes / Unanime architectes Lyon / Wsp France / Inddigo la conception-réalisation pour la construction du CIRC. L'ouvrage sera composé de bâtiments tertiaires (bureaux), de laboratoires, de locaux communs, de locaux techniques, etc. Cet équipement est destiné au personnel scientifique et au personnel d'appui travaillant pour cette institution.

## II - Objectifs

Pendant la phase terrassement, il est nécessaire de rejeter les eaux de pompage de la nappe phréatique (eaux d'exhaure) dans le drain de la CNR qui passe à proximité, sur la partie d'ouvrage située allée Pierre de Coubertin à Lyon 7°, cheminée 20 ou 21.

Pour ce faire, la Métropole, en tant que maître d'ouvrage, a sollicité, sous réserve de la validation par les services compétents de l'État du dossier "Loi sur l'eau", auprès de la CNR l'autorisation de rejet temporaire des eaux dans son drain. Les eaux seront traitées par bassin de décantation avant rejet et des analyses seront régulièrement effectuées par la Métropole, par l'intermédiaire du groupement portant la conception-réalisation du bâtiment, pour surveiller la qualité des eaux.

L'autorisation serait donnée par la CNR à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 jusqu'au 31 mars 2020 inclus.

En contrepartie, une indemnisation forfaitaire de 24 000 € TTC serait versée par la Métropole à la CNR.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le courrier valant convention entre la Métropole et la CNR portant sur le rejet temporaire dans le drain CNR à Lyon 7° des eaux de pompage de la nappe phréatique dans le cadre des travaux de terrassement du futur CIRC ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement économique, numérique, insertion et emploi** ;

### DELIBERE

**1° - Approuve** le courrier valant convention à passer entre la Métropole et la CNR définissant les modalités de rejet temporaire des eaux de pompage de la nappe phréatique dans le drain CNR dans le cadre des travaux de terrassement du futur CIRC à Lyon 7°.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit courrier valant convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 24 000 € TTC, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P02O4934.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3731**

commission principale : **développement solidaire et action sociale**

objet : **Centre régional de coordination des dépistages organisés des cancers (CRCDC) - Désignation de représentants du Conseil**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la santé et du développement social**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Jusqu'au 31 décembre 2018, le dépistage organisé des cancers du sein et colorectal sur le territoire de la Métropole de Lyon et du Département du Rhône était assuré par l'association Adémas-69, avec laquelle la Métropole entretenait un étroit partenariat. Dans le cadre de sa politique de prévention santé, la collectivité contribuait au fonctionnement de l'association en mettant à sa disposition des agents métropolitains ainsi que des locaux. Elle attribuait par ailleurs à l'Adémas-69 une subvention de fonctionnement de 433 000 € chaque année.

Par l'instruction ministérielle n° DGS/SP5/2017/143 du 28 avril 2017, l'État a décidé de confier, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 la coordination du dépistage organisé des cancers à des structures régionales, en lieu et place des structures assurant jusqu'alors ces missions à l'échelon départemental. De ce fait, l'Adémas-69 a donc été dissoute au 31 décembre 2018 et ses activités reprises par le CRCDC, association loi de 1901 dont l'action est pilotée par l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne-Rhône-Alpes et les organismes d'assurance maladie. Des antennes départementales ont été maintenues afin d'assurer la mise en œuvre opérationnelle, le maintien du partenariat local ainsi que l'ancrage des actions sur les réalités territoriales locales.

Eu égard au positionnement régional de la nouvelle structure, la Métropole n'a pas souhaité pérenniser le soutien financier qu'elle accordait précédemment à l'Adémas-69. Cependant, afin de poursuivre son implication dans la démarche de dépistage organisée des cancers, la collectivité a maintenu au profit du CRCDC la mise à disposition de personnel et de locaux métropolitains.

**II - Modalités de représentation**

Les statuts du CRCDC prévoient un conseil d'administration composé de 29 membres désignés pour 3 ans, répartis en 5 collèges avec voix délibérative, et un 6<sup>ème</sup> collège réunissant les représentants de la Métropole et des départements de la Région Auvergne-Rhône-Alpes avec voix consultative. L'ARS a sollicité la Métropole pour participer à ce collège.

Il est donc proposé de désigner un représentant titulaire et un représentant suppléant au sein du 6<sup>ème</sup> collège du conseil d'administration du CRCDC ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour procéder à un vote à main levée en application de l'article L 3631-7 du code générale des collectivités territoriales ;

**DELIBERE**

**Désigne** monsieur Thierry Philip en tant que titulaire et madame Murielle Laurent en tant que suppléante pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein du conseil d'administration du centre régional de coordination des dépistages organisés des cancers (CRCDC) Auvergne-Rhône-Alpes.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3732**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Engagements de la Métropole de Lyon dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté - Attribution de subventions au titre de l'année 2019**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Lors de sa séance du 24 juin 2019 par délibération n° 2019-3575, le Conseil métropolitain a approuvé la convention pluriannuelle d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État et la Métropole pour la période 2019-2021. La signature officielle de la convention avec M. Olivier Noblecourt, délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes et M. Emmanuel Aubry, Préfet, secrétaire général de la Préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2019 à l'Hôtel de la Métropole.

Dans le prolongement de la convention pluriannuelle, ce rapport a pour objet de soumettre au Conseil les subventions qu'il est proposé d'attribuer aux partenaires intervenant dans le champ de la prévention et de la lutte contre la pauvreté pour l'année 2019.

**I - Rappels de la démarche de concertation et de la construction du plan d'actions**

L'enveloppe financière dédiée à la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté pour la Métropole est d'un montant total de 9,6 M€ dont la moitié est allouée par l'État pour les années 2019, 2020 et 2021.

Ce plan d'actions s'inscrit dans les politiques de solidarité menées par la Métropole qui consacre à ces politiques plus de 950 M€. Il vient ainsi renforcer les actions inscrites, notamment, dans le pacte de cohérence métropolitain avec les communes, le projet métropolitain des solidarités (PMS), le programme métropolitain d'insertion pour l'emploi (PMI'e), le plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H), le plan local d'actions pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PLALHPD), le contrat de ville ou encore, la politique métropolitaine conduite en matière de culture conçue comme un levier d'inclusion et d'insertion pour tous les publics en grande précarité.

Il vise prioritairement des publics vulnérables, à la croisée des compétences de l'État et de la Métropole, tels que les jeunes majeurs issus de l'aide sociale à l'enfance (ASE), les familles et enfants vivant à la rue ou encore les personnes en insertion éloignées de l'emploi.

Pour définir les actions prioritaires à conduire en matière de lutte contre la pauvreté, près de 300 acteurs du territoire (Communes, État, associations) ont été mobilisés autour de 3 temps de concertation : le 3 avril avec les partenaires, le 9 mai avec les associations, le 10 mai avec les communes.

Onze fiches-actions, avec 50 actions, ont résulté de ce travail de concertation et visent à :

- mieux coordonner les acteurs en décloisonnant les dispositifs,
- privilégier la prévention pour éviter le traitement essentiellement curatif des situations,
- expérimenter de nouvelles manières de faire en renouvelant les approches du travail social.

Trois mesures phares peuvent être citées en exemple :

- développer les démarches d'aller vers les publics par la mise en place d'une équipe dotée d'un travailleur social, un éducateur de prévention, une puéricultrice et une sage-femme pour repérer et accompagner les familles et enfants vivant à la rue,
- garantir la continuité des parcours et éviter les ruptures, notamment, au moment de la majorité, grâce à un accompagnement social renforcé des jeunes majeurs vers le logement, la formation et l'emploi,
- mettre en place une démarche de participation des usagers en s'appuyant sur les associations et en dédiant un budget participatif pour mettre en œuvre des projets choisis par des publics en grande précarité.

Les résultats de cette concertation ont été présentés en Conférence métropolitaine des Maires, le 27 mai 2019.

À la suite de l'adoption de la convention pluriannuelle d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi par le Conseil le 24 juin et de la signature officielle le 1<sup>er</sup> juillet 2019, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé auprès des partenaires pour permettre au plus grand nombre de proposer une ou plusieurs actions pouvant s'inscrire dans les fiches-actions.

Le présent rapport a pour objet de soumettre au Conseil l'attribution de subventions aux partenaires pour leur permettre de mettre en œuvre les projets qui ont été retenus pour l'année 2019.

## II - Les moyens budgétaires alloués dans le cadre de la contractualisation avec l'État

L'enveloppe financière totale de 9,6 M€ dédiée au plan d'actions représente un montant annuel de 3,2 M€, dont la moitié est allouée par l'État, pour les années 2019, 2020 et 2021. Ces budgets permettent de financer des actions du socle et des actions volontaires, dont les montants ont été prédéfinis par l'État : 2 224 000 € annuels sont consacrés aux 5 actions du socle, 1 M€ dédiés aux 6 actions volontaires.

L'enveloppe financière se répartit de la façon suivante :

- le conventionnement permet la mobilisation de crédits de l'État de 1 612 000 € par an,
- la part de la Métropole à hauteur de 1 612 000 € se décompose de la façon suivante :
  - . prévenir les sorties sèches de l'ASE : 322 000 € correspondant aux aides financières versées aux jeunes dans le cadre des contrats jeunes majeurs, soit 277 000 €, et à la masse salariale de la stratégie pauvreté, soit 45 000 €,
  - . mettre en place des maraudes mixte État/Métropole : 50 000 € correspondant à la masse salariale (médecins) réalisant des visites auprès des publics vivant en squat, soit 37 500 € et à la masse salariale pour la mise en œuvre de la stratégie pauvreté, soit 12 500 €,
  - . organiser le 1<sup>er</sup> accueil inconditionnel de proximité : correspondant aux subventions aux associations dans le cadre de la stratégie pauvreté, soit 110 000 €,
  - . généraliser les référents de parcours : 80 000 € correspondant à la masse salariale pour la réalisation de l'accueil inconditionnel social au sein des Maisons de la Métropole pour les solidarités (MDMS), soit 60 000 €, et à la masse salariale de la stratégie pauvreté, soit 20 000 €,
  - . renforcer les passerelles entre insertion et emploi : 550 000 €, correspondant aux actions d'insertion renforcées en direction des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), soit 150 000 € pour de l'accompagnement innovant apparenté au dispositif garantie d'activité prévu dans le cadre de la stratégie pauvreté, soit 300 000 € pour des actions venant en complément de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA, soit 100 000 € en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) pour favoriser des parcours plus dynamiques vers des secteurs porteurs d'emploi,
  - . développer la prévention auprès de la petite enfance : 115 000 € correspondant aux subventions aux associations dans le cadre de la stratégie pauvreté, soit 89 500 €, et à la masse salariale de la stratégie pauvreté, soit 25 500 €,
  - . prévenir le décrochage scolaire : 50 000 € correspondant au poste de chargé de mission à la lutte contre le décrochage scolaire, soit 40 500 €, et à la masse salariale de la stratégie pauvreté, soit 9 500 €,
  - . accompagner les jeunes rencontrant des problématiques de santé mentale : 147 500 € correspondant au financement des places de mineurs en établissement occupées par des majeurs en situation de

handicap faute de solutions dans le domaine du handicap, soit 117 000 €, et aux subventions aux associations dans le cadre de la stratégie pauvreté, soit 30 500 €,

. favoriser l'accès de tous à la culture : 75 000 € correspondant aux subventions aux associations dans le cadre de la stratégie pauvreté,

. faciliter l'accès aux établissements médico-sociaux des personnes âgées et/ou en situation de handicap en grande précarité : 50 000 € correspondant à la subvention de l'association Les petits frères des pauvres, soit 30 000 €, et aux subventions aux associations dans le cadre de la stratégie pauvreté, soit 20 000 €,

. placer le public en grande précarité au cœur de la démarche : 62 500 € correspondant aux subventions aux associations dans le cadre de la stratégie pauvreté.

Hors la valorisation d'actions que mène la Métropole, le budget dédié aux actions nouvelles s'établit ainsi à 2 112 000 € de par la mobilisation de l'enveloppe allouée par l'État et les crédits nouveaux dédiés à l'engagement de la Métropole d'autre part.

Ce budget est réparti selon les types de dépenses suivantes pour l'année 2019 :

- subventions aux partenaires ou prestations de services : 1 543 800 €,
- masse salariale : 535 000 €, avec le financement de 12,7 équivalents temps-plein (ETP) au prorata de leur date d'arrivée soit 197 500 € pour l'année 2019. Ces postes correspondent à :
  - . 2 ETP de travailleurs sociaux rattachés à la DSHE-DSDS (éducateur/polyvalence) spécialisés sur la grande précarité pour accompagner les référents de parcours sur les situations les plus complexes et pour accompagner les maraudes mixtes État/Métropole,
  - . 3 ETP de travailleurs sociaux rattachés à la DSHE-DPPE (éducateur/CESF/polyvalence) sur l'insertion des jeunes pour éviter les sorties "sèches" de l'ASE,
  - . un ETP d'éducateur de prévention rattaché à la DSHE-DPPE sur le décrochage scolaire,
  - . 2,5 ETP rattachés à la DSHE-DPMIMG : une puéricultrice et 0,5 sage-femme sur la grande précarité ; un conseiller conjugal et familial (CCF) intervenant sur Bron ou Rillieux la Pape,
  - . un ETP d'éducateur de jeunes enfants, rattaché à la DSHE - Territoire de Villeurbanne (service santé),
  - . un ETP chargé du suivi de l'engagement de la Métropole dans la stratégie de lutte contre la pauvreté, rattaché à la DSHE,
  - . 2,2 ETP destinés aux actions relevant des politiques d'insertion par l'emploi : un chargé de mission modernisation du dispositif RSA, un chargé de dossiers activation des parcours RSA et un chargé de mission actions innovantes ;
- création de 6 places en foyer jeunes travailleurs : 28 200 €,
- le budget de 342 500 € restant pour les actions relevant des politiques d'insertion par l'emploi sera délibéré à la séance publique du 4 novembre 2019.

*Compte tenu de la date de recrutement des ETP pour l'année 2019, probablement pour une partie au 1<sup>er</sup> octobre, il est proposé de dédier la part de la masse salariale non consommée aux subventions versées aux associations pour permettre le financement d'actions en plus grand nombre. Ce budget supplémentaire dédié aux subventions pour 2019 est de 337 500 €.*

### III - Programme d'actions pour l'année 2019

Le projet présenté par les partenaires dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt, pour être retenu, devait répondre aux critères suivants :

- correspondre aux objectifs de la fiche action,
- s'adresser aux publics ciblés par la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté,
- définir un projet/action concret spécifique,
- pouvoir se réaliser même avec un financement partiel (co-financement),
- démarrer en 2019 et produire des résultats pour le rendu compte de l'action en juin 2020,
- pouvoir possiblement être pluriannuel.



À l'opposé, le projet ne devait pas :

- financer du droit commun,
- financer des projets d'étude, d'expertise, etc.

Cent douze demandes ont été déposées. Quatre-vingt demandes ont été retenues pour un montant global de 1 543 800 €. Elles sont présentées ci-après.

### **1° - Action 1 : prévenir les sorties sèches de l'ASE**

Les jeunes majeurs accompagnés au titre de l'ASE font face à des difficultés notables dans leur accès à l'autonomie dès leur passage à 18 ans. L'objectif est d'éviter les sorties "sèches" du dispositif de protection de l'enfance et ainsi de ne pas laisser des jeunes majeurs souvent fragiles en dehors de tout accompagnement.

Sur 7 demandes déposées, il est proposé au Conseil métropolitain l'attribution de subventions pour un montant total de 293 800 € visant à éviter les ruptures des parcours de jeunes ayant été accompagnés par l'ASE durant leur minorité dans un objectif d'accès à l'autonomie. Plusieurs actions sont identifiées à ce titre :

#### **a) - Permettre l'accès au logement**

Le projet "Logis jeunes" de la société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence (SLEA) propose un accompagnement vers le logement de 50 jeunes, en complément du "logement d'abord", pour un montant de 202 300 €.

Le projet Passerelle des associations Aide au logement des jeunes (AULOJ) et le Prado propose l'accompagnement de 5 jeunes permettant de sécuriser le parcours vers l'autonomie par l'accès au logement et à l'insertion professionnelle, pour un montant de 6 000 €.

#### **b) - Permettre l'accès à la formation et à l'emploi**

Le projet "B2O se former autrement" porté par l'association le Prado, propose d'accompagner 8 jeunes de 16 à 21 ans en difficulté sociale, familiale ou relevant du handicap, vers l'accès à une formation qualifiante adaptée, en lien étroit avec les travailleurs sociaux accompagnant les jeunes, pour un montant de 15 000 €.

#### **c) - prévenir les risques de prostitution**

L'Amicale du nid du Rhône (ADN69) propose la création d'une équipe mobile d'appui et de formation des professionnels de la jeunesse pour renforcer la prévention et la lutte contre la prostitution des mineur(e)s. L'objectif est de permettre un meilleur repérage, accueil et accompagnement des mineurs victimes de prostitution et de mieux prévenir l'entrée dans la prostitution. L'équipe mobile formera les professionnels à la compréhension du système prostitutionnel et apportera un appui aux équipes, sur des situations concrètes pour un montant de 50 000 €.

#### **d) - Améliorer le repérage et l'écoute de la souffrance psychique des jeunes**

La Commune de Vaulx en Velin propose, sur un volet préventif, des sensibilisations à l'écoute et au repérage précoce de la souffrance psychique des jeunes ainsi que des formations pour les professionnels de terrain.

Dans ce cadre, les échanges avec les partenaires permettront un diagnostic actualisé des difficultés rencontrées avec une attention particulière pour les jeunes pris en charge par l'ASE. La création d'une équipe mobile à destination de ce public sera étudiée et portée dans le cadre de cette action.

Montant de l'action 20 500 €.

*La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté permettra également de financer 6 places pour jeunes majeurs en foyer de jeunes travailleurs. Un avenant sera établi à la convention de financement existante pour un montant annuel de 92 000 € (28 200 € en 2019).*

### **2° - Action 2 : mettre en place des maraudes mixte État/Métropole**

Conformément à la stratégie nationale, les actions retenues sont ciblées sur les publics en grande précarité. Des femmes enceintes, des familles avec enfants et des jeunes isolés vivent à la rue, malgré les dispositifs existants. Les maraudes ont pour principal but d'"aller-vers" ces publics sans domicile à la rue, en squat ou bidonville pour renforcer leur repérage, leur accès aux droits, aux soins et leur mise à l'abri.

Sur 4 demandes déposées, il est proposé au Conseil métropolitain l'attribution de subventions d'un montant total de 50 000 € pour des actions développées par 2 associations différentes.

**a) - Le repérage et la coordination des interventions sur les sites d'habitat précaire de la Métropole**

L'association action pour l'insertion par le logement (ALPIL) propose 2 axes de travail : le repérage des familles, via des maraudes sur les sites d'habitat précaire de la Métropole, pour établir un état des lieux ; la coordination des interventions, le partage d'information afin de favoriser un accompagnement efficient et articulé avec les actions existantes. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 10 000 €.

**b) - Des permanences d'accueil et un programme de logement pour femmes en situation de grande vulnérabilité avec ou sans enfants**

Il s'agit d'un programme partenarial, comprenant plusieurs axes, porté par l'association le mouvement d'action sociale (MAS) en coopération renforcée avec le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), pour des femmes avec ou sans enfants en situation de sans-abrisme et/ou de grande vulnérabilité sur la Commune de Givors (femmes avec enfants sortants de maternité, jeunes mères seules, femmes enceintes et isolées, femmes victimes de violence) avec les objectifs suivants :

- développer l'accueil de ces femmes par la mise en place de permanences à la Maison de services au public et au sein du centre hospitalier de Givors, afin d'identifier des situations le plus en amont possible en coordination avec les autres acteurs (urgences, maternité, commissariat, centre communal d'action sociale -CCAS-, Maison de la Métropole -MDM-, Maison de la justice et du droit, etc.) et proposer un accompagnement aux démarches urgentes,
- héberger, loger et mettre en sécurité des femmes seules ou avec leurs enfants par la mobilisation de 8 logements autonomes meublés et équipés sur la Commune de Givors, en sous location avec ou sans bail glissant,
- coordonner les partenariats, notamment, mobiliser tous les acteurs, piloter et animer le comité d'attribution des logements et de suivi.

Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 40 000 €.

**3° - Action 3 : organiser le 1<sup>er</sup> accueil inconditionnel de proximité**

La Métropole dispose de 60 MDM, réparties sur l'ensemble de son territoire. Ces structures sociales et médico-sociales favorisent l'accès aux droits des personnes et permettent de mener un accompagnement social de proximité, en lien, notamment, avec les CCAS ainsi que de l'ensemble des structures d'urgence sociale. Cependant, l'organisation de l'accueil inconditionnel de proximité implique de développer des actions "d'aller vers" dans une logique de lutte contre l'isolement, ainsi que de favoriser l'émergence d'espaces d'accueil dédiés aux publics les plus vulnérables. Les actions soutenues s'inscrivent dans ce double objectif.

Sur 11 demandes déposées, il est proposé au Conseil l'attribution de subventions d'un montant total de 220 000 € pour des actions développées par 9 structures différentes :

- appuyer la coordination des accueils de jour portée par l'association lyonnaise d'ingénierie sociale (ALIS) au titre du collectif des accueils de jour de la Métropole, à travers la structuration d'une plateforme visant à mieux repérer et accompagner les personnes sans abri selon une logique d'inconditionnalité. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 45 000 €,
- soutenir un dispositif de repérage et d'accueil de jour dédié par le CCAS de Villeurbanne, dans une logique de prévention, d'accès à la santé des personnes et notamment des familles, à hauteur de 60 000 €,
- étayer le dispositif d'accueil sans rendez-vous proposé par l'association Violences intra familiales femmes informations libertés (VIFFIL) aux femmes victimes de violence conjugale, en particulier sur les 3°, 7°, 8° arrondissements de Lyon ainsi que sur la Commune de Saint Fons, à hauteur de 49 000 €,
- étayer la création d'un temps d'accueil aux femmes en grande précarité et/ou vivant à la rue par l'association de l'hôtel social (LAHSo), à hauteur de 25 000 €,
- soutenir le dispositif "d'escalade solidaire mobile" développée par l'association Habitat et humanisme Rhône afin de lutter contre l'isolement social des personnes en proposant des temps d'accueil et d'accompagnement social mobiles sur le territoire métropolitain, à hauteur de 11 000 €,
- accueil de très jeunes enfants et de leurs parents en situation de précarité et de pauvreté par l'association pour l'accueil du petit enfant et de ses parents dans un lieu de paroles (APELIPA) à Lyon 3°, pour un montant de 10 000 €,

- soutenir l'ouverture du point conseil budget itinérant mis en place par l'association de l'union départementale des associations familiales (UDAF 69) dans une logique d'accès aux droits et de soutien aux personnes en difficultés socio-économiques, à hauteur de 10 000 €,
- soutenir des permanences de médiation numérique mises en place par l'association Espace créateur de solidarités (ECS) dans des tiers-lieux dans une logique d'accès aux droits pour un montant de 7 000 €,
- contribuer à la cartographie des structures d'urgence sociale de la Métropole initiée par l'association Entourage dans l'application qu'elle propose aux personnes sans-abris en complémentarité de l'intervention des travailleurs sociaux, à hauteur de 3 000 €.

#### **4° - Action 4 : généraliser les référents de parcours**

Afin de garantir un parcours continu, cohérent et co-construit avec les personnes accompagnées, la Métropole s'est engagée, dans le cadre de la nouvelle organisation du service social polyvalent actuellement mise en œuvre, à généraliser les référents de parcours chargés de l'accompagnement global et de la bonne coordination des interventions. À terme, ils seront 379. Cette généralisation des référents de parcours sera adossée au déploiement de formations et d'outils pour les travailleurs sociaux.

La grande précarité nécessite, quant à elle, une approche spécifique et renforcée. Cette action permettra de créer 2 référents spécialisés dans les services pour accompagner les situations bloquées des publics. Le recrutement de ces professionnels par la collectivité est en cours.

Il est également proposé au Conseil métropolitain l'attribution de subventions pour 2 actions déposées portées par 2 associations pour un montant total de 80 000 € :

- l'association le MAS propose, dans le cadre de son programme partenarial d'accueil et de logement pour des femmes avec ou sans enfants en grande vulnérabilité sur la Commune de Givors un accompagnement individualisé se traduisant par un étayage social, psychologique, et/ou juridique des femmes hébergées. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 23 000 €,
- au titre du collectif des accueils de jour de la Métropole, l'ALIS, agissant en qualité de mandataire, propose la création d'une coordination des accueils de jour se déclinant par la mise en place d'un comité technique ayant vocation d'échanger autour des situations prises en charge par plusieurs acteurs de la vie sociale. Cette nouvelle instance permettra de veiller à la continuité des parcours des personnes accompagnées en grande précarité. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 57 000 €.

#### **5° - Action 5 : renforcer les passerelles entre insertion et emploi**

Depuis 2015, la Métropole porte une stratégie de rapprochement entre l'insertion et le développement économique. Dans le cadre de la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté, il s'agit, notamment, de renforcer l'activation des parcours vers l'emploi en abaissant le délai moyen d'orientation, en proposant un accompagnement adapté aux personnes et en accompagnant les entreprises dans leur démarche d'insertion des personnes.

Sur 15 demandes déposées, il est ainsi proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions d'un montant total de 122 500 € (cf. répartition détaillée en annexe) en vue de :

- permettre à des femmes bénéficiaires du RSA, reconnues éligibles à une protection internationale, de développer et mettre en œuvre leur autonomie par l'emploi. Des ateliers collectifs seront proposés autour des thématiques suivantes : articulation des temps de vie, égalité hommes/femmes, mobilité, élargissement des choix professionnels, techniques de recherche d'emploi, numérique, etc. L'action est portée par le CIDFF pour un soutien de la Métropole de 29 500 € pour 12 femmes,
- agir auprès des femmes élevant seules leurs enfants et en situation de précarité afin qu'elles puissent s'inscrire en tant que citoyenne dans leur environnement au-delà d'un statut social, construire ou consolider son projet professionnel, vérifier la faisabilité du projet par une période de travail en entreprise et cibler son plan d'actions avec des étapes réalistes et atteignables. L'action est portée par l'association Innovation et développement (ID) pour un soutien de la Métropole de 30 000 € pour 48 femmes,
- faciliter l'inclusion des personnes réfugiées statutaires et bénéficiaires du RSA dans la société d'accueil à travers un parcours complet qui propose d'accompagner le bénéficiaire à la création de lien social, l'engagement bénévole, l'apprentissage du français et au retour vers l'emploi autour de l'activité couture. Les objectifs sont de proposer un parcours d'engagement bénévole adapté au public réfugié et structurer un parcours de remobilisation professionnellement adapté au public réfugié. L'action est portée par l'association Le tissu solidaire pour un soutien de la Métropole de 30 000 € pour 50 parcours "social", 10 parcours "bénévole" et 16 parcours "emploi",

- accompagner des personnes avec au moins un enfant de moins de 3 ans à charge, en situation de précarité et souhaitant s'impliquer dans une réflexion sur l'emploi et la formation en proposant des temps de formation collectifs et individuels consacrés à l'insertion professionnelle, des temps parents/enfants ainsi que la mise en relation avec les structures locales d'accueil du jeune enfant du territoire et en offrant parallèlement une solution de garde ponctuelle sous forme d'une "halte-garderie éphémère". L'action est portée par l'union féminine civique et sociale (UFCS-FR) pour un soutien de la Métropole de 13 000 € pour 48 personnes,

- renforcer l'offre d'accompagnement innovante par l'emploi grâce à une prise en charge collective des bénéficiaires du RSA afin de développer leur employabilité par la mise en place d'ateliers collectifs de développement des savoirs de base (savoir-être, mobilité, français et numérique). Deux ateliers (Étape emploi) par mois seront ainsi réalisés. L'action est portée par Habitat et humanisme pour un soutien de la Métropole de 20 000 € pour 250 personnes.

Ces actions viennent renforcer les actions déjà soutenues par la Métropole dans le cadre des délibérations du Conseil n° 2019-3351 et n° 2019-3352 du 18 mars 2019, notamment, des actions visant à renforcer les savoir être et la maîtrise du français et de nouveaux accompagnements permettant une prise en charge plus complète des situations sociales et professionnelles des personnes en insertion.

Une délibération complémentaire sera proposée au Conseil du 4 novembre avec de nouvelles actions d'accompagnement intégrant des liens forts avec l'entreprise et des actions en cours d'émergence, notamment, dans le cadre de l'insertion par l'activité économique, aboutissant à un total d'actions nouvelles soutenues par la Métropole en 2019, et portées par les acteurs associatifs, à hauteur de 465 000 €.

Ces actions seront complétées, notamment, par un marché devant permettre de reconfigurer le dispositif d'orientation des bénéficiaires du RSA pour une prise en charge plus rapide et plus efficace. Ainsi, le montant de 1,1 M€ consacré à l'insertion sur l'année 2019 sera totalement mobilisé pour les publics les plus fragilisés.

#### **6° - Action 6 : développer la prévention auprès de la petite enfance**

Conformément à la stratégie nationale, les actions retenues par la protection maternelle et infantile (PMI) sont ciblées sur les publics en précarité et marqués par la pauvreté. Ceci permet de conforter davantage le principe "d'universalisme proportionné" pratiqué jusque-là par la PMI dont la règle est "d'agir pour tous, et plus pour certains". Ces actions étant bien sûr conçues en cohérence avec les dispositifs en cours que sont le PMS adopté par la délibération du Conseil n° 2017-2275 du 6 novembre 2017, et le schéma de service aux familles (SAF) 2016-2019, adopté par délibération du Conseil n° 2016-1546 du 10 novembre 2016.

Sur 16 demandes déposées, il est ainsi proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions d'un montant total de 204 500 € (cf. répartition détaillée en annexe) avec des actions déclinées en 3 grands axes, comme suit :

##### ***a) - Promouvoir l'accès aux soins des femmes enceintes et mères de jeunes enfants en situation d'isolement et de précarité***

- l'accès aux soins des publics en grande précarité par la Fondation dispensaire général de Lyon, pour un montant de 30 000 €,
- le soutien de l'accueil - orientation de femmes et enfants victimes de violences, par l'association VIFFIL, pour un montant de 9 000 €,
- la création de la Maison des femmes victimes de violences via le CIDFF, pour un montant de 70 000 €,
- mettre les parents en précarité au cœur du système à partir d'une action expérimentale du protocole utilisé par l'agence de la santé publique du Canada par l'association Concilia'bulles, pour un montant de 1 000 €.

##### ***b) - Faciliter l'accès aux structures d'accueil collectives des enfants précaires en particulier ceux dont les parents sont en insertion***

- l'action d'accueil de l'enfant et d'insertion des parents, par l'association UFCS, pour un montant de 7 000 €,
- une action de rapprochement auprès des familles rencontrant des situations de précarité afin de faciliter l'accès de leurs enfants aux structures d'accueil du jeune enfant, par le centre social Gérard Philippe à Bron, pour un montant de 5 500 €.

##### ***c) - Favoriser le développement du langage et le développement psychomoteur***

- la création d'un "lieu d'accueil enfant parent" (LAEP) itinérant pour toucher les publics éloignés des dispositifs en place, par l'Association des collectifs enfants parents professionnels (ACEPP), pour un montant de 21 000 €,

- la création de LAEP dans différentes communes, en lien avec les Mairies, afin de toucher les publics éloignés des lieux d'accueil existants, par l'Association union départementale des associations familiales (UDAF) du Rhône et de la Métropole, pour un montant de 22 000 €,
- la lecture pour tous dès le jeune âge, dans les permanences PMI par les associations "À livre ouvert", pour un montant de 14 500 € et l'association "Lire et faire lire", pour un montant de 2 000 €,
- le développement du jeu comme objet de médiation dans la relation enfant adulte, par l'association "Coup de pouce relais", pour un montant de 1 500 €,
- l'action d'éveil et de stimulation du langage par l'association pour la prévention en orthophonie du Rhône (APPOR), pour un montant de 4 000 €,
- assurer un accueil inconditionnel d'enfants et de parents pour soutenir leurs capacités éducatives et les inscrire dans le droit commun par la Maison des familles de Vaulx en Velin, pour un montant de 15 000 €,
- une action de sensibilisation des professionnels aux langues des parents et enfants pour faciliter l'inclusion et le vivre ensemble par le CCAS de Saint Priest, pour un montant de 2 000 €,

### **7° - Action 7 : prévenir le décrochage scolaire**

Sur le territoire métropolitain, 1 421 jeunes de 15 à 17 ans sont déscolarisés. Cette action vise, aux côtés de l'Éducation nationale, une prévention plus précoce du décrochage scolaire, une meilleure coordination des partenaires et une association plus étroite des parents.

Sur 9 demandes déposées, il est proposé au Conseil l'attribution de subventions d'un montant total de 50 000 € pour 3 types d'actions développées par 7 associations différentes.

- favoriser l'accès à la scolarité : l'association CLASSES intervient auprès d'un public en grande précarité pour faciliter l'accès à la scolarité des enfants vivant en squat, en bidonville, en hébergement d'urgence ou à la rue. Il est proposé un soutien d'un montant de 3 000 €,
- développer les leviers d'insertion culturelle, sportive ou de loisirs : il s'agit de prévenir le décrochage scolaire par des actions de parrainage ou de mobilisation sur un projet. Dans le cadre d'une relation individuelle et privilégiée avec un parrain ou une marraine, les associations Horizon parrainage (pour un montant de 12 000 €) et Proximité (pour un montant de 3 000 €) permettent aux jeunes de s'ouvrir sur l'extérieur et de se confronter à d'autres réalités. L'association Jeunesse au plein air s'inscrit dans une démarche de co-construction en partenariat avec les équipes éducatives et les "Programmes de réussite éducative", pour permettre des départs en camp ou en colonie des enfants dont les besoins sociaux ont été identifiés. Ce projet sera travaillé sur les temps périscolaires avec les enfants du primaire et du secondaire en lien avec leur famille. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 2 000 €,
- prévenir le décrochage scolaire par des actions spécifiques de remobilisation : l'objectif est d'intervenir auprès des jeunes dont le parcours est chaotique ou lorsqu'ils sont exclus temporairement du collège. Les associations de prévention spécialisée inscrivent leurs actions dans le cadre de la prévention du décrochage scolaire en développant un partenariat local avec les collèges. La fondation Amis du jeudi dimanche (AJD) dans le cadre de la cellule d'activités de la prévention spécialisée (CAPS) proposent de prendre en charge les jeunes durant le temps de leur exclusion ou lorsque les difficultés de comportement ne permettent plus aucun apprentissage. Il est proposé un soutien de ces actions respectivement à hauteur de 20 000 €. L'action de l'association Unis-cité s'adresse aux jeunes mineurs qui ont "décroché" du système scolaire. L'objectif est de les intégrer au sein des équipes de services civiques pour qu'ils s'investissent dans les actions d'utilité collective. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 10 000 €.

### **8° - Action 8 : accompagner les jeunes rencontrant des problématiques de santé mentale**

Le périmètre contraint des dispositifs actuels ne permet pas toujours de prendre en compte l'évolution des besoins en matière d'autonomie et explique de nombreuses ruptures de parcours pour les jeunes entre 16 et 25 ans.

Les jeunes rencontrant des problématiques de santé mentale sont particulièrement vulnérables. Le déni ou l'incompréhension de leurs difficultés peuvent renforcer l'exclusion et le risque d'errance.

Les prises en charge des dispositifs existants adultes ou enfants ne sont pas forcément adaptées et l'articulation entre l'éducatif et le soin doit être repensée. L'accès au logement et à l'insertion professionnelle doit être au cœur du parcours d'accompagnement afin d'améliorer l'inclusion sociale de ces publics fragiles.

Il s'agit de repenser les modalités d'accompagnement en santé mentale pour construire un parcours spécifique au 17-25 ans afin d'éviter les ruptures conduisant à l'exclusion ou l'errance. Cela passe par la construction d'un parcours d'accompagnement global et le soutien à la parentalité.

Sur 5 demandes déposées, il est proposé au Conseil l'attribution de subventions d'un montant total de 178 000 € pour développer des équipes mobiles pluridisciplinaires alliant soins et accompagnement éducatif pour les 16-25 ans, une plateforme ressource territorialisée en matière de santé mentale pour favoriser l'échange et la construction de solutions entre professionnels, des actions visant à aller vers les jeunes et un point d'accueil et d'écoute.

L'Association Lyonnaise nouvelle d'écoute et d'accompagnement (ALYNEA) propose 2 actions :

- la création d'une équipe inter-partenaire spécialisée "maraudes jeunes" pour aller à la rencontre de jeunes de 16 à 25 ans, vivant à la rue ou en squat et ne sollicitant pas ou peu les dispositifs de droit commun. Il s'agit de proposer un suivi adapté afin de permettre à ces jeunes de se projeter dans un autre mode de vie que celui de la rue et de lever les freins à l'accès aux dispositifs de droits communs. L'action vise à l'accompagnement renforcé de 30 jeunes les plus en marge par une intervention sur la Métropole, principalement Lyon centre,
- l'action "Pass'ages". Une plateforme pour les professionnels et l'intervention d'une équipe mobile composée d'un psychiatre, un psychologue, un infirmier et un travailleur social intervenant auprès des jeunes et de leur famille, ainsi que des actions auprès des personnes sans domicile fixe (SDF).

Il est proposé un soutien pour ces 2 actions pour un montant total de 137 500 € dont 97 500 € pour les "maraudes jeunes" et 40 000 € pour l'action "Pass'ages".

La Maison des adolescents propose la mise en place d'un binôme de professionnels chargés d'"aller vers" les jeunes de 11 à 21 ans, en souffrance psychique et les plus éloignés des soins et un appui des professionnels dans un objectif de favoriser l'articulation et la coordination des différents acteurs autour des situations individuelles. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 12 500 €.

Les points accueil écoute jeunes (PAEJ), gérés par la Fondation action recherche handicap et santé mentale (ARHM), proposent un accueil inconditionnel, un "aller vers", et un soutien psychologique des adolescents et des jeunes adultes, dans les quartiers en politique de la ville. Il est proposé un soutien de cette action à hauteur de 28 000 €.

#### **9° - Action 9 : favoriser l'accès de tous à la culture**

Cette action correspond à l'objectif du plan d'actions qui vise à prendre appui sur la culture comme un levier d'inclusion identifié pour tous les publics en grande précarité. Il s'agit, par le développement de coopérations entre acteurs culturels et sociaux, de favoriser la participation de tous à la vie culturelle et de privilégier des démarches co-construites impliquant les personnes, et notamment les jeunes, en situation de vulnérabilité, dans des projets et des parcours artistiques et culturels.

Sur 25 demandes déposées, il est ainsi proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions d'un montant total de 150 000 € (cf. répartition détaillée en annexe) :

- 103 000 € au profit de 18 structures artistiques ayant proposé des projets à destination des publics suivants :
  - . enfants, adolescents et jeunes adultes - 6 projets opérés par : Label équipe / compagnie Divagations, Les allumés de la lanterne, Le lien Théâtre, le théâtre du Grabuge, Sens Interdits, le théâtre Désordre des esprits / Cie Bruno Boeglin,
  - . personnes âgées isolées - un projet opéré par la compagnie La Grenade,
  - . personnes en insertion culturelle et sociale - 11 projets opérés par : Compagnie Anteprema, Dialogues en photographie, LALCA, Habitat et humanisme, Systèmes K, Cie du Subterfuge, Cie Kadia Faroux, Cie Fred Bendongué, Eolo, Médiatone, La sauce singulière ;
- 25 000 € pour le soutien de 4 associations mettant en place des chantiers éducatifs dans des établissements culturels pour des jeunes de 16 à 25 ans suivis par les services de la prévention spécialisée : Fondation AJD Maurice Gounon, Maison des jeunes et de la culture OTOTEM de Rillieux la Pape, Sauvegarde69 et SLEA,
- 22 000 € au profit de l'ALLIES, qui propose d'accompagner les MDMS et leurs partenaires dans la mise en place et le développement de projets culturels et artistiques visant à augmenter les capacités et le pouvoir d'agir de leurs publics bénéficiaires en situation de précarité.

En outre, Il est proposé d'inclure dans l'appel à projets culture et solidarités 2020, dont la reconduction a été approuvée par la délibération du Conseil n° 2019-3469 du 13 mai 2019, les présents enjeux et objectifs du plan d'actions de prévention et de lutte contre la pauvreté.

**10° - Action 10 : faciliter l'accès aux établissements médico-sociaux des personnes âgées et/ou en situation de handicap en grande précarité**

Les personnes en situation de handicap ou âgées en grande précarité ont peu accès aux soins et les hébergements sont peu adaptés à ce public ou saturés. L'objectif est d'améliorer l'accès aux offres de soins et d'hébergement pour ces publics, en renforçant les passerelles entre structures sociales et médico-sociales, par une meilleure connaissance réciproque, une mise en réseau et par la mise en place d'accompagnements renforcés.

Sur 5 demandes déposées, il est ainsi proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions d'un montant total 70 000 € :

- 30 000 € au profit de France horizon, établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Maison Fleurie, qui bénéficie d'un savoir expérientiel important dans le domaine de la grande précarité pour la mise en place d'un projet de plateforme de coordination de parcours social et médico-social visant à créer un réseau d'établissement sociaux et médico-sociaux adhérents au projet, à venir en appui des structures sociales et médico-sociales, organiser et suivre le parcours des personnes concernées et permettre la réflexion autour de projets répondant aux besoins repérés,

- 40 000 € au profit du Foyer Notre Dame des sans-abris pour la mise en œuvre du dispositif Interface. Ce projet partenarial, déjà expérimenté sur d'autres départements (Loire Atlantique et Paris) et ayant fait ses preuves, sera cofinancé par la Métropole, l'Agence régionale de santé (ARS) Auvergne Rhône-Alpes et la direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale-direction départementale déléguée (DRDJSCS-DDD) du Rhône. Il vise à faciliter l'accès aux établissements médico-sociaux par la mise en place d'un partenariat soutenu avec les établissements médico-sociaux, intervenir en appui aux accueils de jour, centres d'hébergements et dispositifs spécifiques d'accès aux soins (lits halte soins santé et lits d'accueil médicalisés) et accompagner les personnes dans leurs parcours.

**11° - Action 11 : placer le public en grande précarité au cœur de la démarche**

Les dispositifs existants ont souvent du mal à accompagner ces personnes qui connaissent de nombreuses ruptures de parcours rendant l'accès aux droits difficile, voire impossible. Afin d'adapter au mieux les actions et "aller vers" ce public souvent "invisible" pour l'action publique, la Métropole s'engage dans un dialogue continu avec les bénéficiaires de l'action sociale pour adapter ses dispositifs et définir des projets élaborés pour et par les usagers.

Sur 15 demandes déposées, il est proposé au Conseil l'attribution de subventions pour un montant total de 125 000 € visant à favoriser la participation des habitants. Neuf actions ont été identifiées à ce titre :

- le projet de démarche participative de l'association Bagagerue autour des problématiques rencontrées par les personnes vivant à la rue, notamment, l'accès aux laveries, pour un montant de 10 000 €,

- le projet Invisibles, suite documentaire de 6 films réalisé par Clou et Lili production pour sensibiliser le grand public sur le sans-abrisme et contribuer à la formation des professionnels, pour un montant de 10 000 €,

- la fabrique citoyenne portée par l'Espace créateur de solidarités de Saint Fons, pour la mise en œuvre d'une démarche participative avec les habitants pour la création d'un nouveau lieu "la Tisserine", pour un montant de 10 000 €,

- le projet CoCon porté par le Foyer Notre-Dame des sans-abris qui vise à développer la participation des publics en situation de précarité dans la co-conception et la co-construction de leur futur chez soi, pour un montant de 28 000 €,

- le projet porté par l'association LAHso qui vise à renforcer la participation des personnes accompagnées dans la vie de l'association et de ses services pour un montant de 20 000 €,

- les états généraux de l'action sociale de la Mairie de Vaulx en Velin pour un montant de 10 000 €,

- le projet porté par l'association PasserElles buissonnières qui vise à permettre l'expression des femmes accompagnées par l'association pour favoriser l'émergence de solutions expérimentales de lutte contre la pauvreté pour un montant de 12 000 €,

- le projet porté par l'association les Petits frères des pauvres pour favoriser la participation des personnes accueillies et accompagnées pour un montant de 10 000 €,

- le projet porté par l'association le Secours populaire français afin de renforcer la participation des personnes accompagnées, vecteur d'intégration et d'émancipation citoyenne, pour un montant de 15 000 €.

#### IV - Modalités de versement des fonds au profit des associations concernées

Les subventions étant inférieures au seuil de 23 000 € ne feront pas l'objet d'un conventionnement spécifique, leur versement sera effectué en une seule fois au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle elles sont dues.

Quel que soit le montant de subvention accordé, toutes les associations sont tenues d'adresser à la Métropole un bilan annuel précisant les actions réalisées ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

Où l'intervention de madame le rapporteur précisant que :

. Dans l'exposé des motifs, **3° - Action 3 : Organiser le 1<sup>er</sup> accueil inconditionnel de proximité**, il convient de lire :

"soutenir le dispositif d'accueil de jour proposé par l'association VIFFIL aux femmes victimes de violence conjugale au 167 cours Tolstoï à Villeurbanne, pour les femmes qui ont déjà été rencontrées dans le cadre des permanences sans rendez-vous, à hauteur de 49 000 €",

au lieu de :

"étayer le dispositif d'accueil sans rendez-vous proposé par l'association Violences intra familiales femmes informations libertés (VIFFIL) aux femmes victimes de violence conjugale, en particulier sur les 3<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup> arrondissements de Lyon ainsi que sur la Commune de Saint Fons, à hauteur de 49 000 €",

. Dans l'annexe portant tableau récapitulatif des subventions, dans la rubrique "Organiser le premier accueil inconditionnel de proximité", à la ligne VIFFIL, dans la colonne "Objet de la subvention", il convient de lire :

"soutenir le dispositif d'accueil de jour proposé par l'association VIFFIL aux femmes victimes de violence conjugale au 167 cours Tolstoï à Villeurbanne, pour les femmes qui ont déjà été rencontrées dans le cadre des permanences sans rendez-vous"

au lieu de :

"étayer le dispositif d'accueil sans rendez-vous proposé aux femmes victimes de violence conjugale".

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - les modifications proposées par madame le rapporteur,

b) - l'attribution des subventions de fonctionnement d'un montant total de 1 543 800 € au profit des bénéficiaires et selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé,

c) - les conventions à passer entre la Métropole et l'Amicale du nid du Rhône (ADN69), la SLEA, le CCAS de Villeurbanne, VIFFIL, l'Association Lyonnaise d'ingénierie sociale, Lahso, le MAS, le CIDFF, Innovation et développement, Tissu solidaire, la Fondation dispensaire général de Lyon, ALYNEA, l'association France horizon, le FNDSA, l'UDAF, la Fondation AJD, ARHM, Habitat et humanisme définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions,

d) - le principe de la valorisation, pour l'année 2019, d'actions existantes portées par la Métropole pour un montant de 1 112 000 €,

e) - la mise en œuvre, à partir de l'année 2020, de l'action 9 du plan d'actions de prévention et de lutte contre la pauvreté dans le cadre de l'appel à projets culture(s) et solidarités, selon les modalités adoptées par le Conseil du 13 mai 2019 (délibération n° 2019-3469).



**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 1 543 800 €, sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2019 - chapitres 017 et 65.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

## ANNEXE

Raison sociale	Adresse siège	Objet de la subvention	Montant subvention proposée 2019 (en €)
<b>Prévenir les sorties sèches de l'aide sociale à l'enfance</b>			
<b>AILOJ</b>	23 Rue Gabriel Péri, 69100 Villeurbanne	Éviter les sorties sèches des dispositifs de l'ASE accompagnement vers le logement et l'insertion	<b>6 000 €</b>
<b>Le Prado</b>	200 rue du Prado 69270 Fontaines Saint Martin	Formation adaptée pour les jeunes les plus en difficultés	<b>15 000 €</b>
<b>SLEA</b>	14 rue de Montbrillant 69003 Lyon	Accompagnement vers le logement des jeunes ayant eu un accompagnement par l'ASE durant leur minorité	<b>202 300 €</b>
<b>Amicale Du Nid du Rhône</b>	18, rue des deux Amants 69009 LYON Siege social : 21, Rue du château d'eau ,75010 Paris	Équipe mobile de prévention et de lutte contre la prostitution des mineur.es	<b>50 000 €</b>
<b>CCAS de Vaulx-en-Velin</b>	Place Nation, 69120 Vaulx-en-Velin	Améliorer le repérage et l'écoute de la souffrance psychique des jeunes à Vaulx-en-Velin	<b>20 500 €</b>
<b>Mettre en place des maraudes mixte État / Métropole de Lyon</b>			
<b>ALPIL</b>	12 Place Croix paquet 69001 Lyon	Repérage et coordination des interventions sur les sites d'habitat précaire de la Métropole de Lyon	<b>10 000 €</b>
<b>LE MAS</b>	17 rue Crépet 69007 Lyon	Logement de femmes en situation de vulnérabilité avec ou sans enfants	<b>40 000 €</b>
<b>Organiser le premier accueil inconditionnel de proximité</b>			
<b>APELIPA</b>	12, rue du Dr Auguste Lacroix, 69003 Lyon	Accueil de très jeunes enfants et de leurs parents en situation de précarité et de pauvreté.	<b>10 000 €</b>
<b>Association Lyonnaise d'Ingénierie Sociale</b>	2 Petite Rue des Feuillants, 69001 Lyon	Plateforme lieu repère Logement d'abord : complémentarité et transversalité des accueils de jour du territoire métropolitain au service des personnes en grande précarité	<b>45 000 €</b>
<b>CCAS de Villeurbanne</b>	10 Place du Dr Lazare Goujon, 69100 Villeurbanne	Mieux accompagner les personnes sans domicile fixe sur le territoire de Villeurbanne et notamment les familles avec enfants en lien avec l'école au travers d'un repérage et d'un	<b>60 000 €</b>

		accueil de jour/douche dédié	
<b>ENTOURAGE</b>	28 Rue Denfert-Rochereau, 69004 Lyon	Accélérer le déploiement de nouvelles méthodes d'aller vers et de participation de tous en contribuant à la cartographie des structures d'urgence sociale de la Métropole	<b>3 000 €</b>
<b>ESPACE CRÉATEUR DE SOLIDARITÉS</b>	5 Allée du Merle Rouge, 69190 Saint-Fons	Soutenir des permanences de médiation numérique dans des tiers-lieux du territoire métropolitain dans une logique d'accès aux droits	<b>7 000 €</b>
<b>HABITAT &amp; HUMANISME</b>	9 Rue Mathieu Varille, 69007 Lyon	Soutenir le dispositif d'escaliers solidaires mobiles dans une logique de lutte contre l'isolement	<b>11 000 €</b>
<b>LAHso</b>	259 Rue Paul Bert, 69003 Lyon	Création d'un temps d'accueil dédié aux femmes en grande précarité et/ou vivant à la rue	<b>25 000 €</b>
<b>UDAF</b>	12 bis Rue Jean-Marie Chavant, 69007 Lyon	Soutenir la création d'un point d'accueil budgétaire mobile dans une logique d'accès aux droits des personnes en difficultés socio-économiques	<b>10 000 €</b>
<b>VIFFIL</b>	156 Cours Tolstói, 69100 Villeurbanne	Soutenir le dispositif d'accueil de jour proposé aux femmes victimes de violence conjugale au 167 cours Tolstói à Villeurbanne, pour les femmes qui ont déjà été rencontrées dans le cadre des permanences sans rendez-vous	<b>49 000 €</b>
<b>Généraliser les référents de parcours</b>			
<b>Association Lyonnaise d'Ingénierie Sociale</b>	2 Petite Rue des Feuillants, 69001 Lyon	Plateforme lieu repère Logement d'abord : complémentarité et transversalité des accueils de jour du territoire métropolitain au service des personnes en grande précarité	<b>57 000 €</b>
<b>Le Mas</b>	17 rue Crépet 69007 Lyon	Logement de femmes en situation de vulnérabilité avec ou sans enfants	<b>23 000 €</b>
<b>Renforcer les passerelles entre insertion et emploi</b>			
<b>CIDFF</b>	18 place Tolozan - 69001 LYON	"Devenir actrice de son parcours" : Ou comment permettre à 12 femmes BRSA, reconnues bénéficiaires d'une protection internationale, de développer et mettre en œuvre leur autonomie par l'EMPLOI	<b>29 500 €</b>
<b>INNOVATION &amp; DÉVELOPPEMENT</b>	3 allée du Merle Rouge - 69190 SAINT-FONS	Familles monoparentales : l'accès à l'emploi comme levier d'intégration	<b>30 000 €</b>
<b>TISSU</b>	6 rue de la Gravière	Le Fil, l'inclusion des personnes réfugiées de fil	<b>30 000 €</b>

<b>SOLIDAIRE</b>	- 69009 LYON	en aiguille : lien social, engagement bénévole et remobilisation professionnelle	
<b>UFCS</b>	11/13, rue Auguste Lacroix 69003 LYON	Insertion professionnelle et Accueil petite enfance 2019/2020	<b>13 000 €</b>
<b>Habitat et humanisme</b>	9 rue Mathieu Varille 69007 LYON	Etap'emploi mise en place d'ateliers collectifs pour les bénéficiaires du RSA	<b>20 000</b>
<b>Développer la prévention auprès de la petite enfance</b>			
<b>À LIVRE OUVERT</b>	12, Grande rue de la Croix Rousse, 69004 Lyon	Je lis. Tu grandis en salle d'attente PMI - Lecture dès le jeune âge	<b>14 500 €</b>
<b>ACEPP</b>	3, rue Joseph Chapelle, 69008 Lyon	Aller vers les familles isolées, lieu d'accueil enfant parent Nomade à Lyon (LAEP)	<b>21 000 €</b>
<b>APPOR</b>	4 Rue Villeneuve, 69440 Mornant	Les p'tits parleurs - Action de stimulation du langage - orthophonie	<b>4 000 €</b>
<b>CCAS de Saint-Priest</b>	14, Place Charles-Ottina, 69800 Saint-Priest	Prévention Langage et Petite enfance : "L'éveil aux langues : pour faire des langues de chacun une chance pour tous"	<b>2 000 €</b>
<b>CENTRE SOCIAL GÉRARD PHILIPPE</b>	11 Rue Gérard Philipe, 69500 Bron	Aller vers les familles en situation de précarité afin de faciliter l'accès de leurs enfants aux deux lieux d'accueil du jeune enfant du quartier: une crèche et un lieu d'accueil enfant parent-LAEP	<b>5 500 €</b>
<b>CIDFF</b>	18 place Tolozan - 69001 LYON	Préfiguration d'une maison d'accueil dédiée aux femmes victimes de violences	<b>70 000 €</b>
<b>CONCILIA' BULLES</b>	26, avenue Gabriel Péri, 69250 Albigny sur Saône	Expérimentation d'une action collective de soutien à la parentalité "y a personne de parfait"	<b>1 000 €</b>
<b>COUP DE POUCE RELAIS</b>	241, rue Dugesclin, 69003 Lyon	Animation par le jeu en salle d'attente de consultation médicale de PMI	<b>1 500 €</b>
<b>FONDATION DISPENSAIRE GÉNÉRAL DE LYON</b>	40, avenue Georges Rougé 69120 Vaulx en Velin	Dispositif de soins pour personnes en grande précarité "précaconsult 69"	<b>30 000 €</b>
<b>LIRE ET FAIRE LIRE</b>	91, avenue du Maréchal de Saxe, 69003 Lyon	Lecteur/acteur, un travail d'acteur autour du livre et de la lecture	<b>2 000 €</b>
<b>MAISON DES FAMILLES</b>	52 Cours Charlemagne,	Soutenir les parents en situation de vulnérabilité dans leur fonction parentale en les	<b>15 000 €</b>

	69002 Lyon	reconnaisant premiers éducateurs de leurs enfants. Être un espace de prévention auprès de la petite enfance.	
<b>UDAF</b>	12 bis Rue Jean-Marie Chavant, 69007 Lyon	Ouverture de lieux d'accueil Enfants-Parents itinérant	<b>22 000 €</b>
<b>UFCS</b>	11/13, rue Auguste Lacroix 69003 LYON	Insertion professionnelle et Accueil petite enfance 2019/2020	<b>7 000 €</b>
<b>VIFFIL</b>	156 Cours Tolstoï, 69100 Villeurbanne	Prise en charge des enfants co-victimes de violences au sein du couple	<b>9 000 €</b>
<b>Prévenir le décrochage scolaire</b>			
<b>CLASSES</b>	34 Cours de Verdun Perrache, 69002 Lyon	"Partage des expériences et des savoirs", faciliter l'accès à la scolarité des enfants vivant en squat, en bidonville, en hébergement d'urgence ou à la rue	<b>3 000 €</b>
<b>Comité Jeunesse au Plein Air - Rhône et Métropole de Lyon (JPA 69 / ML)</b>	76 Rue Montgolfier, 69006 Lyon	"Des colos pour grandir et mieux apprendre"	<b>2 000 €</b>
<b>Fondation AJD Maurice Gounon CAPS (Cellule d'Activité de la Prévention Spécialisée)</b>	3 Montée du Petit Versailles, 69300 Caluire-et-Cuire	"La semaine des décrocheurs"	<b>20 000 €</b>
<b>HORIZON PARRAINAGE</b>	15 Rue de l'Annonciade, 69001 Lyon	Lutter contre le décrochage scolaire par le parrainage de proximité	<b>12 000 €</b>
<b>PROXITÉ</b>	5 Rue Jean Jaurès, 93200 Saint-Denis	Déploiement d'une action de parrainage sur la Métropole de Lyon	<b>3 000 €</b>
<b>UNIS-Cité Auvergne Rhône-Alpes - Antenne du Rhône</b>	293 Rue André Philip, 69003 Lyon	Accueil de mineurs décrocheurs dans le cadre du service civique collectif pour les remobiliser	<b>10 000 €</b>
<b>Accompagner les jeunes rencontrant des problématiques de santé mentale</b>			
<b>ALYNEA</b>	53 Rue Dubois Crancé, 69600 Oullins	Pass'Agés plate-forme d'accompagnement social et soignant	<b>40 000 €</b>

<b>ALYNEA</b>	53 Rue Dubois Crancé, 69600 Oullins	l'intervention d'une l'équipe mobile composée d'un psychiatre, un psychologue, un infirmier et un travailleur social intervenant auprès des jeunes et de leur famille, ainsi que des actions auprès des personnes SDF	<b>97 500 €</b>
<b>ARHM</b>	Pôle LYADE-ARHM Centre Administratif 31, rue de l'abondance 69003 LYON	Les points accueil écoute jeunes-PAEJ, proposent un accueil inconditionnel, un « aller vers », et un soutien psychologique des adolescents et des jeunes adultes, dans les quartiers en politique de la ville.	<b>28 000 €</b>
<b>MAISON DES ADOLESCENTS</b>	1b Cours Gambetta, 69003 Lyon	Santé mentale des adolescents : aller vers les jeunes de 11 à 21 ans en souffrance psychique, et les plus éloignés des soins	<b>12 500 €</b>
<b>Favoriser l'accès de tous à la culture</b>			
<b>LA SAUCE SINGULIERE</b>	33 rue Pasteur, 69007 LYON	"Biennale hors norme 8ème édition" : "Le jour d'après" : Événement offrant performances, expositions, spectacles et ateliers menés auprès des personnes en situation d'handicap, d'empêchement ou de précarité grâce à de multiples partenaires sociaux	<b>10 000 €</b>
<b>SENS INTERDITS</b>	16 rue François Dauphin, 69002 LYON	"Les jeunes reporters internationaux" : Production d'un web-documentaire sur le thème du travail avec des jeunes en insertion professionnelle	<b>5 000 €</b>
<b>ASSOCIATION LABEL ÉQUIPE / Cie DIVA... GATIONS</b>	16 rue de la Favorite, 69005 LYON	"RécitsTissés" : Création collective d'un récit commun pluridisciplinaire (théâtre, musique, chant, vidéo) avec des enfants, adolescents et des mineurs non accompagnés de La Maison de Charbonnières les Bains	<b>5 000 €</b>
<b>Association Lyonnaise pour L'Insertion Economique et Sociale</b>	24 rue Etienne Rognon, 69007 LYON	Essaimage de la méthodologie d'intervention " Insertion et culture" auprès des professionnels des MDMS, de leurs partenaires et de leurs publics	<b>22 000 €</b>
<b>CIE ANTEPRIMA</b>	156 Cours du Dr. Long, 69003 LYON	"Prenez place" création participative et installation urbaine avec des jeunes et des adultes en situation de grande précarité (Péniche Balajo, Emmaüs...)	<b>5 000 €</b>
<b>Cie DU SUBTERFUGE</b>	Maison des associations, 28 rue Denfert Rochereau, 69400 LYON	"Faire danser les murs #C'est quoi ton rêve ?" : Création chorégraphique et photographique participative autour du rêve avec des jeunes et des adultes en situation d'insertion	<b>7 000 €</b>
<b>Cie FRED BENDONGUE</b>	12 allée de l'Europe BP 70028, 69171 TARARE	"Joyeuse cacophonie... La suite ! : Entre-deux-défilés" : Ateliers de danse et réalisation de productions chorégraphiques avec des jeunes et des adultes en situation d'insertion	<b>5 000 €</b>

<b>Cie KADIA FARAUX</b>	92 avenue Roger Salengro, 69100 Villeurbanne	"Social Mouv Ripostes" : Projet participatif de danse hip-hop inspiré de sports de combat auprès de jeunes et adultes en situation d'échec scolaire, délinquance, isolement	<b>7 000 €</b>
<b>DIALOGUES EN PHOTOGRAPHIE</b>	4 Place Chardonnet, 69001 LYON	"Dialogues en photographie" : création photo avec des enfants, jeunes et adultes de l'association SINGA	<b>7 000 €</b>
<b>EOLO</b>	25 avenue Barthélémy Buyer, 69005 LYON	"Les voyages de Léonard" : Création de dispositifs et machines avec des personnes migrantes en apprentissage de la langue	<b>3 500 €</b>
<b>Fondation AJD Maurice Gounon</b>	100 rue des Fougères, 69009 LYON	Chantier éducatif culture au Théâtre de la mouche, Saint Genis Laval avec des jeunes relevant des services de la prévention de l'enfance	<b>3 800 €</b>
<b>HABITAT &amp; HUMANISME</b>	9 rue Mathieu Varille, 69007 LYON	Résidence d'auteur et ateliers BD avec les visiteurs des "Escalaes solidaires" de Lyon 3 <sup>e</sup> et 6 <sup>e</sup>	<b>5 000 €</b>
<b>LA GRENADE</b>	16 rue Imbert Colomès, 69001 LYON	"Les 80 ans de ma mère" : Service d'artistes à domicile auprès de personnes âgées isolées des Cités sociales de Gerland	<b>5 000 €</b>
<b>LALCA</b>	6 rue des fantasques 69001 LYON	"Hospitalité(s)" : Co-construction de portraits sonores à partir des récits de vi(II)es des jeunes et adultes en situation de grande précarité (sans -abri, travailleurs pauvres...)	<b>5 000 €</b>
<b>LE LIEN THÉÂTRE</b>	MJC Duchère 237 rue des Érables 69009 LYON	"Dévore la jeunesse/ Notre Labyrinthe" : Opus 3 "Thésée-vous et la démocratie" : Production théâtrale avec des jeunes en situation de décrochage scolaire et d'insertion	<b>6 000 €</b>
<b>LES ALLUMÉS DE LA LANTERNE</b>	26 rue Lanterne, 69001 LYON	"En scène !": Création scénique participative globale avec des enfants et jeunes bénéficiaires du Secours populaire	<b>6 000 €</b>
<b>Maison des Jeunes et de la Culture OTOTEM de Rillieux La Pape</b>	9 bis Av. Général Leclerc, 69140 Rillieux-la-Pape	Chantier éducatif culture à la MJC de Bron avec des jeunes relevant des services de la prévention de l'enfance	<b>2 500 €</b>
<b>MEDIATONE</b>	29 rue des Capucins, 69001 LYON	"6 jours pour écrire un tube!" : Ateliers de création musicale avec processus créatif complet auprès de personnes en insertion professionnelle	<b>2 500 €</b>
<b>SAUVEGARDE 69 - Service de prévention spécialisée</b>	Parc Saint Exupéry, 2 rue Maryse Bastié, 69500 BRON	Chantiers éducatifs auprès d'établissements culturels avec des jeunes relevant des services de la prévention de l'enfance	<b>10 000 €</b>

<b>SLEA</b>	12 rue de Montbrillant, 69003 LYON	Chantiers éducatifs auprès d'établissements culturels avec des jeunes relevant des services de la prévention de l'enfance	<b>8 700 €</b>
<b>SYSTÈME K</b>	24 rue Alfred de Musset 69100 Villeurbanne	"Immersion : "Champs d'humanité" : Résidence artistique visant à la création d'œuvres collectives avec de jeunes allophones et des adultes en grande précarité	<b>6 000 €</b>
<b>THÉÂTRE DU DÉSORDRE DES ESPRITS / Cie BRUNO BOËGLIN</b>	4, rue Major Martin, 69001 LYON	"Les déchainés" : création scénique avec des mineurs non accompagnés et des adultes réfugiés	<b>3 000 €</b>
<b>THÉÂTRE DU GRABUGE</b>	21 rue Genton 69008 LYON	"Classe départ" : un service civique incluant ateliers, création scénique pluridisciplinaire et travail de médiation avec des jeunes en situation de décrochage scolaire ou d'exclusion	<b>10 000 €</b>
<b>Faciliter l'accès aux établissements médico-sociaux des personnes en grande précarité âgées et/ou en situation de handicap</b>			
<b>EHPAD Maison Fleurie à FEYZIN et CHRS de FEYZIN</b>	6 rue du Champ Perrier B 69320 Feyzin	Création d'une plateforme de coordination de parcours social et médico-social	<b>30 000 €</b>
<b>FNDSA</b>	74 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon	Création du dispositif interface pour faciliter l'accès aux établissements médico-sociaux, intervenir en appui aux accueils de jour et accompagner les personnes dans leurs parcours	<b>40 000 €</b>
<b>Placer le public en grande précarité au cœur de la démarche</b>			
<b>Bagagerie</b>	47 Rue Capitaine Robert Cluzan, 69007 Lyon	Projet de démarche participative autour des problématiques rencontrées par les personnes vivant à la rue, notamment l'accès aux laveries	<b>10 000 €</b>
<b>CLOU ET LILI PRODUCTION</b>	Maison des Associations 4, Rue Denfert-Rochereau 69 004 LYON	Suite documentaire de 6 films pour sensibiliser le grand public au sans abris et contribuer à la formation des professionnels	<b>10 000 €</b>
<b>ESPACE CRÉATEUR DE SOLIDARITÉS</b>	5 Allée du Merle Rouge, 69190 Saint-Fons	Mise en œuvre d'une démarche participative avec les habitants pour la création d'un nouveau lieu « la Tisserine »	<b>10 000 €</b>
<b>FNDSA</b>	74 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon	Projet CoCon : Développer la participation des publics en situation de précarité dans la coconception et la coconstruction de leur futur chez soi	<b>28 000 €</b>
<b>LAHso</b>	259 Rue Paul Bert, 69003 Lyon	Renforcer la participation des personnes accompagnées dans la vie de l'association et de	<b>20 000 €</b>



		ses services	
<b>Mairie de Vaulx-en-Velin</b>	Place de la Nation, 69120 Vaulx-en-Velin	Etat généraux de l'action sociale (ETGVV)	<b>10 000 €</b>
<b>PasserElles Buissonnières</b>	26 Rue des Capucins, 69001 Lyon	Favoriser l'expression des femmes accompagnées par l'association pour favoriser l'émergence de solutions expérimentales	<b>12 000 €</b>
<b>Petits frères des pauvres</b>	2 Rue Saint-Gervais, 69008 Lyon	Favoriser la participation des personnes accueillies et accompagnées	<b>10 000 €</b>
<b>SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS – Fédération du Rhône</b>	21 Rue Galland, 69007 Lyon	Renforcer la participation des personnes accompagnées, vecteur d'intégration et d'émancipation citoyenne	<b>15 000 €</b>
<b>Montant total des subventions</b>			<b>1 543 800</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3733**

commission principale :	développement solidaire et action sociale
objet :	<b>Attribution d'une subvention d'équipement à l'Amicale du nid pour l'acquisition de nouveaux locaux</b>
service :	Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction des ressources

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

L'Amicale du nid est une association dont l'objet est, depuis 1966, d'accueillir, héberger, accompagner et former des personnes ayant connu ou connaissant des situations de violence, le plus souvent des prostitué(e)s. L'Amicale du nid dispose notamment pour ce faire d'un centre d'hébergement de réinsertion sociale (CHRS).

Les personnes accueillies y sont accompagnées pour une réinsertion sociale et professionnelle, passant également par l'aide à l'accès au logement.

La Métropole de Lyon est intervenue en soutien de l'association à plusieurs reprises : par l'octroi d'une subvention jusqu'en 2017 puis, du fait d'une évolution réglementaire renforçant l'intervention de l'État sur ce champ d'intervention (loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 relative aux parcours de sortie de la prostitution), en ciblant son appui sur le soutien à des projets et des dispositifs travaillés conjointement entre la Métropole et l'Amicale du nid (par exemple dans le cadre du plan local d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PLALHPD) ou des partenariats conjoints avec d'autres acteurs comme la Maison de la veille sociale -MVS-).

**II - Le projet**

L'Amicale du nid fait face aujourd'hui à la hausse du loyer de ses locaux, actuellement situés 18 rue des Deux Amants à Lyon 9°, et s'est de fait inscrite dans la recherche de nouveaux locaux. C'est dans ce contexte qu'intervient le projet d'achat de nouveaux locaux d'une surface de 888 m<sup>2</sup> au 23-31 rue Saint Jean de Dieu à Gerland, Lyon 7°, dans le cadre du programme immobilier "TechnoPark". Ce projet permettra à l'association de regrouper l'ensemble de ses activités sur un même site (siège, milieu ouvert, CHRS, accompagnement juridique, médical et formation). Ces nouveaux locaux permettront également à l'Amicale du nid de maintenir l'Atelier d'adaptation à la vie active (AAVA) financé par l'État, sur un site plus adapté au développement de cet outil d'insertion.

Le plan de financement du projet d'acquisition de nouveaux locaux par l'Amicale du nid est le suivant :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achat HT	1 862 400	Région Auvergne-Rhône-Alpes	500 000
TVA neuf	372 480	Métropole de Lyon	400 000
frais de notaire	40 000	Ville de Lyon	300 000
frais de négociation	44 697	autofinancement	119 577
		emprunt	1 000 000
<b>Total dépenses</b>	<b>2 319 577</b>	<b>Total recettes</b>	<b>2 319 577</b>

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 400 000 € au profit de l'Amicale du nid, dans le cadre de l'acquisition de nouveaux locaux, pour l'année 2019 ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

#### **DELIBERE**

##### **1° - Approuve :**

a) - l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 400 000 € au profit de l'Amicale du nid pour l'acquisition de nouveaux locaux,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'Amicale du nid définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale n° 32 - Prévention santé, individualisée sur l'opération n° 0P32O7757 pour un montant de 400 000 € en dépenses.

**4° - Le montant** à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 204, selon l'échéancier prévisionnel suivant : 400 000 € en 2019.

**Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.**

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3734**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Attribution d'une subvention à l'association Métropole aidante pour l'expérimentation d'un dispositif coordonné d'information et d'accompagnement des aidants**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Pôle des personnes âgées et des personnes handicapées

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Sur le territoire métropolitain, quelque 165 000 personnes prennent soin d'un proche âgé, malade ou en situation de handicap. Parmi eux, on estime que 32 000 aidants consacrent plus de 50 heures par semaine à leur proche au domicile, avec d'importantes conséquences sur la vie familiale, professionnelle, sociale, mais aussi sur leur propre santé. Les proches aidants jouent un rôle majeur auprès des personnes âgées dépendantes et des personnes en situation de handicap, de par le soutien qu'ils apportent au quotidien. Celui-ci est accru dans un contexte caractérisé par les progrès thérapeutiques allongeant l'espérance de vie des personnes fragilisées par la maladie, le handicap ou le grand âge, le "virage ambulatoire" réduisant les durées d'hospitalisation et le développement des soins à domicile, et enfin le souhait des personnes de rester à leur domicile.

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a mis en avant le rôle des aidants et prévoit des dispositions en leur faveur, d'autres évolutions réglementaires ultérieures également. Mais si les aidants sont aujourd'hui mieux reconnus, leur vie quotidienne reste souvent difficile et les dispositifs de répit et d'accompagnement restent à structurer et renforcer.

La Métropole de Lyon a fait le choix de déployer une véritable politique volontariste en faveur des aidants, le développement du soutien et de l'accompagnement des aidants est ainsi une des orientations majeures du projet métropolitain des solidarités (PMS) adopté par délibération du Conseil n° 2017-2275 du 6 novembre 2017.

Une démarche partenariale inédite en France a été initiée sur le territoire de la Métropole visant à coordonner l'action des principaux acteurs associatifs, institutionnels et privés, porteurs d'une offre de soutien aux proches aidants. Le lancement officiel de cette démarche de structuration a eu lieu en janvier 2018, en présence de la Métropole, de l'Agence régionale de santé (ARS) et des acteurs locaux du soutien aux aidants. La démarche, aujourd'hui, réunit près de 130 acteurs locaux (associations, établissements, services, institutions, organismes de retraite et de prévoyance, mutuelles et entreprises).

Ce travail partenarial a abouti à la création par les principaux acteurs de l'association Métropole aidante le 23 avril 2019. Les membres du collège des fondateurs sont la Fondation France Répit, l'association APF France Handicap, la Fondation OVE, France Alzheimer Rhône, ADAPEI 69, l'Union nationale de familles et amis de personnes malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) 69 et le groupe APICIL.

Cette association a pour objet de faciliter l'accompagnement des proches aidants par des dispositifs de répit, de soutien et d'accompagnement sur le territoire de la Métropole ainsi que d'informer et d'orienter les aidants vers ces dispositifs selon leurs besoins.

## II - Présentation du projet de l'association

L'association souhaite expérimenter un dispositif coordonné visant à faciliter l'accès des aidants de la Métropole aux multiples dispositifs de répit et d'accompagnement avec un double objectif de structuration de l'offre et d'accès facilité aux propositions, qui sont multiples et riches sur le territoire, mais mal connues des aidants.

Le projet de l'association, initié en 2018, prévoit l'expérimentation de plusieurs outils de 2019 à 2022 :

- un site internet "Métropole aidante" qui permet aux aidants de trouver des solutions d'accompagnement, avec une cartographie de l'ensemble des offres des acteurs (répit à domicile ou en établissement, formations, groupes de parole, cafés des aidants, soutien psychologique ou social, aides aux démarches, etc.),
- un lieu d'accueil, d'information et d'orientation des aidants vers les multiples offres et points d'accueil du territoire. Ce lieu d'accueil du public sera animé par des professionnels (psychologue, assistante sociale, etc.). Il sera aussi un lieu ressource et de coordination pour les acteurs du secteur, disponible pour des événements et formations. Initié en 2019, il ouvrirait ses portes au public en 2020,
- une plateforme téléphonique permettra également le conseil à distance.

## III - Budget prévisionnel et plan de financement du projet

Le budget global prévisionnel du projet est estimé à 1 225 180 € sur la période totale 2018-2022. Il prévoit un cofinancement tant public que privé.

Sur le montant global de ce projet, l'ARS a financé via une subvention de 40 000 € octroyée à la Fondation France Répit des dépenses au titre de la coordination du projet avant la création de l'association Métropole aidante. L'ARS finance également, via des crédits médico-sociaux gérés par la Fondation OVE, des dépenses prévisionnelles sur toute la durée du projet 2018-2022, à hauteur de 317 180 € (dont le site internet à hauteur de 135 680 €), portés dans les budgets de la Fondation OVE.

Le budget prévisionnel du projet pour l'association s'élève à 868 000 € détaillé comme suit :

Budget prévisionnel du projet pour l'association Métropole aidante (2019-2022)			
Dépenses (en €)		Recettes (en €)	
lieu d'accueil	777 000	Métropole de Lyon	400 000
communication	31 000	APICIL	440 000
gestion administrative	24 000	cotisation membres	28 000
autres	36 000		
<b>Total</b>	<b>868 000</b>	<b>Total</b>	<b>868 000 €</b>

L'association Métropole aidante sollicite une demande de subvention auprès de la Métropole à hauteur de 400 000 € pour financer les actions menées sur les années 2019 à 2022, soit un budget total estimé à 868 000 €.

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention pluriannuelle d'un montant total de 400 000 €, dans le cadre de la réalisation de l'animation du lieu d'accueil pour les années 2019 à 2022 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

### DELIBERE

#### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 400 000 € au profit de l'association Métropole aidante dans le cadre de la réalisation de l'animation du lieu d'accueil pour les années 2019 à 2022,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association Métropole aidante définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 400 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 à 2023 - chapitre 65 - opération n° 0P37O3468A, selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 25 000 € en 2019,
- 125 000 € en 2020,
- 125 000 € en 2021,
- 87 500 € en 2022,
- 37 500 € en 2023.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3735**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Établissements et services pour personnes âgées et handicapées - Abrogation des délibérations n° 036 du 31 mars 2006 et n° 006 du 18 juillet 2008 du Conseil général du Rhône - Approbation du nouveau dispositif d'aide à l'investissement**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la vie en établissement

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Dans le cadre de l'amélioration des conditions d'accueil des résidents (réhabilitation, reconstruction ou mise en sécurité) l'assemblée départementale du Rhône avait adopté plusieurs délibérations (février 2000, mars 2006, juillet 2008) prévoyant la possibilité d'allouer une aide à l'investissement de 3 050 € par lit habilité à l'aide sociale ou par place d'accueil de jour créée, somme versée sur présentation de factures acquittées.

La Métropole a poursuivi ce dispositif avec un budget alloué de 5 264 822 € dans le cadre de la présente programmation pluriannuelle d'investissement 2015-2020 (PPI).

À ce jour, 2 788 144,94 € ont été versés, laissant un reliquat disponible de 2 476 677,06 €. 19 opérations immobilières ont été accompagnées à ce jour, dont 13 réhabilitations et 6 reconstructions totales.

Aujourd'hui, il est estimé que ce dispositif, hérité du Département du Rhône, connaît de nombreuses limites :

- un périmètre restreint : seules les structures pour personnes âgées médicalisées sont éligibles, ce qui exclut les établissements non médicalisés, les résidences autonomes ainsi que celles assurant l'accueil de personnes en situation de handicap,
- une absence d'instruction des demandes : la délibération en vigueur prévoit une attribution automatique dès lors que les conditions d'éligibilité sont remplies,
- une faible efficacité budgétaire : l'attribution forfaitaire et le montant par lit ne permettent pas un impact significatif sur les tarifs journaliers et, en conséquence, une maîtrise notable des surcoûts de l'opération.

**II - Évolutions proposées**

La volonté de la Métropole est de renforcer l'efficacité du dispositif et de marquer sa volonté de s'engager dans une véritable politique de soutien à l'investissement des établissements médico sociaux en proposant une refonte complète du dispositif.

Le montant de l'aide pourra ainsi représenter une part non négligeable du financement de l'opération, dans la limite des seuils réglementaires en vigueur (à ce jour 80 % au maximum de la dépense subventionnable).

Des évolutions de 2 ordres sont proposées.

**1° - Le périmètre**

Dans un souci de convergence des politiques de prise en charge de la perte d'autonomie et de la compensation du handicap, il apparaît pertinent d'ouvrir le nouveau dispositif à l'ensemble des établissements

totallement habilités à l'aide sociale relevant de la compétence de la Métropole et concourant à la prise en charge de ce public.

En outre, cette orientation est en cohérence avec le projet métropolitain des solidarités.

## 2° - L'instruction

A l'heure actuelle, un simple contrôle d'éligibilité est effectué car l'opportunité et la qualité du projet n'étaient pas appréciées.

Sur ce point, il semble nécessaire d'établir des critères objectifs permettant de limiter le flux des demandes et de prioriser les opérations qui pourront concourir à ce dispositif afin de garantir la solidité du projet et la rationalisation de la dépense effectuée.

Le nouveau dispositif prévoira donc le dépôt d'un dossier dans une fenêtre de temps définie annuellement, une instruction du dossier avec des critères d'analyse et de classement définis à l'avance.

En termes de phasage annuel du processus d'attribution d'aide à l'investissement, le calendrier suivant peut être retenu :

- 1<sup>er</sup> trimestre : information à l'ensemble des gestionnaires d'établissements et de services de l'ouverture de la fenêtre de dépôt des dossiers de demandes d'aide à l'investissement,
- 2<sup>ème</sup> trimestre : réception des dossiers, étude, audition des candidats par un représentant du pôle personnes âgées - personnes handicapées et un représentant de la direction patrimoine et moyens généraux (DPMG),
- 3<sup>ème</sup> trimestre : arbitrage de la Vice-Présidente déléguée sur le classement à partir des grilles d'analyse complétées par les agents tant au moment de l'instruction sur dossier que de l'audition,

Sur le plan de l'étude des demandes, une condition préalable sera les demandes d'individualisation de l'autorisation de programme correspondante au conseil métropolitain.

## 3° - Les effets attendus et évolutions du dispositif dans le cadre de la prochaine PPI

En soutenant l'investissement, l'effort de la collectivité permettra également de diminuer les charges relatives à l'achat du foncier, à des redevances locatives ou aux coûts liées à la construction, coûts qui pèsent actuellement sur le fonctionnement des structures, impactent les prix de journée et par conséquent le financement de l'aide sociale à l'hébergement.

Dans le cadre de la prochaine PPI, ce dispositif pourrait prendre une ampleur nouvelle en se dotant de moyens supplémentaires substantiels permettant de développer une réelle politique de soutien à l'investissement encore plus ambitieuse pour la Métropole.

## III - Proposition

Il est donc proposé au Conseil de valider le nouveau dispositif d'aide à l'investissement à destination des établissements accueillant des personnes âgées ou des personnes en situation de handicap, sous compétence exclusive ou conjointe de la Métropole, totalement habilités à l'aide sociale ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

### DELIBERE

**1° - Abroge** le dispositif préexistant d'aide à l'investissement issu des délibérations du Conseil général du Rhône n° 036 du 31 mars 2006 relative aux aides apportées aux établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes et n° 006 du 18 juillet 2008 traitant des accueils de jour en son 3° relatif à la subvention d'investissement accordée pour la création de places d'accueil de jour.



**2°- Approuve** le nouveau dispositif d'aide à l'investissement impliquant une instruction technique, une audition des soumissionnaires, une décision d'attribution d'aide à l'investissement et la signature d'une convention de versement.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3736**

commission principale : **développement solidaire et action sociale**

commune (s) : **Sainte Foy lès Lyon**

objet : **Etablissements pour personnes âgées - Attribution d'une subvention au centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon pour la reconstruction de son établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD)**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la vie en établissement**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Les délibérations de mars 2006 et juillet 2008 adoptées par l'assemblée départementale du Rhône (délibération initiale de février 2000) ont prévu la possibilité d'allouer une aide à l'investissement de 3 050 € par lit (ou place d'accueil de jour) habilité à l'aide sociale, en faveur des établissements signataires d'une convention tripartite et ce, pour des travaux visant à améliorer les conditions de vie des résidents (réhabilitation, reconstruction ou mise en sécurité), ainsi que pour la création de places d'accueil de jour.

Les établissements pour personnes âgées entreprennent régulièrement des travaux de réhabilitation, de rénovation ou reconstruction, dont le financement doit être formalisé par un plan pluriannuel d'investissement (PPI), soumis réglementairement à l'approbation de la Métropole, selon l'article R. 314-20 du code de l'action sociale et des familles (CASF) qui prévoit que "les programmes d'investissement et leurs plans de financement ainsi que les emprunts dont la durée est supérieure à un an, doivent être approuvés par l'autorité de tarification". Cette approbation est une condition préalable à la prise en compte des surcoûts du projet dans le budget des établissements habilités à l'aide sociale uniquement.

La subvention d'investissement est sollicitée par les établissements habilités totalement ou partiellement à l'aide sociale, à l'occasion de l'étude des PPI réceptionnés par les services.

La subvention est versée sur production des factures correspondant aux travaux mentionnés dans la délibération.

**II - Présentation du projet**

Le centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon regroupe une activité sanitaire articulée autour de 33 lits de maternité, 22 lits de médecine, 32 lits de soins de suite et de réadaptation et une offre médico-sociale d'EHPAD de 105 lits.

Ce projet verra la reconstruction des 105 lits sur une autre parcelle comprise au sein du centre hospitalier. Le nouveau bâtiment comprendra notamment 25 lits d'unité protégée et 10 lits à destination des personnes handicapées âgées souffrant de troubles psychiques.

Le montant de l'investissement global qui s'élève à 12 832 084 €, construction et aménagements compris, est financé à 52 % par des emprunts, à 38 % par autofinancement via la cession de biens immobiliers et à 10 % par subvention.

L'aide à l'investissement de la Métropole s'élève à 320 250 €, soit 3 050 € pour chacun des 105 lits. Le PPI relatif à l'opération a reçu une validation par courrier en date du 22 juin 2018.

**III - Proposition**

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution de la subvention visée, pour un montant de 320 250 € ;

Vu ledit dossier ;

Vu ledit projet de convention ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 320 250 € au profit du centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon dans le cadre de la reconstruction des 105 lits d'EHPAD en conformité avec le plan pluriannuel d'investissement validé en date du 22 juin 2018,

b) - la convention à passer entre la Métropole et le centre hospitalier de Sainte Foy lès Lyon définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - **La dépense** correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale n° 37 - Personnes âgées - individualisée sur l'opération n° 0P37O5647 pour un montant de 320 250 € en dépenses.

4° - **Le montant à payer** sera imputé en section d'investissement sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 204 - fonction 423.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3737**

commission principale : développement solidaire et action sociale

objet : **Protection maternelle et infantile (PMI) - Parentalité et accueil du jeune enfant de 6 ans et moins - Soutien aux actions 2019 du Contrat enfance jeunesse (CEJ) 2016-2019 avec la Caisse d'allocations familiales (CAF)**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La présente délibération porte sur les actions proposées en 2019, dans le cadre du CEJ 2016-2019. Le CEJ est un des leviers opérationnels des actions communes du projet métropolitain des solidarités (PMS) adopté par délibération du Conseil n° 2017-2275 du 6 novembre 2017, et du schéma départemental et métropolitain de service aux familles (SAF) 2016-2019, voté par délibération n° 2016-1546 du 10 novembre 2016. Fin 2019, le SAF et donc le CEJ arriveront à leur terme. Un travail de bilan et d'évaluation a déjà été lancé afin de mesurer les résultats du précédent schéma et tracer les contours du prochain.

Les objectifs du SAF dont le CEJ, sont en phase avec le PMS, à travers les fiches actions (FA) suivantes :

- FA n° 74 : développer les actions d'accès à la culture afin de lutter contre la fracture sociale dès le plus jeune âge,
- FA n° 76 : soutenir les partenariats des acteurs de l'insertion et de la petite enfance,
- FA n° 77 : promouvoir le métier et lutter contre le chômage des assistants maternels.

L'année 2019 est aussi marquée par l'engagement de la Métropole de Lyon dans "la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté", adoptée par délibération du Conseil n° 2019-3575 du 24 juin 2019.

Pour plus de cohérence, de lisibilité et de synergies des politiques publiques, en cette année charnière, les actions du CEJ 2019 seront en concordance avec les 3 dispositifs publics que sont le SAF, le PMS et "la stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté".

**II - Les actions 2019 du CEJ**

Afin d'assurer la continuité des actions 2018 et les ajuster pour répondre aux nouveaux besoins, la CAF et la Métropole proposent de soutenir ensemble les 4 actions suivantes en 2019 :

**1° - Information, accompagnement et outillage juridique de parents employeurs d'assistants maternels, dans les relais d'assistants maternels (RAM) des quartiers défavorisés, en politique de la Ville**

Les RAM sont des lieux d'information, de rencontre et d'échange au service des parents, des assistants maternels, et des professionnels de la petite enfance. Ils sont gérés par une collectivité, une mutuelle, une association. La CAF participe à leur financement.

Il s'agit en 2019, de la dernière étape de l'action conduite depuis 2017 et portée par l'association Fédération des particuliers employeurs de France (FEPÉM). La complexité administrative du statut des assistants maternels peut être un frein à leur emploi, pour certains parents.

En 2018, l'action de la FEPEM a permis l'outillage de 16 professionnels responsables de RAM, relais situés dans 16 quartiers en politique de la ville ou limitrophes, et l'accompagnement de leur public dit "fragile". Il ressort du bilan 2018, qu'une centaine de famille a été accompagnée dans le cadre de l'expérimentation. En 2018, l'action a aussi porté sur 2 volets stratégiques :

- l'élaboration de 4 contrats types prenant en compte les différentes situations de garde d'enfant,
- la réalisation d'une mission exploratoire et expérimentale de mandatement pour les parents employeurs ou assistants maternels.

En 2019, dernière année de l'expérimentation, l'action comportera les objectifs suivants :

- assurer 50 consultations juridiques, dédiées aux cas complexes,
- assurer 150 consultations téléphoniques permettant des réponses techniques aux questions posées par les assistants maternels, les parents employeurs et les RAM,
- assurer un volet ingénierie pour la gestion des outils, l'enregistrement des échanges, le suivi et l'évaluation du partenariat.

Le montant de cette action, proposée dans le CEJ 2019, est de 9 000 €.

## **2° - Journée nationale de valorisation du métier des assistants maternels (ASMAT)**

En 2018, la Métropole a pris l'initiative d'organiser une action concertée de tous les acteurs impliqués dans l'accueil individuel, pour mettre en valeur le métier d'assistants maternels. L'opération s'est inscrite dans le cadre de la semaine nationale des assistants maternels, du 17 au 24 novembre 2018. C'est un programme qui a mobilisé les RAM, 18 communes et 5 arrondissements de Lyon (Lyon 3°, Lyon 5°, Lyon 6°, Lyon 7°, Lyon 9°), dans 53 lieux d'accueil. L'information a été diffusée dans le journal MET' de la Métropole, avec près de 150 000 exemplaires.

En 2019, il s'agit de renouveler cette action de valorisation du métier d'assistant maternel. Parmi les outils, il est proposé de réaliser deux vidéos de 3 à 5 minutes chacune, sur la journée type et un tutoriel pour devenir assistant maternel. Cette réalisation sera assurée par un prestataire vidéo, sur la base d'un marché public déjà opérationnel dans la Métropole.

Le montant de cette action, proposée dans le CEJ 2019, est de 4 320 €.

## **3° - Action d'accompagnement "sur les chemins de la coéducation", par l'Association des collectifs enfants parents professionnels (ACEPP)**

Cette action, mise en œuvre par l'ACEPP, vient suite à 2 réalisations portant sur le positionnement de l'enfant au cœur des dispositifs et, notamment, en 2017, création d'une "malle à tout faire" facilitant l'accès à la culture et aux arts plastiques.

En 2018, l'action a comporté 6 demi-journées de formation des animateurs RAM, et 16 temps auprès des enfants et des assistants maternels. La "malle à tout faire" a été réalisée avec une professionnelle plasticienne pour les transmettre aux assistants maternels et aux enfants lors des temps collectifs. Les RAM identifiés se situent dans les Communes de Lyon, Villeurbanne, Saint Fons, Vénissieux et Rillieux la Pape.

En 2019, il s'agit d'organiser une journée partenariale avec la réalisation d'un film "sur les chemins de la coéducation". Cette action sera construite de manière participative, en associant en amont : les parents, les professionnels de la petite enfance, et les institutions.

Le coût de cette action en 2019 est de 5 000 €.

## **4° - Action d'insertion des parents et accueil petite enfance, par l'association Union féminine civique et sociale (UFCS)**

Cette action soutenue par la Métropole en 2017 et 2018 est portée par l'association UFC à Lyon 3°. Elle permet de mobiliser un public composé en très grande majorité de femmes isolées en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA), et du complément de libre choix d'activité (CLCA), en leur offrant sur un même lieu une solution de garde ponctuelle pour leurs jeunes enfants. Cette action s'adresse à des personnes domiciliées à Lyon, bénéficiant du RSA majoré (ex allocation de parent isolé -API-) et souhaitant s'impliquer dans une réflexion sur l'emploi. Pendant la formation, les enfants sont accueillis dans des locaux contigus. Les femmes participantes peuvent ainsi expérimenter la conciliation d'une vie personnelle avec une vie professionnelle, et s'investir dans un parcours d'insertion.

En 2018, l'action a porté sur la constitution de 2 groupes de femmes de 10 à 12 personnes sur une période de 15 à 17 semaines, soit 20 à 24 personnes pour 2 sessions. Chaque femme vient avec au moins un enfant de moins de 3 ans.

En 2019, il s'agit d'organiser 2 sessions afin de poursuivre cette action d'insertion des parents pendant l'accueil de leur enfant. L'objectif de la formation est d'arriver en fin de parcours à penser un projet professionnel ou simplement un objectif d'emploi, organiser la vie professionnelle et la vie familiale, trouver un mode de garde, envisager une cohabitation de rôles : de femme, de mère et de professionnelle.

Le montant de cette action, proposé dans le CEJ 2019, est de 6 680 €.

Le soutien des 4 actions s'appuie sur un montage financier mobilisant la CAF et la Métropole comme suit :

Associations, structures porteuses, et prestation vidéo retenues en 2019	Subvention 2018 (en €)	Subvention demandée en 2019 (en €)	Subvention proposée en 2019 (en €)	Part Métropole 2019 (en €)	Estimation part CAF 2019 à verser à la Métropole (en €)
FEPEM	11 160	11 450	9 000	3 420	5 580
A livre ouvert	4 000	0	0	0	0
ACEPP	4 000	5 000	5 000	1 900	3 100
UFCS	5 840	9 450	6 680	2 538	4 142
prestation vidéo, programmée dans un marché public déjà opérationnel à la Métropole	0	4 320	4 320	1 642	2 678
<b>CEJ 2019 CAF Métropole</b>	<b>25 000</b>	<b>30 220</b>	<b>25 000</b>	<b>9 500</b>	<b>15 500</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution pour l'année 2019, des subventions de fonctionnement dans le cadre de la réalisation des actions du CEJ 2019 pour un montant de :

- 9 000 € au profit de l'association FEPEM, Lyon 3°,
- 5 000 € au profit de l'ACEPP, Lyon 8°,
- 6 680 € au profit de l'association UFCS, Lyon 3°,

b) - le financement dans le cadre du CEJ 2019 d'une prestation vidéo, pour la valorisation du métier d'ASSMAT lors de la journée nationale des assistants maternels prévue le 19 novembre 2019, pour un coût de 4 320 €,

c) - les conventions à passer entre la Métropole, la CAF du Rhône et les associations FEPEM, ACEPP et UFCS, définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions et de participation financière de la CAF.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 20 680 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P3503346A.

**4° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 4 320 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 011 - opération n° 0P3503346A.

**5° - La recette** de fonctionnement en résultant, soit 15 500 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 74 - opération n° 0P3503346A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3738**

commission principale : **développement solidaire et action sociale**

commune (s) : **Lyon 8°**

objet : **Maison de la Métropole pour les Solidarités (MDMS) - Individualisation d'une autorisation de programme - Acquisition de locaux, travaux d'aménagement et achat de mobilier**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction des ressources**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Le Pacte de cohérence métropolitain (PCM), adopté par délibération du Conseil n° 2015-0938 le 10 décembre 2015, permet une meilleure articulation des actions menées par la Métropole de Lyon avec celles des communes. La Ville de Lyon a souhaité expérimenter un projet d'accueil et d'accompagnement social commun entre les antennes solidarités du centre communal d'action sociale (CCAS) et les Maisons de la Métropole (MDM) en répondant à l'appel. La proximité et la complémentarité du CCAS avec les services de la Métropole compétente sur le même territoire ont incité les 2 entités à rapprocher leurs équipes dans le but de faire converger leurs pratiques d'accueil et d'accompagnement social (accès aux droits, au logement, lutte contre les exclusions, prévention enfance, protection des adultes vulnérables et gestion du dispositif partenarial fonds d'aide aux jeunes, etc.). Il apparaît également nécessaire d'apporter une expertise croisée dans les domaines respectifs de chaque entité, de conforter le partenariat local existant et d'organiser la représentation des 2 entités dans les domaines concernés dans un souci d'efficacité et de service à l'utilisateur.

Aux termes de l'article L 3633 - 4 du code général des collectivités territoriales (CGCT), le CCAS de la Ville de Lyon, établissement public, peut déléguer à la Métropole la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses compétences.

Dans ce cadre, la Métropole s'est vu confier la création de points d'accueil et d'accompagnement sociaux uniques dans l'objectif d'améliorer le service rendu à l'utilisateur et d'optimiser les moyens et ressources dédiés : simplifier ses démarches, améliorer les délais d'attente et de prise en charge, mieux l'accompagner en mobilisant de manière complémentaire les aides facultatives et les outils d'accompagnement du CCAS ainsi que les aides réglementaires de la Métropole.

Les modalités d'interventions réciproques du CCAS et de la Métropole dans le cadre de cet espace d'accueil et d'accompagnement social ont été fixées dans une convention approuvée par le Conseil métropolitain du 15 décembre 2017 (délibération n° 2017-2420).

Ainsi, les parties ont convenu d'un commun accord que l'espace d'accueil et d'accompagnement social sera hébergé dans les locaux de la Métropole, la mise en commun des moyens immobiliers, informatiques et humains devant permettre aux 2 collectivités de réaliser des économies de fonctionnement. Dans un contexte budgétaire contraint, ces économies constituent la condition du maintien d'un service public de qualité aux habitants sur le territoire. À noter qu'il s'agit également de simplifier le parcours de l'utilisateur en lui offrant l'accès à l'ensemble des services médico-sociaux métropolitains et du CCAS de la Ville de Lyon sur un lieu unique.

Dans un souci d'optimisation du nombre de sites et d'un accueil optimisé des usagers, les antennes de solidarité du CCAS ont été fermées sur 7 arrondissements : 1er, 2°, 3°, 4°, 5°, 6° et 9°. Les personnels du CCAS de la Ville de Lyon et de la Métropole participant à l'accueil social unique travaillent ensemble dans les MDMS de ces 7 arrondissements.



Sur les arrondissements du 7° et du 8°, les 4 sites d'implantation des MDMS ne disposaient pas de surfaces suffisantes pour accueillir les agents et les usagers des 2 antennes solidarités du CCAS de la Ville de Lyon.

S'agissant plus particulièrement du 8° arrondissement de Lyon, il comporte actuellement les structures suivantes :

- une MDMS principale située place Latarjet (propriété de la Métropole),
- une MDMS située boulevard Jean XXIII (propriété de la Métropole),
- une MDMS située avenue Jean Mermoz sur le secteur Bachut (ex antennes de solidarité, propriété de la Ville de Lyon).

Afin de mettre en place ces accueils sociaux uniques, les locaux de la Métropole nécessitent, selon les cas, quelques aménagements avec la réalisation de travaux et prioritairement, sur ce 8° arrondissement, l'achat de nouveaux locaux sur le secteur du Jet d'eau.

À noter que la cohérence de l'accueil et de l'accompagnement des usagers à l'échelle du territoire de Lyon 7 - 8 nécessitera également une réflexion concomitante pouvant aboutir à une modification des sites MDMS de Lyon 7.

## II - Projet

Sur le 8° arrondissement, des locaux commerciaux d'une surface de 1 535 m<sup>2</sup> en rez-de-chaussée d'immeubles situés dans le quartier de Jet d'Eau sont disponibles à la vente pour un montant de 2 300 € HT le mètre carré, ce qui représenterait un montant de 4 300 000 € TTC, frais de notaire inclus.

Le secteur Jet d'eau correspond à l'emplacement idéal pour une MDMS en raison d'une proximité immédiate avec le quartier des États Unis et d'une bonne desserte au niveau des transports en communs (tram T2 et T4, bus).

L'acquisition de ces locaux et leur aménagement doivent concrétiser le projet d'accueil social commun sur l'ensemble de cet arrondissement.

Ils permettront, dans un souci d'optimisation du nombre de site et de mutualisation des moyens, de :

- fermer l'accueil médico-social des MDMS Jean XXIII et Bachut (les locaux situés rue Jean XXIII seront valorisés en les affectant à un autre service),
- regrouper les agents de la Métropole et du CCAS sur la MDMS principale Latarjet ainsi que sur la future MDMS Jet d'eau, objet du présent rapport.

Cette étape permettrait ainsi d'accueillir, à horizon 2021, les agents du CCAS dans les locaux des MDMS du 8° arrondissement en réduisant le nombre d'accueil médico-social : 2 accueils au lieu de 3 actuellement.

Ce projet d'aménagement entraîne de lourds travaux puisqu'il s'agit de transformer 6 lots commerciaux, répartis en rez-de-chaussée de 3 immeubles, en un seul équipement public médico-social. De plus, ces lots étant livrés bruts, les travaux comprennent la pose des menuiseries (ensemble menuisé d'une surface totale de 550 m<sup>2</sup>), du second œuvre, des équipements techniques (chauffage, renouvellement d'air), etc.

Outre le coût de l'acquisition pour un montant de 4 300 000 € TTC, l'ensemble du projet d'aménagement est ainsi estimé à 4 000 000 € TTC répartis de la manière suivante :

- 400 000 € TTC pour les études : 50 000 € TTC pour les diagnostics ; 350 000 € TTC pour le contrôle technique, le coordonnateur sécurité et protection de la santé et l'assistance à maîtrise d'ouvrage, sachant que la maîtrise d'œuvre sera réalisée en interne,
- 3 600 000 € TTC pour les travaux.

Enfin, une enveloppe est requise pour l'achat du mobilier à hauteur de 150 000 € TTC.

En conclusion, il est aujourd'hui demandé l'individualisation d'une autorisation de programme permettant, en dépenses, l'acquisition des locaux pour un montant total de 4 300 000 € TTC, la réalisation des études pour 400 000 € TTC, les travaux pour 3 600 000 € TTC et l'achat du mobilier pour 150 000 € TTC.

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de **sa commission développement solidaire et action sociale** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** le projet de création d'un espace d'accueil et d'accompagnement social commun entre la Métropole et le CCAS de la Ville de Lyon dans le secteur Jet d'eau du 8° arrondissement de Lyon, impliquant une acquisition de locaux, des travaux d'aménagement et l'achat de mobilier.

**2° - Décide** l'individualisation de l'autorisation de programme P28 - Fonctionnement de l'institution, pour un montant de 8 450 000 € TTC en dépenses, en 2019, à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 4 350 000 € en 2019,
- 1 700 000 € en 2020,
- 2 400 000 € en 2021,

sur l'opération n° 0P28O7208.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3739**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

commune (s) : **Lyon 3°**

objet : **Conseil d'administration des établissements publics locaux d'enseignements (EPLE) et des établissements privés - Collèges Gilbert Dru et Lacassagne - Désignation de représentants du Conseil**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'éducation**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 relative à l'orientation et la programmation pour la refondation de l'école de la République modifie les modalités de représentation des collectivités territoriales au sein des EPLE.

Les décrets d'application n° 2014-1236 et 2014-1237, parus le 24 octobre 2014, sont entrés en vigueur le 3 novembre 2014.

Le 1<sup>er</sup> décret a pour objet la composition du conseil d'administration des EPLE codifié, notamment, à l'article L 421-2 du code de l'éducation et dispose que le nombre de représentants de la collectivité de rattachement (Métropole de Lyon) au sein des conseils d'administration des collèges s'établit à 2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants.

Le 2<sup>ème</sup> décret relatif à la composition de la commission d'hygiène et de sécurité des EPLE, codifié à l'article D 421-152 du code de l'éducation, prévoit la participation d'un représentant de la collectivité territoriale de rattachement choisi parmi les représentants titulaires ou suppléants du conseil d'administration et en son sein.

Elle peut également comprendre des personnes qualifiées.

Cette commission s'avère obligatoire pour les collèges dotés d'une section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) et facultative pour les autres établissements.

Par ailleurs, l'article L 442-8 du code de l'éducation organise la participation de la collectivité compétente aux réunions de l'organe des établissements privés sous contrat d'association, compétent pour délibérer sur leur budget.

A cet effet, la Métropole dispose d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant au sein de leurs conseils d'administration.

Pour l'année scolaire 2019-2020, le territoire métropolitain compte 79 structures publiques et 37 structures privées.

**Modalités de représentation**

Par délibérations n° 2015-0177 du 23 février 2015 et n° 2016-1547 du 10 novembre 2016, la Métropole a désigné ses représentants pour siéger au sein du conseil d'administration des collèges publics Lacassagne, et Gilbert Dru à Lyon 3° comme suit :

Collèges publics Lyon 3°	Titulaires	Suppléants
Gilbert Dru	Anne Brugnera	Ludivine Piantoni
	Catherine Panassier	<i>aucun représentant</i>
Lacassagne	Anne Brugnera	Thierry Philip
	Georges Képénékian	Nora Berra

Madame Catherine Panassier et monsieur Thierry Philip ayant fait part de leur souhait de ne plus siéger dans ces collèges, il appartient au Conseil de désigner un nouveau représentant titulaire au collège Gilbert Dru et un nouveau représentant suppléant au collège Lacassagne ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour procéder à un vote à main levée en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

#### DELIBERE

**Désigne** madame Pascale Cochet, en tant que titulaire, au sein du conseil d'administration du collège public Gilbert Dru à Lyon 3° et madame Pascale Cochet, en tant que suppléante, au sein du conseil d'administration du collège public Lacassagne à Lyon 3° pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019**

**Délibération n° 2019-3740**

commission principale :	éducation, culture, patrimoine et sport
objet :	<b>Collèges publics et collèges privés sous contrat d'association avec l'État - Dotations de fonctionnement et forfaits d'externat 2020</b>
service :	Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'éducation

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En application de l'article L 213-2 du code de l'éducation et dans le cadre de ses compétences, la Métropole de Lyon a l'obligation de doter les collèges publics et les collèges privés, sous contrat d'association avec l'État, des moyens nécessaires à leur bon fonctionnement. Chaque année, il convient de déterminer le montant de la dotation de fonctionnement à attribuer aux collèges publics et du forfait d'externat à attribuer aux collèges privés sous contrat d'association avec l'État.

**I - Dotation de fonctionnement et forfait d'externat 2020**

**1° - Collèges publics : dotation de fonctionnement 2020**

Une dotation est versée chaque année aux établissements publics locaux d'enseignement pour leur permettre de financer la viabilisation, l'entretien de l'établissement, les charges générales et certaines dépenses pédagogiques.

Le montant de la participation aux dépenses de fonctionnement de l'année 2020 doit être notifié aux chefs d'établissement avant le 1<sup>er</sup> novembre 2019.

**a) - Modalités de calcul de la dotation de fonctionnement des collèges publics**

Charges de viabilisation	Moyenne des dépenses réelles des 3 derniers exercices connus et réévaluée selon l'indice de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) des prix à la consommation (électricité, gaz et autres combustibles)	
charges d'entretien des bâtiments	1 - Part fixe	4 000,00 €
	2 - Composition de la part variable	
	2.1 - Surface des espaces verts (/ m²)	0,10 €
	2.2 - Dotation spécifique : fournitures pour agents de maintenance	
	surface < 8 000 m²	2 000,00 €
	surface > 8 000 m²	3 000,00 €
	2.3 - Dotation complémentaire pour les collèges > 8 000 m²	
	8 000 m² < surface < 10 000 m²	500,00 €
	surface > 10 000 m²	1 000,00 €
	2.4 - Dotation pour contrats d'entretien non transférés de la direction du patrimoine et des moyens généraux (DPMG)	Individualisée

Charges de viabilisation	Moyenne des dépenses réelles des 3 derniers exercices connus et réévaluée selon l'indice de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) des prix à la consommation (électricité, gaz et autres combustibles)	
charges d'administration générale	1 - Part fixe	5 000 €
	2 - Composition de la part variable par élève	
	2.1 - Effectif de l'établissement	
	effectif < 350 élèves	34 €
	effectif > 350 élèves	26 €
	tranche de l'effectif > 700 élèves	20 €
	2.2 - Part pour les produits d'entretien (/ m <sup>2</sup> )	0,50 €
charges pédagogiques	1 - Part fixe	3 000 €
	2 - Composition de la part variable par élève	
	2.1 - Effectif de l'établissement	
	effectif < 350 élèves	34 €
	effectif > 350 élèves	26 €
	tranche de l'effectif > 700 élèves	20 €
secteur	critères de bonification par élève	
	réseaux d'éducation prioritaire renforcés (REP+)	3 €
	réseau d'éducation prioritaire (REP)	2 €
section d'enseignement général et professionnel adapté (SEGPA) (maxi 16 élèves par classe)	critères de bonification par classe et par champ (classes de 4 <sup>o</sup> et de 3 <sup>o</sup> uniquement)	
	classe "champ habitat"	1 440 €
	classe "champ espace rural environnement"	320 €
	classe "champ hygiène alimentation services"	320 €
	classe "champ vente distribution magasinage"	320 €
unités localisées pour l'inclusion scolaire (ULIS)(maxi 10 élèves par classe)	bonification par classe	800 €
unité pédagogique pour élèves allophones arrivants (UPE2A)	bonification par classe	800 €
dispositif relais	bonification par collège disposant d'un atelier relais ou lycée accueillant des collégiens dans une classe relais	5 000 €
régularisation des effectifs année scolaire N-1	sur la base des effectifs consolidés de l'année scolaire écoulée	Individualisée

**b) - Propositions pour 2020**

Le montant total des dotations de fonctionnement, établi sur la base de ces critères, s'élève à 8 755 656 € pour les collèges publics.

L'annexe 1 présente le montant de la dotation de fonctionnement 2020 calculé pour chaque collège. Les effectifs pris en compte pour ces calculs sont les projections d'effectifs transmises par l'inspection académique en 2019. La consolidation des effectifs de l'année scolaire écoulée conduit à une régularisation de la dotation de l'année 2019 intégrée à la dotation 2020.

Les surfaces bâties ont été mises à jour pour 25 collèges afin de retirer les espaces dont l'entretien ne relève pas de la dotation de fonctionnement ou à l'inverse, pour prendre en compte des extensions.

Pour les élèves de SEGPA, des bonifications sont accordées par classe et par champ d'enseignement. Des bonifications spécifiques sont attribuées, 2 500 € au collège Pablo Picasso pour des frais d'interprétariat en langue des signes, 3 500 € au collège Jean Mermoz à Lyon 8° pour l'accueil d'élèves au titre du dispositif accueil élèves handicaps lourds (AEHL) et 5 000 € au collège international à Lyon 7° pour l'accueil d'élèves étrangers (hors dispositif UPE2A).

**c) - Coût de revient du repas unitaire**

Dans le cadre de sa compétence légale, la collectivité fixe les prix de la restauration scolaire fournie par les collèges publics dont elle a la charge. Il convient donc de fixer, pour chaque collège public, le coût de revient unitaire de fabrication des repas et leur prix de vente. Ce coût, une fois accepté par la collectivité, sert de base au calcul de la compensation ou aux versements liés à la tarification sociale entre le collège et la Métropole.

Ce coût de revient comprend :

- le coût des denrées devant être compris entre 1,80 € et 2,14 €,
- les frais de viabilisation devant être compris entre 0,30 € et 0,43 €,
- les autres frais de fonctionnement devant être compris entre 0,30 € et 0,40 €.

Le coût de ces 3 natures de dépenses est encadré, défini au budget et validé par la collectivité, pour assurer aux collégiens quantité suffisante et qualité du repas servi. Ce coût ne comprend ni les dépenses de personnel, ni l'amortissement du matériel et des bâtiments.

Il est proposé de reconduire les fourchettes déterminées ci-dessus ainsi que le montant maximum du coût de revient unitaire du repas servi à 2,90 € pour la prochaine année scolaire.

**2° - Collèges privés : forfait d'externat 2020**

L'article L 442-9 du code de l'éducation prévoit que les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association des établissements privés du second degré soient prises en charge sous la forme de contributions forfaitaires versées par élève et par an et calculées selon les mêmes critères que pour les classes correspondantes de l'enseignement public.

Par conséquent, le calcul des forfaits d'externat est basé sur le coût moyen d'un élève de l'enseignement public.

**a) - Part "matériel"**

Pour 2020, la contribution forfaitaire par élève de la part "matériel" s'élève à 191,32 € après majoration de 5 % appliquée chaque année, tel que l'article L 442-9 du code de l'éducation le prévoit. Ainsi, le montant total du forfait d'externat s'élève à 4 256 651 € pour les collèges privés.

L'annexe 2 présente le montant du forfait d'externat 2020 calculé pour chacun des collèges privés de la Métropole sous contrat d'association avec l'État.

**b) - Part "personnel"**

En 2019, la contribution forfaitaire par élève de la part "personnel" s'élevait à 259,56 €.

Il est proposé de reconduire ce montant pour l'année 2020.

Le forfait correspondant sera versé en 3 fois aux établissements et calculé d'après les effectifs réellement constatés à chaque trimestre scolaire transmis par l'inspection académique. La totalité de la part "personnel" sera versée sur l'exercice 2020 soit, à titre indicatif, un montant d'environ 5 800 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - les modalités de calcul de la dotation de fonctionnement 2020 pour les collèges publics telles que définies ci-dessus,

b) - les modalités de calcul des montants, des contributions forfaitaires par élève, pour les parts "matériel" et "personnel" du forfait d'externat des collèges privés sous contrat d'association avec l'État,

c) - l'attribution des dotations de fonctionnement 2020 pour un montant total de 8 755 656 € au profit des collèges publics de la Métropole et selon la répartition figurant dans l'annexe 1,

d) - l'attribution de la part "matériel" des forfaits d'externat 2020 pour un montant de 4 256 651 € au profit des collèges privés de la Métropole sous contrat d'association avec l'État et selon la répartition figurant dans l'annexe 2,

e) - le montant de la contribution forfaitaire par élève de la part "personnel" du forfait d'externat à 259,56 € pour 2020 ; ce montant servira de base au calcul des versements trimestriels adressés aux établissements privés sous contrat d'association avec l'État selon les effectifs réels,

f) - la reconduction des fourchettes servant au calcul du coût de revient unitaire au budget de la restauration 2019 dans la limite d'un coût de revient maximum de 2,90 € par repas.

2° - **Autorise** monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délégation.

3° - **La dépense** de fonctionnement, en résultant, pour les dotations des collèges publics, soit 8 755 656 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P34O5441 (annexe 1).

4° - **La dépense** de fonctionnement, en résultant, pour le financement des forfaits d'externat part "matériel" des collèges privés sous contrat d'association avec l'État, soit 4 256 651 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P34O5439 (annexe 2).

5° - **La dépense** de fonctionnement, en résultant pour le financement des forfaits d'externat part "personnel" des collèges privés sous contrat d'association avec l'État, soit un montant prévisionnel de 5 800 000 €, sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 65 - opération n° 0P34O3497A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.



**- ANNEXE 1 -  
Dotations de fonctionnement 2020  
Collèges publics**

Imputation budgétaire : compte 655111 - fonction 221 - opération n° 0P34O5441

<b>Collège</b>	<b>Commune</b>	<b>Dotation 2020 En €</b>
Théodore Monod	Bron	116 659
Joliot-Curie	Bron	86 265
Pablo Picasso	Bron	112 604
Charles Sénard	Caluire et Cuire	117 317
André Lassagne	Caluire et Cuire	121 215
Jean-Philippe Rameau	Champagne au Mont d'Or	121 108
Léonard de Vinci	Chassieu	93 208
René Cassin	Corbas	88 594
Jean Rostand	Craponne	114 934
Maryse Bastié	Décines Charpieu	106 127
Georges Brassens	Décines Charpieu	100 795
Laurent Mourguet	Ecully	85 460
Frédéric Mistral	Feyzin	110 278
Jean De Tournes	Fontaines sur Saône	105 623
Christiane Bernardin	Francheville	101 885
Lucie Aubrac	Givors	105 977
Paul Vallon	Givors	113 503
Emile Malfroy	Grigny	136 825
Daisy Georges Martin	Irigny	86 275
La Tourette	Lyon 1 <sup>er</sup>	134 745
Jean Monnet	Lyon 2 <sup>eme</sup>	103 274
Gilbert Dru	Lyon 3 <sup>eme</sup>	126 281
Raoul Dufy	Lyon 3 <sup>eme</sup>	101 015
Molière	Lyon 3 <sup>eme</sup>	81 329
Professeur Dargent	Lyon 3 <sup>eme</sup>	119 177
Clément Marot	Lyon 4 <sup>eme</sup>	96 853
Jean Charcot	Lyon 5 <sup>eme</sup>	116 352
Les Battières	Lyon 5 <sup>eme</sup>	91 802
Jean Moulin	Lyon 5 <sup>eme</sup>	205 750
Vendôme	Lyon 6 <sup>eme</sup>	146 151
Bellecombe	Lyon 6 <sup>eme</sup>	116 185
Georges Clemenceau	Lyon 7 <sup>eme</sup>	149 181
Gabriel Rosset	Lyon 7 <sup>eme</sup>	98 721
Victor Grignard	Lyon 8 <sup>eme</sup>	109 072
Henri Longchambon	Lyon 8 <sup>eme</sup>	126 467
Jean Mermoz	Lyon 8 <sup>eme</sup>	65 583
Alice Guy	Lyon 8 <sup>eme</sup>	92 317
Jean de Verrazanne	Lyon 9 <sup>eme</sup>	83 361

Collège	Commune	Dotation 2020 En €
Victor Schoëlcher	Lyon 9 <sup>eme</sup>	133 853
Jean Perrin	Lyon 9 <sup>eme</sup>	158 625
Les Servièzes	Meyzieu	94 095
Evariste Galois	Meyzieu	137 936
Olivier de Serres	Meyzieu	89 275
Martin Luther-King	Moins	115 677
Jean Renoir	Neuville sur Saône	113 493
Pierre Brossolette	Oullins	118 665
La Clavelière	Oullins	91 485
Marcel Pagnol	Pierre Bénite	90 118
Maria Casarès	Rillieux la Pape	120 322
Paul Emile Victor	Rillieux la Pape	154 608
Alain	Saint Fons	129 361
Paul D'Aubarède	Saint Genis Laval	84 803
Jean Giono	Saint Genis Laval	105 229
Colette	Saint Priest	114 619
Gérard Philipe	Saint Priest	133 897
Boris Vian	Saint Priest	117 891
Revaïson	Saint Priest	16 557
Le Plan du Loup	Sainte Foy les Lyon	99 876
Jean-Jacques Rousseau	Tassin la Demi Lune	113 176
Pierre Valdo	Vaulx en Velin	98 519
Aimé Césaire	Vaulx en Velin	132 709
Jacques Duclos	Vaulx en Velin	90 573
Henri Barbusse	Vaulx en Velin	163 516
Jules Michelet	Vénissieux	141 210
Honoré de Balzac	Vénissieux	109 352
Paul Eluard	Vénissieux	149 118
Louis Aragon	Vénissieux	143 249
Elsa Triolet	Vénissieux	153 416
Les Iris	Villeurbanne	106 560
Gratte-Ciel	Villeurbanne	113 605
Jean Macé	Villeurbanne	108 987
Simone Lagrange	Villeurbanne	74 754
Lamartine	Villeurbanne	113 349
Jean Jaurès	Villeurbanne	117 910
Louis Jovet	Villeurbanne	142 727
Le Tonkin	Villeurbanne	116 897
Ampère	Lyon 2 <sup>eme</sup>	41 373
Lacassagne	Lyon 3 <sup>eme</sup>	32 842
Saint Exupéry	Lyon 4 <sup>eme</sup>	28 832
International	Lyon 7 <sup>eme</sup>	54 329
<b>TOTAL collèges</b>		<b>8 755 656</b>

**- ANNEXE 2 -  
Forfait d'externat 2019 part « matériel »  
Collèges privés**

Imputation budgétaire : compte 655112 - fonction 221 - opération n° 0P34O5439

Collège	Commune	<b>Forfait externat 2020</b>
		<b>en €</b>
Jeanne D'Arc	Décines Charpieu	78 669
Al Kindi	Décines Charpieu	34 247
Le Sacré Coeur	Ecully	133 196
Notre Dame	Givors	53 379
Assomption-Bellevue	La Mulatière	89 731
Saint Louis Saint Bruno	Lyon 1er	165 721
Les Chartreux	Lyon 1er	145 023
Chevreur-Sala	Lyon 2ème	131 474
Pierre Termier - Montchat	Lyon 3ème	66 772
Charles de Foucauld	Lyon 3ème	234 562
Saint Denis	Lyon 4ème	38 265
Les Chartreux-Saint Charles	Lyon 4ème	45 918
Jean-Baptiste de la Salle	Lyon 4ème	107 524
La Favorite	Lyon 5ème	135 265
Notre Dame des Minimes	Lyon 5ème	111 924
Saint Marc	Lyon 5ème	87 817
Sainte Marie	Lyon 5ème	356 348
Aux Lazaristes	Lyon 5ème	124 203
Fénelon	Lyon 6ème	129 178
Déborde	Lyon 6ème	43 239
Notre Dame de Bellecombe	Lyon 6ème	65 572
Chevreur-Lestonnac	Lyon 7ème	95 088
Saint Louis de la Guillotière	Lyon 7ème	116 133
Pierre Termier - Montplaisir	Lyon 8ème	164 921
Notre Dame de Bellegarde	Neuville sur Saône	215 430
Saint Thomas d'Aquin	Oullins	253 312
Notre Dame du Bon Conseil	Oullins	102 358
Les Chassagnes	Oullins	41 326
Saint Charles	Rillieux la Pape	115 211
Chevreur-Fromente	Saint Didier au Mont d'Or	115 942
La Xavière	Saint-Priest	21 811
Saint Joseph	Tassin la Demi Lune	161 894
La Xavière	Vénissieux	126 465
Collège Juif	Villeurbanne	59 884
Beth Menahem	Villeurbanne	21 046
Immaculée Conception	Villeurbanne	150 763
Mère Térésa	Villeurbanne	115 040
<b>Total</b>		<b>4 256 651</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3741**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Collèges publics et collèges privés sous contrat d'association avec l'État - Dotations éducation physique sportive (EPS)**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'éducation**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Dotations pour le transport des élèves vers les sites sportifs**

En l'absence d'équipements sportifs à proximité du collège et en application des programmes scolaires nationaux, la collectivité de rattachement est tenue de permettre l'accès des collèges publics aux équipements sportifs nécessaires à l'enseignement de l'EPS obligatoire. Par conséquent, la Métropole de Lyon participe financièrement aux frais de transport des élèves des collèges vers ces équipements.

**1° - Collèges publics**

Par délibération du Conseil n° 2015-0854 du 10 décembre 2015, la Métropole a reconduit le dispositif existant pour les collèges publics. Comme les années précédentes, un acompte de 80 % sera versé aux collèges en début d'année civile. Le solde, qui ne peut excéder le montant voté, fera l'objet d'un versement en fin d'année scolaire, en fonction des dépenses réelles constatées. Dans le cas où l'acompte est supérieur aux dépenses réelles, la Métropole demandera au collège le reversement de la différence.

Le montant de la dotation est déterminé au regard du niveau de fonds de roulement, afin de prendre en compte les besoins des collèges présentant une situation financière fragilisée et respecter le cadre budgétaire fixé par la collectivité.

Pour l'année scolaire 2019-2020, il est proposé d'attribuer aux collèges publics une dotation globale d'un montant de 700 000 € selon la répartition précisée en annexe 1.

**2° - Collèges privés**

Par délibération du Conseil n° 2015-0854 du 10 décembre 2015, la Métropole a reconduit le dispositif existant pour les collèges privés. Une participation financière est accordée sur présentation des factures de l'année scolaire écoulée, dans la limite de 2 niveaux de classe et 10 séances.

Pour l'année scolaire 2018-2019, il est proposé d'attribuer aux collèges privés concernés une dotation globale d'un montant de 31 200 €. Par ailleurs il est proposé de verser une dotation de 3 300 € au titre de l'année scolaire 2017-2018 pour 2 demandes reçues tardivement. Au total les dotations à verser représentent un montant de 34 500 € selon la répartition précisée en annexe 2.

**II - Participation financière de la Métropole pour les maîtres-nageurs sauveteurs (MNS)**

Pour les collèges qui n'ont pas accès à une piscine communale, la Métropole apporte une participation financière pour les MNS mis à disposition, en plus du coût de location du bassin. Ce dispositif concerne 3 collèges de Vaulx-en-Velin qui utilisent le bassin de l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) et un collège de Fontaine sur Saône qui utilise la piscine du Club Équilibre.

La convention en cours de validité prévoit le versement d'une dotation par la Métropole au collège, sur présentation de facture. Le collège paie ensuite la structure avec la dotation reçue.

Afin de simplifier le processus et de réduire les délais de paiement, il est proposé de modifier cette convention en prévoyant que le collège paie dans un 1<sup>er</sup> temps l'association, puis transmet ensuite les factures à la Métropole pour en obtenir le remboursement sous la forme du versement d'une dotation.

Il est proposé de valider l'avenant qui intègre cette nouvelle modalité, qui s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

### III - Utilisation de la piscine de l'ENTPE

Historiquement, faute de créneaux disponibles à la piscine municipale de Vaulx en Velin, 3 collèges de cette commune utilisent le bassin de l'ENTPE.

Les nouveaux tarifs de l'ENTPE, à savoir 100 €/heure pour le bassin complet et 50 €/heure pour le demi bassin, nécessitent d'actualiser les modalités financières pour le paiement de l'utilisation du bassin par ces collèges.

Au même titre que pour le dispositif des transports vers les équipements sportifs et afin d'éviter toute difficulté financière aux collèges concernés, la Métropole leur versera une dotation sous la forme d'un acompte de 80 %. Au regard des dépenses réelles constatées, la Métropole versera un solde en fin d'année. Dans le cas où l'acompte est supérieur aux dépenses réelles, la Métropole demandera au collège le reversement de la différence.

Il est proposé de valider ces modalités financières et la convention correspondante ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution de dotations aux collèges publics désignés en annexe 1 pour leurs dépenses de transports éducation physique sportive (EPS) au titre de l'année scolaire 2019-2020 pour un montant total de 700 000 €,

b) - l'attribution de dotations aux collèges privés désignés en annexe 2 pour leurs dépenses de transports EPS au titre de l'année scolaire, 2017-2018 et 2018-2019 pour un montant total de 34 500 €,

c) - l'avenant à la convention de mise à disposition des maîtres-nageurs sauveteurs et les nouvelles modalités de versement de la participation financière de la Métropole à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019,

d) - les modalités de prise en charge financière par la Métropole à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 et la convention-type pour l'utilisation des équipements sportifs de l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE).

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 734 500 € sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2019 et 2020 - chapitre 65 - opération 0P34O3448.

4° - **La dépense** de fonctionnement correspondant à la mise à disposition des maîtres-nageurs sauveteurs et à la location des équipements sportifs de l'ENTPE sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et 2020 - chapitre 65 - opération n° 0P34O3227.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

## Annexe 1 - Collèges publics - Dotations transports EPS 2019/2020

Collèges	Commune	Dotation proposée
Joliot Curie	Bron	600,00
Pablo Picasso	Bron	2 500,00
Théodore Monod	Bron	6 000,00
JP Rameau	Champagne au Mt d'Or	3 500,00
René Cassin	Corbas	3 500,00
Jean Rostand	Craponne	2 000,00
Maryse Bastié	Décines-Charpieu	1 000,00
Georges Brassens	Décines-Charpieu	5 000,00
Laurent Mourguet	Ecully	8 000,00
Frédéric Mistral	Feyzin	2 000,00
Jean de Tournes	Fontaines-sur-Saône	4 700,00
Christiane Bernardin	Francheville	2 000,00
Lucie Aubrac	Givors	6 000,00
Paul Vallon	Givors	4 600,00
Emile Malfroy	Grigny	2 600,00
La Tourette	Lyon (1 <sup>e</sup> )	7 300,00
Jean Monnet	Lyon (2 <sup>e</sup> )	14 500,00
Ampère	Lyon (2 <sup>e</sup> )	54 000,00
Molière	Lyon (3 <sup>e</sup> )	14 800,00
Professeur Dargent	Lyon (3 <sup>e</sup> )	13 000,00
Lacassagne	Lyon (3 <sup>e</sup> )	6 500,00
Raoul Dufy	Lyon (3 <sup>e</sup> )	14 500,00
Gilbert Dru	Lyon (3 <sup>e</sup> )	11 200,00
Clément Marot	Lyon (4 <sup>e</sup> )	5 000,00
Les Battières	Lyon (5 <sup>e</sup> )	4 000,00
Jean Moulin	Lyon (5 <sup>e</sup> )	6 300,00
Jean Charcot	Lyon (5 <sup>e</sup> )	2 000,00
Vendôme	Lyon (6 <sup>e</sup> )	68 000,00
Gabriel Rosset	Lyon (7 <sup>e</sup> )	10 000,00
Collège International	Lyon (7 <sup>e</sup> )	4 000,00
Georges Clemenceau	Lyon (7 <sup>e</sup> )	30 000,00
Jean Mermoz	Lyon (8 <sup>e</sup> )	13 000,00
Henri Longchambon	Lyon (8 <sup>e</sup> )	8 000,00
Alice Guy	Lyon (8 <sup>e</sup> )	18 000,00
Victor Grignard	Lyon (8 <sup>e</sup> )	11 000,00
Jean Perrin	Lyon (9 <sup>e</sup> )	6 800,00
Victor Schoëlcher	Lyon (9 <sup>e</sup> )	15 000,00
Jean de Verrazanne	Lyon (9 <sup>e</sup> )	6 000,00
Les Servizières	Meyzieu	800,00
Olivier de Serres	Meyzieu	6 500,00
Evariste Galois	Meyzieu	4 800,00
Martin Luther-King	Mions	10 000,00
Jean Renoir	Neuville	1 800,00
Pierre Brossolette	Oullins	4 200,00
La Clavière	Oullins	2 000,00
Marcel Pagnol	Pierre-Bénite	6 000,00
Maria Casarès	Rillieux-la-Pape	12 500,00
Paul Emile Victor	Rillieux-la-Pape	7 000,00
Le Plan du Loup	Sainte-Foy-les-Lyon	3 000,00
Alain	Saint-Fons	22 000,00
Paul d'Aubarède	Saint-Genis-Laval	2 000,00
Jean Giono	Saint-Genis-Laval	2 400,00
Boris Vian	Saint-Priest	1 200,00
Colette	Saint-Priest	17 600,00
Gérard Philipe	Saint-Priest	8 000,00
J. J. Rousseau	Tassin-la demi-lune	3 000,00
Aimé Césaire	Vaulx-en-Velin	26 000,00
Pierre Valdo	Vaulx-en-Velin	11 600,00
Jacques Duclos	Vaulx-en-Velin	8 500,00
Henri Barbusse	Vaulx-en-Velin	43 000,00
Jules Michelet	Vénissieux	2 600,00
Paul Eluard	Vénissieux	1 500,00
Louis Aragon	Vénissieux	3 000,00
Elsa Triolet	Vénissieux	7 600,00
Honoré de Balzac	Vénissieux	11 500,00
Simone Lagrange	Villeurbanne	3 000,00
Le Tonkin	Villeurbanne	16 300,00
Jean Jaurès	Villeurbanne	21 200,00
Gratte-Ciel	Villeurbanne	8 200,00
Jean Macé	Villeurbanne	8 000,00
Les Iris	Villeurbanne	11 000,00
Louis Jouvét	Villeurbanne	5 300,00
Total		<b>700 000,00</b>

## Annexe 2 - Collèges privés - Dotations transports EPS 2017/2018 et 2018/2019

<b>Collèges</b>	<b>Commune</b>	<b>Dotation proposée</b>
Sacré Cœur	Écully	1 100 €
Aux Lazaristes	Lyon 5e	2 200 €
Total 2017/2018		3 300 €
Sacré Cœur	Écully	1 200 €
Les Chartreux-St Charles	Lyon 4e	4 600 €
Aux Lazaristes	Lyon 5e	4 500 €
La Favorite-Ste Thérèse	Lyon 5e	6 300 €
Fénelon - La Trinité	Lyon 6e	9 600 €
Chevreul-Lestonnac	Lyon 7e	4 000 €
Beth Menahem	Villeurbanne	1 000 €
Total 2018/2019		31 200 €
Total		<b>34 500,00</b>



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3742**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Collèges privés - Dispositif d'aide à la demi-pension - Convention-type**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'éducation**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération n° 2015-0400 du 29 juin 2015 le Conseil de la Métropole a reconduit le dispositif d'aide à la demi-pension mis en place pour les collèges privés sous contrat d'association avec l'État. Ce dispositif fait l'objet d'une convention entre la Métropole de Lyon et chaque collège.

Les familles bénéficient ainsi d'une aide, en fonction de leur quotient familial, sur le prix unitaire d'un repas pratiqué par l'établissement. Si le quotient familial est inférieur ou égal à 400 €, l'aide sera de 2,50 € par repas. S'il est compris entre 401 € à 800 €, l'aidesera de 1,20 € par repas.

À la rentrée 2019, plusieurs collèges privés accueilleront des élèves étrangers dans le cadre du dispositif UPE2A (unité pédagogique pour élèves allophones arrivants). Ce dispositif permet d'inclure dans les classes ordinaires une trentaine d'élèves allophones arrivant sur le territoire français sans maîtrise suffisante de la langue française.

Il est proposé d'intégrer les élèves allophones au dispositif d'aide à la demi-pension selon les mêmes conditions de quotient familial. À défaut de quotient familial et dans l'attente de ce justificatif ou d'un document de même nature, il est proposé d'appliquer le tarif correspondant à un quotient familial inférieur ou égal à 400 €.

Il est proposé d'approuver ces nouvelles modalités qui s'appliqueront à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 ainsi que la convention-type à passer entre la Métropole de Lyon et chaque collège privé ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - les conditions d'octroi de l'aide aux familles des élèves allophones à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019,

b) - la nouvelle convention-type à passer entre la Métropole et chacun des collèges privés sous contrat.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit un montant prévisionnel de 350 000 € sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercices 2020 et suivants - chapitre 65 - opération n° 0P34O4049A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3743**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Collèges - Actions éducatives - Aides aux projets éducatifs, aux projets culturels, à laclasse.com et au dispositif collèges au cinéma - Année 2019-2020 - Aides aux associations - Année 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'éducation**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon a pour compétence de construire, d'entretenir et de doter en moyens de fonctionnement les collèges de son territoire.

Elle se positionne également comme un partenaire du monde éducatif et, à ce titre, elle peut soutenir, à travers des subventions de fonctionnement, un certain nombre d'actions destinées aux collégiens.

Dans ce cadre, un 1<sup>er</sup> appel à projets a été adressé aux 79 collèges publics de la Métropole au titre des actions liées aux projets d'établissement et à l'éducation artistique et culturelle.

Un appel à candidatures a également été adressé aux 116 collèges publics et privés de la Métropole au titre du dispositif collèges au cinéma.

Par ailleurs, le dispositif des classes culturelles numériques de laclasse.com est reconduit. Sept classes culturelles numériques se dérouleront dans les collèges et écoles de la Métropole. Potentiellement, jusqu'à 65 classes de collèges seront concernées.

Enfin, il est proposé d'allouer des subventions à 11 associations.

**I - L'aide aux projets des collèges****1° - Les principes généraux**

Ce dispositif se décline en plusieurs volets :

- un volet thématique autour de 4 thèmes identifiés comme prioritaires par la Métropole, à savoir : l'égalité entre filles et garçons, la lutte contre le harcèlement scolaire, la prévention en santé publique et l'éducation aux médias,
- un volet libre permettant aux collèges de solliciter un soutien sur des actions autres que celles précitées,
- un volet culture proposant 4 dispositifs, permettant aux établissements de construire des projets avec la Biennale d'art contemporain 2019, le Théâtre nouvelle génération (TNG), les projets en partenariat avec Grame, centre national de création musicale (CNCM) et celui avec l'École de cirque de Lyon (ECL).

Une attention particulière a été portée aux projets émanant des collèges situés en réseau d'éducation prioritaire (REP et REP+).

**2° - Le soutien apporté aux projets au titre des actions éducatives des établissements pour l'année scolaire 2019-2020****a) - Les collèges publics**

Deux cent une demandes émanant des collèges publics ont été déposées via un questionnaire en ligne. Un jury composé d'agents de la Métropole, représentant l'éducation, la culture, la santé, le numérique, le

sport et la politique de la ville ainsi que des représentants de l'Académie du Rhône a étudié la totalité des demandes.

Cent-dix projets ont été finalement retenus par le jury, soit 10 de plus qu'en 2018. Sur les 79 collèges publics, 92,5 % ont répondu à l'appel à projets de la Métropole, soit 74 collèges.

Sur un montant total de 84 800 € de subventions accordées à 74 collèges publics, 45 100 € l'ont été aux collèges en REP et REP+.

#### ***b) - Les collèges privés***

Neuf collèges privés ont répondu à l'appel à projets sur un total de 36, proposant 18 projets.

Quatorze projets ont été retenus par le jury pour un montant total de 15 200 €.

Ainsi, 124 projets, portés par les collèges publics et privés, sont soutenus par la Métropole au titre de l'année scolaire 2019-2020.

### **3° - Les volets proposés**

#### ***a) - Le volet thématique***

Vingt-cinq projets traitent de l'éducation aux médias, 21 traitent du thème de l'égalité entre filles et garçons, 16 du thème de la lutte contre le harcèlement scolaire et enfin 15 du thème de la prévention-santé.

#### ***b) - Le volet libre***

Sur l'ensemble des collèges publics et privés, 47 projets libres sont soutenus par la Métropole.

Le détail des projets thématiques et libres est présenté en annexe 1 pour les collèges publics et en annexe 2 pour les collèges privés.

### **4° - Modalités de versement des subventions**

#### ***Conditions de paiement***

Les subventions seront versées en une seule fois, sur présentation d'un bilan fourni par l'établissement avant la fin de l'année scolaire 2019-2020.

Le bilan de l'action devra impérativement être fourni sous forme de réponses à un questionnaire en ligne.

En cas de non réalisation de l'action ayant sollicité une subvention ou de non présentation de bilan, la Métropole ne versera pas ladite subvention.

### **5° - Le soutien apporté à des actions d'éducation artistique avec des structures culturelles et associations partenaires**

#### ***a) - Projets en partenariat avec la Biennale d'art contemporain 2019***

À l'occasion de la 15<sup>ème</sup> Biennale d'art contemporain, la Métropole et la Biennale proposent d'accompagner les collégiens à la découverte de l'art contemporain, à travers des parcours de sensibilisation adaptés, en prenant en charge le coût d'ateliers complémentaires à la venue en visite commentée.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention d'un montant total de 5 500 € à 7 collèges au titre de la participation de 23 classes à des projets, selon le détail présenté en annexe 3.

#### ***b) - Projets en partenariat avec le Théâtre nouvelle génération (TNG)***

Labellisé centre dramatique national par l'État et installé à Lyon 9<sup>°</sup>, le TNG est un lieu dédié en priorité à la création théâtrale. Il développe une programmation ouverte aux nouvelles formes d'écritures théâtrales à destination de toutes les générations de publics, avec un accent fort en direction de l'enfance et de la jeunesse.

Le parcours "découvrir de la création théâtrale contemporaine jeune public" permettra à des collégiens de découvrir le théâtre, ses coulisses et les métiers qui participent à sa vie quotidienne, au travers de 2 spectacles et d'ateliers de découverte de la scénographie et du jeu théâtral.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention pour un montant total de 3 240 € à 6 collèges au titre de la participation de 9 classes à ce dispositif, selon le détail présenté en annexe 3.

#### **c) - Projets en partenariat avec Grame**

Labellisé CNCM par l'État et installé à Lyon 2°, Grame est un lieu de création d'œuvres musicales nouvelles, dans un contexte de transversalité des arts et de synergie arts-sciences.

Grame développe de nombreuses actions de formation et médiation, et propose à des collégiens 2 projets alliant création sonore et usage des outils numériques :

- Light wall system, un parcours croisé musique et danse pour réaliser une œuvre musicale via un outil qui produit des sons grâce aux déplacements de son corps à travers un faisceau lumineux,
- et AmStramGrame, projet pédagogique arts & sciences avec du prototypage d'instruments de musique numériques, la création de sons via la programmation informatique, et un travail de composition musicale utilisant ces outils.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention pour un montant total de 3 600 € à 3 collèges au titre de la participation de 3 classes à ces dispositifs, selon le détail présenté en annexe 3.

#### **d) - Initiation aux arts du cirque en partenariat avec l'ECL**

L'ECL est un espace d'expérimentation et d'apprentissage autour des arts du cirque. Elle propose aux collégiens de s'immerger, une journée entière, dans l'univers des arts du cirque avec une sensibilisation aux arts du cirque, la rencontre avec une compagnie et son œuvre, et un atelier de pratique avec les artistes.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention pour un montant total de 4 000 € à l'ECL, dans le cadre de la participation de 4 classes issues de 4 collèges à ce projet, selon le détail présenté en annexe 3.

Les subventions seront versées sur la base de la présente délibération rendue exécutoire. Le bilan de l'action ou des actions financées devra impérativement être fourni sous forme de réponses à un questionnaire, à la fin de l'année scolaire 2019-2020, et au plus tard pour le 30 septembre 2020, par chaque collègue bénéficiaire de la ou des subventions.

#### **e) - Dispositif "Dose le son"**

L'association Grand Bureau est le réseau des acteurs musiques actuelles en Auvergne-Rhône-Alpes. Cette association regroupe à ce jour plus de 160 structures membres de l'ensemble de la filière des musiques actuelles, et leur donne un cadre de coopération.

Grand Bureau organise le projet "Dose le son". Il s'agit de concerts pédagogiques de prévention des risques auditifs destinés aux élèves des collèges et lycées de la région. Deux groupes de musique régionaux sont choisis pour assurer ces concerts, et réalisent un travail de création d'un spectacle pédagogique adapté à la cible et ludique. Les enseignants des établissements scolaires participants sont formés au préalable, afin de s'approprier ce thème de la prévention des risques auditifs qui offre de multiples clefs d'entrées pédagogiques. Ce projet croise plusieurs des champs d'intervention de la Métropole : culture, éducation, prévention santé.

En 2018-2019, 1 684 élèves issus de 14 des collèges du territoire métropolitain ont participé à ce projet, dans le cadre de 9 concerts (Pablo Picasso à Bron, René Cassin à Corbas, Frédéric Mistral à Feyzin, Gilbert Dru à Lyon 3°, Jean Moulin à Lyon 5°, La Favorite à Lyon 5°, Georges Clemenceau à Lyon 7°, Cite internationale à Lyon 7°, Victor Grignard à Lyon 8°, Olivier de Serres à Meyzieu, Évariste Galois à Meyzieu, Maria Casarès à Rillieux la Pape, IME Jean-Jacques Rousseau à Vénissieux, Jacques Duclos à Vaulx en Velin).

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention d'un montant de 3 000 € au profit de Grand Bureau, dans le cadre de la participation de classes issues de collèges de la Métropole au projet "Dose le son" durant l'année scolaire 2019-2020. La subvention attribuée sera versée sur production du programme des concerts (établissements et classes sélectionnées, budget prévisionnel) et d'un appel de fonds. Un bilan pédagogique et financier devra être transmis à la Métropole à l'issue du projet.

## **II - La mise en œuvre du dispositif "Collèges au cinéma"**

## 1° - Les principes généraux

Collèges au cinéma est un dispositif d'éducation à l'image qui propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur intention dans des salles de cinéma classées "Art et essai". Outre la diffusion de films spécialement choisis à leur intention, ce dispositif permet aux élèves de la classe de 6<sup>ème</sup> à la 3<sup>ème</sup> de se constituer, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants et les partenaires culturels, les bases d'une véritable culture cinématographique.

La Métropole propose ce dispositif aux collèges de son territoire. Elle prend en charge les frais des places de cinéma (7,50 €/élève, soit une séance par trimestre à 2,50 € la séance).

Les films sont sélectionnés sur la base d'une liste établie par le Centre national de la cinématographie (CNC), dans le cadre d'un comité de pilotage départemental associant les représentants des salles de cinéma partenaires, les services de l'Éducation nationale et les partenaires du dispositif. Pour l'année 2019-2020, les films proposés seront :

- pour les élèves de 6<sup>ème</sup>/5<sup>ème</sup> : Le voleur de bicyclette (1948), L'Île de Black Mór (2003), E.T. L'extra-terrestre (1982),
- pour les élèves de 4<sup>ème</sup>/3<sup>ème</sup> : Hors-jeu (2010), Le gamin au vélo (2010), Billy Elliot (2000).

Une attention particulière a été accordée aux demandes des collèges des REP et REP+ et aux établissements n'ayant pas bénéficié du dispositif en 2018-2019.

Les subventions seront versées en début d'année scolaire 2019-2020, en une seule fois. Un bilan devra être fourni par l'établissement avant la fin de l'année scolaire 2019-2020 (juin ou juillet) sous forme de réponses à un questionnaire en ligne qui déterminera le cas échéant les reliquats. La Métropole versera la subvention au prorata de la dépense annoncée dans le questionnaire.

## 2° - Le soutien apporté aux collèges

Après examen des demandes, il est proposé de prendre en charge la participation de 224 classes issues de 62 collèges publics et 9 collèges privés, représentant près de 5 500 collégiens.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention d'un montant de 40 995 €, selon le détail joint en annexe 4.

## III - Le dispositif classes culturelles numériques (CCN) de "laclass.com"

### 1° - Présentation du dispositif

Mille cinq cent collégiens et écoliers de la Métropole et leurs enseignants, vont travailler de manière transdisciplinaire de septembre à juin sur l'espace numérique de travail (ENT) "laclass.com".

Ils travaillent en ligne depuis leur classe, en lien avec des artistes et des scientifiques qui vont à leur rencontre dans les collèges. Ils écrivent des nouvelles, tournent un film, cartographient leur territoire à la recherche de l'architecture de la quotidienneté, expérimentent les codes du théâtre, inventent le design de la cantine durable, créent des objets connectés pour le sport ou encore fabriquent une exposition-roman historique sur l'histoire de Lyon en 39-45.

Une rencontre entre élèves, enseignants et artistes se déroule en fin de projet pour échanger et faire le bilan d'une année d'intense créativité sur internet. Avec les CCN, l'équipe d'Érasme accompagne et expérimente les usages pédagogiques en ligne et contribue à développer les cultures numériques au collège.

### 2° - Les CCN proposées pour l'année scolaire 2019-2020

**En scène** : Qu'est-ce que la beauté ? Quelle image donnons-nous à voir sur les réseaux sociaux et qu'en est-il du regard des autres ? Comment transposer cette perception de soi sur scène ? Avec quelles limites ? Nouveau projet sur le thème de l'estime de soi en partenariat avec Anne-Sophie Grac, scénographe, costumière et metteuse en scène en résidence artistique aux Subsistances. Inscrits : 6 classes.

**Zérogaspi** : Accompagnés par Léa Bougeault du studio de design culinaire Miit, les collégiens se mobilisent contre le gaspillage alimentaire. Un partenariat mis en œuvre dans le cadre des politiques publiques de la Métropole dédiées au numérique (Érasme), à la prévention santé et à la propreté de la Métropole. Inscrits : 10 classes de collège. 4 classes inscrites.

**Archives** : Les lieux clés théâtres des grands événements de la guerre 39-45 serviront de point de départ pour un travail de recherche historique. Le conservateur David Rosset ouvre les archives et partage des documents inédits afin de faire vivre la petite histoire dans la grande histoire en classe. Inscrits : 9 classes.

**Code** : Le codeur créatif, Sébastien Albert, propose dans un 1<sup>er</sup> temps aux classes une initiation au code à travers la programmation d'une carte connectée. Ensuite, les élèves créent des objets connectés pour le sport. Inscrits : 3 classes de primaire et 5 classes de collège.

**Air** : Un nouvel auteur engagé sur cette CCN : Pierre Ducrozet. Le thème de cette année portera sur une réflexion littéraire sur le changement climatique, la biodiversité, de la planète, et les luttes des jeunes partout le monde autour de ces sujets, en particulier le grand mouvement de grève scolaire de l'année 2019. Inscrits : 10 classes.

**Invisibles** : Pour cette seconde année de collaboration avec le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), cette CCN fait intervenir un réalisateur et un architecte-urbaniste du CAUE pour mener une discussion réflexive sur la qualité du cadre de vie en invitant les classes à s'engager dans une démarche sensible pour transformer leur perception du quotidien. Inscrits : 5 classes de collège et 5 classes de primaire.

**Ontourne** : Une réalisatrice et l'équipe de l'Institut Lumière accompagnent les 10 classes de collège dans l'écriture et la réalisation d'un court-métrage sur un mode collaboratif à partir de personnages et de lieux choisis par les classes. Un partenariat mis en œuvre dans le cadre des politiques publiques de la Métropole dédiées au numérique (Érasme) et à la culture avec l'Institut Lumière. Inscrits : 10 classes.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention d'un montant de 7 000 € au profit de l'association Institut Lumière pour le cinéma et l'audiovisuel, dans le cadre du pilotage artistique de la CCN "On tourne". La subvention attribuée sera versée sur production du détail du projet artistique pour cette CCN et d'un appel de fonds. Un bilan pédagogique et financier devra être transmis à la Métropole à l'issue du projet.

#### **IV - Subventions aux associations**

Il est proposé au Conseil d'attribuer des subventions au profit de 11 associations dont les projets relèvent de la politique éducative. Les projets mis en œuvre par ces associations concernent des domaines tels que l'éveil musical, la lutte contre les discriminations, la mémoire ou l'apprentissage des métiers manuels.

##### **1° - Action liée à l'organisation du "forum des métiers" par la Confédération syndicale des familles (CSF)**

La CSF sollicite une subvention afin d'organiser son 31<sup>ème</sup> forum des métiers et des formations à destination, notamment, des collégiens, qui se tiendra le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2019 à la Mairie du 8<sup>e</sup> arrondissement de Lyon. Cette manifestation accueille en moyenne 1 500 personnes.

Ce projet est soutenu par la direction académique du Rhône.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 1 400 € pour cette action.

##### **2° - Action liée à la transmission de la mémoire par l'association "Mémoire dans la cité"**

L'association "La Mémoire dans la cité" souhaite inscrire dans les commémorations du centenaire de la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, la thématique de la "Mémoire arménienne, du génocide à la diaspora" et ainsi aborder cette commémoration sous une autre forme, par le brassage des communautés : un rendez-vous annuel sera ainsi proposé autour de la transmission de la mémoire autour d'un projet commun : 3 collèges du 1<sup>er</sup> et du 4<sup>e</sup> arrondissements de Lyon seront ainsi impliqués (Clément Marot, La Tourette et Saint Exupéry).

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 2 000 € pour cette action.

##### **3° - Action liée à l'ouverture de centres de "Cadets de la Défense de l'Académie de Lyon" par l'association Club sportif et artistique (CSA) du 7<sup>ème</sup> régiment matériel**

Le projet des "Cadets de la Défense de l'Académie de Lyon" est un partenariat entre l'Académie de Lyon et la zone de défense et de sécurité sud-est. Le but du projet est d'accompagner les jeunes dans leur parcours de citoyens engagés et responsables, de les aider à surmonter les discriminations et les inégalités et à

bâtir avec eux leur avenir professionnel au travers d'activités éducatives, ludiques et physiques. Ces activités répondent à un projet pédagogique et sont encadrées par une équipe mixte, d'enseignants et de militaires.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 2 000 € pour cette action.

#### **4° - Action liée à l'éducation des jeunes par le sport**

L'association Action Basket Citoyen (ABC) intervient auprès des collèges, généralement situés en quartier politique de la ville (QPV), pour proposer une pratique sportive adaptée et ludique comme moyen d'éducation citoyenne.

Depuis 4 ans, l'association organise des actions visant d'autres domaines de l'éducation (mathématique, physique, expression écrite et orale, etc.).

Depuis 2013, l'association intervient au collège Gabriel Rosset à Gerland dans le 7° arrondissement de Lyon ; depuis 2015 au collège des Batières à Ménival dans le 5° arrondissement de Lyon et au collège du Tonkin à Villeurbanne et depuis 2019 au nouveau collège Alice Guy dans le 8° arrondissement de Lyon.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention de 5 000 € pour ces actions.

#### **5° - Action liée à l'éducation par la pratique des échecs**

Le projet mené par l'association Lyon 64 Échecs consiste à ouvrir un cours d'échecs en atelier en dédoublement de celui déjà existant au collège Vendôme dans le 6° arrondissement de Lyon à raison de 25 h sur 10 mois.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 1 500 € pour cette action.

#### **6° - Action liée à la lutte contre le harcèlement scolaire à l'école avec l'association Orfée**

Le projet consiste à mettre en place auprès de 2 collèges volontaires, Jean Charcot (Lyon 5°) et Jean Monnet (Lyon 2°), un protocole complet de traitement des situations de harcèlement scolaire par une formation de 3 jours pour les adultes volontaires de l'établissement, d'organiser une conférence à destination des parents des 2 établissements et d'animer des interventions de sensibilisation en classe.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 8 000 € pour cette action.

#### **7° - Action liée à l'événement Super Demain organisé par l'association Fréquence Écoles**

Le projet a pour contexte l'événement Super Demain 2019 et consiste à intervenir auprès des collégiens de la Métropole pour développer leurs compétences numériques. Il s'agira de travailler en 2 temps avec les établissements de la Métropole :

- une mobilisation de 20 classes pour l'événement du 15 novembre 2019 au sein du siège de la Métropole, lors de Super Demain 2019, autour d'une programmation ludique et éducative,
- une mobilisation de 20 classes dans les collèges de la Métropole lors des "Hors les murs" de Super Demain pour des interventions en classe auprès des élèves.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 3 000 € pour cette action.

#### **8° - Action liée au soutien scolaire avec l'association Zup de Co**

Le projet mené consiste à un tutorat solidaire dans 4 collèges REP de la Métropole : Jean de Verrazane Lyon 9°, Gabriel Rosset Lyon 7°, Jean Mermoz Lyon 8° et Victor Grignard Lyon 8°.

À l'aide de volontaires en service civique et d'étudiants bénévoles, l'association Zup de co accompagnera 160 élèves de ces établissements, tous les jours, au sein même des collèges.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 6 000 € pour cette action.



### 9° - Action liée à l'éducation aux médias avec l'association Entre les Lignes

Le projet consiste en des ateliers éducatifs liés aux médias et à l'information, animés par un réseau de 160 journalistes bénévoles. Ces interventions visent à susciter l'esprit critique, à donner goût à l'information et à lutter contre les théories du complot. Plus précisément, ce projet prévoit, en 2019, une résidence de 2 journalistes de l'agence France presse (AFP) et du Monde au collège Henri Barbusse et plus largement à Vaulx en Velin, pour travailler avec les collégiens et l'équipe pédagogique pendant 3 mois.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 3 000 € pour cette action.

### 10° - Action liée au prix des collégiens de la Métropole du concours international de musique de chambre (CIMCL)

Le projet consiste à l'organisation du prix des collégiens de la Métropole, dans le cadre du 16<sup>ème</sup> CIMCL (duo violon /piano) du 28 avril au 3 mai 2020, en partenariat avec l'Opéra de Lyon, au Conservatoire national supérieur de musique et danse de Lyon (CNSMDL).

Ce projet permettra d'impliquer plus de 450 collégiens de différents établissements répartis sur le territoire métropolitain. Les enfants recevront des artistes dans leurs classes, seront mis en situation de pratique artistique et de création, et développeront une posture de jugement critique face aux œuvres. Le vote exprimé sera dévoilé en mai 2020.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 6 000 € pour cette action.

### 11° - Actions liées festival organisé par Quais du Polar

Le projet consiste à l'organisation d'actions de médiation en direction des collégiens de la Métropole, dans le cadre du 16<sup>ème</sup> festival international de Quais du Polar du 3 au 5 avril 2020. Sont prévus la dictée noire, la grande enquête dans la ville, le concours de nouvelles, des rencontres avec des auteurs, la Battle Polar et comme nouveauté la Classe reporter.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil d'allouer une subvention à hauteur de 3 000 € pour l'organisation de ces médiations.

Le versement sera effectué en une seule fois sur appel de fonds, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre de laquelle elles sont dues.

Quel que soit le montant de la subvention accordée, toutes les associations sont tenues d'adresser à la direction de l'éducation de la Métropole, un bilan pédagogique et financier précisant les actions réalisées.

Le total des subventions attribuées pour les 11 associations s'établit à 40 900 €, selon le détail joint en annexe 5 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission éducation, culture, patrimoine et sport ;

## DELIBERE

### 1° - Approuve :

a) - les principes généraux d'organisation pour le soutien à l'action éducative des collèges publics et privés, les modalités d'attribution et de paiement, tels que décrits dans la délibération et selon les thématiques suivantes :

- un volet thématique autour de 4 thèmes identifiés comme prioritaires par la Métropole, à savoir : égalité entre filles et garçons, lutte contre le harcèlement scolaire, prévention en santé publique et éducation aux médias,
- un volet libre permettant aux collèges de solliciter un soutien sur des actions autres que celles précitées,
- un volet de soutien à des actions d'éducation artistique et culturelle proposant 4 dispositifs (la Biennale d'art contemporain 2019, le TNG, Grame et l'ECL),

b) - l'attribution de subventions de fonctionnement au profit des bénéficiaires, collèges publics, pour les actions éducatives de l'année scolaire 2019-2020, d'un montant total de 84 800 € selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé (annexe 1),

c) - l'attribution de subventions de fonctionnement au profit des bénéficiaires, collèges privés, pour les actions éducatives de l'année scolaire 2019-2020, d'un montant total de 15 200 € selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé, (annexe 2),

d) - l'attribution de subventions de fonctionnement au profit des bénéficiaires, collèges publics et associations, pour les dispositifs du volet culture pour un montant total de 16 340 € selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé (annexe 3),

e) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 3 000 € pour l'association le Grand Bureau au profit de son dispositif "Dose le son",

f) - l'attribution, pour l'année scolaire 2019-2020, d'une subvention de fonctionnement au profit de l'association Institut Lumière pour le cinéma et l'audiovisuel pour un montant de 7 000 €,

g) - l'attribution de subventions de fonctionnement au profit des bénéficiaires, aux collèges publics et privés, pour la prise en charge des frais de places de cinéma à hauteur maximale de 7,50 € par élève pour 3 séances de cinéma au titre de l'année scolaire 2019-2020 pour un montant total de 40 995 €, selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé (annexe 4),

h) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement, pour l'année scolaire 2019-2020, d'un montant total de 40 900 € en faveur de 11 associations selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé (annexe 5).

**2° - Autorise** monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercice 2019 et suivants - chapitre 65 :

a) - pour les actions éducatives, opération n° 0P34O4885A, pour un montant de 100 000 €,

b) - pour le soutien à des actions d'éducation artistique avec des structures culturelles partenaires et à la CNC "On tourne", opération n° 0P33O3063A pour un montant de 26 340 €,

c) - pour le dispositif "collèges au cinéma", opération n° 0P33O4902A pour un montant de 40 995 €,

d) - pour le soutien de 11 associations, opération n° 0P34O3309A pour un montant de 37 900 €, et opération n° 0P33O3063A pour un montant de 3 000 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

Commune	Collèges publics	Titre	Thématique	Subventions accordées
Bron	Joliot Curie	En quête de polar	Libre	300 €
Bron	Pablo Picasso	Education à la sexualité	Egalité fille-garçon	500 €
Bron	Théodore Monod	Journaliste, reporter, photographe...Observer, analyser et réaliser pour mieux comprendre le monde.	Education aux médias	500 €
Bron	Théodore Monod	Projet niveau 5°« corps et santé »	Prévention santé	1 000 €
Bron	Théodore Monod	Mixité, Respect, égalité garçons-filles	Egalité fille-garçon	700 €
Caluire-et-Cuire	André Lassagne	Construire sa mémoire avec un fait historique majeur	Education aux médias	500 €
Caluire-et-Cuire	André Lassagne	Renards, quelles histoires!	Libre	400 €
Caluire-et-Cuire	Charles Sénard	Informé, s'informer, déformer ?	Education aux médias	700 €
Caluire-et-Cuire	Elie Vignal	Mon environnement fantastique	Libre	1 000 €
Champagne-au-Mont-d'Or	Jean-Philippe Rameau	Médias et sexualité	Education aux médias	600 €
Chassieu	Léonard de Vinci	prévention des comportements à risque sur la route	Prévention santé	250 €
Corbas	René Cassin	La propagande du cinéma à internet	Education aux médias	400 €
Craponne	Jean Rostand	Sensibilisation à la différence et au handicap	Libre	300 €
Craponne	Jean Rostand	Classe Lumière	Libre	850 €
Décines-Charpieu	Georges Brassens	Théâtre: un art collectif	Libre	800 €
Décines-Charpieu	Maryse Bastié	concours BDécines	Libre	350 €
Ecully	Laurent Mourguet	Défi scolaire	Egalité fille-garçon	700 €
Ecully	Laurent Mourguet	Projet corps et santé	Prévention santé	750 €
Feyzin	Frédéric Mistral	Tu m'agresses la parole	Lutte contre le harcèlement	1 500 €
Fontaines-sur-Saône	Jean de Tournes	L'Imprimeur du Web	Education aux médias	400 €
Francheville	Christiane Bernardin	Promotion de la lecture	Libre	800 €
Givors	Lucie Aubrac	Débats citoyens / assemblée parlementaire inter-délégués de 4ème 2019/2020	Libre	1 500 €
Givors	Lucie Aubrac	AUDACIA, concours d'éloquence des élèves de 3ème.	Libre	1 000 €
Givors	Lucie Aubrac	Semaine #NAH	Lutte contre le harcèlement	1 000 €
Givors	Paul Vallon	Reconnaitre le harcèlement et savoir agir	Lutte contre le harcèlement	300 €
Givors	Paul Vallon	Sensibilisation aux addictions	Prévention santé	800 €
Grigny	Emile Malfroy	Comprendre mon territoire et y prendre ma place	Libre	600 €
Irigny	Daisy Georges Martin	apprendre à lire et décoder les images	Education aux médias	1 000 €
Irigny	Daisy Georges Martin	Le Petit Chaperon louche	Egalité fille-garçon	1 000 €
Lyon 1	La Tourette	Egalité Homme-Femme : relations, sexualité, connaissance de soi	Egalité fille-garçon	1 000 €
Lyon 1	La Tourette	Usage responsable d'internet et des réseaux sociaux.	Lutte contre le harcèlement	800 €
Lyon 1	La Tourette	Atelier maths en jeans	Libre	500 €
Lyon 2	Ampère	Pratique des Discussions à Visée Démocratique et Philosophique	Lutte contre le harcèlement	300 €
Lyon 2	Jean Monnet	Une révolution silencieuse	Libre	800 €
Lyon 2	Jean Monnet	Non au harcèlement	Lutte contre le harcèlement	700 €
Lyon 3	Gilbert Dru	Images de propagande	Education aux médias	300 €
Lyon 3	Gilbert Dru	Un petit déjeuner équilibré	Prévention santé	250 €
Lyon 3	Lacassagne	Emission radio consacrée à la mondialisation	Education aux médias	800 €
Lyon 3	Molière	Madame Trouillard nous avons quelques questions à vous poser!	Education aux médias	250 €
Lyon 3	Pr Marcel Dargent	égalité fille-garçon: du principe à la réalité	Egalité fille-garçon	1 000 €

Commune	Collèges publics	Titre	Thématique	Subventions accordées
Lyon 3	Pr Marcel Dargent	J.C. Mourlevat et les Incorruptibles	Libre	500 €
Lyon 3	Raoul Dufy	Tri et recyclage du papier au collège	Libre	300 €
balzac	Antoine De Saint Exupéry	Sexe Expo	Egalité fille-garçon	500 €
Lyon 4	Clément Marot	La mare : un espace d'apprentissage	Libre	1 300 €
Lyon 4	Clément Marot	Atelier presse	Education aux médias	1 000 €
Lyon 5	Jean Charcot	Deviens un "chef" d'oeuvre!	Libre	300 €
Lyon 5	Jean Moulin	Filles garçons tous égaux	Egalité fille-garçon	300 €
Lyon 5	Jean Moulin	Non au harcèlement	Lutte contre le harcèlement	300 €
Lyon 5	Jean Moulin	Mémoires de guerres, espoirs de paix	Libre	1 000 €
Lyon 5	Les Battières	Les Hippocampes	Egalité fille-garçon	1 600 €
Lyon 6	Bellecombe	Webradio	Education aux médias	1 000 €
Lyon 6	Vendome	Du bon usage d'internet	Education aux médias	800 €
Lyon 7	CSI	Jeunes et addictions	Prévention santé	1 000 €
Lyon 7	Gabriel Rosset	Exploration en Papouasie	Libre	1 000 €
Lyon 7	Georges Clémenceau	Fille-Garçon, une frontière dans la cour de récréation ?	Egalité fille-garçon	1 000 €
Lyon 8	Henri Longchambon	La santé : un mélange d'expériences scientifiques et d'avancées technologiques	Prévention santé	500 €
Lyon 8	Henri Longchambon	Revaloriser pour raccrocher	Libre	500 €
Lyon 8	Jean Mermoz	Ecriture de soi	Libre	2 000 €
Lyon 8	Victor Grignard	Parcours danse	Libre	700 €
Lyon 9	Jean de Verrazane	Presque Cirque	Libre	600 €
Lyon 9	Jean Perrin	"du Bauhaus à la schoolhouse"	Libre	1 200 €
Lyon 9	Victor Schoelcher	esprit critique face aux médias	Education aux médias	800 €
Lyon 9	Victor Schoelcher	Harmonisation des relations garçons filles	Egalité fille-garçon	1 300 €
Meyzieu	Evariste Galois	Double-mixte	Egalité fille-garçon	1 000 €
Meyzieu	Les Servièrès	Les 7 familles des Amazones	Egalité fille-garçon	500 €
Meyzieu	Olivier de Serres	Education à la sexualité, prévention des MST et relation filles/garçons	Prévention santé	160 €
Meyzieu	Olivier de Serres	Education à l'environnement et au développement durable	Libre	240 €
Mions	Martin Luther King	casser les représentations de genre	Egalité fille-garçon	1 000 €
Neuville-sur-Saône	Jean Renoir	le théâtre forum, un moyen de lutter contre le harcèlement au collège	Lutte contre le harcèlement	1 000 €
Oullins	Pierre Brossolette	Fille ou garçon, et alors?!!!	Egalité fille-garçon	1 200 €
Pierre-Bénite	Marcel Pagnol	Concours d'éloquence Audacia Marcel Pagnol	Libre	1 000 €
Rillieux-la-Pape	Maria Casarés	Le théâtre de la justice	Libre	1 500 €
Rillieux-la-Pape	Paul-Emile Victor	Trophée national d'improvisation des collèges	Libre	1 000 €
Rillieux-la-Pape	Paul-Emile Victor	Internet sans risque	Education aux médias	800 €
Sainte-Foy-lès-Lyon	Plan du Loup	Vers un bon usage des écrans	Education aux médias	300 €
Sainte-Foy-lès-Lyon	Plan du Loup	Résister, s'engager, créer.	Libre	1 000 €
Saint-Fons	Alain	Le vrai du faux d'Alainfos	Education aux médias	1 800 €
Saint-Fons	Alain	Entre Europe et Union Européenne, l'exercice de la citoyenneté : l'exemple de la Grande Bretagne »	Libre	1 500 €
Saint-Genis-Laval	Jean Giono	Matches : sportives en scène	Egalité fille-garçon	500 €
Saint-Genis-Laval	Paul d'Aubarède	Prévention des conduites à risques	Prévention santé	300 €
Saint-Priest	Boris Vian	Lutte contre l'homophobie et toutes les formes de discrimination	Egalité fille-garçon	300 €
Saint-Priest	Colette	Tous au théâtre !	Libre	1 500 €
Saint-Priest	Colette	Défi lecture	Lutte contre le harcèlement	500 €
Saint-Priest	Colette	Réveiller le goût de lire : participer au "Prix des Incorruptibles"	Libre	500 €
Saint-Priest	Colette	Développer son esprit critique	Education aux médias	500 €
Saint-Priest	Colette	Un robot école-entreprise pour l'Innovation	Libre	600 €

Commune	Collèges publics	Titre	Thématique	Subventions accordées
Tassin-la-demi-Lune	Jean-Jacques Rousseau	P.E.A.C.E. meditation	Prévention santé	500 €
Vaulx-en-Velin	Henri Barbusse	Polar théâtral	Libre	500 €
Vaulx-en-Velin	Jacques Duclos	Escape game	Libre	400 €
Vaulx-en-Velin	Pierre Valdo	Les conduites à risque chez l'adolescent	Prévention santé	1 500 €
Vénissieux	Elsa Triolet	Le malade imaginaire	Libre	1 500 €
Vénissieux	Honoré de Balzac	Les voies de la parité	Egalité fille-garçon	1 000 €
Vénissieux	Honoré de Balzac	L'école du spectateur	Libre	400 €
Vénissieux	Honoré de Balzac	Tu m'agresses la parole	Lutte contre le harcèlement	1 100 €
Vénissieux	Jules Michelet	Donnez-moi l'envie d'avoir envie de lire	Egalité fille-garçon	150 €
Vénissieux	Jules Michelet	La mécanique du regard : Avoir confiance en moi, en toi, en nous, en eux...	Libre	600 €
Vénissieux	Jules Michelet	Fake news	Education aux médias	1 200 €
Vénissieux	Louis Aragon	PEAC 2019-2020	Libre	1 500 €
Vénissieux	Louis Aragon	Moi, manipulé.e par les médias? Jamais!	Education aux médias	900 €
Vénissieux	Paul Eluard	Invitation au voyage !	Libre	500 €
Villeurbanne	Gratte-Ciel Môrice Leroux	Radio Morice : une web radio au collège	Education aux médias	700 €
Villeurbanne	Gratte-Ciel Môrice Leroux	Printemps de la jupe et du respect au collège Morice Leroux	Egalité fille-garçon	400 €
Villeurbanne	Jean Jaurès	« Lire tous azimuts » 2019-2020	Libre	1 000 €
Villeurbanne	Jean Jaurès	Tutorat adultes-élèves	Lutte contre le harcèlement	1 200 €
Villeurbanne	Jean Jaurès	Prix Collidram	Libre	650 €
Villeurbanne	Lamartine	"Tu m'agresses la parole"	Lutte contre le harcèlement	1 000 €
Villeurbanne	Les Iris	Les bons usages d'internet	Education aux médias	800 €
Villeurbanne	Les Iris	Les mécanismes du harcèlement par le biais du théâtre	Lutte contre le harcèlement	900 €
Villeurbanne	Louis Juvet	écrire, lire, s'écouter : des livres à partager	Libre	400 €
Villeurbanne	Louis Juvet	Pratique de la boxe anglaise	Lutte contre le harcèlement	600 €
<b>total collèges publics</b>				<b>84 800 €</b>

Commune	Collèges publics	Titre	Thématique	Subventions accordées
Ecully	Sacre Coeur ecully	Prevention et Citoyenneté numérique	Education aux médias	400 €
La Mulatière	Assomption Bellevue	Education à la santé et à la prévention	Prévention santé	2 000 €
Lyon 5	Notre Dame des Minimes	British days	Libre	1 000 €
Lyon 7	Saint-Louis de la Guillotière	Atelier Théâtre	Egalité fille-garçon	700 €
Lyon 8	Pierre Termier	Sensibilisation à l'utilisation des réseaux sociaux	Lutte contre le harcèlement	500 €
Lyon 8	Pierre Termier	Médias et sexualité	Education aux médias	500 €
Lyon 8	Pierre Termier	Atelier Théâtre	Libre	1 500 €
Lyon 8	Pierre Termier	Architecte en herbe : Créer une tour d'habitation	Libre	800 €
Oullins	Notre Dame du Bon Conseil	Prévention aux addictions	Prévention santé	700 €
Oullins	Notre Dame du Bon Conseil	Education à la sexualité	Prévention santé	300 €
Tassin-la-demi-lune	Institution St Joseph	éducation affective et sexuelle	Prévention santé	1 500 €
Tassin-la-demi-lune	Institution St Joseph	non au harcèlement	Education aux médias	800 €
Villeurbanne	Immaculée Conception	Bien-être au collège - lutte contre le harcèlement	Lutte contre le harcèlement	3 000 €
Villeurbanne	Mère Teresa	Festival de théâtre en anglais à Prague	Libre	1 500 €
<b>Total subvention en faveur des collèges privés</b>				<b>15 200 €</b>

Projets de collèges en partenariat avec la Biennale d'Art Contemporain 2019					
Nom du collège	Commune	Projet	Niveau de la classe	Effectif de la / des classe(s)	Subvention accordée au collège (en €) *
Lucie Aubrac	Givors	Visite atelier-critique au maCLYON	3ème ULIS	25	380
La Tourette	Lyon 1	Parcours thématique - L'In Situ c'est être là	3ème	30	400
Jean Moulin	Lyon 5	L'abécédaire de l'art contemporain, Visite atelier-critique au maCLYON, atelier du regard en classe	4ème	26	280
Jean Charcot	Lyon 5	Parcours thématique - La brigade des jeunes médiateurs	3ème	25	540
		Parcours découverte et sensibilisation : atelier d'écriture en classe	3ème	25	270
Gabriel Rosset	Lyon 7	Veduta 2019 - Participation à la résidence de Julieta Garcia Vazquez et Javier Villa de Villafaña	6 classes de 3ème	144	840
		Parcours découverte et sensibilisation	3 classes + classe ULIS	85	520
		Projet croisé interdisciplinaire	4ème	24	140
Marcel Pagnol	Pierre-Bénite	Parcours découverte et sensibilisation : L'abécédaire de l'art contemporain, Visite atelier-critique au maCLYON	3 classes de 4ème	72	590
		Parcours thématique - L'In Situ c'est être là	3 classes de 6ème	75	1200
Jean Giono	Saint-Genis-Laval	Parcours découverte et sensibilisation : L'abécédaire de l'art contemporain, Visite atelier-critique au maCLYON	3ème	30	340
<b>TOTAL</b>					<b>5 500</b>

\* la subvention accordée représente 90 % du coût du parcours. Chaque projet a été décliné par classe, représente un nombre d'heures d'intervention spécifique selon la nature de l'atelier.

« Découvrir de la création théâtrale contemporaine jeune public » Parcours de deux spectacles, ateliers de découverte de la scénographie et du jeu théâtral en partenariat avec le Théâtre Nouvelle Génération					
Nom du collège	Commune	Niveau de la classe	Effectif de la / des classe(s)	Subvention accordée au collège (en €) *	
Théodore Monod	Bron	5ème ULIS	15	360	
Jean de Tournes	Fontaines-sur-Saône	6ème	30	360	
Jean Charcot	Lyon	5ème	26	360	
Georges Clemenceau	Lyon 7	5ème	30	360	
Martin Luther King	Mions	5ème	30	360	
Plan du loup	Sainte-foy-les-lyon	5ème (dont SEGPA)	95 (4 classes)	1440	
<b>TOTAL</b>					<b>3 240</b>

Projets en partenariat avec Grame, centre national de création musicale					
Nom du collège	Commune	Projet	Niveau de la classe	Effectif de la / des classe(s)	Subvention accordée au collège (en €) *
Pablo Picasso	Bron	AmStramGrame, un espace de fabrication collective	5ème	24	1200
Théodore Monod	Bron	AmStramGrame, un espace de fabrication collective	5ème	28	1200
Gabriel Rosset	Lyon 7	LIGHT WALL SYSTEM ou le corps instrument	6ème	25	1200
<b>TOTAL</b>					<b>3 600</b>

Initiation aux arts du cirque en partenariat avec l'Ecole de Cirque de Lyon					
Nom du collège	Commune	Niveau de la classe	Effectif de la / des classe(s)	Subvention accordée à l'Ecole de Cirque de Lyon (en €) *	
Théodore Monod	Bron	6ème	22	1 000	
Jean-Philippe Rameau	Champagne-au-Mont-d'or	4ème	29	1 000	
Laurent Mourguet	Ecully	5ème	30	1 000	
Marcel Pagnol	Pierre-Bénite	5ème	25	1 000	
<b>TOTAL</b>					<b>4 000</b>

Commune	Collèges publics	Niveaux	Effectifs	Montant proposé	Total montant proposé (7,5€/élève)
Bron	Théodore Monod	6e/5e	72	540,00 €	1 125,00 €
		4e/3e	78	585,00 €	
Bron	Pablo Picasso	6e/5e	16	120,00 €	240,00 €
		4e/3e	16	120,00 €	
Bron	Joliot Curie	6e/5e	98	735,00 €	735,00 €
Caluire-et-Cuire	André Lassagne	6e/5e	48	360,00 €	360,00 €
Champagne-au-Mont-d'Or	Jean-Philippe Rameau	6e/5e	30	225,00 €	465,00 €
		4e/3e	32	240,00 €	
Chassieu	Léonard de Vinci	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
Corbas	René Cassin	6e/5e	60	450,00 €	450,00 €
Craponne	Jean Rostand	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
Décines	IME l'Oiseau Blanc	6e/5e	15	112,50 €	112,50 €
Décines	Maryse Bastié	4e/3e	58	435,00 €	435,00 €
Décines-Charpieu	Georges Brassens	6e/5e	16	120,00 €	487,50 €
		4e/3e	49	367,50 €	
Ecully	Laurent-Mourguet	6e/5e	40	300,00 €	300,00 €
Feyzin	Frederic Mistral	6e/5e	54	405,00 €	405,00 €
Fontaines sur Saône	Jean de Tournes	6e/5e	60	450,00 €	450,00 €
Givors	Paul Vallon	6e/5e	53	397,50 €	397,50 €
Grigny	Emile Malfroy	6e/5e	16	120,00 €	465,00 €
		4e/3e	46	345,00 €	
Irigny	Daisy Georges Martin	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
Lyon 2ème	Ampère	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
Lyon 2ème	Jean Monnet	6e/5e	28	210,00 €	420,00 €
		4e/3e	28	210,00 €	
Lyon 3ème	Raoul Dufy	4e/3e	40	300,00 €	300,00 €
Lyon 3ème	Molière	6e/5e	61	457,50 €	457,50 €
Lyon 3ème	Gilbert Dru	6e/5e	58	435,00 €	435,00 €
Lyon 3ème	Professeur Marcel Dargent	4e/3e	30	225,00 €	225,00 €
Lyon 4ème	Antoine de Saint-Exupéry	6e/5e	60	450,00 €	450,00 €
Lyon 5ème	Jean Charcot	6e/5e	32	240,00 €	480,00 €
		4e/3e	32	240,00 €	
Lyon 5ème	Jean Moulin	6e/5e	60	450,00 €	450,00 €
Lyon 6ème	Vendôme	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
Lyon 7ème	Clemenceau	6e/5e	36	270,00 €	495,00 €
		4e/3e	30	225,00 €	
Lyon 8ème	Henri Longchambon	6e/5e	75	562,50 €	1 312,50 €
		4e/3e	100	750,00 €	
Lyon 8ème	Victor Grignard	6e/5e	76	570,00 €	570,00 €
Lyon 8ème	Alice Guy	6e/5e	75	562,50 €	562,50 €
Lyon 9ème	Jean de Verrazanne	4e/3e	104	780,00 €	780,00 €
Lyon 9ème	Jean Perrin	6e/5e	30	225,00 €	675,00 €
		4e/3e	60	450,00 €	
Lyon 9ème	Victor Schoelcher	6e/5e	116	870,00 €	1 552,50 €
		4e/3e	91	682,50 €	
Meyzieu	Evariste Galois	6e/5e	45	337,50 €	337,50 €
Meyzieu	Olivier de Serres	6e/5e	60	450,00 €	450,00 €
Meyzieu	Les Servizières	6e/5e	30	225,00 €	450,00 €
		4e/3e	30	225,00 €	
Mions	Martin Luther King	6e/5e	75	562,50 €	562,50 €
Neuville-sur-Saône	Jean Renoir	6e/5e	60	450,00 €	450,00 €
Oullins	La Clavière	6e/5e	100	750,00 €	1 312,50 €
		4e/3e	75	562,50 €	
Oullins	Pierre Brossolette	6e/5e	20	150,00 €	150,00 €
Rillieux-La-Pape	Maria Casarès	6e/5e	128	960,00 €	960,00 €
Saint-Genis-Laval	Paul d'Aubarède	6e/5e	55	412,50 €	412,50 €
Saint-Genis-Laval	Jean Giono	4e/3e	57	427,50 €	427,50 €
Saint-Priest	Colette	6e/5e	50	375,00 €	1 522,50 €
		4e/3e	153	1 147,50 €	



Commune	Collèges publics	Niveaux	Effectifs	Montant proposé	Total montant proposé (7,5€/élève)
Saint-Priest	Boris Vian	6e/5e	58	435,00 €	435,00 €
Saint-Priest	Gérard Philipe	6e/5e	50	375,00 €	375,00 €
Sainte-Foy-les-Lyon	Plan du loup	6e/5e	50	375,00 €	375,00 €
Tassin-La-Demi-Lune	Jean-Jacques Rousseau	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
Vaulx-en-Velin	Aimé Césaire	6e/5e	68	510,00 €	1 312,50 €
		4e/3e	107	802,50 €	
Vaulx-en-Velin	Henri Barbusse	6e/5e	159	1 185,00 €	1 545,00 €
		4e/3e	48	360,00 €	
Vénissieux	Jules Michelet	6e/5e	50	375,00 €	1 125,00 €
		4e/3e	100	750,00 €	
Vénissieux	Honoré de Balzac	6e/5e	100	750,00 €	750,00 €
Vénissieux	Louis Aragon	6e/5e	132	990,00 €	1 560,00 €
		4e/3e	76	570,00 €	
Vénissieux	Elsa Triolet	6e/5e	120	900,00 €	1 605,00 €
		4e/3e	94	705,00 €	
Vénissieux	Etablissement scolaire Hélène BOUCHER	4e/3e	24	180,00 €	180,00 €
Villeurbanne	Simone Lagrange	6e/5e	24	180,00 €	330,00 €
		4e/3e	20	150,00 €	
Villeurbanne	Jean Jaurès	6e/5e	91	682,50 €	1 372,50 €
		4e/3e	92	690,00 €	
Villeurbanne	Louis Juvet	4e/3e	32	240,00 €	240,00 €
Villeurbanne	Les Iris	4e/3e	182	1 365,00 €	1 365,00 €
Villeurbanne	Morice Leroux (Collège des Gratte-Ciel)	4e/3e	76	570,00 €	570,00 €
Villeurbanne	Jean Macé	4e/3e	60	450,00 €	450,00 €
<b>Total subvention collèges publics</b>					<b>38 917,50 €</b>

Commune	Collèges privés	Niveaux	Effectifs	Montant proposé	Total montant proposé (7,5€/élève)
Décines	Jeanne d'Arc	4e/3e	30	225,00 €	225,00 €
Lyon 4ème	Saint Denis	6e/5e	29	217,50 €	217,50 €
Lyon 6ème	Déborde	6e/5e	30	225,00 €	225,00 €
Lyon 6ème	Notre Dame de Bellecombe	4e/3e	30	225,00 €	225,00 €
Lyon 6ème	Fénelon	6e/5e	28	210,00 €	210,00 €
Oullins	Les chassagnes	4e/3e	26	270,00 €	270,00 €
Saint-Priest	La Xavière	6e/5e	31	232,50 €	232,50 €
Vénissieux	La Xavière	6e/5e	30	225,00 €	225,00 €
Villeurbanne	Immaculée conception	6e/5e	33	247,50 €	247,50 €
<b>Total subvention collèges privés</b>					<b>2 077,50 €</b>

<b>Total subvention collèges au cinéma 2019-2020</b>					<b>40 995,00 €</b>
--	--	--	--	--	--------------------

	Nom de l'association	Acronyme	Projet subventionné	Subvention accordée
1	Conf. Synd. Des familles	CSF	Forum annuel des métiers et des formations	1 400 €
2	Mémoire dans la cité		Rendez-vous annuel autour de la mémoire pour les collèges du 4eme	2 000 €
3	Club sportif et artistique du 7eme régiment matériel Cadets défense	CSA	Projet "cadet de la défense de l'Académie de Lyon"	2 000 €
4	Action Basket Citoyen	ABC	Pratique sportive et ludique comme moyen d'éducation citoyenne	5 000 €
5	Lyon 64 echec		Atelier échec au collège Vendôme Lyon 6ème	1 500 €
6	Orfèee		Traitement des situations de harcèlement dans 2 collèges (Jean Charcot Lyon 5ème et Jean Monnet Lyon 2ème)	8 000 €
7	Fréquence Ecole		Participation des collèges à l'évènement "Superdemain" le 15 novembre 2019	3 000 €
8	Zup de Co		Tutorat solidaire dans 4 collèges REP	6 000 €
9	Entre les Lignes		Education aux médias avec de journalistes de l'AFP et du groupe du Monde. Ateliers dans les collèges	3 000 €
10	Concours International de Musique de Chambre de Lyon	CIMCL	Prix des collégiens de la Métropole dans le cadre du 16ème concours international de musique de chambre en mai 2020	6 000 €* + 3000€ Direction de l'Éducation
11	Quais du Polar	QDP	Actions de médiation autour du festival (la dictée noire, la grande enquête, le concours de nouvelles	3 000 €
<b>TOTAL 11 associations</b>				<b>40 900 €</b>

\* 3000€ Direction de la Culture  
+ 3000€ Direction de l'Éducation

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3744**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Projets éducatifs innovants - Attribution d'une subvention à l'Institut Télémaque pour son programme d'actions 2019-2021 - Approbation d'un avenant à la convention initiale**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'éducation**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon a engagé un partenariat avec l'Institut Télémaque pour favoriser l'égalité des chances dans l'éducation, à destination des élèves situés en réseau d'éducation prioritaire, par délibération du Conseil n° 2018-2799 du 25 juin 2018.

**I - Contexte : un projet associatif favorisant la réussite scolaire des élèves en réseau d'éducation prioritaire**

L'Institut Télémaque est une association loi de 1901, créée en 2005, dont la vocation est de mettre en place des actions de tutorat pour les élèves à potentiel, méritants et motivés (boursiers ou assimilés), scolarisés en réseau d'éducation prioritaire.

Les collégiens sont identifiés dès la 5<sup>ème</sup> par leur établissement et suivis par le biais d'un double tutorat :

- un tuteur issu du monde professionnel,
- un référent pédagogique de l'établissement scolaire.

Les actions de tutorat consistent à accompagner les filleuls autour de 4 leviers : l'ouverture socio-culturelle, la découverte du monde professionnel, la confiance en soi et les performances scolaires.

L'Institut Télémaque bénéficie d'une convention avec le Ministère de l'éducation nationale, ce qui permet aux élèves d'intégrer également le parcours excellence développé par l'Inspection académique.

**II - Objectifs : un partenariat en cohérence avec les objectifs métropolitains**

Le projet mené par l'Institut Télémaque répond aux objectifs portés par la Métropole.

Tout d'abord, il contribue aux enjeux de la politique éducation menée par la Métropole, visant à favoriser la réussite éducative pour tous.

Ensuite, il s'inscrit dans le cadre de la responsabilité sociale, économique et environnementale de la collectivité, en promouvant le tutorat auprès de ses agents. Il permet ainsi à des agents métropolitains de suivre, de la 5<sup>ème</sup> à la terminale, un élève scolarisé en réseau d'éducation prioritaire afin de faciliter la réussite scolaire de ce dernier.

L'ambition de la collectivité était de constituer un groupe de 20 tuteurs. Par mesure de précaution, la délibération du Conseil du 25 juin 2018 a fixé un objectif de 10 tuteurs afin d'évaluer les chances de réussite de cette initiative auprès des agents et des collégiens. Cet avenant propose de porter le nombre de tuteurs à 20.

### III - Bilan

Sur le territoire de la Métropole :

156 jeunes ont été suivis sur l'année 2018-2019.

La projection pour les 2 années à venir est :

- + 60 nouveaux pour l'année 2020-2021,
- + 70 nouveaux pour l'année 2021-2022.

Au sein de la Métropole :

Dix tuteurs, agents de la Métropole sont à ce jour engagés dans la démarche.

L'Institut Télémaque a été en mesure, pour cette année scolaire, de leur proposer 39 actions à destination du tuteur, du collégien, du binôme ou en groupe :

- 9 grands temps d'échanges : réunions collectives permettant des échanges avec des professionnels de différentes structures engagées avec l'Institut Télémaque,
- 6 visites culturelles : soirées et visites de site en accès libre dont les nuits de Fourvière très suivies par les tuteurs de la Métropole,
- 8 ateliers : travail de l'orientation, l'entrepreneuriat, l'estime de soi,
- 7 visites d'entreprise : les partenaires ouvrent leur porte afin de faire découvrir leur structure (domaine d'activité, le fonctionnement de l'entreprise, les métiers),
- 5 loisirs : sorties ludiques et sportives,
- 4 formations : très orientées vers les tuteurs pour les soutenir dans l'accompagnement des collégiens.

Ils restent tous engagés pour la prochaine année scolaire, avec un bilan positif. Les binômes resteront pérennes pour l'année prochaine.

Trente-cinq sorties ont été effectuées par les 10 tuteurs de la Métropole, dont un certain nombre par l'animation collective des tuteurs au sein de la collectivité.

Deux collègues ont bénéficié d'intervention des tuteurs pour la présentation des métiers (310 élèves).

### IV - Programme d'actions et plan de financement prévisionnel

Au terme de l'évaluation de cette année, le souhait est de porter cet engagement à 10 tuteurs supplémentaires.

Le coût pour la Métropole étant de 1 000 € par an et par tuteur identifié durant 3 années scolaires, la subvention passera à 20 000 € par an. Cette subvention permet notamment de :

- rembourser le tuteur des sorties et projets menés avec son filleul,
- prendre en charge les frais d'accompagnement du tuteur et de son filleul.

La Métropole pourra également soutenir le partenariat avec l'Institut Télémaque, en développant des actions de communication et en permettant aux élèves accompagnés de bénéficier d'un accès privilégié aux événements culturels, éducatifs et sportifs qu'elle soutient ;

Vu ledit dossier ;

Oui l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

### DELIBERE

#### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant annuel de 20 000 € au profit de l'Institut Télémaque dans le cadre son action de tutorat pour les années scolaires 2019 à 2021,

b) - l'avenant à la convention à passer entre la Métropole et l'Institut Télémaque définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 60 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 65 - opération n° 0P34O3309A pour un montant de 20 000 € annuel.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3746**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Projet schéma métropolitain du numérique éducatif - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

L'éducation est une compétence de la Métropole de Lyon qui s'exerce auprès d'un nombre important de collèges (3 cités scolaires gérées avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes, 76 collèges publics, 37 collèges privés), soit près de 68 000 collégiens aujourd'hui (dont 45 500 dans le public).

Dès 2015, la Métropole a retenu un schéma numérique éducatif volontariste en votant une autorisation de programme (AP) globale de 20,4 M€ (soit 19,125 M€ sur le mandat) dont les enjeux étaient tournés vers 3 cibles :

- le collégien à qui la Métropole s'engageait à garantir un accès au numérique et donc un accès simplifié aux savoirs,
- l'enseignant que la Métropole souhaitait accompagner avec l'académie dans l'appropriation des outils numériques et l'évolution de ses pratiques pédagogiques pour renforcer l'équité et l'efficacité du système éducatif,
- le collectif enseignants/collégiens que la Métropole dotait d'outils numériques qui facilitent et encouragent le travail collaboratif et interdisciplinaire.

Ce schéma fixait 4 objectifs :

- encourager les initiatives innovantes des enseignants et des établissements,
- créer des synergies avec l'ensemble des acteurs de la science et de la culture du territoire,
- favoriser en lien avec la dynamique "FrenchTech", le développement de start-up autour des technologies pour l'éducation en leur donnant accès à des terrains d'innovation et d'expérimentation,
- garantir un socle technique solide pour enclencher la dynamique métropolitaine autour de la diffusion numérique des savoirs.

Une première individualisation de 10,9 M€ a été votée par délibération du Conseil n° 2015-0727 du 2 novembre 2015 pour couvrir la période 2016-2018.

Le complément d'individualisation de 8,225 M€ a été voté par délibération du Conseil n° 2019-3288 du 28 janvier 2019 pour réaliser la suite du programme déjà engagé et ce, jusqu'à la fin du mandat.

Le complément d'individualisation demandé par le présent rapport s'appuie sur la capacité d'investissement supplémentaire de la Métropole pour assurer les besoins complémentaires qui se présentent sur cette thématique.

## II - Objectifs du projet

L'ensemble du programme numérique s'articule autour de 2 grands chantiers :

- un chantier innovation qui doit permettre de développer de nouveaux usages,
- un chantier socle technique pour garantir la fiabilité et la performance nécessaires au développement des usages.

Le complément d'individualisation concerne le socle technique, notamment les équipements mis à disposition des personnels, collèges, collègiens, et les équipements réseaux.

Il est proposé de renouveler une partie des équipements réseaux des établissements pour un montant de 70 000 € TTC.

Sur le volet équipements, il est proposé de répondre à des besoins supplémentaires exprimés par de nombreux collèges :

- fourniture d'une imprimante 3D supplémentaire dans chaque collège, pour un montant global de 180 000 € TTC,
- équipement de salles polyvalentes en moyens de vidéo-projection pour un montant global de 200 000 € TTC.

Enfin, il est proposé d'intégrer à la présente individualisation le budget nécessaire à la remise à niveau (rénovation, densification) des équipements des collèges en cités scolaires pour un montant de 130 000 € TTC.

## III - Planning du projet et plan de financement prévisionnel

En 2019 : renouvellement d'équipements réseau (70 switches), déploiement de 30 imprimantes 3D supplémentaires, équipements de salles polyvalentes.

En 2020 : classes mobiles et ordinateurs supplémentaires en cités scolaires, déploiement de 50 imprimantes 3D.

Le montant de ces nouveaux besoins est donc estimé à 580 000 € et fait monter l'individualisation globale de cette opération à 19 705 000 € TTC.

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'individualisation complémentaire d'une AP d'un montant total de 580 000 € sur le programme 34 "Éducation-Formation" pour l'opération n° 0P3404966 "schéma métropolitain du numérique éducatif" avec l'échéancier prévisionnel de dépenses suivantes :

- 320 000 € TTC en 2019,
- 260 000 € TTC en 2020.

Avec l'arrêt du plan numérique national, il n'est pas prévu de recettes pour cette individualisation complémentaire et cette dernière reste sans impact sur le fonctionnement ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

### DELIBERE

**1° - Approuve** la demande de financement des besoins complémentaires liés au projet "schéma métropolitain du numérique éducatif",

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P34 "Éducation- formation" pour un montant de 580 000 € TTC, en dépenses, à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 320 000 € TTC en 2019,
- 260 000 € TTC en 2020,

sur l'opération n° OP3404966 "schéma métropolitain numérique éducatif".

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 19 705 000 € TTC.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3747**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Sport - Attribution de subventions aux associations et sections sportives scolaires des collèges de la Métropole de Lyon qualifiées aux phases finales des Championnats de France - Année scolaire 2018-2019**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de la culture, des sports et de la vie associative**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole soutient le sport au collège en octroyant, notamment, une aide aux sections sportives scolaires pour leur fonctionnement : rémunération d'éducateurs sportifs (hors professeur d'éducation physique et sportive -EPS-), achat de petits matériels, coût du transport (hors transport compétitions), location d'installations.

Cependant, certaines sections sportives scolaires et associations sportives doivent parfois, du fait de l'éloignement des lieux de compétitions sur l'ensemble du territoire français et d'outre-mer, renoncer à participer aux phases finales des championnats de France faute de moyens financiers suffisants.

Ainsi, en 2016, suite à la qualification des collèges du Tonkin et des Gratte-Ciel Mûrice Leroux aux championnats de France de lutte à La Réunion et face aux coûts importants d'un tel déplacement, la Métropole a souhaité mettre en place une aide spécifique.

La volonté de la Métropole est, en effet, d'encourager et de valoriser tout le travail mené, tout au long de l'année, par les élèves et leurs professeurs pour accéder à ces championnats de France.

**II - Compte-rendu des actions réalisées au titre de l'année scolaire 2017-2018 et bilan**

Par délibération du Conseil n° 2018-2995 du 17 septembre 2018, la Métropole a procédé à l'attribution d'une subvention de fonctionnement à 16 collèges représentant 21 associations sportives ou sections sportives scolaires pour un montant total de 14 955 € pour leur participation aux phases finales des championnats de France 2018.

**III - Programme d'actions pour l'année scolaire 2018-2019**

Une information sur la possibilité d'une aide de la Métropole pour la participation aux championnats de France a été faite lors de l'assemblée générale de rentrée aux professeurs d'EPS.

Pour plus de cohérence, et afin d'éclairer la décision, un comité de pilotage réunissant l'ensemble des partenaires institutionnels a été mis en place, dès 2017, permettant également d'adapter au mieux l'aide.

Il est composé des représentants :

- de la direction des sports de la Métropole,
- de la direction de l'éducation de la Métropole,
- de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) Rhône Grand Lyon Métropole,
- de l'académie de Lyon.

Des critères d'attribution de l'aide ont été définis en lien avec ces partenaires :

- le niveau intermédiaire de qualification,
- le dynamisme de l'association sportive ou de la section sportive dans l'établissement,
- la distance jusqu'au lieu des championnats de France,
- le nombre d'élèves concernés.

Les modalités d'attribution des aides sont les suivantes :

- la demande de subvention doit porter sur au moins l'un des objets suivants :
  - . coûts de transport,
  - . hébergement,
  - . repas ;
- le montant de l'aide octroyée s'élève à 1 500 € maximum par association ou section sportive.

Quatorze collèges ont ainsi déposé un dossier de demande de subvention pour leur participation aux phases finales des championnats de France 2019, représentant 17 associations sportives ou sections sportives scolaires éligibles.

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution de subventions d'un montant total de 13 450 € dans le cadre du soutien aux associations sportives et sections sportives scolaires des collèges de la Métropole pour leur participation aux phases finales des championnats de France 2019.

Le versement de ces subventions sera effectif sur transmission par le collège du dossier de demande de subvention ainsi que des justificatifs des dépenses réalisées au plus tard le 31 décembre 2019, au titre des phases finales des championnats de France 2019. Il interviendra sur cette base en un paiement unique ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** l'attribution des subventions de fonctionnement d'un montant total de 13 450 € au profit des bénéficiaires et selon la répartition figurant à l'état ci-après annexé pour l'année scolaire 2018-2019,

**2° - Autorise** monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 13 450 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P39O3132A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Attribution de subventions aux associations sportives et sections sportives scolaires  
des collèges de la Métropole de Lyon qualifiées aux phases finales  
des Championnats de France 2019 (année scolaire 2018-2019)**

Bénéficiaire	Commune	Discipline	Montant (en €)
Association sportive du collège Joliot Curie	Bron	sport partagé	1 000
Association sportive du collège Théodore Monod	Bron	danse battle hip-hop excellence	300
Association sportive du collège Léonard de Vinci	Chassieu	badminton excellence	1 000
Association sportive du collège Maryse Bastié	Décines Charpieu	rugby à XIII minimes garçons excellence	1 000
Association sportive du collège Charles de Foucauld	Lyon 3°	athlétisme hivernal et natation	1 500
Collège Marcel Dargent	Lyon 3°	judo filles et garçons	900
Association sportive du collège Bellecombe	Lyon 6°	basket-ball minimes garçons excellence	1 500
Collège Jean Verrazane	Lyon 9°	football minimes garçons	1 200
Association sportive du collège Evariste Galois	Meyzieu	badminton	400
Association sportive du collège Paul d'Aubarède	Saint Genis Laval	handball minimes garçons et minimes filles excellence	800
Collège Henri Barbusse	Vaulx en Velin	futsal minimes garçons	1 500
Collège Pierre Valdo	Vaulx en Velin	futsal minimes garçons excellence	1 150
Association sportive du collège Gratte-Ciel Môrice Leroux	Villeurbanne	boxe d'assaut minimes excellence	500
Association sportive du collège du Tonkin	Villeurbanne	danse battle hip-hop	700
<b>Total</b>			<b>13 450</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3748**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Schéma métropolitain des enseignements artistiques - Attribution de subventions de soutien aux projets et à des structures ressources pour l'année 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de la culture, des sports et de la vie associative**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En matière culturelle, la Métropole de Lyon exerce une compétence obligatoire relative aux enseignements artistiques, à travers le schéma métropolitain des enseignements artistiques 2018-2021 adopté par délibération du Conseil n° 2017-2435 du 15 décembre 2017.

**I - Objectifs généraux**

Le schéma métropolitain des enseignements artistiques, fruit d'un travail concerté avec les communes et les établissements du territoire, formalise les ambitions et les objectifs de la Métropole en matière d'enseignement artistique. Il s'agit de favoriser un élargissement des publics touchés en nombre et dans leur diversité, de penser la formation artistique dans sa globalité et avec tous les publics, et de structurer l'offre sur le territoire métropolitain en accompagnant les coopérations et mutualisations.

La Métropole a attribué, par délibération du Conseil n° 2019-3280 du 28 janvier 2019, des subventions aux syndicats mixtes de gestion du Conservatoire à rayonnement régional (CRR) de Lyon et de l'École nationale de musique, de danse et d'art dramatique (ENMDAD) de Villeurbanne, et, par délibération du Conseil n° 2019-3600 du 8 juillet 2019, des subventions de fonctionnement à 71 établissements d'enseignement artistique du territoire métropolitain.

Outre ces soutiens, le schéma métropolitain intègre d'autres dispositifs de financement qui sont l'objet de la présente délibération, avec :

- le soutien à des projets : il s'agit, dans le cadre de la mise en œuvre d'un appel à projets, d'accompagner des coopérations de projet mises en œuvre par plusieurs établissements au sein des bassins de vie que sont les 9 Conférences territoriales des Maires (CTM) de la Métropole, notamment, dans le cadre de la proposition 20 du pacte de cohérence métropolitain, et d'impulser des actions innovantes et pérennes transformant et enrichissant l'action des structures,
- le soutien à des structures ressources qui contribuent à l'accompagnement des établissements et à la structuration des enseignements artistiques sur le territoire.

**II - Le soutien aux projets des établissements pour l'année 2019**

Le soutien à des projets, dans le cadre du schéma métropolitain, a plusieurs objectifs : accompagner l'organisation de l'offre au sein des CTM, renforcer le rôle d'animateur des territoires des établissements, contribuer à la mise en place de parcours d'éducation artistique, encourager les structures à revisiter les modèles pédagogiques, mieux prendre en compte les attentes de tous les publics, ou encore faire évoluer leur organisation pour mieux accueillir et orienter toutes les demandes.

### **1° - Le soutien à des projets collectifs d'établissements**

Des coopérations de projet sont mises en œuvre par des établissements du territoire de la Métropole, pour déployer des propositions communes à plusieurs établissements, et initier une dynamique d'évolution vers une approche territorialisée de l'offre d'enseignement.

Le territoire de référence pour les projets présentés est la CTM. Les projets retenus concernent, en fonction de leurs caractéristiques et finalités, tout ou partie des structures de la CTM concernée, et peuvent dans certains cas associer des établissements de CTM voisines.

Il peut s'agir de propositions complétant ou enrichissant les offres pédagogiques, participant de l'ouverture des établissements sur leur territoire, favorisant la mixité entre différents publics, associant d'autre(s) acteur(s) du territoire (partenaires culturels, éducatifs, sociaux), soutenant l'accueil ou la participation active à des résidences d'artistes, ou valorisant la diversité des pratiques artistiques et culturelles repérées sur un territoire.

Il est proposé de retenir 43 projets sur les 50 déposés dans le cadre d'un appel à projets par les établissements soutenus par la Métropole et leurs partenaires, pour un montant total de 60 500 € :

- écoles de musique de la CTM Centre : un temps-fort autour des cuivres et percussions et un projet mêlant élèves musiciens en situation de handicap et valides. Il est proposé d'accompagner ces 2 projets à hauteur de 1 800 €,
- écoles de musique de la CTM Portes du sud : le soutien à des orchestres inter-écoles et un évènement intercommunal. Il est proposé d'accompagner ces 3 projets à hauteur de 4 500 €,
- conservatoires et écoles de musique de la CTM Lômes et Coteaux du Rhône : des projets autour de différents thèmes (stages, ateliers, masterclass, percussions, guitares, musique assistée par ordinateur, improvisation, projets de création de spectacles). Il est proposé d'accompagner ces 11 projets à hauteur de 13 500 €,
- écoles de musique de la CTM Ouest nord : stages, orchestres, ensembles et ateliers autour des instruments à cordes, de la guitare, des vents et des musiques amplifiées. Il est proposé d'accompagner ces 9 projets à hauteur de 15 600 €,
- écoles de musique de la CTM Plateau nord : rencontres de classes orchestres, autour des cuivres, clarinettes, création d'un spectacle. Il est proposé d'accompagner ces 5 projets à hauteur de 6 500 €,
- conservatoires et écoles de musique des CTM Portes des Alpes et Rhône amont : un dispositif en 2 étapes d'accompagnement à l'émergence des groupes de musiques actuelles issus des écoles de musique. Il est proposé d'accompagner ces 2 projets à hauteur de 5 600 €,
- écoles de musique de la CTM Val de Saône : un projet de festival des ensembles amateurs des structures dans le champ des musiques actuelles, des projets pluridisciplinaires autour de 2 orchestres, une master class, etc. Il est proposé d'accompagner les 7 projets à hauteur de 8 500 €,
- écoles de musique de la CTM Val d'Yzeron : harmonie intercommunale, nuit rock du Val d'Yzeron, stage de flûte, etc. Il est proposé d'accompagner les 4 projets à hauteur de 4 500 €.

### **2° - Le soutien à l'amorce de projets innovants et pérennes**

Ce dispositif a vocation à soutenir l'amorce de projets novateurs qui ambitionnent de diversifier les publics touchés dans la durée, par différents moyens. Il peut aussi s'agir de projets visant à mieux organiser l'offre du territoire (portage de postes d'enseignants partagés entre plusieurs structures, mise en cohérence d'offres tarifaires, mutualisation des fonctions support, rapprochements d'établissements, etc.).

Il est proposé de retenir 8 projets sur les 12 déposés dans le cadre d'un appel à projets par les établissements soutenus par la Métropole et leurs partenaires, pour un montant total de 15 800 € :

- 4 projets visant à accompagner la création ou l'extension de dispositifs innovants autour de la pratique d'orchestre en milieu scolaire ou périscolaire,
- 1 projet portant sur l'impulsion de coopérations sur l'organisation coordonnée d'examens de fin d'année,
- 3 projets portant sur le développement de nouvelles esthétiques artistiques et de nouvelles activités au sein d'établissements.

Pour tous les projets, les subventions attribuées seront versées aux structures qui portent les projets sur production de la présentation détaillée de chaque projet (incluant un budget prévisionnel). Un bilan pédagogique et financier de chaque action financée devra être transmis à la Métropole au plus tard un an après la date de notification de la subvention. En cas de non réalisation partielle ou totale d'un projet, une demande de reversement totale ou partielle des montants alloués sera effectuée.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver le principe du soutien aux projets des structures d'enseignement artistique selon les modalités précisées ci-dessus, et de procéder à l'attribution de subventions pour l'année 2019 d'un montant total de 76 300 € selon le détail annexé.

### **III - Le soutien à des structures ressources pour l'année 2019**

Pour l'année 2019, il est proposé de renouveler les partenariats avec la Confédération musicale de France Rhône Grand Lyon (CMFRGL), le Centre de formation des enseignants de la musique (CEFEDM) Auvergne-Rhône-Alpes, Léthé Musicale, et le Carrefour des rencontres artistiques pluriculturelles (CRA.P).

#### **1° - La CMFRGL**

La CMFRGL rassemble sur le territoire du Département du Rhône et de la Métropole des structures musicales, associatives ou municipales. Cent trente-quatre structures sont adhérentes à la CMFRGL, dont 77 écoles de musique (43 du Département du Rhône, 34 de la Métropole). Dans le périmètre des structures soutenues en 2019 par la Métropole dans le cadre du schéma métropolitain des enseignements artistiques, 31 des 73 établissements adhèrent à cette fédération.

La CMFRGL est affiliée à la Confédération musicale de France Rhône-Alpes (CMFRA), elle-même liée à la Confédération musicale de France (CMF), structure reconnue d'utilité publique et interlocuteur de l'État et des institutions nationales. La CMFRGL accompagne des structures de pratique musicale amateur (écoles de musiques, orchestres, harmonies, brass-band, etc.) sur des enjeux administratifs et au travers de certains dispositifs pédagogiques.

#### **a) - Compte-rendu des actions réalisées en 2018**

Par délibération n° 2018-2984 du 17 septembre 2018, le Conseil de la Métropole a attribué une subvention de 22 600 € au profit de la CMFRGL pour son programme d'actions 2018. Son intervention sur le territoire de la Métropole a porté sur :

- la mise en œuvre de missions générales vis-à-vis des établissements (expertise et conseil, accompagnement de la Métropole sur la définition du schéma métropolitain),
- l'organisation de stages de formation (stage de direction d'orchestre, colonies musicales, stage pour les élèves adolescents), l'organisation d'évènements, le fonctionnement de 2 orchestres de rayonnement départemental (orchestre junior, 60 membres et classe d'orchestre, 26 membres),
- le soutien à la structuration des petites structures (mise à disposition d'un outil numérique de gestion pour les adhérents, assurance groupe pour toutes les associations membres, accompagnement à la mise en place du chèque emploi associatif).

#### **b) - Programme d'actions 2019**

Le programme d'actions de l'année 2019 portera sur la mise en œuvre des actions prévues par le schéma métropolitain des enseignements artistiques dans le cadre du champ d'expertise de la CMFRGL :

- des actions de soutien à la professionnalisation des établissements de statut associatif (accompagnement des bénévoles, services et outils mutualisés, conseils et accompagnement, apport d'expertise dans le cadre de réflexions autour d'un projet de groupement d'employeurs pour les écoles de musique associatives, travail sur les outils numériques mené par la CMF à l'échelon national),
- des actions d'éducation et de formation artistique renforçant l'offre d'enseignement artistique du territoire : organisation de stages, colonies musicales, etc.

Il est proposé de soutenir ce programme d'actions à hauteur de 22 600 € pour l'année 2019.

**c) - Budget prévisionnel 2019**

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
dépenses de fonctionnement	47 905	adhésions	4 002
		subventions	
		- Métropole de Lyon	22 600
		- Département du Rhône	17 000
		- sponsors/mécénat (Crédit mutuel, JS Musique, Bellecour Musique, Cogem)	4 150
colonie Cublize	38 496	colonie Cublize	48 118
Musical été	15 177	Musical Eté	11 081
initiation formation direction de chœur	4 703	initiation formation direction de chœur	4 300
orchestre junior départemental	3 470	orchestre junior départemental	500
aides aux sociétés musicales	2 000		
<b>Total</b>	<b>111 751</b>	<b>Total</b>	<b>111 751</b>

**2° - L'association Léthé Musicale**

Léthé Musicale est une association qui assure 2 missions principales. Elle est à la fois un établissement d'enseignement artistique spécialisé dans l'accueil d'enfants et adultes en situation de handicap et elle accompagne les structures d'enseignement artistique demandeuses pour permettre l'accès de tous à une pratique musicale. Son action est orientée vers ceux pour qui l'accès à la pratique artistique en milieu ordinaire nécessite un accompagnement : enfants et adultes en situation de handicap, personnes âgées dépendantes, etc.

Au titre de son rôle d'établissement d'enseignement artistique, l'association mène des ateliers de musique adaptés et de musicothérapie réguliers (hebdomadaires et bimensuels) et des stages d'été. Des ateliers au domicile des adhérents ou dans leur institution sont organisés pour les personnes non mobiles via "Musicadom" (structure annexe labellisée permettant aux adhérents de bénéficier des dispositifs liés à l'emploi à domicile).

Au titre de son rôle d'accompagnement des autres structures d'enseignement musical, l'association conduit des ateliers, stages, formations, conférences, actions de diffusion et concerts, en partenariat avec des structures culturelles (conservatoires, équipements culturels) ou médico-sociales (hôpitaux, associations de gestion du secteur handicap).

**a) - Compte-rendu des actions réalisées en 2018**

Par délibération n° 2018-2984 du 17 septembre 2018, le Conseil de la Métropole a attribué une subvention de 24 300 € au profit de Léthé Musicale pour son programme d'actions 2018 en tant que structure ressource des enseignements artistiques. Son intervention sur le territoire de la Métropole a porté sur :

- des actions de sensibilisation et d'accompagnement des professionnels auprès des établissements d'enseignement artistique du territoire, au bénéfice de l'intégration de la question du handicap (projet de mise en place d'un réseau de référents handicap dans chaque établissement),
- la mise en œuvre de dispositifs et actions concrètes vis à vis des élèves en situation de handicap dans les établissements métropolitains. Cela a notamment concerné le Conservatoire à rayonnement régional (CRR) de Lyon, le Centre de la voix Rhône-Alpes (organisation de Vocamix) et la Maison des jeunes et de la culture (MJC) Vieux Lyon (conférence),
- l'organisation de formations "musique/handicap", la participation aux travaux organisés par les différents acteurs locaux et nationaux, la dynamisation du réseau Culture handicap, et des actions de diffusion.

**b) - Programme d'actions 2019**

Compte tenu de la cohérence générale du projet de l'association, il est proposé de la soutenir via une seule subvention globale. Le programme d'actions de l'année 2019 portera sur la mise en œuvre des actions prévues par le schéma métropolitain des enseignements artistiques dans le cadre du champ d'expertise de Léthé Musicale :

- la poursuite de son activité de centre de pratiques artistiques accueillant des publics en situation de handicap, et mettant en œuvre des actions d'éducation musicale pour les publics éloignés des offres existantes (enseignement, ateliers, stages),
- des actions de soutien et d'accompagnement aux établissements pour l'adaptation aux situations de handicap : sensibilisation, mise en œuvre de dispositifs d'accueils, organisation de formations, journées professionnelles et conférences,
- des actions de diffusion (création et diffusion de spectacles).

Il est proposé de soutenir ce programme d'actions à hauteur de 24 300 € pour l'année 2019.

**c) - Budget prévisionnel 2019-2020**

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
achat, consommation de matières et fournitures diverses	11 000	ventes (droits d'inscription ateliers et stages, etc.)	138 600
services extérieurs (sécurité, assurance, documentation, etc.)	16 700	subventions - Métropole de Lyon - culture - Métropole de Lyon - personnes âgées personnes handicapées (PA-PH) - autres	24 300 14 700
autres services extérieurs (honoraires, communication, etc.)	17 600	- État - Direction régionale des affaires culturelles (DRAC)	8 000
charges de gestion courante	17 710	- État - autres - Région Auvergne-Rhône-Alpes	14 205 30 000
impôts et taxes société des auteurs compositeurs et éditeurs de musique (SACEM)	600	- Communes	12 500
charges de personnel	236 976	autres produits (mécénat, dons)	58 281
<b>Total</b>	<b>300 586</b>	<b>Total</b>	<b>300 586</b>

**3° - Le CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes**

Le CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes est une association créée en 1990, à l'initiative du Ministère de la culture. Son action se décline en 3 principales missions :

- la formation des professeurs des écoles de musique à travers les programmes de formation initiale et de formation continue diplômante pour les personnes déjà en poste, menant au diplôme d'État (DE) d'enseignement de la musique,
- une présence forte sur le champ de la recherche (publications, rencontres, colloques) avec l'objectif d'être un lieu de référence sur tous les domaines liés aux enseignements artistiques,
- la gestion d'un pôle de ressources : un centre de documentation ouvert aux professionnels, lieu d'échanges, de débats à même de contribuer à la construction de l'identité professionnelle des enseignants de la musique.



**a) - Compte-rendu des actions réalisées en 2018**

Par délibération n° 2018-2984 du 17 septembre 2018, le Conseil de la Métropole a attribué une subvention de 25 000 € au profit du CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes pour son programme d'actions 2018. Son intervention sur le territoire de la Métropole a porté sur :

- la professionnalisation des acteurs des établissements d'enseignement artistique, notamment, à travers un programme de formation diplômante en cours d'emploi au DE de professeur de musique, pour les enseignants déjà en poste dans les différentes écoles de musique,
- l'accompagnement des acteurs du territoire métropolitain dans leur réflexion vis-à-vis de l'accompagnement et de la structuration des enseignements artistiques sur le territoire, et la construction de réflexions nouvelles sur l'enseignement musical, à travers des journées, rencontres et débats.

**b) - Programme d'actions 2019**

Le programme d'actions de l'année 2019 portera sur la mise en œuvre des actions prévues par le schéma métropolitain des enseignements artistiques dans le cadre du champ d'expertise du CEFEDM :

- une offre de formation sur les axes prioritaires du schéma à destination des professionnels du territoire, sur des thématiques transversales (pédagogies collectives, de projet, interdisciplinarité, lien aux acteurs du champ social, etc.) ou à l'échelle des établissements d'une CTM,
- des actions de formation professionnelle continue pouvant le cas échéant aboutir à la formation diplômante en cours d'emploi,
- des rencontres professionnelles sur des enjeux émanant du schéma métropolitain ou de la Métropole,
- l'accompagnement des professionnels du territoire métropolitain dans le développement de l'usage des outils numériques pour accompagner et soutenir les élèves dans leur apprentissage artistique (permettre les échanges et le partage des pratiques entre professeur, etc.),
- le dispositif Inser-Sons, dont l'objet est d'accompagner l'insertion professionnelle des étudiants du CEFEDM porteurs d'un projet artistique.

Il est proposé soutenir ce programme d'actions à hauteur de 25 000 € pour l'année 2019.

**c) - Budget prévisionnel 2019**

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
charges fixes		Ministère de la culture et de la communication	973 000
- salaires	799 276	Ministère de la culture et de la communication - Inser-sons	10 000
- travaux, fournitures, services	279 120	Métropole de Lyon	25 000
formation initiale		collectivités partenaire (Fonds de dotation pour la coopération en éducation -FDCE)	9 000
- charges salariales	53 971	participations employeurs	123 817
- travaux, fournitures, services extérieurs et autres charges	19 280	participation organismes publics	46 026
formation continue		droits d'inscription	27 212
- charges salariales	53 971	autres recettes	53 914
- travaux, fournitures, services extérieurs et autres charges	22 705		

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
formation en cours d'emploi			134 618
- charges salariales	39 436	ressources propres	
- travaux, fournitures, services extérieurs et autres charges	17 003		
- Fonds de dotation pour la coopération en éducation (FDCE) - La Réunion	104 348		
Inser-Sons (salaires + charges)	38 460		
<b>Total</b>	<b>1 402 587</b>	<b>Total</b>	<b>1 402 587</b>

#### 4° - Le CRA.P

Le CRA.P est un lieu d'apprentissage artistique créé en 1989. On y enseigne les musiques actuelles et urbaines (rap, électro, musiques assistées par ordinateur, poésie de textes slam, scratch, beatmaking, etc.), de l'initiation à la professionnalisation des élèves (via des partenariats avec le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon, le CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes, le CRR de Lyon ou l'ENMAD de Villeurbanne, cette dernière délivrant le seul diplôme d'études musicales existant en musiques urbaines en France).

Croiser les esthétiques, susciter les rencontres, inventer des nouvelles formes, créer des chocs artistiques, donner les moyens de s'exprimer et réinventer la pédagogie sont autant de facettes que le projet de CRA.P explore. Ce travail est réalisé en considérant les demandes, attentes et parcours des élèves, acteurs de leur formation.

Le CRA.P est à la fois un lieu d'éducation et de formation artistique, et une structure ressource au service des autres établissements du territoire, pour développer la prise en compte des disciplines des musiques actuelles et urbaines dans toutes les structures.

##### a) - *Compte-rendu des actions réalisées en 2018*

Par délibération n° 2018-2984 du 17 septembre 2018, le Conseil de la Métropole a attribué une subvention de 4 000 € au profit du CRA.P pour son programme d'actions 2018. Son intervention sur le territoire de la Métropole a porté sur :

- la prise en compte des esthétiques des musiques urbaines au sein des établissements du territoire métropolitain,
- des actions d'accompagnement des acteurs du territoire métropolitain via différentes modalités et projets.

##### b) - *Programme d'actions 2019*

Le programme d'actions de l'année 2019 portera sur la mise en œuvre des actions prévues par le schéma métropolitain des enseignements artistiques dans le cadre du champ d'expertise du CRA.P :

- son activité de centre de pratiques artistiques et les actions d'éducation et de formation au service du territoire et des établissements (parcours, ateliers, actions de sensibilisation, etc.),
- des actions d'accompagnement avec les structures d'enseignement artistique pour développer la prise en compte des musiques urbaines dans les cursus proposés,
- des actions de diffusion et d'appui aux professionnels au travers de projets (orchestre national urbain, résidences artistiques, etc.).

Il est proposé soutenir ce programme d'actions à hauteur de 4 000 € pour l'année 2019.

**c) - Budget prévisionnel 2019**

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
achat, consommation de matières et fournitures diverses	2 700	ventes (droits d'inscription ateliers et stages, etc.)	51 800
services extérieurs (sécurité, assurance, documentation, etc.)	1 450	subventions - Métropole de Lyon	4 000
autres services extérieurs (honoraires, communication, etc.)	1 950	- DRAC - Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)	14 000 8 000
charges de personnel	98 700	- Ville de Lyon - autres	18 000 -
cotations aux amortissements	1 000	autres produits (mécénat, dons)	10 000
<b>Total</b>	<b>105 800</b>	<b>Total</b>	<b>105 800</b>

Il est donc proposé au Conseil d'approuver, pour l'année 2019, le soutien à ces structures ressources et de procéder à l'attribution de subventions d'un montant de :

- 22 600 € à l'association CMFRGL,
- 24 300 € à l'association Léthé Musicale,
- 25 000 € à l'association CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes,
- 4 000 € à l'association CRA.P ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - le soutien aux projets collectifs d'établissements et l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total de 60 500 € pour l'année 2019 au profit des bénéficiaires et selon la répartition présentée en annexe,

b) - le soutien à l'amorce de projets innovants et pérennes et l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total de 15 800 € pour l'année 2019 au profit des bénéficiaires et selon la répartition présentée en annexe,

c) - l'attribution, pour l'année 2019, des subventions de fonctionnement d'un montant de :

- 22 600 € au profit de la CMFRGL,
- 24 300 € au profit de l'association Léthé Musicale,
- 25 000 € au profit du CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes,
- 4 000 € au profit du CRA.P,

d) - les conventions à passer entre la Métropole et la CMFRGL, l'association Léthé Musicale, le CEFEDM Auvergne-Rhône-Alpes, l'association CRA.P, définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 152 200 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P33O3063A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

ANNEXE – Attribution de subventions aux projets des établissements d'enseignement artistique pour l'année 2019						
1° - Soutien à des projets collectifs d'établissements						
CTM	Établissements d'enseignement artistique implantés dans la CTM/ Structures partenaires	Structure porteuse du projet (bénéficiaire de la subvention)	Projet	Coût total du projet (€)	Subvention Métropole de Lyon (€)	Subvention totale CTM (€)
Centre	IMVAL Lyon 1 Harmonie Montchat, Lyon 3 École Lyonnaise des cultures, Lyon 4 École de cirque de Lyon, MIC Vieux-Lyon, Lyon 5 Allegretto, Rymea, Top Music, Lyon 6 EM7, Lyon 7 École de Musique Guy Candelero, Union Musicale Lyon Guillotière, MIC Monplaisir, Lyon 8 Centre de la Voix, Ensemble orchestral du 9e, École de musique de St-Rambert, Maison de l'enfance, Lhéthé Musicale, Lyon 9	École de Musique du 7ème - Lyon 7	4e édition du rassemblement de cuivres et percussions qui réunit plus d'une centaine de musiciens avec le CRR de Lyon, le Conservatoire de Limonest, le Brass Band des Gones, le CNSMD de Lyon, l'ENS, l'EMGC.	6 720 €	800,00	1 800,00
		Lhéthé Musicale	VOCAMIK 2019 : Festival sur 15 jours partagé par trois structures, dont l'objectif est de favoriser la rencontre entre des ensembles vocaux formés de personnes valides et de personnes porteuses de handicaps.	4 115 €	1 000,00	
Les Portes du Sud	École de musique municipale, Corbas Conservatoire, Feyzin École de musique, Saint-Fons École de musique Jean Wiener, Vénissieux	École de musique Jean Wiener - Vénissieux	Orchestre symphonique intercommunal Portes du Sud par les écoles de musique de Feyzin, Corbas et Saint-Fons. Amplifiées intercommunales dans l'objectif d'un perfectionnement des amateurs et d'une ouverture aux cultures urbaines.	9 200 €	2 000,00	4 500,00
		École de Musique de Corbas	Concert annuel intercommunal des orchestres 1er Cycle : projet réunissant élèves et enseignants de chaque structure, permettant des échanges sur les pratiques instrumentales et pédagogiques.	1 483 €	500,00	
Lônes et Coteaux du Rhône	École de musique, Charly Conservatoire, Givors École de musique et danse, Grigny Association Musicale, Grigny École de musique et danse, La Mubière AUAED, Ensemble Harmonique et Musiciens, Oullins École municipale de musique, Pierre-Benite Conservatoire municipal de Musique et Danse et MIC, Ste-Foy-lès-Lyon Association Musicale et Centre Musicale et Artistique, St-Genis-Laval École de Musique, Vernaion	Association Musicale de Saint Genis Laval - École de Musique	Musique pop on orchestre Junior : rassemblement d'élèves et musiciens à vent et de percussions dans un grand ensemble sur un laboratoire de musiques Pop.	760 €	380,00	
		Centre Musical et Artistique - Saint-Genis-Laval	Ateliers de musique et de danse, ateliers d'écriture de textes et de chansons autour de la figure du méchant "l'abolisme" et création musicale pour un spectacle diffusé dans le cadre du Festival "Paroles Paroles" organisé par le théâtre La Mouche à Saint-Genis-Laval.	1 600 € 1 280 €	800,00 800,00	
		Conservatoire de Musique & Danse de Sainte-Foy-lès-Lyon	Stages d'improvisation libre et d'improvisation monodique	9 300 €	2 150,00	
		Musik 85 - Oullins	Création Artistique originale "La mécanique soignée" : ateliers d'écriture de textes et de chansons autour de la figure du méchant "l'abolisme" et création musicale pour un spectacle diffusé dans le cadre du Festival "Paroles Paroles" organisé par le théâtre La Mouche à Saint-Genis-Laval.	3 000 €	2 500,00	13 500,00
		Conservatoire de Givors	Pianos en liberté & 2 écoles, 2 pianos : ateliers d'improvisation et rencontre autour d'un répertoire pour 2 pianos afin de fédérer les classes piano du réseau.	2 430 €	1 200,00	
		MIC Oullins	Zik-Zak : ateliers et concerts permettant un perfectionnement des élèves en musiques actuelles et favorisant les rencontres des classes et professeurs du réseau.	6 660 €	2 320,00	
			Parcours SOL MAO : formation en plusieurs phases autour de la MAO et de l'utilisation de l'outil informatique dans le cadre des cours.	3 600 €	1 200,00	
			Projet Guitares : projet collectif et pédagogique autour de la création d'une pièce orchestrale pour guitare avec le compositeur Takashi Ogawa.	3 660 €	1 800,00	
			Corps, voix & émotions : stages d'exploration de la relation entre la posture corporelle et l'expression vocale.	650 €	275,00	
			Chœur ensemble : Technique vocale et lâcher prise : stage permettant de travailler le lâcher prise pour améliorer sa technique vocale.	650 €	275,00	
Ouest Nord	Mélodie, Champagne, Champagne-au-Mont-d'Or Association musicale, Dardilly Association éculloise de musique, Ecully École de musique, La-Tour-de-Salvaing Conservatoire, Limonest Harmonie de St-Cyr-au-Mont-d'Or, St-Cyr-au-Mont-d'Or MIDOSI, St-D Didier-au-Mont-d'Or	AMD - Dardilly	"Des bulles et des Notes" : concert illustré et échange avec leurs auteurs permettant la rencontre entre le salon de la BD "Faites des Bulles en Azeriges", l'école de musique et le public du territoire.	4 518 €	800,00	
		Inter-association ECOLY	ECOLY Musique amplifiée 2020 : stage offrant une présentation de toutes les possibilités techniques d'amplification et permettant aux élèves de jouer en situation professionnelle. ECOLY Cordes 2019-2020 : stages de sensibilisation à la musique traditionnelle des Balkans et d'initiation à l'improvisation. ECOLY Vents, percussions et danse 2020 : création d'une comédie musicale inspirée de la culture, la musique et la danse afro-cubaine. ECOLY Guitares 2019 - 2020 : favoriser la rencontre des élèves guitaristes et de leurs professeurs, autour d'un concert participatif de plusieurs ensembles de guitaristes.	27 229 €	9 000,00	15 600,00
Plateau Nord	AMC2, Caluire-et-Cuire ESC l'Alouette et ASC Les Semailles, Rillieux-la-Pape École sur 2 notes, Sathonay-Camp	Association Musicale de Caluire et Cuire	DOGORA DE PERRUCHON : réalisation de la suite populaire Dogorienne pour chœur adulte, chœur d'enfants, solistes et orchestre d'harmonie pour 200 personnes sur scène pour 2 représentations.	4 500 €	800,00	
		Hammonie de St-Cyr-au-Mont-d'Or	MOMÉFI Monts d'Or Musiques d'Ensembles : rencontre de 100 jeunes musiciens issus de la région et réunis pour créer un spectacle vivant consacré aux musiques d'orchestres à vents. UPERCUTEHS : rencontre de plusieurs ensembles de percussions issus de la région Auvergne Rhône Alpes (Écoles du territoire métropolitain et du Rhône, CRR, CD de Bourgoin...) pour un spectacle de percussions créé spécialement pour l'événement.	4 030 €	1 000,00	
		MIDOSI, Les Monts d'Or en Musique - St-D Didier-au-Mont-d'Or	JAZZ DAY IN MONT D'OR 2020 : événement promouvant le jazz et regroupant les professeurs et élèves du Conservatoire de Limonest, de MIDOSI de Saint Didier au Mont d'Or, et de l'Harmonie et Ecole de Musique de Saint Cyr au Mont d'Or, ainsi que l'EMMO de Collonges au Mont d'Or.	6 410 €	1 000,00	6 500,00
		Association Musicale de Caluire et Cuire	Caluire & Clarinettes 2020 : événements variés et rencontres entre 150 élèves ou praticiens clarinettes et des clarinettes professionnels. 20 ans Caluire & Cuivres : concours et concert de gala organisé avec les écoles du bassin de vie pour la 20ème édition de l'événement.	20 208 € 53 064 €	2 000,00 3 000,00	
		École de musique et Harmonie l'Alouette de Rillieux la Pape	La musique à travers les siècles : préparation d'un concert par les orchestres des 3 structures de la CTM à des fins d'accessibilité musicale pour le plus grand nombre en lien avec le milieu scolaire et les intervenants municipaux. Musique baroque : un trésor à découvrir ! Initiation et travail du répertoire baroque par les 3 structures du bassin de vie en vue d'une restitution finale. Rencontre musicale autour du jazz : stage de perfectionnement pour les élèves du bassin de vie avec une restitution finale commune lors d'un concert.	3 500 € 500 € 500 €	1 000,00 250,00 250,00	

ANNEXE – Attribution de subventions aux projets des établissements d'enseignement artistique pour l'année 2019						
1 ° - Soutien à des projets collectifs d'établissements						
CTM	Établissements d'enseignement artistique implantés dans la CTM / Structures partenaires	Structure porteuse du projet (bénéficiaire de la subvention)	Projet	Coût total du projet (€)	Subvention Métropole de Lyon (€)	Subvention totale CTM (€)
Rhône Amont Portes des Alpes	La Glaneuse et MIC Louis Aragon, Bron Conservatoire, Chassieu Harmonie Décinoise, Décines-Charpieu Conservatoire, Meyzieu Amicale Laïque section musique, Mions École de musique, Saint-Fons Conservatoire, La Muse et Harmonie, Saint-Priest Conservatoire - Ecole des arts, Vaulx-en-Velin	Maison des Jeunes et de la Culture Louis Aragon - Bron	Le FEST - Festival de musiques actuelles des écoles de l'est lyonnais : rencontres, ateliers et accompagnement de groupes de musiques actuelles des communes du bassin de vie pour préparer leurs représentations lors de soirées concerts organisées dans différents lieux de diffusion du territoire.	8 376 €	2 500,00	5 600,00
		Conservatoire de Saint Priest	Le FEST Acte II : Dans la continuité du Fest, ce deuxième acte propose aux groupes issus des écoles de musique d'aller plus loin, de pouvoir enregistrer leur musique, réaliser 2 clips et organiser une mini-tournée autour d'une journée de résidence et un release party au Jack'jac (Bron)	5 000 €	1 000,00	
Val de Saône	Société musicale, Cailloux-sur-Fontaines École de Musique des Monts d'Or, Collonges-au-Mont-d'Or, MIC, Fontaines-Saint-Martin, École de Musique municipale, Fontaines-sur-Saône, La Cécillienne, Genay, Association musicale, Montanay École de musique de l'Harmonie de Neuville, Neuville-sur-Saône, Musique et Culture, St-Germain-au-Mont-d'Or	La Cécillienne de Genay	La Cécillienne a 50 ans ! Concert d'un ensemble professionnel associant les harmonies de Genay, de Chasselay et toutes celles de l'union Cantonal de Neuville sur Saône qui souhaitent se joindre à nous pour une partie de l'événement.	7 820 €	1 000,00	8 800,00
		Ensemble Musical de Quindoux	Stage des orchestres du cycle 1 des écoles du Val de Saône : Permettre aux élèves isolés dans certaines classes d'instruments à vents et à percussions du cycle 1 de participer à un travail d'orchestre sur 2 jours avec un concert final organisé.	3 500 €	1 000,00	
		École de musique et Harmonie de Neuville	POLY-SONS : Festival des orchestres du CTM du Val de Saône	1 000 €	500,00	
		Société Musicale de Cailloux	Debout les cordes : Mutualisation permettant aux élèves en classe cordes de se retrouver pour former un orchestre et organiser 2 concerts.	2 000 €	1 000,00	
Val d'Yzeron	École de Musique de l'Ouest Lyonnais, Charbonnières-les-Bains & Marcy-L'Étoile Atelier musical du Chapoy, Charbonnières-les-Bains École de musique, Craponne École de musique, Francinelle École de musique, St-Genis-les-Ollières École de Musique, Tassin-la-Demi-Lune	Société Musicale de Cailloux	Rock Saône Festival : Festival de musiques actuelles des écoles de musique du Val de Saône	43 955 €	3 000,00	4 500,00
		École de musique de Craponne	Une année avec les Monstros : projet de spectacle organisé dans le cadre des 160 ans de l'association en lien avec un ensemble de professionnels et les élèves du territoire afin de valoriser les instruments d'harmonie.	7 536 €	1 000,00	
		École de Musique de Tassin	Organisation de la Nuit Rock du Val d'Yzeron : Master class et concerts présentés par les ateliers de musiques actuelles des écoles de la CTM.	2 450 €	1 000,00	
		Commune de Saint-Genis-les-Ollières	Soutien au fonctionnement pour l'Harmonie Melin'Notes du Val d'Yzeron : harmonie mutualisée sur le territoire du Val d'Yzeron et organisation d'un événement commun aux différentes écoles de musique sur le territoire.	3 700 €	1 500,00	
2 ° - Soutien à l'amorce de projets innovants et prémés						
CTM	Les Portes du sud	Structure porteuse du projet (bénéficiaire de la subvention)	Projet	Coût total du projet (€)	Subvention Métropole de Lyon (€)	60 500,00
		Ecole Lyonnaise des Cultures - Lyon 4	Orchestre au collège : création d'un orchestre au collège en partenariat avec le collège Clément Marot (Lyon 4)	7 800 €	1 000,00	
		MIC Ménival / Ecole de Cirque de Lyon - Lyon 5	Création de "la Troupe" : module de recherche artistique pour élèves en perfectionnement avec cours et stages permettant une ouverture à des disciplines complémentaires permettant une création collective pour une diffusion hors les murs.	7 480 €	3 000,00	
		Ecole de musique Jean Wiener - Vénissieux	Réforme du projet pédagogique de L'ECL : évaluation, réécriture du projet pédagogique et élaboration du projet pédagogique.	4 000 €	1 500,00	
		AMD - Dardilly	Dispositif "Débutant Par l'Orchestre" : poursuite du soutien à la mise en place de ce dispositif après un bilan de l'année 2018 positif, en vue d'une généralisation.	130 840 €	3 000,00	
		Ecole de Musique Harmonie La Glaneuse - Bron	Contat Musical local (CML) : poursuite du soutien pour le développement des activités périscolaires sur Dardilly	8 784 €	3 000,00	
		Association Musicale de Montanay	Écoutes guidées : associer la culture musicale à l'ensemble des pratiques artistiques, qu'elles soient individuelles ou collectives.	1 600 €	300,00	
			Interventions globales en milieu scolaire : mise en place d'une structure d'accueil pour les élèves de l'Orchestre à l'École et du groupe brondillant de l'Orchestre Démos Lyon Métropole qui souhaitent continuer la pratique de la musique d'ensemble.	8 624 €	3 000,00	
			Organisation mutualisée des examens de fin de cycle pour les écoles du Val de Saône.	5 100 €	1 000,00	
					15 800,00	

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3749**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Équipements culturels à usage partagé - Projets soutenus au titre de l'appel à projets 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de la culture, des sports et de la vie associative**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération du Conseil n° 2019-3377 du 18 mars 2019, la Métropole de Lyon a approuvé le lancement de l'appel à projets "équipements culturels à usage partagé" pour un montant prévisionnel global de 400 000 €.

Cet appel à projets vise à soutenir en investissement des initiatives qui répondent à des besoins partagés par les acteurs culturels et qui produisent des services communs comme des locaux partagés, un parc de matériel mutualisé, la création d'une plate-forme de services, etc. Cette aide permet d'amorcer, développer ou consolider des projets de coopérations entre acteurs culturels qui nécessitent un investissement préalable, sans générer de financement de fonctionnement complémentaire de la part de la Métropole.

L'appel à projets concerne tous les champs culturels : toutes disciplines artistiques, patrimoine, architecture, débats d'idées, cultures numériques, etc.

Les projets retenus visent la mise en place d'un équipement, matériel ou immatériel, destiné à être partagé dans la durée par des professionnels de la culture, concourant aux objectifs de la politique culturelle de la Métropole. Les projets permettent une utilisation par une diversité d'acteurs et non au seul bénéfice des gestionnaires de l'équipement.

Les projets sont appréciés en fonction de :

- leur caractère mutualisé et partagé, ainsi que leurs modalités de gouvernance garantissant le partage effectif et la mutualisation sur la durée,
- leur capacité à répondre aux enjeux des politiques publiques métropolitaines, notamment la politique culturelle,
- leur intérêt au regard du développement culturel du territoire de la Métropole,
- leur intérêt économique et structurant pour une filière culturelle,
- la viabilité de leur modèle économique, tant en investissement qu'en fonctionnement.

Les dépenses éligibles sont des dépenses d'investissement (comptabilisées au bilan de la structure comme dépenses d'immobilisation). Il peut s'agir :

- d'études préalables : maîtrise d'œuvre, études techniques, concertations,
- de développement d'outils numériques,
- de travaux d'aménagement,
- de l'achat d'équipements ou de matériel.

Le cadre financier prévoit que :

- la subvention de la Métropole est plafonnée à 50 % des dépenses éligibles,
- le budget prévisionnel présenté doit être équilibré en recettes et en dépenses,
- le projet ne doit pas générer d'appel à financement de fonctionnement supplémentaire de la Métropole,
- le versement de la subvention est conditionné à la réalisation des dépenses, sur justificatifs. Le montant définitif de la subvention sera proratisé si le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel,

- dans l'hypothèse où la subvention a pour finalité la réalisation de travaux, le bien concerné ne pourra pas faire l'objet d'une cession à un tiers, même à titre gratuit, pendant une durée de 3 ans. En cas de non respect de cette obligation, le bénéficiaire remboursera l'intégralité de la subvention attribuée à la Métropole.

Pour les subventions dont le montant est  $\geq$  à 20 000 €, les modalités de versement de la subvention sont précisées dans une convention attributive signée entre la Métropole et le porteur de projet.

Pour les subventions dont le montant est  $<$  à 20 000 €, le versement de la subvention interviendra :

- pour les montants  $\leq$  à 5 000 €, en une seule fois, au plus tard le 31 décembre 2021, sur présentation des factures relatives aux investissements réalisés, dûment acquittées qui devront parvenir au plus tard le 15 novembre 2021,

- pour les montants entre 5 000 € et 20 000 €, une avance de 50 % de la somme sera versée suivant réception par la Métropole d'un appel de fond. Le solde sera versé, au plus tard le 31 décembre 2021, sur présentation des factures relatives aux investissements réalisés, dûment acquittées qui devront parvenir au plus tard le 15 novembre 2021.

Vingt-trois projets ont été déposés. Après instruction, il est proposé d'en retenir 15, représentant 1 380 504 € de dépenses éligibles, pour un soutien d'un montant global de 400 000 €. Les projets retenus sont détaillés en annexe et concernent des champs et des modalités diversifiées comme l'acquisition de matériel technique, de costumes de scène, l'aménagement d'ateliers, de bureaux, de locaux de répétitions ou encore la réalisation d'une étude de faisabilité.

Il est donc proposé au Conseil d'approuver la liste des projets soutenus en 2019 au titre de l'appel à projets "équipements culturels à usage partagé" détaillés en annexe. Ces projets ont été présélectionnés sur avis de la vice-présidente à la culture ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - la liste des projets soutenus au titre de l'appel à projets "équipements culturels à usage partagé" figurant en annexe,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et les associations AADN, Cagibig, Friche Lamartine, Les nouvelles Subsistances, RESEAU et la Taverne Gutenberg, définissant, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions, et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - **La dépense** correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P33 - Culture individualisée sur l'opération n° 0P33O7185 le 18 mars 2019 pour un montant de 400 000 € en dépenses.



**4° - La dépense** d'investissement en résultant, soit 400 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et 2020 - chapitre 204 - opération n° 0P33O7185.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**ANNEXE DES BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'APPEL À PROJETS  
ÉQUIPEMENTS CULTURELS À USAGE PARTAGÉ 2019**

	<b>Organisme</b>	<b>Présentation du projet</b>	<b>Ressources à partager</b>	<b>Coût prévisionnel du projet</b>	<b>Subvention accordée</b>
1	AADN	Extension du projet Lablab (travaux d'aménagement)	bureaux, lieu de vie, studios, ateliers	140 000 €	<b>60 000,00 €</b>
2	ARCHIPEL - médiateur culturel	Table Mash up	matériel pour éducation à l'image	6 210 €	<b>2 500,00 €</b>
3	A THOU BOUT D'CHANT (association les clés de la lune)	Aménagement de la salle de spectacles + salle de répétition	équipement culturel	44 550 €	<b>12 000,00 €</b>
4	BALISES	Site internet Balises	site internet	15 000 €	<b>5 000,00 €</b>
5	BALLET COSMIQUE	Partage de matériel scénique entre 3 compagnies	parc de matériel technique (son, lumière, vidéo)	12 000 €	<b>5 000,00 €</b>
6	CAGIBIG	Ouverture de la plateforme numérique aux écoles de musique + achat de matériel	matériel accessibilité PMR (Set d'accessibilité, toilettes sèches PMR)	43 000 €	<b>20 000,00 €</b>
7	FRICHE LAMARTINE	Travaux et parc de matériel	locaux, bureaux, RH	229 650 €	<b>92 000,00 €</b>
8	GENERATEUR 9 (SAS FlatCat)	Travaux d'aménagement	ateliers et bureaux	20 040 €	<b>10 000,00 €</b>
9	LES NOUVELLES SUBSISTANCES	Equipement scénique d'une salle (son et lumière)	salle de répétition/ laboratoires d'expérimentation	110 000 €	<b>40 000,00 €</b>
10	MJC STE FOY	Rachat des invendus de costumes de scènes Styl'Costumier	costumes	10 000 €	<b>4 500,00 €</b>
11	MJC VIEUX LYON	Espace de coworking pour les artistes musiciens	bureaux équipés	43 854 €	<b>14 000,00 €</b>
12	MPTA (Compagnie les mains, les pieds et la tête aussi)	Etude sur la création d'un lieu dédié au cirque	équipement	56 400 €	<b>15 000,00 €</b>
13	PERISCOPE (association RESEAU)	Nouvel espace Périscope/Lobster	locaux de répétitions, bureaux, stockage...	550 000 €	<b>82 000,00 €</b>
14	TAVERNE GUTENBERG	Travaux d'aménagement Halles du Faubourg	ateliers, espace d'expo, espace scénique	85 300 €	<b>32 000,00 €</b>
15	THEATRE DE L'ELYSEE (association "si tu...")	Studio vidéo mobile	matériel vidéo	14 500 €	<b>6 000,00 €</b>
			<b>TOTAL</b>	<b>1 380 504</b>	<b>400 000,00 €</b>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3750**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Equipements culturels - Projet centre culturel oecuménique (CCO) - La Rayonne - Attribution d'une subvention d'équipement à l'association CCO Jean-Pierre Lachaize - Individualisation totale d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de la culture, des sports et de la vie associative**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Après avoir repensé ses modalités d'intervention dans les secteurs culturels correspondant à ses compétences historiques (lecture publique, enseignements artistiques, musées, festivals, etc.), la Métropole de Lyon s'est engagée dans une politique de soutien à la structuration de la filière culturelle. Dans un contexte de réduction des financements publics, qui touche particulièrement un secteur fortement et historiquement dépendant de la subvention, il s'agit de s'appuyer sur les savoir-faire de la Métropole dans l'accompagnement d'autres filières économiques (clean tech, numérique, santé, etc.) pour les transposer et les adapter aux spécificités de la filière culturelle avec, notamment, les potentialités ouvertes par le champ de l'économie sociale et solidaire (ESS). Ces modalités d'intervention ont été conçues et partagées avec près de 300 acteurs culturels et créatifs du territoire lors d'une rencontre organisée le 11 octobre 2018 aux Halles du Faubourg.

Le projet du CCO - La Rayonne, tiers lieux du XXI<sup>ème</sup> siècle par l'ensemble des dimensions qu'il décline, incarne en tous points les nouvelles dynamiques que la Métropole entend soutenir : espaces de répétition partagés pour les acteurs culturels du territoire métropolitain, lieux d'expérimentation dans une friche réhabilitée, travail avec les habitants du quartier, relations entre les projets culturels et les projets solidaires menés sur le site (foyer de migrants, logement social, etc.), capacité à fédérer des associations de différents secteurs, accompagnement de structures relevant de l'ESS, etc.

Par délibération du Conseil n° 2018-3088 du 5 novembre 2018, la Métropole après avoir soutenu la phase d'expérimentation du CCO par une subvention de 60 000 €, souhaite aujourd'hui contribuer à la réalisation du projet définitif, aux côtés de la Ville de Villeurbanne et des autres partenaires publics.

**II - Le projet du CCO - La Rayonne**

Le CCO - La Rayonne (du nom de cette soie artificielle anciennement produite à l'usine Tase) est un équipement, porté actuellement par l'association CCO Jean-Pierre Lachaize, qui ouvrira en 2023 au sein du projet urbain l'Autre Soie situé sur le secteur de Carré de Soie à Villeurbanne.

Le projet urbain de l'Autre Soie est une opération d'aménagement ambitieuse portée par le groupement d'intérêt économique (GIE) La Ville autrement (Est Métropole habitat et CCO). Il s'agit de réhabiliter et construire 23 400 m<sup>2</sup> multifonctionnels croisant habitat, culture et économie. Ce projet d'inclusion et d'innovation sociale s'appuie sur la culture comme moteur de développement humain et réinvente le futur d'une friche urbaine faisant partie d'un patrimoine industriel remarquable au sein d'un parc arboré centenaire de 1,2 ha. Il a notamment été retenu dans le cadre du programme Urban innovative actions (UIA -actions innovatrices urbaines-) en 2018 et bénéficiera à ce titre d'une subvention européenne de près de 5 M€.

Laboratoire d'innovation sociale et culturelle à l'échelle de la Métropole, le CCO - La Rayonne continuera à développer et hybrider des activités entre les champs de la culture et de l'ESS, avec un programme d'activités articulé autour de 5 grandes fonctions :

- accueil et pépinière (co-working, pépinière, formation, artistes, acteurs de l'ESS, habitants),
- événements artistiques et manifestations associatives : concerts, résidences, espaces et créations partagés,
- innovation sociale et culturelle : concertation, co-design, idéation, ateliers d'expression,
- services : bar, restauration, cultures numériques : développement des compétences numériques, fablab, studio numérique, salles de formation,
- accueil et animation du site de l'Autre Soie : programme d'animation de séminaires, conciergerie, gestion des tiers lieux qui seront créés pour les habitants et usagers à l'issue de la phase de concertation (par exemple jardins partagés, services de prestation pour les personnes isolées, bricolerie/recyclerie, etc.).

Le programme précis de ce projet, qui repose avant tout sur des valeurs (l'expérimentation et l'innovation sociale, le partage des espaces et des richesses humaines, la culture comme activateur et pouvoir d'agir, etc.), sera défini selon une méthode unique sur le territoire régional :

- au cours d'un processus de co-construction innovant (objet du projet européen UIA), fondé notamment sur le design thinking avec les habitants, avec une attention particulière pour les femmes, salariés, collégiens et lycéens du quartier,
- en observant les usages mis en place depuis l'automne 2018 lors de l'occupation transitoire d'une partie des lieux par 23 structures œuvrant dans les champs artistiques et culturels, environnementaux et de l'insertion.

Le projet montera progressivement en puissance, depuis sa phase expérimentale 2018-2020 à l'ouverture du lieu en 2023.

**III - Programme d'actions et plan de financement prévisionnel**

Les locaux du CCO s'étendront sur 2 760 m² répartis sur 2 bâtiments :

- un bâtiment neuf de 1 925 m², qui comprendra une salle de spectacles (1 000 places debout, 400 places assises) et un studio de danse de 190 m², les studios de répétition, la pépinière ESS et un bar,
- le rez-de-chaussée de 850 m² d'un bâtiment réhabilité, qui hébergera les espaces de co-working, les espaces numériques et d'innovation sociale, l'amphithéâtre et un bar restaurant. Le bâtiment sera réhabilité en totalité par Est Métropole habitat.

Le budget prévisionnel global de l'opération, qui se déroulera de 2021 à 2026, est de 11 450 500 €.

La subvention de la Métropole, d'un montant de 600 000 €, porte sur la 1<sup>ère</sup> phase de l'opération 2019-2023, d'un montant de 8 067 930 €HT, correspondant à la construction, l'aménagement, l'équipement et les frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage du bâtiment neuf, ainsi qu'à l'équipement du rez-de-chaussée du bâtiment réhabilité.

Dépenses	Montant (en € HT)	Recettes	Montant (en €)
foncier, taxes, frais de raccordement	560 875	Ville de Villeurbanne	4 500 000
travaux bâtiment neuf	4 877 112	Métropole de Lyon	600 000
études, coordination, autres prestations intellect.	1 022 685	État / direction régionale des affaires culturelles (DRAC)	400 000
frais de maîtrise d'ouvrage, portage immobilier (hors foncier)	407 258	Région Auvergne-Rhône-Alpes	200 000

Dépenses	Montant (en € HT)	Recettes	Montant (en €)
équipements	1 200 000	Centre national des variétés	85 500
		mécénat - partenaires	750 000
		investisseurs privés, fonds propres	900 000
		emprunt	629 430
<b>Total</b>	<b>8 067 930</b>	<b>Total</b>	<b>8 067 930</b>

Le calendrier prévisionnel de ce projet est le suivant :

- 2019 : consultation de maîtrise d'œuvre et démarrage des études de conception,
- 2020 : études de conception et dépôt du permis de construire,
- 2021 : démarrage des travaux,
- 2022 : travaux, réalisation du clos et couvert (hors d'eau, hors d'air),
- 2023 : réception des bâtiments pendant le 1<sup>er</sup> semestre (été 2023 : livraison des bâtiments, prise en possession par le CCO, septembre 2023 : ouverture du CCO - La Rayonne),
- 2023-2026 : rachat par le CCO à Est Métropole habitat du rez-de-chaussée du bâtiment réhabilité pour un montant estimé à 3 382 570 €.

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention d'équipement, dans le cadre de la mise en place du projet CCO - La Rayonne, d'un montant de 600 000 € au profit de l'association CCO Jean-Pierre Lachaize qui sera autorisée à reverser tout ou partie de la subvention à la société civile immobilière (SCI) La Rayonne, en cours de constitution ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - le projet de travaux du CCO - La Rayonne situé au Carré de Soie à Villeurbanne,
- b) - l'attribution d'une subvention d'équipement de 600 000 € au profit de l'association CCO Jean-Pierre Lachaize, porteuse du projet,
- c) - la convention à passer entre la Métropole et l'association CCO Jean-Pierre Lachaize.

**2° - Décide** l'individualisation totale de l'autorisation de programme globale P33 - Culture pour un montant de 600 000 € en dépenses au budget principal, sur l'opération n° 0P33O7397, selon l'échéancier suivant :

- 180 000 € en 2019,
- 180 000 € en 2021,
- 180 000 € en 2022,
- 60 000 € en 2023.

##### 3° - Autorise :

- a) - le reversement de tout ou partie de la subvention à la SCI La Rayonne en cours de constitution,
- b) - monsieur le Président à signer ladite convention, ainsi que toute décision nécessaire à son exécution.

**4° - Le montant** à payer, soit 600 000 €, sera imputé sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 204 - opération n° 0P33O7397.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3751**

commission principale : **éducation, culture, patrimoine et sport**

objet : **Lecture publique - Attribution d'une subvention à la Commune de Saint Didier au Mont d'Or pour la mise en réseau de 8 bibliothèques dans le cadre du Contrat territoire lecture (CTL) - Année 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement économique, à l'emploi et aux savoirs - Direction de la culture, des sports et de la vie associative**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération du Conseil n° 2018-3090 du 5 novembre 2018, la Métropole de Lyon a approuvé le CTL contractualisé avec la Direction régionale des affaires culturelles Auvergne-Rhône-Alpe (DRAC) et la Commune de Saint Didier au Mont d'Or, ainsi que l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 500 € au profit de la Commune de Saint Didier au Mont d'Or pour l'année 2018, dans l'objectif de mettre en place un réseau de bibliothèques sur le territoire ouest-nord.

Cet accompagnement financier s'inscrit dans le double cadre de la politique métropolitaine de lecture publique adoptée par délibération n° 2017-2434 le 15 décembre 2017 (soutien aux coopérations intercommunales volontaires qui s'expriment au sein des Conférences territoriales des Maires -CTM-) et du Pacte de cohérence métropolitain (développement des synergies intercommunales en matière de lecture publique).

Le projet de réseau de bibliothèques implique les Communes de Champagne au Mont d'Or, Dardilly, Écully, Lissieu, Limonest, Saint Cyr au Mont d'Or, Saint Didier au Mont d'Or situées dans la CTM Ouest-nord, ainsi que la Commune limitrophe de Collonges au Mont d'Or située dans la CTM Val de Saône.

**I - Objectifs du Réseau des bibliothèques ouest-nord (ReBOND)**

Depuis son lancement, lors de la CTM du 4 juillet 2018, le projet de ReBOND a mobilisé l'ensemble des Communes concernées, en lien avec les services de la Métropole, pour organiser ses modalités de fonctionnement et d'ouverture des services au public.

Plusieurs étapes ont jalonné la structuration de ce nouveau réseau, dont la signature d'une charte de coopération entre les 8 communes formalisant les partenariats existants, le recrutement d'un coordinateur par la Commune de Saint Didier au Mont d'or, la mise en place du catalogue et du site Internet commun, ainsi que la création d'une identité visuelle propre au réseau.

Ce réseau sera accessible à l'ensemble de ses usagers à partir de septembre 2019, qui bénéficieront d'un service fortement enrichi par :

- la création d'une carte et d'un tarif unique pour les abonnés des médiathèques des 8 communes qui pourront ainsi accéder à une offre beaucoup plus importante constituée des collections proposées par les 8 établissements implantés sur 9 lieux de lecture,
- la circulation physique des documents dans tout le réseau qui rendra possible le prêt et le retour dans des équipements différents,
- un catalogue et un site Internet communs,
- une programmation culturelle concertée dans les 8 communes.

## II - Soutien de la Métropole

Le projet intégré au CTL 2018-2020, signé le 27 novembre 2018, présentait le budget pluriannuel prévisionnel suivant :

Financement d'un poste de coordinateur à mi-temps (à hauteur de 15 000 €)	2018 montant en €	2019 montant en €	2020 montant en €	Total montant en €
subvention État	7 500	7 500	7 500	22 500
subvention Métropole	5 500	4 500	3 500	13 500
commune	2 000	3 000	4 000	9 000
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>15 000</b>	<b>45 000</b>

Considérant la concrétisation des perspectives offertes par la mise en œuvre du réseau à compter de septembre 2019, il est proposé de confirmer pour cette 2<sup>ème</sup> année le soutien de la Métropole au financement du poste de coordinateur.trice de catégorie B à mi-temps, en partenariat avec l'État, Saint Didier au Mont d'Or, commune employeur, et les 7 autres communes du réseau.

La Commune de Saint Didier au Mont d'Or, mandatée par les 7 autres communes qui lui remboursent leur part, s'engage à prendre en charge le coût de ce mi-temps (estimé à environ 15 000 € par an) sur 3 années pleines.

La Métropole et l'Etat s'engagent à contribuer au financement de ce poste par le biais d'une subvention à la commune employeur. Pour 2019, la contribution de la Métropole est proposée à hauteur de 4 500 € et celle de l'État de 7 500 €, payées selon les modalités prévues par le CTL.

Sous réserve de l'inscription budgétaire de l'année et du vote du Conseil, la contribution financière de l'année 2020 sera conditionnée par le bilan des actions menées et le programme des actions à venir ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission éducation, culture, patrimoine et sport** ;

### DELIBERE

#### 1° - Approuve :

- l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 4 500 € au profit de la Commune de Saint Didier au Mont d'Or pour l'année 2019, pour la mise en réseau de bibliothèques sur le territoire ouest nord,

- la poursuite du CTL passé entre la Métropole, la DRAC et la Commune de Saint Didier au Mont d'Or définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.



**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 4 500 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P33O3589A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3752**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Attributions de compensation 2019 (ATC)**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des finances

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Les ATC à verser aux Communes en 2019 s'élèvent à 212 979 361 €.

Les ATC à recevoir des Communes atteignent pour leur part 10 815 102 €.

Le tableau ci-annexé au projet de délibération donne la décomposition de l'attribution de compensation pour chaque Commune en distinguant 3 composantes :

- la composante "fiscalité large" correspond au solde originel de la spécialisation fiscale : abandon de la taxe professionnelle et d'allocations compensatrices associées pour les Communes, abandon des impôts "ménages" et d'allocations compensatrices associées pour la Communauté urbaine de Lyon, devenue Métropole de Lyon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015,

- la composante "rôles supplémentaires" correspond au solde de la prise en compte des rôles supplémentaires de taxe professionnelle revenant aux Communes au titre de l'année précédant la mise en œuvre de la fiscalité professionnelle unique et des rôles supplémentaires d'impôts "ménages" revenant à la Communauté urbaine la même année,

- la composante "charges transférées" correspond au solde des transferts de charges associés aux transferts de compétences.

Les définitions sont adaptées aux situations particulières des Communes ayant rejoint la Communauté urbaine ces dernières années (années de référence, nature des produits pris en compte) ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

**DELIBERE**

**1° - Décide** que les montants des ATC à verser ou à recevoir des Communes, pour l'année 2019, seront ceux figurant dans la colonne "montant net" du tableau annexé.

**2° - Charge** monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

## Attributions de compensation 2019

commune	Attribution de compensation...		Structure de l'attribution de compensation (cf. <b>NOTES</b> ci-dessous)			
	... à verser à la commune	... à recevoir de la commune	montant net	dont « FL »	dont « RS »	dont « CT »
Albigny-sur-Saône		173 505	- 173 505	- 171 263	+ 636	- 2 878
Bron	7 997 433		+ 7 997 433	+ 7 898 389	+ 123 448	- 24 404
Cailloux-sur-Fontaines		79 204	- 79 204	- 77 742	+ 1 086	- 2 548
Caluire-et-Cuire		2 321 821	- 2 321 821	- 2 359 145	+ 54 946	- 17 622
Champagne-au-Mont-d'Or	561 368		+ 561 368	+ 526 510	+ 39 713	- 4 855
Charbonnières-les-Bains		405 820	- 405 820	- 422 451	+ 15 443	+ 1 188
Charly		488 693	- 488 693	- 488 561	+ 3 394	- 3 526
Chassieu	7 202 538		+ 7 202 538	+ 7 035 051	+ 175 001	- 7 514
Collonges-au-Mont-d'Or	365 576		+ 365 576	+ 348 455	+ 20 652	- 3 531
Corbas	5 157 026		+ 5 157 026	+ 4 989 691	+ 173 596	- 6 261
Couzon-au-Mont-d'Or		51 007	- 51 007	- 127 637	+ 79 252	- 2 622
Craponne	566 992		+ 566 992	+ 548 938	+ 24 094	- 6 040
Curis-au-Mont-d'Or		87 380	- 87 380	- 85 596	- 14	- 1 770
Dardilly	1 722 113		+ 1 722 113	+ 1 550 018	+ 84 231	+ 87 864
Décines-Charpieu	6 588 409		+ 6 588 409	+ 6 389 393	+ 220 287	- 21 271
Ecully		20 956	- 20 956	- 15 623	+ 6 175	- 11 508
Feyzin	8 779 371		+ 8 779 371	+ 8 701 097	+ 87 357	- 9 083
Fleurieu-sur-Saône		56 280	- 56 280	- 54 785	+ 503	- 1 998
Fontaines-Saint-Martin		275 567	- 275 567	- 272 838	- 36	- 2 693
Fontaines-sur-Saône		684 136	- 684 136	- 679 853	- 67	- 4 216
Francheville		146 123	- 146 123	- 234 952	+ 96 650	- 7 821
Genay	1 343 098		+ 1 343 098	+ 1 331 005	+ 16 418	- 4 325
Givors	6 025 934		+ 6 025 934	+ 9 782 915	+ 80 049	- 3 837 030
Grigny	1 619 670		+ 1 619 670	+ 3 309 177	+ 62 429	- 1 751 936
Irigny	4 220 647		+ 4 220 647	+ 4 183 236	+ 42 728	- 5 317
Jonage		480 476	- 480 476	- 479 107	+ 3 338	- 4 707
Limonest	575 887		+ 575 887	+ 543 893	+ 35 756	- 3 762
Lissieu	820 802		+ 820 802	+ 1 335 474	-	- 514 672
Lyon	48 522 157		+ 48 522 157	+ 47 698 702	+ 2 350 316	- 1 526 861
Marcy-l'Etoile	1 540 881		+ 1 540 881	+ 1 577 690	- 26 247	- 10 562
Meyzieu	6 634 317		+ 6 634 317	+ 6 600 703	+ 55 194	- 21 580
Mions	2 920 889		+ 2 920 889	+ 2 810 356	+ 118 269	- 7 736
Montanay		97 772	- 97 772	- 95 451	+ 263	- 2 584
La Mulatière	872 100		+ 872 100	+ 873 644	+ 2 131	- 3 675
Neuville-sur-Saône	2 668 657		+ 2 668 657	+ 2 671 256	+ 3 661	- 6 260
Oullins		453 263	- 453 263	- 489 421	+ 49 781	- 13 623
Pierre-Bénite	5 956 348		+ 5 956 348	+ 5 967 256	+ 581	- 11 489
Poleymieux-au-Mont-d'Or		121 573	- 121 573	- 119 839	+ 116	- 1 850
Quincieux	1 451 425		+ 1 451 425	+ 2 106 835	-	- 655 410
Rillieux-la-Pape	5 837 353		+ 5 837 353	+ 5 823 948	+ 38 027	- 24 622
Rochetaillée-sur-Saône		28 688	- 28 688	- 26 289	- 405	- 1 994
Saint-Cyr-au-Mont-d'Or		682 752	- 682 752	- 680 921	+ 2 706	- 4 537
Saint-Didier-au-Mont-d'Or		832 214	- 832 214	- 825 167	- 2 200	- 4 847
Saint-Fons	13 251 282		+ 13 251 282	+ 13 154 358	+ 115 413	- 18 489
Sainte-Foy-lès-Lyon		1 994 703	- 1 994 703	- 2 014 830	+ 32 395	- 12 268
Saint-Genis-Laval	1 880 612		+ 1 880 612	+ 1 823 461	+ 70 919	- 13 768
Saint-Genis-les-Ollières		404 494	- 404 494	- 411 974	+ 2 347	+ 5 133
Saint-Germain-au-Mont-d'Or		112 099	- 112 099	- 109 816	+ 195	- 2 478
Saint-Priest	17 721 700		+ 17 721 700	+ 17 528 269	+ 225 190	- 31 759
Saint-Romain-au-Mont-d'Or		99 330	- 99 330	- 96 468	- 1 157	- 1 705
Sathonay-Camp		302 644	- 302 644	- 299 749	+ 95	- 2 990
Sathonay-Village		152 059	- 152 059	- 149 652	-	- 2 407
Solaize	1 061 386		+ 1 061 386	+ 1 060 150	+ 5 302	- 4 066
Tassin-la-Demi-Lune	65 972		+ 65 972	+ 58 854	+ 17 841	- 10 723
La Tour-de-Salvagny		90 265	- 90 265	- 91 113	+ 77	+ 771
Vaulx-en-Velin	14 236 752		+ 14 236 752	+ 14 085 350	+ 183 717	- 32 315
Vénissieux	25 864 621		+ 25 864 621	+ 25 771 958	+ 132 229	- 39 566
Vernaison		172 278	- 172 278	- 169 605	+ 917	- 3 590
Villeurbanne	8 946 045		+ 8 946 045	+ 8 511 481	+ 506 441	- 71 877
<b>Ensemble</b>	<b>212 979 361</b>	<b>10 815 102</b>	<b>+ 202 164 259</b>	<b>+ 205 547 665</b>	<b>+ 5 331 179</b>	<b>- 8 714 585</b>

### NOTES

montant net	Tel qu'il résulte des différentes composantes ci-dessous. Positive, l'attribution de compensation est versée par la Métropole de Lyon à la Commune ; négative, elle est versée par la Commune à la Métropole.
« FL »	Composante « Fiscalité Large » ; solde originel des volumes de la fiscalité concernée (fiscalité professionnelle communale / fiscalité « ménages » communautaire), y compris les compensations.
« RS »	Composante « Rôles Supplémentaires » : solde des rôles supplémentaires de fiscalité professionnelle au bénéfice de la Commune et d'impôts « ménages » au bénéfice de l'ancienne Communauté urbaine.
« CT »	Composante « Charges Transférées » : solde des transferts de charges associés aux transferts de compétences.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3753**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) des établissements autres que principaux des médecins et auxiliaires médicaux dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des finances

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'article 1464 D du code général des impôts (CGI) prévoit les conditions dans lesquelles les médecins, auxiliaires médicaux et vétérinaires peuvent bénéficier d'une exonération temporaire de CFE.

Jusqu'en 2018, les 2 cas prévus étaient :

- les installations à titre libéral dans une Commune de moins de 2 000 habitants,
- les installations à titre libéral dans une Commune située dans une zone de revitalisation rurale.

Dans un cas comme dans l'autre, il s'agit de favoriser les installations dans les zones rurales, réputées insuffisamment dotées en professionnels de santé.

L'article 173 de la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances initiale pour 2019 a étendu les possibilités d'exonération prévues à l'article 1464 D du CGI.

Il devient ainsi possible d'exonérer, "à compter de l'année qui suit celle de leur établissement, les médecins ainsi que les auxiliaires médicaux [qui] s'établissent ou se regroupent sur un site distinct de leur résidence professionnelle habituelle et situé [...] dans une zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins [...]".

Les zones "caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins" sont précisées en annexe à l'arrêté n° 2018-1463 du 26 avril 2018 du directeur général de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS-AURA). Elles sont de 4 types, les 3 premiers couvrant des Communes entières, le dernier certains quartiers seulement :

- les "zones d'intervention prioritaire (ZIP)", qui "représentent les territoires les plus durement confrontés au manque de médecins" : sur le territoire de la Métropole de Lyon, seule la Commune de Givors est concernée,
- les "zones d'action complémentaire (ZAC)", qui sont "moins impactées par le manque de médecins mais où des moyens doivent être mis en œuvre pour éviter que la situation ne se détériore" : Chassieu et Villeurbanne,
- les "zones de vigilance (ZV)", qui "représentent des territoires dans lesquels l'accès à la médecine générale libérale n'est pas aujourd'hui en difficulté immédiate mais qui fait appel à une vigilance particulière pour le moyen terme": Craponne, Dardilly, Décines Charpieu, Écully, Fontaines sur Saône, Francheville, Grigny, Irigny, Mions, Neuville sur Saône, Rillieux la Pape, Sainte Foy lès Lyon, Saint Genis Laval, Saint Priest, et les 1er, 2° et 5° arrondissements de Lyon,
- les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). Les QPV situés en dehors des Communes en ZIP, ZAC ou ZV sont, sur le territoire de la Métropole :
  - . à Bron, les quartiers de Parilly et Terrillon-Chenier,
  - . dans le 9° arrondissement de Lyon, La Duchère,
  - . à Saint Fons, les quartiers Arsenal-Carnot-Parmentier et Clochettes,
  - . à Vaulx en Velin, les quartiers Grande-Île et Sud,
  - . à Vénissieux, les quartiers Minguettes et Duclos-Barel.

Tous ces quartiers sont classés en ZAC.

La répartition des Communes et quartiers dans les différentes zones a été opérée par le directeur général de l'ARS-AURA par application d'une méthodologie mettant principalement en œuvre un indicateur dénommé "accessibilité potentielle localisée à un médecin", calculé par la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) du ministère des solidarités et de la santé.

La nouvelle possibilité d'exonération, s'il est décidé de la mettre en œuvre, s'appliquera nécessairement dans l'ensemble des zones (ZIP, ZAC, ZV et QPV).

Seuls les établissements "sur un site distinct de la résidence professionnelle habituelle" du professionnel de santé peuvent bénéficier de l'exonération en question. Elle ne pourrait, notamment, pas bénéficier aux cabinets principaux des médecins.

Les Communes de moins de 2 000 habitants situées sur le territoire de la Métropole (Curis au Mont d'Or, Fleurieu sur Saône, Poleymieux au Mont d'Or, Rochetaillée sur Saône et Saint Romain au Mont d'Or) ne figurent dans aucune des zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins. Aucune Commune du territoire ne se trouve en zone de revitalisation rurale.

Ainsi, il pourrait être décidé de ne mettre en œuvre que l'exonération de CFE intéressant les professionnels de santé dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins. Cette exonération, obligatoirement totale, doit être d'une durée comprise entre 2 et 5 ans : elle pourrait être fixée à sa durée maximale.

Lorsqu'une exonération de CFE s'applique, le I de l'article 1586 nonies du CGI prévoit :

"La valeur ajoutée des établissements exonérés de CFE en application de la délibération d'une Commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale est, à la demande de l'entreprise, exonérée de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) pour sa fraction taxée au profit de la Commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Lorsque l'exonération de CFE est partielle, l'exonération de CVAE s'applique dans la même proportion pour la fraction de la valeur ajoutée taxée au profit des collectivités concernées par l'exonération de CFE".

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

#### DELIBERE

**1° - Décide** d'exonérer de CFE, pour une durée de 5 ans, à compter de l'année qui suit celle de leur établissement, les médecins ainsi que les auxiliaires médicaux mentionnés au livre Ier et au livre III de la 4<sup>ème</sup> partie du code de la santé publique et soumis à l'impôt sur le revenu dans la catégorie des bénéficiaires non commerciaux qui, exerçant leur activité à titre libéral, s'établissent ou se regroupent sur un site distinct de leur résidence professionnelle habituelle et situé dans une zone caractérisée par une offre de soins insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins.

**2° - Charge** monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3754**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Extension de l'exonération de cotisation foncière des entreprises (CFE) en faveur des entreprises de spectacles vivants**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des finances

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par sa délibération n° 1999-4508 du 27 septembre 1999, le Conseil de la communauté urbaine de Lyon a décidé d'exonérer de 100 % de la taxe professionnelle toutes les catégories d'entreprises de spectacles vivants visées à l'article 1464 A du code général des impôts (CGI), dans sa rédaction de l'époque, soit :

- les théâtres nationaux,
- les autres théâtres fixes,
- les tournées théâtrales et les théâtres démontables exclusivement consacrés à des spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique,
- les concerts symphoniques et autres, les orchestres divers et les chorales,
- les théâtres de marionnettes, les cabarets artistiques, les cafés-concerts, les music-halls et cirques à l'exclusion des établissements où il est d'usage de consommer pendant les séances.

Lorsque la contribution économique territoriale a été substituée à la taxe professionnelle, l'exonération a automatiquement concerné la cotisation foncière des entreprises.

Cependant, la rédaction de l'article 1464 A du CGI a évolué depuis la fin des années 1990 :

- l'article 94 de la loi n° 2011-1977 du 28 décembre 2011 de finances initiale pour 2012 a ajouté à la liste des bénéficiaires potentiels de l'exonération "les spectacles musicaux et de variétés",
- l'article 98 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances initiale pour 2017 a ajouté à cette liste "les lieux de diffusion de spectacles vivants, lorsque l'entreprise exerce l'activité d'exploitant de lieux de spectacles aménagés pour les représentations publiques au sens de l'article L 7122-1 du code du travail. Pour bénéficier de l'exonération, l'établissement doit avoir une capacité moyenne d'accueil du public inférieure à 1 500 places".

L'article L 7122-1 du code du travail précise qu'est "entrepreneur de spectacles vivants toute personne qui exerce une activité d'exploitation de lieux de spectacles, de production ou de diffusion de spectacles, seul ou dans le cadre de contrats conclus avec d'autres entrepreneurs de spectacles vivants, quel que soit le mode de gestion, public ou privé, à but lucratif ou non, de ces activités".

Les exonérations délibérées précédemment ne bénéficient pas automatiquement aux 2 nouvelles catégories d'entreprises.

En vue d'homogénéiser la situation des entreprises de spectacles vivants au regard de la fiscalité professionnelle locale, les exonérations déjà en vigueur pourraient être étendues à l'ensemble des catégories visées par l'article 1464 A du CGI dans sa rédaction actuelle.

Par ailleurs, le Conseil a la possibilité, pour chacune des catégories d'entreprises, de déterminer le pourcentage d'exonération de CFE et de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) qui doit s'appliquer. Ce pourcentage pourrait être uniformément fixé à 100 %.

Enfin, lorsqu'une exonération de CFE s'applique, le I de l'article 1586 nonies du CGI prévoit :

"La valeur ajoutée des établissements exonérés de CFE en application de la délibération d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale est, à la demande de l'entreprise, exonérée de CVAE pour sa fraction taxée au profit de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale. Lorsque l'exonération de CFE est partielle, l'exonération de CVAE s'applique dans la même proportion pour la fraction de la valeur ajoutée taxée au profit des collectivités concernées par l'exonération de CFE" ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

#### DELIBERE

**1° - Décide** d'exonérer de CFE, à hauteur de 100 % :

- les théâtres nationaux,
- les autres théâtres fixes,
- les tournées théâtrales et les théâtres démontables exclusivement consacrés à des spectacles d'art dramatique, lyrique ou chorégraphique,
- les concerts symphoniques et autres, les orchestres divers et les chorales,
- les théâtres de marionnettes, les cabarets artistiques, les cafés-concerts, les music-halls et cirques à l'exclusion des établissements où il est d'usage de consommer pendant les séances,
- les spectacles musicaux et de variétés,
- les lieux de diffusion de spectacles vivants d'une capacité moyenne d'accueil du public inférieure à 1 500 places.

**2° - Charge** monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3755**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

commune (s) : Caluire et Cuire - Fontaines sur Saône - Lyon - Neuville sur Saône - Oullins - Tassin la Demi Lune - Villeurbanne

objet : **Stationnement payant sur voirie - Adoption d'une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement (FPS) avec les communes de la Métropole de Lyon ayant institué le FPS**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des finances

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre de la dépénalisation du stationnement payant sur voirie, applicable le 1<sup>er</sup> janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, 7 communes de l'agglomération ont instauré un FPS, pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface (Caluire et Cuire, Fontaines sur Saône, Lyon, Neuville sur Saône, Tassin la Demi Lune et Villeurbanne).

Ce produit est distinct de la redevance payée spontanément. Il résulte en effet de la loi, que les 2 recettes que sont le paiement immédiat de la redevance et le paiement du FPS (dû en cas d'absence de paiement ou de paiement partiel de la redevance) couvrent des coûts distincts.

En vertu de l'article L 2333-87 du code général des collectivités territoriales (CGCT), "dans le cas particulier de la Métropole de Lyon, les communes situées sur son territoire reversent le produit des FPS à la Métropole, déduction faite des coûts relatifs à la mise en œuvre de ces forfaits".

En ce sens, il est soumis au Conseil une convention de reversement du produit des FPS à intervenir avec la Métropole. Chaque commune concernée passera la même convention avec la Métropole. Dans le cas où les charges de mise en œuvre excèdent le montant des recettes du FPS, la commune conserve l'intégralité des FPS.

Le produit des FPS des communes sera affecté à la réalisation des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** les conventions de reversement du produit des FPS à passer entre la Métropole et les Communes de Caluire et Cuire, Fontaines sur Saône, Lyon, Neuville sur Saône, Tassin la Demi Lune et Villeurbanne.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - La recette** de fonctionnement en résultant, soit 5 000 000 € au titre de 2018 et montant connu au 1<sup>er</sup> semestre de N+1 pour les exercices N suivants, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 70 - opération n° 0P29O2634.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3756**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Association Lyon sport Métropole (LSM) - Mise à disposition de personnel**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des ressources humaines

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'association LSM est régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 qui a pour objet d'instituer, en faveur des agents de la Métropole de Lyon, de la Ville de Lyon et des collectivités associées, la pratique sportive sous plusieurs facettes : détente, loisir et compétition en proposant plus de 30 disciplines.

La convention établie le 12 février 2019 prévoit la mise à disposition de deux agents de catégorie C pour une période d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Pour une meilleure gestion de l'association, il est proposé de remplacer un agent de catégorie C par un agent de catégorie A.

Il aura pour mission de veiller à la bonne gestion financière et administrative de l'association.

La Métropole versera à l'agent la rémunération correspondante à son grade.

L'association remboursera à la Métropole le montant total de la rémunération et des charges sociales avancées ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - le principe de la mise à disposition d'un agent de catégorie A en remplacement d'un agent de catégorie C,

b) - l'avenant à la convention conclue entre la Métropole et LSM définissant les modalités de cette mise à disposition.

**2° - Autorise** le Président à signer ledit avenant.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 012 - opération n° 0P28O2401.

**4° - Les recettes** de fonctionnement correspondantes au remboursement des salaires des agents seront imputées sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 70 - opération n° OP28O2401.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3757**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Association Centre régional de coordination des dépistages des cancers de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (CRCDC AuRA) - Mise à disposition de personnel**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des ressources humaines

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Précédemment, la Métropole de Lyon apportait son soutien à l'association de dépistage des maladies du sein (ADEMAS-69) auprès de qui elle mettait du personnel à disposition.

L'association ADEMAS-69 a fusionné avec l'association CRCDC AuRA.

Le CRCDC AuRA a pour but d'assurer le fonctionnement du Centre éponyme constituée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 et appelé "dépistage des cancers, Centre de coordination, Région Auvergne-Rhône-Alpes". L'association a son siège social à Saint-Etienne (42).

Le Centre est une entité juridique unique constituée d'une structure régionale et de sites territoriaux. Une identité graphique, comprenant la police de caractère, homogène sur le territoire national est associée au nom de l'association.

Le Centre est responsable de la mise en œuvre de l'ensemble des missions du CRCDC, de ses obligations sociales et réglementaires et de la gestion administrative et financière. Il est placé sous la responsabilité de son représentant légal.

A ce titre, le Centre assure la mise en œuvre opérationnelle des dépistages organisés et est chargé de l'organisation des programmes de dépistages organisés des cancers à l'échelle de la région en appui de l'Agence régionale de santé (ARS).

En fonction des spécificités et des besoins de la région, et selon les programmes de dépistage, les missions peuvent être soit portées par la structure régionale du Centre régional, soit réalisées par un des sites territoriaux, celui-ci assurant alors cette mission pour l'ensemble de la région. Dans tous les cas, les sites territoriaux sont chargés d'appuyer la structure régionale dans le pilotage et la mise en œuvre de ses missions.

Afin de réaliser la mise en œuvre des objectifs de cette association créée au 1<sup>er</sup> janvier 2019, et qui a repris les activités anciennement exercées par l'ADEMAS-69, la Métropole a mis 5 fonctionnaires territoriaux à la disposition du CRCDC AuRA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, et met parmi eux 4 fonctionnaires territoriaux à disposition du CRCDC AuRA à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019 sur des postes équivalents temps plein aux conditions prévues par le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 pour une durée de 3 ans reconductibles :

- catégorie A - cadre d'emplois des médecins territoriaux : une personne,
- catégorie A - cadre d'emplois des infirmiers territoriaux en soins généraux : une personne,
- catégorie C - cadre d'emplois des adjoints administratifs : 2 personnes.

La Métropole versera aux agents la rémunération correspondante à leur grade. Elle paiera également les charges sociales afférentes, la part patronale des titres restaurant et les frais de déplacement. L'association CRCDC AuRA remboursera à la Métropole le montant total de ces dépenses avancées.

Pour information, le montant des rémunérations et charges des agents (4 agents en année pleine et un agent pour 5 mois) est estimé pour l'année 2019 à près de 262 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - la mise à disposition de personnel auprès de l'association CRCDC AuRA,
- b) - la convention conclue entre la Métropole et le CRCDC AuRA qui en définit les modalités.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer la convention de mise à disposition d'agents auprès du CRCDC AuRA pour une période de 3 ans reconductibles à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019, 2020, 2021 et 2022 - chapitre 012 - opération n° 0P28O2401.

4° - **Les recettes** de fonctionnement correspondant au remboursement des rémunérations des agents mis à disposition du CRCDC AuRA sont imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019, 2020, 2021 et 2022 - chapitre 70 - opération n° 0P28O2401.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3758**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Acheminement et fourniture de gaz naturel et de services associés - Convention constitutive de groupement de commandes avec les Etablissements publics locaux d'enseignement (EPL) - Lancement d'appel d'offres ouvert - Autorisation de signer les accords-cadres et les marchés subséquents de fourniture à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction du patrimoine et des moyens généraux

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004, le marché de l'énergie est ouvert à la concurrence. Aujourd'hui, conformément à l'article L 441-1 du Code de l'énergie, et en application de la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation, l'ensemble des consommateurs de gaz naturel peut choisir un fournisseur sur le marché.

Les collectivités territoriales et les établissements publics, dans le cas présent la Métropole de Lyon tout comme les EPL que sont les collèges, sont des acheteurs de gaz naturel soumis à la réglementation en matière de marchés publics et à une procédure obligatoire de mise en concurrence. Ils doivent donc recourir aux procédures prévues par la réglementation relative aux marchés publics afin de sélectionner leurs prestataires, ainsi que le rappelle l'article L 441-5 du code de l'énergie.

La Métropole dispose d'une expertise en matière d'achat d'énergie au travers du service énergie de la Direction du patrimoine et des moyens généraux (DPMG) lui permettant, notamment, d'assurer l'achat pour la fourniture de gaz naturel destinée aux besoins de son patrimoine bâti et au fonctionnement de ses installations à caractère industriel.

La Métropole a également pour compétence la construction, l'entretien, l'équipement et le fonctionnement des collèges publics. Afin d'assurer le fonctionnement quotidien des collèges tout en respectant l'autonomie budgétaire et financière des EPL, la Métropole verse annuellement une participation aux dépenses d'équipement et de fonctionnement de ces établissements. Les collèges sont des EPL soumis pour l'achat de leurs fournitures, services et travaux au respect du code de la commande publique en vertu de l'article R 421-72 du code de l'éducation.

Dans ce cadre, le regroupement d'acheteurs publics ayant pour objet la fourniture et l'acheminement de gaz naturel et services associés est un outil permettant d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, mais également d'assurer une meilleure maîtrise des consommations, du prix et renforce ainsi la protection de l'environnement.

Un 1<sup>er</sup> groupement et les contrats y afférant arrivent à leur terme au 30 septembre 2020.

Dans ce sens, la Métropole s'organise pour porter un nouveau groupement de commandes à l'échelle métropolitaine sous la formule du groupement de commandes telle que décrite aux articles L 2113-6 et suivants du code de la commande publique. Celui-ci doit permettre d'optimiser la mise en concurrence afin d'aboutir à la réalisation d'économies d'échelle.

Eu égard à son expérience, la Métropole entend assurer le rôle de membre coordonnateur du groupement en charge de mener la procédure de passation du marché public au nom et pour le compte des autres membres. Ainsi la Métropole sera chargée de signer et notifier l'accord-cadre et les marchés subséquents, chacun des membres du groupement assurant pour ce qui le concerne son exécution.

Une procédure d'appel d'offres ouvert doit être lancée en application des articles L 2124-2, R 2124-2 et R 2161-1 à R 2161-6 du code de la commande publique pour l'attribution des accords-cadres relatifs à l'acheminement et la fourniture de gaz naturel et de services associés.

Les prestations feront l'objet d'un allotissement pour couvrir, d'une part, les besoins de gaz naturel pour les installations et bâtiments de la Métropole, dont les locaux des EPLE membres du groupement et, d'autre part, les besoins de gaz naturel pour les véhicules de la Métropole fonctionnant avec cette énergie.

Les prestations font l'objet de l'allotissement ci-dessous mentionné.

Tous les lots feraient l'objet d'un accord-cadre à marchés subséquents conformément aux articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-7 à R 2162-12 du code de la commande publique (CCP).

Les marchés subséquents seront utilisés, à la survenance du besoin, pour définir un prix d'acheminement et de fourniture de gaz naturel pour la période concernée par le marché subséquent. La constitution des prix du gaz naturel, que les candidats sont invités à produire, dépend de l'évolution de composantes de prix de marchés fortement volatiles et cotés sur des places de marchés dédiés à l'énergie. Au regard de la forte volatilité de ces composantes, les offres de prix présentées au stade des marchés subséquents par les candidats titulaires des accords-cadres doivent disposer de durées de validité très courtes, inférieures à 4 heures. L'objectif étant de limiter des coûts annexes de couverture de risques d'évolution des prix de marchés.

Ainsi, afin d'optimiser l'achat de gaz, il est proposé au Conseil d'autoriser également la signature des marchés subséquents découlant de ces accords-cadres.

Les accords-cadres seraient conclus pour une durée ferme de 4 ans.

Les lots ne comporteraient pas d'engagement de commande minimum et maximum. L'estimation prévisionnelle du besoin est le suivant :

Lot	Libellé du lot	Estimation prévisionnelle du besoin pour la durée totale de l'accord cadre en € HT
1	fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés des installations et bâtiments de la Métropole	14 000 000
2	fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés pour les véhicules de la Métropole	1 000 000

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'autoriser monsieur le Président à signer les accords-cadres et les marchés subséquents conformément à l'article L 3221-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

a) - le groupement de commandes constitué de la Métropole de Lyon et des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) volontaires relevant du territoire métropolitain pour l'acheminement et la fourniture de gaz naturel et de services associés,

b) - que le rôle de coordonnateur en charge de mener la procédure de passation du marché public au nom et pour le compte des autres membres soit confié à la Métropole,

c) - la convention de groupement de commandes à passer entre la Métropole et les EPLE,

d) - le lancement de la procédure en vue de l'attribution de l'accord-cadre d'acheminement et fourniture de gaz naturel et de services associés.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.



**3° - Approuve** le lancement de la procédure en vue de l'attribution des accords-cadres à marchés subséquents de fournitures pour l'acheminement et la fourniture de gaz naturel et de services associés.

**4° - Autorise**, dans le cas où la procédure d'appel d'offres est déclarée infructueuse, monsieur le Président à poursuivre par voie de marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables (article R 2122-2 CCP), selon la décision de l'acheteur.

**5° - Les offres** seront choisies par la commission permanente d'appel d'offres de la Métropole.

**6° - Autorise** monsieur le Président à signer :

a) - les accords-cadres à marchés subséquents et tous les actes y afférents pour les lots :

- lot n° 1 : fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés des installations et bâtiments de la Métropole sans montant minimum ni maximum et une durée ferme de 4 ans,

- lot n° 2 : fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés pour les véhicules de la Métropole sans montant minimum ni maximum et une durée ferme de 4 ans,

b) - les marchés subséquents et tous les actes y afférents avec les entreprises et/ou le groupement d'entreprises titulaires des accords-cadres des lots :

- lot n° 1 : fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés des installations et bâtiments de la Métropole sans montant minimum ni maximum et une durée ferme de 4 ans,

- lot n° 2 : fourniture et acheminement de gaz naturel et services associés pour les véhicules de la Métropole sans montant minimum ni maximum et une durée ferme de 4 ans.

**7° - La dépense** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal et budget annexe de l'assainissement - exercices 2020 et suivants - chapitre 011, sur les opérations adéquates.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3759**

commission principale : finances, institutions, ressources et organisation territoriale

objet : **Transmission de certains actes de la Métropole de Lyon au contrôle de légalité par voie électronique - Marchés publics et contrats de concession - Avenant n° 2 à la convention conclue avec les services préfectoraux**

service : Direction générale déléguée aux ressources - Direction des assemblées et de la vie de l'institution

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Cadre juridique**

En application de l'article L 3131-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) applicable à la Métropole, les actes pris par cette dernière et dont la liste est prévue par la loi sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon les modalités fixées par décret en Conseil d'Etat. Dans ce cas, conformément aux articles R 3132-1 et R 2131-2 et suivants du CGCT, la Métropole doit recourir à un dispositif de télétransmission ayant fait l'objet d'une homologation. Une convention conclue avec le représentant de l'Etat dans le département règle les modalités d'organisation des opérations de télétransmission.

**II - Modalités d'application**

Par délibérations n° 2015-0137 du 26 janvier 2015 et n° 2016-1465 du 19 septembre 2016, le Conseil de la Métropole a autorisé monsieur le Président à signer une convention et un 1<sup>er</sup> avenant pour la transmission de certains actes de la Métropole au contrôle de légalité par voie électronique :

- les délibérations du Conseil de la Métropole, décisions de la Commission permanente et certains arrêtés réglementaires, soit 2 416 actes pour l'année 2019,
- les documents budgétaires de la Métropole, à savoir les budgets primitifs et supplémentaires, les décisions modificatives et les comptes administratifs (budget principal et budgets annexes).

La durée de la convention est d'un an et fait l'objet, annuellement, d'une reconduction tacite par périodes d'un an.

**III - Elargissement de la télétransmission aux marchés publics et contrats de concessions**

Conformément aux décrets n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 et n° 2016-360 du 25 mars 2016, il convient à présent d'intégrer dans la liste des actes télétransmis au contrôle de légalité les documents relatifs aux marchés publics et aux contrats de concessions de la Métropole.

La transmission par voie électronique des documents de la commande publique débutera à compter du mois d'octobre 2019.

Afin de formaliser l'évolution de la liste des actes de la Métropole télétransmis au contrôle de légalité, il est proposé au Conseil d'approuver la conclusion d'un avenant n° 2 à la convention signée le 20 février 2015 avec les services de la Préfecture du Rhône ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission finances, institutions, ressources et organisation territoriale** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

a) - le principe d'intégrer les documents relatifs aux marchés publics et contrats de concession de la Métropole dans la liste des actes faisant l'objet d'une transmission par voie électronique au contrôle de légalité,

b) - l'avenant n° 2 à la convention signée entre la Métropole et monsieur le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes réglant les modalités d'organisation des opérations de télétransmission.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3760**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Assemblée générale ordinaire de l'association France digues - Désignation d'un représentant du Conseil**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Par délibération n° 2019-3384 du 18 mars 2019, le Conseil métropolitain a approuvé l'adhésion de la Métropole de Lyon à l'association France digues pour l'année 2019.

France digues est une association dont l'objectif est de structurer et consolider la profession de gestionnaire de digues en favorisant les échanges techniques, le partage des savoir-faire et l'échange d'expériences, en développant les connaissances des gestionnaires par des formations et en créant des outils métiers spécifiques.

Cette association est l'aboutissement de l'action "création d'une filière professionnelle destinée aux gestionnaires de digues" telle que définie par le plan de submersion rapide (PSR) publié en février 2011.

L'association France digues a pour missions de :

- mettre en réseau, animer et assister les gestionnaires de digues et d'ouvrages de protection contre les crues en constituant un lieu d'échanges et de partage d'expériences, de savoirs et d'informations,
- renforcer les compétences métier des gestionnaires de digues par des actions de formation et de professionnalisation de la filière,
- représenter la profession auprès des différentes instances, être porte-parole des gestionnaires, interlocuteur et force de proposition,
- assurer une veille technique et réglementaire,
- assurer la conception et la maintenance d'outils et méthodes spécifiques et assister ses membres à leur utilisation (système d'information à références spatiales -SIRS- digues, etc.),
- conduire des analyses pour le réseau de gestionnaires et de participer à des projets européens et internationaux.

France digues propose à ses adhérents, entre autres :

- de bénéficier d'un important réseau de gestionnaires et de professionnels de la gestion des digues,
- de participer gratuitement à des journées techniques ciblées sur les besoins de ses adhérents ; de bénéficier d'une veille réglementaire,
- de disposer de documents et notes techniques destinés aux gestionnaires,
- d'orienter les actions de l'association ; de prendre part à différentes réunions (comité technique, groupes de travail thématiques, etc.),
- d'avoir un accès privilégié et une assistance à l'utilisation du logiciel métier SIRS digues,
- d'avoir un compte adhérent à la plateforme d'échanges (site internet) de France digues à laquelle pourront participer professionnels et experts, contenant une veille journalistique et technique, un forum, des documents techniques, etc.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, en créant la Métropole de Lyon, a défini la collectivité comme gestionnaire de toutes les digues communales ou intercommunales.

Dans un contexte de constantes évolutions réglementaires et techniques, et face à la complexité de ces dernières, il est pertinent que la Métropole participe à un réseau s'appuyant sur des échanges d'expériences et de bonnes pratiques sur la gestion des digues.

## II - Modalités de représentation

L'assemblée générale ordinaire réunit tous les membres actifs de l'association, les membres associés et bienfaiteurs. Conformément à l'article 10 des statuts de l'association, au vu du linéaire de digues gérées (moins de 50 km), la Métropole dispose désormais d'une voix à l'assemblée générale ordinaire.

Il convient donc de désigner un représentant de la Métropole pour siéger à l'assemblée générale ordinaire ;

Vu ledit dossier ;

Ouï l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour procéder à un vote à main levée en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

### DELIBERE

**Désigne** monsieur Jean Paul Colin en tant que titulaire pour représenter la Métropole, pour la durée du mandat en cours, au sein de l'assemblée générale ordinaire de l'association France digues.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3761**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Lyon 9°**

objet : **Exploitation du service public de chauffage urbain Lyon-la Duchère - Avenant n° 4 au contrat d'affermage**

service : **Direction générale déléguée aux territoires et partenariats - Mission modes de gestion et délégation de service public**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole de Lyon est compétente en matière de chauffage urbain et s'est substituée de plein droit à la Ville de Lyon en tant qu'autorité délégante au titre du contrat de délégation de service public (DSP) de chauffage urbain du quartier de la Duchère à Lyon 9°, en date du 16 juin 2009. Le titulaire de ce contrat est la société Elyde, filiale de la société Dalkia.

L'avenant proposé s'inscrit dans le cadre des dispositions relatives à la révision triennale des tarifs de l'énergie calorifique et de leur indexation, objet de l'article 55-1 de la convention d'affermage. Il introduit principalement des adaptations mineures sans modification des tarifs :

- modification de la formule d'indexation du terme R1B correspondant à la biomasse afin de refléter au plus juste la réalité des coûts,
- introduction d'une règle de détermination du terme R24 correspondant à la redevance perçue pour le compte du délégant en contrepartie des investissements réalisés par lui,
- simplification des règles de facturation,
- modification du programme de renouvellement,
- prise en compte de l'évolution normative au règlement européen 2016/679 sur la protection des données personnelles applicable au traitement de données à caractère personnel (RGPD), et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée ainsi que les lignes directrices, recommandations ou bonnes pratiques émises par les autorités de protections de données.

Enfin, l'avenant annexe un protocole de fin de contrat au contrat de DSP. Ce protocole a pour objectif d'assurer la continuité du service lors du changement éventuel d'exploitant et de faciliter la prise en main des installations par le futur exploitant. Il formalise, notamment, les données à transmettre en fin de contrat ainsi que les plannings de remise de ces données ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** les dispositions de l'avenant n° 4 au contrat d'affermage de chauffage urbain de Lyon-la Duchère à passer entre la Métropole et la société Elyde.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant et tout acte nécessaire à son exécution.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3762**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Lyon**

objet : **Distribution d'électricité et fourniture aux tarifs réglementés de vente - Avenant n° 6 de prolongation du contrat de concession**

service : **Direction générale déléguée aux territoires et partenariats - Mission modes de gestion et délégation de service public**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) confère à la Métropole de Lyon les compétences des communes situées sur son territoire en matière de concession de distribution publique d'électricité et de vente aux tarifs règlementés.

À ce titre, la Métropole s'est substituée à la Ville de Lyon comme autorité concédante pour le contrat de distribution d'électricité et fourniture aux tarifs règlementés de vente confié respectivement à Enedis et à EDF.

Dans le cadre de ce contrat, Enedis a pour mission de mettre en œuvre les politiques d'investissement des réseaux de distribution, d'assurer la conception et la construction des ouvrages ainsi que la maîtrise d'œuvre des travaux relatifs à ces réseaux, d'assurer dans des conditions objectives, transparentes et non discriminatoires l'accès à ces réseaux, de fournir aux utilisateurs des réseaux les informations nécessaires à un accès efficace aux réseaux, d'exploiter ces réseaux et d'en assurer l'entretien et la maintenance, d'exercer la fourniture, la pose, le contrôle métrologique, l'entretien et le renouvellement des dispositifs de comptage et d'assurer la gestion des données et toutes missions afférentes à l'ensemble de ces activités. L'activité d'EDF, au titre de ce contrat, consiste en la vente d'électricité aux tarifs règlementés de vente.

Ce contrat est entré en vigueur le 23 février 1993 et arrivera à son terme le 23 octobre 2019.

EDF et Enedis bénéficiant d'un monopole national, la Métropole a souhaité engager des négociations avec ces 2 entreprises sur la base du modèle dit "national" suivant les 13 axes suivants :

- la gouvernance du contrat,
- le périmètre de la concession (patrimoine),
- la modernisation du réseau et les priorités d'investissement,
- les modalités de financements des travaux et la prise en compte de la participation des tiers dans les opérations d'investissement,
- le stock de provisions pour renouvellement restant et son affectation,
- la transition énergétique et la lutte contre la précarité énergétique,
- la qualité de service et relation à l'usager,
- la transmission des données,
- le contrôle et les pénalités associées,
- la redevance pour occupation du domaine public (RODP),
- la clause de fin de contrat,
- la durée du contrat,
- l'articulation des interventions d'Enedis avec les autres acteurs du territoire (partenariat dans les opérations d'aménagement, coordination travaux, articulation avec les problématiques de circulation, etc.).



Ces points ont été présentés à 2 reprises à Enedis et EDF sans réaction de leur part. Une 3<sup>ème</sup> réunion ayant pour objet de recueillir leurs propositions sur ces axes s'est avérée infructueuse, les concessionnaires se contentant de présenter un bilan de la concession et de renvoyer au modèle national pour le reste. Conformément à ce qui leur avait été annoncé, la Métropole a envoyé le 10 octobre 2018, aux concessionnaires un projet de contrat sur la base du modèle national amendé, notamment, suivant les 13 axes de priorité définis.

Les modifications apportées au modèle national sont, notamment, les suivantes :

- précisions sur les biens relevant de la concession, notamment la propriété des données que le modèle national considère à tort comme appartenant aux concessionnaires,
- définition d'un schéma directeur des investissements engageant et soumis à pénalité avec un suivi précis : le processus proposé par le modèle national est trop général et peu engageant,
- ajout d'objectifs clairs et précis en matière de qualité de service et pénalités correspondantes, qui manquent dans le modèle national : respect des devis de raccordement, interruption du service, etc.,
- clarification du régime des travaux, notamment, extensions et renforcement,
- ajout d'un chapitre concernant le système d'information,
- augmentation de la liste des données et rapports à transmettre à la Métropole,
- ajout de la clause relative à l'insertion comme pour tous les contrats de concession de la Métropole,
- suppression de toute référence visant à restreindre les possibilités de négociation de la Métropole.

La réponse d'Enedis et d'EDF étant une fin de non-recevoir, une ultime réunion a eu lieu durant laquelle les concessionnaires ont refusé toute modification de leur projet de contrat.

Dans ces conditions, la Métropole a suspendu les négociations. Comme préalable à la reprise de celles-ci, la Métropole a demandé aux concessionnaires de donner un avis motivé sur les différentes modifications contractuelles proposées par la Métropole. À ce jour, ils n'ont apporté aucune réponse.

C'est pourquoi, il est proposé de prolonger le contrat actuel jusqu'au 31 décembre 2021, de manière unilatérale si nécessaire, afin d'assurer la continuité du service public.

En vertu des règles générales applicables aux modifications unilatérales des contrats administratifs, les concessionnaires ont droit à compensation du préjudice causé par ces modifications. Toutefois, la prolongation du contrat n'entraînant pas de charge nouvelle qui ne serait pas couverte par les recettes générées par le contrat, les concessionnaires ne subissent aucun préjudice ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** l'avenant n° 6 de prolongation jusqu'au 31 décembre 2021 du contrat de concession de distribution d'électricité et fourniture aux tarifs réglementés de vente sur le périmètre de la Ville de Lyon à passer entre la Métropole, Enedis et EDF.

**2° - Autorise** monsieur le Président :

- a) - à signer ledit avenant et tout acte nécessaire à son exécution,

b) - à procéder à la modification unilatérale du contrat conformément à l'avenant n° 6 précité à défaut d'accord de l'une ou des 2 sociétés concessionnaires.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3763**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Délégation de principe pour le lancement de concession de service public de chauffage urbain - Réseau centre ouest**

service : **Direction générale déléguée aux territoires et partenariats - Mission modes de gestion et délégation de service public**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

En application de l'article L 3641-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), la Métropole de Lyon exerce de plein droit, en lieu et place des Communes situées sur son territoire, la compétence en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, la Métropole s'est donc substituée de plein droit à la Ville de Lyon en tant qu'autorité délégante au titre du contrat de délégation de service public (DSP) de chauffage urbain de La Duchère.

Ce réseau est exploité aujourd'hui par la société Elyde, filiale de Dalkia, dans le cadre d'un contrat de DSP en date du 16 juin 2009 et arrivant à terme le 30 juin 2021.

Compte-tenu de cette échéance, il appartient à la Métropole :

- de décider du périmètre géographique et des objectifs de ce service public,
- de décider du futur mode de gestion,
- de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour que la nouvelle exploitation de ce service soit opérationnelle au plus tard au 1<sup>er</sup> juillet 2021 afin d'assurer la continuité du service public.

**I - Principales caractéristiques technico-économiques des réseaux****1° - Données techniques**

Le réseau public de chaleur s'étend sur 9 km linéaires et dessert environ 5 000 équivalents-logements.

Le réseau de chaleur bénéficie d'une puissance utile de 52 MW et est composé :

- d'une chaufferie centrale abritant 2 chaudières biomasse (14 MW au total), 3 chaudières gaz (39 MW au total) dont 2 mixtes gaz/fioul,
- 81 sous-stations.

La consommation a été de 47 GWh en 2018. Les abonnés se répartissent entre les logements pour 80 %, les bâtiments publics pour 20 % (lycée, groupes scolaires, etc.).

**2° - Données économiques**

Le tarif se décompose en 2 éléments tarifaires avec une part dépendant de la consommation d'énergie (R1) et un abonnement (R2). L'assiette de facturation de l'abonnement est différente suivant le type d'usage : surface chauffée pour les logements, puissance souscrite pour les équipements, forfait pour le lycée de La Martinière. Cette tarification n'incite pas à l'écorénovation pour les logements.

La TVA applicable est de 5,5 % sur l'ensemble des éléments tarifaires car plus de 50 % de l'énergie consommée (59 % en 2018) est d'origine renouvelable ou de récupération.

Le chiffre d'affaires 2018 du délégataire pour l'exploitation de ce service est de l'ordre de 3 M€. Le contrat est structurellement déficitaire.

## II - Objectifs poursuivis par la Métropole et périmètre retenu

Adopté au Conseil du 13 mai 2019 par délibération n° 2019-3489, le schéma directeur des énergies (SDE) de la Métropole a fixé des objectifs ambitieux :

- une baisse de 20 % de la consommation d'énergie (entre 2013 et 2030),
- un doublement de la part des énergies renouvelables et de récupération dans les consommations énergétiques (entre 2013 et 2030) pour atteindre une part de 17 %,
- une baisse de 43 % des émissions de gaz à effet de serre (entre 2000 et 2030).

Le SDE a identifié le développement des réseaux de chaleur publics comme levier le plus accessible à court terme pour développer la consommation d'énergie renouvelable et de récupération locale dans le cadre d'opérations d'ampleur. Dans le scénario du SDE, le développement de ces réseaux représente en effet la moitié de la hausse de la production d'énergie renouvelable et de récupération. La Métropole vise ainsi un développement conséquent de ses réseaux de chaleurs urbains pour atteindre 200 000 équivalents-logements à l'horizon 2030 contre 70 000 actuellement.

Les réseaux de chaleur urbains nécessitent une certaine densité de consommation pour justifier les investissements importants requis pour la construction des infrastructures. Le SDE a identifié différentes zones présentant un potentiel pour le développement des réseaux de chaleur. Deux actions du SDE concernent ainsi le périmètre à proximité du réseau de la Duchère :

- action 104 : extension du réseau de la Duchère sur Écully, Champagne au Mont d'Or et Lyon 9°,
- action 106 : création d'un réseau de chaleur urbain à Lyon 5°, Tassin la Demi Lune, Sainte Foy lès Lyon.

Il a été envisagé de fusionner le périmètre des 2 actions pour créer un réseau unique. Ce scénario a cependant été rejeté pour des raisons techniques. Il suppose en effet la création d'une nouvelle chaufferie dans le secteur de Lyon 5° alors qu'il n'existe pas de foncier disponible à court terme.

De même, l'extension du réseau sur le secteur de Vaise a été écartée en raison de la forte différence altimétrique et de la nécessaire traversée des voies SNCF qui obèrent fortement la viabilité technico-économique du projet.

Le périmètre d'étude a ainsi été réduit au quartier de la Duchère et aux Communes d'Écully et de Champagne au Mont d'Or. Afin d'affermir les hypothèses de développement, les principaux bailleurs de cette zone, l'École centrale ainsi que les Communes concernées ont été rencontrés. La viabilité technico-économique de ce périmètre a ainsi pu être confirmée.

Le service public de chauffage urbain proposé comprend donc le plateau de la Duchère et le territoire des Communes d'Écully et de Champagne au Mont d'Or et prend le nom provisoire de réseau centre ouest. Les objectifs retenus en conformité avec le SDE sont les suivants :

- un taux d'énergies renouvelables et de récupération de 65 % ou plus,
- une maîtrise du coût du service à l'utilisateur avec un prix concurrentiel pour les abonnés et une structure tarifaire incitative pour l'écovivification,
- le développement du réseau sur le périmètre, un doublement des consommations en équivalent-logement étant envisageable,
- l'amélioration de l'ensemble de l'efficacité du système technique,
- la sécurisation de l'approvisionnement en chaleur du réseau.

## III - Modes de gestion envisageables

Plusieurs types de modes de gestion peuvent être envisagés :

- la gestion en régie qui peut prendre 2 formes :
  - . la régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière (établissement public local),
  - . la régie dotée de la seule autonomie financière par laquelle la collectivité locale gère directement le service ;
- la gestion déléguée au travers de la conclusion d'une concession de service public. La concession de service public est définie par le code de la commande publique et implique un transfert de risque lié à l'exploitation du service public. Tout ou partie des travaux nécessaires au service peut être transféré au concessionnaire.

Les modes de gestion sont étudiés à partir de 3 critères.

#### **IV - Choix du mode de gestion**

Plusieurs éléments d'analyse conduisent à privilégier le recours à une concession de service public.

##### **1° - Critère de savoir-faire commercial**

Gérer un réseau de chauffage urbain est une activité commerciale tournée au quotidien vers la recherche de nouveaux clients et la satisfaction des usagers. Ceci est d'autant plus vrai pour une activité exercée dans un champ concurrentiel. L'utilisateur peut opter pour un autre mode de chauffage (électricité, gaz, fioul) lorsque le raccordement n'est pas obligatoire dans les secteurs desservis. De plus, l'utilisateur n'est pas captif car il peut, sous certaines conditions, se débrancher pour choisir un autre mode de chauffage. Sachant que les logements représentent la majorité des consommations par rapport aux bâtiments publics, le savoir-faire commercial est donc primordial. L'équilibre du service dépend de la capacité du gestionnaire à optimiser l'utilisation du réseau ; en effet, plus nombreux sont les usagers raccordés au réseau, plus la charge d'amortissement du réseau est répartie, donc faible rapportée à l'utilisateur. Cette activité présente ainsi, pour l'exploitant, un véritable risque industriel et commercial que la Métropole ne souhaite pas assumer.

En conséquence, au regard du critère relatif au savoir-faire commercial, une gestion déléguée de l'activité de production et de distribution de chaleur est plus opportune pour la Métropole.

##### **2° - Critère financier**

Sur le plan financier, la gestion en régie dotée de la seule autonomie financière nécessiterait que la Métropole finance les investissements à réaliser. De même, dans le cadre d'une concession, si tous les investissements nécessaires au service n'étaient pas mis à la charge du concessionnaire, le budget et la capacité d'emprunt de la Métropole seraient impactés. Seule une concession par laquelle les travaux sont assumés financièrement par le concessionnaire permet de préserver la capacité d'emprunt de la Métropole.

Par ailleurs, en concession de service public, la mixité des énergies dans le tarif peut être fixe et le taux de TVA à taux réduit peut être garanti par le délégataire. Ces dispositions ne sont pas possibles dans une gestion en régie en raison du principe d'équilibre budgétaire propre à la comptabilité publique.

En conséquence, au regard du critère financier, la concession est la plus opportune.

##### **3° - Critère technique**

Sur le plan technique, les objectifs poursuivis par la Métropole nécessitent des évolutions sensibles des systèmes de production et de distribution qui doivent être réfléchies de façon conjointe entre la réalisation des travaux et l'exploitation du réseau. En effet, les récents retours d'expérience de la Métropole à ce sujet (rénovation des sous-stations du réseau de chaleur de la Doua, construction de la chaufferie biomasse de Vaulx en Velin, avec dans chaque cas une maîtrise d'ouvrage différenciée de l'exploitant) montrent que cette vision globale est indispensable pour opérer les meilleurs choix technico-économiques.

En conséquence, il est plus opportun pour la qualité et l'efficacité énergétique du service que l'exploitation et la maîtrise d'ouvrage des travaux impactant de façon concomitante la production et la distribution de chaleur soient assurées par la même entité.

##### **4° - Conclusion**

En conclusion, au regard des 3 critères développés ci-dessus, la Métropole propose de recourir à une concession de service public. De plus, ce choix s'avère cohérent à l'échelle du territoire, la gestion des différents réseaux de chaleur de la Métropole étant déléguée dans le cadre de contrats de DSP.

#### **V - Principales caractéristiques du contrat de concession de service public envisagé**

##### **1° - Objet du contrat**

La DSP de production et de distribution de chaleur aura pour objet de confier à un délégataire la conception, le financement, la réalisation, l'exploitation, la maintenance, le renouvellement et la modernisation du service public de production et de distribution de chaleur sur le périmètre du quartier de Lyon La Duchère et des Communes d'Écully et de Champagne au Mont d'Or.

## 2° - Principales missions confiées au délégataire

Le délégataire aura pour mission de fournir de la chaleur aux abonnés dans le respect du principe de continuité du service public et devra, notamment, à cette fin :

- concevoir, financer, et réaliser les travaux, ouvrages et équipements nécessaires,
- obtenir toute autorisation administrative nécessaire à la réalisation et à l'exploitation des ouvrages et équipements,
- renouveler et entretenir l'ensemble des ouvrages et équipements destinés à l'exploitation du service public,
- produire ou acheter l'énergie calorifique nécessaire à partir des équipements existants ou à construire le cas échéant,
- transporter et distribuer l'énergie calorifique jusqu'aux locaux des abonnés,
- fournir dans les sous-stations des abonnés selon les engagements contractuels de la chaleur pour tout usage, dont la préparation éventuelle de l'eau chaude sanitaire,
- percevoir les recettes dues par les abonnés.

Le délégataire sera également autorisé à exercer, après accord exprès de la Métropole, des activités accessoires aux missions confiées dans le cadre de la délégation.

## 3° - Durée du contrat de concession de service public

La durée fixée pour le contrat de concession de service public est de 20 ans. Cette durée est définie comme étant le temps raisonnablement escompté par le concessionnaire pour qu'il amortisse les investissements réalisés pour l'exploitation du service avec un retour sur les capitaux investis, compte tenu des investissements nécessaires à l'exécution du contrat et de leur impact sur les tarifs.

La date prévisionnelle de début de l'exploitation effective du service est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2021.

## 4° - Conditions financières

Le délégataire sera autorisé à percevoir auprès des abonnés les recettes suivantes :

- abonnements,
- consommations,
- droit de raccordement,
- autres frais en lien avec le service,
- produits des activités accessoires éventuelles.

Le financement des investissements prévus au contrat sera mis à la charge du concessionnaire.

Les tarifs ainsi que les conditions d'indexation de ces tarifs seront fixés dans le contrat. Ces tarifs seront établis selon les principes suivants :

- respect du principe d'égalité de traitement des abonnés devant le service public,
- structure tarifaire composée de 2 parties :
  - . R1 : partie variable en fonction de la quantité d'énergie consommée par l'abonné à la sous-station et couvrant l'achat des énergies nécessaires à la production de chaleur,
  - . R2 : partie fixe fonction de la puissance du réseau mis à la disposition de l'abonné (puissance souscrite).

## 5° - Conditions d'exécution du service

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service et de son exploitation.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités dont il a la charge au regard des missions qui lui seront confiées.

La Métropole remettra au délégataire un ensemble de biens meubles et immeubles affectés à la délégation selon un inventaire mis à jour qui sera préalablement communiqué aux candidats puis revu de façon contradictoire avec l'attributaire de la délégation. Le délégataire devra se doter de l'ensemble des autres moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations qui lui sont confiées.

Le délégataire fera son affaire de l'éventuelle reprise du personnel actuellement affecté à l'exploitation du service selon les dispositions légales et/ou stipulations conventionnelles applicables. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à l'exécution des prestations qui lui sont confiées l'ensemble du personnel nécessaire.

#### **6° - Relation avec les abonnés**

Les relations entre les abonnés et le délégataire seront définies dans le règlement de service du chauffage urbain. Il sera notamment prévu la possibilité pour l'abonné de modifier sa puissance souscrite en fonction de sa consommation réelle, dans des limites fixées dans ledit règlement.

Il sera contractuellement prévu des dispositifs d'information en direction des abonnés. Afin d'éviter toute confusion entre le réseau primaire, objet du service public, et le réseau secondaire, réseau intérieur aux immeubles, le délégataire ne sera pas autorisé à contracter pour la gestion du réseau secondaire. Le délégataire aura obligation d'utiliser la marque de chauffage urbain déposée par la Métropole sur les différents supports de communication du service.

#### **7° - Rôle de la Métropole**

La Métropole conservera un droit d'information et de contrôle permanent du service concédé. Des sanctions (pénalités, résiliation, mise en régie) seront prévues par le contrat pour assurer le respect des obligations du délégataire.

La Métropole aura la possibilité de procéder à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par un organisme tiers.

#### **8° - Création d'une structure juridique dédiée**

Le contrat de concession de service public sera conclu avec une société dédiée, créée par le candidat attributaire, dont l'objet social demeurera exclusivement dédié à l'exécution du contrat de DSP. Toutes les opérations relatives à cette exécution seront tracées comptablement au sein de la structure dédiée conformément au plan comptable général.

### **VI - Principales modalités de consultation**

La procédure de consultation sera organisée dans le cadre des dispositions du code de la commande publique et du CGCT.

La procédure retenue sera une procédure ouverte impliquant que les candidats déposent conjointement leurs candidatures et leurs offres.

Cette consultation fera l'objet de l'insertion d'un avis d'appel public à la concurrence sur le profil acheteur de la Métropole et dans les publications suivantes :

- Journal officiel de l'Union européenne (JOUE),
- Bulletin officiel des annonces de marchés publics (BOAMP),
- le Moniteur des travaux publics.

Les entreprises intéressées seront invitées à retirer un dossier de consultation qui comprendra principalement :

- un règlement de consultation,
- des éléments d'information à destination des candidats,
- un cadre de présentation formalisée des offres,
- un projet de contrat et ses annexes décrivant les caractéristiques quantitatives et qualitatives des prestations ainsi que les exigences de la future délégation.

Les données de base de la consultation seront celles définies au projet de contrat et, en particulier, les prestations et conditions de tarification qui y seront spécifiées.

La commission permanente de DSP prévue à l'article L 1411-5 du CGCT examinera les candidatures reçues et établira la liste des candidats admis à présenter une offre au regard de la législation et de la réglementation applicable.

Seules les offres des candidats ainsi admis seront ensuite ouvertes et analysées en vue de permettre à la commission permanente de DSP d'émettre un avis consultatif.

Au vu de cet avis, le Président de la Métropole ou son représentant, régulièrement désigné à cet effet, engagera librement des négociations avec tout ou partie des candidats ayant remis une offre.

Les modalités de déroulement des négociations seront préalablement portées à la connaissance de l'ensemble des candidats concernés.

À l'issue des négociations, et après analyse des offres finales remises par les candidats encore en lice, le Président de la Métropole sélectionnera le délégataire pressenti.

Les critères de sélection seront les suivants :

- conditions financières proposées, risques supportés et garanties apportées : 35 %,
- qualité technique de l'offre : 25 %,
- développement du réseau et qualité environnementale : 25 %,
- qualité du service rendu aux usagers et relation avec le délégataire : 15 %.

Le projet de contrat et ses annexes seront alors finalisés avec le délégataire pressenti, avant d'être soumis à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Il ne sera versé aucune indemnité aux candidats ayant remis une offre.

La Métropole conservera le droit, à tout moment jusqu'à la signature du contrat, de ne pas donner suite à la procédure de consultation. Les candidats, y compris le délégataire pressenti avec lequel le Président de la Métropole aura le cas échéant été autorisé par le Conseil de la Métropole à signer le contrat, ne pourront prétendre à aucune indemnisation ou dédommagement au titre de l'abandon de la consultation ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 9 septembre 2019 ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Où l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que :

- Dans les visas, il convient de lire :

"Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 9 septembre 2019, ci-après annexé ;"

au lieu de :

"Vu l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 9 septembre 2019 ;"

## DELIBERE

### 1° - Approuve :

- a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,
- b) - le principe du recours à une concession de service public pour l'exploitation du service public de chauffage urbain sur le périmètre du quartier de Lyon La Duchère et des Communes d'Écully et de Champagne au Mont d'Or, d'une durée de 20 ans à compter du 1er juillet 2021,
- c) - les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire.



**2° - Autorise** monsieur le Président à engager toutes démarches et à prendre toutes décisions utiles à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour la mise en œuvre et le bon déroulement de la procédure de concession de service public.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

## **Commission Consultative des services publics locaux Séance plénière du 9 septembre 2019**

### **Dossier : réseau de chauffage urbain**

### **Avis de la CCSPL sur le projet de concession de service public pour le chauffage urbain - Réseau Centre Ouest (La Duchère, Champagne – au – Mont - d'Or, Écully)**

En application de l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la loi n°2002-276 du 27 février 2002, la CCSPL est consultée pour avis par l'assemblée délibérante sur le projet de concession de service public pour le chauffage urbain, réseau Centre Ouest (La Duchère, Champagne – au – Mont - d'Or, Écully).

Au vu du rapport sur les caractéristiques des prestations et de la présentation faite par la Métropole de Lyon, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a émis un avis FAVORABLE.

#### Rappel des votes : 32 voix exprimées

- 27 voix favorables
- 0 voix défavorables
- 5 abstentions

Cet avis sera communiqué au Conseil de la Métropole avant de délibérer sur le principe de déléguer.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3764**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Part déléguant des tarifs du service public d'eau potable à compter du 1er janvier 2020 - Modification de la délégation n° 2019-3630 du 8 juillet 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**Le Conseil,**

Par délégation n° 2019-3630 du 8 juillet 2019, le Conseil a approuvé la part déléguant des tarifs du service public d'eau potable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Cependant, il a été constaté une erreur matérielle sur les 2 tarifs suivants, suite à l'application de l'évolution de l'indice de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) "alimentation en eau" entre sa valeur actuelle et sa valeur connue au moment de la prise d'effet du contrat, soit sur la base de la dernière valeur connue au 26 mars 2019 :  $151,979/146,7 = 1,036$  arrondi au millième supérieur :

- abonnement général annuel au service : pour le compteur d'un diamètre 30 mm, le tarif annuel applicable révisé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 est de 73,3902 € HT au lieu de 72,3902 € HT.

Diamètre du compteur en mm	Tarifs annuels au 3 février 2015 en € HT	Tarifs annuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 en € HT	Tarifs annuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en € HT
30	70,8400	72,8944	73,3902

- abonnement privé annuel de secours incendie : pour le compteur d'un diamètre 30 mm, le tarif annuel applicable révisé au 1<sup>er</sup> janvier 2020 est de 73,3902 € HT au lieu de 72,3902 € HT.

Diamètre du compteur en mm	Tarifs annuels au 3 février 2015 en € HT	Tarifs annuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 en € HT	Tarifs annuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en € HT
30	70,8400	72,8944	73,3902

Les autres éléments de la délégation restent inchangés ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

### DELIBERE

**1° - Approuve** la modification de la délibération n° 2019-3630 du 8 juillet 2019.

**2° - Fixe** les parts déléguant des tarifs du service public d'eau potable pour le budget annexe des eaux à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2020 :

a) - abonnement général annuel au service, défini en fonction du diamètre du compteur :

Diamètre du compteur en mm	Tarifs annuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en € HT
15	8,9096
20	46,6200
30	73,3902
40	151,7844
50	245,1901
60	290,2250
80	450,3492
100	744,6250
150	1 192,8297
200	1 304,5830
50/20	304,0453
60/20	345,9826
80/20	502,0560
100/25	877,1087
150/40	1 803,5413

b) - abonnement spécifique mensuel pour les chantiers, défini en fonction du diamètre du compteur selon le détail ci-dessous :

Diamètre du compteur en mm	Tarifs mensuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en € HT
15	0,7425
20	3,9316
30	6,1158
40	12,6487
50	20,4325
60	24,1854
80	37,5291
100	62,0520
150	99,4024
50/20	25,3371
60/20	28,8319
80/20	41,8380

Diamètre du compteur en mm	Tarifs mensuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en € HT
100/25	73,0924
150/40	150,2951

c) - abonnement spécifique mensuel pour fourniture d'eau mobile, en valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : 6,1158 € HT,

d) - abonnement privé annuel de secours incendie, défini en fonction du diamètre du compteur selon le détail ci-dessous :

Diamètre du compteur en mm	Tarifs annuels applicables révisés au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en € HT
15	8,9096
20	46,6200
30	73,3902
40	151,7844
50	245,1901
60	290,2250
80	450,3492
100	744,6250
150	1 192,8297
200	1 304,5830
50/20	304,0453
60/20	345,9826
80/20	502,0560
100/25	877,1087
150/40	1 803,5413

e) - abonnement spécifique annuel pour les bornes fontaines, en valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : 46,6200 € HT,

f) - part proportionnelle à la consommation selon un tarif unique au m<sup>3</sup> fixée à 0,2227 € HT.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3765**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Raccordement au système d'assainissement de la Métropole de Lyon des eaux usées en provenance des communes extérieures à son territoire - Fixation des conditions financières et techniques - Approbation d'un modèle de convention de gestion**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Dans un objectif de lisibilité, par "communes extérieures" et "communes" tout au long de la présente délibération, on entend les communes situées en dehors du territoire métropolitain, ou leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI).

La Métropole recueille dans ses systèmes d'assainissement (réseaux et stations) les effluents du territoire de 27 communes extérieures situées en dehors de son périmètre.

Vaugneray, Grézieu la Varenne, Brindas, Sainte Consorce, Pollionnay	Bassin versant de la station d'épuration des eaux usées (STEP) de Pierre Bénite Communes représentées par le Syndicat intercommunal d'assainissement de la haute vallée de l'Yzeron (SIAHVY)
Miribel, Neyron	Bassin versant de la STEP de Pierre Bénite Communes représentées par le Syndicat d'assainissement de Miribel et Neyron (SAMINE)
Genas, Saint Laurent de Mure, Saint Bonnet de Mure	Bassin versant de la STEP de la Feyssine Communes membres du Syndicat intercommunal d'assainissement grand projet (SIAGP)
Chaponnay, Communay, Heyrieux, Marennes, Saint Pierre de Chandieu, Saint Symphorien d'Ozon, Sérézin du Rhône, Simandres, Ternay, Toussieu	Bassin versant de la STEP de Saint Fons Communes membres du Syndicat mixte d'aménagement et d'assainissement de la vallée de l'Ozon (SMAAVO)
Jons, Pusignan, Villette d'Anthon, Janneyrias	Bassin versant de la STEP de Jonage
Chaponost	Bassin versant de la STEP de Pierre Bénite
Dommartin	Bassin versant de la STEP de Lissieu Sémanet
Millery	Bassin versant de la STEP de Pierre Bénite Commune représentée par le Syndicat pour la station d'épuration de Givors (SYSEG)

Le service rendu aux communes extérieures comprend le transport des eaux usées, leur traitement en station d'épuration, la gestion des eaux pluviales raccordées, ainsi que la responsabilité du rejet au milieu naturel.

Les conditions techniques et financières entre les Communes et la Métropole sont régies à travers des conventions dont les plus anciennes ont été établies entre 1981 et 1991. Le tarif défini dans les années 80 pour les premières conventions avec une formule de révision s'élève à 0,411 €/m<sup>3</sup> (valeur 2019), à comparer au taux de base de la redevance assainissement pour les usagers de la Métropole qui s'établit à 1,025 €/m<sup>3</sup>. Ce tarif incitatif devait, notamment, favoriser la suppression de petites stations d'épuration ou de rejets directs au milieu naturel sur ces territoires.

La Métropole souhaite faire évoluer ces conventions sur les conditions techniques, réglementaires et tarifaires.

Ainsi, dès début 2016, des discussions se sont engagées avec les Maires et/ou Présidents de syndicat des communes extérieures. L'envoi d'une proposition de convention à toutes les communes et/ou syndicats a été fait en juin 2016 avec une demande de positionnement pour le mois de septembre 2016.

### **1° - À la suite de ces premiers échanges les dispositions suivantes ont été prises**

- proposition d'un dispositif de lissage sur 4 ans à partir de début 2017 dans le cadre d'une nouvelle convention,
- en cas de refus de signature de la convention par la commune extérieure, dénonciation de la convention en cours, avec date d'effet à l'échéance inscrite dans la convention.

### **2° - Les négociations ont abouti aux résultats suivants**

**a) - Des conventions ont été signées avec** : Chaponost, le SAMINE et le SIAHVY (représentant les Communes de Vaugneray, Grézieu la Varenne, Brindas, Sainte Consorce et Pollionnay).

### **b) - En revanche, il n'y a toujours pas de conventions signées pour**

- Sérézin du Rhône, Chaponnay, Heyrieux, Marennes, Toussieu, Saint Pierre de Chandieu : les conventions ont été dénoncées avec date d'effet au 31 décembre 2018,

- Genas, Saint Laurent de Mure et Saint Bonnet de Mure : les conventions ont été dénoncées avec une date d'effet au 31 décembre 2019,

- Simandres et Communay : les conventions sont arrivées à échéance (pas de tacite reconduction),

- Ternay et Saint Symphorien d'Ozon : ces conventions peuvent être dénoncées en 2020 et 2022,

- Jons, Pusignan, Villette d'Anthon, Janneyrias et l'aéroport Saint-Exupéry (situés sur le bassin versant de la station d'épuration de Jonage) : ces communes et l'aéroport qui ont cofinancé la station d'épuration bénéficient d'une convention jusqu'en 2021.

L'objet de cette délibération est d'approuver un modèle de convention de raccordement et d'organiser la facturation des volumes rejetés et traités par la Métropole en l'absence de signature d'une convention, le service rendu (qui ne peut pas techniquement être interrompu) devant être facturé à ces communes extérieures.

## **II - Approbation d'un modèle de convention de gestion**

Il est proposé le cadre juridique de la convention de gestion conformément à l'article L 3633-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) qui permet aux communes de déléguer, par convention, la gestion de certains équipements relevant de ses compétences à une collectivité territoriale située en dehors de son territoire. La convention doit fixer les modalités financières et patrimoniales d'exercice des actions et missions déléguées.

### **1° - Les conditions techniques**

Elles prennent en compte, notamment, les exigences réglementaires selon lesquelles le fonctionnement des réseaux des communes extérieures fait partie intégrante des systèmes d'assainissement métropolitains. Le modèle de convention précise donc, notamment, les éléments suivants :

- les limites de propriété et de compétences,
- les réglementations qui s'appliquent sur le bassin versant,
- les conditions d'acceptation des eaux usées autres que domestiques,
- les conditions d'acceptation des eaux pluviales et des eaux claires parasites,
- les dispositions de surveillance du fonctionnement du système d'assainissement et, notamment, l'acquisition et la transmission des données d'autosurveillance,

- les informations à transmettre avec la périodicité de transmission.

**2° - Les conditions financières**

La participation financière des communes est calculée en multipliant le volume annuel consommé et assujetti au tarif défini ci-dessous.

Le tarif se décompose en une partie relative aux eaux usées et une partie relative aux eaux pluviales, sachant qu'il est recherché une équité de traitement avec les habitants et usagers de la Métropole.

Pour les eaux usées, la part transport et traitement a été calculée à 69 % du taux de base de la redevance assainissement de la Métropole, soit 0,67 €/m<sup>3</sup> d'eau consommée, valeur 2016.

Pour les eaux pluviales, il a été tenu compte de la contribution du budget principal au budget annexe de l'assainissement au titre de la gestion des eaux pluviales. Ramené au m<sup>3</sup> facturé sur l'année, avec un abattement de 50 % pour tenir compte des investissements fait sur les communes extérieures, le tarif est de 0,15 €/m<sup>3</sup>, valeur 2016.

Soit un tarif global de 0,82 €/m<sup>3</sup>, valeur 2016. Toutefois lorsque le volume rejeté est mesuré en sortie du territoire concerné, un tarif spécifique s'applique, sans la part relative aux eaux pluviales, à 69 % du taux de base de la redevance assainissement de la Métropole, soit 0,67 €/m<sup>3</sup>, valeur 2016.

Ces 2 tarifs sont actualisables annuellement selon une formule de révision inscrite dans les conventions.

Le cas échéant, en cas de rejets d'eaux usées autres que domestiques, la participation financière des communes sera affectée des coefficients prévus par le règlement d'assainissement de la Métropole, à savoir, les coefficients de rejet et de pollution, ainsi que le coefficient de majoration en cas de non-conformité.

En l'absence de transmission des informations sur les volumes facturables, une majoration de 20 % du tarif sera applicable sur le dernier volume facturable connu.

Il est proposé conformément au tableau ci-dessous un dispositif de lissage progressif jusqu'en 2022. À partir de 2023, il est mis fin à ce dispositif de lissage et le tarif sera calculé annuellement selon une formule de révision inscrite dans les conventions.

Tarifs appliqués sur les volumes de l'année n, factures éditées l'année n+1 (€ HT/m <sup>3</sup> )		
2020	2021	2022
0,65	0,65	0,75

L'ensemble des conventions, quelle que soit leur date de signature, auront la même 1<sup>ère</sup> échéance à fin 2024, suivie d'une tacite reconduction par période de 5 ans.

En l'absence de signature d'une convention :

- la facturation du nouveau tarif se fera sur la base de la présente délibération et des derniers volumes d'eau transmis pour l'année considérée ou le dernier volume d'eau connu majoré de 20 %,
- les conditions, notamment, règlementaires et techniques applicables seront celles prévues dans la convention proposée dans le cadre de la présente délibération ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

- a) - le principe d'une dénonciation à échéance des conventions en cours,



b) - les nouvelles conditions techniques et financières de raccordement au système d'assainissement métropolitain des eaux usées et pluviales en provenance des communes extérieures, et notamment :

- les modalités de calcul des parts eaux usées et eaux pluviales du tarif, ainsi que celles de la participation financière des communes extérieures, calculées en multipliant le volume annuel consommé et assujéti au tarif,
- la seule application de la part eaux usées lorsque le volume facturé est mesuré en sortie du territoire concerné,
- le dispositif de lissage applicable jusqu'en 2022 conformément au tableau ci-dessous. À partir de 2023, il est mis fin au dispositif de lissage et le tarif sera calculé annuellement selon une formule de révision inscrite dans les conventions,

Tarifs appliqués sur les volumes de l'année n, factures éditées l'année n+1 (€ HT/m³)		
2020	2021	2022
0,65	0,65	0,75

- une majoration du tarif de 20 % sur le dernier volume facturable connu, en l'absence de transmission par la collectivité des informations sur les volumes :

- . une même 1<sup>ère</sup> échéance à fin 2024 pour l'ensemble des conventions, quelle que soit leur date de signature, suivie d'une tacite reconduction par période de 5 ans,
- . une application de ces nouvelles conditions techniques et financières à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,
- . le modèle de convention de gestion pour le raccordement au système d'assainissement de la Métropole des eaux usées en provenance des communes extérieures à son territoire.

**2° - Autorise :**

a) - la signature des conventions à venir avec les communes extérieures raccordées au système d'assainissement métropolitain sur la base de ce modèle de convention de gestion,

b) - en l'absence de signature d'une convention de gestion :

- la facturation du nouveau tarif sur la base de la présente délibération (dispositif de lissage inclus) et des derniers volumes d'eau transmis pour l'année considérée ou les derniers volumes d'eau connus, majorés de 20 %,
- l'application de l'ensemble des conditions, notamment, règlementaires et techniques, prévues dans le modèle de convention adopté par la présente délibération.

3° - **Les recettes** d'exploitation en résultant seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget annexe de l'assainissement - exercices 2019 à 2022 - chapitre 70 - opération n° 2P19O2178.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3766**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Saint Cyr au Mont d'Or**

objet : **Sécurisation du refoulement de la station relais Ormes-Bussière - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce projet fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil de la Métropole le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

Le réseau de Bussière Jardinière assure la distribution d'eau potable sur les Communes de Saint Cyr au Mont d'Or et Saint Didier au Mont d'Or. Il est constitué d'une station relais (Ormes-Bussière) alimentée par le Haut service Crépieux Bruyère principalement depuis le réservoir des Greffières, et de 2 réservoirs (La Bussière et La Jardinière).

La station relais ne dispose que d'un unique refoulement vers les 2 branches est et ouest de la boucle principale alimentant les réservoirs de Bussière et Jardinière. En cas de défaillance sur ce refoulement, dont les conduites sont difficiles d'accès car situées sous des parcelles privées, la station ne peut plus alimenter le réseau de Bussière Jardinière et la distribution d'eau est interrompue.

Il est nécessaire de modifier et renforcer le réseau de refoulement en aval de la station pour sécuriser le service d'eau potable sur ces communes.

**II - Description du projet**

Le projet prévoit les travaux suivants sur la Commune de Saint Cyr au Mont d'Or :

- la pose sur 500 m linéaires d'une nouvelle canalisation de refoulement ouest en fonte ductile DN350, depuis la station Ormes-Bussière jusqu'au détendeur des Greffières en passant sous la route de Lyon, la montée des Écureuils et le chemin des Greffières, en remplacement des 2 conduites de l'actuel refoulement ouest en DN200 et DN350,
- la pose sur 420 m linéaires d'une conduite d'adduction/distribution nord en fonte ductile DN250 sous la route de Lyon, depuis la station Ormes-Bussière et jusqu'au poteau incendie n° 4335 situé à proximité du square Antoine Forêt, en remplacement de l'actuelle conduite d'adduction/distribution nord en DN150,
- les travaux de modification du génie civil de la chambre à vannes de la station Ormes-Bussière pour le raccordement des 2 nouvelles canalisations,
- le comblement des anciennes conduites abandonnées,
- l'adaptation des dispositifs de gestion des phénomènes transitoires aux modifications apportées aux réseaux.

Ces travaux comprennent également l'ensemble des ouvrages et équipements hydrauliques associés, ainsi que la reprise des branchements existants.

La distribution des particuliers sera maintenue pendant la durée des travaux.

**III - Coût du projet**

	2019	2020	Total
dépenses pour le projet en € HT (hors autorisation de programme études)	12 000 (études)	1 070 000 (travaux)	<b>1 082 000</b>

Le montant total de l'autorisation de programme sur le budget annexe des eaux est porté à 1 100 000 € HT en raison de l'individualisation partielle de 18 000 € HT à partir de l'autorisation de programme études de la direction développement urbain et cadre de vie (DDUCV).

Les frais de fonctionnement de l'ouvrage seront à la charge des services de la direction adjointe de l'eau ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** les travaux de sécurisation du refoulement de la station relais Ormes-Bussière à Saint Cyr au Mont d'Or.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme P20 - Eau potable pour un montant de 1 082 000 € HT, en dépenses, à la charge du budget annexe des eaux répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 12 000 € HT en 2019,
- 1 070 000 € HT en 2020,

sur l'opération n° 1P20O5585.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisé est donc porté à 1 100 000 € HT, en dépenses, en raison de l'individualisation partielle pour un montant de 18 000 € HT à partir de l'autorisation de programme études.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3767**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Mezzieu**

objet : **Création d'un bassin de décantation des eaux pluviales pour la zone industrielle (ZI) de Mezzieu - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce projet fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil métropolitain le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

La création d'un bassin de décantation des eaux pluviales pour la ZI de Mezzieu correspond à la dernière phase de l'opération de restructuration des réseaux d'assainissement de la ZI.

Le bassin permettra la décantation des eaux pluviales collectées sur la ZI Mezzieu avant rejet dans le canal de Jonage.

La création de ce bassin est une obligation réglementaire. Dans le cadre de la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Gaulnes, l'arrêté préfectoral n° 2004-2970 du 31 août 2004 impose en effet la restructuration des systèmes d'assainissement, la création d'un même exutoire au canal de Jonage pour les eaux pluviales de la ZI Mezzieu et de la ZAC des Gaulnes et la construction d'un bassin de rétention pour les eaux pluviales de la ZI. Les 2 premières phases ont déjà été réalisées.

**II - Description du projet**

Le projet prévoit la création d'un bassin permettant de décanter les eaux pluviales collectées sur la ZI Mezzieu pour atteindre les niveaux de rejet imposés par les services de l'état dans le canal de Jonage avec notamment :

- le raccordement amont et aval du futur bassin sur les ouvrages existants,
- la création d'un déversoir de tête pour écrêter le débit en entrée de bassin,
- la création d'un ouvrage d'entrée pour dissiper l'énergie hydraulique en entrée de bassin et répartir le flux sur l'ensemble de la largeur du bassin au niveau d'un système de type cloison de tranquillisation,
- la création d'un bassin d'un volume maximal de 12 200 m<sup>3</sup> comprenant un revêtement béton en fond permettant le lessivage des éléments décantés et la circulation des engins d'exploitation ainsi qu'un dispositif de type de cloison permettant de mieux répartir le flux,
- la création d'un ouvrage de sortie permettant de réguler le débit et de vidanger le bassin comprenant un déversoir équipé en amont d'une lame siphonoïde permettant de retenir les hydrocarbures légers et les flottants,
- le système d'autosurveillance permettant de suivre la qualité des effluents en entrée et en sortie d'ouvrage,
- la destruction de l'ouvrage existant.

### III - Coût financier

Cette opération de bassin était intégrée dans un programme plus vaste de restructuration des réseaux de la ZI de Meyzieu qui a fait l'objet de la délibération n° 2003-1484 le 20 octobre 2003. Dans ce cadre, l'individualisation totale nécessaire à la réalisation du programme de restructuration des réseaux pour une meilleure prise en compte des eaux pluviales était de 2 255 488,09 € TTC.

Cette enveloppe se répartissait sur les différentes phases d'intervention, soit :

- phase 2 : restructuration du réseau d'eaux pluviales de la rue Jaurès et acquisitions foncières pour le bassin,
- phase 3 : réalisation du bassin de traitement des eaux pluviales.

La phase 1 du projet concernait la restructuration du réseau d'eaux usées de la ZI et n'est pas comprise dans cette enveloppe (travaux imputés sur le budget annexe de l'assainissement).

L'ensemble des travaux devait être réalisé entre 2003 et 2012 mais la maîtrise du foncier pour la réalisation du bassin a nécessité une longue procédure d'expropriation, et ces travaux n'ont finalement pu être engagés qu'après 2015.

Les opérations de travaux sont aujourd'hui en phase de finalisation.

La présente demande d'individualisation complémentaire concerne la réévaluation du montant prévisionnel de l'opération. Les coûts estimés lors de la présentation du projet en 2003 ne suffisent pas à la réalisation complète du programme des travaux.

En effet, l'autorisation de programme initiale n'avait pas prévu :

- le recours à une maîtrise d'œuvre externalisée pour la réalisation du bassin,
- le recalage des travaux au regard des besoins effectifs du projet, réévalués suite aux retours des différents appels d'offres, et des besoins liés aux aléas de la phase travaux.

Le montant total du projet est réévalué à 2 255 488,09 € TTC en dépenses à la charge du budget principal.

L'augmentation de l'enveloppe financera les opérations de travaux permettant le bon achèvement du programme soit :

- le paiement de révisions liées au marché de réalisation du bassin à hauteur de 60 000 € TTC,
- le paiement d'un avenant au marché de travaux de réalisation du bassin à hauteur de 70 000 € TTC, comprenant :
  - . la dépose/repose d'un candélabre en béton,
  - . la fourniture et pose d'un ouvrage de chute et de jonction DN1200/DN2200,
  - . la fourniture et pose de 2 sondes de mesure de débit surfacique,
  - . la fourniture et pose de 3 préleveurs automatiques,
  - . la fourniture et pose d'une mesure de débit par sonde de hauteur piézométrique et capteur vitesse Doppler ;
- le paiement d'une opération complémentaire de réglage de terre végétale estimé à 40 000 € TTC suite aux mouvements de matériaux opérés sur le stock constitué au niveau de la parcelle jouxtant le bassin ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** les travaux de création d'un bassin de décantation pour la ZI de Meyzieu.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P19 - Assainissement pour un montant de 170 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal, en 2019, sur l'opération n° OP19O0561.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 2 425 488,09 € TTC en dépenses en raison de l'individualisation partielle pour un montant de 2 255 488,09 € TTC à partir de l'autorisation de programme travaux.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3768**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Lyon 1er**

objet : **Réhabilitation du collecteur d'assainissement du quai Saint Vincent - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce projet fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil métropolitain le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

Ce projet vient s'inscrire dans la volonté de réhabilitation générale des réseaux d'assainissement sur la rive gauche de Saône dans le cadre de la gestion patrimoniale. Les diagnostics réalisés sur ce collecteur au printemps 2017 ont révélé que l'ouvrage est en très mauvais état et peut générer des instabilités de la voirie du quai Saint Vincent à Lyon 1<sup>er</sup>.

Il s'agit de mettre aux normes le réseau d'assainissement du quai Saint Vincent et, notamment, de réhabiliter les 1 400 ml du collecteur visitable et de reprendre ses branchements associés.

Ces travaux permettront de rétablir un fonctionnement hydraulique conforme aux exigences environnementales, et d'assurer la pérennité du patrimoine urbain (quais, voiries, bâti, et autres concessionnaires).

Ils permettront également de retrouver des conditions d'hygiène et d'exploitation plus acceptables avec la mise aux normes des branchements d'immeubles et la limitation des nuisances olfactives du quartier.

Ce projet a été individualisé le 25 juin 2018 pour un montant total de 7 000 000 € HT.

**II - Difficultés rencontrées lors de l'exécution des travaux**

Le 5 février 2019, lors de la phase de préparation des travaux, la Métropole de Lyon a constaté une dégradation structurelle rapide de l'ouvrage sur ses 293 derniers mètres. De manière à préserver la sécurité des usagers et l'intégrité de l'ouvrage, la Mairie du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon a pris un arrêté de péril et interdit la circulation sur le couloir bus, situé au-dessus de l'ouvrage.

Parallèlement, pour préserver la sécurité des travailleurs et des environnants du chantier, la Métropole a décidé de réhabiliter cette partie de l'ouvrage par coquage polyester renforcé de verre (PRV) sans injection, en lieu et place d'un renfort en béton projeté avec treillis acier. Cette modification de technique concerne 210 ml sur la partie aval des travaux et nécessite la création de 2 puits supplémentaires. Les 83 ml restants seront traités selon la technique initialement prévue au marché.

Par ailleurs, les contraintes imposées par l'exploitation des lignes de trolleys-bus Keolis sur le quai Saint Vincent imposent d'augmenter la longueur de réhabilitation du collecteur visitable de 25 ml en amont du chantier et la création de 2 puits supplémentaires. Cette modification est liée à l'impossibilité de créer un puits sous les lignes aériennes de contact (LAC) des trolleys bus Keolis.

### III - Coût financier

La modification de technique impose :

- la création de 2 puits supplémentaires, nécessaires à la mise en place de coques PRV et la mise en place de coques PRV dans le collecteur visitable sur 210 ml depuis l'intérieur de l'ouvrage, pour un coût supplémentaire de 256 177 € HT,
- la réhabilitation de 25 ml et la création de 2 puits supplémentaires sur la partie amont du chantier, pour un coût supplémentaire de 68 740 € HT.

Les difficultés rencontrées lors de l'exécution des travaux engendrent donc un coût supplémentaire estimé à 324 917 € HT.

Le montant initial de ce projet validé était de 7 000 000 € HT.

Le nouveau coût global du projet au budget annexe des eaux, se décompose comme suit :

Année	2018	2019	2020	Total projet
montant des AP/CP (en € HT)	138 802	4 324 917	2 861 198	7 324 917

Ce projet fait l'objet d'une recette de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse à hauteur de 900 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

### DELIBERE

**1° - Approuve** les travaux de réhabilitation du collecteur d'assainissement du quai Saint Vincent à Lyon 1er.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme 2P19 - Assainissement, pour un montant de 324 917 € HT en dépenses, en 2019, et de 450 000 € en recettes en 2020 à la charge du budget annexe de l'assainissement, sur l'opération n° 2P19O5117.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 7 324 916 € HT en dépenses en raison de l'individualisation partielle d'un montant de 138 802 € HT à partir de l'autorisation de programme études et de 6 861 197 € HT à partir de l'autorisation de programme travaux et à 900 000 € en recettes en raison de l'individualisation partielle pour un montant de 450 000 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3769**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Lyon 3°**

objet : **Restructuration des réseaux humides - Galerie technique Servient - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce projet fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil métropolitain le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

La galerie technique Servient dessert le centre commercial de la Part-Dieu en électricité, eau, assainissement, télécom, chauffage et climatisation. Elle assure également sa défense incendie via le réseau d'eau potable.

Cet ouvrage majeur, qui date des années 1970, est utilisé pour mailler les différents réseaux entre les axes Vivier Merle à l'est et Garibaldi à l'ouest.

**II - Description du projet**

La galerie Servient est fortement dégradée :

- le revêtement d'étanchéité interne est en lambeau ce qui, combiné au réseau de chaleur, engendre une corrosion accélérée des éléments métalliques,
- le réseau d'eau potable, qui assure la défense incendie, est vétuste et fragile,
- les réseaux de chauffage urbain (chauffage et climatisation) sont en partie amiantés,
- enfin des éléments de charpente métallique qui supportent la voirie sont fortement corrodés.

Compte tenu de ces éléments, la direction adjointe de l'eau de la Métropole de Lyon a programmé sa réhabilitation sur la période décembre 2018 - août 2019.

Ces travaux de réhabilitation mobilisent plusieurs intervenants : la Métropole, Enedis et Dalkia.

Le montant des travaux de réhabilitation de la galerie technique sont estimés à 1 272 000 € TTC pour le génie civil et l'étanchéité.

**III - Difficultés rencontrées**

Un sinistre survenu lors de l'exécution des travaux, engendre des coûts supplémentaires estimés à 77 000 € TTC. Lors de la préparation de cette opération, l'entreprise GCC, en charge des travaux voisins de fondation de l'extension du centre commercial de la Part-Dieu, a provoqué l'éclatement de la paroi de la galerie, sur un mètre de large et toute la hauteur de la galerie (2 m environ). De plus, une quantité importante de bentonite et de coulis de béton a été déversée dans la galerie.

Ce sinistre n'engage pas directement la stabilité de l'ouvrage. En revanche, l'étanchéité de la galerie est rompue et le risque d'une inondation de l'ouvrage en cas de remontée de la nappe phréatique est réel.

En conséquence, les fonctionnalités de la galerie et, notamment, la desserte du centre commercial de la Part-Dieu en fluide et énergie, sont menacées.

Face aux enjeux, il est nécessaire d'engager la remise en état la galerie dès les constats d'huissiers et d'expertises du sinistre réalisés, sans attendre les résultats du litige opposant la Métropole à l'entreprise GCC et Unibail (maître d'ouvrage de l'extension du centre commercial de la Part-Dieu).

Ces travaux comprennent :

- la reprise du voile béton,
- la reprise du revêtement d'étanchéité interne,
- le curage de la bentonite et le nettoyage de la galerie et de ses réseaux.

Le montant des travaux supplémentaires est estimé à 77 000 € TTC.

#### IV - Coût financier

Le nouveau coût global du projet sur le budget principal se décompose comme suit :

	Coût total du budget principal : 1 349 000 € TTC	
montant total déjà individualisé (le cas échéant) :	1 272 000 € TTC	
solde disponible (le cas échéant) :	0 € HT	
montant à individualiser :	77 000 € TTC	travaux
recettes à individualiser :	0 €	

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** les travaux de restructuration des réseaux humides de la galerie technique rue Servient à Lyon 3°.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme P06 - Aménagements urbains, pour un montant de 77 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal, en 2019, sur l'opération n° 0P06O5308.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 1 349 000 € TTC en dépenses en raison de l'individualisation partielle pour un montant de 1 272 000 € HT à partir de l'autorisation de programme travaux.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3770**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Lyon 5°**

objet : **Réservoir de la Sarra - Travaux de réhabilitation - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Ce projet fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil métropolitain le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

Le réservoir n° 3 d'eau potable de la Sarra, situé rue Jaricot à Lyon 5°, doit faire l'objet d'importants travaux de réhabilitation. Des diagnostics matériaux et structurels réalisés en 2008 et 2012 ont en effet identifié de nombreux désordres qui portent atteinte à la pérennité et au fonctionnement de l'ouvrage.

Ce bâtiment construit dans les années 1930 est caractéristique du patrimoine industriel du XX<sup>ème</sup> siècle et se situe dans le périmètre des 500 m de l'ensemble gallo-romain et de la basilique de Fourvière appartenant au site classé à l'UNESCO.

De plus, il supporte des installations de télécommunications, pour certaines sensibles, propriétés de l'État (Ministère de l'Intérieur), du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL), d'Eau du Grand Lyon et de plusieurs opérateurs de téléphonie.

Le projet de réhabilitation a pour objectifs d'assurer la pérennité structurelle et fonctionnelle de l'ouvrage, de restaurer son intégration dans son environnement, ainsi que d'améliorer et sécuriser son exploitation.

Une maîtrise d'œuvre a été désignée pour définir et conduire les différents travaux de réparation nécessaires et établir le permis de construire du projet en tenant compte de son contexte patrimonial et architectural particulier, en lien avec l'Architecte bâtiment de France.

Les études de projet ont conduit à retenir un programme de travaux divisé en 4 lots, dont les marchés ont été attribués en août 2018.

- lot n° 1 : travaux de désamiantage, de dépollution, de démolition, de réparation des bétons et de renforcements structurels,
- lot n° 2 : travaux d'échafaudages et d'imperméabilisation des façades et mise à disposition de la base vie commune du chantier,
- lot n° 3 : travaux de renouvellement et de réparation des étanchéités des toits-terrasses et des évacuations d'eaux pluviales, travaux extérieurs de serrurerie et sécurisation,
- lot n° 4 : travaux de réhabilitation et d'étanchéité de la cuve n° 3, travaux hydrauliques et électriques, travaux intérieurs de serrurerie et sécurisation.

## II - Difficultés rencontrées lors de l'exécution des travaux

L'exécution des travaux, en particulier la mise en place d'un échafaudage périphérique sur la totalité des façades du château d'eau, a permis d'accéder à des parties d'ouvrages jusque-là difficilement observables.

Il a alors été constaté l'aggravation de l'état de certains éléments de l'ouvrage depuis la réalisation des diagnostics : corniches béton dégradées, faux plafonds des locaux techniques et cheminées de ventilation de la cuve très abimés, canalisation de vidange corrodée, conduite d'eaux pluviales intérieure à dévoyer.

Ces nouveaux éléments qui engendrent un coût supplémentaire estimé à 70 000 € HT ont dû être intégrés au programme des travaux, dans le respect du permis de construire.

## III - Coût financier

Le nouveau coût global du projet au budget annexe des eaux, se décompose donc comme suit :

Année	Réalisé < 2019	2019	Total projet
montant des autorisations de programme/crédits de paiement (en € HT)	49 418,02	1 101 758,29	1 151 176,31

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

### DELIBERE

**1° - Approuve** les travaux de réhabilitation du réservoir de la Sarra à Lyon 5°.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme P20 - Eau potable pour un montant de 70 000 € HT en dépenses à la charge du budget annexe des eaux, en 2019, sur l'opération n° 1P20O2600.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 1 151 176,31 € HT en dépenses en raison de l'individualisation partielle pour un montant de 1 081 176 € HT à partir de l'autorisation de programme travaux.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3771**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Attribution d'une subvention à l'association Programme-Solidarité Eau (pS-Eau) pour son programme Appui conseil et mise en réseau des acteurs de coopération eau et assainissement en Région Auvergne-Rhône-Alpes - 2019-2021 - Année 1**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

S'inscrivant dans le cadre juridique défini par la loi Oudin-Santini, la Métropole de Lyon développe une politique de coopération et de solidarité dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, pour contribuer à atteindre l'objectif 6 adopté lors du sommet sur le développement durable du 25 septembre 2015 de garantir l'accès pour tous à l'eau, à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau dans le monde d'ici 2030.

Pour cela, le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon, à laquelle a succédé la Métropole, a décidé, dans sa délibération du 11 juillet 2005, d'engager jusqu'à 0,4 % des recettes en matière d'eau et d'assainissement pour la solidarité internationale.

Cet engagement se concrétise, d'une part, dans des partenariats de coopération décentralisée avec des collectivités étrangères, notamment à Madagascar et, d'autre part, dans le pilotage du fonds de solidarité et de développement durable pour l'eau. Le Fonds de solidarité eau a pour objectif de financer des actions de solidarité internationale visant l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations des pays du Sud, portées principalement par des associations. Il est alimenté annuellement par la Métropole, l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse et Eau du Grand Lyon. Il représente 1 200 000 € de subventions accordées par an.

Dans le cadre de son engagement pour la solidarité internationale dans le domaine de l'eau, la Métropole soutient l'activité du pS-Eau depuis 2007 de façon à promouvoir les initiatives dans le domaine de la solidarité eau et assainissement sur le territoire et améliorer la qualité des projets.

Le pS-Eau est une association de soutien aux initiatives locales françaises de coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Sa mission, reconnue d'intérêt général, vise à améliorer et rendre plus efficaces les actions de solidarité, accroître le nombre d'acteurs impliqués, mettre en cohérence les actions, valoriser et diffuser les expériences de chacun. Le pS-Eau est :

- un réseau reconnu de plus de 40 000 correspondants (entreprises, collectivités, centres de recherche, associations, représentants de l'Etat),
- animé par une structure permanente de 18 personnes de spécialités diverses, dont désormais 2 personnes basées à Lyon et 4 personnes basées à l'étranger (Burkina Faso, Sénégal, Liban et Madagascar),
- contrôlé par un conseil d'administration représentatif de l'ensemble du milieu spécialisé dans le développement dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et présidé par un gouverneur du Conseil mondial de l'eau.

Depuis 2009, le pS-Eau a déployé une antenne physique basée à Lyon permettant un appui de proximité aux initiatives locales de solidarité dans le domaine de l'eau et l'assainissement. Son activité d'animation de réseau (organisation d'ateliers, diffusion d'informations et de guides méthodologiques, appui-conseil personnalisé, capitalisation d'expériences, etc.) a largement contribué à la réussite de la politique de coopération et de solidarité dans le domaine de l'eau.

Les exemples les plus significatifs de réalisation sont les suivants :

- à ses débuts, le Fonds eau recevait moins de 10 dossiers par an, il en reçoit aujourd'hui une quarantaine. Sur la totalité des dossiers reçus, quasiment la moitié (45 %) a bénéficié d'un accompagnement du pS-Eau,
- à l'origine du Fonds eau, il était difficile d'avoir des retours de terrain des projets financés en dehors des rapports produits par les porteurs de projets. Aujourd'hui, le pS-Eau, par son réseau dans de nombreux pays africains permet d'avoir des retours de terrain sur 5 à 6 projets par an. Ces visites sont précieuses pour avoir de la visibilité sur l'efficacité des actions financées dans le cadre du fonds eau,
- à Madagascar, où la Métropole a mis en place une coopération importante auprès de 16 communes de la Région Haute-Matsiatra, le pS-Eau anime un réseau spécifique qui permet la rencontre et l'échange d'expériences entre les différents acteurs dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et la publication de documents spécialisés (institutions malgaches et organisation non gouvernementale -ONG- internationales).

## II - Objectifs du programme

Le programme vise l'appui-conseil aux porteurs de projets sollicitant le Fonds eau, l'appui au suivi et à l'évaluation des projets Fonds eau, l'accompagnement et la sensibilisation des instructeurs du Fonds eau, la communication et la valorisation des actions de la Métropole, la diffusion des résultats de la recherche-action sur l'eau et l'assainissement à l'international, ainsi que l'appui à la coopération décentralisée avec Madagascar.

## III - Compte-rendu des actions réalisées au titre du précédent programme de novembre 2016 à novembre 2019

Chaque année, le pS-Eau fournit un rapport d'activité détaillé de son activité. Les résultats les plus significatifs sur le dernier programme sont les suivants :

- 29 projets ont été accompagnés par le pS-Eau, dont 26 ont été financés par le Fonds Eau,
- 15 projets financés par le Fonds eau ont été évalués sur le terrain par le pS-Eau,
- tous les projets déposés au Fonds eau (environ 40 par an) ont fait l'objet d'une note d'analyse par le pS-Eau sur les aspects contextuels (respect de la législation locale, expérience de l'association, intégration du projet dans son territoire, etc.), en complément du travail d'instruction technique mené par les agents de la Métropole et des exploitants,
- environ 20 fiches par an, descriptives des projets financés par le Fonds eau, sont mises en ligne sur le site internet du pS-Eau,
- 3 séances d'information-sensibilisation des instructeurs du Fonds eau ont été réalisées sur les sujets suivants : l'hygiène et l'assainissement en milieu scolaire, la prise en compte des études de faisabilité, les techniques de traitement et de potabilisation de l'eau,
- plus de 20 ateliers auxquels le pS-Eau a été associé ou qu'il a organisé ont permis la diffusion d'informations sur le dispositif du Fonds eau,
- des relectures et conseils méthodologiques ont été prodigués pour l'élaboration de documents de capitalisation sur la gestion déléguée des services d'eau potable gravitaires à Madagascar,
- des guides pratiques et plaquettes de synthèse ont été publiés sur des sujets du pôle recherche et développement du pS-Eau (objectifs de développement durable -ODD- et services d'eau potable et d'assainissement, les services d'eau et d'assainissement face au changement climatique, énergie photovoltaïque pour les petits services d'eau potable).

## IV - Bilan des actions réalisées

Les comptes rendus d'activités font état d'un bilan très satisfaisant en ce qui concerne en particulier l'appui-conseil aux porteurs de projet, la production d'outils et de guides méthodologiques, l'organisation des ateliers de réflexions et d'échanges de pratique. Par l'ampleur de son réseau aussi bien local, que national et international, l'antenne lyonnaise du pS-Eau contribue à insuffler une dynamique et une bonne qualité des interventions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

## V - Programme d'actions de fin 2019 à fin 2021 et plan de financement prévisionnel annuel

Ce programme d'actions poursuit les activités qui ont fait l'objet d'un bilan très satisfaisant et favorise l'organisation d'ateliers sur le territoire. Il se décline de la manière suivante :

- appui-conseil aux porteurs de projets sollicitant le Fonds eau grâce à la mobilisation du réseau du pS-Eau et des travaux développés par le pS-Eau en recherche-action et capitalisation d'expériences. Il s'agit d'une activité continue sur l'année, avec pour objectif d'accompagner 10 à 15 acteurs qui déposent ensuite une demande au fonds eau,
- appui au suivi-évaluation du Fonds eau. Par la présence régulière du pS-Eau dans de nombreux pays d'Afrique, celui-ci pourra accompagner la mise en œuvre des projets sur le terrain et en mesurer l'efficacité, avec pour objectif de visiter 5 à 6 projets par an. Dans cette nouvelle convention une attention particulière sera mise sur la

restitution de ces missions auprès des membres du Fonds eau et auprès des porteurs de projets pour en partager les enseignements,

- accompagnement/sensibilisation des instructeurs du fonds eau. Il s'agit d'apporter aux instructeurs du fonds eau des informations sur les contextes de chaque projet déposé et d'organiser un atelier annuel avec des témoignages d'expériences des projets soutenus par le fonds eau,

- communication-valorisation des actions de la Métropole. Il s'agit, notamment, de publier sur le site internet du pS-Eau et les supports éditoriaux du pS-Eau les informations sur l'actualité du fonds eau ou de Madagascar,

- diffusion des travaux de recherche-action sur les pratiques de solidarité internationale. Le pS-Eau dispose d'un pôle recherche et développement spécialisé sur l'eau et l'assainissement dans les pays en développement. Il organisera une fois par an un atelier de diffusion des résultats de ses travaux pour les porteurs de projets et les instructeurs du fonds eau,

- appui à la coopération décentralisée à Madagascar. Le pS-Eau poursuivra son appui au développement du réseau des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale à Madagascar par le développement de la base de données, la mise en place des ateliers de travail et des publications spécifiques sur le secteur de l'eau et de l'assainissement à Madagascar. Un soutien plus particulier pourra être apporté sur Eaurizon en termes de capitalisation des outils et méthodes produits dans le cadre du programme.

Plan de financement prévisionnel annuel :

Activités	Demande à la Métropole (en €)	Autres co-financements Agence française de développement (AFD), Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse	Total (en €)
appui-conseil aux porteurs de projet sollicitant le fonds eau	21 000	15 000	36 000
appui au suivi-évaluation des projets fonds eau	18 000	3 600	21 600
accompagnement/sensibilisation des instructeurs du fonds eau	11 000	3 400	14 400
communication/valorisation des actions de la Métropole	0	7 200	7 200
diffusion des travaux de recherche-action sur les pratiques de solidarité internationale	0	18 000	18 000
appui dans le cadre de Ran'Eau au programme de coopération décentralisée de la Métropole	5 000	5 800	10 800
<b>Total</b>	<b>55 000</b>	<b>53 000</b>	<b>108 000</b>

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 55 000 € au profit de l'association pS-Eau dans le cadre du programme "Appui conseil et mise en réseau des acteurs de coopération eau et assainissement en Région Auvergne-Rhône-Alpes" (2019-2021) Année 1 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 55 000 € annuel au profit de l'association pS-Eau dans le cadre de son programme "Appui conseil et mise en réseau des acteurs de coopération eau et assainissement en Région Auvergne-Rhône-Alpes" (2019-2021) Année 1,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association pS-Eau définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** d'exploitation en résultant, soit 55 000 € HT, sera imputée sur les crédits inscrits au budget annexe des eaux - exercice 2019 - chapitre 67 - opération n° 1P20O2197.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3772**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Fonds de solidarité eau - Avenant n° 1 à la convention avec l'association Avec l'Éthiopie pour le projet Debré Tabor en Éthiopie**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le Fonds de solidarité eau, mis en place dans le cadre de l'article L 1115-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), a pour objectif de financer des actions de solidarité internationale visant l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations des pays du sud.

Le comité de pilotage paritaire du "Fonds eau", présidé par la Métropole de Lyon, a donné un avis favorable à un cofinancement du projet Éthiopie Debré Tabor porté par l'association Avec l'Éthiopie lors de sa séance du 24 mars 2016, pour un montant total de 34 000 € sur un budget global de 82 103 €. Le Conseil métropolitain, par délibération n° 2016-1320 du 27 juin 2016, a approuvé la convention Éthiopie Debré Tabor avec l'association Avec l'Éthiopie, prévoyant le versement d'une subvention d'un montant de 22 600 € pour un projet dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

La convention, signée le 20 juillet 2016, prévoit que ce projet comprend les réalisations suivantes :

- la construction de 3 puits en zone rurale,
- 3 bornes fontaines en zone urbaine,
- 3 nouvelles latrines Ecosan en zone urbaine,
- 2 toilettes dans un collège et dans un lycée.

Toutefois, après 4 ans de travaux et la présence d'un volontaire sur place, la situation politico-sociale s'est dégradée en Éthiopie, notamment, dans la région Amhara avec des manifestations violentes contre le gouvernement national et donc des conditions de sécurité très aléatoires pendant 18 mois, de fin 2016 à début 2018. Ne pouvant plus assurer une présence sur place et suivre le programme, l'association Avec l'Éthiopie a décidé de se retirer et d'attendre des conditions plus favorables avant de reprendre son programme. La nomination d'un nouveau Premier Ministre en juillet 2018 a modifié le contexte, sa politique ayant restauré le calme et la confiance dans le pays et, notamment, dans la région Amhara. Entre temps, les leaders locaux ont pratiquement tous changé. Une mission, en octobre 2018, de l'association et une autre, en février 2019, a permis de discuter du programme et de proposer des modifications au projet initial.

Par courrier du 18 avril 2019, l'association Avec l'Éthiopie a proposé une modification du programme de travaux à Debré Tabor, qui doit être formalisée par un avenant n° 1 à la convention du 20 juillet 2016. Ces modifications portent sur 2 points : le changement d'une partie des travaux initialement prévus et l'augmentation de la durée de la convention à 5 ans ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

- a) - le changement du programme des travaux et de sa durée de réalisation du projet Debré Tabor en Éthiopie porté par l'association Avec l'Éthiopie,
- b) - l'avenant n° 1 à la convention à passer entre la Métropole et l'association Avec l'Éthiopie.

**2° - Autorise Monsieur le Président à :**

- a) - signer ledit avenant,
- b) - accomplir toutes démarches et signer tous les documents nécessaires à la signature dudit avenant.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3773**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Fonds de solidarité eau - Attribution de subventions pour 7 projets de solidarité internationale**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le Fonds de solidarité eau, mis en place dans le cadre de l'article L 1115-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), a pour objectif de financer des actions de solidarité internationale visant l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations des pays du sud. Il est aujourd'hui financé par la Métropole de Lyon (400 000 €) et par Eau du Grand Lyon (400 000 €). L'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse intervient également dans ce dispositif en fonction de ses critères de financement.

Le comité de pilotage paritaire du Fonds de solidarité eau a donné son accord pour le financement des 7 projets décrits ci-dessous.

**I - Attribution d'une subvention à l'association Eau pied des collines au Bénin (EPCB) pour le projet "Construction d'un nouveau château d'eau et de 3 latrines familiales dans le village de Camaté" au Bénin**

L'association a pour but de soutenir les initiatives locales des populations, sociétés civiles ou collectivités et de les accompagner, dans la réalisation de leurs projets, ayant pour objectifs de répondre aux besoins fondamentaux des personnes, dans les domaines de la santé, l'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement, la protection de l'environnement, l'éducation et la culture, la connaissance et la sauvegarde du patrimoine culturel et touristique. L'association EPCB a déjà mené un projet d'adduction d'eau, dans la même commune de Glazoué au Bénin, avec une association partenaire Vesoul sans frontières. Ce projet consistait en la réalisation d'un forage à gros débit et de son raccordement à l'adduction d'eau villageoise de LÉma-SOKponta-GOMè (LÉSOGO).

Ce projet vient en complémentarité du précédent projet de renforcement de l'adduction d'eau villageoise précitée, qui est actuellement raccordée à un château d'eau vétuste et sous-dimensionné au regard des volumes d'eau à stocker et des projections sur le nombre futur d'usagers à desservir (prise en compte de la croissance démographique). De plus dans cette zone, il y a beaucoup de défécation à l'air libre (peu de latrines particulières, proximité de la brousse, etc.) ce qui induit un nombre de maladies diarrhéiques très important.

Le projet vise la construction d'un nouveau château d'eau de 60 m<sup>3</sup> (afin d'augmenter la capacité de stockage, d'améliorer la desserte des points hauts et de pallier à la vétusté de l'ancien réservoir) et de 3 latrines familiales (expérimentation et démonstrations sur 3 grandes familles soit 120 personnes) dans le village de Camaté au Bénin. Les bénéficiaires de ce projet seront les 4 375 habitants du village et les touristes de passage.

Le projet est évalué à 79 857 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 61 200 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 10 000 €, Eau du Grand Lyon apportant 27 200 € et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse 24 000 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées.

## **II - Attribution d'une subvention à l'association Amitié et développement pour le projet "FORAS 2019 (forages assainissement Burkina Est)" au Burkina Faso**

L'association Amitié et développement intervient depuis 45 ans au Burkina Faso en particulier en matière d'eau potable et d'assainissement. L'action de l'association couvre l'ensemble du Burkina Faso, pays dans lequel elle a construit, année après année, un réseau lui permettant d'aider les populations les plus défavorisées. L'esprit qui guide Amitié et développement dans ses interventions est de faire en sorte que les habitants prennent en charge leur propre développement. Ses domaines d'intervention sont multiples, ils couvrent l'éducation, l'alphabetisation, la santé, l'agriculture, la promotion sociale des femmes et l'eau. Pour la mise en œuvre de ses actions, l'association s'appuie sur l'association burkinabè Ocadés Caritas Fada.

Le présent projet est la 2<sup>ème</sup> phase d'un projet qui a été soutenu par le Fonds de solidarité eau en 2016 et qui a été mis en œuvre avec succès en 2016-2018. Ce nouveau projet a 2 volets : le 1<sup>er</sup> volet consiste à équiper 5 villages de brousse à l'est du Burkina d'un forage et de 10 latrines publiques chacun de ces villages. Les forages seront équipés d'une structure en ciment permettant aux hommes et aux animaux de s'abreuver. Le 2<sup>ème</sup> volet consiste à former la population à l'usage de l'eau, des latrines et à mettre en place les structures socioéconomiques nécessaires pour assurer la pérennité des installations, conformément à la réglementation en vigueur au Burkina Faso. Ce projet bénéficiera à 30 000 personnes.

Le projet est évalué à 79 990 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 63 850 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 15 000 €, Eau du Grand Lyon apportant 24 850 € et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse 24 000 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées.

## **III - Attribution d'une subvention à l'association Chaponost Gon Boussougou pour le projet "Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Gon Boussougou" au Burkina Faso**

Les Communes de Gon Boussougou et Chaponost ont mis en place une coopération décentralisée en 2013. En 2014, les 2 communes ont signé une nouvelle convention cadre de partenariat définissant les objectifs, les axes stratégiques et l'organisation du pilotage et de la mise en œuvre de cette coopération décentralisée. L'association Chaponost Gon Boussougou a été créée en septembre 2014, avec l'appui de la nouvelle municipalité de Chaponost, pour assurer la mise en œuvre de cette coopération, définie dans le cadre d'une convention entre l'association et la commune. Un des 5 axes de la coopération est l'amélioration de l'accès à l'eau, l'assainissement et les déchets. Ceci afin de pouvoir améliorer les conditions de vie des populations par un accès durable à l'eau et à l'assainissement.

Un diagnostic a été réalisé en 2016 sur la commune de Gon Boussougou. Il a mis en évidence le faible niveau de compétences et de ressources de la commune pour assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux dans les zones non desservies par l'eau potable. Même si de nombreux forages existent, le besoin reste important : inégale répartition géographique, évolution rapide de la population, obsolescence de certains ouvrages. L'inexistence quasi générale de latrines familiales détermine un taux d'accès à l'assainissement très bas dans la commune (14 %) et dans les villages (5 %).

Le projet prévoit de poursuivre l'accompagnement de la commune de Gon Boussougou dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour sa population. Il s'inscrit dans la suite d'un 1<sup>er</sup> projet visant la constitution d'un service de gestion de l'eau sur la commune. Le projet vise maintenant à poursuivre l'accompagnement de ce service d'eau et d'assainissement, à former les acteurs locaux sur l'eau et l'assainissement (élus et usagers), et à réaliser et réhabiliter des ouvrages d'accès à l'eau (forages) et

l'assainissement (latrines). Un volet de sensibilisation concernant l'assainissement auprès des usagers est également prévu. Ce projet bénéficiera à 6 000 personnes pour l'eau potable et à 1 500 personnes pour l'assainissement.

Le projet est évalué à 79 595 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 59 200 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 15 000 € et Eau du Grand Lyon apportant 44 200 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées.

#### **IV - Attribution d'une subvention à l'Association des ressortissants et originaires de Djinkan en Europe (ARODE) pour le projet "Rénovation/Extension de l'adduction d'eau potable de Djinkan dans la Préfecture de Lélouma en Guinée"**

ARODE est une association de ressortissants guinéens, créée en 1990, qui initie et concrétise des projets de développement local en Guinée depuis 10 ans. L'association compte à son actif un projet d'adduction d'eau potable et la réalisation d'un forage dans la même zone. Elle compte 12 membres en France et elle a une équipe sur place. Pour conduire ce projet, ARODE s'appuie sur l'association REXAD (Réseau d'expertise pour l'appui au développement) qui jouera le rôle de cabinet d'ingénierie technique et sociale : REXAD réalisera les études et le contrôle des travaux.

Le village de Djinkan dispose d'un forage qui date de 1999 avec une capacité de 15 m<sup>3</sup> dont 12 utilisables. Son réservoir a été dimensionné en prévision de 44 branchements et 4 bornes fontaines. La croissance démographique a suscité l'explosion de la demande qui, à son tour, a entraîné des branchements excessifs (aujourd'hui on dénombre 98 branchements privés au lieu de 44). En outre, de nouvelles maisons ont été construites, certaines sont plus hautes que le réservoir actuel et ne peuvent pas bénéficier d'un branchement. En conséquence, le village est arrivé à une situation d'insuffisance en eau potable.

Le projet concerne un accès à l'eau potable des populations par l'extension et la rénovation du système d'adduction déjà en place. Il prévoit :

- la création d'un réservoir de 40 m<sup>3</sup> en plus d'un ouvrage existant de 12 m<sup>3</sup>,
- une installation solaire pour produire 40 m<sup>3</sup>/j,
- 5 km de réseau,
- 2 bornes fontaines en plus des 4 existantes,
- 50 branchements privés.

Concernant l'assainissement, un bloc sanitaire sera créé au centre de santé, celui-ci servira de lieu de formations et d'animations, avec l'appui du Service national des points d'eau de Guinée (SNAPE), il permettra d'inciter les familles qui n'en disposent pas à construire leurs propres latrines.

Le projet est évalué à 120 743 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 59 900 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 10 000 €, Eau du Grand Lyon apportant 25 900 € et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse 24 000 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées.

**V - Attribution d'une subvention à l'association Inter Aide pour le projet "Eau durable Analanjirofo, année 2" à Madagascar**

Créée en 1980, Inter Aide est une organisation humanitaire basée à Versailles (78), spécialisée dans la réalisation de programmes concrets de développement qui visent à ouvrir aux plus démunis un accès au développement. Une soixantaine de programmes sont actuellement en cours au sein de 8 pays : Haïti, Éthiopie, Malawi, Madagascar, Mozambique, Sierra Leone, Inde et Philippines, en zones rurale et urbaine, sur des thématiques répondant à des besoins vitaux tels l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, le développement agricole, la santé, l'éducation, l'accès à l'emploi et l'accompagnement des familles les plus pauvres. Inter Aide dispose d'une expérience reconnue dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable et mène des projets de ce type depuis 1994 à Madagascar.

L'accès à l'eau potable et l'amélioration de l'assainissement restent des enjeux très importants à Madagascar. En 2017, le taux d'accès à l'eau potable est de 43 %, et de 54 % pour l'assainissement alors que les objectifs du millénaire (OMD7) prévoyaient des taux respectifs de 65 % et 72 % en 2015. L'objectif, fixé par le Ministère de l'eau, de l'énergie et des hydrocarbures (MEEH) est d'augmenter ce taux à 67 % jusqu'en 2019 et tout indique qu'il sera difficilement atteint. Il existe de surcroît un fort déficit en zone rurale, qui fait de l'eau potable un luxe pour la majorité de la population malgache des zones rurales.

Les communes rurales du projet sont situées dans 3 districts de Fénérive est (230 000 habitants), Vavatenina (150 000 habitants) et Soanierana Ivongo (105 000 habitants). Ces districts font partie de la région Analanjirofo sur la côte est de Madagascar à environ 100 km au nord de la ville de Tamatave.

Le projet correspond à l'année 2 du programme triennal couvrant la période 2018-2021, il s'agit à la fois de continuer à développer l'accès à l'eau potable dans les communes partenaires avec la construction ou la réhabilitation d'adduction d'eau potable, avec une proposition de traitement de l'eau à domicile pour les hameaux, d'améliorer l'assainissement des villages et les aptitudes des usagers en matière d'hygiène, et de mettre en place en partenariat avec l'organisation non gouvernementale (ONG) locale SOAKOJA (spécialisée dans le suivi et la maintenance AEP) des dispositifs de suivi, de gestion et d'entretien des ouvrages existants selon des modalités adaptées. Cette nouvelle phase de projet devrait bénéficier à 9 828 habitants.

Le projet est évalué à 197 770 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 60 000 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 15 000 €, Eau du Grand Lyon apportant 21 000 € et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse 24 000 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées.

**VI - Attribution d'une subvention à l'association SMARA pour le projet "Accès à l'eau potable pour la population de Gaye Maoude, les villages voisins et le centre de santé communautaire - Cercle de Niafouké - Région de Tombouctou" au Mali**

SMARA est une des ONG françaises historiques intervenant au Mali, et ce depuis plus de 30 ans sur le territoire de la région de Tombouctou. C'est un opérateur spécialisé en santé publique en zone rurale. Elle a pour objectif principal d'améliorer les conditions sanitaires de ces populations reculées du nord du Mali. Du fait de son ancrage local très ancien au Nord Mali, elle dispose sur place d'équipes locales de confiance et a su développer un réseau de partenaires diversifié.

Au Mali, tous les centres de santé doivent avoir une source d'eau potable. A Gaye Maoude, la dimension eau n'a pas été prise en compte lors de la construction du centre de santé dans un village qui manque déjà d'eau potable, ce qui est préjudiciable à une offre de soins de qualité. La distance à parcourir jusqu'au point d'eau existant (dont la qualité est médiocre) est très importante. À cela, s'ajoute le temps d'attente qui varie de 15 à 30 mn pour avoir un bidon de 20 l d'eau.

Le projet consiste en la réalisation d'un forage équipé de pompes solaires avec la construction d'un château d'eau et d'un système de distribution dans l'enceinte du centre de santé communautaire avec une desserte par deux bornes fontaines publiques dans le village. Cette alimentation en eau potable est nécessaire

au fonctionnement du centre de santé, elle permettra d'alimenter les 630 habitants du village ainsi que les patients du centre de santé.

Le projet est évalué à 79 242 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 54 400 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 20 000 € et Eau du Grand Lyon apportant 34 400 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées.

#### **VII - Attribution d'une subvention à l'association Secours catholique - Caritas France pour le "Programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural de la Région des Savanes - (Année 1)" au Togo**

À l'international, le Secours catholique est membre français du réseau Caritas internationalis qui fédère 162 Caritas agissant dans 201 pays et territoires. En s'appuyant sur les associations locales, il intervient chaque année sur 500 projets internationaux d'urgence (catastrophes naturelles, conflits, etc.) et de développement (accès aux services de base : eau, éducation, santé) et participe aux démarches de plaidoyer à l'échelon européen et international. Éloignée de la capitale Lomé, la région des savanes est la plus pauvre du Togo. Les problèmes liés à l'eau persistent et sont divers : manque d'infrastructures hydrauliques dans la zone, problème de gestion des ouvrages existants (manque d'organisation et d'accompagnement des comités de gestion et ouvrages mal adaptés au contexte du milieu), eau consommée rarement saine (changement de pratiques et comportements nécessaire avec une sensibilisation/échange d'expériences sur les règles d'hygiène et d'assainissement).

Dans la continuité des précédentes actions démarrées en 2016, ce projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement prévu de septembre 2019 à août 2020 concernera 2 500 personnes de 10 villages de la région des Savanes. Neuf forages équipés seront réalisés et équipés de pompes manuelles, un puits sera réhabilité et 105 latrines familiales à doubles fosses seront construites. Des comités de gestion seront formés à la gestion, l'entretien et la maintenance courante des points d'eau. Les bénéficiaires seront sensibilisés à l'entretien et l'utilisation des ouvrages hydrauliques et d'assainissement ainsi que sur les bonnes pratiques à l'hygiène.

Le projet est évalué à 199 294 € et la participation sollicitée auprès du Fonds de solidarité eau s'élève à 99 700 €.

La contribution demandée à la Métropole est de 20 000 €, Eau du Grand Lyon apportant 55 700 € et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse 24 000 €.

Les modalités de versement de la subvention sont les suivantes :

- 50 % du montant de la subvention à la signature de la convention,
- 30 % du montant de la subvention sur la base d'un rapport intermédiaire technique et financier,
- le solde sur la base d'un rapport final technique et financier avec fourniture de factures justifiant le montant de la subvention allouée. Au cas où le budget réalisé est inférieur au budget prévisionnel du projet, le solde de la subvention est ajusté au prorata des dépenses réellement engagées ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - l'attribution des subventions d'équipement pour l'année 2019 d'un montant de :

- 10 000 € au profit de l'association EPCB pour le projet "Construction d'un nouveau château d'eau et de 3 latrines familiales dans le village de Camaté" au Bénin,
- 15 000 € au profit de l'association Amitié et développement pour le projet "FORAS 2019 (forages assainissement Burkina est)" au Burkina Faso,
- 15 000 € au profit de l'association Chaponost Gon Boussougou pour le projet "Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Gon Boussougou" au Burkina Faso,
- 10 000 € au profit de l'ARODE pour le projet "Rénovation/Extension de l'adduction d'eau potable de Djinkan dans la Préfecture de Lélouma en Guinée",
- 15 000 € au profit de l'association Inter Aide pour le projet "Eau durable Analanjirofo, année 2" à Madagascar,
- 20 000 € au profit de l'association SMARA pour le projet "Accès à l'eau potable pour la population de Gaye Maoude, les villages voisins et le centre de santé communautaire - Cercle de Niafounké - Région de Tombouctou" au Mali,
- 20 000 € au profit de l'association Secours catholique - Caritas France pour le "Programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural de la Région des Savanes - (Année 1)" au Togo,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et chacune des associations attributaires définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à :

a) - signer lesdites conventions,

b) - accomplir toutes démarches et signer tous les documents nécessaires à l'instruction desdites demandes et à leur régularisation.

**3° - Les dépenses** d'exploitation en résultant, soit 105 000 €, seront imputées sur les crédits inscrits :

- au budget annexe des eaux - exercice 2019 - chapitre 67 - opération n° 1P02O2197 pour un montant de 30 000 €,
- au budget annexe de l'assainissement - exercice 2019 - chapitre 67 - opération n° 2P02O2186 pour un montant de 75 000 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Annexe au projet de délibération relatif au Fonds de Solidarité Eau  
Attribution de subventions pour 7 projets de solidarité internationale**

Associations	Pays bénéficiaire	Subventions déjà versées	Bilan
Eau Pied des Collines au Bénin	Bénin	Néant	Néant
Amitié et Développement	Burkina Faso	Délibération n° 2016-1478 du Conseil du 19 septembre 2016, la Métropole de Lyon a attribué une subvention d'équipement d'un montant de 47 600 € au profit de l'association Amitié et Développement pour le projet "forages assainissement Burkina est", au Burkina Faso	Amitié et Développement a développé de 2016 à 2018 un programme de forages et d'assainissement dans cinq villages se situant dans la même région de l'Est du Burkina Faso autour de Fada N Gourma. Ce programme s'est déroulé de manière satisfaisante et a été clôturé en novembre 2018. 5 forages ont été réalisés et équipés de pompes manuelles. Coté assainissement 50 latrines familiales ont été construites. 2500 personnes ont bénéficié de ce projet.
Gon Boussougou	Burkina Faso	Délibération n° 2017-2331 du Conseil du 6 novembre 2017, la Métropole de Lyon a attribué une subvention d'équipement d'un montant de 29 400 € au profit du Comité de jumelage de Chaponost Gon-Boussougou pour le projet "d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement et appui à la création du service eau et assainissement", au Burkina Faso	Le projet de l'association "Chaponost Gon-Boussougou" a consisté à accompagner la commune et mettre en place un service eau et assainissement en renforçant les capacités des acteurs locaux sur l'eau et l'assainissement. Deux forages ont été réalisés, équipés de pompes à motricité humaine (PMH). Deux associations des usagers de l'eau (AUE) pour ces forages ont été créées. Quarante latrines ont été construites et une sensibilisation de la population a été faite.  Ce projet a bénéficié à 858 personnes.
ARODE	Guinée	Néant	Néant

Associations	Pays bénéficiaire	Subventions déjà versées	Bilan
Inter Aide	Madagascar	<p>Délibération n° 2015-0456 du 6 juillet 2015, subvention d'équipement d'un montant de 26 400 € pour le projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement et la mise en place de services communaux de l'eau dans la région Analanjirofo (Année 1) à Madagascar</p> <p>Délibération n° 2016-1478 du 19 septembre 2016, subvention d'équipement d'un montant de 5 100 € pour le projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement et la mise en place de services communaux de l'eau dans la région Analanjirofo (Année 2) à Madagascar</p> <p>Délibération n° 2017-2331 du 6 novembre 2017, subvention d'équipement d'un montant de 26 600 € pour le projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement et la mise en place de services communaux de l'eau dans la région Analanjirofo (Année 3) à Madagascar.</p> <p>Délibération n° 2018-3016 du 17 septembre 2018, subvention d'équipement d'un montant de 20 000 € à l'association Inter Aide pour le programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et mise en place de services communaux de l'eau dans la région Analanjirofo à Madagascar (Année 1)</p>	<p>Sur les trois années, le projet a permis la réalisation de 38 nouveaux réseaux d'adductions d'eau gravitaires (138 points d'eau), 4 159 ménages ont été équipés de latrines construites ou améliorées. La mise en place de services communaux de l'eau a donné des résultats contrastés entre les communes (démission de certains ACEA et difficultés de recrutement) d'où l'émergence de l'ONG locale Soakoja qui a été chargée d'assurer le service de suivi et de maintenance des infrastructures et comités d'usagers dans 3 communes. Les activités prévues ont été réalisées voir dépassées puisque 24 648 personnes ont pu bénéficier du programme.</p> <p>Le programme a permis, en année 1, la réalisation de 8 nouveaux ouvrages et 3 réhabilitations (AEPG) pour 53 points d'eau (sans compter les branchements privés). Cette première phase a bénéficié à 7 053 bénéficiaires.</p>
SMARA	Mali	Néant	Néant

Associations	Pays bénéficiaire	Subventions déjà versées	Bilan
Secours Catholique – Caritas France	Togo	<p>Délibération n° 2016-1478 du 19 septembre 2016, subvention d'équipement d'un montant de 15 000 € dans le cadre du programme d'amélioration à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural des savanes Togolaise- région des Savanes - Nord Togo pour l'année 2017.</p> <p>Délibération n° 2017-2331 du 6 novembre 2017, subvention d'équipement d'un montant de 15 000 € dans le cadre du programme d'amélioration à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural des savanes Togolaise- région des Savanes - Nord Togo pour l'année 2017-18.</p> <p>Délibération n° 2018-3016 du 17 septembre 2018, subvention d'équipement d'un montant de 40 000 € à l'association Secours Catholique - Caritas France pour le programme d'amélioration à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement en milieu rural des savanes togolaises au Togo.</p>	<p>Le programme 2016-2018 a permis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la réalisation de 24 forages</li> <li>- l'aménagement de surface de six puits existants</li> <li>- l'approfondissement de 6 puits existants</li> <li>- la construction de 340 latrines familiales</li> </ul> <p>Ce programme a permis d'améliorer les conditions de vie des populations de 27 villages/zones de la région des Savanes soit environ 8000 personnes</p>

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3775**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Déchets - Reprise des déchets d'emballage en papier carton non complexé (PCNC) issus des centres de tri - Poursuite du contrat avec la société European products recycling (EPR) - Avenant n° 3 - Abrogation des délibérations du Conseil n° 2019-3622 et n° 2019-3623 du 8 juillet 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon assure la collecte sélective des emballages ménagers légers triés séparément par les habitants. Ces déchets sont triés dans les 2 centres de tri en contrat avec la Métropole, via un marché de prestations de service. Une fois triés par matière, les emballages ménagers sont mis à disposition des filières de recyclage.

Le service public de gestion des déchets bénéficie du soutien financier des éco-organismes agréés dans le cadre des filières à responsabilité élargie des producteurs (REP). À ce titre, par délibération du Conseil n° 2017-2507 du 20 décembre 2017, la Métropole a signé un contrat pour l'action et la performance avec Citeo (ex-Eco-Emballages), pour une durée de 5 ans (1<sup>er</sup> janvier 2018 - 31 décembre 2022). Pour bénéficier des soutiens versés par Citeo, la Métropole doit conclure des contrats de reprise pour chaque type de matière triée, dont la revente permet, en outre, d'engranger des recettes supplémentaires. Les 3 options pour la reprise des matériaux en vue du recyclage sont l'option filière, l'option fédération et l'option individuelle.

Par délibération du 20 décembre 2017, le Conseil de la Métropole avait décidé de la nature de ces contrats de reprise matériaux, contrats eux-mêmes adossés au contrat passé avec Citeo. Pour les PCNC, le Conseil avait retenu l'option fédérations, ainsi que l'offre du repreneur EPR. Cette solution s'avérait la plus avantageuse pour la collectivité, tant sur le plan technique que financier.

Dès septembre 2018, la société EPR a alerté la Métropole sur les difficultés économiques rencontrées suite à la fermeture des frontières par la Chine freinant l'import de certains emballages. Elle a demandé dans le même temps l'activation de la clause de sauvegarde prévue au contrat dans de telles conditions. Par délibération du Conseil n° 2019-3307 du 28 janvier 2019, la Métropole a approuvé l'activation de ladite clause, pour une période limitée, du 1<sup>er</sup> septembre 2018 au 31 janvier 2019, avec une révision à la baisse (- 40 %) du prix plancher sur cette période. L'activation de cette clause de sauvegarde a ensuite été prolongée jusqu'au 31 juillet 2019.

Par délibération du Conseil n° 2019-3622 du 8 juillet 2019, la Métropole avait décidé de résilier de manière anticipée le contrat avec la société EPR moins avantageux du fait de la baisse du prix plancher. Lors du même Conseil, par délibération n° 2019-3623, la Métropole a décidé de passer de l'option fédérations à l'option filières pour la reprise des PCNC et de conclure un contrat avec la société REVIPAC. En effet, après une consultation simplifiée réalisée en avril 2019, il apparaissait que les offres de l'option fédérations étaient moins intéressantes pour la collectivité que l'opération filières qui, elle, conduisait à une augmentation des recettes par rapport aux offres formulées dans le cadre de l'option fédérations, de l'ordre de 4 %. Au niveau technique, l'option filières garantit une reprise des cartons à recycler dans une unité de recyclage à proximité de Lyon ainsi qu'un suivi conforme aux attentes de la collectivité.

Toutefois, en raison de l'effondrement du marché des papiers-cartons de recyclage, la société REVIPAC a modifié unilatéralement et sans aucune information, le 9 juillet 2019, le contrat qu'elle propose aux collectivités. La Métropole n'ayant pas signé, le 9 juillet, le contrat délibéré le 8 juillet 2019, elle ne peut pas bénéficier des dispositions du précédent contrat adopté par le Conseil.

Les nouvelles conditions économiques du contrat modifié par REVIPAC en option filières ne sont désormais pas plus intéressantes pour la Métropole que la poursuite du contrat avec la société EPR et ce même avec l'abaissement du prix plancher par cette entreprise.

Ainsi, il est demandé au Conseil d'abroger les 2 délibérations adoptées lors du Conseil du 8 juillet 2019, celle résiliant le contrat avec EPR, d'une part, et celle approuvant le changement d'option et le contrat avec la société REVIPAC, d'autre part.

Il est également demandé au Conseil de poursuivre le contrat avec la société EPR et de conclure avec l'entreprise un avenant permettant de revoir les conditions économiques du contrat pour tenir compte du contexte de crise de la filière papetière. Ainsi, le prix plancher passerait de 50 € à 0 €. Par ailleurs, la nécessité d'acheminer la matière en Allemagne plutôt qu'en France justifie une baisse des prix de reprise de 20 € pour la période du 1<sup>er</sup> août 2019 au 31 octobre 2019 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

**1° - Abroge** les délibérations du Conseil n° 2019-3622 et n° 2019-3623 du 8 juillet 2019.

**2° - Approuve :**

a) - la poursuite du contrat de reprise des PCNC issus des centres de tri avec la société EPR jusqu'à l'échéance du contrat fixée au 31 décembre 2019 en prévoyant, par avenant, la baisse du prix plancher et la diminution du prix de reprise de 20 € du 1<sup>er</sup> août au 31 octobre 2019,

b) - la prolongation de l'application de la clause de sauvegarde du 1<sup>er</sup> juillet 2019 au 31 décembre 2019 sans appliquer le prix plancher.

**3° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit avenant.

**4° - Les recettes** correspondant à la revente des emballages PCNC issus de la collecte sélective seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 70 - opérations n° 0P25O2488.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3776**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Déchets - Reprise des huiles usagées minérales ou synthétiques collectées dans les déchèteries ou issues des services de la Métropole de Lyon - Convention avec la société Faure - 2019-2023**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Les huiles usagées minérales ou synthétiques (dites huiles noires) sont des déchets dangereux identifiés à l'annexe II du décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 rubrique 13 de la liste des déchets.

La Métropole, en tant que détenteur d'huiles usagées, a pour obligation de les remettre à un collecteur agréé par la Préfecture. Les huiles usagées de la Métropole proviennent des ménages (collecte en déchèterie) ou de ses services (garages, parcs et jardins, nettoyage, etc.).

Les huiles sont regroupées chez le collecteur agréé sur une plateforme conforme à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Elles sont ensuite envoyées vers une installation d'élimination agréée, elle aussi conforme à cette réglementation. Ces installations possèdent un agrément relatif aux conditions d'élimination des huiles usagées (arrêté du 28 janvier 1999). Les 2 principales voies de traitement utilisées actuellement sont la valorisation énergétique en cimenterie et la régénération.

La filière des huiles usagées a connu, en 2015 et 2016, une situation extrêmement difficile liée à la chute des cours du pétrole. Cette situation a conduit les collecteurs agréés à faire évoluer leur business-modèle en proposant un service parfois payant aux collectivités locales. De 2016 à 2019, la Métropole a confié la collecte de ses huiles usagées à la société Faure qui lui garantissait une prestation gratuite conforme à la réglementation. Cette prestation a apporté entière satisfaction aux services métropolitains.

Pour la période 2019-2023, la société Faure propose de renouveler la convention de collectes d'huiles usagées avec les mêmes dispositions que la précédente.

Conformément à la réglementation, la collectivité doit s'engager auprès du collecteur à respecter les spécifications sur la qualité des huiles à valoriser : polychlorobiphényles (PCB) inférieurs ou égal à 50 mg/kg, chlore inférieur ou égal à 0,6 % en masse et eau inférieure ou égale à 5 % en masse. En cas de non-respect de ces spécifications, la collectivité doit supporter le coût de traitement des huiles polluées. La société Faure s'engage toutefois à ne facturer à la collectivité que le coût des non-conformités liées à la présence de PCB supérieurs au taux défini ci-dessus.

Il est proposé d'approuver la convention avec la société Faure qui précise les conditions techniques des opérations organisées par le collecteur pour la valorisation des huiles usagées minérales ou synthétiques (huiles noires) issues des points de collecte sur les déchèteries et dans les services métropolitains.

La présente convention est proposée pour une durée ferme de 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### **DELIBERE**

##### **1° - Approuve :**

a) - la reprise des huiles usagées minérales ou synthétiques collectées dans les déchèteries ou issues des services de la Métropole par la société Faure,

b) - la convention à passer entre la Métropole et la société Faure pour les années de 2019 à 2023.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal, exercice 2019 et suivants - chapitre 011 - opération n° 0P25O2489.

**Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.**

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3777**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Déchets - Réception de collectes sélectives de la Métropole de Lyon sur le quai de transfert de Quincieux - Convention avec le Syndicat mixte d'élimination, de traitement et de valorisation des déchets (SYTRAIVAL)**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le SYTRAIVAL compétent pour le traitement et l'élimination des déchets ménagers et assimilés valorise les déchets ménagers produits par environ 260 communes et 350 000 habitants répartis sur les départements du Rhône, de l'Ain et de la Saône et Loire. Le SYTRAIVAL dispose d'une unité de valorisation énergétique située à Villefranche sur Saône et d'une unité de maturation des mâchefers d'incinération et d'un centre de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux situés à Quincieux sur le territoire de la Métropole.

La Métropole est compétente pour la gestion des déchets ménagers et assimilés produits sur son territoire. Cette gestion comprend, notamment, les opérations de collecte et de tri desdits déchets. Les déchets issus des collectes sélectives sont apportés sur des centres de tri gérés par les prestataires de la collectivité. Lors du renouvellement du marché de tri des déchets issus de la collecte sélective, en juillet 2018, la localisation d'un centre de tri a changé. Auparavant, les centres de tri étaient situés à Rillieux la Pape (entreprise Véolia) et à Saint Fons (entreprise Nicollin). A présent, ils sont situés à Chassieu (entreprise Paprec) et à Saint Fons (entreprise Nicollin).

En conséquence, l'éloignement géographique entre les centres de tri et certaines communes situées au nord de l'agglomération (Albigny sur Saône, Cailloux sur Fontaines, Collonges au Mont d'Or, Couzon au Mont d'Or, Curis au Mont d'Or, Dardilly, Fontaines Saint Martin, Montanay, Quincieux, Poleymieux au Mont d'Or, Rochetaillée sur Saône, Saint Cyr au Mont d'Or, Saint Germain au Mont d'Or, Saint Romain au Mont d'Or) entraîne des temps de trajet plus importants pour certains circuits de collecte. Dans un objectif de rationalisation du transport, les services de la Métropole ont sollicité le SYTRAIVAL pour que la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés exécutées sur ces communes (environ 12 à 14 tonnes par semaine) puisse être regroupée sur le site de Quincieux avant d'être acheminée vers le centre de tri de Chassieu.

Le SYTRAIVAL a accepté la demande et a proposé de réaliser, sur son quai de transfert de Quincieux, les prestations de réception, stockage temporaire et rechargement de la collecte sélective dans des camions affrétés par un prestataire de la Métropole. Pour cela, le SYTRAIVAL s'engage à fournir des badges pour les bennes à ordures ménagères de la Métropole venant vider sur son site et à assurer une pesée en entrée et en sortie desdits camions pour attester des tonnages effectivement pris en charge. Chaque semaine, les tonnages réceptionnés la semaine précédente seront transmis aux services métropolitains pour validation.

En contrepartie, la Métropole versera trimestriellement une compensation financière au SYTRAIVAL proportionnelle au tonnage de déchets accueillis et validés. Le prix révisable est fixé à 7,65 € HT par tonne de déchets entrants, au démarrage de la prestation.

Il est proposé au Conseil d'approuver la signature de la convention partenariale avec le SYTRAIVAL pour un démarrage des prestations au 1<sup>er</sup> octobre 2019, pour une durée de 6 ans et 3 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2025 ;



Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### **DELIBERE**

##### **1° - Approuve :**

a) - la réception des collectes sélectives de la Métropole sur le site de Quincieux avant réacheminement, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2019 au 31 décembre 2025,

b) - la convention à passer entre la Métropole et le SYTRAIVAL, définissant les engagements de chacune des parties,

c) - la compensation financière trimestrielle à verser au SYTRAIVAL, calculée sur la base d'un prix révisable à la tonne de déchets réceptionnés sur l'installation de Quincieux, de 7,65 € HT.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 65 - opération n° 0P25O2485.

**Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.**

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3778**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Déchets - Programme d'actions en faveur de la prévention des déchets ménagers - Demande de subventions auprès de l'Agence de l'environnement et la maîtrise d'énergie (ADEME) et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon est compétente en matière de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés. À ce titre, elle organise le cycle de traitement et de valorisation des déchets, dans une logique de respect de la hiérarchie des modes de traitements, pour limiter la production de déchets à travers la prévention, et pour optimiser la valorisation des déchets, limiter l'enfouissement et préserver ainsi les espaces naturels sur l'ensemble du territoire de l'agglomération lyonnaise.

**I - Les objectifs de la Métropole**

Les objectifs de la Métropole s'inscrivent dans les dispositions prévues par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) à savoir :

- réduire de 10 % les déchets ménagers (2020 par rapport à 2010),
- réduire de 50 % les déchets admis en installations de stockage (2025 par rapport à 2010),
- généraliser progressivement le tri à la source des déchets organiques auprès des entreprises qui en produisent et des ménages (d'ici à 2025), pour que chaque citoyen ait à sa disposition une solution lui permettant de ne pas jeter ses biodéchets dans les ordures ménagères résiduelles,
- porter à 65 % les tonnages de déchets non dangereux et non inertes orientés vers la valorisation sous forme de matière, notamment organique (d'ici à 2025),
- recycler 70 % des déchets du bâtiment et des travaux publics (BTP) (2020).

Ces objectifs seront prochainement déclinés dans le plan régional de prévention et de gestion des déchets ménagers (PRPGD), pour lequel la Métropole a rendu un avis par délibération du Conseil n° 2019-3399 du 18 mars 2019.

Concernant la prévention des déchets, la Métropole a décliné l'objectif national à travers son programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) adopté par la délibération du Conseil n° 2018-3257 du 10 décembre 2018. Ce programme vise une réduction de 31,9 kg/an/habitant de déchets ménagers et assimilés hors gravats entre 2018 et 2024. Le plan d'actions pluriannuel a retenu 21 actions réparties suivant 7 axes, dont 3 qui concernent cette délibération :

- axe 3 : expérimenter de nouvelles modalités de tarification du service public,
- axe 5 : encourager la gestion de proximité des biodéchets et réduire la production de résidus végétaux,
- axe 6 : donner une seconde vie aux produits destinés à l'abandon.

De plus, la Métropole est, depuis 2015, lauréate de l'appel à projet "zéro déchet, zéro gaspillage" lancé par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et visant à soutenir les territoires s'engageant à mettre en œuvre un projet politique intégré concernant la prévention et la gestion des déchets, dans une

dynamique circulaire. Par délibération du Conseil n° 2017-1904 du 10 avril 2017, la Métropole a approuvé les orientations stratégiques du plan d'action économie circulaire.

La Métropole doit donc poursuivre ses actions en matière de prévention et d'amélioration de la gestion des déchets, qui, pour partie, peuvent bénéficier d'un soutien de l'ADEME et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

## II - Les soutiens de l'ADEME

Depuis 2009, l'État a doté l'ADEME de crédits spécifiques pour le déploiement de la politique déchets à travers le Fonds déchets (une part des taxes générales sur les activités polluantes (TGAP) collectées par l'État est reversée à l'ADEME). Il soutient des opérations s'inscrivant dans les objectifs de la loi TECV. Alimenté à hauteur de 163 000 000 € pour 2018, le Fonds déchets vise à aider les acteurs de terrain, principalement les collectivités territoriales et les entreprises, qui mènent des opérations mettant en œuvre cette politique, ainsi que les organismes relais qui accompagnent ces acteurs. Ces aides peuvent être instruites et décidées soit "au fil de l'eau", soit dans le cadre d'appels à projets régionaux. Les décisions d'aides et leur montant dépendent de la nature et des caractéristiques des opérations présentées, qui font l'objet d'un examen au cas par cas.

À titre d'exemple, sur la période 2019-2020, la délégation régionale Auvergne-Rhône-Alpes de l'ADEME a lancé 2 appels à projets sur la thématique déchets :

- l'appel à projets AURABIODEC vise à soutenir la mise en place de dispositifs de tri à la source (collecte séparée, compostage partagé ou autonome) des biodéchets en Auvergne-Rhône-Alpes. Il est composé de 3 volets et s'adresse aux collectivités disposant de la compétence collecte des déchets pour le volet 1 (compostage partagé) et le volet 2 (collecte séparée des biodéchets) ; aux entreprises produisant moins de 10 tonnes/an de biodéchets situées sur les territoires des collectivités répondant au volet 1 ou 2 pour le volet 3,

- l'appel à projets AURADECHETS, relatif aux installations de tri et valorisation des déchets en Auvergne-Rhône-Alpes, vise à encourager l'investissement dans des équipements et solutions exemplaires de tri et/ou de valorisation des déchets, et le développement de solutions innovantes.

De plus, la délégation régionale Auvergne-Rhône-Alpes de l'ADEME encourage les collectivités, en amont de tout investissement, à effectuer des diagnostics ou études d'accompagnement de projets, notamment par des prestataires externes. Le dispositif, nommé "aide à la décision", est ciblé sur des thématiques données et pour certaines d'entre elles, un cahier des charges type doit être respecté pour pouvoir bénéficier de l'aide.

## III - Les soutiens de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Dans le cadre de la mise en œuvre à venir du PRPGD, la Région a lancé 3 appels à projets visant à accompagner, notamment, les projets des collectivités :

- équipements nécessaires au déploiement des politiques de prévention des déchets,
- équipements nécessaires au déploiement des collectes séparées des déchets,
- équipements nécessaires à la valorisation des déchets.

Ces appels à projets ciblent les gisements prioritaires (biodéchets, déchets verts, plastiques, déchets du bâtiment) ou des solutions éprouvées (tarification incitative, évolution des centres de tri en lien avec l'extension des consignes de tri des emballages plastiques, unités de valorisation des combustions solides de récupération notamment). Les projets sont déposés "au fil de l'eau", et sont ensuite examinés au cas par cas par un jury.

## IV - Les actions de la Métropole pouvant bénéficier d'un soutien de l'ADEME et/ou de la Région

### 1° - Encourager la gestion de proximité des biodéchets et réduire la production de résidus végétaux

#### a) - Développer le compostage partagé

Dans le cadre de sa politique de prévention des déchets, la Métropole accompagne le déploiement de sites de compostage partagé depuis 2010. Ainsi, à la fin 2018, ont été installés 50 sites en quartiers, 89 sites en copropriétés, 33 sites en écoles et 3 dans les collèges. Sur la période 2019-2024, sur le compostage, l'objectif du PLPDMA est d'accompagner 620 nouveaux projets de compostage partagé en pied d'immeuble et quartier, et 70 sites de compostage autonome en établissement scolaire.

Le montant envisagé pour ces actions s'élèvera au maximum à 3 900 000 € sur 6 ans.

**b) - Favoriser le broyage de déchets verts**

Avec près de 32 000 tonnes de déchets verts collectés en déchèterie sur le territoire, la gestion des déchets verts peut vite devenir problématique et risquer de saturer les déchèteries, notamment au printemps et en automne, en périodes de tonte de la pelouse, de taille des plantes ou encore de débroussaillage. Le programme prévoit une action visant à favoriser la valorisation des végétaux sur leur lieu de production et à faciliter le compostage grâce à la mise à disposition du broyat pour les habitants ou les sites de compostage collectif, partagé ou pédagogique. Pour cela, la Métropole souhaite dans un 1<sup>er</sup> temps lancer une étude de faisabilité technique et juridique afin de faire un état des opérations existantes, de définir les modalités de création d'un nouveau service global relatif au broyage de déchets verts et à la récupération de broyat. Elle souhaite ensuite réaliser un test sur des communes volontaires du territoire, puis le cas échéant, réaliser des opérations de broyage pour les communes souhaitant bénéficier de ce service.

Le montant envisagé pour les actions attachées à la phase d'état des lieux s'élèvera entre 20 000 € et 50 000 €.

**2° - Expérimenter de nouvelles modalités de tarification du service public**

La Métropole souhaite étudier l'opportunité d'instaurer une tarification incitative, notamment pour inciter les usagers du service à produire moins de déchets et récompenser les efforts de réduction. Cela s'inscrit en cohérence avec les orientations stratégiques du plan d'action économie circulaire et avec le programme local de prévention des déchets. Cette volonté a par ailleurs été affirmée à travers la proposition n° 15 issue du rapport de la mission d'information et d'évaluation portant sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et son évolution. Par ailleurs, cela s'articule avec la loi TECV, qui incite à la généralisation de la tarification incitative en matière de déchets, avec pour objectif d'atteindre 25 millions d'habitants couverts par la tarification incitative en 2025.

Le montant envisagé pour ces études s'élèvera au maximum à 170 000 € sur 6 ans.

**3° - Promouvoir et encourager le don en alternative à l'abandon**

Afin de prolonger la durée d'usage des produits, de permettre aux usagers de donner plutôt que de jeter, et ainsi de réduire la production de déchets sur le territoire, la Métropole a implanté sur ses déchèteries 12 donneries dans le cadre de son précédent programme local de prévention des déchets. Ces équipements permettent de collecter et stocker temporairement des objets pouvant être réutilisés ou valorisés par des associations et des entreprises relevant de l'économie sociale et solidaire. La Métropole souhaite poursuivre le déploiement d'espaces de dons sur le territoire en implantant, notamment, 5 donneries supplémentaires sur le territoire d'ici à 2024.

Le montant envisagé pour cette action s'élèvera au maximum à 150 000 € sur 6 ans.

**4° - Autres thématiques**

Par ailleurs, la Métropole souhaite réaliser d'autres études, qui pourraient être accompagnées par l'ADEME, parmi lesquelles :

- expérimentation du tri à la source des biodéchets,
- schéma directeur déchets,
- étude de préfiguration d'un contrat d'objectifs déchets économie circulaire (CODEC).

Le montant envisagé pour ces études s'élèvera au maximum à 500 000 € sur 6 ans.

Les projets de la Métropole pour les années 2019 à 2024, présentés ci-dessus, sont susceptibles de se voir accorder un taux d'aide de 50 % à 70 %. Le montant de l'aide est calculé sur la base de l'assiette des dépenses éligibles. Ce taux pourra être ajusté en cas de cofinancement d'autres financeurs publics pour ne pas dépasser 80 % d'aide ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE**

**Autorise** monsieur le Président à :

a) - solliciter auprès de l'ADEME et de la Région Auvergne-Rhône-Alpes les subventions d'investissement et de fonctionnement dans le cadre de sa politique de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés,

b) - accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires auxdites demandes et à leur régularisation,

c) - les recettes de fonctionnement et d'investissement en résultant seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitres 13 et 65, sur les diverses opérations concernées.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3779**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Étude territoriale sur le tri des déchets ménagers et assimilés (DMA) issus des collectes sélectives - Convention partenariale - Délibération modificative de la délibération n° 2017-2506 du 20 décembre 2017**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et les collectivités du bassin économique lyonnais ont engagé une réflexion sur l'organisation du tri des emballages ménagers. Elle a permis aux collectivités et structures intercommunales en charge du traitement des déchets issus de la collecte sélective d'évaluer les schémas de collecte en vigueur, les centres de tri et l'état des filières de valorisation. Sa finalité est de définir une stratégie à long terme sur les modalités de tri à mettre en place et les moyens industriels à développer pour répondre aux besoins du service public de gestion des déchets.

Outre le Syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (SITOM) Sud Rhône qui a animé cette démarche, cette étude a été réalisée à l'échelle du territoire de Coopération pour la valorisation des déchets (COVADE) avec le Syndicat mixte d'élimination, de traitement et de valorisation des déchets du Rhône (SYTRAIVAL), Organom (Ain) et, pour l'Isère, le Syndicat mixte nord Dauphiné et le Syndicat intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères de la Région de Morestel (SICTOM de Morestel). La Communauté de communes des Vallons du Lyonnais et la Communauté d'agglomération du Pays viennois ont également décidé de rejoindre cette initiative.

Le SITOM Sud Rhône a sollicité la Métropole de Lyon afin de participer au financement de l'étude dont le coût total était estimé à 60 000 € HT. Une demande de subvention a par ailleurs été faite par le SITOM Sud Rhône à l'ADEME pour une aide bonifiée à hauteur de 70 %, un bonus étant attribué pour une collectivité labélisée "zéro déchet, zéro gaspillage" telle que la Métropole. La part restant à la charge des collectivités, soit 30 % du montant estimé de l'étude, est ensuite répartie au prorata du nombre d'habitants de chacune des collectivités.

Par délibération n° 2017-2506 du 20 décembre 2017, le Conseil a approuvé la participation de la Métropole à cette étude avec un financement calculé au prorata de la population après déduction de la subvention attribuée par l'ADEME.

Une erreur de calcul dans le montant dû par la Métropole a cependant été faite et rend nécessaire la correction matérielle de la délibération précitée.

Le coût total de l'étude pilotée par le SITOM Sud Rhône est de 47 390 € HT soit 56 868 € TTC. L'ADEME a versé, le 19 avril 2019, une subvention correspondant à 70 % du montant hors taxe soit 33 173 €. Le montant restant à répartir entre les collectivités est donc de 23 695 € TTC. La Métropole prend à sa charge 53,69 % de cette somme soit 12 721,85 € TTC et non 9 664 € TTC comme indiqué dans la délibération précitée ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - la modification de la délibération du Conseil n° 2017-2506 du 20 décembre 2017 indiquant des montants erronés de participation de la Métropole à l'étude territoriale sur le tri des DMA, issus des collectes sélectives,

b) - le financement de l'étude territoriale sur le tri des DMA sur le bassin lyonnais, portée par le SITOM Sud Rhône, à hauteur de 53,69 % du montant restant à la charge de collectivités après déduction de la subvention ADEME, soit 12 721,85 € TTC.

**2° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 12 721,85 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P25O2480.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3780**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Prévention des déchets - Attribution d'une subvention à la Maison de l'économie circulaire et l'Atelier soudé pour l'organisation du R Festival**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon a décliné l'objectif national de réduction des déchets à travers son programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) adopté par la délibération du Conseil n° 2018-3257 du 10 décembre 2018. Ce programme vise une réduction de 31,9 kg par habitant de déchets ménagers et assimilés (DMA) hors gravats entre 2018 et 2024, soit en moyenne une réduction supplémentaire de 5 kg par habitant chaque année. Le plan d'action pluriannuel a retenu 21 actions réparties suivant 7 axes, dont l'axe 6 "donner une seconde vie aux produits destinés à l'abandon" qui concerne cette délibération.

De plus, la Métropole est, depuis 2015, lauréate de l'appel à projet "zéro déchet, zéro gaspillage" lancé par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et visant à soutenir les territoires s'engageant à mettre en œuvre un projet politique intégré concernant la prévention et la gestion des déchets, dans une dynamique circulaire. Par délibération du Conseil n° 2017-1904 du 10 avril 2017, la Métropole a approuvé les orientations stratégiques du plan d'action économie circulaire, qui se décline en 4 axes :

- axe 1 : mettre en œuvre et anticiper les bonnes pratiques de prévention et de gestion des déchets,
- axe 2 : soutenir des porteurs de projet d'économie circulaire,
- axe 3 : mobiliser des territoires et des filières,
- axe 4 : appliquer l'éco-exemplarité aux déchets de l'institution et aux achats publics.

Dans la mesure où le changement des modes de production et de consommation n'est pas du ressort de la Métropole seule, il est essentiel pour déployer cette stratégie de mobiliser les acteurs du territoire et de s'appuyer pour cela sur des relais divers.

Cette délibération propose de soutenir une initiative portée par des acteurs du territoire pour mobiliser des publics variés : les entreprises artisanales, les acheteurs publics et les citoyens et futurs porteurs de projets d'économie circulaire.

**II - Compte-rendu de la 1<sup>ère</sup> édition de l'évènement en 2018**

Le 15 juillet 2018 s'est tenue la 1<sup>ère</sup> édition de l'évènement "Faites RRRRRR ! [Faites des déchets : faites-en des ressources]", organisé par la Maison de l'économie circulaire et l'Atelier soudé et qui a été soutenu par la Métropole.

Il proposait des ateliers de réparation et d'auto-construction, des conférences, des spectacles, la vente d'objets issus de l'artisanat, et comportait également un espace ludique et éducatif pour les plus jeunes.

Cet évènement a permis d'attirer un public aussi bien novice qu'averti sur la question de la seconde vie des objets, participant ainsi à la mise en œuvre des politiques publiques de la Métropole en matière de prévention des déchets.



### III - L'édition 2019 de l'évènement

Le "R Festival" est renouvelé en 2019 avec un format différent et prenant en compte les enseignements issus de la 1<sup>ère</sup> édition. Il se tiendra ainsi dans un espace plus central et accessible pour le grand public, sur plusieurs jours, fin octobre/début novembre.

Il s'agit notamment de promouvoir "le faire ensemble", la réappropriation des techniques (artisanat, réparation), la revalorisation des matières (et la valorisation humaine que cela implique). Des temps collectifs (ateliers, conférences) sont ainsi organisés tout au long de l'évènement.

Cette édition comporte aussi une journée à l'attention des professionnels et des acteurs rattachée à la thématique de la seconde vie des déchets afin de favoriser les connexions et l'échange des pratiques.

Le budget total associé à l'évènement est d'un montant de 33 000 € TTC, ce dernier incluant notamment les dépenses relatives aux animations, aux interventions et à la communication.

Dépenses		Recettes	
Actions	Montants (en €)	Source de financement	Montants (en €)
nourriture et boisson	5 300	fonds propres	12 000
animations et concerts	16 200	subvention Métropole de Lyon	13 000
logistique / scénographie	2 500	subvention autres acteurs	8 000
communication	2 000		
moyens humains	7 000		
<b>Total TTC</b>	<b>33 000</b>	<b>Total TTC</b>	<b>33 000</b>

Il est donc proposé au Conseil d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 13 000 € au profit de la Maison de l'économie circulaire et l'Atelier soudé, dans le cadre de l'organisation du "R Festival" en 2019.

Le versement de cette subvention sera encadré par une convention à conclure avec les structures bénéficiaires ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 13 000 € au profit du collectif organisateur Maison de l'économie circulaire et Atelier soudé dans le cadre de l'organisation du "R Festival" en 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et le collectif définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 13 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P25O3173.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3781**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Prévention des déchets - Attribution d'une subvention à l'association Green friday pour l'organisation du Green friday**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I Contexte**

La Métropole de Lyon a décliné l'objectif national de réduction des déchets à travers son programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) adopté par délibération du Conseil n° 2018-3257 du 10 décembre 2018. Ce programme vise une réduction de 31,9 kg par habitant de déchets ménagers et assimilés (DMA) hors gravats entre 2018 et 2024, soit en moyenne une réduction supplémentaire de 5 kg par habitant chaque année. Le plan d'action pluriannuel a retenu 21 actions réparties suivant 7 axes, dont les axes 6 "donner une seconde vie aux produits destinés à l'abandon" et 7 "promouvoir l'éco-consommation" qui concernent cette délibération.

De plus, la Métropole est, depuis 2015, lauréate de l'appel à projet "zéro déchet, zéro gaspillage" lancé par le Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer et visant à soutenir les territoires s'engageant à mettre en œuvre un projet politique intégré concernant la prévention et la gestion des déchets, dans une dynamique circulaire. Par délibération du Conseil n° 2017-1904 du 10 avril 2017, la Métropole a approuvé les orientations stratégiques du plan d'action économie circulaire qui se décline en 4 axes :

- axe 1 : mettre en œuvre et anticiper les bonnes pratiques de prévention et de gestion des déchets,
- axe 2 : soutenir des porteurs de projet d'économie circulaire,
- axe 3 : mobiliser des territoires et des filières,
- axe 4 : appliquer l'éco-exemplarité aux déchets de l'institution et aux achats publics.

Dans la mesure où le changement des modes de production et de consommation n'est pas du ressort de la Métropole seule, il est essentiel pour déployer cette stratégie de mobiliser les acteurs du territoire et de s'appuyer pour cela sur des relais divers.

Cette délibération propose de soutenir une initiative portée par des acteurs du territoire pour mobiliser des publics variés : les entreprises artisanales, les acheteurs publics et les citoyens et futurs porteurs de projets d'économie circulaire.

**II - Compte-rendu de l'édition "Green friday"**

Initié par le réseau Envie en 2017, le "Green friday" découle "d'une volonté de rappeler que de nombreuses alternatives de consommation existent. Une volonté de participer à limiter le gaspillage en encourageant les consommateurs à réparer plutôt qu'acheter, à donner plutôt que jeter, à acheter d'occasion plutôt que neuf, ou à consommer seulement si besoin est".

En 2018, plusieurs acteurs (entreprises et associations engagées pour un commerce équitable, durable, responsable et/ou circulaire ou pour l'insertion par l'activité économique) se sont fédérés pour créer l'association Green friday. Cette structure a donc en charge l'organisation de cet événement se tenant à l'occasion de la semaine européenne de réduction des déchets (SERD) en novembre 2019. Il a vocation à valoriser des initiatives d'éco consommation en réponse au "Black friday" qui promeut au contraire la surconsommation.

D'ampleur nationale, cet évènement permet de sensibiliser le public aussi bien novice qu'averti sur la question des pratiques de consommation incluant la seconde vie des objets, participant ainsi à la mise en œuvre des politiques publiques de la Métropole en matière de prévention des déchets.

La Métropole a apporté en 2018 un soutien financier de 2 000 € TTC pour cet évènement, avec une forte communication déclinée localement par les acteurs du territoire métropolitain.

### III - L'édition 2019 de l'évènement

Le "Green friday" est renouvelé en 2019 avec un format tourné résolument vers la mobilisation accrue des acteurs, et en particulier à l'échelon métropolitain (ressourceries, acteurs de la réparation, acteurs de la mode éthique, têtes de réseau, etc.).

Il s'agit bien de sensibiliser massivement le public sur les impacts sociaux et environnementaux des modes de consommation, d'encourager les consommateurs à adopter de nouvelles pratiques et de mettre en évidence les nombreuses alternatives de consommation.

Le budget total associé à l'évènement est d'un montant de 94 200 €.

Dépenses		Recettes	
Actions	Montants (en €)	Source de financement	Montant (en €)
moyens humains	22 000	contribution ENVIE et Altermundi	5 600
communication (affiche, vidéo, etc.) et enveloppe évènementiel	17 700	contribution autres membres fondateurs	12 000
fondation Google (référencement et accompagnement numérique)	48 000	contribution fondation Google	48 000
étude sur la consommation responsable	4 000	subvention Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	10 000
frais généraux	500	adhésions	1 800
imprévus (2,5 % du total)	2 000	subvention Métropole de Lyon	2 000
		subvention autres collectivités	14 800
<b>Total TTC</b>	<b>94 200</b>	<b>Total TTC</b>	<b>94 200</b>

Il est donc proposé au Conseil de procéder à l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 € dans le cadre de l'organisation du "Green friday" en novembre 2019.

Le versement de cette subvention sera encadré par une convention à conclure avec les structures bénéficiaires ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 € au profit de l'association Green friday pour l'organisation du Green friday en novembre 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 2 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercices 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P25O2482.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3782**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Valorisation des déchets - Téléthon 2019 - Participation de la Métropole de Lyon pour l'année 2019 - Attribution d'une subvention à l'Association française contre les myopathies (AFM)**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La participation de la Métropole au Téléthon, initiée par la Communauté urbaine de Lyon dès 2009, se matérialise par le versement d'une subvention à l'AFM. Ce soutien financier est calculé en fonction du tonnage de papiers, de journaux et de magazines collectés dans le cadre de la collecte sélective des emballages ménagers et dans les déchèteries métropolitaines.

Cette participation poursuit un double objectif. Elle s'inscrit dans la stratégie de la gestion des déchets de la Métropole en faveur de la valorisation matière au détriment de l'enfouissement des déchets et de leur incinération comme un moyen pour sensibiliser les habitants au tri des déchets ménagers. Elle permet également à la Métropole de confirmer son engagement en faveur d'une action caritative, en l'occurrence le versement d'une subvention à l'AFM.

Ainsi, en 2018, la Métropole a versé une subvention à l'AFM d'un montant de 8 134 €.

Pour 2019, il est proposé au Conseil de prendre en compte les tonnages de papier, de journaux et de magazines collectés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le 30 septembre 2019 à raison de 0,50 €/tonne et dans la limite de 10 000 €. Au vu des 1<sup>ères</sup> estimations, l'aide versée à l'AFM serait de l'ordre de 7 500 €. Elle sera arrêtée à la fin de l'année 2019 après la consolidation des tonnages effectivement collectés ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement correspondant à 0,50 € par tonne de papiers, journaux et magazines collectés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2018 et le 30 septembre 2019, d'un montant maximum estimé à 10 000 €, au profit de l'AFM au titre de l'année 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'AFM définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit d'un montant maximum estimé à 10 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P25O2488.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3783**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Valorisation des déchets - Collecte du verre - Attribution d'une subvention au Comité départemental du Rhône de la Ligue contre le cancer pour l'année 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon est compétente pour la gestion des déchets ménagers et assimilés. À ce titre, elle collecte, en apport volontaire, le verre produit par les ménages, c'est-à-dire au moyen de silos implantés sur l'ensemble de son territoire. À ce jour, plus de 2 550 silos à verre sont implantés sur les 59 Communes de la Métropole.

La collecte du verre est en augmentation constante passant de 24 000 tonnes en 2010 à près de 30 000 tonnes en 2018.

Dès 1979, un partenariat a été mis en place entre la Communauté urbaine de Lyon et la Ligue contre le cancer pour faire du geste écologique du tri du verre un geste de solidarité. Ainsi, la Métropole soutient le Comité départemental du Rhône de la Ligue nationale contre le cancer en lui versant une subvention déterminée en fonction du tonnage de verre collecté l'année précédente. Le tableau ci-dessous présente la progression des tonnages collectés et de la subvention versée depuis 2011 :

Année	Tonnage de verre collecté l'année précédente (en tonnes)	Subvention versée (en €)
2011	24 480	74 664
2012	24 963	76 137
2013	25 053	76 412
2014	26 200	79 910
2015	26 734	81 539
2016	27 587	84 140
2017	29 069	88 660
2018	29 687	90 545

L'association entre le geste civique et environnemental du tri du verre et une action de solidarité est un levier de sensibilisation des habitants et explique en partie les performances de la Métropole en matière de collecte de ce matériau.



Conformément à la convention de partenariat renouvelée en 2017 pour une durée de 6 ans, il est proposé au Conseil d'attribuer au Comité départemental du Rhône de la Ligue contre le cancer une subvention correspondant à 3,05 € par tonne de verre collecté en 2018. Ce tonnage s'élevant à 31 050 tonnes, le montant de la subvention serait de 94 703 €, soit une augmentation de 5 % par rapport à la précédente subvention. Cette augmentation est le résultat des actions d'optimisation et de sensibilisation menées par les services de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 94 703 € au profit du Comité départemental du Rhône de la Ligue contre le cancer dans le cadre de la collecte sélective du verre pour l'année 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et le Comité départemental du Rhône de la Ligue contre le cancer définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 94 703 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P25O2488.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3784**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Exploitation des 18 déchèteries de la Métropole de Lyon et des autres solutions de collecte de déchets occasionnels - 4 lots - Autorisation de signer les accords-cadres de services à la suite d'une procédure d'appel d'offres ouvert**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - déchets**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Les déchèteries de la Métropole accueillent chaque année 2,2 millions d'usagers et collectent en vue de leur traitement 133 000 tonnes de déchets occasionnels. Ces installations constituent pour les ménages un mode de collecte complémentaire à la collecte traditionnelle en porte-à-porte ou en apport volontaire des ordures ménagères et de la collecte séparée des recyclables secs (papiers et emballages).

La Métropole confie l'exploitation de ces installations classées pour la protection de l'environnement à des entreprises spécialisées dans la gestion des déchets.

Les marchés de prestations de service concernant l'exploitation de 18 déchèteries métropolitaines sur les 19 arrivent à échéance au 1<sup>er</sup> décembre prochain. Leur renouvellement est l'occasion d'intégrer de nouveaux dispositifs de collecte, à savoir la gestion du service de déchèteries mobiles et des points d'apports volontaires de déchets verts, des actions prévues dans le pacte métropolitain. Avec le renforcement de la qualité du service à rendre aux usagers, les prochains accords-cadres prévoient une meilleure sécurisation des installations avec la généralisation de la vidéosurveillance et du gardiennage. Il intègre également un transfert de responsabilité aux exploitants dans la gestion des flux de déchets qui seront plus réactifs dans les enlèvements de contenants à remplacer. La maintenance des installations techniques sera elle aussi en grande partie confiée aux entreprises pour mieux faire face aux dégradations liées aux vols et aux actes de vandalisme qui sont en augmentation. Concernant l'emploi, en application des règles des conventions collectives en vigueur, les entreprises lauréates seront tenues de reprendre les personnels en poste, dans la mesure où ces derniers ne font pas l'objet de procédures disciplinaires.

Le marché d'exploitation de 18 déchèteries et des autres solutions de collecte de déchets occasionnels recouvre les prestations suivantes :

Pour les déchèteries fixes :

- gestion du haut de quai (accueil, accueil d'accès et orientation des usagers),
- gestion du bas de quai (mise à disposition, enlèvement et transport de bennes),
- petit entretien, propreté et maintenance du site.

Pour les déchèteries mobiles et point d'apport volontaires de déchets verts, la gestion du service.

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée en application des articles L 2124-2, R 2124-2 et R 2161-1 à R 2161-5 du code de la commande publique (CCP) pour l'attribution des accords-cadres relatifs à l'exploitation des 18 déchèteries de la Métropole et des autres solutions de collecte de déchets occasionnels.

Les prestations font l'objet de l'allotissement, ci-dessous, mentionné.

Tous les lots feraient l'objet d'un accord-cadre à bons de commande conformément aux articles R 2162-1 à R 2162-6 et R 2162-13 et 14 du CCP.

Les présents accords-cadres intègrent des conditions d'exécution à caractère social et prévoient, notamment, la mise en œuvre de la clause d'insertion sociale avec le recrutement d'une personne éloignée de l'emploi à hauteur de 5 % des emplois qui seraient susceptibles d'être renouvelés.

Ils seraient conclus pour une durée ferme de 6 ans.

Les lots comporteraient l'engagement de commande suivant :

Lot	Libellé du lot	Engagement minimum de commande pour la durée totale de l'accord-cadre		Engagement maximum de commande pour la durée totale de l'accord-cadre	
		€ HT	€ TTC	€ HT	€ TTC
1	exploitation des déchèteries - zone nord	8 398 322	9 238 154,20	25 194 968	27 714 464,80
2	exploitation des déchèteries - zone est	7 534 293	8 287 722,30	22 602 880	24 863 168
3	exploitation des déchèteries - zone sud	7 792 741	8 572 015,10	23 378 224	25 716 046,40
4	exploitation des déchèteries - zone ouest	7 992 979	8 792 276,90	23 978 938	26 376 831,80

Conformément aux critères d'attribution prévus au règlement de consultation, la Commission permanente d'appel d'offres, lors de sa séance du 26 juillet 2019, a choisi pour les différents lots les offres comprenant les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) des entreprises suivantes :

- lot n° 1 : exploitation des déchèteries - zone nord ; entreprise ONYX ARA,
- lot n° 2 : exploitation des déchèteries - zone est ; entreprise COIRO Environnement,
- lot n° 3 : exploitation des déchèteries - zone sud ; entreprise SERNED,
- lot n° 4 : exploitation des déchèteries - zone ouest ; entreprise SITA Lyon.

Il est donc proposé au Conseil d'autoriser monsieur le Président à signer les accords-cadres, conformément à l'article L 3221-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

Où l'intervention de madame le rapporteur précisant que :

**- Dans l'exposé des motifs, il convient d'ajouter, avant le paragraphe commençant par :**

"- gestion du haut de quai (accueil, accueil d'accès et orientation des usagers)",

**les paragraphes ci-après :**

"Les déchèteries de la Métropole accueillent chaque année 2,2 millions d'usagers et collectent en vue de leur traitement 133 000 tonnes de déchets occasionnels. Ces installations constituent pour les ménages un mode de collecte complémentaire à la collecte traditionnelle en porte-à-porte ou en apport volontaire des ordures ménagères et de la collecte séparée des recyclables secs (papiers et emballages).

La Métropole confie l'exploitation de ces installations classées pour la protection de l'environnement à des entreprises spécialisées dans la gestion des déchets.

Les marchés de prestations de service concernant l'exploitation de 18 déchèteries métropolitaines sur les 19 arrivent à échéance au 1<sup>er</sup> décembre prochain. Leur renouvellement est l'occasion d'intégrer de nouveaux dispositifs de collecte, à savoir la gestion du service de déchèteries mobiles et des points d'apports volontaires de déchets verts, des actions prévues dans le pacte métropolitain. Avec le renforcement de la qualité du service à rendre aux usagers, les prochains accords-cadres prévoient une meilleure sécurisation des installations avec la généralisation de la vidéosurveillance et du gardiennage. Il intègre également un transfert de responsabilité aux exploitants dans la gestion des flux de déchets qui seront plus réactifs dans les enlèvements de contenants à remplacer. La maintenance des installations techniques sera elle aussi en grande partie confiée aux entreprises pour mieux faire face aux dégradations liées aux vols et aux actes de vandalisme qui sont en augmentation. Concernant l'emploi, en application des règles des conventions collectives en vigueur, les entreprises lauréates seront tenues de reprendre les personnels en poste, dans la mesure où ces derniers ne font pas l'objet de procédures disciplinaires.

Le marché d'exploitation de 18 déchèteries et des autres solutions de collecte de déchets occasionnels recouvre les prestations suivantes :

Pour les déchèteries fixes : ".

#### DELIBERE

##### 1° - Autorise :

a) - les modifications proposées par madame le rapporteur,

b) - monsieur le Président à signer les accords-cadres à bons de commande pour l'exploitation des 18 déchèteries de la Métropole et des autres solutions de collecte de déchets occasionnels et tous les actes y afférents avec les entreprises suivantes :

- lot n° 1 : exploitation des déchèteries - zone nord ; entreprise ONYX ARA, pour un montant minimum de 8 398 322 € HT, soit 9 238 154,20 € TTC et maximum de 25 194 968 € HT, soit 27 714 464,80 € TTC pour une durée ferme de 6 ans,

- lot n° 2 : exploitation des déchèteries - zone est ; entreprise COIRO Environnement, pour un montant minimum de 7 534 293 € HT, soit 8 287 722,30 € TTC et maximum de 22 602 880 € HT, soit 24 863 168 € TTC pour une durée ferme de 6 ans,

- lot n° 3 : exploitation des déchèteries - zone sud ; entreprise SERNED, pour un montant minimum de 7 792 741 € HT, soit 8 572 015,10 € TTC et maximum de 23 378 224 € HT, soit 25 716 046,40 € TTC pour une durée ferme de 6 ans,

- lot n° 4 : exploitation des déchèteries - zone ouest ; entreprise SITA Lyon, pour un montant minimum de 7 992 979 € HT, soit 8 792 276,90 € TTC et maximum de 23 978 938 € HT, soit 26 376 831,80 € TTC pour une durée ferme de 6 ans.

2° - **Les dépenses** de fonctionnement en résultant seront imputées sur les crédits inscrits ou à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 011 - opération n° 0P25O2487.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3785**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Lyon 3° - Lyon 6° - Lyon 7°**

objet : **Entretien des berges de la rive gauche du Rhône - Dispositif de propreté globale du site - Convention avec la Ville de Lyon - 2019-2023**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction territoires services urbains**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Les berges de la rive gauche du Rhône, aménagées par la Métropole de Lyon et la Ville de Lyon, offrent aux usagers 5 km dévolus aux loisirs urbains en plein centre-ville de Lyon, sur le 3°, 6° et 7° arrondissement. Du parc de la Tête d'Or au parc de Gerland, le site mêle minéral et végétal pour s'adapter aux contraintes des crues du Rhône. Les berges du Rhône sont rythmées par 8 séquences paysagères. Au fil du fleuve et sur l'ensemble du tracé, 2 rubans parallèles : l'un dédié aux modes doux, l'autre adapté à la marche sont installés en bordure de fleuve.

Dans un souci de gestion de qualité des espaces publics, la Métropole et la Ville de Lyon ont choisi de confier à un intervenant unique, en l'espèce la Métropole, le nettoyage de cet espace.

Une 1<sup>ère</sup> convention a été conclue entre les 2 collectivités pour la période 2013-2015, renouvelée pour la période 2015-2019. Elle définit les conditions dans lesquelles la Ville de Lyon confie à la Métropole, conformément à l'article L 3633-4 du code général des collectivités territoriales (CGCT) les attributions d'entretien courant et de nettoyage des berges de la rive gauche du Rhône situées entre les ponts Churchill et Pasteur. Cette convention arrive à échéance le 30 septembre 2019.

Le bilan de ce dispositif s'avère particulièrement positif, et il est proposé au Conseil de le reconduire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019, pour une durée de 4 ans et 3 mois soit jusqu'au 31 décembre 2023.

La Métropole prend à sa charge le nettoyage global du site.

En plus des missions qui relèvent de sa propre compétence : nettoyage des espaces de voirie, vidage des corbeilles de propreté, ramassage des feuilles mortes, déneigement, évacuation et traitement des déchets, la Métropole assure pour le compte de la Ville de Lyon, les missions suivantes :

- le nettoyage des espaces verts,
- le nettoyage des aires de jeux,
- la propreté des fontaines et lame d'eau,
- l'enlèvement des tags,
- le ramassage des feuilles mortes sur les espaces verts, les aires de jeux (prestation saisonnière).

La surface globale à prendre en compte s'élève à 20,3 ha dont 3,29 ha d'espaces publics de compétence municipale (espaces verts, aires de jeux, etc.) soit 16,24 % de la surface totale.

Le nettoyage et l'entretien de ce site sont confiés à un prestataire de la Métropole via la signature d'un accord-cadre à bons de commandes.

Les conditions de remboursement par la Ville de Lyon à la Métropole demeurent inchangées, à savoir un remboursement du montant des prestations relevant des compétences de la Ville de Lyon en fonction de la superficie de compétence municipale.

La convention sera conclue pour une durée de 4 ans et 3 mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019. La participation financière de la Ville de Lyon, dont les modalités de calcul et de révision annuelle sont définies dans la convention, est estimée pour l'année 2020 à 113 354,63 € TTC ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - le renouvellement du dispositif de propreté des berges du Rhône définissant les principes de gestion et d'entretien du site jusqu'au 31 décembre 2023,

b) - la convention à passer entre la Métropole et la Ville de Lyon, pour la période 2019-2023.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - **Les recettes** correspondantes, d'un montant estimé à 113 354,63 € TTC pour une année complète, seront imputées sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitre 74 - opération n° 0P24O2467.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3786**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Plan métropolitain santé-environnement 2019-2026**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le contexte**

La santé, comme la définit l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 1946, est un état complet de bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité.

Au-delà de nos facteurs génétiques, de nombreux éléments, appelés déterminants, ont une influence sur la santé : les comportements individuels, en matière d'alimentation ou d'activité physique par exemple, le lien social, le logement, l'éducation, la propreté, l'urbanisme. Il s'agit donc globalement de l'ensemble de nos conditions de vie.

Ainsi nos choix de vie, les milieux où nous naissons, grandissons, vivons, travaillons et vieillissons ont une influence importante sur notre santé.

En 1994, l'OMS a formalisé le lien entre santé et environnement : la santé-environnement prend en considération toutes les sources de pollution ou d'exposition susceptibles de concourir à l'altération de la santé des individus, par toutes les voies d'exposition, et quand cela est possible, les interactions entre polluants.

La question des liens entre santé et environnement s'est posée avec de plus en plus d'acuité au cours des dernières décennies. Elle s'inscrit dans un contexte marqué à la fois par le recul des maladies infectieuses et l'explosion des maladies chroniques (maladies cardio-vasculaires, cancers, maladies respiratoires, troubles de la fertilité, etc.), aujourd'hui responsables de 88 % de la mortalité en France. Cette "transition épidémiologique" conduit à remettre en cause une logique de santé qui était jusque-là essentiellement curative, pour la réorienter vers davantage de prévention.

Cette approche, d'abord tournée vers les comportements à risques (tabac, alcool, sédentarité, comportements alimentaires), n'est cependant pas suffisante, car de nombreuses maladies chroniques sont également liées aux changements de notre environnement physique. Chaque année en France, ces maladies diminuent l'espérance de vie (qui augmentait tous les 20 ans jusqu'alors). Par exemple, pour les habitants de la Métropole de Lyon, une absence de pollution aux particules fines entraînerait une augmentation de l'espérance de vie d'au moins un an (Pascal M., De Crouy Chanel P., Corso M., Medina S., Wagner V., Gorla S, et al. Impacts de l'exposition chronique aux particules fines sur la mortalité en France continentale et analyse des gains en santé de plusieurs scénarios de réduction de la pollution atmosphérique, Santé publique France, Paris, 2016). De très nombreuses substances présentes dans notre environnement sont suspectées d'avoir des effets délétères et seraient aujourd'hui responsables, selon l'OMS, de 8 % de la mortalité mondiale.

Même si les liens entre santé et environnement ne sont pas toujours faciles à établir, il est ainsi aujourd'hui admis que l'environnement joue un rôle central dans l'état de santé des populations et il incombe aux pouvoirs publics d'accentuer leurs politiques en faveur d'un environnement sain.

Face à ces enjeux, la Métropole apporte ainsi des réponses qui sont principalement du ressort de la prévention, approche essentielle à la santé telle que définie par l'OMS en 1946 puis plus tard, compte-tenu de ses nombreuses compétences dans ce domaine. En effet, elle concourt au "bien être dans la ville" par son rôle sur la qualité du cadre de vie en matière d'eau, d'air, de bruit, de qualité des sols, d'hygiène, de propreté, de collecte et de traitement des déchets. Elle joue également un rôle majeur dans l'aménagement de l'espace, dont

on découvre chaque jour davantage les incidences, par exemple sur l'activité physique que chacun peut avoir dans sa vie quotidienne.

La Métropole porte aussi des responsabilités dans les champs des solidarités tout au long de la vie : la périnatalité et la petite enfance avec la protection maternelle infantile (PMI), les collégiens avec la restauration collective, les personnes âgées en perte d'autonomie, celles en situation de handicap, de vulnérabilité, de précarité. Elle intervient également lors des épisodes de canicule ainsi qu'en amont dans l'adaptation de l'urbanisme et des logements pour faire face aux changements climatiques et en particulier aux pics de chaleur.

En complément de ces politiques préventives et d'accompagnement en matière de santé-environnement, il est enfin utile de rappeler que la Métropole est aussi reconnue pour son écosystème de soin et de recherche performant dans le domaine de la santé.

L'ensemble de ces compétences font donc de la Métropole la collectivité de la promotion et de la préservation de la santé de ses habitants.

## **II - Objectifs**

La Métropole intègre déjà les préoccupations santé-environnement dans les actions de ses différents plans de politiques publiques thématiques comme le projet métropolitain des solidarités (PMS) par exemple, le pacte de cohérence métropolitain (PCM), le plan oxygène, le plan d'éducation au développement durable, le plan climat-air-énergie territorial (PCAET), la stratégie alimentation, le plan d'action pour les mobilités actives (PAMA), etc. L'adoption d'un plan métropolitain santé-environnement constituerait une étape supplémentaire dans l'objectif de renforcer, mieux articuler, et décloisonner ses politiques publiques.

Ce plan permettra donc de donner plus d'efficacité, de cohérence et de lisibilité à l'ensemble des politiques métropolitaines engagées visant à concourir à l'amélioration de l'environnement et de la santé des grands lyonnais.

## **III - Diagnostic santé-environnement des habitants de la Métropole**

Réaliser un état des lieux des conditions de santé de la population métropolitaine a constitué une étape préalable essentielle à l'élaboration du plan d'action de la stratégie santé-environnement.

Cette démarche descriptive a eu pour objet d'obtenir une vision globale des enjeux de santé liés à l'environnement sur le territoire en établissant les liens entre exposition, vulnérabilité et santé.

Le diagnostic santé-environnement des habitants de la Métropole, établi avec le concours de l'expertise technique du Centre d'études et d'expertises sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) et de l'Observatoire régional de la santé (ORS) a donné lieu à une analyse croisée d'une centaine d'indicateurs sociaux, environnementaux et sanitaires. Ce diagnostic est accessible en ligne sur le blog développement durable de la Métropole.

Le diagnostic a permis de constater un meilleur état de santé des habitants de la Métropole par rapport à l'échelle régionale. Cependant, si l'espérance de vie est plus élevée au sein de la Métropole, ce n'est pas pour autant une vie en bonne santé à tous les âges. L'analyse fait ainsi état d'une forte présence des maladies chroniques et d'un taux d'affection longue durée plus important qu'en France et en Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Il a par ailleurs été mis en évidence des inégalités de santé marquées sur le territoire. L'écart entre habitants du sud-est et habitants du nord-ouest du territoire de la Métropole démontre que la défaveur sociale (indice prenant en compte les revenus des ménages, la part des bacheliers, la part d'ouvriers et le taux de chômage) accentue les impacts de l'environnement sur la santé. Ce constat souligne la nécessité de mettre en place des mesures orientées vers la réduction des inégalités territoriales, environnementales et sociales de santé.

Cinq principales catégories de facteurs environnementaux impactant la santé des habitants sur le territoire ont été mises en lumière :

- l'environnement extérieur,
- l'environnement intérieur,
- les comportements individuels,
- le changement climatique,
- les risques émergents.

## **IV - Les principes structurants**



Une démarche de concertation destinée à partager les enjeux issus du diagnostic entre les services de la Métropole et des représentants d'acteurs du territoire (institutions, communes, associations, bailleurs, professions médicales) a abouti à des propositions d'actions pour une politique métropolitaine santé-environnement transversale et inclusive. Pour une majeure partie (80 %), ces actions relèvent d'engagements déjà à l'œuvre dans le cadre de plans ou stratégies de la Métropole qu'il convient de maintenir ou amplifier.

L'ensemble des actions du plan métropolitain santé-environnement est structuré autour de 3 objectifs opérationnels.

### **1° - Prendre appui sur les compétences métropolitaines pour réduire les inégalités environnementales de santé**

Les compétences de la Métropole offrent des leviers importants pour agir en amont sur les déterminants de santé (l'air, l'eau, le bruit, etc.), de même qu'en matière de changement de comportement auprès des publics accompagnés par la collectivité (petite enfance, collégiens, personnes âgées, etc.).

#### **a) - Réduire les expositions et facteurs de risques**

Les expositions et facteurs de risques qui relèvent du champ d'action de la Métropole concernent une diversité de domaines et sont l'objet de plans d'actions existants que le plan métropolitain santé-environnement vient coordonner et compléter. Le PCAET vise à atténuer le changement climatique en baissant les émissions de gaz à effet de serre, notamment, via le schéma directeur des énergies (SDE), à adapter le territoire au travers de l'urbanisme et des transports - plan des déplacements urbains (PDU), à agir sur la qualité de l'air via le plan oxygène. Ces actions sont complétées par l'exercice des compétences historiques de la Métropole provenant du concept d'hygiénisme né au XIX<sup>e</sup> siècle, qui se déclinent, notamment, à travers les thèmes de l'urbanisme, de l'eau, de la propreté urbaine ("cycle des déchets", de la réduction à la source à la gestion des déchets). Enfin, la Métropole agit dans les registres du bruit, de l'agriculture, de l'alimentation.

#### **b) - Accompagner les changements de comportements dans une démarche de prévention à la fois globale et individuelle**

Dans le cadre de ses politiques d'accompagnement des usagers, la Métropole dispose de capacités pour sensibiliser et former les populations reconnues sensibles en matière de santé-environnement dans un objectif de changement de comportement : futurs parents, jeunes enfants, collégiens, personnes âgées, personnes en situation de handicap, personnes en situation de précarité, habitants des quartiers politique de la ville. Ces initiatives relèvent de l'ensemble des professionnels médico-sociaux de la collectivité et s'appuient aussi sur des outils tels que le plan d'éducation au développement durable. Elles devront s'articuler avec les réflexions en cours sur les politiques d'information et de prévention liées à la santé.

Par ailleurs, le plan métropolitain santé-environnement accentue le rôle d'appui et d'accompagnement de la Métropole aux professionnels de divers secteurs d'activité (agriculteurs, professionnels de l'aménagement et du bâtiment) dans leurs changements de pratique dans leur recherche d'exemplarité.

### **2° - Développer et partager l'observation et les connaissances locales**

Les interactions entre santé et environnement sont multiples et complexes et méritent d'être mieux identifiées. Il s'agit donc de mieux les connaître pour en favoriser l'appropriation par l'ensemble des acteurs concernés. Cela vaut particulièrement pour ce que l'on appelle "les risques émergents" dont il s'agit d'anticiper les conséquences. Pour ce faire, il s'agira de développer les liens avec la recherche universitaire, la cancérologie (plus particulièrement avec le Centre international de recherche sur le cancer -CIRC-), et avec la stratégie "innovation sanitaire et médico-sociale".

### **3° - Assurer les conditions de réussite : transversalité, suivi, maintien de la cohérence et évaluation du plan**

La concertation avec l'ensemble des partenaires a permis d'identifier les facteurs de réussite d'une politique territoriale santé-environnement, en particulier :

- la cohérence des politiques menées sur le territoire de la Métropole : l'adaptation aux changements climatiques et à leurs conséquences sanitaires a par exemple été citée comme une illustration de la nécessaire convergence de l'action des pouvoirs publics. Une cohérence avec l'ensemble des démarches de la Métropole en matière de santé sera recherchée, y compris dans le domaine économique, afin d'assurer son attractivité territoriale,

- la participation à la mise en œuvre du plan des acteurs les plus directement concernés, mais également des habitants. La Métropole au travers de ses leviers participera à l'animation du territoire en investissant les différentes scènes de gouvernance.

L'articulation des politiques métropolitaines, l'implication des acteurs et des habitants, mais aussi la dimension très transversale des problématiques en cause ont conduit à retenir la stratégie santé-environnement parmi les politiques que la Métropole a décidé d'évaluer dans les prochaines années.

On soulignera la bonne cohérence du plan métropolitain santé-environnement avec les objectifs du 4<sup>ème</sup> plan national santé-environnement dont 3 sont en complet regroupement : développer et partager l'observation et les connaissances locales, informer et l'accompagner aux changements de comportement dans une démarche de prévention à la fois globale et individuelle, réduire les expositions et agir sur les facteurs de risques.

Par ailleurs, la Métropole pourra renforcer son engagement par la signature de chartes de santé environnementale dans une démarche d'exemplarité.

Ces grands principes s'incarnent dans le plan d'actions présenté ci-après et soumis à l'approbation du Conseil.

## **V - Le plan d'actions**

Deux priorités ont guidé l'élaboration du plan d'actions dans la démarche de concertation afin d'atteindre ses objectifs de prévention et de promotion de la santé :

- réduire les inégalités environnementales qui se juxtaposent souvent aux inégalités socio-économiques, contribuant à renforcer les disparités sociales et territoriales,
- protéger les publics sensibles, notamment, les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques et les enfants des facteurs environnementaux pouvant remettre en cause leur santé.

S'il vise à améliorer en particulier la protection des publics les plus sensibles, le plan métropolitain santé-environnement prend en compte l'ensemble des habitants de la Métropole dans les actions qui le composent.

Le plan métropolitain santé-environnement se décline en 3 axes avec une cinquantaine d'actions qui fixent le cadre d'intervention de la Métropole pour 2019-2026.

Ces objectifs feront l'objet d'une déclinaison opérationnelle.

### **1° - Axe 1 : s'appuyer sur les compétences métropolitaines**

#### **a) - Réduire les expositions et agir sur les facteurs de risque**

Exemples de déclinaisons opérationnelles possibles :

- air : apaiser les conditions de circulation et développer les infrastructures en faveur de la marche et du vélo / réduire les expositions des populations aux pesticides,
- eau : gérer les ressources en eau pour la consommation et les besoins de froid,
- modes actifs : développer les infrastructures en faveur de la marche et du vélo et être attentif à la mobilité de tous (personnes en situation de handicap, etc.),
- alimentation : proposer une alimentation saine dans la restauration collective / mettre en place un projet alimentaire territorial intégrant les enjeux de santé,
- changements climatiques : coordonner les dispositifs de plan canicule et mutualiser les espaces de repli intérieurs ou lieux frais / réduire les îlots de chaleur urbains, notamment, grâce à la végétation et rendre la ville plus perméable,
- urbanisme : développer des aménagements favorables à la santé,
- bruit : poursuivre le partenariat avec Acoucité pour agir sur les points noirs du bruit,
- habitat : améliorer le confort thermique dans les bâtiments / prendre en compte les spécificités des publics (personnes en situation de handicap),
- hygiène et propreté : poursuivre les actions de la Métropole en matière de propreté urbaine et de gestion des déchets,
- agriculture : poursuivre les actions en faveur d'une production agricole prenant en compte les enjeux de la santé environnement.

Les domaines de compétences énoncés ci-dessus ne sont pas exhaustifs et le plan métropolitain santé-environnement repose sur des actions transversales qui impactent l'ensemble des compétences de la collectivité. Cette transversalité implique que certaines actions correspondent à plusieurs thématiques.

Une attention particulière sera portée aux publics les plus sensibles : il s'agira en particulier de favoriser dans les marchés publics l'achat et l'usage de matériaux, mobiliers, produits et services écoresponsables, notamment, en matière de santé environnementale.

**b) - Accompagner les changements de comportement dans une démarche de prévention à la fois globale et individuelle**

Exemples de déclinaisons opérationnelles possibles :

- usagers de la PMI : amener les futurs et jeunes parents à intégrer ou renforcer des comportements limitant l'exposition aux polluants / accompagner des structures collectives de la petite enfance dans l'utilisation de changes lavables,
- public des collégiens : permettre aux enfants d'identifier les risques dans leur environnement et d'adopter des gestes simples pour les limiter,
- publics en défaveur sociale : permettre aux personnes en défaveur sociale d'intégrer ou de renforcer des comportements limitant l'exposition aux polluants,
- personnes âgées / personnes en situation de handicap : permettre aux personnes âgées et en situation de handicap de bénéficier des actions de la Métropole en matière de santé environnementale,
- professionnels : intégrer les enjeux de santé environnementale dans les projets d'aménagements urbains et de rénovation des espaces bâtis et naturels de la Métropole / sensibiliser les exploitants agricoles à la santé-environnement et valoriser les pratiques "agro écologiques" / inciter à l'utilisation de transports écoresponsables pour les trajets domicile-travail.

**2° - Axe 2 : développer et partager l'observation et la connaissance locales**

Exemples de déclinaisons opérationnelles possibles :

- renforcer et partager la connaissance locale et la constitution de bases de données dans le champ de la santé environnementale,
- mobiliser les équipes de recherche locales sur les problématiques émergentes,
- réaliser des études prospectives sur la raréfaction et la qualité de l'eau.

**3° - Axe 3 : assurer les conditions de réussite : transversalité, suivi, maintien de la cohérence et évaluation du plan**

Exemples de déclinaisons opérationnelles possibles :

- intégrer la dimension santé-environnement en amont de tous les projets, y compris dans les attributions de subventions,
- intégrer dans les décisions l'analyse des coûts et bénéfices sous l'angle de la santé environnementale,
- mettre en cohérence les plans et programmes menés par la Métropole, les communes et plus globalement l'ensemble des acteurs locaux avec la stratégie santé-environnement.

**VI - Suivi et évaluation**

La mise en œuvre du plan sera progressivement déployée sur la période 2019-2026.

Le plan métropolitain santé-environnement fait partie du programme d'évaluation des politiques publiques de la Métropole 2017-2020. Cette démarche a ainsi été prise en compte dès son élaboration, afin de permettre à terme d'objectiver la plus-value du plan et d'identifier ses effets d'entraînement.

L'évaluation sera conduite à 2 échelles : le suivi individuel des actions (avec des objectifs, critères et indicateurs dédiés) et celle du plan dans sa globalité. Deux axes guideront cette démarche : l'efficacité du plan à faire progresser la prise en compte des enjeux et à réduire les vulnérabilités d'une part, la cohérence des compétences métropolitaines à agir sur la santé-environnement à travers le plan, d'autre part.

L'évaluation reposera en partie sur les données / indicateurs de suivi des différentes actions du plan (objectifs chiffrés et moyens mis en œuvre par action) et sur des approches plus qualitatives ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

**DELIBERE**

**Approuve** les orientations et le programme d'actions proposés dans le cadre du plan métropolitain santé-environnement pour la période 2019-2026.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3787**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Projet alimentaire du territoire lyonnais - Défi famille à alimentation positive (FAAP) 2019-2020 - Attribution d'une subvention à l'association Rhône Loire pour le développement de l'agriculture biologique (ARDAB)**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon a adopté, par délibération du Conseil n° 2019-3625 du 24 juin 2019, une stratégie alimentaire métropolitaine co-construite avec les acteurs du territoire et dont la finalité consiste à "permettre l'accès de tous les habitants à une alimentation de qualité".

Depuis 2012, l'ARDAB met en œuvre, avec l'appui de la Métropole, le défi FAAP, qui a ensuite essaimé sur le territoire national. Cette action d'accompagnement, qui touche principalement des familles ayant déjà amorcé leur transition alimentaire, vise à accroître l'utilisation des produits locaux issus de l'agriculture biologique par les métropolitains en démontrant, de manière conviviale, qu'à partir d'un certain budget alimentaire on peut avoir accès à une alimentation saine, savoureuse, bio et locale, sans pour autant dépenser plus. À ce jour, 779 foyers au total sur la Métropole lyonnaise ont participé au défi, soit plus de 1 300 personnes sensibilisées en considérant les différents membres des foyers.

Une évaluation du défi a été menée après 5 années d'existence ; elle a montré :

- la légitimité de l'ARDAB, dont les compétences dans le domaine agricole sont reconnues pour porter ce défi, avec toutefois la nécessité d'y adosser des compétences complémentaires en économie sociale et familiale pour accompagner les familles dans l'analyse de leur budget alimentaire et en matière de santé,
- l'efficacité du dispositif : par exemple, lors de l'édition 2017-2018 du défi, 100 % des foyers ont augmenté leur consommation de produits biologiques, avec une évolution de la part de leurs achats bio de + 24 points (33 % au démarrage et 57 % la fin du défi) avec un coût du repas qui a diminué de 2,62 € à 1,86 € par personne,
- mais un impact extrêmement limité en direction des publics précaires : y compris pour les équipes situées dans les quartiers politiques de la ville, le défi touche un public éduqué et convaincu, déjà en transition alimentaire ; lors de l'édition 2017-2018, 33 % des achats alimentaires des participants étaient déjà issus de l'agriculture biologique.

Fort de ce constat, et dans la perspective d'un changement d'échelle souhaité par la Métropole (à savoir la démultiplication des familles accompagnées), l'ARDAB a fait évoluer le défi dans son édition 2018-2019 en identifiant des structures relais, en particulier les centres sociaux, auxquelles sont délégués l'identification et le recrutement des foyers, le recrutement des intervenants pour les animations qui ont pour objet d'accompagner les participants dans leur changement de pratiques alimentaires, ainsi que l'organisation des ateliers avec les familles. Pour ce faire, l'association a développé un réseau de structures relais et partenaires associatifs : si ce réseau reste encore à consolider pour envisager une démultiplication du défi, 40 référents de structures relais ont déjà pu être formés aux enjeux d'une alimentation locale issue d'agriculture biologique.

Cette 1<sup>ère</sup> étape franchie, l'association propose pour l'édition 2019-2020 de renforcer son action en direction des publics précaires en accord avec la finalité de la stratégie alimentaire métropolitaine, tout en leur permettant d'accéder à une offre de produits locaux issus de l'agriculture biologique à un prix raisonnable. Pour atteindre cet objectif il s'avère nécessaire :

- d'impliquer l'ensemble des acteurs du territoire intéressés par le sujet de l'alimentation, en fonction de leurs compétences : les centres sociaux, les ateliers santé-ville, les maisons de la Métropole (MDM) et l'ensemble des

intervenants déjà très investis sur le territoire (associations : Association départementale d'éducation pour la santé du Rhône (ADES), Récup et gamelles, La légumerie, etc.),

- de rendre accessible des paniers mensuels de produits biologiques non périssables (carottes, pommes de terre, oignons, etc.) en soutenant les foyers dont le quotient familial ne dépasse pas les 700 €.

Cette approche globale et transversale autour de la thématique de l'alimentation permet de poursuivre l'évolution de la mise en œuvre du défi en mêlant pour la 1<sup>ère</sup> fois un accompagnement individuel approfondi (analyse et suivi du budget avec un conseiller en économie sociale et familiale), à des ateliers pratiques et collectifs visant à transmettre les bases d'une alimentation saine et de qualité en créant une dynamique de groupe ainsi qu'une offre de produits locaux de qualité, accessibles financièrement aux plus précaires.

Ainsi, pour l'édition 2019-2020, l'association propose de :

- prendre en charge les temps forts (ateliers cuisine, visites d'exploitations, évènements de clôture, etc.) et poursuivre le travail de délégation aux structures relais pour le reste de la démarche,
- consolider le réseau des structures relais et partenaires associatifs,
- rechercher et mettre en œuvre des indicateurs de réussite de l'accompagnement,
- développer une offre de produits locaux basiques issus de l'agriculture biologique et rechercher les modalités de leur pérennisation.

Si pour l'instant cette nouvelle approche du défi FAAP a reçu un écho très favorable de la part des acteurs de l'alimentation (centres sociaux, association VRAC, réseau Association pour le maintien d'une agriculture paysanne -AMAP-, etc.), son évaluation devra permettre de dégager les conditions de sa pérennisation (une fois convaincus par le contenu des paniers solidaires, les publics précaires continueront-ils à les acheter "hors subvention" ? Une mutualisation des distributions avec VRAC permettra-t-elle de dégager suffisamment de marge de manœuvre financière ? Les agriculteurs pourraient-ils compenser un panier solidaire à coût réduit par une légère augmentation du prix des paniers classiques ?).

Ce projet s'inscrit pleinement dans le cadre de la stratégie alimentaire métropolitaine dont il rejoint plusieurs objectifs : permettre à tous les habitants de devenir acteurs de leur santé alimentaire (objectif 1), développer une culture de l'alimentation responsable (objectif 2), faire reculer les précarités alimentaires (objectif 3), progresser vers une agriculture durable et de proximité (objectif 5), intégrer la question alimentaire dans les politiques d'aménagement (objectif 9).

Le montant total du projet est évalué à 49 440 €, avec une sollicitation de la Métropole à hauteur de 36 000 €, selon le détail présenté ci-dessous. Pour mémoire, avec un impact très limité sur les publics en précarité en 2018, le montant total des dépenses du projet était de 32 720 €, pour une subvention de 23 000 € attribuée à l'ARDAB.

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
communication, lien réseau	1 800	Métropole de Lyon	36 000
lancement	3 450	Ville de Bron	1 500
coordination et animation du groupe d'échange	2 090	Ville de Lyon	6 000
gestion du site internet (inscription, relevés d'achats, analyse des résultats)	1 000	Fondation Ekibio	3 500
animation collective (temps forts)	10 300	autofinancement	2 440
soirée de clôture, dont buffet et lots	3 350		
bilan - évaluation	1 000		
préparation défi 2020-2021 avec la recherche de nouvelles structures relais	5 350		
<i>Sous total "animation"</i>	<i>28 340</i>		
montage projet panier	5 500		

Charges	Montant (en €)	Produits	Montant (en €)
mise en place paniers au sein des structures (animation, suivi)	10 600		
participation coût des paniers	5 000		
<i>Sous total "paniers solidaires"</i>	<i>21 100</i>		
<b>Total</b>	<b>49 440</b>	<b>Total</b>	<b>49 440</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - les nouvelles modalités d'organisation du défi FAAP en adéquation avec la stratégie alimentaire métropolitaine,
- b) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant total de 36 000 € au profit de l'ARDAB pour l'organisation du défi FAAP 2019-2020,
- c) - la convention à passer entre la Métropole et l'ARDAB définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - La dépense de fonctionnement en résultant, soit 36 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et 2020 - chapitre 65 - opération n° 0P32O5673, selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 25 200 € en 2019,
- 10 800 € en 2020.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3788**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Association Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA) - Attribution d'une subvention pour son programme d'activités 2019**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le réseau national**

Le RNSA est une association créée en 1996 pour poursuivre les travaux réalisés depuis 1985 par le laboratoire d'aérobiologie de l'Institut Pasteur à Paris.

Ce réseau a pour objet principal l'étude du contenu de l'air en particules biologiques pouvant avoir une incidence sur le risque allergique pour la population. Le RNSA étudie le contenu de l'air en pollens et en moisissures et recueille des données cliniques associées sur le territoire national.

Le RNSA fonctionne grâce à un conseil d'administration composé de cliniciens, d'analystes et de membres fonctionnels et d'un conseil scientifique.

**II - Le rôle du RNSA sur le territoire de la Métropole de Lyon**

Le RNSA apporte une information directe aux citoyens.

Les activités du RNSA contribuent à l'amélioration du bien-être dans la ville en apportant une aide directe aux habitants de la Métropole les plus vulnérables face aux allergies. Sur simple demande, il est possible de recevoir chaque semaine par e-mail les prévisions du risque allergique sur la Métropole sous forme d'un bulletin allergo-pollinique. De mi-février à septembre, le bulletin est aussi disponible sur le site internet du Grand Lyon, à l'adresse <https://www.grandlyon.com/services/bulletin-allergo-pollinique.html>. Ce bulletin est diffusé 1 à 2 fois par semaine. Il permet aux personnes allergiques de mieux connaître le risque et de prendre les dispositions nécessaires.

Le RNSA joue un rôle central dans la lutte contre l'ambroisie.

Le RNSA est un acteur majeur des campagnes annuelles de lutte contre l'ambroisie. L'association participe à l'amélioration des connaissances, impulse et participe à la sensibilisation du public dans les communes et assure le bon fonctionnement de la plateforme de signalement hébergée par l'Agence régionale de la santé (ARS).

Le RNSA propose une aide à la décision pour les aménageurs.

La végétalisation en milieu urbain est un élément central de la problématique de l'allergie pollinique en ville. Les travaux et guides pratiques édités par le RNSA sont de plus en plus pris en compte pour choix des espèces ornementales lors d'opérations d'aménagement.

Le bilan d'activité complet de l'année 2018 est annexé à la convention de financement entre la Métropole et l'association RNSA.



### III - Programme d'activités pour 2019 et plan de financement prévisionnel

En 2019, le RNSA mettra en œuvre les moyens techniques et humains pour prolonger les actions citées ci-dessus.

Parmi les projets importants pour 2019, on peut noter :

- développement et poursuite des travaux de mesure des particules biologiques en temps réel sur Brussieu et Lyon,
- suivi du plan régional de santé environnement (PRSE),
- finalisation du travail sur la normalisation européenne de la mesure des particules biologiques dans l'air,
- poursuite du projet ENI-VTH-Ecophyto 2 : effets non intentionnels associés à l'utilisation des variétés de tournesol tolérantes aux herbicides - impact sur les pratiques, la flore adventice et les populations d'ambrosies, proposition de nouveaux outils de surveillance et de gestion,
- proposition d'une méthodologie de surveillance de l'extension des ambrosies et de l'apparition de résistances aux herbicides chez ces espèces adventices annuelles,
- poursuite du projet PREVIPOL : allergie au pollen : vers un système de prévision du risque,
- poursuite des travaux sur le projet LabexCote : "la biologie moléculaire au service de la surveillance aérobiologique".

Les principaux éléments financiers prévisionnels de l'association pour l'exercice 2019 sont les suivants:

	Prévisionnel 2019 (en €)
produits :	1 130 140
dont subvention Métropole de Lyon	17 640
dont autres subventions	480 000
dont autres produits	65 000
charges :	1 130 140
dont charges salariales	270 000
dont autres charges	0

Il est donc proposé au Conseil d'attribuer une subvention de fonctionnement d'un montant de 17 640 € au profit de l'association RNSA dans le cadre de son activité pour l'année 2019.

Cette participation est identique à celle de 2018 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 17 640 € au profit de l'association RNSA dans le cadre de son activité pour l'année 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association RNSA définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 17 640 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P26O2629.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3789**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Attribution d'une subvention à l'association Arthropologia pour l'organisation des assises nationales des insectes pollinisateurs à Lyon**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Métropole de Lyon conduit des actions de protection et de valorisation des espaces naturels et agricoles qui composent la trame verte et bleue (TVB). Cette politique, dont le cadre a été défini par la délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Lyon n° 2006-3763 du 13 novembre 2016, renforcé par le transfert de compétences de la politique départementale à la Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2015, s'appuie sur un réseau d'espaces de nature ouverts au public (excepté le champ captant de Crépieux Charmy) et sur des partenariats avec différentes structures permettant de mieux connaître, valoriser et suivre l'évolution de la biodiversité sur le territoire métropolitain.

La Métropole agit également en matière de partage des connaissances et conduit des actions de sensibilisation aux grands enjeux environnementaux afin de mobiliser tout un chacun face aux grands défis de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé au Conseil de confirmer le soutien de la Métropole aux 2<sup>èmes</sup> assises nationales des insectes pollinisateurs qui se sont tenues à Lyon, les 25, 26 et 27 septembre 2019.

Dans le cadre de la préservation de la biodiversité, la Métropole s'est impliquée à plusieurs occasions pour mieux connaître la variété des pollinisateurs présents sur le territoire et agir pour leur conservation, en particulier à travers sa participation au projet européen Urbanbees, en partenariat avec l'association Arthropologia, centré sur les abeilles sauvages qui a apporté des connaissances sur ces espèces, sur la relation abeille-plante hôte et des références pratiques pour la construction d'hôtels à insectes. Ces connaissances ont largement été diffusées au travers d'un séminaire sur les abeilles, d'une plaquette et d'un guide sur la gestion des espaces verts en faveur des pollinisateurs.

Le projet a suscité un intérêt du grand public et des collectivités, notamment, à travers le développement d'un protocole de suivi participatif des abeilles et la réalisation de formations destinées aux professionnels des espaces verts et des enseignants de lycées agricoles.

La région lyonnaise abrite plus de 300 espèces différentes d'abeilles sur les 2 000 espèces européennes et 20 000 dans le monde, ce qui fait de la Métropole le territoire le mieux connu pour sa richesse en pollinisateurs de France.

Fort de cette expérience, l'association Arthropologia a sollicité la Métropole pour accueillir et participer à l'organisation de la 2<sup>ème</sup> édition des assises nationales des insectes pollinisateurs : 3 jours de congrès mêlant des séances plénières, des tables rondes, des ateliers de travail et des visites de sites, avec comme fil rouge et objectif l'élaboration collective d'un plan d'actions en faveur des insectes pollinisateurs.

Le travail mené durant ces 3 jours de débat a abouti à une charte recensant les bonnes pratiques et actions concrètes à mettre en œuvre pour favoriser les insectes pollinisateurs à destination de l'ensemble des décideurs et gestionnaires d'espaces, qu'ils soient urbains, péri-urbains, agricoles ou naturels, publics ou privés. Une signature symbolique a été organisée pour l'ensemble des participants.

Le coût total de ce projet est estimé à 105 900 €.

Dépenses	Montant (en €)	Ressources	Montant (en €)
communication	13 900	Métropole de Lyon	30 000
gestion et plateforme d'inscription		Région Auvergne-Rhône-Alpes (AuRA)	15 000
communication et relation presse			
animation des séances et ateliers	14 500	Conseil départemental du Rhône	5 000
gestion des interventions (frais de déplacement, hébergement, rémunération, captation vidéo + photo)	18 000	Ville de Lyon	10 000
préparation des ateliers et des contributions	17 500	Agence française de la biodiversité	15 000
communication et diffusion post-assises	5 000	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) AuRA	4 000
		Réseau de transport d'électricité (RTE)	4 000
		Véolia	3 900
		Autoroutes du sud de la France (ASF)	2 000
		groupes de recherches (GDR) pollinisateurs	2 000
frais de réception sur 3 jours	37 000	recettes d'inscription des participants	15 000
<b>Total</b>	<b>105 900</b>	<b>Total</b>	<b>105 900</b>

La Métropole est sollicitée à hauteur de 30 000 €.

Pour mémoire, l'autofinancement de l'association Arthropologia est composé du temps passé par les salariés et les bénévoles estimé à 200 heures pour l'organisation et la tenue des assises ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 € au profit de l'association Arthropologia pour l'organisation et l'accueil des 2<sup>èmes</sup> assises nationales des insectes pollinisateurs à Lyon du 25 au 27 septembre 2019,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'association Arthropologia définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 30 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P27O7174.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3790**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Givors - Grigny - Solaize - Vernaison - Charly**

objet : **Approbation du contrat vert et bleu Grand Pilat 2019-2023**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon met en œuvre une politique de gestion et de valorisation des espaces naturels issue du dispositif approuvé par délibération du Conseil communautaire n° 2006-3763 du 13 novembre 2006 et du transfert, le 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la politique départementale des espaces naturels sensibles (ENS).

La Métropole est membre du syndicat mixte portant le parc naturel régional (PNR) du Pilat et participe financièrement à son fonctionnement (11 145 € en 2018). Le parc renouvelle son contrat vert et bleu, un outil régional opérationnel de préservation et de restauration des continuités écologiques, sur la période 2019-2023.

Il est proposé au Conseil d'approuver le contrat vert et bleu 2019-2023 porté par le PNR du Pilat ainsi que son périmètre.

**II - Le contrat vert et bleu 2019-2023**

Sur la période 2014-2018, le parc du Pilat avait conclu un contrat "corridors" avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Ce dispositif a permis d'accompagner financièrement 47 projets de préservation, de restauration, de connaissance et de sensibilisation sur la trame verte et bleue, portés par 15 maîtres d'ouvrage différents et a mobilisé près de 2 900 000 M€ provenant, notamment, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et du fonds européen de développement régional (FEDER). Le périmètre de ce 1<sup>er</sup> contrat couvrait les Communes de Givors et Grigny. Une action de définition des corridors écologiques sur Givors et leur intégration au plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) a été menée dans ce cadre.

Sur la base d'une évaluation positive du 1<sup>er</sup> programme, le parc du Pilat a décidé, en 2017, d'élaborer un nouveau contrat dénommé "vert et bleu" sur la période 2019-2023 avec la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le massif du Pilat est un massif assez bien préservé mais "coupé" des territoires voisins, notamment, par les vallées du Gier et du Rhône qui constituent des obstacles majeurs à la circulation des espèces, en raison de leur urbanisation et des infrastructures linéaires. C'est pourquoi, le PNR du Pilat a souhaité élargir le périmètre du contrat, au-delà de son territoire strict, pour couvrir les secteurs à enjeu et a demandé l'approbation de chaque nouvelle intercommunalité concernée. La Métropole est concernée par cet élargissement avec 3 nouvelles communes : Charly, Vernaison et Solaize. Ce périmètre n'est pas une extension du parc mais correspond à un périmètre de cohérence territoriale sur lequel peuvent être réalisées les actions du contrat.

Le plan d'actions du contrat comprend 42 propositions, portées par 27 structures différentes. Le coût du programme est de 7 100 000 € sur 5 ans dont 60 % d'actions en investissement. Le programme est, notamment, cofinancé par la Région Auvergne-Rhône-Alpes (1 500 000 €), le FEDER (1 900 000 M€) et l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse (1 600 000 €).

Une dizaine d'actions portées par des acteurs divers (PNR, associations de protection de la nature, syndicat de rivière, etc.) concerneront le territoire de la Métropole en répondant à l'un ou l'autre des enjeux suivants : la qualité de la matrice naturelle des zones à enjeu, l'appropriation des enjeux et objectifs de la trame

verte et bleue (TVB) par tous, une meilleure connaissance de la TVB, la mise en cohérence des démarches territoriales pour une meilleure prise en compte de la TVB. Les communes de la Métropole seront concernées par les actions suivantes :

- préserver et restaurer une trame de milieux ouverts (prairies, landes, pelouses, etc.),
- transformer des espaces artificialisés en support de la TVB,
- améliorer la perméabilité et la qualité écologique générale des milieux (plantations végétaux locaux, plantations de haies, projets agro-écologiques, etc.),
- sensibiliser les différents publics (grand public, scolaire, acteurs économiques, etc.),
- intégrer la TVB dans les projets d'aménagement.

Le contrat comporte également les actions d'animation et d'évaluation du programme conduites par le parc.

Le PNR du Pilat sollicite également la Métropole pour intégrer la gouvernance du contrat, suivre les projets menés sur son territoire, les mettre en cohérence avec les politiques métropolitaines et faire le relais auprès des acteurs locaux (communes notamment). La Métropole n'est pas engagée à participer financièrement dans ce programme d'actions ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - l'adhésion au contrat vert et bleu Grand Pilat 2019-2023 et l'élargissement de son périmètre intégrant les communes, situées sur le territoire de la Métropole, de Givors, Grigny, Charly, Vernaison et Solaize,
- b) - le contrat vert et bleu Grand Pilat 2019-2023 et s'engage à participer aux instances de gouvernance, faire le relais auprès des acteurs locaux.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ledit contrat.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3791**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Vernaison - Fontaines Saint Martin - Lyon 8°**

objet : **Trame verte - Jardins collectifs - Attribution de subventions aux Communes de Vernaison, Fontaines Saint Martin et au bailleur social Grand Lyon habitat (GLH)**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La trame verte de la Métropole de Lyon est composée des espaces peu ou pas bâtis de la périphérie vers le cœur de la ville. Les articles L 371-1 à L 371-6 du code de l'environnement définissent la trame verte comme étant tout ou partie des espaces terrestres protégés ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité et des corridors écologiques constitués des espaces naturels et/ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles permettant de relier les espaces remarquables (boisements, prairies, parcelles agricoles, pelouses, haies, etc.) ainsi que les couvertures végétales le long des cours d'eau.

Les jardins collectifs participent à la composition de la trame verte, notamment, en espace urbain.

De plus, en milieu urbain, le jardin constitue, avec les parcs et squares, un des outils de végétalisation et d'amélioration du cadre de vie.

Les jardins collectifs ont aussi pour objectif de créer du lien social à partir d'espaces mis en commun et gérés collectivement, notamment, pour les jardins partagés. Les jardins sont donc souvent le lieu de manifestations artistiques et d'une vie locale. À l'échelle du territoire d'une agglomération, les jardins collectifs semblent symboliques mais leurs résultats sociaux sont bien réels : sociabilité, civilité, insertion, mixité.

Le jardinage est le symbole d'une valeur forte de citoyenneté et donc un outil de gouvernance et d'éco-citoyenneté.

Par délibération du Conseil n° 2006-3820 du 12 décembre 2006, la Communauté urbaine de Lyon s'est dotée d'un cadre d'intervention pour accompagner l'émergence et la création de jardins collectifs sur l'ensemble de son territoire.

Par délibération du Conseil n° 2017-2226 du 18 septembre 2017, la Métropole a réaffirmé son intérêt pour les jardins collectifs et a défini de nouvelles orientations en faveur des jardins.

Cette politique est complémentaire des actions des communes qui interviennent en animation et en soutien aux associations de jardiniers dans la durée. La Métropole, quant à elle, assure l'aide à la mise en route et à la création.

**II - Mise en œuvre 2019**

Dans ce cadre, en 2019, une 1<sup>ère</sup> délibération a été votée le 13 mai 2019 afin d'accompagner la création de jardins partagés par la Commune de Rillieux la Pape, ainsi que des projets de jardins partagés avec le bailleur social Alliade habitat à Vaulx en Velin. Il a également été proposé de soutenir la mise en œuvre des actions menées par l'association Passe-jardins, permettant d'assurer le maintien et le développement de jardins collectifs, de diffuser les bonnes pratiques du jardinage respectueux de l'environnement, de développer du lien



social, de favoriser et de faire connaître la biodiversité dans les jardins et sur le territoire. Il a également été décidé de soutenir le programme du Centre de recherche de botanique appliquée (CRBA) pour l'année 2019.

Afin de poursuivre cette dynamique autour des jardins partagés, il est proposé au Conseil d'accompagner la création de jardins partagés par les Communes de Vernaison, Fontaines Saint Martin, et par le bailleur social GLH.

### 1° - Création de jardins familiaux par la Commune de Vernaison

Premiers jardins familiaux sur la Commune de Vernaison, ce projet ambitieux tient particulièrement à cœur à la municipalité. Il verra le jour sur un terrain largement ouvert, situé à l'extérieur de la Commune, sur l'île Bouilloud, qui est un espace agricole sur lequel sont déjà établis des jardins privés. L'accès est facilité par un chemin communal, et le terrain est plat et ensoleillé. Les conditions sont donc propices pour ce type de projet, dont l'élaboration repose sur différents enjeux :

- économiques : production d'une alimentation à moindre coût pour les familles à revenu modeste,
- sociaux : échange de savoir-faire, de plants, de semences, et partage de connaissances,
- environnementaux : respect de la biodiversité, utilisation du compostage, gestion de l'eau, etc.

Ces jardins seront installés sur le terrain cadastré AD147 situé en zone plan de prévention des risques naturels d'inondation (PPRNI), en zone inondable et donc inconstructible. Dans un 1<sup>er</sup> temps, 16 parcelles seront créées, de 100 m<sup>2</sup> chacune, avec une cabane individuelle de 5 m<sup>2</sup> équipée d'un récupérateur d'eau de pluie et d'un composteur par parcelle. Le terrain sera fermé par une clôture, et chaque parcelle sera délimitée par des bordures en bois. Des puits de forage seront installés avec une pompe manuelle, et un espace collectif avec une table sous abris sera aussi conçu. Enfin, il y aura également des toilettes sèches, et un espace pour garer les véhicules au sud de la parcelle cadastrée D147.

L'estimation budgétaire des travaux nécessaires est de l'ordre de 93 600 € HT.

La Métropole est sollicitée pour une subvention d'investissement à hauteur de 40 % correspondant à une dépense subventionnable plafonnée à 93 600 € HT, soit 37 440 € net de taxe. Le plan de financement s'établit comme suit :

Dépenses	Montant (en € HT)	Recettes	Montant (en €)
terrassements	15 000	Métropole de Lyon	37 440
forage puits et pompe à main	21 500	autofinancement	56 160
abris de jardins	15 000		
bacs à compost	2 600		
toilettes sèches, abris, table et bancs	3 150		
récupérateur d'eau de pluie et habillage bois	6 350		
clôture et portail	28 000		
petits matériels	2 000		
<b>Total</b>	<b>93 600</b>	<b>Total</b>	<b>93 600</b>

### 2° - Création d'un jardin partagé par le "Collectif vert demain" sur la Commune de Fontaines Saint Martin

Dans le cadre de la politique de développement durable menée par la Commune de Fontaines Saint Martin, la municipalité envisage de mettre à disposition de l'association "Collectif vert demain" un espace de 6 322 m<sup>2</sup> afin de créer un jardin partagé.

L'association "Collectif vert demain", créée le 2 janvier 2019, a pour objet de favoriser la transition écologique de notre mode de vie, le développement durable, le lien social et l'ouverture aux autres.

L'association Passe-jardins a été sollicitée pour l'accompagnement de la création de ce jardin partagé sur la Commune de Fontaines Saint Martin.

Le projet a pour buts :

- la mise en valeur d'un terrain en friche,
- la convivialité et les échanges entre les habitants,
- de participer et éduquer à la démarche éco-citoyenne,
- l'apprentissage d'une culture éco-responsable,
- de favoriser la biodiversité au vu de l'évolution des conditions climatiques,
- d'expérimenter de nouvelles formes de cultures.

La municipalité met le terrain situé rue de la Côte Rivière, d'une surface de 6 322 m<sup>2</sup>, cadastrée AD120, située en zonage N1, à disposition de l'association "Collectif vert demain" afin de créer et animer le jardin partagé.

La Métropole est sollicitée pour une subvention d'investissement à hauteur de 40 % du montant prévisionnel de l'action qui s'élève à 6 024 € HT, soit 2 410 € net de taxe. Le plan de financement s'établit comme suit :

Dépenses	Montant (en € HT)	Recettes	Montant (en €)
clôture de sécurisation du niaisoir et portillon d'accès	2 273	Métropole de Lyon	2 410
divers matériels pour compostage	2 084	autofinancement	3 614
signalétique	167		
débroussaillage du sentier	1 500		
<b>Total</b>	<b>6 024</b>	<b>Total</b>	<b>6 024</b>

### 3° - Création d'un jardin potager partagé avec le bailleur social GLH à Lyon 8°

La requalification des espaces extérieurs des résidences Eugène André et Paul Cazeneuve de GLH est en cours de réalisation. Elle intègre la mise à disposition de 1 600 m<sup>2</sup> au croisement de l'avenue Berthelot et du boulevard des États-Unis pour l'installation d'un projet de ferme urbaine, comprenant :

- la création d'un jardin potager partagé à destination des habitants des résidences (470 habitations),
- le développement d'un centre de formation à la permaculture en plein air, ouvert aux habitants et aux citoyens de l'agglomération lyonnaise,
- l'installation d'un maraîcher urbain sur une surface de 600 m<sup>2</sup> avec la vente de tout ou partie de la production aux habitants en circuit court,
- la mise en place d'un espace expérimental consacré à la biodiversité : micro-plateforme de lombricompostage, zone de phyto-dépuraton, etc.

Ce projet s'articule avec d'autres actions sur ce secteur : l'installation du centre social des États-Unis dans un local réhabilité et la mise en place du dispositif métropolitain "Tri Box" de tri en pied d'immeuble. Le bailleur GLH souhaite accompagner le quartier à devenir "quartier durable" et axe donc son action collective autour du développement durable.

L'aménagement du terrain pour le centre de formation à la permaculture en plein air et le jardin partagé se fera sur une surface totale de 650 m<sup>2</sup>, à l'automne 2019, pour une ouverture en avril 2020. L'entreprise coopérative Place au terreau, partenaire référent du projet, en réalise la conception et la réalisation, et accompagne aussi la mobilisation des habitants.

Le jardin partagé sera co-construit et géré avec les habitants, et animé par le maraîcher de la zone de micro-maraîchage. Il comprendra également un parcours pédagogique pour les plus jeunes ainsi qu'une zone de détente et de convivialité.

Le centre de formation à la permaculture permettra en priorité à tous les acteurs du 8° arrondissement de pouvoir se former ou de former leur public aux techniques de culture urbaine, et sera aussi une ressource pour les jardins partagés, nombreux sur ce territoire.

Fort de l'expérience d'accompagnement au développement de jardins partagés, et de la contribution au cadre de vie de ces projets, GLH souhaite travailler en lien avec le pôle santé du 8° arrondissement, l'épicerie sociale et solidaire Epi'Centre et le centre social des États-Unis pour permettre aussi à des publics en situation de précarité de bénéficier d'un accompagnement social et sur la santé.

Les parties prenantes du projet et les habitants sont associés dans une gouvernance partagée de projet de développement durable.

La Métropole est sollicitée à hauteur de 27 812 € net de taxe, correspondant à 40 % des dépenses d'aménagement estimées à 69 528 € HT. Le budget prévisionnel s'établit comme suit :

Dépenses	Montant (en € HT)	Recettes	Montant (en €)		
jardinières de différentes formes et tailles	15 426	Métropole de Lyon	27 812		
table de culture pour personnes à mobilité réduite (PMR), buttes de permaculture et autres équipements de culture	7 590	GLH (maîtrise d'ouvrage)	20 858		
hôtels à insectes et spirales d'aromates en pierre	4 850	Agence française pour la biodiversité	20 858		
aménagement du site (cheminements plaquette forestière, bordures, nettoyages, etc.)	8 312				
arbres et arbustes fruitiers (65)	6 150				
local de stockage commun aux activités du site (25 m²)	8 000				
outillage de jardin	1 600				
main d'œuvre réalisation des aménagements	14 400				
systèmes d'arrosage	3 200				
<b>Total</b>	<b>69 528</b>			<b>Total</b>	<b>69 528</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

a) - l'attribution de subventions d'équipement d'un montant total de 67 662 € nets de taxe au profit de :

- la Commune de Vernaison pour un montant de 37 440 €,
- la Commune de Fontaines Saint Martin pour un montant de 2 410 €,
- le bailleur social GLH pour un montant de 27 812 €,

dans le cadre de l'aménagement de jardins partagés,

b) - les conventions à passer entre la Métropole et les Communes de Vernaison, Fontaines Saint Martin et le bailleur social GLH définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - Les dépenses** d'investissement correspondantes seront imputées sur l'autorisation de programme globale P27 - Préservation et promotion d'espaces naturels, individualisée le 18 mars 2019 sur l'opération n° 0P27O7175 pour un montant de 67 662 € en dépenses à la charge du budget principal.

**4° - Le montant** à payer en section d'investissement, soit 67 662 €, sera imputé sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et 2020 - chapitre 204, selon la répartition suivante :

- 41 561 € en 2019,
- 26 101 € en 2020.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3792**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

commune (s) : **Feyzin - Irigny - Solaize - Vernaison**

objet : **Attribution d'une subvention de fonctionnement au Syndicat mixte du Rhône, des îles et des lînes (SMIRIL) dans le cadre de la révision du plan de gestion**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Suite au transfert, le 1<sup>er</sup> janvier 2015, de la politique départementale à la Métropole de Lyon, la collectivité exerce de plein droit la compétence espaces naturels sensibles (ENS). Elle poursuit la mise en œuvre de la politique de gestion et de valorisation de ces espaces et assure de nouvelles compétences attribuées par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) telle que la compétence "actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager" en lieu et place des communes situées sur son territoire.

C'est dans ce cadre qu'il est proposé au Conseil métropolitain de soutenir la révision du plan de gestion des îles et lînes du Rhône.

Les îles et lînes du Rhône font partie des ENS de la Métropole, identifiées dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) et la stratégie trame verte et bleue (TVB) de la Métropole, qualifiées zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 1 et 2, inventoriées zones humides.

Les actions de réhabilitation, de préservation et de mise en découverte de l'ENS des îles et lînes du Rhône sont portées par le SMIRIL depuis 1995 : avec les communes et collectivités territoriales membres, les partenaires associatifs et acteurs du territoire. Ces actions sont guidées par le plan de gestion concerté du site (adopté en 2006, le conseil syndical a délibéré en septembre 2018 pour sa mise à jour) et les enjeux et objectifs adoptés en 2011 et confirmés par le conseil syndical en 2014.

Depuis, les lînes restaurées ont évolué et de nouvelles problématiques sont apparues : arrivée de plantes invasives (la jussie - espèce de la flore exotique envahissante), élargissement du périmètre de site (Arboras - 1 Lîne - 2014), fermeture d'un secteur à la fréquentation du public (Île de la Chèvre - plan de prévention des risques technologiques (PPRT) - 2016), aménagement acté de la ViaRhôna en rive droite (réalisation horizon 2021, + 150 à 200 000 personnes/an), émergence de 2 projets de remobilisation de marges alluviales en rive droite (3,4 km - Irigny/Vernaison - 2021-2023).

Le SMIRIL a acté de la nécessité d'une révision concertée du plan de gestion avec l'ensemble de ses partenaires.

À cet effet, seront engagées :

- évolution de la végétation et de son état de conservation sur le territoire - Conservatoire botanique national du Massif central (CBNMC) en 2020 (11 870 €),
- évaluation du diagnostic des milieux secs - Arthropologia en 2020 (11 100 €),
- participation à une expérimentation d'utilité sociale avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse en lien avec les projets ViaRhôna et effacement des marges alluviales,
- suivi d'espèces (jussie, castor) et révision du plan de gestion.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention exceptionnelle au SMIRIL pour permettre la réalisation de ces études naturalistes dans le cadre de la révision du plan de gestion.

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
actions et études menées en interne :	43 000	Total raffinage	10 000
- animation du comité de pilotage - rédaction du plan de gestion - base de données - suivis d'espèces (jussie, castor) - participation à une expérimentation d'utilité sociale		autofinancement	33 000
études naturalistes externalisées :	22 970	Métropole de Lyon	20 000
- évaluation végétation - diagnostic milieux secs		autofinancement	2 970
<b>Total</b>	<b>65 970</b>	<b>Total</b>	<b>65 970</b>

La Métropole est sollicitée à hauteur de 20 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 20 000 € au profit du SMIRIL pour les études externalisées dans le cadre de la révision de son plan de gestion,

b) - la convention à passer entre la Métropole et le SMIRIL, notamment les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - **La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 20 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P27O144.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3793**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Plan climat air énergie territorial (PCAET) - Cadrage d'une démarche finances et climat - Attribution d'une subvention à l'association Institute for Climat and Economics (I4CE) - Mobilisation des acteurs bancaires pour une démarche de financement vert et social**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibération du Conseil n° 2012-2754 du 13 février 2012, la Communauté urbaine de Lyon a approuvé son 1<sup>er</sup> plan climat énergie territorial (PCET).

Par délibération du Conseil n° 2018-3044 du 17 septembre 2018, la Métropole de Lyon a souhaité s'engager contre les investissements fossiles, notamment, en intégrant des critères environnementaux et sociaux à ses mécanismes de financement.

Par délibération du Conseil n° 2018-3187 du 10 décembre 2018, la Métropole a approuvé la gestion de la dette de la collectivité. Le débat d'orientation budgétaire porte également une attention particulière à la mise en avant de critères environnementaux et sociaux dans les offres de financement proposées à la collectivité.

Par délibération du Conseil n° 2019-3489 du 13 mai 2019, la Métropole a approuvé son schéma directeur des énergies (SDE), dont l'action n° 125 propose de consolider une vision budgétaire de l'engagement de l'institution pour la transition énergétique.

**I - Contexte**

La Métropole est engagée dans une démarche de transition énergétique, climatique et d'amélioration de la qualité de l'air. Les actions engagées suite au 1<sup>er</sup> plan climat énergie (2012), renforcées avec l'adoption du plan Oxygène (2016) et, plus récemment, avec l'adoption du SDE (2019) constituent un volet croissant des moyens affectés par la collectivité à cette transition.

S'engager sur des schémas et plans ambitieux est une chose, mais la Métropole ne réussira que si elle se donne les moyens de l'action. Afin de suivre et d'évaluer la pertinence des moyens alloués à ces politiques, il est nécessaire d'adopter une démarche globale d'analyse financière des efforts consentis pour les mener à bien. L'objectif premier est de vérifier que les engagements ambitieux de la collectivité en matière de transition énergétique sont suivis d'effets, de développer une vision prospective et dynamique pour orienter les décisions futures, et de rendre compte de manière régulière de cet engagement auprès des partenaires et citoyens du territoire. Au-delà de la mise en lumière dans son budget des actions positives, c'est bien l'ensemble des actions portées par la Métropole qu'il s'agit d'évaluer sous l'angle du climat et de la solidarité.

De plus, la diversité des offres de financement permet aujourd'hui à la Métropole d'envisager un financement responsable de ses projets. En effet, la Métropole peut se financer auprès des banques ou emprunter sur les marchés financiers : cela n'induit pas de risque supplémentaire et permet même de diversifier les sources de financement. Pour financer les projets nécessaires à la transition climatique et énergétique, la Métropole peut valoriser la dimension environnementale ou sociale de ses emprunts. Les investisseurs sont intéressés pour financer de tels projets et proposent des conditions de financement proches des financements actuels. En retour, ces investisseurs exigent un suivi précis des dépenses et des projets : la caractérisation de chaque ligne du budget métropolitain en fonction de critères environnementaux est une étape nécessaire.



## II - La Métropole s'engage

Afin de répondre à ces enjeux de manière opérationnelle, plusieurs actions sont proposées.

### 1° - Développer une analyse budgétaire autour des enjeux environnementaux et sociaux

Pour identifier les lignes du budget pouvant être valorisées sous cet angle, il est proposé de mettre en place, au sein du système de comptabilité, un "axe analytique" dédié pour les prochains exercices budgétaires. Cette action constitue la 1<sup>ère</sup> étape permettant de cibler les dépenses affectées à la transition énergétique, climatique, d'amélioration de la qualité de l'air et de solidarité. Ces dépenses sont en effet transversales aux différentes politiques publiques de la Métropole (mobilité, amélioration de l'habitat, patrimoine, éducation, développement économique, etc.). Cette 1<sup>ère</sup> action concerne donc l'organisation interne de la Métropole.

### 2° - Contribuer à la construction d'un référentiel "finances & climat" pour les collectivités

Il s'agit de construire et de mettre en place un cadre d'évaluation budgétaire "climat" partagé au niveau national, aux côtés de l'I4CE et d'autres collectivités (cf. III). Sur la base de ce travail, la Métropole sera en mesure d'intégrer de manière durable ce référentiel budgétaire en l'adaptant à ses spécificités, afin de faciliter l'identification des potentiels financements en lien avec cette problématique. Les actions 1 et 2 ont vocation à se nourrir l'une l'autre de manière itérative.

### 3° - Diversifier les financements de la Métropole avec des critères de responsabilité sociétale

Dès 2019, la Métropole proposera de premiers projets à financer auprès d'investisseurs locaux ou nationaux qui exigent une responsabilité sociale ou environnementale. Les projets ciblés dans un 1<sup>er</sup> temps seront choisis par le prisme du PCET parmi les thématiques suivantes : développement des mobilités actives, aide à l'éco rénovation de l'habitat, développement de la "ville perméable" et de la canopée urbaine, protection de la ressource en eau, adaptation de l'agriculture, amélioration de l'efficacité énergétique du patrimoine de la Métropole, développement des énergies renouvelables et maîtrise de la demande en énergie, protection de la qualité de l'air, économie circulaire et prévention des déchets.

### 4° - Mobiliser le tissu local des financeurs

La Métropole souhaite mobiliser les acteurs financiers de son territoire de manière partenariale. Cette animation passera par l'organisation de temps d'échange collectifs, la sensibilisation, le partage d'expériences et de bonnes pratiques. Elle permettra concrètement de mettre en place un financement "vert" des projets identifiés (cf. action 3), mais aussi d'accompagner ses partenaires dans leurs réflexions sur le désinvestissement des énergies fossiles. Les actions 3 et 4 sont fortement liées.

### 5° - Signer le pacte finance-climat

Le collectif Climat 2020 pour un pacte finance-climat européen réunit aujourd'hui près de 40 000 signataires, citoyens de tous milieux, femmes et hommes politiques (270 députés), mais aussi des collectivités (près de 70), convaincus que l'Europe doit, de toute urgence, apporter une réponse claire et ambitieuse pour lutter contre le dérèglement climatique. Les signataires de cet appel demandent aux chefs d'État et de gouvernements européens de négocier un pacte finance-climat, qui assurerait, pour 30 ans, des financements à la hauteur des enjeux pour conduire la transition énergétique, à travers la création d'une banque européenne du climat et de la biodiversité, filiale de la Banque européenne d'investissement. La Métropole soutient cet appel qui réaffirme le rôle majeur des collectivités territoriales dans la mise en œuvre concrète de la transition énergétique et climatique au niveau local. Les moyens financiers européens doivent être à la hauteur des enjeux pour permettre des politiques volontaristes locales, appuyées par des moyens budgétaires dédiés.

## III - Soutien à l'I4CE

L'I4CE est une association loi 1901 fondée par la Banque des territoires et l'Agence française de développement (AFD) en 2007. Son objet est de diffuser ou soutenir des projets de recherche sur "l'économie du climat et de la transition énergétique et écologique", grâce à l'animation d'ateliers et d'échanges et la production d'études.

L'I4CE anime, notamment, le club "villes, territoires, énergies et changement climatique (VITECC)" auquel participe régulièrement la Métropole depuis 2008.

Pour répondre au besoin croissant des collectivités de suivre leur budget "climat", l'I4CE lance en collaboration avec 5 collectivités (Métropoles de Lyon, Lille, Nantes, Strasbourg et Ville de Paris) et réseaux de collectivités (notamment France urbaine) un cadre d'évaluation climat de leurs budgets. Ce projet s'appuiera sur

les travaux réalisés par l'I4CE au niveau national et sur l'expertise des collectivités ayant déjà commencé à réaliser cet exercice. La Métropole valorisera, à ce titre, les actions décrites plus haut. Le projet se déroulera entre fin 2019 et fin 2020, la co-construction prendra la forme de groupes de travail réguliers entre les partenaires.

Le projet aboutira à la définition d'un cadre d'évaluation climat pour le budget des collectivités qui soit transparent, public, et largement partagé à travers différents réseaux en France, mais aussi potentiellement au niveau européen (Energy Cities, etc.) voire mondial (C40).

Ce cadre d'évaluation visera à analyser l'ensemble du budget d'une collectivité. Il permettra d'évaluer pour chaque ligne du budget si celle-ci est favorable au climat ("verte"), neutre ("gris") ou défavorable ("marron"). Dans un 1<sup>er</sup> temps, l'étude s'intéressera aux actions "climat", c'est-à-dire celles permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre du territoire, dans le but d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Dans un second temps, l'étude pourra intégrer les enjeux d'adaptation et de résilience à ce cadre d'évaluation.

Le périmètre de ce cadre d'évaluation pourra être étendu dans les exercices ultérieurs à d'autres enjeux environnementaux voire sociaux par des experts de ces enjeux.

De premiers financements ont été acquis (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie - ADEME-, Europe), il est proposé aux collectivités de s'investir dans le projet afin de bénéficier de cet exercice inédit.

Budget prévisionnel 2019-2020			
Dépenses		Recettes	
Actions	Montant total (en € TTC)	Financeurs	Participation (en € TTC)
coûts de personnel	119 885	Europe (EIT Climate KIC)	49 900
autres dépenses	11 000	ADEME	30 503
coûts indirects forfaitaires (25 %)	32 721	Métropole de Lyon	10 000
		autres collectivités (Métropoles de Strasbourg, Lille, Nantes et Ville de Paris)	40 000
		co-financement I4CE	33 203
<b>Total</b>	<b>163 606</b>	<b>Total</b>	<b>163 606</b>

**IV - Modalités de suivi**

Les différentes actions engagées auront pour effet d'assurer un meilleur reporting interne et externe pour le suivi des actions menées dans le champ de la transition énergétique et de l'adaptation aux effets du changement climatique.

À travers la mise en place de financements sous forme d'emprunts bancaires "verts", ou d'émissions obligataires vertes et sociales, la rédaction d'un reporting annuel est obligatoire sur la durée de l'emprunt. La Métropole devra alors démontrer aux investisseurs la traçabilité des fonds issus des obligations vertes ou sociales, ainsi que les économies socio-environnementales réalisées.

De même qu'il est important de se donner les moyens pour atteindre les objectifs ambitieux de la transition énergétique sur son territoire, il faut se donner les moyens de les suivre et de les évaluer. La Métropole affirme sa volonté de transparence à ce sujet ;

Vu ledit dossier ;

Oui l'avis de sa commission proximité, environnement et agriculture ;

**DELIBERE****1° - Approuve :**

- a) - la démarche engagée par la collectivité pour diversifier les financements de la Métropole dans une logique d'emprunts verts,
- b) - l'identification de certains projets métropolitains ayant un impact socio-environnemental positif,
- c) - l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 € au profit de l'I4CE pour son programme d'actions, pour les années 2019 et 2020,
- d) - la convention à passer entre la Métropole et l'I4CE définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer :

- a) - le pacte finance-climat,
- b) - ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 10 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P26O2293.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3794**

commission principale : **proximité, environnement et agriculture**

objet : **Agenda 21 Vallée de la Chimie - Programme d'actions 2019 - Attribution de subventions à l'Association pour le développement durable de la Vallée de la Chimie (ADDVC) et à l'association Racines communes**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon pilote une démarche spécifique d'Agenda 21 territorial sur le périmètre de la Vallée de la Chimie. Il vise à faire évoluer progressivement les politiques locales, les projets, les "modes de faire" dans une dynamique de développement durable, et, en faisant appel à une démarche participative, à créer des effets d'entraînement positifs. L'objectif porte également sur le développement des conditions d'une cohabitation entre la ville, l'industrie et la composante naturelle du territoire. La force de cette démarche repose sur l'implication des communes mais aussi des acteurs économiques locaux (industriels comme petites et moyennes entreprises -PME) dans la définition et la mise en œuvre des actions.

L'Agenda 21 Vallée de la Chimie incarne le volet développement durable du projet directeur Vallée de la Chimie 2030 piloté par la mission territoriale Lyon Vallée de la Chimie. Il permet de promouvoir, d'impulser, de soutenir ou de coordonner des actions concrètes selon ces principes, notamment en matière d'écologie industrielle, de changements de comportements ou concernant la gestion du patrimoine (naturel, industriel). Il contribue à l'acceptabilité du voisinage ville/industrie.

Des associations partenaires participent à la mise en œuvre des objectifs partagés de l'Agenda 21 Vallée de la Chimie en proposant des actions de leur initiative. Pour l'année 2019, la Métropole apportera son soutien financier à 2 associations : l'ADDVC et l'association Racines communes.

**II - Partenariat avec l'ADDVC**

L'ADDVC a été créée pour renforcer les synergies entre les acteurs du territoire. Elle regroupe des entreprises, des centres de recherche et des communes. Son objectif est d'aborder des problématiques qui ne sont pas strictement situées au cœur de l'activité de ses membres mais qui concernent directement les salariés, et de rassembler tous les acteurs de la Vallée de la Chimie autour de projets développement durable, en proposant des mutualisations.

Deux actions seront menées en partenariat avec la Métropole en 2019 :

- mobiliser les acteurs du territoire pour une Vallée de la Chimie "innovante et durable" : l'objectif de cette opération est de proposer des actions collectives pour améliorer le cadre de vie et de travail autour :

. de la qualité de l'air : dans le cadre du partenariat entre la Métropole et la Caisse des dépôts autour du dispositif "Smart City", les entreprises de la Vallée de la Chimie sont engagées dans la mise en place d'une opération collective pour améliorer le monitoring de la qualité de l'air et ainsi communiquer et sensibiliser sur les enjeux liés à la qualité de l'air,

. de la mise en place de nouveaux services mutualisés, notamment, sur la mobilité et en lien avec les résultats de l'édition 2018 de "l'Appel des 30 !" (expérimentation de transport à la demande par exemple),

. d'animations mobilisant les différents acteurs de la Vallée de la Chimie comme les challenges inter-entreprises (challenge éco-conduite, challenge "au travail, j'y vais autrement", etc.),

. du plan de mobilité inter-entreprises de la Vallée de la Chimie (animation de la communauté de covoiturage, promotion des alternatives à la voiture, etc.) ;

- partager les bonnes pratiques, expérimenter pour une montée en compétence à tous les niveaux : collectivités et entreprises, habitants et salariés. Les entreprises et collectivités de la Vallée de la Chimie ont pour la plupart déjà mis en place des dispositifs favorisant l'éco-responsabilité et les éco-pratiques dans leur fonctionnement quotidien. Il est possible de créer une émulation locale en favorisant les échanges de bonnes pratiques, en expérimentant de nouveaux usages afin d'assurer une montée en compétence des collectivités, des entreprises, des salariés et des habitants de la Vallée de la Chimie.

L'objectif de cette opération est de :

- sensibiliser les entreprises et les collectivités sur l'impact de leurs activités,
- favoriser les échanges de pratiques, les retours d'expériences et le développement de pratiques plus respectueuses de l'environnement à l'échelle du territoire,
- développer l'expérimentation et l'innovation dans les usages et les pratiques pour promouvoir le développement durable,
- sensibiliser les salariés des entreprises, les agents des collectivités et les habitants de la Vallée de la Chimie aux enjeux du développement durable et les encourager vers des comportements éco-responsables,
- favoriser les échanges et les interactions entre les différents acteurs (habitants et salariés, collectivités et entreprises) pour enrichir et démultiplier l'action.

Ce soutien se traduit par une convention attributive de subvention entre la Métropole et l'ADDVC d'un montant de 13 000 € sur une dépense subventionnable retenue de 26 000 € répartie ainsi par action :

Intitulé de l'action	Dépenses subventionnables retenues (en €)	Montant de la subvention de la Métropole de Lyon (en € nets de taxes)
mobiliser les acteurs du territoire pour une Vallée de la Chimie innovante et durable	13 500	6 750
partager les bonnes pratiques, expérimenter pour une montée en compétence à tous les niveaux : collectivités et entreprises, habitants et salariés	12 500	6 250
<b>Total</b>	<b>26 000</b>	<b>13 000</b>

Pour mémoire, le montant d'aides attribuées par la Métropole à l'ADDVC s'élevait à :

- 13 000 € en 2018 dédiés à l'organisation et à l'animation d'un sprint mobilité pour imaginer de nouvelles solutions innovantes pour améliorer l'accessibilité de la Vallée de la Chimie avec l'ensemble des acteurs locaux et avec les partenaires (Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise -SYTRAL-, Région Auvergne-Rhône-Alpes, SNCF, etc.), à la poursuite de l'animation de la dynamique du plan de mobilité inter-entreprises et à la coordination d'opérations collectives à l'échelle de la Vallée de la Chimie autour des enjeux de développement durable,

- 12 900 € en 2017 dédiés à l'organisation d'un événement développement durable, la poursuite du travail thématique sur la qualité de l'air et le déploiement d'actions collectives pour encourager les changements de comportements individuels vers des pratiques durables,

- 13 700 € en 2016 dédiés à la création de l'édition 2016 de l'Observatoire développement durable, au lancement d'une réflexion collective sur la qualité de l'air et la mise en œuvre d'une action collective pour encourager les changements de comportements individuels vers des pratiques durables,

- 14 600 € en 2015 dédiés à la réalisation d'une publication développement durable, la mise en place d'une action collective sur la préservation de la biodiversité et l'entretien durable des espaces verts.

### III - Partenariat avec l'association Racines communes

L'association Racines communes a été créée pour générer des lieux-laboratoires alliant transformation spatiale et mobilisation sociale afin de participer activement à la construction d'une société plus écologique et plus solidaire. Ses intentions sont de favoriser l'ancrage territorial, d'élaborer des projets collectifs multi-acteurs, de changer les regards sur un environnement quotidien, de sensibiliser aux enjeux écologiques actuels, de resserrer les liens de voisinage, de transmettre des savoirs et savoir-faire, d'essaimer en diffusant des connaissances et en racontant les expériences vécues. Ses moyens sont : l'installation artistique, le chantier participatif, la lecture de paysage, l'observation et l'instauration de dynamiques végétales, l'animation festive, ludique, pédagogique, la sensibilisation, l'éducation et la formation *in situ* ou *ex situ* (conférences, expositions, publications, etc.), et tout autre moyen lui permettant d'atteindre ses objectifs.

L'édition 2018 du dispositif partenarial "Appel des 30 !", piloté par la Métropole, a intégré l'évolution du cahier des charges en particulier le volet "amélioration du cadre de vie". L'objectif visait à inviter des porteurs de projets (associations, collectifs d'habitants, collectifs de salariés, etc.) à créer et développer des actions concrètes sur le territoire autour du concept de paysages participatifs. L'association Racines communes a déposé un projet de "parc productif" qui a été sélectionné parmi les lauréats de "l'Appel des 30 !". À ce titre, il bénéficie ainsi d'un accompagnement de la Métropole pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle du projet.

L'opération 2019 proposée en partenariat avec la Métropole consiste à :

- expérimenter le concept de parc productif, et participer ainsi à la création d'un lieu démonstrateur du paysage participatif dans la Vallée de la Chimie,
- permettre la rencontre des habitants, des salariés et des entreprises de la Vallée de la Chimie autour des opérations de médiation territoriale et d'animations,
- transmettre une culture du paysage, initier un changement de regard sur le paysage industriel spécifique de la Vallée de la Chimie, et participer à son amélioration par des actions visant à améliorer le cadre de vie.

Le soutien de la Métropole se traduit par une convention attributive de subvention à l'association Racines communes d'un montant de 8 100 € sur une dépense subventionnable retenue de 16 100 €, répartie ainsi par action :

Intitulé de l'action	Dépenses subventionnables retenues (en €)	Montant de la subvention de la Métropole de Lyon (en € nets de taxes)
expérimenter le concept de parc productif	5 500	1 000
permettre des rencontres à travers des opérations de médiation territoriale et des animations	5 350	3 600
transmettre une culture du paysage, initier un changement de regard sur le paysage industriel	5 250	3 500
<b>Total</b>	<b>16 100</b>	<b>8 100</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission proximité, environnement et agriculture** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total de 21 100 €, au profit de :

- l'ADDVC pour un montant de 13 000 €,
- l'association Racines communes pour un montant de 8 100 €,

afin de soutenir les projets associatifs dans le cadre de l'Agenda 21 Vallée de la Chimie au titre de l'année 2019 piloté par la Métropole,

b) - les conventions à passer entre la Métropole, l'ADDVC et l'association Racines communes définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 21 100€, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P26O2868.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3795**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Association organisme de foncier solidaire (OFS) de la Métropole de Lyon - Participation à la création de l'association en tant que membre fondateur - Désignation de représentants de la Métropole - Dotation initiale - Individualisation totale d'autorisation de programme - Garanties d'emprunt**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'habitat et du logement

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le contexte**

À la recherche d'un cadre d'intervention permettant de pérenniser dans le temps l'accès abordable pour les ménages à revenus modestes, la Communauté urbaine de Lyon, devenue Métropole de Lyon, a contribué, dès 2013, à la création des OFS dans le cadre des discussions engagées par le ministère du logement sur la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR) en portant, notamment, la question du démembrement de propriété entre le foncier et le bâti pour la réalisation d'opérations en accession sociale.

L'article 164 de la loi ALUR n° 2014-366 du 24 mars 2014, a créé les OFS avec, par la suite, la formalisation juridique d'un nouveau type de bail de longue durée : le bail réel solidaire (BRS) à usage exclusif des OFS (loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances (article 94) et ordonnance n° 2016-985 du 20 juillet 2016).

En mars 2019, face à l'augmentation des prix du logement, le Président de la Métropole a annoncé le lancement d'un plan d'urgence pour l'accès au logement (PUPAL) avec, pour objectifs, la lutte contre la gentrification et le développement de la production de logements sociaux, abordables et intermédiaires.

Ce plan comporte 3 dispositifs majeurs :

- la poursuite du plan 3A dont les modalités ont été délibérées le 13 mai 2019,
- la création d'un OFS pour une accession abordable à la propriété,
- le doublement du budget dédié aux réserves foncières à destination, notamment, de futurs logements abordables.

Une première présentation du PUPAL a été faite lors de la Conférence métropolitaine des Maires du 27 mai 2019.

**II - Le cadre d'intervention de l'OFS**

Les OFS sont définis par l'article L 329-1 du code de l'urbanisme comme étant des organismes sans but lucratif, agréés par le représentant de l'État dans la région, qui, pour tout ou partie de leur activité, ont pour objet d'acquérir et de gérer des terrains, bâtis ou non, en vue de réaliser des logements et des équipements collectifs.



Les principes de fonctionnement de ce nouveau dispositif sont les suivants :

- l'organisme de foncier solidaire fait l'acquisition d'un terrain, pour le conserver dans la durée dans une logique anti-spéculative,
- des programmes immobiliers résidentiels abordables (prix encadrés) sont développés pour les ménages modestes sous conditions de ressources avec la pratique d'une TVA réduite à 5,5 %,
- les ménages achètent grâce au BRS, à un prix inférieur à un logement en pleine propriété. Ils possèdent la propriété bâtie de leur logement et l'OFS demeure propriétaire du foncier,
- les ménages payent un loyer foncier à l'OFS, qui vient s'ajouter aux charges d'entretien, taxes locales et annuités d'emprunt,
- les logements sont durablement maîtrisés à la revente : les ménages revendent leur propriété en respectant les conditions de prix de vente, avec une plus-value limitée et obligatoirement à des ménages modestes. La vente est agréée par l'OFS et le BRS est prorogé pour la même période.

### III - Les objectifs stratégiques pour la Métropole

Afin de pouvoir créer dans la durée une offre en accession abordable durable avec un BRS, la Métropole se fixe, à terme, un objectif de production de 950 logements par an en BRS se répartissant comme suit :

- 450 logements en construction neuve sur des fonciers minorés en priorité (zones d'aménagement concerté -ZAC- publiques, plans de cession métropolitain, fonciers communaux). Un partenariat doit également être recherché avec les opérateurs privés,
- 100 logements dans le parc existant : les acquisitions-amélioration dans le parc existant permettent de viser un développement en secteur tendu ou en devenir. Ces acquisitions dans l'ancien pourraient également concerner des copropriétés ou immeubles dégradés ou fragiles sur lesquels une intervention de ce type pourrait contribuer au redressement de la situation ou concourir à une présence positive sur l'immeuble,
- 400 logements issus de la vente habitation à loyer modéré (HLM), qui constitue un levier de développement de l'accession abordable.

L'ensemble de l'agglomération est concerné par l'action de l'OFS : secteurs tendus et soumis à une spéculation importante mais aussi secteurs en développement ou à forts enjeux. Pour l'année de mise en place de ce nouveau mode de production, un objectif de 150 logements en BRS est visé pour le futur OFS métropolitain à savoir : 100 logements en neuf et 50 logements en acquisition amélioration.

En complément, et sous réserve des démarches des bailleurs sociaux concernés, 50 logements pourraient être cédés en BRS dans le cadre de la vente HLM.

Une montée en charge progressive devrait permettre d'atteindre, sur 5 ans, l'objectif visé de 950 logements avec 550 logements pour l'OFS métropolitain et 400 logements via la vente HLM.

De manière générale, l'offre d'accession abordable ainsi créée le sera à un niveau de prix correspondant à 65 % des plafonds du prêt social location accession (PSLA, produit d'accession sociale) soit :

- 2 780 € TTC/m<sup>2</sup> sur le centre (pour mémoire : prix moyen de 5 441 € à Lyon et 4 305 € à Villeurbanne),
- 2 230 € TTC/m<sup>2</sup> pour le reste de la Métropole (pour mémoire : prix moyen de 4 213 €).

Le montant de la redevance que les ménages devront acquitter pour le "loyer foncier" devra se situer aux alentours de 1,5 €/m<sup>2</sup>/mois sans excéder 2 €.

### IV - Le montage juridique

Il est proposé de créer l'OFS de la Métropole sous la forme associative. L'association comprendrait 3 collèges :

- les membres fondateurs : la Métropole, les 3 offices publics de l'habitat (OPH) métropolitains (Est Métropole habitat, Grand Lyon habitat, Lyon Métropole habitat), la Banque des territoires et Action logement,
- les membres de droit : les Communes de la Métropole intéressées par le projet,
- les membres associés : Fédération des professionnels de l'immobilier (FPI), Chambre des notaires, autres banques, bailleurs et promoteurs intéressés par le projet.

Les instances de gouvernance de l'association seraient composées :

- d'un bureau constitué de 4 représentants des membres fondateurs,
- d'un conseil d'administration constitué des membres fondateurs et de représentants des autres collègues,
- d'une assemblée générale avec l'ensemble des membres.

Il est proposé au Conseil de la Métropole de participer à la création de cette association. Le projet de statuts de l'association est annexé à la présente délibération.

Par ailleurs, conformément au projet de statuts de l'association, il est proposé de désigner 2 représentants titulaires et 2 suppléants pour la représentation de la Métropole au sein de l'association.

L'OFS de la Métropole aura vocation à déposer un dossier de demande d'agrément en Préfecture. Une fois agréé, il mettra en œuvre cette forme innovante d'accession à la propriété avec des baux réels solidaires sur des opérations à venir. Afin de contribuer au lancement de l'activité et des opérations d'accession, il est proposé au Conseil d'apporter à l'association un soutien financier sous forme de dotation initiale :

- d'un montant de 4 000 000 € en investissement pour la constitution de fonds propres.

Dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020, une ligne de 2 000 000 € a été prévue pour cette action. Il est proposé de la porter à 4 000 000 € par switch de 2 000 000 € prélevés sur la ligne P14O5381 - Aides à la pierre - social 2017 ;

- d'un montant de 350 000 € en fonctionnement sur le budget 2020 pour la contribution au lancement de l'association, sous réserve des inscriptions budgétaires.

## V - La garantie des prêts

La Métropole pourra apporter sa garantie jusqu'à 100 % aux prêts contractés par l'OFS de la Métropole pour l'achat de fonciers visant l'accession sociale en BRS. Pour les opérations portées par d'autres OFS du territoire (hors OFS adossés aux 3 OPH métropolitains), la garantie pourra être accordée jusqu'à 85 % (les 15 % restants pourront être garantis par la commune d'implantation de l'opération ou un autre organisme de cautionnement).

Conformément à la délibération du Conseil métropolitain n° 2017-1976 du 10 juillet 2017 modifiée, les demandes de garantie d'emprunt seront présentées au vote de la Commission permanente dans le cadre de cette délégation, selon l'article 1.16 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

Vu l'accord unanime du Conseil pour procéder à un vote à main levée en application de l'article L 3631-7 du code général des collectivités territoriales ;

## DELIBERE

### 1° - Approuve :

- a) - la participation de la Métropole à la création de l'association OFS de la Métropole en tant que membre fondateur,
- b) - les statuts de ladite association ci-annexés,
- c) - l'attribution d'une dotation initiale à l'association de 4 000 000 € en investissement et de 350 000 € en fonctionnement,
- d) - la possibilité d'accorder une garantie aux emprunts de l'OFS de la Métropole jusqu'à 100 % des prêts contractés pour l'acquisition de foncier avec un bail réel solidaire,
- e) - la possibilité d'accorder une garantie aux emprunts des autres OFS du territoire (à l'exclusion de ceux portés par des OPH métropolitains) jusqu'à 85 % des prêts contractés pour l'acquisition de foncier avec un bail réel solidaire.

2° - **Autorise** monsieur le président à signer lesdits statuts.

**3° - Désigne** monsieur Michel Le Faou et madame Hélène Geoffroy en tant que titulaires et monsieur Pierre Curtelin et madame Nathalie Frier en tant que suppléants pour représenter la Métropole au sein des instances de l'association OFS de la Métropole.

**4° - Décide** l'individualisation totale de l'autorisation de programme P14 - Soutien au logement social pour un montant de 4 000 000 € en dépenses à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier suivant :

- 4 000 000 € en 2020,

sur l'opération n° 0P14O7071.

**5° - La dépense** d'investissement en résultant, soit 4 000 000 €, sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 204 - opération n° 0P14O7071.

**6° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 350 000 €, sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercice 2020 - chapitre 65 - opération n° 0P14O5674.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3796**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Vénissieux

objet : **Conventions de programmes pour la mise en oeuvre du programme d'intérêt général (PIG) Energie 2 2019-2023 et de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriété dégradée La Pyramide 2019-2022**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'habitat et du logement

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Éléments de cadrage**

Dans le cadre de leurs plans climat air énergie territoriaux (PCAET) respectifs, la Métropole de Lyon et la Ville de Vénissieux sont volontaires pour mener des actions de rénovation énergétique de l'habitat, notamment sur le parc privé. La Métropole, en lien avec la Ville et l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), a expérimenté à Vénissieux un dispositif nouveau, le PIG énergie, pour lutter contre la vulnérabilité et la précarité énergétique des ménages.

La phase opérationnelle a été mise en œuvre de 2013 à 2018 sur un périmètre couvrant le centre-ville, le plateau des Minguettes et ses balmes et les quartiers Charréard/Pasteur. En parallèle, la Métropole a mis en œuvre depuis 2015 la plateforme ECORENO'V, dédiée aux projets de réhabilitations énergétiques ambitieuses dans le parc privé.

Le bilan du PIG Energie de Vénissieux 2013-2018 s'est avéré être positif. L'animation a permis d'accompagner les 2 cibles du PIG ; les syndicats de copropriétaires et les propriétaires occupants de maisons individuelles avec :

- une sensibilisation aux économies d'énergie pour 16 copropriétés (1278 logements),
- la réalisation des audits énergétiques dans 12 copropriétés (1103 logements),
- la mise en œuvre d'un projet de travaux sur les équipements de chauffage pour 4 copropriétés (254 logements),
- le lancement de 4 projets de travaux de type BBC (bâtiment basse consommation) rénovation sur Chaumine, Grandes Terres, Montelier et Concorde (591 logements),
- la réalisation de 63 visites/conseils techniques et thermiques de maisons individuelles,
- la rénovation de 33 logements avec un gain énergétique moyen de 46 %, dont une maison au niveau BBC rénovation.

Fort de ce bilan positif, le comité de suivi partenarial du 26 septembre 2018 a validé le lancement d'un nouveau PIG sur le périmètre communal pour :

- poursuivre l'accompagnement des 4 copropriétés en OPAH copropriété,
- poursuivre les objectifs en matière d'accompagnement aux projets et de réhabilitations des maisons individuelles et de logements individuels,
- étudier un dispositif ciblé sur les copropriétés du nouveau périmètre afin de mettre en œuvre des aides adaptées aux besoins des copropriétés fragiles.

Par ailleurs, il a été validé un dispositif spécifique en faveur de la copropriété Pyramide, du fait des fragilités de cette copropriété (impayés de charges, organisation des instances de gestion) et des besoins en travaux : les partenaires ont retenu le dispositif d'OPAH copropriété sur cette copropriété.

**II - Objectifs**

**1° - Le champ d'intervention et les cibles**

Le champ d'intervention du PIG énergie 2 de Vénissieux est le parc privé de logements de plus de 15 ans, plus spécifiquement les logements construits avant toute réglementation thermique et les plus énergivores et/ou habités par des ménages aux revenus modestes et pouvant se trouver en situation de précarité énergétique.

Les enjeux de l'opération sont l'amélioration énergétique des logements du parc privé en :

- maintenant la vocation sociale du parc privé (propriétaires modestes et très modestes, copropriétés fragiles),
- luttant contre les situations de précarité énergétique, en contenant le coût du logement pour les ménages,
- limitant les effets d'augmentation du coût des énergies,
- réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en lien avec les objectifs du plan climat.

**2° - Les objectifs quantitatifs pour le PIG**

Les objectifs pour le PIG et l'OPAH copropriété concernent :

- 70 logements individuels : logements et maisons individuelles et logements en copropriété avec des travaux en parties communes sans aide au syndicat,
- 345 logements inclus dans 2 copropriétés fragiles situées sur le plateau des Minguettes,
- accompagnement de 17 ménages au titre du fonds de solidarité logement (FSL),
- 85 lots d'habitation pour la copropriété Pyramides.

**III - Engagements financiers**

Pour les aides aux travaux dans le cadre du PIG :

- pour les logements individuels, les aides de la Métropole sont de 1 500 € pour les propriétaires occupants modestes et très modestes et complètent celles de l'ANAH, qui varient de 35 à 50 %. Les aides de la Ville de Vénissieux varient quant à elles de 500 à 1 500 €,
- pour les copropriétés "habiter mieux", les aides de la Métropole sont de 15 % plafonnées à 15 000 €, à parité avec la Ville, en complément des 45 % octroyés par l'ANAH, qui octroie également une prime de 1 500 € par lot.

Le montant des travaux générés par l'ensemble des opérations du PIG est estimé à 8 M€ environ.

En fonction des règles de financement, les montants suivants ont été évalués pour la part des différents financeurs :

Financeurs	ANAH	Métropole de Lyon	Ville de Vénissieux
<b>TOTAL</b>	<b>2 583 250 €</b>	<b>882 250 €</b>	<b>445 500 €</b>

Pour les aides aux travaux dans le cadre de l'OPAH copropriété pour la copropriété la Pyramide, les aides de l'ANAH sont de 45 % auquel s'ajoute un complément de 10 % de la part de la Métropole, à parité avec la Ville de Vénissieux, plafonné à 15 000 € par logement. Au titre du plan initiative copropriété (PIC), l'ANAH complètera le financement à hauteur de 14 %. Le coût de l'opération est évalué à 2 M€.

En fonction des règles de financement, les montants suivants ont été évalués pour la part des différents financeurs :

Financeurs	ANAH dont PIC	Métropole de Lyon	Ville de Vénissieux
<b>TOTAL</b>	<b>1 322 980 €</b>	<b>143 900 €</b>	<b>143 900 €</b>

Les crédits en investissement en ce qui concerne la Métropole et l'ANAH ont été votés dans le cadre de la délégation des aides de l'ANAH.

Le marché d'animation du programme a par ailleurs fait l'objet d'une décision en Commission permanente, en date du 20 juillet 2017. Un prestataire a été désigné dans ce cadre, pour une période d'un an renouvelable 4 fois en octobre 2018 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - le programme pour la mise en œuvre du PIG Énergie 2 pour la période 2019 à 2023,
- b) - la convention à passer entre la Métropole, l'ANAH et la Ville de Vénissieux pour les années 2019 à 2023,
- c) - le programme de l'OPAH copropriété La Pyramide pour la période 2019 à 2022,
- d) - la convention à passer entre la Métropole, l'ANAH et la Ville de Vénissieux pour les années 2019 à 2022.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3797**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Plateforme ECORENO'V - Convention avec Vos travaux éco (VTE) pour favoriser la valorisation des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour les particuliers**

service : Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'habitat et du logement

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Introduit par la loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique (loi POPE n° 2005-781 du 13 juillet 2005), et désormais codifié aux articles L 221-1 et suivants du code de l'énergie, le dispositif national de récupération des CEE vise à appuyer la politique française de maîtrise de la demande énergétique. Il repose sur l'obligation faite par les pouvoirs publics aux "obligés" (fournisseurs d'énergie) de réaliser des économies d'énergie et de promouvoir activement l'efficacité énergétique auprès des ménages, professionnels ou collectivités territoriales. Un objectif triennal est défini et réparti entre les opérateurs en fonction de leurs volumes de ventes.

Les CEE sont attribués par les services du Ministère chargé de l'énergie, aux acteurs éligibles (obligés ou non) réalisant des opérations d'économies d'énergie. Ces actions peuvent être menées dans tous les secteurs d'activités, sur le patrimoine des collectivités locales, des acteurs privés ou des ménages. Les obligés ont également la possibilité d'acheter des CEE à d'autres acteurs ayant mené des actions d'économies d'énergie, comme par exemple les propriétaires privés individuels ou les copropriétés. Le dispositif des CEE est aujourd'hui entré, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, dans sa 4<sup>ème</sup> période triennale d'obligation.

La plateforme ECORENO'V, l'un des volets habitat du plan climat, incite les propriétaires privés à réaliser des travaux d'économies d'énergie depuis 2015. Ces travaux permettent de bénéficier de subventions de la Métropole, et sont également éligibles aux CEE. Depuis 2015, il est observé que les propriétaires et les copropriétés ne valorisent pas complètement ces CEE. Soit ils les valorisent partiellement, car tous les postes éligibles ne sont pas retenus par les obligés ; soit ils ne bénéficient pas des meilleurs cours, car la valeur des CEE a beaucoup fluctué au fil des années ; soit enfin les propriétaires renoncent devant la multitude de démarches à accomplir.

L'Agence Auvergne-Rhône-Alpes énergie environnement (AuRA-EE) accompagne les collectivités et les acteurs des territoires pour développer leur performance dans la transition énergétique et environnementale. AuRA-EE a encouragé les plateformes territoriales de la rénovation énergétique (PTRE) de la région à rechercher une meilleure valorisation des CEE pour les particuliers, afin de faciliter leurs travaux.

A cette fin, cette association a organisé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la valorisation des CEE au sein des PTRE d'Auvergne-Rhône-Alpes. Après analyse des candidatures reçues, il est proposé de retenir la candidature de VTE. L'analyse technique de la Métropole de Lyon rejoint celle qui a été faite par les autres territoires en Auvergne-Rhône-Alpes.

AuRA-EE a coordonné la mise en place du partenariat. À ce jour, 12 autres territoires en Auvergne-Rhône-Alpes s'apprentent à signer des conventions similaires avec VTE.

La convention entre la Métropole et VTE vise à promouvoir et valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie dans le cadre du dispositif des CEE, notamment dans l'identification et le recensement des opérations, l'accompagnement technique et administratif pour le montage des dossiers, l'enregistrement des CEE auprès de l'administration et le règlement des primes financières par VTE. Il est à noter que ce dispositif représente une possibilité pour les propriétaires privés et copropriétés de la Métropole, et qu'il n'est en aucune façon obligatoire de valoriser les CEE de leurs opérations via VTE ; les propriétaires restent libres de leur choix. En revanche, ce

dispositif est une réelle offre de service, car il garantit un prix et cadre le montage de dossier, afin d'éviter les mauvaises surprises ou renoncements.

Le rôle d'AuRA-EE consiste à mettre à jour un observatoire du prix public des CEE, 4 fois par an, qui permet de mettre à jour le montant de la prime CEE.

VTE s'engage à construire un site internet dédié, analyser les dossiers de CEE, constituer les dossiers auprès du pôle national CEE, contrôler les dossiers de demande de CEE, verser les primes aux bénéficiaires personnes physiques ou morales (copropriétés), assurer un reporting aux plateformes.

La Métropole, via la plateforme ECORENO'V (dont la porte d'entrée est l'Agence locale de l'énergie et du climat (ALEC), et dont l'accompagnement de certaines copropriétés est confié à des prestataires), s'engage à informer les bénéficiaires sur le dispositif des CEE et le partenariat engagé, et à promouvoir le dispositif, notamment par un lien sur son site internet. En contrepartie de ce soutien, la convention prévoit la possibilité que VTE verse une partie de la prime CEE à la Métropole : 0,3 € par MWh cumac validé.

Cette convention représente un test pour la Métropole, qui pourra déterminer à l'issue de celle-ci (31 décembre 2020), et dans le cadre du schéma directeur des énergies (SDE), la manière dont elle entend poursuivre son action sur le domaine de la valorisation des CEE pour les particuliers et copropriétés ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - le partenariat pour promouvoir et valoriser les opérations de maîtrise de l'énergie dans le cadre du dispositif des CEE,

b) - la convention de partenariat à passer entre la Métropole et VTE pour les années 2019-2020,

c) - le versement par VTE, en contrepartie de ce soutien, d'une partie de la prime CEE sur la base de 0,3 € par MWh cumac validé.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention, et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

3° - **La recette** de fonctionnement en résultant sera imputée sur les crédits à inscrire au budget principal - exercices 2020 et suivants - chapitre 70 - opération n° 0P15O5027.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3798**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Vénissieux**

objet : **Protocole habitat - Renouvellement urbain et patrimonial - Résidence Aulagne - Lyon Métropole habitat (LMH)**

service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de l'habitat et du logement**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Le renouvellement urbain porte parfois sur des sites ne figurant ni au programme national de renouvellement urbain 1 (PNRU) ni au nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), mais repérés comme sensibles au regard de dysfonctionnements urbains et/ou en termes de bâti et sur lesquels une intervention ponctuelle et ciblée apparaît nécessaire. Ces interventions sont généralement inscrites dans une démarche patrimoniale du bailleur social.

Ces démarches patrimoniales vont tendre à se développer pour plusieurs raisons : la nécessité de rénover et adapter un patrimoine ancien (obsolescence, adaptabilité des logements pour faire face au vieillissement de la population, importance des coûts de réhabilitation pour atteindre une performance énergétique, etc.), le besoin de diversification sur certains quartiers mais aussi la production, après démolition, d'un foncier disponible pour construire dans un contexte où le foncier privé est difficilement accessible aux bailleurs sociaux.

Ces opérations représentent un enjeu pour la Métropole de Lyon. En effet, les capacités constructives dégagées par de la restructuration urbaine sur le patrimoine des bailleurs constituent un levier de production important, de même qu'elles peuvent participer au développement de produits nouveaux afin de répondre aux attentes des différents publics (accession abordable, logement social étudiant, etc.). C'est pourquoi la Métropole a souhaité davantage accompagner ce type d'intervention sur le patrimoine des bailleurs en introduisant, dans le plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H), un principe de convention partenariale. Les signataires en sont l'État, la Métropole, la commune et le bailleur concerné, ainsi que toute autre structure ayant un engagement dans le cadre dudit projet.

Les protocoles sont propres à chaque projet. Ils déclinent les éléments du projet sur les volets urbain et habitat ainsi que les éléments relatifs à l'information et à la concertation. Ils permettent de formaliser les engagements de chacun des signataires sur leurs champs de compétences (financement, relogement, urbanisme réglementaire, aménagement, etc.). Le bailleur joue un rôle clé en assurant le pilotage du projet, l'information et la concertation des locataires, ainsi que le relogement des ménages en lien avec l'État et les collectivités.

Les protocoles visent à faciliter le suivi du bon déroulement du projet sur le long terme, notamment en matière de reconstitution de l'offre de logements démolis. Ils prennent fin à l'achèvement de l'opération.

**II - Le protocole de la résidence Aulagne à Vénissieux**

Le protocole concerne le renouvellement patrimonial de la résidence Aulagne, rue Louis Aulagne à Vénissieux, qui comptabilise 278 logements locatifs sociaux appartenant au bailleur social LMH. Elle fut construite en 2 temps entre 1933 et 1950.

Les allées 1 à 17 de la résidence, soit 126 logements, ont subi des désordres structurels qui ont nécessité le relogement immédiat des familles par le bailleur. Le comité de pilotage, qui associe la Métropole, la Ville de Vénissieux et le bailleur LMH, a validé le scénario portant sur la démolition des 126 logements impactés et un projet de construction permettant de recomposer la résidence dans l'esprit initial d'une cité jardin.

Les objectifs du projet sont d'améliorer la qualité des logements, de favoriser la mixité sociale et d'améliorer le cadre de vie des habitants tout en conservant l'identité architecturale et paysagère de la cité jardin.

Le projet consiste en :

- la démolition de 126 logements engagée et qui se terminera à l'automne 2019,
- la reconstitution des logements sociaux démolis à environ 50 % sur site et 50 % hors site sur la commune de Vénissieux. Les lieux de cette reconstitution ont d'ores et déjà été identifiés : l'opération Ambroise Croizat (12 logements) et l'opération Grand Parilly (44 logements),
- la reconstruction sur site Aulagne de 133 logements dont 70 logements locatifs sociaux et 63 logements en accession libre. Sur les 70 logements locatifs sociaux, environ 20 % seront financés en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), 45 % en prêt locatif à usage social (PLUS) et 35 % en prêt locatif social (PLS). Parmi ces logements, 14 logements adaptés seront réalisés pour répondre aux enjeux de vieillissement de la population.

Au vu du projet validé en comité de pilotage, la Métropole a procédé à la mise en adéquation des règles d'urbanisme, dans le cadre de la révision de son PLU-H.

Dans le cadre du protocole, la Métropole s'engage à :

- céder, après déclassement préalable, à LMH l'assiette foncière du projet correspondant à la rue Louis Aulagne,
- mettre en conformité l'emprise foncière correspondant à l'emplacement réservé, rétrocédée par LMH à la Métropole et y réaliser les aménagements nécessaires permettant l'élargissement de la rue de la République. D'autres transferts fonciers seront réalisés entre la Ville de Vénissieux et LMH,
- financer les opérations de reconstitution et de développement de logements locatifs sociaux selon les règles de la délégation des aides à la pierre en vigueur au moment du financement,
- accorder la garantie d'emprunt selon les règles de droit commun ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - le projet de renouvellement urbain et patrimonial de la résidence Aulagne - LMH à Vénissieux,
- b) - le protocole à passer entre la Métropole, la Ville de Vénissieux et LMH pour les années 2019 à 2023.

##### 2° - Autorise monsieur le Président à signer ledit protocole.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3799**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Convention-cadre de renouvellement urbain de la Métropole de Lyon - Financement de la reconstitution de l'offre démolie et de l'ingénierie**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le NPNRU est issu de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui institue les contrats de ville, nouveau cadre pour la politique de la ville et redéfinit les territoires concernés par la géographie prioritaire. Le contrat de ville métropolitain a été approuvé par délibération du Conseil n° 2015-0410 du 29 juin 2015 et signé le 2 juillet 2015.

Pour l'agglomération lyonnaise, le NPNRU constitue un levier essentiel pour poursuivre et conforter le processus de transformation des quartiers amorcé grâce au 1<sup>er</sup> PNRU (PNRU 1) 2005-2015. Le programme ambitieux en voie d'achèvement a nécessité des investissements importants dont les résultats encore fragiles et hétérogènes restent à consolider.

Les sites retenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur l'agglomération lyonnaise sont les suivants :

- 8 sites d'intérêt national : Bron Parilly, Bron Vaulx-en-Velin Terrailon Chénier, Lyon 9° Duchère, Rillieux la Pape Ville Nouvelle, Vénissieux Saint Fons Minguettes Clochettes, Vaulx en Velin Grande Ile, Villeurbanne Buers nord et Villeurbanne Saint Jean,

- 6 sites d'intérêt régional : Givors Les Vernes, Givors centre-ville, Lyon 8° Langlet Santy, Lyon 8° Mermoz sud, Saint Fons Arsenal Carnot Parmentier et Saint Priest Bellevue.

Les enjeux d'intervention sur ces secteurs se situent à 2 niveaux :

- à l'échelle de l'agglomération, par la poursuite de leur intégration dans la dynamique de développement de la Métropole en valorisant leur potentiel,

- à l'échelle des sites, par la poursuite de la démarche de mutation dans le cadre des opérations d'aménagement portant sur l'habitat, la voirie, l'espace public, etc., et par le renforcement des actions répondant aux besoins des habitants au quotidien.

Il s'agit de rattacher ces quartiers à la ville (désenclaver, lier, greffer), d'y introduire de la mixité résidentielle et fonctionnelle (diversifier les formes et les fonctions) et de leur redonner une attractivité urbaine (requalifier et valoriser leur image). Enfin, les projets de renouvellement urbain (PRU) s'inscrivent dans la continuité des projets engagés qui sont des projets intégrés, bâtis à partir de l'ensemble des priorités du contrat de ville métropolitain, à savoir : développement économique, emploi, insertion, formation, habitat, déplacements mobilité, cadre de vie, santé, culture, éducation, jeunesse, lien social.

Une 1<sup>ère</sup> étape du NPNRU est engagée depuis 2016 pour les quartiers de la Métropole dans le cadre du protocole de préfiguration, approuvé par la délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016. Ce protocole prévoyait un important programme d'études visant principalement à définir les projets de chacun des quartiers et les programmes opérationnels à conduire dans le cadre du NPNRU. Il prévoyait également le financement de l'ingénierie en charge de l'élaboration des projets. Il prévoyait enfin l'engagement de 1 629 démolitions de logements sociaux, de 1 114 réhabilitations et de la reconstitution de l'offre démolie à

hauteur de 285 logements. Aujourd'hui, la quasi-totalité de ces opérations est engagée et les projets par quartier sont en cours de finalisation selon un planning propre à chacun.

Pour la suite, 2 types de documents contractuels sont en cours d'élaboration pour formaliser les engagements de la Métropole, des communes, des bailleurs sociaux, de l'ANRU et des autres partenaires d'ici à 2024 :

- des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain de quartier. Elles présentent chaque projet d'ensemble et listent les opérations et engagements des partenaires, dont la Métropole. Chaque convention fera l'objet d'une délibération propre,
- une convention-cadre de renouvellement urbain, objet de la présente délibération. Elle concerne les 14 quartiers et constitue donc le cadre de référence des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain de quartier. Les points clés de ce document sont détaillés ci-dessous.

### **I - Les contours de la convention-cadre du NPNRU**

La convention-cadre met en lumière l'ensemble des politiques publiques mobilisées par la Métropole au service du renouvellement urbain, y compris en matière d'évaluation. Ces politiques publiques couvrent un large spectre du développement des territoires : habitat, déplacements, développement économique, marketing territorial, énergies, etc.

En matière d'habitat, les orientations de la Métropole sont fixées dans le plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H). Elles visent une agglomération accueillante, solidaire et équilibrée prenant en compte les besoins en logements de tous ses habitants. Les opérations de renouvellement urbain participent à ce défi de la solidarité :

- en améliorant l'attractivité de l'offre résidentielle des quartiers (renouvellement et diversification de l'offre, requalification de l'offre existante, amélioration du niveau de confort et de la performance énergétique des logements),
- et en poursuivant le rééquilibrage territorial de l'offre sociale à l'échelle de la Métropole lyonnaise.

La convention-cadre définit les modalités de relogement et de reconstitution de l'offre, elle consolide les réalisations de chaque quartier en matière d'habitat (réhabilitation du parc existant, démolition et reconstruction d'une offre diversifiée). Elle prévoit également les modalités de subvention de la Métropole au profit des opérations de démolition de logement social. En effet, la Métropole poursuit son soutien financier aux opérations, dans le cadre de la mise en œuvre de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) et selon les règles mises en place au protocole de préfiguration du NPNRU. La Métropole subventionne à hauteur de 10 % les coûts techniques (tels qu'expertisés par l'ANRU) et les coûts de relogement (tels qu'estimés par les bailleurs, plafonnés à 8 500 € HT par relogement). Ces participations seront délibérées au fur et à mesure de l'avancement des opérations, en lien avec les conventions de quartiers de renouvellement urbain.

Par ailleurs, elle prévoit le co-financement des équipes projet sur les quartiers, des postes dédiés à la coordination d'agglomération et des assistances à maîtrise d'ouvrage relevant du niveau d'agglomération.

Les projets urbains définis pour chacun des quartiers conduisent à la démolition d'un volume prévisionnel de près de 5 000 logements locatifs sociaux (13 bailleurs sociaux sont concernés). L'ensemble des logements démolis sera reconstitué.

### **II - La convention-cadre organise le redéploiement de l'offre sociale à l'échelle de la Métropole, fixe les modalités de reconstitution de l'offre démolie, et encadre son financement**

La reconstitution de l'offre démolie s'effectue dans le respect du règlement général de l'ANRU avec une proportion de 60 % de logements en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 40 % en prêt locatif à usage social (PLUS). Sauf dérogation validée dans le cadre de l'élaboration des conventions de quartier, la reconstitution se situera hors site en renouvellement urbain et hors quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

Par ailleurs, pour répondre aux objectifs de rééquilibrage de l'offre locative sociale dans l'agglomération, la part de reconstitution réalisée dans les communes concernées par un PRU, est fixée en fonction de son taux de logements locatifs sociaux, soit :

- 100 % de reconstitution sur les communes ayant moins de 25 % de logements sociaux,
- 75 % de reconstitution sur les communes entre 25 % et 40 % de logements sociaux,
- 50 % de reconstitution sur les communes ayant plus de 40 % de logements sociaux.

S'agissant des communes comptant plus de 50 % de logements sociaux (Rillieux la Pape, Vaulx en Velin, Vénissieux et Saint Fons), des dérogations au règlement de l'agence ont été sollicitées pour déterminer le taux de reconstitution acceptable pour le territoire.

Dans la présente convention-cadre, l'engagement porte sur le programme de reconstitution des 8 projets de sites validés au 31 décembre 2018 par l'ANRU, soit 3 010 logements à financer (1 853 en PLAI et 1 157 en PLUS). Ils incluent 96 logements correspondant au solde du programme de reconstitution figurant dans le protocole de préfiguration adopté par délibérations du Conseil métropolitain n° 2016-1499 du 19 septembre 2016 et n° 2016-1593 du 10 novembre 2016.

Les programmes à venir feront l'objet d'avenants suite à leur validation par l'ANRU dans le cadre de son instruction des projets de site.

Par délibération du comité d'engagement du 20 mars 2019, l'ANRU et ses partenaires se sont engagés à financer ces 3 010 logements à hauteur de 34 620 000 € en subventions et 49 500 000 € en prêts bonifiés ; la Métropole s'engage pour sa part sur un montant total de subvention de 13 000 000 €.

La Métropole fait le choix d'ajuster sa participation en fonction des concours financiers apportés par l'ANRU et Action logement de telle sorte qu'au global ceux-ci soient alignés sur les forfaits accordés en droit commun dans le cadre de la délégation des aides à la pierre. Les majorations exceptionnelles que l'agence pourrait, le cas échéant, décider d'appliquer à certaines opérations complexes (acquisition - amélioration) viendraient en sus.

Le barème des aides métropolitaines s'adosse aux forfaits de la délégation des aides à la pierre, le niveau d'intervention sera le suivant.

- pour les logements familiaux :

. hors QPV :

. un forfait de 4 250 €/logement en PLAI celui-ci pourrait, le cas échéant être porté à un maximum de 16 050 € en cas de diminution ou d'annulation de la subvention ANRU,

. un forfait de 2 000 €/logement en PLUS ;

. en QPV (à titre dérogatoire) :

. un forfait de 9 570 €/logement en PLAI, celui-ci pourrait, le cas échéant être porté à un maximum de 18 170 € en cas de diminution ou d'annulation de la subvention ANRU,

. un forfait de 7 400 €/logement en PLUS ;

- pour les résidences sociales (financées à 100 % en PLAI) - en QPV, à titre dérogatoire : un forfait de 570 €/logement en PLAI.

Le barème des aides de la Métropole est susceptible d'évoluer, dès lors que les forfaits de la délégation des aides à la pierre évoluent.

L'enveloppe consacrée à la reconstitution de l'offre démolie relève de l'opération n° 0P14O5556 pour laquelle le montant total de l'autorisation de programme a été porté à 3 775 000 € en dépenses (par délibération du Conseil n° 2019-3510 du 13 mai 2019).

### III - La convention-cadre fixe les règles et objectifs en matière d'attributions et de relogement

La Métropole et les maîtres d'ouvrage concernés s'engagent à :

- en matière d'attributions :

. prendre en compte et suivre les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires pour les attributions de logements sociaux tels que définis par la conférence intercommunale du logement dans le document cadre et la convention intercommunale d'attributions ayant été approuvés par délibération du Conseil n° 2019-3424 du 18 mars 2019,

. avoir une attention particulière sur les quartiers en renouvellement urbain dans lesquels il y a lieu d'inverser les logiques ségrégatives à l'œuvre, en veillant aux attributions des logements des immeubles neufs livrés et des résidences requalifiées,

. respecter l'objectif d'attribution de 75 % aux ménages qui relèvent des 3 quartiles de ressources les plus élevés et veiller à la part d'attributions aux ménages relevant du 2<sup>ème</sup> quartile de ressources ;

- en matière de relogement : se conformer à la charte de relogement, signée en avril 2006 dans le cadre du PNRU 1, et actualisée pour prendre en compte les nouvelles exigences du NPNRU :

- . élaborer et participer à la mise en œuvre de la stratégie intercommunale de relogement des ménages dont le relogement est rendu nécessaire par une opération de démolition de logement social, de requalification de logement social ou de recyclage du parc privé, liée au projet de renouvellement urbain,
- . assurer aux ménages concernés, un relogement de qualité prenant en compte leurs besoins et leurs souhaits, en leur donnant accès à des parcours résidentiels positifs, notamment, en direction du parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans, et en maîtrisant l'évolution de leur reste à charge,
- . conduire le plan de relogement de chaque opération,
- . appliquer, le cas échéant, des minorations de loyer, telles que définies par la convention de minoration de loyers à signer entre la Métropole, les bailleurs sociaux et l'ANRU.

#### **IV - Le co-financement par l'ANRU et la Caisse des dépôts et consignations (CDC) des moyens d'ingénierie**

Sur chaque quartier, la mise en œuvre du NPNRU est pilotée techniquement par une équipe projet dédiée qui est à la fois responsable du PRU et du volet social du projet de territoire. Les directions de projet animent le partenariat, coordonnent les maîtres d'ouvrage, conduisent les actions de concertation, préparent les instances politiques et, de manière générale, suivent le respect des engagements pris dans les conventions quartiers de renouvellement urbain.

L'ANRU prévoit aujourd'hui le co-financement des équipes projet par l'attribution de 21 forfaits aux communes ou à la Métropole. Comme pour l'ensemble des équipes projet de la politique de la ville, les postes sont cofinancés par la Métropole, la commune concernée et l'ANRU. Les 21 forfaits accordés à ce stade par l'ANRU constituent une base de financement à partir de laquelle la situation particulière de chaque équipe projet pourra être ré étudiée lors de l'instruction de chaque convention quartier : des demandes complémentaires seront formulées auprès de l'ANRU. Le cas échéant, les évolutions seront intégrées à la convention-cadre par voie d'avenant.

Par ailleurs, un forfait est dédié à la coordination du programme et positionné au niveau de la Métropole.

Un autre forfait est dédié à l'animation inter bailleurs sur les aspects de relogement.

Soit un total de 23 forfaits attachés à la convention-cadre et détaillés dans le tableau ci-dessous.

Commune(s)	Quartier(s)	Postes portés par la Métropole de Lyon	Postes portés par les communes	Poste porté par l'Association des bailleurs et constructeurs du Rhône (ABC) HLM
Bron	Parilly et Terrailon	2 forfaits de directeurs de projet	2 forfaits de collaborateurs de projet	
Givors	Vernes et centre-ville	1 forfait de directeur de projet		
Lyon	Duchère, Langlet Santy et Mermoz	2 forfaits de directeurs de projet	2 forfaits de collaborateur de projet	
Rillieux la Pape	Ville Nouvelle	1 forfait de directeur de projet	1 forfait de collaborateur de projet	
Saint Fons	Arsenal, Carnot Parmentier	1 forfait de directeur de projet		
Saint Priest	Bellevue	1 forfait de directeur de projet		
Vaulx en Velin	Grande Ile	1 forfait de directeur de projet	2 forfaits de collaborateur de projet	

Commune(s)	Quartier(s)	Postes portés par la Métropole de Lyon	Postes portés par les communes	Poste porté par l'Association des bailleurs et constructeurs du Rhône (ABC) HLM
Vénissieux / Saint Fons	Minguettes / Clochettes	1 forfait de directeur de projet	2 forfaits de collaborateur de projet (1 sur chaque commune)	
Villeurbanne	Buers et Saint Jean	1 forfait de directeur de projet	1 forfait de collaborateur de projet	
Coordination d'agglomération		1 forfait de collaborateur de projet		1 forfait de collaborateur de projet (coordination inter bailleur)
<b>Total</b>		<b>12 forfaits à la Métropole</b>	<b>10 forfaits aux communes</b>	<b>1 forfait à ABC HLM</b>

Par ailleurs, les partenaires locaux se sont entendus sur le besoin pour la Métropole de se doter de plusieurs assistants à maîtrise d'ouvrage (AMO) qui sont cofinancées par l'ANRU ou la CDC :

- en matière de développement économique : il s'agit de porter tout à la fois une ambition forte en termes de positionnement économique dans les quartiers et de coordonner ces enjeux à l'échelle de la Métropole, en lien avec le schéma de développement économique de la Métropole. Une AMO sera mise en œuvre selon le même principe que ce qui a été conduit précédemment, dans le protocole de préfiguration (co-financement de la CDC),

- en matière d'habitat : 2 AMO seront mises en œuvre (co-financement de l'ANRU) :

- . pour les copropriétés neuves et récentes : plusieurs formes d'actions pourront être proposées pour accompagner les copropriétaires, souvent primo-accédants, à mieux se saisir du fonctionnement de leur copropriété et de ses instances (assemblée générale, syndic, conseil syndical, charges, etc.) et de leurs responsabilités individuelles et collectives,

- . pour assurer le suivi et l'évaluation du volet habitat de la convention-cadre et intervenir, si besoin, en appui des sites en renouvellement urbain pour la définition de la stratégie habitat locale.

Autant que de besoin, de nouveaux co-financements pourront être sollicités afin de poursuivre la mise en œuvre du PRU à l'échelle de la Métropole ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

- a) - la convention-cadre de renouvellement urbain de la Métropole,
- b) - la charte de relogement mise à jour et annexée à la convention-cadre,
- c) - la convention de minoration de loyer annexée à la convention-cadre,
- d) - l'attribution de subventions forfaitaires aux bailleurs sociaux concernés par la reconstitution de l'offre dans le cadre du NPNRU.

**2° - Fixe** le nouveau barème des aides pour le financement de l'ensemble des opérations de reconstitution de l'offre démolie au titre du NPNRU, à :

- logements familiaux hors QPV : 4 250 € pour les PLAI, (celle-ci pouvant exceptionnellement être portée à un maximum de 16 050 € en cas de diminution ou d'annulation de la subvention ANRU) ; et 2 000 € pour les PLUS,
- logements familiaux en QPV : 9 570 € pour les PLAI (celle-ci pouvant exceptionnellement être portée à un maximum de 18 170 € en cas de diminution ou d'annulation de la subvention ANRU) et 7 400 € pour les PLUS,



- résidences sociales en QPV : 570 € en PLAI.

**3° - Autorise** monsieur le Président à :

a) - signer ladite convention-cadre avec l'État, l'ANRU, l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), Action logement, Foncière logement, la Région Auvergne-Rhône-Alpes, les Communes de Bron, Givors, Lyon, Rillieux la Pape, Saint Fons, Saint Priest, Vaulx en Velin, Vénissieux, Villeurbanne, ABC HLM, les bailleurs sociaux ayant du patrimoine dans ces quartiers Alliade habitat, Dynacité, Erilia, Est Métropole habitat, Grand Lyon habitat (GLH), Immobilière de chemin de fer (ICF), Immobilière Rhône-Alpes (IRA) 3F, Lyon Métropole habitat (LMH), SACOVIV, Société anonyme de construction de la Ville de Lyon (SACVL), SEMCODA, la CDC ainsi que tous les actes y afférents,

b) - signer la charte de relogement,

c) - signer la convention de minoration de loyer,

d) - solliciter les subventions de l'ANRU et de la CDC pour les actions inscrites au programme de travail de la présente convention-cadre,

e) - mettre en œuvre les régimes d'aides à la reconstitution de l'offre, définis par application des barèmes ci-dessus.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3800**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 8°**

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier Lyon Mermoz sud - Subventions d'équipement à Grand Lyon habitat (GLH) pour des opérations de démolition - Individualisation partielle d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le NPNRU de la Métropole de Lyon**

Le NPNRU est issu de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui institue les contrats de ville, nouveau cadre pour la politique de la ville. Cette loi de 2014 a redéfini également les territoires concernés par la géographie prioritaire. Le contrat de ville métropolitain a été approuvé par la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2015-0410 du 29 juin 2015 et signé le 2 juillet 2015.

Pour l'agglomération lyonnaise, le NPNRU constitue un levier essentiel pour poursuivre et conforter le processus de transformation des quartiers amorcé grâce au 1<sup>er</sup> programme national de rénovation urbaine (PNRU 1) 2005-2015. Ce programme ambitieux en voie d'achèvement a nécessité des investissements importants et dont les résultats encore fragiles et hétérogènes restent à consolider.

Les sites retenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur l'agglomération lyonnaise sont les suivants :

- 8 sites d'intérêt national : Bron Parilly, Bron Vaulx en Velin Terrailon Chénier, Lyon 9° Duchère, Rillieux la Pape Ville Nouvelle, Vaulx en Velin Grande Ile, Vénissieux Saint Fons Minguettes Clochettes, Villeurbanne Buers nord et Villeurbanne Saint Jean,

- 6 sites d'intérêt régional : Givors Les Vernes, Givors centre-ville, Lyon 8° Langlet Santy, Lyon 8° Mermoz sud, Saint Fons Arsenal Carnot-Parmentier et Saint Priest Bellevue.

Les enjeux d'intervention sur ces secteurs se situent à 2 niveaux :

- à l'échelle de l'agglomération, par la poursuite de leur intégration dans la dynamique de développement de la Métropole en valorisant leur potentiel,

- à l'échelle de chaque site, par la poursuite de la démarche de mutation dans le cadre des opérations d'aménagement portant sur la voirie, l'espace public, l'habitat, etc., et par le renforcement des actions répondant aux besoins des habitants au quotidien.

Il s'agit de rattacher ces quartiers à la ville (désenclaver, lier, greffer), d'y introduire de la mixité résidentielle et fonctionnelle (diversifier les formes et les fonctions) et de leur redonner une attractivité urbaine (requalifier et valoriser leur image) dans un objectif de ville durable.

Une 1<sup>ère</sup> étape du NPNRU est engagée depuis 2016 sur les quartiers de la Métropole dans le cadre du protocole de préfiguration, approuvé par la délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016. Aujourd'hui la quasi-totalité des actions du protocole de préfiguration est engagée. Le projet de renouvellement urbain (PRU) de chaque quartier est en cours de définition et l'ensemble des opérations du NPNRU devront être engagées d'ici au 31 décembre 2024 en s'appuyant sur 2 types de documents contractuels :

- une convention cadre de renouvellement urbain qui met en lumière l'ensemble des politiques publiques mobilisées par la Métropole au service du renouvellement urbain. Elle définit les modalités de relogement et de reconstitution de l'offre, elle consolide les réalisations en matière d'habitat dans les différents quartiers. Elle consolide et suit l'exécution financière des postes cofinancés par l'ANRU pour la conduite et la coordination des projets. Elle concerne les 14 quartiers retenus par l'ANRU. Elle constitue donc le cadre de référence des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain de quartier. Elle est présentée à l'approbation du Conseil du 30 septembre 2019, par délibération séparée,

- des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain de quartier, propres à chacun des sites. Elles présentent chaque projet d'ensemble et listent les opérations et engagements des partenaires, dont la Métropole. La convention du quartier de Mermoz sud est l'objet de la présente délibération.

## **II - La convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier de Mermoz sud à Lyon 8°**

Le quartier Mermoz sud à Lyon 8° fait partie des sites retenus d'intérêt régional par l'ANRU sur l'agglomération lyonnaise pour le NPNRU.

Le quartier Mermoz bénéficie dans sa partie nord d'une opération de rénovation urbaine mise en œuvre dans le cadre du PNRU 1 lancé en 2003 et en voie d'achèvement. Cette opération s'inscrit dans un vaste projet de requalification urbaine de l'entrée Est de Lyon amorcé par la démolition en 2011 de l'autopont qui scindait le quartier Mermoz en 2.

Le secteur sud du quartier Mermoz est composé de 972 logements sociaux propriété de GLH. Il a connu depuis le milieu des années 80 jusqu'au début des années 2000 plusieurs interventions sur les logements, les espaces extérieurs et des transformations d'usages. Malgré les efforts entrepris, le patrimoine est vieillissant et n'est plus adapté aux normes de vie actuelle que ce soit en termes d'organisation de l'espace ou en termes d'isolations phonique et énergétique.

La réalisation de la ligne de tramway T6 prévue pour fin 2019, reliant Gerland (station Debourg) aux hôpitaux Est en passant par Mermoz, est une nouvelle opportunité pour ce quartier.

Le protocole de préfiguration des PRU de la Métropole, approuvé par le Conseil du 19 septembre 2016, a validé pour le site de Mermoz sud les objectifs avec un programme d'études et permis d'engager de premières opérations.

Les principaux objectifs urbains du projet de Mermoz sud qui sont déclinés dans la convention pluriannuelle de renouvellement urbain sont les suivants :

- poursuivre au sud la transformation engagée au nord porteuse d'attractivité résidentielle :
  - . diversifier et densifier l'offre de logements afin de rééquilibrer le parc existant au profit d'opérations de constructions neuves diversifiées,
  - . réhabiliter le parc de logement social maintenu afin d'améliorer ses performances énergétiques et son adaptation aux besoins nouveaux des locataires ;
- revaloriser les espaces publics, supports de lien social :
  - . conforter la trame paysagère existante et le mail Narvik comme axe structurant interne du quartier, affirmer la connexion avec le secteur du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) en mutation,
  - . conforter notamment le jardin Mermoz et reconfigurer la place Latarjet,
  - . accompagner le projet de réaménagement de l'avenue Mermoz support du passage du tramway ;
- mixer les fonctions et les usages :
  - . redonner une nouvelle attractivité aux équipements scolaires et socioculturels,
  - . conforter l'activité économique en maintenant le commerce de proximité comme le marché forain.

Ces objectifs ont été confirmés et sont traduits dans le projet mis en œuvre sous la forme d'une opération d'aménagement publique pilotée en régie directe par la Métropole.

## **III - Les chiffres-clés du projet de renouvellement urbain**

- démolition de 405 logements sociaux (avec pour objectif de réduire la part du parc locatif social dans le quartier en renouvellement urbain de 100 % aujourd'hui à 53 % au terme de la convention de renouvellement urbain et à 43 % au terme du projet global),

- requalification et résidentialisation de 242 logements sociaux (réhabilitation aux normes Effinergie rénovation),
- création de 661 logements diversifiés,
- création de 1 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activités et de services,
- restructuration d'environ 60 ha d'espaces publics (réaménagement paysager du mail Narvik, agrandissement du jardin Mermoz, reconfiguration de la place Latarjet et aménagement de nouvelles voies ou cheminements modes doux en direction du quartier de Mermoz nord et du futur tramway T6),
- démolition et reconstruction des 2 groupes scolaires (Pasteur et Olympe de Gouges),
- création d'un pôle social et culturel rassemblant les fonctions d'un centre social et d'une maison de la jeunesse et de la culture (MJC) comprenant un établissement d'accueil de jeunes enfants (EAJE),
- hors convention : réhabilitation de 32 logements pour vente et réhabilitation des 276 logements sur l'îlot Chalier.

Le coût total du PRU pour le quartier Mermoz sud est estimé à 96 600 000 € TTC non compris les coûts de reconstitution des logements. Le bailleur social (GLH), la Ville de Lyon et la Métropole sont maîtres d'ouvrages des opérations incluses dans ce programme. L'ANRU apporte un concours financier, hors protocole de préfiguration, de 30 100 000 € (répartis en 21 800 000 € de subventions et 8 300 000 € de prêts), la Région Auvergne-Rhône-Alpes apporte des subventions à hauteur de 900 000 €.

Des objectifs d'heures d'insertion à atteindre par les différents maîtres d'ouvrage sont fixés sur chaque opération d'investissement liée au projet de renouvellement urbain. Ils sont précisés dans la convention jointe.

La concertation sur le projet de renouvellement urbain a été mise en œuvre à partir du 4 janvier 2016 conformément à la délibération du Conseil n° 2015-0914 du 10 décembre 2015 et clôturée le 31 mars 2019.

#### IV - Les subventions de la Métropole aux opérations de démolition

Dans le cadre du protocole de préfiguration ont été inscrites pour le secteur Mermoz sud les 2 opérations anticipées suivantes : bâtiments I et O.

**Bâtiment I** (propriété de GLH), 1 à 21 rue Morel : 88 logements démolis. L'opération englobe également la démolition d'un bureau de poste et d'un commerce.

Le relogement des ménages est achevé pour la 1<sup>ère</sup> phase et le démarrage des travaux de démolition a été engagé en avril 2019. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 16 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition du bâtiment I (base subventionnable) s'élève à 1 574 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 384 460 €,
- travaux : 1 189 540 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 157 400 €, Il convient aujourd'hui d'individualiser l'autorisation de programme correspondante.

**Bâtiment O** (propriété de GLH), 9 à 15 rue Cotte : 32 logements démolis.

Le relogement des ménages est en cours depuis janvier 2016 et le démarrage des travaux de démolition est prévu en 2020. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 11 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition du bâtiment O (base subventionnable) s'élève à 811 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 175 615 €,
- travaux : 635 385 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 81 100 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH et s'élève à 81 100 € (représentant 10 % du coût total).

Il convient, aujourd'hui, d'individualiser l'autorisation de programme d'un montant de 81 100 €.

Dans le cadre de l'avancement du projet validé en comité d'engagement de l'ANRU, 2 opérations de relogement sont d'ores et déjà engagées par GLH, il s'agit des opérations suivantes :

**Bâtiment A** : propriété de GLH, 13 à 18 place Latarjet : 48 logements démolis.

Le relogement des ménages est en cours depuis avril 2019 et le démarrage des travaux de démolition est prévu en 2022. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 12 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition du bâtiment A (base subventionnable) s'élève à 1 283 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 384 000 €,
- travaux : 899 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 128 300 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH et s'élève à 128 300 € (représentant 10% du coût total).

Il convient, aujourd'hui, d'individualiser l'autorisation de programme d'un montant de 128 300 €.

**Bâtiment N** : propriété de GLH, 1 à 11 rue Tixier : 48 logements démolis.

Le relogement des ménages est en cours depuis avril 2019 et le démarrage des travaux de démolition est prévu en 2022. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 12 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition du bâtiment N (base subventionnable) s'élève à 1 283 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 384 000 €,
- travaux : 899 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 128 300 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH et s'élève à 128 300 € (représentant 10 % du coût total).

Il convient, aujourd'hui, d'individualiser l'autorisation de programme d'un montant de 128 300 €.

Dans le cadre de la suite de l'avancement du projet dans la durée de la convention, 3 autres opérations de relogement pour la démolition sont prévues, il s'agit des opérations suivantes :

**Bâtiment M** : propriété de GLH, 9 à 19 rue Chalier : 48 logements démolis.

Le relogement des ménages est prévu à partir de 2020 et le démarrage des travaux de démolition est prévu en 2024. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 13 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition du bâtiment M (base subventionnable) s'élève à 1 283 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 384 000 €,
- travaux : 899 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 128 300 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH et s'élève à 128 300 € (représentant 10 % du coût total).

Il convient, aujourd'hui, d'individualiser l'autorisation de programme d'un montant de 128 300 €.

**Bâtiment G** : propriété de GLH, 4 à 22 rue Froment : 80 logements démolis.

Le relogement des ménages est prévu à partir de 2020 et le démarrage des travaux de démolition est prévu en 2024. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 13 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition du bâtiment G (base subventionnable) s'élève à 2 132 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 640 000 €,
- travaux : 1 492 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 213 200 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH et s'élève à 213 200 € (représentant 10 % du coût total).

Il convient, aujourd'hui, d'individualiser l'autorisation de programme d'un montant de 213 200 €.

**Bâtiments J et K** : propriété de GLH, 12 à 18 rue Morel et 1 à 16 rue Tixier : 61 logements démolis (J : 29 logements et K : 32 logements).

Le relogement des ménages est prévu à partir de 2020 et le démarrage des travaux de démolition est prévu en 2024. La durée prévisionnelle de l'opération est estimée à 10 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition des bâtiments J et K (base subventionnable) s'élève à 1 782 000 € HT et se décompose comme suit :

- relogement : 488 000 €,
- travaux : 1 294 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 178 200 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH et s'élève à 178 200 € (représentant 10 % du coût total).

Il convient, aujourd'hui, d'individualiser l'autorisation de programme d'un montant de 178 200 € ;

Vu ledit dossier ;

**Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;**

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - la convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier Mermoz sud à Lyon 8°,
- b) - l'attribution de subventions d'équipement d'un montant total de 1 014 800 € au profit de GLH, dans le cadre des opérations de démolition des bâtiments I, O, A, N, M, G, J et K à Lyon, 8°, menées dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier Lyon Mermoz sud inscrit à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain du NPNRU de la Métropole,
- c) - les conventions de participation financière à passer entre la Métropole et GLH définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

##### 2° - Autorise monsieur le Président à signer :

- a) - lesdites conventions,
- b) - les documents nécessaires pour l'obtention des concours financiers de l'ANRU, de la Banque des territoires, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

**3° - Décide** l'individualisation partielle de l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, pour un montant de 1 014 800 € en dépenses à la charge du budget principal - exercice 2019 et suivants, sur l'opération n° OP17O7046.

**4° - Le montant** à payer sera imputé sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - chapitre 204, selon l'échéancier suivant :

- 99 020 € en 2019,
- 103 940 € en 2020,
- 507 400 € en 2022,
- 304 440 € en 2024.

**Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.**

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3801**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Saint Fons

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Convention pluriannuelle de renouvellement urbain pour le centre de Saint Fons - Arsenal Carnot Parmentier - Subvention d'équipement à Lyon Métropole habitat (LMH) pour des opérations de démolition - Tranches 1 et 2 Carnot Parmentier - Individualisation partielle d'autorisation de programme**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le NPNRU et son cadre contractuel**

Le NPNRU est issu de la loi 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine qui institue les contrats de ville, nouveau cadre de la politique de la ville. Cette loi a redéfini également les territoires concernés par la géographie prioritaire. Le contrat de ville métropolitain a été approuvé par la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2015-0410 du 29 juin 2015 et signé le 2 juillet 2015.

Pour l'agglomération lyonnaise, le NPNRU constitue un levier essentiel pour poursuivre et conforter le processus de transformation des quartiers amorcé grâce au 1<sup>er</sup> PNRU (PNRU 1) 2005-2015. Ce programme ambitieux en voie d'achèvement a nécessité des investissements importants et dont les résultats encore fragiles et hétérogènes restent à consolider.

Les sites retenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur l'agglomération lyonnaise sont les suivants :

- 8 sites d'intérêt national : Bron Parilly, Bron Vaulx en Velin Terraillon Chénier, Lyon 9° Duchère, Rillieux la Pape Ville nouvelle, Vaulx en Velin Grande Ile, Vénissieux Saint Fons Minguettes Clochettes, Villeurbanne Buers nord et Villeurbanne Saint Jean,
- 6 sites d'intérêt régional : Givors Les Vernes, Givors centre-ville, Lyon 8° Langlet Santy, Lyon 8° Mermoz sud, Saint Fons Arsenal Carnot Parmentier et Saint Priest Bellevue.

Les enjeux d'intervention sur ces secteurs se situent à 2 niveaux :

- à l'échelle de l'agglomération, par la poursuite de leur intégration dans la dynamique de développement de la Métropole en valorisant leur potentiel,
- à l'échelle de chaque site, par la poursuite de la démarche de mutation dans le cadre des opérations d'aménagement portant sur la voirie, l'espace public, l'habitat, etc., et par le renforcement des actions répondant aux besoins des habitants au quotidien.

Il s'agit de rattacher ces quartiers à la ville (désenclaver, lier, greffer), d'y introduire de la mixité résidentielle et fonctionnelle (diversifier les formes et les fonctions) et de leur redonner une attractivité urbaine (requalifier et valoriser leur image) dans un objectif de ville durable.

Une 1<sup>ère</sup> étape du NPNRU est engagée depuis 2016 sur les quartiers de la Métropole dans le cadre du protocole de préfiguration approuvé par délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016. Aujourd'hui, la quasi-totalité des actions du protocole de préfiguration est engagée. Le projet de renouvellement urbain (PRU) de chaque quartier est en cours de définition et l'ensemble des opérations du NPNRU devront être engagées d'ici au 31 décembre 2024 en s'appuyant sur 2 types de documents contractuels :

- une convention cadre de renouvellement urbain qui met en lumière l'ensemble des politiques publiques mobilisées par la Métropole au service du renouvellement urbain. Elle définit les modalités de relogement et de reconstitution de l'offre, elle consolide les réalisations en matière d'habitat dans les différents quartiers. Elle consolide et suit l'exécution financière des postes cofinancés par l'ANRU pour la conduite et la coordination des projets. Elle concerne les 14 quartiers retenus par l'ANRU. Elle constitue donc le cadre de référence des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain de quartier. Elle est présentée à l'approbation du Conseil du 30 septembre 2019, par délibération séparée,

- des conventions pluriannuelles de renouvellement urbain de quartier, propres à chacun des sites. Elles présentent chaque projet d'ensemble et listent les opérations et engagements des partenaires, dont la Métropole. La convention de PRU pour le centre de Saint Fons Arsenal Carnot Parmentier est l'objet de la présente délibération.

## **II - La convention pluriannuelle de renouvellement urbain pour le centre de Saint Fons Arsenal Carnot Parmentier**

Les ménages de Saint Fons sont parmi les plus pauvres de l'agglomération lyonnaise. Le 1<sup>er</sup> PNRU entièrement livré sur le quartier de l' Arsenal a été d'une ampleur trop limitée pour rompre avec les dynamiques ségrégatives en place. Aussi, la Métropole et la Commune de Saint Fons ont fait valoir auprès de l'ANRU et de l'État l'importance d'un projet ambitieux dans le cadre du NPNRU qui vise à changer les tendances à l'œuvre. La reconnaissance par l'ANRU de l'ambition à donner à ce PRU s'est concrétisée par l'attribution d'un concours financier conséquent.

Le PRU pour Arsenal Carnot Parmentier a été conçu comme un projet de territoire à part entière. Il prend appui sur les projets métropolitains attenants (Gerland, Vallée de la chimie, Anneau des sciences, Grand Parilly, ligne de transports en commun en rocade A8) pour construire un projet pour le centre-ville élargi de Saint Fons. Il s'inscrit dans des perspectives de court, moyen et long terme. Le présent programme se déroulera sur une dizaine d'années. Il ne se limite pas au seul sujet urbain.

Le PRU d' Arsenal Carnot Parmentier vise à amplifier le renouvellement urbain sur le secteur de l' Arsenal (dans le prolongement du PNRU 1), engager le projet Carnot Parmentier (zone d'aménagement concertée -ZAC- créée) et lancer un projet pour le cœur de ville (études en cours).

Les objectifs du projet sont les suivants :

- augmenter la diversité de l'habitat en particulier en réduisant de manière nette le taux de logements sociaux,
- adapter la densité du quartier à son environnement et aux fonctions urbaines visées en particulier en modifiant la morphologie urbaine par des reconstructions s'inscrivant dans le maillage du centre bourg,
- favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique, en particulier en développant un futur pôle entrepreneurial,
- renforcer l'ouverture des quartiers et la mobilité des habitants en particulier en complétant le maillage viaire public priorisant les transports en commun et les modes actifs (piétons, cyclistes),
- viser l'efficacité énergétique et contribuer à la transition écologique des quartiers en particulier par une haute qualité des constructions nouvelles,
- réaliser des aménagements et des programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, les enjeux de gestion et de sureté et anticipant les évolutions et mutations futures.

Les facteurs clés de réussite reposent en premier lieu sur l'amélioration de la desserte en transports en commun mais aussi sur la qualification de l'offre éducative. Le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) a d'ores et déjà réalisé la desserte du cœur de l' Arsenal. Les études pour l'amélioration de la connexion à Lyon Gerland ont été engagées. La Métropole s'est d'ores et déjà engagée avec ses partenaires dans une démarche de labellisation d'éco quartier pour la 1<sup>ère</sup> opération d'aménagement engagée dans le cadre du projet.

Les grands chiffres du PRU sont les suivants :

- 401 logements sociaux démolis,
- 557 logements sociaux réhabilités,
- 1 172 logements sociaux résidentialisés,
- 81 logements sociaux reconstruits sur site (20 %),
- 40 logements en accession abordable aidés par l'ANRU,
- 410 logements construits,
- un hectare de parc créé,
- un groupe scolaire dédoublé,
- plusieurs équipements de proximité développés ou requalifiés.



Le coût total du PRU pour le quartier Arsenal Carnot Parmentier est estimé à 155 905 499,70 M€ HT. Les bailleurs sociaux (LMH, Alliade habitat, Batigère), la Commune de Saint Fons et la Métropole sont maîtres d'ouvrages des opérations incluses dans ce programme. L'ANRU apporte un concours financier (constitué de subventions et de prêts) de 42 600 000 €, la Région Auvergne-Rhône-Alpes apporte 4 900 000 € de subventions.

Des objectifs d'heures d'insertion à atteindre par les différents maîtres d'ouvrage sont fixés sur chaque opération d'investissement liée au PRU. Ils sont précisés dans la convention jointe.

La concertation sur le PRU a été mise en œuvre à partir du 15 mars 2016, conformément à la délibération du Conseil n° 2016-1000 du 1<sup>er</sup> février 2016, et clôturée le 29 mars 2019. Elle fait l'objet d'un bilan présenté, par délibération séparée, au Conseil du 30 septembre 2019.

**III - Les subventions de la Métropole aux opérations de démolition**

La convention pluriannuelle de renouvellement urbain pour le centre de Saint Fons Arsenal Carnot Parmentier porte sur plusieurs tranches de démolitions dont 2 en phase opérationnelle :

- tranche 1 : 54 et 58 Carnot (propriété de LMH) : 176 logements,
- tranche 2 : 56 Carnot et Parmentier I et II (propriétés de LMH) : 168 logements.

Pour la tranche 1, le relogement des ménages engagé en décembre 2016 suite à l'approbation du protocole de préfiguration est en cours. Le démarrage des travaux de démolition est programmé pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 pour le 54 Carnot et se poursuivra avec le 58 Carnot. La durée prévisionnelle des démolitions est estimée à 3 semestres.

Pour la tranche 2, le relogement s'engage en juillet 2019 après une enquête ménage qui s'est réalisée entre février et juin 2019. Le relogement est prévu sur 2 ans. La démolition est envisagée à partir de 2022.

La Métropole, par délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016, a établi une base de financement de 10 % des coûts techniques de démolition hors taxes, honoraires inclus ainsi que des coûts de relogement (plafonnés à hauteur de 8 500 €).

Les coûts prévisionnels de démolition des 2 tranches s'élèvent à 14 848 741 € HT pour un total éligible aux financements de la Métropole à hauteur de 11 944 000 €. Ils se décomposent comme suit :

Bases subventionnables	Tranche 1 (en €)	Tranche 2 (en €)	Total (en €)
relogement	930 245	946 100	1 876 345
travaux	4 951 057	5 115 145	10 066 202
<b>Total</b>	<b>5 881 302</b>	<b>6 061 245</b>	<b>11 942 547</b>
participation Métropole de Lyon	588 200	606 200	1 194 400

La participation totale de la Métropole est estimée à 588 200 € pour la tranche 1 et à 606 200 € pour la tranche 2. Il convient aujourd'hui d'individualiser l'autorisation de programme correspondant au total, soit 1 194 400 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

- a) - la convention pluriannuelle de renouvellement urbain du quartier Arsenal Carnot Parmentier,
- b) - l'attribution de subventions d'équipement d'un montant total de 1 194 400 € au profit de LMH, dans le cadre des tranches 1 et 2 de démolition sur Carnot Parmentier à Saint Fons, menées dans le cadre du projet de renouvellement urbain pour le centre de Saint Fons Arsenal Carnot Parmentier inscrit à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain du NPNRU de la Métropole,

c) - les conventions de participation financière à passer entre la Métropole et LMH définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer :

a) - lesdites conventions,

b) - tous les documents nécessaires pour l'obtention des concours financiers de l'ANRU, de la Banque des territoires, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

**3° - Décide** l'individualisation partielle de l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, pour un montant de 1 194 400 € TTC, en dépenses, à la charge du budget principal - exercice 2019 sur l'opération n° 0P17O7113.

**4° - Le montant** à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 204.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3802**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Saint Fons**

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Quartier prioritaire Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier - Bilan de la concertation préalable**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Rappel du contexte**

La Métropole de Lyon s'est portée candidate au NPNRU dont le cadre est posé par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine votée le 21 février 2014. Le quartier Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier a été retenu pour la mise en œuvre d'un programme de renouvellement urbain d'intérêt régional lors du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) du 15 décembre 2014.

Le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain (PRU) de la Métropole, approuvé par délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016, a validé pour le site Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier un programme d'études et permis d'engager de premières opérations.

Le quartier prioritaire politique de la ville Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier compte plus de 6 000 habitants (35 % des habitants de Saint Fons) sur 27 ha. Il compte plus de 2 400 logements, dont 2 100 logements sociaux, soit 88 % (53,3 % à l'échelle communale).

Le secteur Arsenal (Dussurgey - Zola - Robert et Reynier) compte environ 4 500 habitants. Il est situé en entrée nord de la Commune sur les anciens terrains de l'État qui y a construit un quartier d'habitat social dans les années 1970. Le quartier est composé de logements sociaux en tours (R+7 à R+10) ou barres (R+4 à R+9). Les dernières réhabilitations datent d'environ 15 ans.

Dans le cadre du 1<sup>er</sup> PRU conventionné en 2007 avec l'ANRU, plusieurs opérations ont été engagées : reconstruction/démolition d'un foyer Adoma, aménagements de pieds de tours, d'espaces publics, maillage viaire et équipements publics (création d'un groupe scolaire, extension de la pépinière d'entreprises, création de locaux associatifs, traitement des abords du centre commercial). L'intervention sur l'habitat a été limitée. Les logements sociaux familiaux ont été maintenus. Une diversification a été engagée au travers d'opérations privées connexes (programme d'accession sécurisée à la propriété Robert et Reynier ainsi que les programmes sur le parc Lyon sud - ex-France Télécom). Le PRU d'une ampleur limitée s'est élevé à 32 000 000 € avec des participations de l'ANRU et de la Métropole, respectivement de 6 360 000 € et 3 500 000 €.

Le secteur connaît toutefois une bonne dynamique associative, et les jardins familiaux ou collectifs constituent un vecteur intéressant pour les animations de quartier. En termes de précarité, l'Arsenal reste le quartier qui connaît le plus de difficultés cumulées (niveau de revenu, situation au regard de l'emploi, de la santé, de la délinquance, niveau de scolarité, etc.). La requalification du quartier est donc à poursuivre et amplifier : désenclavement, diversification et qualification de l'offre de logements, etc.

Le secteur Carnot Parmentier (Maisons bleues, Grandes terres, Parmentier, Buissons), construit dans les années 1950-1960, accueille environ 1 700 habitants. Il s'étend sur 15 ha et est composé de plusieurs entités urbaines représentant près de 800 logements quasiment tous sociaux (773 logements et 20 % du parc locatif social de la Commune). Le quartier souffre d'un certain nombre de dysfonctionnements, notamment, sur le plan urbain (rupture avec le centre-ville), au niveau résidentiel (faible qualité architecturale, thermique, acoustique), en

termes de cadre de vie (espaces extérieurs dégradés) et sur le plan social (concentration de ménages précaires, familles monoparentales, faible taux d'activité, etc.).

Dans le cadre du PNRU 1, il a été programmé une étude programmatique. Celle-ci a été réalisée entre 2010 et 2012 pour aboutir à la définition du NPNRU, une fois le cadre national arrêté.

Les principaux enjeux du renouvellement urbain consistent à ouvrir le quartier sur la ville, à l'intégrer à part entière dans le centre de Saint Fons, à diversifier l'habitat et les équipements qu'il accueille afin de garantir une mixité sociale et développer un quartier multi fonctionnel.

Par délibération du Conseil n° 2016-1000 du 1<sup>er</sup> février 2016, la Métropole a approuvé les objectifs du projet urbain à conduire sur ce secteur.

Sur l'Arsenal, les objectifs du renouvellement urbain portent sur :

- la qualification de l'entrée nord de la ville (Arsenal - Dussurgey),
- la poursuite du désenclavement du quartier,
- l'amplification de la dynamique de diversification de l'offre de logements,
- la constitution d'un pôle entrepreneurial à partir de l'offre de services proposée par la Coursive d'entreprises.

Sur Carnot Parmentier, les objectifs du renouvellement urbain portent sur :

- la qualification de l'entrée est de la ville,
- la création d'une trame viaire (prolongement de Gravallon, axe doux structurant est-ouest, traitement de la rue Carnot et du parvis du théâtre),
- la recomposition et la requalification des espaces publics et privés, en lien avec l'ambiance végétale du secteur des Balmes,
- la diversification de l'habitat avec la démolition d'au moins 300 logements et la reconstruction d'au moins autant de logements,
- le renforcement des équipements publics tels que la reconstruction-dédensification et démolition du groupe scolaire, la mise en valeur du complexe sportif et du théâtre.

Le renouvellement urbain sur Carnot Parmentier se fera en grande partie au travers d'une opération d'aménagement. Celle-ci est conduite dans le cadre d'une procédure de zone d'aménagement concertée (ZAC) créée à l'issue d'une concertation préalable. Cette concertation a été réalisée entre le 11 juillet 2016, date de l'ouverture approuvée par délibération du Conseil n° 2016-1384, et le 11 septembre 2017, date du bilan approuvé par délibération du Conseil n° 2017-2021.

## II - Déroulement de la concertation

Sur le fondement de l'article L 300-2, aujourd'hui article L 103-1 du code de l'urbanisme, l'ouverture de la concertation réglementaire du PRU de Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier a été approuvée par la délibération du Conseil n° 2016-1000 du 1<sup>er</sup> février 2016.

Les habitants ont été tenus informés du début de la concertation via un avis administratif publié dans la presse locale le 22 février 2016. Un affichage a également été apposé à la Métropole et en Mairie de Saint Fons. La concertation réglementaire a débuté le 15 mars 2016.

Le dossier de concertation a été mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville de Saint Fons ainsi qu'à la Métropole, direction de la politique de la ville située 79 rue Molière à Lyon 3°. Il comprenait :

- le périmètre du projet soumis à la concertation,
- un document de présentation générale du quartier,
- une notice explicative fixant les objectifs du PRU,
- une synthèse de la concertation déjà réalisée,
- un cahier destiné à recueillir les avis.

Les habitants ont été informés de l'ajout de nouvelles pièces au dossier de concertation ainsi que de la clôture de celle-ci via un avis administratif publié dans la presse locale en date du 22 février 2019. Un affichage a également été apposé à la Métropole et en Mairie de Saint Fons. Le complément de dossier comprenait :

- le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de la Métropole,
- la délibération du Conseil métropolitain n° 2016-1499 du 19 septembre 2016 approuvant le protocole,
- le support de présentation du PRU Arsenal Carnot Parmentier de la réunion publique du 1<sup>er</sup> février 2019.

La concertation réglementaire a été clôturée le 29 mars 2019.

Le 27 mai 2016, une réunion publique a été organisée en Mairie de Saint Fons afin de présenter le projet tel que décrit dans le dossier de concertation. L'information a été faite par affichage dans les bâtiments situés dans le périmètre du projet, une invitation a été adressée aux acteurs locaux et aux habitants déjà mobilisés sur le projet ainsi qu'au conseil citoyen. La date de cette réunion publique a, de plus, été communiquée dans le magazine municipal et le site internet de la Commune ainsi que les réseaux sociaux.

Le 1<sup>er</sup> février 2019, une 2<sup>ème</sup> réunion publique, facultative, a été organisée en Mairie de Saint Fons afin de présenter le projet urbain de Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier, validé lors du comité d'engagement de l'ANRU le 6 septembre 2018. L'annonce de la clôture de la concertation réglementaire a également été faite lors de cette séance. L'information a été faite par affichage dans les bâtiments situés dans le périmètre du projet, une invitation a été adressée aux acteurs locaux et aux habitants déjà mobilisés sur le projet. Le conseil citoyen de Saint Fons ayant été abrogé par le Préfet par arrêté préfectoral du 12 novembre 2018, il n'a pas pu être convoqué. La date de cette réunion publique a, de plus, été communiquée dans le magazine municipal et le site internet de la Commune ainsi que les réseaux sociaux.

En complément d'informations délivrées sur rendez-vous, l'équipe projet a poursuivi la démarche de pédagogie active menée depuis 2012 puis tout au long de la concertation réglementaire. Sur ce secteur, l'équipe projet politique de la ville a tenu 16 temps sur 2016, 7 sur 2017 et 12 en 2018 pour l'information, la concertation des projets urbains, l'expérimentation active (réunions publiques, ateliers, temps d'information et temps de rencontre avec les habitants, fête de quartier, etc.).

Inauguré le 29 juin 2019, L'atelier Croizat est un lieu ressource ouvert aux habitants. A la fois Maison du projet, il a également vocation à être un lieu de fabrique de la ville, avec la tenue d'ateliers réguliers en lien avec l'écoquartier Carnot-Parmentier. Dépassant le cadre juridique de la présente concertation réglementaire, ce lieu deviendra un élément complémentaire d'informations et d'échanges avec les habitants.

### **III - Bilan de la concertation**

Pour le cahier de concertation comme pour les réunions publiques, les thèmes suivants ont été abordés et les réponses précisées ci-après :

#### **1° - Cahier de concertation mis à disposition durant toute la durée de la concertation**

Aucun avis ou observation n'a été déposé dans le cahier de concertation mis à disposition à la Métropole. Les 4 contributions suivantes ont été déposées dans le cahier de concertation mis à disposition en Mairie de Saint Fons :

##### **a) - Desserte en transports en commun**

Il est attendu une amélioration de la desserte en transports en commun ainsi que l'installation de stations Vélo'v.

Réponse apportée et suites données :

Pour les transports en commun entre Saint Fons et les Communes de l'agglomération, le Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL) conduit une étude prospective dans le cadre du plan des déplacements urbains (PDU) dans la poursuite de l'étude déplacements réalisée dans le cadre du protocole de préfiguration du NPNRU. Le PDU prévoit, à horizon 2030, la réalisation d'une desserte structurante de Saint Fons grâce à la ligne rocade A8 (Vaulx en Velin / Vénissieux / Saint Fons). L'amélioration de la desserte en transports en commun entre Lyon Gerland et Saint Fons est également envisagée.

Pour les transports en commun dans le tissu urbain de Saint Fons : plus de 1 100 logements du secteur Arsenal étaient situés à plus de 300 m de l'arrêt de bus le plus proche. À compter du 7 janvier 2019, dans le cadre du PRU, le SYTRAL a organisé la desserte du quartier de l'Arsenal par la ligne de bus n° 93.

Pour l'offre Vélo'v, le renouvellement du marché métropolitain prévoit le déploiement de Vélo'v. Trois stations seront implantées sur la Commune en 2019.

##### **b) - Circulation et stationnement**

Des observations sont faites sur des difficultés de stationnement, notamment, sur la rue Mathieu Dussurgey ainsi que le sentiment d'insécurité liée à la circulation automobile.

Réponse apportée : après avoir effectué une étude stationnement sur le secteur Dussurgey, des travaux ont été réalisés par la Métropole afin d'améliorer le stationnement sur la rue Mathieu Dussurgey.

Soixante-dix places ont été créées. La Métropole a également réalisé le tour ouest du centre-ville, permettant de diminuer le flux automobile dans le centre-ville de Saint Fons.

Suites données : en complément, la Commune a décidé la création d'une zone 30 sur l'ensemble du centre-ville, secteurs Arsenal et Carnot Parmentier inclus, afin d'apaiser la circulation.

Il est demandé l'amélioration de la traversée de la voie de chemin de fer pour faciliter les liaisons avec le nord pour aller en direction de Lyon.

Réponse apportée : l'ensemble du système viaire va connaître des évolutions fortes dans les années à venir. Le déclassement de l'A6-A7 permet des aménagements et des gestions différentes des flux. Le projet d'Anneau des sciences permettra la réorganisation du système viaire au nord et à l'ouest de Saint Fons par la création d'une "Porte Saint Fons". Des études sont en cours pour affiner les scénarios d'aménagement. L'objectif est de donner un caractère plus urbain et moins autoroutier sur ces secteurs.

#### **c) - Espaces pour enfants**

Il est exprimé un besoin d'aménagement d'espaces pour enfants équipés de points d'eau.

Réponse apportée : sur le site "Cuprofil", l'aménagement d'un parc d'un hectare est programmé, permettant de créer un poumon vert sur le centre-ville. Sur le secteur Carnot Parmentier, dans le cadre de la ZAC, des aménagements d'espaces pour enfants seront réalisés. L'équipe d'architecte en chef et de maîtrise d'œuvre est missionnée pour intégrer ce besoin dans la programmation de l'espace public en prenant en compte le label éco quartier. Ces aménagements seront concertés avec les habitants et les acteurs locaux avant leur réalisation afin de répondre au mieux aux besoins recensés.

#### **d) - Modalités de concertation**

Une observation est faite sur la mise en place de bulletins pour recueillir l'avis des habitants.

Réponse apportée : diverses modalités de concertation ont été mises en place pour informer et recueillir l'avis des habitants lors de la concertation réglementaire (cf. II - Déroulement de la concertation). Les habitants ont pu exprimer leurs avis et observations de différentes manières.

### **2° - Réunion publique du 27 mai 2016**

#### **a) - Démolitions des 54 et 58 Carnot et processus de relogement**

Des questions sont posées sur l'organisation et le calendrier de l'opération de relogement des bâtiments 54 et 58 Carnot, ainsi que le choix de démolir ces 2 bâtiments.

Réponse apportée : la démolition des bâtiments 54 et 58 Carnot a été décidée du fait de leur vétusté. Construits en 1956-58, ils présentent des dysfonctionnements récurrents aussi bien techniques qu'en termes de tranquillité résidentielle. Ces bâtiments sont des passoires thermiques, sur le 58 les paliers sont en demi-niveaux ce qui rend l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR) difficile, etc. La tour est un symbole d'un urbanisme qui dysfonctionne. L'objectif est de changer l'image de ce quartier et la démolition permet d'engager ce processus.

Les réunions locataires tenues semestriellement permettent de préciser le calendrier et le processus de relogement. Celui-ci commence par une enquête sociale. Elle permet de rencontrer chaque famille et d'enregistrer les besoins spécifiques. L'objectif fixé est une démolition en 2019-2020. Un partenariat inter bailleurs, formalisé dans le cadre de la charte relogement, est mobilisé sur l'ensemble de la Métropole afin de pouvoir répondre aux souhaits des ménages.

Une enquête de satisfaction est réalisée 18 mois à 2 ans après relogement pour vérifier que le relogement s'est bien passé.

#### **b) - Aménagement du stade Carnot**

Des précisions sont demandées sur l'aménagement du stade Carnot.

Réponse apportée : l'aménagement du stade Carnot reste à affiner. Les intentions sont d'ouvrir aux marges pour permettre la promenade, les parcours entre les différents espaces verts de la Commune. L'aménagement opérationnel sera mis à concertation, la nature du projet n'est pas encore fixée.

Suites données : l'aménagement des équipements sportifs n'est pas retenu par l'ANRU. Des aménagements pourront être programmés par la Commune de Saint Fons au regard de ses capacités d'investissement.

**c) - Aménagement du quartier**

Des précisions sont demandées sur le type de produits logements construits après les démolitions.

Réponse apportée : l'objectif est d'avoir un meilleur équilibre entre logement social et d'autres types de logements comme de l'intermédiaire, afin de mixer les types de publics (étudiants, familles, etc.). Une réduction du poids du logement social sur le quartier prioritaire et plus largement sur la Commune de Saint Fons a été actée par les partenaires du PRU. Un travail sur la morphologie urbaine est également prévu. Les bâtiments démolis (R+12 à R+8) seront remplacés par des bâtiments adressés sur une trame viaire publique avec une hauteur s'inscrivant dans leur environnement (R+2 à R+4+attique).

**d) - Desserte en transports en commun**

Plusieurs interventions mentionnent la mauvaise qualité de desserte en transports en commun, particulièrement sur le quartier de l'Arsenal. Des précisions sont demandées sur la future ligne A8.

Réponse apportée : identique au questionnement formulé sur le cahier de concertation (voir ci-dessus III - 1°).

**e) - Entrée de ville nord**

Des observations mentionnent les difficultés de circulation en entrée de ville nord.

Réponse apportée : identique au questionnement formulé sur le cahier de concertation (voir ci-dessus III - 1°).

**f) - Aménagement de voirie/désenclavement**

Une question est posée sur la date d'ouverture de la rue Émile Zola, dans sa jonction avec Vénissieux.

Réponse apportée : l'ouverture de la rue Émile Zola est inscrite dans le projet urbain. Des précautions dans le traitement de la largeur de voirie sont essentielles afin d'éviter que la circulation des véhicules lourds se reporte à l'intérieur du quartier. Ce secteur sera aménagé en zone 30. Il ne s'agit pas de créer une zone de transit.

**g) - Emploi et insertion**

Des observations sont faites sur le lien à la Vallée de la chimie comme levier d'emplois pour les Sainfoniards.

Réponse apportée en séance : l'arrivée des 2 centres de recherche sur le secteur de la Vallée de la chimie sera vecteur d'emplois, plus large que les postes de chercheurs. Par ailleurs, ces projets mobilisent un volume important de clause d'insertion. La Métropole sera vigilante quant à leur réalisation.

**3° - Réunion publique du 1<sup>er</sup> février 2019**

**a) - Desserte en transports en commun**

Plusieurs interventions ont porté sur la qualité de la desserte de l'offre en transports en commun.

Réponse apportée : identique au questionnement formulé sur le cahier de concertation (voir ci-dessus III - 1°).

**b) - Offre d'équipements et services**

Des besoins sont formulés sur l'offre petite enfance insuffisante (crèche) et sur la diversité de l'offre commerciale.

Réponse apportée : la ZAC inclut une participation pour la création de places en crèche. Une étude commerce est en cours sur le cœur de ville de Saint Fons.

Des précisions sont demandées sur la démolition du groupe scolaire Parmentier et la reconversion du site.

Réponse apportée en séance : un dédoublement du groupe scolaire Parmentier est prévu dans le cadre du PRU. Un groupe scolaire réduit sera reconstitué sur la partie sud des Grandes Terres et Parmentier. Le dédoublement sera réalisé à l'Arsenal. Un emplacement préférentiel a été arrêté sur le tènement Cuprofil. La démolition du groupe scolaire est envisagée en 2 temps : école primaire puis maternelle. Le tènement du groupe scolaire laissera la place à une offre de logement diversifiée (accession privée, sociale, logements sociaux, logement Action logement au titre des contreparties dues dans le cadre du renouvellement urbain). L'esprit résidentiel du secteur Chassagnon sera préservé avec des bâtiments à faible épannelage.

**c) - Pertinence des démolitions**

La pertinence de la démolition des logements sociaux est contestée par une personne.

Réponse apportée : la démolition d'une partie du patrimoine locatif social dans le quartier prioritaire a été guidée par une approche croisée. Il s'agit à la fois de permettre le rééquilibrage de l'offre de logement sur le quartier et la Commune, la recomposition urbaine (voir ci-dessus questionnement formulé sur le cahier de concertation) ainsi qu'une réponse à la vétusté du patrimoine (voir ci-dessus questionnement formulé sur le cahier de concertation).

**d) - Questions non liées au PRU de Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier**

Plusieurs questions ont été posées sur le développement de la Commune et de l'agglomération lyonnaise : le renouvellement urbain aux Clochettes, le développement économique sur la Vallée de la chimie, etc. Un échange a été engagé même s'il ne correspondait pas à l'objet de la concertation.

**IV - Conclusion**

En conclusion, l'ensemble des observations ne remettant pas en question les objectifs généraux du projet tels que formulés dans le cadre de la concertation préalable au PRU, il est donc proposé d'approuver le bilan de cette concertation ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** le bilan de la concertation préalable à l'opération de renouvellement urbain de Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier, lancée par délibération du Conseil n° 2016-1000 du 1<sup>er</sup> février 2016.



**2° - Décide** de poursuivre la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain de Saint Fons centre-Arsenal Carnot Parmentier selon les objectifs et les principes d'aménagement arrêtés.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3803**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 8°**

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Quartier Lyon Mermoz sud - Bilan de la concertation préalable**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Rappel du contexte**

La Métropole de Lyon s'est portée candidate au NPNRU dont le cadre est posé par la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine votée le 21 février 2014. Le quartier de Mermoz sud a été retenu pour la mise en œuvre d'un programme de renouvellement urbain d'intérêt régional lors du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) du 15 décembre 2014.

Le protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de la Métropole, approuvé par délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016, a validé pour le site de Mermoz sud un programme d'études et permis d'engager de premières opérations.

Le quartier Mermoz a bénéficié dans sa partie nord d'une opération de rénovation urbaine (ORU) mise en œuvre dans le cadre du 1<sup>er</sup> programme national de rénovation urbaine (PNRU 1) lancé en 2003. Cette opération s'est inscrite dans un vaste projet de requalification urbaine de l'entrée Est de Lyon amorcé par la démolition en 2011 de l'autopont qui scindait le quartier Mermoz en 2.

L'ORU de Mermoz nord, dont la fin des travaux est prévue en 2020, a permis la démolition de 318 logements, la réhabilitation du patrimoine conservé, la construction de logements neufs diversifiés, la création de nouvelles voiries et l'aménagement des espaces publics. Initialement composé de 500 logements sociaux, le secteur nord du quartier Mermoz comptera à terme environ 570 logements dont 51 % de logements sociaux, 10% de logements en accession sociale, 29 % en accession libre et 10 % en locatif intermédiaire. À ce jour, l'ensemble des démolitions et des réhabilitations est réalisé, les derniers programmes neufs sont en cours de réalisation et la plupart des nouveaux espaces publics ont été livrés (voiries, square central, verger).

Le changement d'image de l'entrée Est de Lyon est à l'œuvre avec la réalisation également d'autres programmes dans l'environnement immédiat : nouveaux logements et extension commerciale au niveau de l'îlot Casino, construction d'un parc relais sur le site des galeries Lafayette, construction d'une résidence étudiante privée à la sortie du métro et restructuration de la résidence étudiante du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) située au sud de l'avenue Mermoz.

Le secteur sud du quartier Mermoz est composé de 972 logements sociaux propriété de Grand Lyon habitat (GLH). Il a connu depuis le milieu des années 80 jusqu'au début des années 2000 plusieurs interventions sur les logements, les espaces extérieurs et des transformations d'usages. Malgré les efforts entrepris, le patrimoine est vieillissant et n'est plus adapté aux normes de vie actuelle que ce soit en termes d'organisation de l'espace qu'en termes d'isolations phonique et énergétique.

Conformément au nouveau cadre réglementaire issu de la loi Lamy du 21 février 2014, les projets de renouvellement urbain doivent faire l'objet d'une concertation préalable avec les habitants pendant toute la durée de l'élaboration du projet en application de l'article L 300-2 4° du code de l'urbanisme.

La délégation de lancement de la concertation réglementaire relative au projet de renouvellement urbain (PRU) de Mermoz sud a défini les enjeux et objectifs du projet sur le 8° arrondissement de Lyon.

Les enjeux du PRU sur Mermoz sur le 8° arrondissement de Lyon sont de développer l'attractivité et diversifier les quartiers spécialisés en logement social. Le taux de logement social du 8° arrondissement était en 2015 de 34,80 % avec une situation très contrastée en matière de produits logements et de profils socio-économiques au sein de l'arrondissement, certains quartiers comme Mermoz comptant 100 % de logements sociaux.

Ces enjeux s'inscrivent dans le cadre de la poursuite du rééquilibrage de la Métropole entre la ville centre et les quartiers périphériques en matière de logement social, afin de favoriser l'intégration et la participation de tous les quartiers et de leurs habitants à la dynamique métropolitaine. Cet objectif a été confirmé dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H).

Les objectifs du PRU sur le quartier de Mermoz sud sont de :

- ouvrir et désenclaver le quartier en s'appuyant sur les équipements et les commerces de proximité existants,
- assurer la continuité des maillages urbains entre Mermoz nord et Mermoz sud autour de l'avenue Mermoz, support du futur axe de transport en site propre T6 (Debourg/hôpitaux est),
- structurer la façade sud de l'avenue Mermoz pour modifier l'image du quartier,
- affirmer la connexion avec le secteur du CROUS en mutation,
- densifier et diversifier l'offre résidentielle dans un secteur stratégique de l'agglomération,
- adapter le parc existant aux besoins des habitants, améliorer ses performances énergétiques et son environnement par le biais de réhabilitations et résidentialisations,
- requalifier les espaces publics, support de lien social.

Ces objectifs ont été confirmés et se sont traduits dans le projet mis en œuvre sous la forme d'une opération d'aménagement publique pilotée en régie directe par la Métropole. Cette opération a fait l'objet d'une concertation réglementaire entre le 5 juillet 2016 et le 21 octobre 2016. Une réunion publique de présentation de l'opération a eu lieu le 12 septembre 2016.

L'ensemble des études prévues au protocole a été réalisé et le relogement des familles concernées par les opérations de démolition sur les bâtiments I et O a été engagé avec la démolition d'une 1<sup>ère</sup> partie du bâtiment I, rue Morel à partir d'avril 2019.

## II - Déroulement de la concertation préalable

Sur le fondement de l'ancien article L 300-2 du code l'urbanisme, aujourd'hui article L 103-1 du code de l'urbanisme, l'ouverture de la concertation préalable PRU de Lyon 8°, Mermoz sud a été approuvée par délégation du Conseil de la Métropole n° 2015-0914 du 10 décembre 2015.

Les habitants ont été tenus informés du début de la concertation via un avis administratif paru dans la presse le 17 décembre 2015.

La concertation a été mise en œuvre à partir du 4 janvier 2016 conformément à la délégation précédemment citée :

- un dossier de concertation préalable avec des registres destinés à recueillir les commentaires du public ont été mis à disposition à la Mairie du 8° arrondissement, à la Métropole et à la mission entrée Est aux heures d'ouverture au public,
- des permanences sur le quartier ont eu lieu au lancement de la concertation en 2016,
- une réunion publique à destination des habitants s'est tenue le 5 février 2016 pour présenter les grandes lignes du projet.

En complément et à l'initiative de la commune, des moyens de concertation complémentaires ont été mis en place :

- des comités de suivi participatif et des ateliers urbains ont été organisés sur 2017 et 2018 notamment avec les membres du conseil citoyen du quartier de Mermoz au fur et à mesure de l'élaboration du projet,
- le conseil citoyen labélisé pour le quartier de Mermoz le 13 décembre 2016 a été représenté au comité de pilotage du 4 décembre 2018, notamment, pour formuler un avis sur le projet de renouvellement urbain,
- une nouvelle réunion publique à destination des habitants s'est tenue le 27 février 2019 pour présenter le projet étudié avec l'ensemble des acteurs ; la publicité s'est faite par affichage sur le quartier.

Le dossier de concertation comprenait :

- un plan du périmètre de projet soumis à la concertation,
- un document de présentation générale du quartier,
- une notice explicative fixant les objectifs du projet de renouvellement urbain,
- une synthèse des avis déjà recueillis,
- un cahier destiné à recueillir les avis.

Le dossier de concertation a été complété par le protocole de préfiguration NPNRU, adopté par délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016, par la présente délibération et par le document présenté lors de la réunion publique du 27 février 2019.

Les habitants ont été tenus informés de la fin de la concertation le 31 mars 2019 via un avis administratif affiché à la Mairie du 8° arrondissement, au siège de la Métropole et publié dans un journal local, le 2 mars 2019.

### III - Bilan de la concertation préalable

À l'issue de cette concertation, les registres déposés à la Métropole et à la Mairie du 8° n'ont fait l'objet d'aucune remarque. Le registre déposé à la mission entrée Est a fait l'objet de 6 observations déposées en 2016 : 4 observations issues de particuliers (qui ne remettent en cause les grands principes du projet) et 2 comptes rendus de réunions d'échanges sur le projet déposé par le conseil citoyen de Mermoz (voir tableau en annexe de l'ensemble des remarques).

Les points soulevés par le conseil citoyen dès le début de la concertation ont été étudiés tout au long de l'élaboration du projet :

1 - Une demande d'évolution des équipements du quartier notamment la rénovation des groupes scolaires et de la piscine.

La Ville de Lyon a intégré au projet la reconstruction des 2 groupes scolaires et d'un nouvel équipement socioculturel, la piscine n'a pu à cette étape être intégrée au projet.

2 - Une demande de maintien de la place Latarjet pour permettre son aménagement et l'installation des animations sociales et culturelles déjà accueillies sur le site.

La Métropole a fait évoluer le tracé de la place pour permettre le maintien d'une surface de 4 000 m<sup>2</sup> de place publique, ceci tout en permettant une constructibilité qui a été réduite au nord de la place. La place devient ainsi une séquence majeure du mail, elle permet d'installer le marché et d'accueillir les événements culturels du quartier.

3 - Une demande de reconstitution des logements sociaux démolis dans les quartiers faiblement dotés de la ville et de relogement adapté aux demandes et aux moyens des familles.

La reconstitution fait l'objet de la convention cadre du NPNRU, le relogement étant conduit dans le cadre de la charte du relogement actée par l'ensemble des acteurs du relogement : bailleurs, État et collectivités locales.

4 - Une demande de répartition équilibrée des types d'habitat sur le quartier.

Le projet prévoit une répartition équilibrée des types de logement sur chaque secteur avec au sud des logements neufs sur le futur îlot autour du groupe scolaire Olympe de Gougues.

5 - Une interrogation sur la qualité des réhabilitations et une crainte exprimée d'une réduction du nombre de places de stationnement en surface.

GLH a présenté les principes de la requalification visant le label BBC Effinergie Rénovation. L'aménagement des espaces publics fera l'objet d'études de conception auxquelles seront associés les habitants et notamment les membres du conseil citoyen.

Le conseil citoyen représenté au comité de pilotage du 4 décembre 2018 sur le projet de renouvellement a évoqué l'avancement de ces différents points en les complétant par une demande de maintien du centre social à son emplacement actuel ou du moins de son bâtiment qui pourrait connaître un nouvel usage.

Ce sujet fera l'objet d'études complémentaires dans une phase suivante d'élaboration du projet.

Lors de la réunion publique du 27 février 2019, le conseil citoyen a fait part de sa préoccupation concernant la nécessité d'une réhabilitation des 3 bâtiments conservés sur la rue Chalier, hors convention NPNRU.

Dans le temps de la convention des travaux sont d'ores et déjà prévus sur les fonds propres de GLH en fonction des priorités des habitants et sur la base de financements complémentaires en cours d'études.

Le contenu du projet de renouvellement urbain n'a pas été remis en cause dans ses grands principes, même si des questionnements sont émis sur l'évolution des équipements publics, la réduction de la place Latarjet, la répartition des types d'habitat sur le quartier, le suivi du relogement des familles ainsi que la qualité des réhabilitations de l'ensemble du parc social conservé sur le quartier.

La Métropole apportera la plus grande vigilance à la qualité de l'aménagement et au maintien des usages sur la place Latarjet, à la répartition équilibrée des différents types de logements et au suivi du relogement des ménages par l'ensemble des acteurs.

La Ville de Lyon accordera une attention particulière à ses équipements publics et notamment l'évolution future du centre social actuel en lien avec les équipements du quartier, de même que GLH pour la réhabilitation de l'ensemble des logements sociaux qui sont conservés sur le quartier.

La concertation se poursuivra tout au long du projet avec les habitants. Les études d'avant-projet permettront de préciser les aménagements de l'ensemble des espaces publics et veilleront notamment à la qualité du projet d'aménagement de la place Latarjet en lien avec les usages attendus.

L'aménagement des espaces publics fait l'objet d'ateliers de travail avec les habitants depuis le mois de juin 2019, le concepteur des espaces publics étant désigné.

En conclusion, il est donc proposé d'approuver le bilan de la concertation ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** le bilan de la concertation préalable pour le projet de renouvellement urbain du quartier Mermoz sud à Lyon 8°.

**2° - Décide** de poursuivre la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain de Lyon Mermoz sud selon les objectifs et les principes d'aménagement tels qu'ils ont été définis dans le cadre de la concertation et les modalités de mise en œuvre.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3804**

commission principale :	urbanisme, habitat, logement et politique de la ville
commune (s) :	Bron
objet :	<b>Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Opérations de démolition du protocole de préfiguration - Parilly - UC1 - Subventions d'équipement à Lyon Métropole habitat (LMH) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme</b>
service :	Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le NPNRU est issu de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Pour l'agglomération lyonnaise, le NPNRU constitue un levier essentiel pour poursuivre et conforter le processus de transformation des quartiers engagé grâce au 1<sup>er</sup> programme national de rénovation urbaine (PNRU 1) 2005-2015. Le quartier Parilly situé sur la Commune de Bron fait partie des sites retenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur l'agglomération lyonnaise.

Sur la Métropole de Lyon, le NPNRU a démarré en 2016 par la mise en œuvre du protocole de préfiguration, approuvé par la délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016. Il prévoit notamment la démolition de 856 logements au titre des opérations urgentes cofinancées par l'ANRU.

Les opérations urgentes de démolition retenues dans le protocole de préfiguration correspondent à des opérations déjà identifiées dans les projets de site. Leur démarrage rapide permet d'enclencher le processus de renouvellement urbain. Elles sont inscrites à la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de la Métropole pour bénéficier d'un soutien financier à hauteur de 10 % du coût d'opération comprenant les coûts techniques de démolition et les frais de relogement plafonnés à 8 500 € HT par relogement. Les frais financiers ne sont pas pris en compte par la Métropole. Compte tenu des délais de relogement souvent longs, la subvention est versée en 2 fois : 10 % au démarrage de l'opération, c'est à dire au lancement du relogement par le bailleur social et 90 % à la clôture de l'opération de démolition.

Le NPNRU de Bron Parilly inclut au titre des opérations urgentes du protocole de préfiguration la démolition par LMH de l'UC1 (1 à 11 square Laurent Bonnevey).

Le Conseil de la Métropole a approuvé par délibération n° 2018-2763 du 27 avril 2018, l'ouverture d'une autorisation de programme partielle correspondant au 1<sup>er</sup> versement de 10 % de la subvention au bénéfice du bailleur social LMH. La présente délibération porte sur le solde de la subvention, soit 90 % du montant.

Le relogement des ménages est en cours (268 ménages relogés sur 285) et le démarrage des travaux de démolition est programmé pour fin 2019. La durée prévisionnelle de la démolition est estimée à 3 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition portée par LMH s'élève à 9 400 000 € HT (base subventionnable retenue par la Métropole) et se décompose comme suit :

- coût de relogement : 1 700 000 €,
- coûts techniques : 7 700 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 940 000 €. Le 1<sup>er</sup> versement de cette subvention, déjà délibéré, s'élève à 94 000 €. La présente délibération porte sur 846 000 €.

Il convient aujourd'hui d'individualiser l'autorisation de programme complémentaire correspondant à cette subvention d'équipement, soit 846 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 846 000 € au profit de LMH pour le financement de l'opération de démolition menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier de Parilly à Bron, inscrit au protocole de préfiguration du NPNRU de la Métropole,

b) - la convention de participation financière à passer entre la Métropole et LMH, définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

3° - **Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, pour un montant de 846 000 € en dépenses à la charge du budget principal en 2019 sur l'opération n° 0P17O5570.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisé est donc porté à 940 000 € en dépenses.

4° - **Le montant** à payer en section d'investissement sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 204.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3805**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Vénissieux

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Opérations de démolition du protocole de préfiguration - Plateau des Minguettes - Tour 36 et barre Monmousseau - Subventions d'équipement à Grand Lyon habitat (GLH) et Immobilière des chemins de fer (ICF) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le NPNRU est issu de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Pour l'agglomération lyonnaise, le NPNRU constitue un levier essentiel pour poursuivre et conforter le processus de transformation des quartiers engagé grâce au 1<sup>er</sup> programme national de rénovation urbaine (PNRU 1) 2005-2015. Le quartier Minguettes - Clochettes situé sur les Communes de Vénissieux et de Saint Fons fait partie des sites retenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur l'agglomération lyonnaise.

Sur la Métropole de Lyon, le NPNRU a démarré en 2016 par la mise en œuvre du protocole de préfiguration, approuvé par la délibération du Conseil de la Métropole n° 2016-1499 du 19 septembre 2016. Il prévoit notamment la démolition de 856 logements au titre des opérations urgentes cofinancées par l'ANRU.

Les opérations urgentes de démolition retenues dans le protocole de préfiguration correspondent à des opérations déjà identifiées dans les projets de site. Leur démarrage rapide permet d'enclencher le processus de renouvellement urbain. Elles sont inscrites à la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de la Métropole pour bénéficier d'un soutien financier à hauteur de 10 % du coût d'opération comprenant les coûts techniques de démolition et les frais de logement plafonnés à 8 500 € HT par logement. Les frais financiers ne sont pas pris en compte par la Métropole. Compte tenu des délais de logement souvent longs, la subvention est versée en 2 fois : 10 % au démarrage de l'opération, c'est à dire au lancement du logement par le bailleur social et 90 % à la clôture de l'opération de démolition.

Le NPNRU de Vénissieux Minguettes - Saint Fons Clochettes inclut dans la phase du protocole de préfiguration les démolitions suivantes au titre des opérations urgentes :

- la démolition par GLH de la tour 36 boulevard Lénine secteur de la Darnaise (76 logements), bâtiment dégradé situé au sud du périmètre,
- la démolition par ICF de la barre 1 au 21 rue Gaston Monmousseau (197 logements), bâtiment dégradé situé au nord du périmètre.

Le Conseil de la Métropole a approuvé par les délibérations n° 2018-2764 et n° 2018-2765 les ouvertures d'autorisations de programme partielles correspondant au 1<sup>er</sup> versement de 10 % des subventions au bénéfice des bailleurs sociaux. La présente délibération porte sur le solde de la subvention, soit 90 % du montant.

Le logement des ménages est en cours (11 ménages logés sur 245) et le démarrage des travaux de démolition est programmé pour le second semestre 2019. La durée prévisionnelle des démolitions est estimée à 2 semestres.

Le coût prévisionnel de la démolition portée par GLH s'élève à 3 500 000 € HT (base subventionnable retenue par la Métropole) et se décompose comme suit :



- coût de relogement : 600 000 €,
- coûts techniques : 2 900 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 350 000 €. Le 1<sup>er</sup> versement de cette subvention, déjà délibéré, s'élève à 35 000 €. La présente délibération porte sur 315 000 €.

Le coût prévisionnel de la démolition portée par ICF s'élève à 9 800 000 € HT (base subventionnable retenue par la Métropole) et se décompose comme suit :

- coût de relogement : 830 000 €,
- coûts techniques : 8 970 000 €.

La participation totale de la Métropole est estimée à 980 000 €. Le 1<sup>er</sup> versement de cette subvention, déjà délibéré, s'élève à 98 000 €. La présente délibération porte sur 882 000 €.

Il convient aujourd'hui d'individualiser l'autorisation de programme complémentaire correspondant au total de ces subventions d'équipement, soit 1 197 000 €.

Le montant global des subventions allouées par la Métropole à ces 2 opérations de démolition s'élève à 1 330 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 315 000 € au profit de GLH,
- b) - l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 882 000 € au profit d'ICF,

pour le financement d'opérations de démolition menées dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier des Minguettes à Vénissieux, inscrit au protocole de préfiguration du NPNRU de la Métropole,

c) - les conventions de participation financière à passer entre la Métropole et GLH d'une part, et ICF d'autre part et définissant, notamment, les conditions d'utilisation de cette subvention.

2° - **Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions de participation financière.

3° - **Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, pour un montant de 1 197 000 € en dépenses à la charge du budget principal en 2019 sur l'opération n° OP17O5571.

Le montant de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 1 330 000 € en dépenses.

4° - **Le montant** à payer en section d'investissement sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 204.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3806**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 9°**

objet : **Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) - Opérations de démolition du protocole de préfiguration - La Duchère Sauvegarde - Barres 520-530 et 440 - Subvention d'équipement à Grand Lyon habitat (GLH) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le NPNRU est issu de la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Pour l'agglomération lyonnaise, le NPNRU constitue un levier essentiel pour poursuivre et conforter le processus de transformation des quartiers engagé grâce au 1<sup>er</sup> programme national de rénovation urbaine (PNRU 1) 2005-2015. Le quartier de la Duchère à Lyon 9° fait partie des sites retenus par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) sur l'agglomération lyonnaise.

Sur la Métropole de Lyon, le NPNRU a démarré en 2016 par la mise en œuvre du protocole de préfiguration, approuvé par la délibération du Conseil n° 2016-1499 du 19 septembre 2016. Il prévoit notamment la démolition de 856 logements au titre des opérations urgentes cofinancées par l'ANRU. Il prévoit également l'engagement par les bailleurs sociaux de 773 démolitions de manière anticipée.

Les opérations de démolition retenues dans le protocole de préfiguration correspondent à des opérations déjà identifiées dans les projets de site. Leur démarrage rapide permet d'enclencher le processus de renouvellement urbain. Elles sont inscrites à la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) de la Métropole pour bénéficier d'un soutien financier à hauteur de 10 % des coûts techniques de démolition (études et analyse de site, travaux et honoraires) et des frais de relogement plafonnés à 8 500 € HT par relogement. Les frais financiers ne sont pas pris en compte par la Métropole.

Dans le cadre du protocole de préfiguration ont été inscrites pour le secteur Sauvegarde les opérations de démolition suivantes :

- opérations urgentes : immeubles 520 et 530 (propriété de GLH), 189 logements démolis. L'opération englobe également la démolition de certains commerces et de l'agence Grand Ouest de GLH,
- opération bénéficiant d'une autorisation de démarrage anticipé : immeuble 440 (propriété de GLH), démolition partielle de l'immeuble (4 allées), soit 40 logements démolis.

Le relogement des ménages est bien engagé. A mi-juillet 2019, l'ensemble des habitants des barres 520-530 est relogé (178 ménages) et 24 ménages sur 40 sont relogés pour la barre 440. Le démarrage des travaux préparatoires à la démolition des barres 520-530 a démarré en juillet 2019. La durée prévisionnelle des démolitions est estimée à 3 semestres. La démolition de la barre 440 pourrait démarrer au 2<sup>ème</sup> semestre 2020, dès lors que l'ensemble des ménages à reloger auront déménagé.

**Barres 520-530**

Le coût prévisionnel de la démolition des barres 520-530 était initialement estimé à plus de 8 500 000 € HT, dont 6 820 000 € HT de base subventionnable pour la Métropole. Sur cette base, la participation totale de la Métropole était estimée à 682 000 €. Le Conseil de la Métropole a approuvé par délibération n° 2018-2766 du 27 avril 2018 l'ouverture de l'autorisation de programme partielle correspondant au 1<sup>er</sup> versement (10 %) des subventions au bénéfice de GLH. Ce 1<sup>er</sup> versement, déjà délibéré, s'élève à 68 200 €.

Le coût de cette opération a été ajusté depuis cette 1<sup>ère</sup> délibération. Ainsi le coût prévisionnel de la démolition des barres 520-530 s'élève aujourd'hui à près de 5 400 000 € HT, dont 3 475 100 € pris en compte comme base subventionnable par la Métropole, ramenant ainsi sa subvention totale de 682 000 € à 347 500 €.

C'est pourquoi il est proposé d'actualiser à 347 500 € la subvention totale pour l'opération de démolition des barres 520-530 dans la convention entre la Métropole et GLH.

Cela entraîne la rédaction d'un avenant à la convention de participation financière signée le 4 juillet 2018 qui prévoyait la participation de la Métropole aux coûts de l'opération de démolition, pour un montant total de 68 200 € correspondants à 10 % de la subvention relative à l'opération de démolition, sous la forme de subvention d'équipement. Le montant de cette subvention est ramené à 34 750 €.

La présente délibération concernant également le solde de la subvention versée par la Métropole à GLH (soit 90 % de 347 500 €), elle porte donc sur 312 750 €, pour la démolition des barres 520-530.

#### **Barre 440**

Le coût prévisionnel de la démolition de la barre 440 s'élève à près de 1 600 000 € HT, dont 1 266 130 € pris en compte comme base subventionnable par la Métropole.

La participation totale de la Métropole à la démolition de la barre 440 est ainsi estimée à 126 620 €. La présente délibération porte sur la totalité de la subvention versée par la Métropole à GLH pour la démolition partielle de la barre 440.

Pour ces 2 opérations, il convient aujourd'hui d'individualiser l'autorisation de programme complémentaire d'un montant de 405 920 € ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

### **DELIBERE**

#### **1° - Approuve :**

a) - l'avenant à la convention entre la Métropole et GLH ayant pour objet d'actualiser le montant total de la subvention à la démolition des barres 520-530 à 347 500 €,

b) - l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 312 750 € au profit de GLH, dans le cadre de l'opération de démolition des barres 520 et 530 du secteur Sauvegarde à Lyon 9°, menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain de la Duchère, inscrit au protocole de préfiguration du NPNRU de la Métropole,

c) - l'attribution d'une subvention d'équipement d'un montant de 126 620 € au profit de GLH, dans le cadre de l'opération de démolition partielle de la barre 440 du secteur Sauvegarde à Lyon 9°, menée dans le cadre du projet de renouvellement urbain de la Duchère, inscrit au protocole de préfiguration du NPNRU de la Métropole,

d) - les conventions à passer entre la Métropole et GLH définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la ville, pour un montant de 405 920 € en dépenses à la charge du budget principal en 2019 sur l'opération n° OP17O5569.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisé est donc porté à 474 120 € en dépenses.

**4° - Le montant** à payer sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 204.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3807**

commission principale :	urbanisme, habitat, logement et politique de la ville
commune (s) :	Bron - Caluire et Cuire - Décines Charpieu - Ecully - Feyzin - Fontaines sur Saône - Givors - Grigny - Irigny - La Mulatière - Lyon - Meyzieu - Neuville sur Saône - Oullins - Pierre Bénite - Rillieux la Pape - Saint Fons - Saint Priest - Saint Genis Laval - Vaulx en Velin - Vernaison - Vénissieux - Villeurbanne
objet :	<b>Contrat de ville métropolitain - Approbation du protocole d'engagements réciproques valant rénovation et prorogation du contrat de ville métropolitain</b>
service :	Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 institue un nouveau cadre pour la politique de la ville en redéfinissant, notamment, les territoires concernés, ou géographie prioritaire. Elle renouvelle aussi les outils d'intervention de la politique de la ville avec un contrat unique intégrant les dimensions sociales, urbaines et économiques et une mobilisation prioritaire du droit commun de l'État et des collectivités territoriales.

Le contrat de ville métropolitain 2015-2020 s'est inscrit dans un nouveau contexte : la création de la Métropole de Lyon par la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014. Les nouvelles compétences de la Métropole, issues notamment de la fusion entre la Communauté urbaine de Lyon et le Département du Rhône, sont une réelle opportunité pour rapprocher politiques sociales, d'habitat, de développement économique et urbain et offrent une capacité d'agir importante en faveur de la cohésion sociale et urbaine au sein de l'agglomération.

Le contrat de ville métropolitain définit la nouvelle géographie prioritaire composée de 66 quartiers, 37 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et 29 quartiers en veille active (QVA), répartis sur 24 communes, représentant 20 % de la population de la Métropole. Il est construit, au-delà des priorités transversales que constituent la jeunesse, la lutte contre les discriminations et la place des habitants dans le contrat, sur 3 piliers :

- le développement économique et l'emploi,
- la cohésion sociale,
- l'amélioration du cadre de vie et le renouvellement urbain.

Le contrat de ville métropolitain, signé le 2 juillet 2015, a permis des avancées notables dans le partenariat des différents signataires et des résultats concrets dans les QPV. Un bilan à mi-parcours objective ces améliorations. Toutefois, il fait également apparaître des points d'amélioration sur lesquels les partenaires ont entrepris de travailler conjointement, en particulier l'éducation, la gestion sociale de proximité, la culture.

Ce travail s'inscrit dans le temps prolongé de la durée du contrat de ville métropolitain. En effet, les contrats de ville ont été prorogés jusqu'en 2022, par circulaire du Premier Ministre datée du 22 janvier 2019 relative à la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers. Afin d'intégrer, dans cette période étendue, les priorités de la feuille de route du Gouvernement et les conclusions des bilans à mi-parcours, monsieur le Premier Ministre demande la rénovation des contrats de ville. Un protocole d'engagements réciproques renforcés va ainsi être ajouté au contrat de ville métropolitain. Il traduit au niveau local la mobilisation, particulièrement de l'État et de la Métropole.

Les engagements du protocole s'appuient sur le pacte de Dijon, élaboré à l'initiative de l'assemblée des communautés de France (AdCF) et de France urbaine en mai 2018 en écho aux initiatives du Gouvernement. Le pacte a été signé par monsieur le Premier Ministre le 10 juillet 2018. Il vise à donner une nouvelle impulsion à la politique de cohésion urbaine et sociale en fixant les engagements respectifs et réciproques de l'État et des collectivités en la matière.

Le projet de protocole a été présenté aux Maires et partenaires concernés le 28 juin 2019 et aux représentants des conseils citoyens le 2 juillet 2019.

Ce protocole constituera l'annexe d'engagements réciproques du contrat de ville de la Métropole pour la période restant à couvrir, soit 2019-2022 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

**1° - Approuve** le contenu du protocole d'engagements réciproques renforcés établi conjointement avec les services déconcentrés de l'État.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ledit protocole d'engagements réciproques renforcés à conclure avec l'ensemble des partenaires concernés.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3808**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Contrat de ville métropolitain 2015-2020 - Attribution de subventions aux associations Labo Cités, Moderniser sans exclure (MSE), Unis-Cité, Association lyonnaise pour l'insertion économique et sociale (ALLIES) et Association fondation étudiante pour la ville (AFEV)**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ville métropolitain 2015-2020, la Métropole de Lyon soutient le développement des activités d'opérateurs métropolitains intervenant en faveur de la cohésion urbaine et sociale et renforçant la réalisation des objectifs du contrat de ville.

Les 3 piliers du contrat de ville 2015-2020 sont le développement économique et l'emploi, la cohésion sociale, l'amélioration du cadre de vie et le renouvellement urbain. Dans chacun des domaines d'intervention, la jeunesse est affirmée comme une priorité ainsi que la lutte contre les discriminations et la participation des habitants.

Les opérateurs métropolitains proposés pour être soutenus en 2019 interviennent dans ces domaines prioritaires.

Cinq interventions d'opérateurs métropolitains sont proposées, qui ciblent la jeunesse, l'expression des habitants, la formation des professionnels et le renforcement de leurs compétences, l'accès à la culture, la prévention de la violence faite aux femmes et la solidarité locale et internationale.

**I - Labo Cités**

Cette association a pour objet la qualification, l'accompagnement et la mise en réseau des acteurs de la politique de la ville et/ou intervenant auprès des publics de ces territoires ainsi que la valorisation et la capitalisation des pratiques locales.

Pour l'année 2018, 65 journées de qualification ont été organisées, réunissant plus de 1 500 participants. Différents supports de communication ont été produits (14 numéros de la lettre d'information Sites & Cités, près de 4 000 abonnés, 2 cahiers, un 1<sup>er</sup> sur les "Espace(s) public(s) pour tous, l'impossible idéal ? ", et un 2<sup>ème</sup> sur "Elle(s), les quartiers populaires au féminin").

Pour l'année 2019, les axes de travail sont la poursuite de l'animation des différents groupes de travail autour du développement économique, de la transition écologique, du renouvellement urbain, des démarches artistiques dans la rénovation urbaine, la jeunesse des quartiers populaires, le sport, la capitalisation de démarches d'innovation sociale, la veille sur les conseils citoyens d'Auvergne-Rhône-Alpes et des formations sur "Valeurs de la République et laïcité".

La proposition de participation de la Métropole à Labo Cités, pour 2019, est de 61 000 € (61 000 € en 2018).

Sur cette base, le budget prévisionnel de Labo Cités, pour l'exercice 2019, serait de 589 975 € répartis comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	6 000	État	312 000
services externes	45 000	Métropole de Lyon	61 000
autres services extérieurs	111 000	autres collectivités	40 000
impôts et taxes	10 800	organismes parapublics	41 000
frais de personnels	409 175	autres financements	135 975
autres charges	5 000		
dotations	3 000		
<b>Total</b>	<b>589 975</b>	<b>Total</b>	<b>589 975</b>

## II - MSE

MSE Rhône-Alpes est une association qui a pour objet de faciliter, par l'utilisation de l'outil vidéo (film), l'expression des personnes qui ont peu ou pas l'habitude de s'exprimer, les aidant ainsi à "oser la parole", à prendre confiance en eux, et permettre la confrontation des points de vue dans la recherche d'actions de changement co-construites.

Le projet porte sur les objectifs suivants :

- faire témoigner des habitants des quartiers de la politique de la ville,
- montrer à cette occasion les engagements portés par certains de ces habitants qui se mobilisent dans le cadre de collectifs ou d'associations locales pour contribuer au lien social,
- valoriser les actions de mobilisation des habitants sur des quartiers en politique de la ville et contribuer ainsi à une image plus juste du rôle des habitants, notamment, dans les quartiers en renouvellement urbain,
- constituer un fond vidéo qui puisse être diffusé largement.

En 2018, une quinzaine de nouvelles vidéos ont été réalisées, à partir du recueil de témoignages d'habitants des quartiers et ont été projetées dans différents lieux (centres sociaux, etc.) pour servir de support au débat et lors de rencontres - débat entre jeunes de l'École nationale des travaux publics de l'État (ENTPE) et jeunes de mission locale.

Pour 2019, l'objectif est de poursuivre la production de vidéo autour de différents thèmes : citoyenneté et la transition écologique, problématique des élèves en grande difficulté scolaire, usagers éloignés de l'emploi et processus de réintégration, etc.).

La proposition de participation de la Métropole à l'association MSE, pour l'année 2019, est de 6 000 € (6 000 € en 2018).

Sur cette base, le budget prévisionnel de MSE serait de 24 000 € répartis comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	1 680	Agence de services et paiement	2 600
services extérieurs	2 070	Métropole de Lyon	6 000
frais de personnels	18 550	privés	15 400
autres charges	1 700		
<b>Total</b>	<b>24 000</b>	<b>Total</b>	<b>24 000</b>



### III - Unis-Cité

Unis-Cité a pour but d'organiser une forme de service civique volontaire pour les jeunes, en proposant à des jeunes de toutes cultures, milieux sociaux, niveaux d'études et croyances, de mener en équipe pendant une période d'environ 8 mois et à raison de 28 heures par semaine, des projets au service de la collectivité, tout en leur apportant une aide matérielle, un soutien individualisé dans l'élaboration d'un projet d'avenir, et une ouverture sur la citoyenneté.

Le projet d'Unis-Cité est de développer, d'une part, le service civique en direction des jeunes en quartier politique de la ville (QPV) et, d'autre part, de développer des actions menées par des jeunes en service civique au sein de QPV.

En 2018, 130 volontaires ont été en action sur le territoire de la Métropole, au travers de 6 programmes :

- 2 programmes "diversité" : 48 jeunes sur la promotion diversité sur des projets de solidarité locale (lutte contre l'isolement des personnes âgées, lutte contre la violence à l'école, respect environnement, etc.) 10 projets sur 14 en politique de la ville,
- programme "Diffuseur de solidarité" : 16 jeunes, en soutien à des associations intervenant dans la politique de la ville. Actions sur les quartiers identifiés sur Villeurbanne, Saint Priest, Vénissieux et Lyon 9°,
- programme "Cinéma et citoyenneté" : avec 32 jeunes autour du cinéma et de la citoyenneté (séances de ciné débat avec 180 jeunes, ciblés prioritairement sur des collèges en réseau d'éducation prioritaire -REP- REP+),
- programme "Rêve et réalise" : concernant 15 jeunes qui souhaitent mettre en œuvre un projet personnel pour résoudre un problème de société (3 projets sur 11 intervenants sur des QPV),
- programme d'intermédiation avec la Métropole : 10 jeunes sont mobilisés en binôme dont une mission à la Maison de la Métropole (MDM) de Rillieux la Pape situé en QPV.

En 2019, l'objectif est d'atteindre 20 % de jeunes en service civique issus des territoires en politique de la ville et de poursuivre l'implication de ces jeunes sur des projets en QPV.

La proposition de participation de la Métropole pour l'association Unis-Cité, pour l'année 2019, est de 32 900 € (32 900 € en 2018).

Sur cette base, le budget prévisionnel 2019 de l'action d'Unis-Cité Rhône-Alpes serait de 609 426 € répartis comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	8 534	État	121 464
services extérieurs	121 458	Métropole de Lyon - direction du pilotage urbain - politique de la ville	32 900
charges de personnel	475 947	Métropole de Lyon - plan d'éducation au développement durable 2019 (délibération n° 2019-3403 du 18 mars 2019)	5 000
autres charges	3 487	Ambassadeurs du Défenseur des droits (délibération n° 2019-3586 du 8 juillet 2019)	13 500
		autres collectivités	22 000
		Europe	51 429
		autres (privés)	363 133
<b>Total</b>	<b>609 426</b>	<b>Total</b>	<b>609 426</b>

#### IV - ALLIES

Créée en 2001 et reconnue d'intérêt général, l'ALLIES a pour but de lutter contre l'exclusion et les discriminations, en facilitant la participation de personnes en difficulté socio-économique à une vie culturelle choisie et diversifiée, et la prise de parole, via un réseau d'acteurs sociaux et culturels.

L'association s'appuie sur un réseau de "coopérateurs" composé de près de 300 établissements culturels et 760 associations et services de collectivités intervenant dans les domaines de l'insertion, du social, du handicap, du soin et du médico-social. Elle met à disposition plusieurs milliers d'invitations par an. Plus de 12 000 personnes en difficulté sont aujourd'hui inscrites pour avoir accès aux services de l'association via une structure partenaire.

En 2018, le dispositif de mobilisation de structures partenaires implantées en quartiers prioritaires politique de la ville avec des jeunes en service civique a été poursuivi avec la mise en place de permanences dans ces territoires. Le nombre total de bénéficiaires a atteint, en 2018, 5 427 personnes inscrites (contre 5 300 en 2017) dont 3 348 personnes suivies par une structure implantée en QPV. L'objectif de 2019 est de poursuivre cette mobilisation des publics des QPV.

La proposition de participation de la Métropole à l'association ALLIES, pour l'année 2019, au titre de la politique de la ville est de 5 000 € (5 000 € en 2018).

Sur cette base, le budget prévisionnel 2019 des actions de l'ALLIES serait de 170 594 € répartis comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	6 000	État	28 000
services extérieurs	36 053	Métropole de Lyon - direction pilotage urbain - politique de la ville	5 000
		Métropole de Lyon - direction de la culture (délibération n°2019-3469 du 13 mai 2019)	10 000
charges de personnel	127 577	autres collectivités	44 800
autres	964	autres	82 794
<b>Total</b>	<b>170 954</b>	<b>Total</b>	<b>170 594</b>

#### V - AFEV

La Métropole soutient l'AFEV dans le cadre du déploiement du projet "Koloc' à projets solidaires" (KAPS), qui permet le développement de logements sociaux en colocation et développement solidaire. L'AFEV accompagne, depuis 2012, des projets de colocation de logements sociaux pour des étudiants s'engageant dans des actions de solidarité locales (lutte contre l'illettrisme, aide aux devoirs et lutte contre le décrochage scolaire, volontariat en service civique, etc.). Notamment développée dans des QPV, ces colocations s'inscrivent dans le partenariat local en prenant appui sur les équipes projet de la politique de la ville et les acteurs associatifs. Au fil des années, ces coopérations ont permis d'inscrire l'action des jeunes en colocation dans la vie des quartiers concernés. Elles ont également permis de faire émerger d'autres actions collectives vecteurs de lien social, comme une réflexion de tiers lieu jeunesse sur le quartier de la Duchère.

Le soutien de la Métropole à l'AFEV dans le déploiement du projet KAPS a donc permis de stabiliser le modèle économique, d'améliorer le process d'animation locale et la visibilité du projet. Aujourd'hui, 62 places de KAPS sont ouvertes sur le territoire de la Métropole.

Les objectifs de l'année 2019 sont, d'une part, de poursuivre le développement du nombre de places, notamment, au travers de nouveaux partenariats (sont identifiés : Linkcity, la Société anonyme de construction de la Ville de Lyon -SACVL- et l'Union régionale pour l'habitat des jeunes). D'autre part, il s'agit de poursuivre le développement de l'ancrage local des projets pour permettre la continuité de ces démarches de promotion du vivre ensemble entre plusieurs générations dans les quartiers.

La proposition de participation de la Métropole à l'AFEV, pour l'année 2019, est de 16 544 € identique à la participation 2018.

Sur cette base, le budget prévisionnel de l'AFEV serait de 88 324 € répartis comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achats	4 105	vente de prestations	5 309
services extérieurs	16 215	subvention État	5 917
charges de personnel	67 860	Métropole de Lyon - direction du pilotage urbain - politique de la ville	16 544
		Métropole de Lyon - plan d'éducation au développement durable 2019 (délibération n° 2019-3403 du 18 mars 2019)	13 020
		autres collectivités	18 500
		autres subventions	26 169
divers	144	fonds propres	2 865
<b>Total</b>	<b>88 324</b>	<b>Total</b>	<b>88 324</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

a) - l'attribution de subventions de fonctionnement d'un montant total de 121 444 € pour l'année 2019, au profit des associations suivantes :

- 61 000 € Labo Cités,
- 6 000 € MSE,
- 32 900 € Unis-Cité,
- 5 000 € ALLIES,
- 16 544 € AFEV ;

b) - les conventions à passer entre la Métropole et les associations ci-dessus définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 121 444€, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opération n° 0P17O5473.

Et ont signé les membres présents, pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délégation n° 2019-3809**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Contrat de ville métropolitain 2015-2020 - Pôle de développement local - Participation aux actions internationales - Attribution de subventions à l'association Institut Bioforce**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Le pôle de développement local sur les quartiers en politique de la ville**

Dans le cadre de la mise en œuvre du contrat de ville métropolitain 2015-2020, la Métropole de Lyon souhaite soutenir le développement des activités d'opérateurs métropolitains intervenant en faveur de la cohésion urbaine et sociale et renforçant la réalisation des objectifs du contrat de ville. Une des priorités affirmées est l'intervention en direction de la jeunesse et de l'engagement citoyen.

Cette action de l'Institut Bioforce se met en œuvre par la mobilisation de ses élèves qui, en appui aux acteurs de terrain, doivent mettre en place durant leur formation des projets concrets sur le territoire métropolitain.

Le pôle de développement local de l'Institut Bioforce se développe autour des 2 axes suivants :

- renforcer les capacités des structures locales et des habitants,
- promouvoir les valeurs de solidarité, de citoyenneté et de vivre ensemble notamment auprès des jeunes.

En 2018, 141 stagiaires se sont impliqués auprès de 44 partenaires au sein de 8 communes dans la mise en œuvre de 44 projets dans différentes thématiques (accès au droit, lutte contre les discriminations, réussite éducative, citoyenneté, etc.).

Pour 2019, plus de 160 élèves de l'Institut Bioforce sont mobilisés sur environ 50 projets d'appui auprès d'une cinquantaine de partenaires différents, et sur 12 communes de la Métropole (Lyon, Saint Fons, Vaulx en Velin, Vénissieux, Villeurbanne, Rillieux la Pape, Décines Charpieu, La Mulatière, Saint Genis Laval, Saint Priest, Oullins, Grigny) avec l'objectif de toucher environ 5 500 personnes, dont 75 % de publics politiques de la ville. Sur les projets identifiés à ce jour (48 sur 50) 40 % sont des projets à destination des jeunes.

La proposition de participation de la Métropole à l'action "pôle de développement local" portée par l'Institut Bioforce pour 2019 est de 60 000 €, identique à 2018.

Le budget total prévisionnel 2019 de l'action pôle de développement local de l'Institut Bioforce serait de 145 585 €, répartis comme suit :

Dépenses		Recettes	
Libellé	Montant (en €)	Libellé	Montant (en €)
achat et services extérieurs	2 800	Métropole de Lyon	60 000
charges de personnel	134 264	Région Auvergne-Rhône-Alpes	18 000
charges indirectes affectées à l'action	8 521	Etat Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET)	9 000
		Communes	13 000
		contribution Institut Bioforce	45 585
<b>TOTAL</b>	<b>145 585</b>	<b>TOTAL</b>	<b>145 585</b>

## II - Actions internationales

Fort de son ancrage sur Vénissieux et grâce à une stratégie permanente d'adaptation et d'innovation, l'Institut Bioforce a diversifié ses interventions et ses missions pour répondre aux besoins du secteur professionnel de la solidarité internationale et de l'humanitaire qui connaît lui aussi de profonds changements liés aux questions géopolitique et de sécurité, au changement climatique et à la croissance démographique.

Face aux crises récurrentes et à la multiplication de contextes sécuritaires de plus en plus complexes par exemple en Afrique de l'ouest et centrale, la communauté humanitaire doit faire face à des enjeux importants en termes d'accès et de capacités d'intervention.

Recruter des professionnels nationaux compétents dans le domaine humanitaire, rapidement opérationnels et capables de répondre aux besoins des populations représente un défi quotidien. La professionnalisation par le renforcement des compétences locales individuelles et organisationnelles sont les conditions indispensables à l'amélioration de la pertinence, de la qualité et de la pérennité des interventions.

Afin de répondre à ces enjeux prioritaires, l'Institut Bioforce a décidé de rendre accessible son offre de formation en Afrique de l'ouest. Basé à Dakar (Sénégal), ce centre de formation Bioforce Afrique (CFBA) offre à la fois des formations aux métiers de l'humanitaire certifiées et reconnues par le secteur et des formations continues pour acquérir les compétences clés du secteur de l'humanitaire.

Pour l'année 2018, 2<sup>ème</sup> année d'activité, le CFBA de Dakar a formé 596 étudiants en formation qualifiante et/ou continue et 48 formateurs locaux et régionaux soit un total de 644 personnes.

Pour l'année 2019, le programme d'actions est le suivant :

- organisation de formations continues au centre de Dakar : coordination de projet et de programme, transfert monétaire, gestion des ressources humaines, gestion financière, logistique et sécurité, eau hygiène et assainissement pour 300 étudiants environ,
- organisation de formations délocalisées au Burkina Faso (Bobo Dioulasso), au Tchad (N'djamena) et dans d'autres pays en fonction de l'évolution des situations sécuritaires pour 260 étudiants environ, soit un total d'environ 750 étudiants,
- contribuer à augmenter la visibilité du CFBA, nouvel acteur de formation opérationnel sur le territoire africain,
- poursuite du travail de partenariat du CFBA avec plus de 50 organisations non gouvernementales (ONG) internationales présentes sur ce territoire et une trentaine d'organisations locales.

Le budget total prévisionnel 2019 consacré aux actions internationales de l'Institut Bioforce est de 1 625 057 €, répartis comme suit :

Dépenses	Montant (en €)	Recettes	Montant (en €)
achat et services extérieurs	293 136	ventes de marchandises	1 140 338
autres services extérieurs	592 952	subventions d'exploitation, dont :	310 719
charges de personnel	735 983	<i>Métropole de Lyon</i>	<i>97 400</i>
autres charges de gestion courante	2 986	<i>Région Auvergne-Rhône-Alpes</i>	<i>150 000</i>
		<i>subventions internationales (hors Europe)</i>	<i>63 319</i>
		développement coopératif international Monaco	75 000
		aides privées, fondations	75 000
		autres produits de gestion courante	24 000
<b>Total</b>	<b>1 625 057</b>	<b>Total</b>	<b>1 625 057</b>

Il est donc proposé au Conseil d'attribuer une subvention de fonctionnement, pour l'année 2019, au profit de l'Institut Bioforce menant des actions internationales et humanitaires, pour un montant de 97 400 €, montant identique à la subvention approuvée par délibération n° 2018-2849 du 25 juin 2018 ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - l'attribution de subventions de fonctionnement pour l'année 2019 pour un montant total de 157 400 € au profit de l'Institut Bioforce, répartis comme suit :

- 97 400 € au titre des actions internationales,
- 60 000 € au titre du pôle de développement local dans le cadre de la politique de la ville,

b) - la convention à passer entre la Métropole et l'Institut Bioforce définissant, notamment, les conditions d'utilisation de ces subventions.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 157 400 € au total, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 65 - opérations n° OP02O1920 pour 97 400 € et n° OP17O5473 pour un montant de 60 000 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3810**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Villeurbanne**

objet : **Mission Carré de Soie - Villeurbanne - Périmètre de prise en considération du projet d'aménagement du secteur des Brosses**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Pilotage urbain - politique de la ville**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le projet urbain Carré de Soie encadre la transformation ambitieuse d'un vaste territoire de 500 ha, dont 200 sont considérés comme mutables, sur les Communes de Villeurbanne et de Vaulx en Velin. La présence d'importantes mutabilités foncières dans un secteur aujourd'hui particulièrement bien connecté et attractif, en font un pôle majeur de développement urbain de la Métropole de Lyon, tant en matière de développement économique que résidentiel.

Le secteur des Brosses, délimité par le boulevard Laurent Bonnevey, la route de Genas, la rue de la Poudrette et l'axe du tramway T3, connaît d'importants développements urbains qui, dans la partie sud, sont peu encadrés par le projet urbain et le plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H). Aussi, la Ville de Villeurbanne et la Métropole souhaitent mettre en place des outils de maîtrise du développement urbain. Une 1<sup>ère</sup> étude urbaine a été réalisée par la Métropole, postérieurement à l'arrêt du projet du PLU-H. Cette étude a défini des orientations urbaines pour un développement équilibré et cohérent du secteur des Brosses, notamment autour du secteur de la place de la Paix. Ces orientations urbaines permettront d'accompagner le développement notamment par la création d'axes viaires et le renforcement des équipements publics sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole et de la Ville de Villeurbanne.

Les orientations urbaines identifiées par l'étude et validées par le comité stratégique du Carré de Soie du 25 mai 2019 sont les suivantes :

- le renforcement du secteur de la place de la Paix comme un pôle de proximité de quartier, avec des équipements publics lisibles et accessibles depuis cet espace public, le déploiement de surfaces commerciales en rez-de-chaussée, accompagnés d'un développement résidentiel qui favorisera la mixité des fonctions et une morphologie plus adaptée à ce centre de quartier,
- la création de nouveaux axes viaires et modes doux est-ouest entre la rue Severine et la rue Jean Voillot pour mieux mailler l'îlot Severine / Voillot / Garnier,
- une réflexion sur les équipements publics nécessaires à l'accompagnement du développement du secteur, que ce soit en matière d'espaces publics, d'espaces verts et d'équipements scolaires et de proximité,
- une réflexion sur la trame des espaces verts et le renforcement de la structure paysagère du quartier, notamment en exploitant les reculs paysagers des nouvelles constructions, afin de poursuivre la mise en œuvre du paysage habité et de favoriser l'introduction de nouvelles surfaces de nature en ville,
- une réflexion sur le devenir des zones d'activités vieillissantes dont le maintien est nécessaire à la mixité du quartier mais qui doivent entrer dans une dynamique de rationalisation, de modernisation et de pérennisation, permettant leur renouvellement économique,
- la valorisation du patrimoine bâti et paysager existant, consécutif des cités-jardins, reconnues en tant que périmètres d'intérêt patrimoniaux (PIP) au PLU-H,



- une mise en lisibilité plus grande de l'accessibilité en transports en commun au secteur via la route de Genas, support de dynamiques intercommunales majeures, d'un projet de transport en commun en site propre inscrit au plan des déplacements urbains (PDU), et porte d'entrée de ville sud du Carré de Soie et du quartier des Brosses.

Ces 1<sup>ères</sup> orientations urbaines résultant des études permettent de définir les axes d'un projet urbain et d'aménagement conciliant une urbanisation avec les besoins d'équipements publics induits. Le comité stratégique du 25 mai 2019, en présence de la Ville de Villeurbanne et de la Métropole a validé les orientations ci-dessus et a conclu à la nécessité de mettre en place un périmètre de prise en considération de projet et d'élargir le périmètre de réflexion aux îlots alentours concernés également par les mêmes types d'enjeux et d'orientations générales. Une nouvelle étude urbaine et une expertise commerciale seront donc conduites en ce sens.

L'objectif de la présente délibération est d'instituer un outil permettant de préserver dès à présent des conditions de développement organisées et qualitatives de ce secteur, délimité au sud par la route de Genas, à l'est par la rue de la Poudrette, à l'ouest par le boulevard Laurent Bonnevey et au nord par le lycée Musset, les stades ENNA et Séverine et la résidence Saint André.

Il est donc proposé au Conseil de Métropole, en accord avec la Commune de Villeurbanne, l'adoption d'un périmètre de prise en considération du projet ci-dessus évoqué ; conformément aux dispositions de l'article L 424-1 3° du code de l'urbanisme.

Ce périmètre est institué pour une durée de 10 ans, et permet de surseoir à statuer aux demandes d'autorisation d'urbanisme, lorsque des travaux, constructions ou installations envisagées sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet d'aménagement du secteur des Brosses.

Le sursis à statuer ne peut être prononcé que si la présente délibération de prise en considération de projet a été publiée avant le dépôt de la demande d'autorisation.

Le périmètre est précisément défini par le plan annexé à la présente délibération.

La présente délibération fait l'objet d'un affichage et d'une publicité spécifique mentionnant les lieux où le dossier peut être consulté, en application des dispositions de l'article R 424-24 du code de l'urbanisme, soit :

- un affichage pendant 1 mois à l'Hôtel de la Métropole et dans la Mairie concernée,
- une publication dans un journal diffusé dans le Département du Rhône.

Le périmètre figurera en annexe au PLU-H, conformément à l'article R 151-52 13° du code de l'urbanisme ;

Vu les articles L 424-1 3°, R 424-24 et R 151-52 13° du code de l'urbanisme ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;**

#### DELIBERE

**1° - Prend en considération** les études et les orientations définies pour le secteur des Brosses à Villeurbanne.

**2° - Approuve** l'institution d'un périmètre de prise en considération de projet d'aménagement tel que figurant en annexe de la présente délibération.

**3° - Précise** que ce périmètre d'étude fera l'objet de mesures de publicité, conformément à l'article R 424-24 du code de l'urbanisme et figurera en annexe du PLU-H en application de l'article R 151-52 13° du même code.

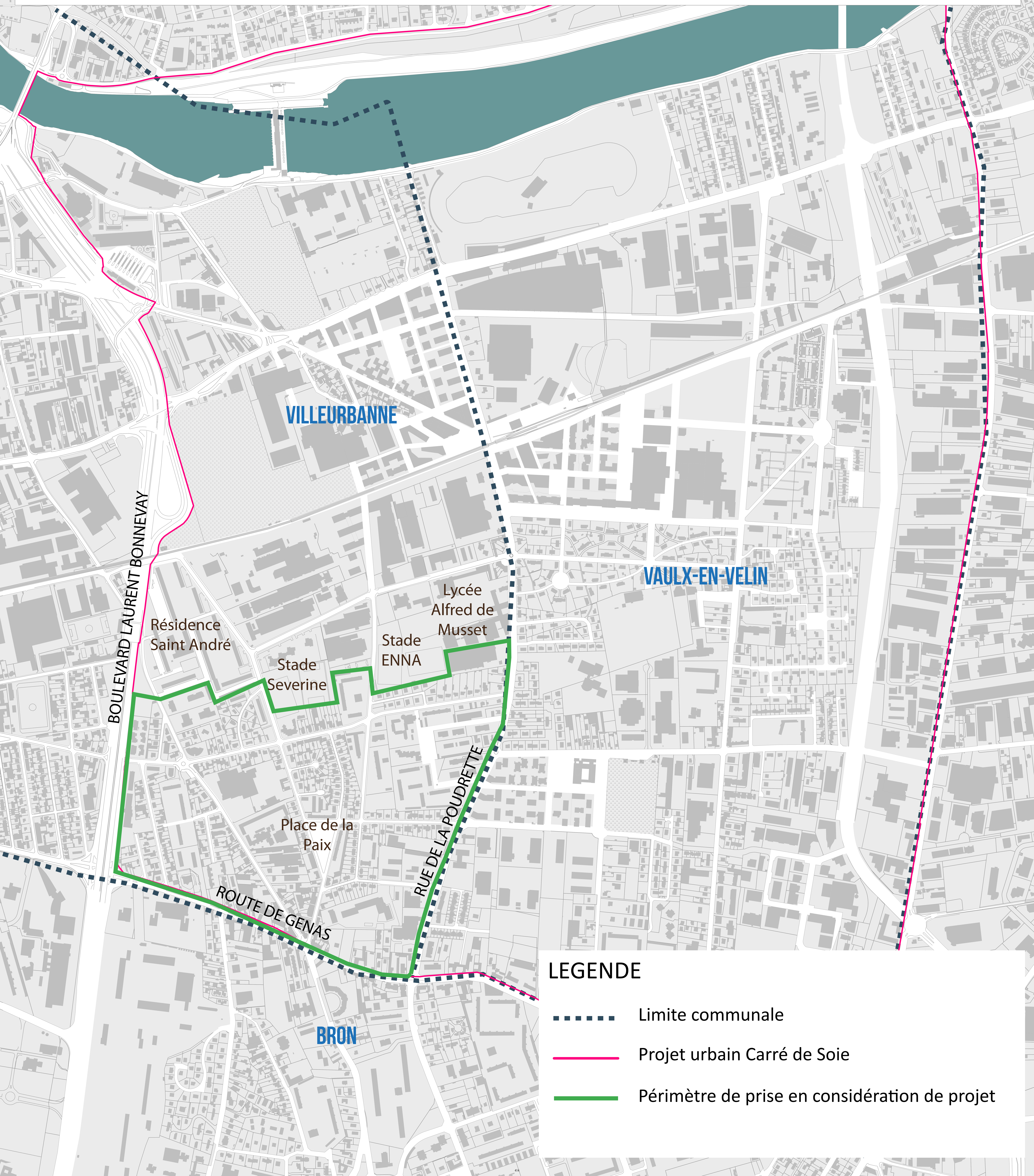
Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



# Périmètre de prise en considération de projet Les Brosses - Villeurbanne

Annexe à la délibération du CM du 30/09/2019



## LEGENDE

- ..... Limite communale
- Projet urbain Carré de Soie
- Périmètre de prise en considération de projet



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3811**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 8° - Vénissieux**

objet : **Périmètre de prise en considération du projet d'aménagement du secteur de la Petite Guille**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le secteur de la Petite Guille se trouve dans le corridor urbain du futur tramway T6, sur le territoire du 8° arrondissement de Lyon et de la Commune de Vénissieux. Il comprend des secteurs longeant le futur tramway, les 4 angles autour de l'intersection de l'avenue Henri Barbusse et de la rue Francis de Pressensé et le secteur au sud de la rue du Moulin à Vent.

Il s'agit d'un secteur qui connaît une évolution urbaine importante du fait de l'arrivée prochaine du tramway et au sein duquel les Villes de Lyon, de Vénissieux et la Métropole de Lyon souhaitent une réflexion concertée sur la mise en œuvre d'une opération d'aménagement. Afin d'encadrer le développement de ce secteur, une étude urbaine a été réalisée par la Métropole, postérieurement à l'arrêt de projet du plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H). Cette étude a défini des orientations urbaines pour un développement cohérent du secteur. Ces orientations urbaines permettront d'accompagner le développement notamment par la création d'équipements publics sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole et des Communes. A la suite de l'étude, des réflexions ont conclu à la nécessité d'élargir le périmètre aux îlots alentours concernés également par les mêmes types d'enjeux et d'orientations générales. L'étude urbaine précitée sera étendue en ce sens.

Les orientations urbaines souhaitées, identifiées par l'étude sont les suivantes :

- la réalisation d'un projet résidentiel d'importance, cohérent avec la proximité du tramway et présentant également l'introduction de nouvelles surfaces de nature en ville, une implantation morphologique avec des perméabilités, afin d'offrir des vues sur un cœur d'îlot vert, un épannelage varié des constructions et des surfaces de pleine terre favorables aux espaces résidentiels. Ceci permettra d'aérer le tissu urbain et d'éviter un front urbain continu,
- une réflexion sur les équipements publics nécessaires à l'accompagnement du développement du secteur, que ce soit en matière de maillage viaire, d'espace public, d'espaces verts et d'équipements de superstructure,
- la création d'un espace vert public de proximité de type square le long du tramway, entre l'avenue Henri Barbusse et la rue du Moulin à Vent, face au futur groupe scolaire Julien Duret, ce qui permettra l'apport de nouveaux usages, de lien social et de nature en ville dans un secteur à dominante minérale,
- une recomposition de l'îlot au sud de la rue du Moulin à Vent avec une restructuration commerciale accompagnée d'un développement résidentiel qui favorisera la mixité des fonctions et une morphologie plus adaptée à ce centre de quartier.

Les 1<sup>ères</sup> orientations urbaines résultant des études permettent de définir les axes d'un projet d'aménagement conciliant une urbanisation en rapport avec la nouvelle desserte par le tramway et les besoins en équipements publics induits. Toutefois elles nécessitent encore des expertises complémentaires pour en préciser le contenu, en vue notamment de définir un projet d'aménagement comportant un mode opératoire et un régime de maîtrise foncière adaptés.

L'objectif de la présente délibération est d'instituer un outil permettant de préserver, dès à présent, des conditions de développement organisées et qualitatives de ce secteur.

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole, en accord avec les Communes de Lyon et de Vénissieux, l'adoption d'un périmètre de prise en considération du projet d'aménagement ci-dessus évoqué, conformément aux dispositions de l'article L 424-1 3° du code de l'urbanisme.

Ce périmètre est institué pour une durée de 10 ans, et permet de surseoir à statuer aux demandes d'autorisation d'urbanisme, lorsque des travaux, constructions ou installations envisagés sont susceptibles de compromettre ou de rendre plus onéreuse la réalisation du projet d'aménagement du secteur de la Petite Guille.

Le sursis à statuer ne peut être prononcé que si la présente délibération de prise en considération a été publiée avant le dépôt de la demande d'autorisation.

Le périmètre est précisément défini par le plan annexé à la présente délibération.

La présente délibération fait l'objet d'un affichage et d'une publicité spécifique mentionnant les lieux où le dossier peut être consulté, en application des dispositions de l'article R 424-24 du code de l'urbanisme, soit :

- un affichage pendant 1 mois à l'Hôtel de la Métropole et dans les Mairies concernées,
- une publication dans un journal diffusé dans le Département du Rhône.

Le périmètre figurera en annexe au PLU-H, conformément à l'article R 151-52 13° du code de l'urbanisme ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

#### DELIBERE

**1° - Prend en considération** les études et les orientations d'aménagement définies pour le secteur de la Petite Guille à Lyon 8° et Vénissieux.

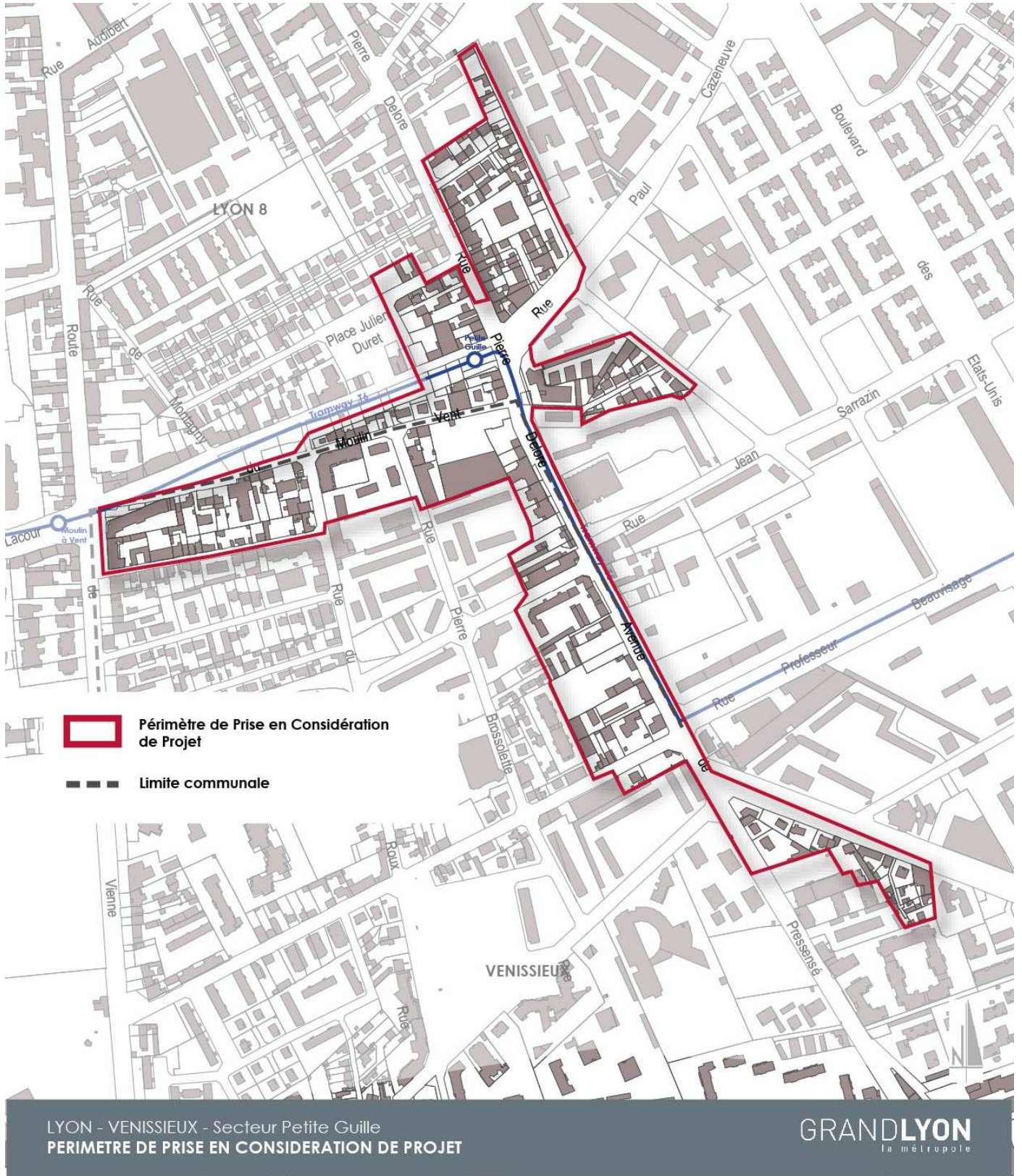
**2° - Approuve** l'institution d'un périmètre de prise en considération du projet d'aménagement tel que figurant en annexe de la présente délibération.

**3° - Précise** que ce périmètre d'étude fera l'objet de mesures de publicité, conformément à l'article R 424-24 du code de l'urbanisme et figurera en annexe du plan local d'urbanisme et d'habitat (PLU-H) en application de l'article R 151-52 13° du même code.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Annexe à la délibération**





**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3812**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 7°**

objet : **Plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) de la Métropole de Lyon - Procédure de modification simplifiée n° 1 - Nouveau lycée 2 avenue du Pont Pasteur - Définition des modalités de mise à disposition du public**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La présente délibération a pour objet de définir les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU-H de la Métropole sur le territoire de Lyon 7°, conformément aux dispositions de l'article L 153-47 du code de l'urbanisme.

Face aux perspectives d'augmentation de la population lycéenne et plus particulièrement sur les secteurs de Confluence, Lyon 2° et de Gerland, Lyon 7°, il convient d'adapter très rapidement la capacité d'accueil des futurs lycées.

En effet, les prévisions statistiques travaillées par la Région Auvergne-Rhône-Alpes et l'Education nationale font ressortir entre la rentrée 2018 et celle de 2023 une hausse de 4 900 élèves lycéens et de 9 200 élèves lycéens à la rentrée 2030 sur l'ensemble du Département du Rhône. En particulier, sur les bassins de formation de Lyon est, Lyon ouest et Lyon nord sont attendus 2 050 élèves en plus en lycée d'ici à 2023 et 3 700 élèves en plus en lycée d'ici à 2030. Les capacités d'accueil des 2 lycées actuels les plus proches de ce secteur, le lycée Juliette Récamier et la Cité scolaire internationale (CSI) de Lyon sont saturées.

Cette modification du PLU-H doit, notamment, permettre l'implantation d'un lycée d'une capacité de 785 lycéens, situé 2 avenue du Pont Pasteur à Gerland, Lyon 7°. À ce titre, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a fait l'acquisition de l'ancien siège Sanofi pour le transformer en un lycée, sans pour autant s'assurer préalablement à l'achat de la possibilité de réalisation de ce projet dans le PLU-H. Il est prévu, d'ici 2020, l'arrivée de 600 nouveaux élèves sur ces secteurs. Pleinement inséré dans le secteur du Biopôle, et en accord étroit avec l'Académie de Lyon, la Région Auvergne-Rhône-Alpes entend faire de ce nouveau lycée un établissement innovant, promouvant le numérique.

Le planning de la Région Auvergne-Rhône-Alpes prévoit ainsi une ouverture en 3 temps de l'établissement : à partir de septembre 2020 pour accueillir 245 élèves de seconde, puis les élèves de première en 2021 et enfin de terminale en 2022.

Le zonage actuel (UEi2) du PLU-H regroupe les espaces qui accueillent des activités économiques qu'elles soient tertiaires, artisanales ou industrielles. Il ne permet pas la réalisation d'un établissement d'enseignement scolaire (lycée). En effet, la transformation d'un immeuble de bureaux en équipement d'intérêt collectif nécessite un changement de destination du bâtiment au titre du code de l'urbanisme. Compte tenu de la nécessité du projet de lycée, il convient d'adapter le droit des sols en vigueur.

En application des articles L 153-45 et suivants du code de l'urbanisme, la procédure de modification simplifiée peut être utilisée pour modifier les dispositions d'urbanisme applicables, si elle n'a pas pour objet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construire résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.

C'est le cas de la modification envisagée ici.

Les évolutions du PLU-H consistent à inscrire un secteur de mixité fonctionnelle (SMF) ainsi que des ajustements graphiques (hauteur, limite de polygone d'implantation) pour permettre la réalisation de cet équipement public sur son terrain d'assiette.

Les évolutions proposées sont compatibles avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'agglomération, approuvé le 16 décembre 2010, et avec le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU-H en vigueur.

Le présent dossier de projet de modification simplifiée n° 1 est constitué :

- d'un rapport de présentation du projet exposant les motifs des changements apportés de la modification simplifiée,
- des plans règlementaires du dossier du PLU-H avant et après évolution,
- de la liste des prescriptions d'urbanisme avant et après évolution,
- du cahier communal avant et après évolution.

Par ailleurs, conformément à l'article R 311-7 du code de l'urbanisme, l'étude d'impact de la zone d'aménagement concerté (ZAC) du parc de Gerland dans laquelle se situe le projet, sera jointe au dossier mis à la disposition du public.

Durant la période de la mise à disposition du 24 octobre 2019 à 9 h au 26 novembre 2019 à 16 h 30 inclus, les pièces du dossier ainsi qu'un cahier seront déposés à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain, 198 avenue Jean Jaurès à Lyon 7°, à la Mairie du 7° arrondissement, 16 place Jean Macé et au siège de la Métropole de Lyon, 20 rue du Lac, Lyon 3°.

Chacun pourra prendre connaissance gratuitement dudit dossier, aux jours et heures habituels de réception du public à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain et à la Mairie du 7° arrondissement, et de 8 h 30 à 16 h à l'hôtel de la Métropole (sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles).

L'ensemble des pièces du dossier sera également consultable sur le site : <https://www.registre-numerique.fr/ms1-grandlyon>.

Le dossier sera également consultable sur le site internet du Grand Lyon : [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com).

Le dossier sera également consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public au siège de la Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3°.

Le public pourra déposer ses observations selon les possibilités suivantes :

- soit sur les cahiers ouverts à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain, 198 avenue Jean Jaurès à Lyon 7°, à la Mairie du 7° arrondissement de Lyon, 16 place Jean Macé, ainsi qu'au siège de la Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3°,
- soit sous format électronique sur le registre dématérialisé dédié à la mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ms1-grandlyon>,
- soit par courriel à l'adresse électronique : [ms1-grandlyon@mail.registre-numerique.fr](mailto:ms1-grandlyon@mail.registre-numerique.fr),
- soit en les adressant par écrit à monsieur le Président de la Métropole de Lyon, direction générale déléguée au développement urbain et cadre de vie, direction des stratégies territoriales et des politiques urbaines, service planification, 20 rue du Lac, 69003 Lyon.

L'ensemble des observations du public seront consultables au siège de la Métropole-

Un avis précisant l'objet de cette procédure, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations, sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département et affiché à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain à Lyon 7°, à la Mairie du 7° arrondissement et au siège de la Métropole à Lyon 3°.

L'avis sera publié 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public.

Cet avis sera également mentionné sur le site internet de la Métropole : [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com) ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;



**DELIBERE****Précise que :**

a) - du 24 octobre 2019 à 9 h au 26 novembre 2019 à 16 h 30 inclus :

- le dossier de projet de modification simplifiée n° 1 du PLU-H de la Métropole sera mis à la disposition du public, ainsi qu'un cahier permettant au public de formuler ses observations à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain à Lyon 7°, à la Mairie du 7° arrondissement et au siège de la Métropole à Lyon 3°,
- le public pourra également déposer ses observations sous format électronique sur le registre dématérialisé <https://www.registre-numerique.fr/ms1-grandlyon> ou par courriel à l'adresse électronique [ms1-grandlyon@mail.registre-numerique.fr](mailto:ms1-grandlyon@mail.registre-numerique.fr),
- il pourra aussi adresser par écrit ses observations à monsieur le Président de la Métropole de Lyon, direction générale déléguée au développement urbain et cadre de vie, direction des stratégies territoriales et des politiques urbaines, service planification, 20 rue du Lac, 69003 Lyon,
- l'ensemble des observations du public seront consultables au siège de la Métropole,
- le dossier sera également consultable sur le site internet de la Métropole : [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com),
- un avis précisant l'objet de cette procédure, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département et affiché à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain à Lyon 7°, à la Mairie du 7° arrondissement de Lyon et au siège de la Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3°,

b) - la présente délibération sera transmise à :

- mesdames et messieurs les Maires des 59 communes situées sur le territoire de la Métropole et des 9 arrondissements de la Ville de Lyon,
- monsieur le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône,
- madame la Présidente du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL),
- messieurs les représentants des chambres consulaires (des métiers et de l'artisanat, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture),
- monsieur le Président du Syndicat d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL) chargé du suivi du SCOT,

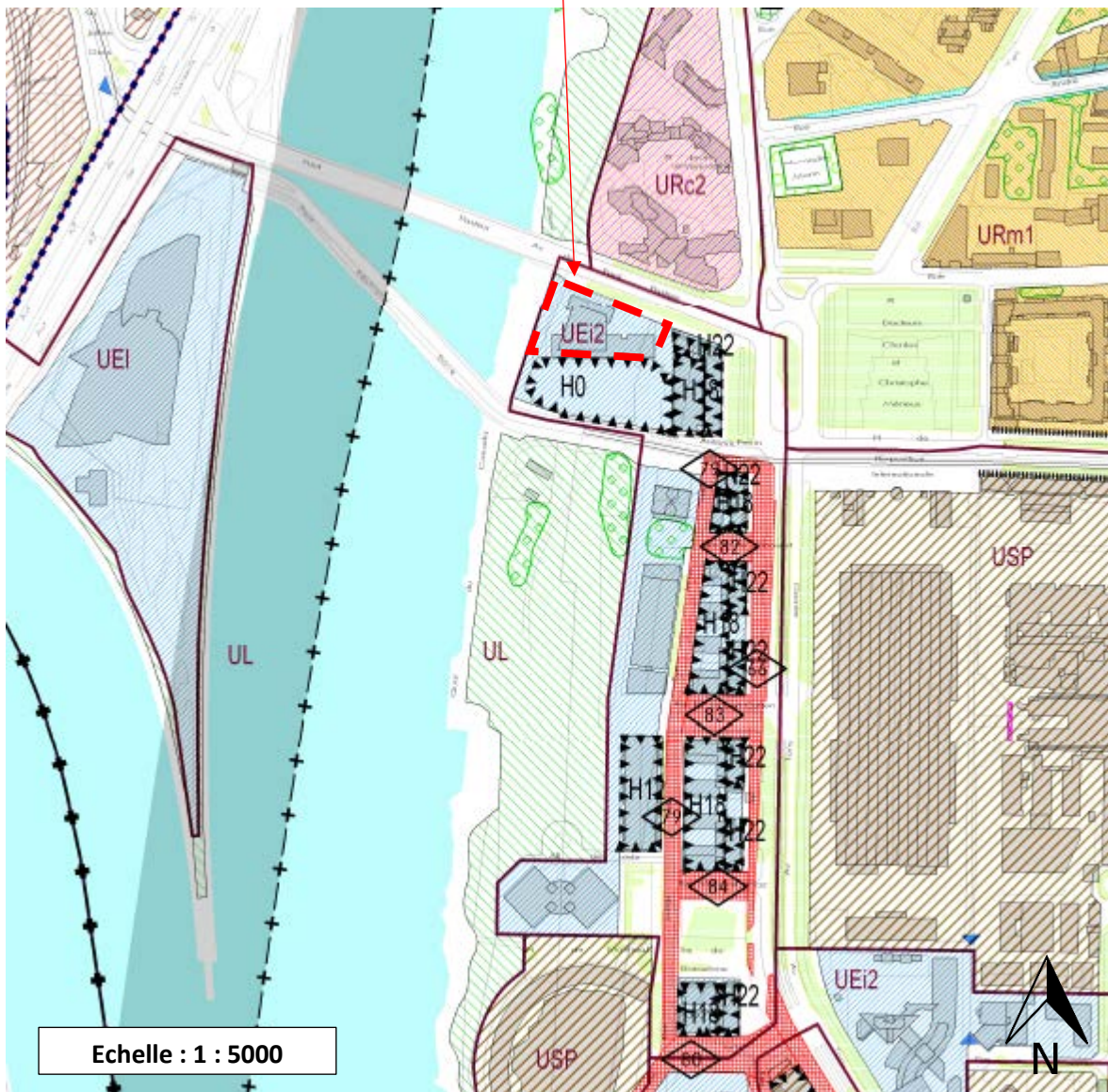
c) - la présente délibération fera l'objet d'un affichage durant un mois dans les Mairies de chaque communes situées sur le territoire de la Métropole, dans les Mairies des 9 arrondissements de la Ville de Lyon et à l'Hôtel de la Métropole.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1**  
**DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET DE L'HABITAT (PLU-H)**  
**DE LA METROPOLE DE LYON**  
2, Avenue du Pont Pasteur - SECTEUR GERLAND à LYON 7<sup>ème</sup> Arrondissement

Localisation approximative de la modification :



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3813**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 9°**

objet : **Plan local d'urbanisme et de l'habitat (PLU-H) - Procédure de modification simplifiée n° 2 - Zone d'aménagement concerté (ZAC) de la Duchère - Ilot 35 situé avenue Ben Gourion - Rectification d'une erreur matérielle - Définition des modalités de mise à disposition du public**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Stratégies territoriales et politiques urbaines**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le présent projet a pour objet de définir les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée n° 2 du PLU-H de la Métropole de Lyon sur le territoire de Lyon 9°, conformément aux dispositions de l'article L 153-47 du code de l'urbanisme.

La ZAC du grand projet de ville (GPV) de la Duchère a été créée le 29 mars 2004 afin d'engager un renouvellement urbain du quartier de la Duchère. Le projet d'aménagement urbain a trouvé une traduction dans les documents de planification, notamment, avec la mise en place d'un zonage adapté et de polygones d'implantation avec des hauteurs variées.

Au fil des années, il a été nécessaire d'adapter le plan local d'urbanisme (PLU) aux évolutions du projet. Cela a conduit, notamment, à inscrire un polygone d'implantation sur l'îlot 35, par le biais de la procédure de modification n° 8 du PLU approuvé le 9 janvier 2012. L'objectif ayant conduit à cette évolution était la création d'un axe structurant est-ouest qui a eu pour conséquence de dégager un îlot très réduit au nord, en forme de triangle le long de l'avenue Ben Gourion. Cet îlot dont l'emprise au sol est contrainte, est identifié comme pouvant être le support d'une opération compacte, formant un signal à l'entrée de la Duchère, et pouvant accueillir un programme mixte valorisant l'entrée du quartier.

La forme triangulaire exigüe de cet îlot impose donc que son emprise bâtie occupe tout ou l'essentiel de l'îlot, ayant pour conséquence l'inscription d'un polygone d'implantation sur le plan de zonage de Lyon 9°, assorti d'une hauteur de 28 m.

Lors de la révision du PLU-H et de la phase de concertation préalable à l'arrêt de projet voté le 11 septembre 2017, il a été souhaité d'adapter une nouvelle fois les documents de planification aux évolutions du projet d'aménagement, cela a conduit à l'inscription d'un nouveau polygone (îlot 42) et de façon implicite à la reconduction de l'ensemble des polygones existants.

Dans les faits, tous les polygones d'implantation inscrits au PLU ont été reconduits à l'arrêt de projet du PLU-H, sauf le polygone de l'îlot 35. Force est de constater qu'il s'agit d'une erreur de manipulation informatique et qu'aucun document (courrier, compte rendu de réunion, etc.) n'atteste la demande de suppression de ce polygone ; d'autant que parallèlement, d'autres outils ont été mis en place dans les documents du PLU-H sur des plans complémentaires au plan de zonage, et plus précisément sur le plan économie avec l'inscription d'une polarité hôtelière spécifiquement sur cet îlot, ce qui confirme la volonté de la collectivité de réaliser un projet sur ce secteur.

Aujourd'hui, l'absence de polygone d'implantation au plan de zonage du PLU-H, approuvé le 13 mai 2019, compromet le développement de cet îlot tel qu'il avait été souhaité par la Métropole. Sur cet îlot s'applique désormais le règlement de la zone URc1a qui impose un coefficient de pleine terre de 20 % sur un îlot très contraint (de petite taille, surface de 2 700 m<sup>2</sup> avec une configuration en triangle).

Il convient de pouvoir remédier à cet oubli et pouvoir régulariser cette erreur matérielle dans les meilleurs délais afin de garantir les dispositions réglementaires les plus adaptées pour la mise en œuvre d'un projet à dominante économique sur l'îlot 35 au sein de la ZAC dont la concession arrive à expiration en 2021.

Conformément aux articles L 153-45 et suivants du code de l'urbanisme, la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

C'est le cas de la modification envisagée ici.

Les évolutions du PLU-H consistent à inscrire un polygone et un sous-secteur de zone URc1a sur les parcelles cadastrées AR124, 203 et 204 situées le long de l'avenue Ben Gourion, d'ajuster le plan économie afin de recalculer très légèrement la polarité hôtelière inscrite aux limites parcellaires.

Les évolutions proposées sont compatibles avec le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de l'agglomération, approuvé le 16 décembre 2010, et avec le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) du PLU-H en vigueur.

Le présent dossier de projet de modification simplifiée n° 2 est constitué :

- d'un rapport de présentation du projet exposant les motifs des changements apportés de la modification simplifiée,
- des plans réglementaires du dossier du PLU-H avant et après évolution.

Par ailleurs, conformément à l'article R 311-7 du code de l'urbanisme, l'étude d'impact de la ZAC GPV la Duchère dans laquelle se situe le projet, sera jointe au dossier mis à la disposition du public.

Durant la période de la mise à disposition du 24 octobre 2019 à 9 h au 26 novembre 2019 à 16 h 30 inclus, les pièces du dossier ainsi qu'un cahier seront déposés à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain, 198 avenue Jean Jaurès à Lyon 7°, à la Mairie du 9° arrondissement, 6 place du Marché et au siège de la Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3°.

Chacun pourra prendre connaissance gratuitement dudit dossier aux jours et heures habituels de réception du public à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain et à la Mairie du 9° arrondissement, et de 8 h 30 à 16 h à l'hôtel de la Métropole (sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles).

L'ensemble des pièces du dossier sera également consultable sur le site : <https://www.registre-numerique.fr/ms2-grandlyon>.

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la Métropole : [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com).

Le dossier sera également consultable sur un poste informatique mis à la disposition du public au siège de la Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3°.

Le public pourra déposer ses observations selon les possibilités suivantes :

- soit sur les cahiers ouverts à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain, 198 avenue Jean Jaurès à Lyon 7°, à la Mairie du 9° arrondissement de Lyon, 6 place du Marché, ainsi qu'au siège de la Métropole, 20 rue du Lac, 69003 Lyon,
- soit sous format électronique sur le registre dématérialisé dédié à la mise à disposition, à l'adresse suivante : <https://www.registre-numerique.fr/ms2-grandlyon>,
- soit par courriel à l'adresse électronique : [ms2-grandlyon@mail.registre-numerique.fr](mailto:ms2-grandlyon@mail.registre-numerique.fr),
- soit en les adressant par écrit à monsieur le Président de la Métropole, délégation développement urbain et cadre de vie, direction des stratégies territoriales et des politiques urbaines, service planification, 20 rue du Lac à Lyon 3°.

L'ensemble des observations du public seront consultables au siège de la Métropole.

Un avis précisant l'objet de cette procédure, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations, sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département et affiché à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain à Lyon 7°, à la Mairie du 9° arrondissement et au siège de la Métropole à Lyon 3°.

L'avis sera publié 8 jours au moins avant le début de la mise à disposition du public.

Cet avis sera également mentionné sur le site internet de la Métropole : [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com) ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

**1° - Précise** que, du 24 octobre 2019 à 9 h au 26 novembre 2019 à 16 h 30 inclus :

a) - le dossier de projet de modification simplifiée n° 2 du PLU-H de la Métropole sera mis à la disposition du public, ainsi qu'un cahier permettant au public de formuler ses observations à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain à Lyon 7°, à la Mairie du 9° arrondissement et au siège de la Métropole à Lyon 3°,

b) - le public pourra également déposer ses observations sous format électronique sur le registre dématérialisé <https://www.registre-numerique.fr/ms2-grandlyon> ou par courriel à l'adresse électronique [ms2-grandlyon@mail.registre-numerique.fr](mailto:ms2-grandlyon@mail.registre-numerique.fr),

c) - il pourra aussi adresser par écrit ses observations à monsieur le Président de la Métropole, direction générale déléguée au développement urbain et cadre de vie, direction des stratégies territoriales et des politiques urbaines, service planification, 20 rue du Lac, 69003 Lyon,

d) - l'ensemble des observations du public seront consultables au siège de la Métropole,

e) - le dossier sera également consultable sur le site internet de la Métropole : [www.grandlyon.com](http://www.grandlyon.com),

f) - un avis précisant l'objet de cette procédure, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département et affiché à la Ville de Lyon, direction de l'aménagement urbain à Lyon 7°, à la Mairie du 9° arrondissement de Lyon et au siège de la Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3°.

**2° - Précise** que la présente délibération :

a) - sera transmise à :

- mesdames et messieurs les Maires des 59 communes situées sur le territoire de la Métropole et des 9 arrondissements de la Ville de Lyon,
- monsieur le Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet du Rhône,
- madame la Présidente du Syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (SYTRAL),
- messieurs les représentants des chambres consulaires (des métiers et de l'artisanat, du commerce et de l'industrie, de l'agriculture),
- monsieur le Président du Syndicat d'études et de programmation de l'agglomération lyonnaise (SEPAL) chargé du suivi du SCOT,

b) - fera l'objet d'un affichage durant un mois dans les Mairies de chaque commune située sur le territoire de la Métropole, dans les Mairies des 9 arrondissements de la Ville de Lyon et à l'hôtel de la Métropole.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

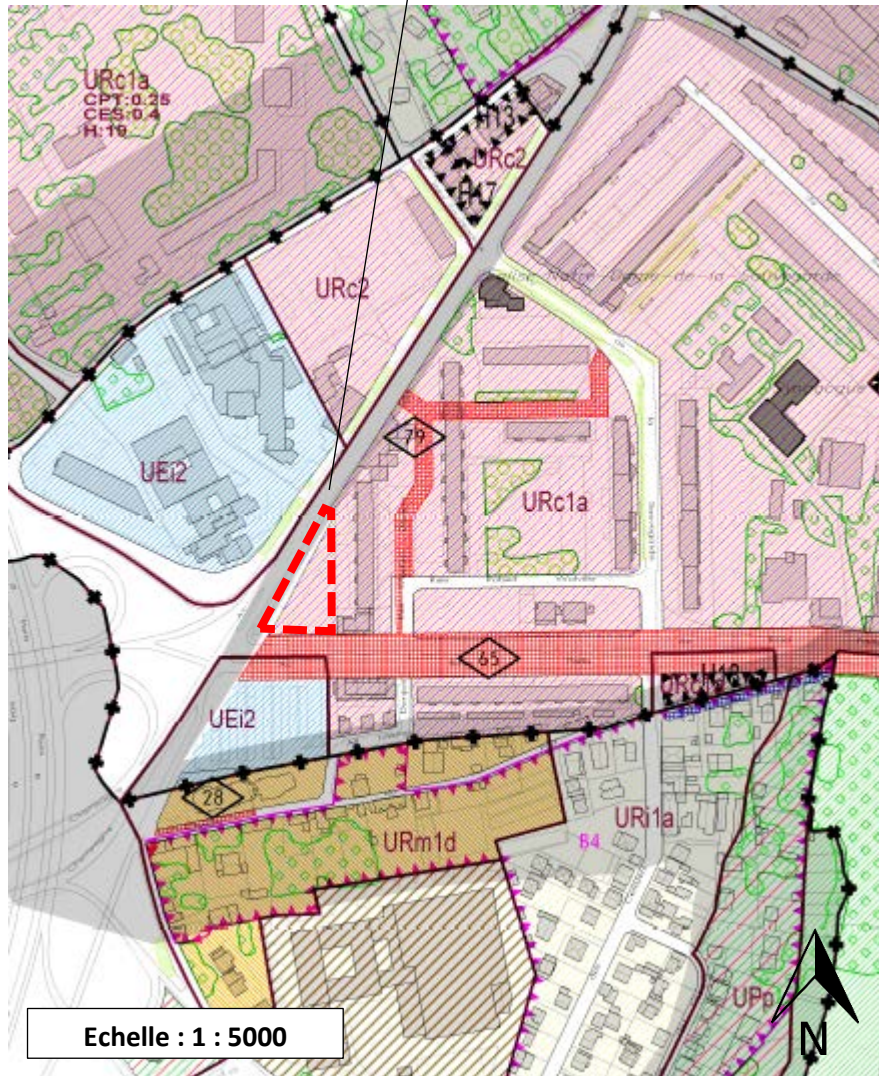
Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.



**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2**  
**DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET DE L'HABITAT (PLUH)**  
**DE LA METROPOLE DE LYON**

ZAC Duchère - îlot 35 situé Avenue Ben GOURION - LYON 9<sup>ème</sup> Arrondissement

Localisation approximative de la modification :



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3814**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Cailloux sur Fontaines**

objet : **Zone d'aménagement concerté (ZAC) du Favret - Désignation de l'aménageur - Signature du traité de concession - Participation financière de la Métropole de Lyon à la réalisation des équipements publics**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération Cailloux sur Fontaines - Projet du Favret fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil de la Métropole le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

La Commune de Cailloux sur Fontaines s'est principalement développée par des opérations d'habitat de type pavillonnaire. Cette urbanisation n'a pas permis à la Commune de répondre aux besoins locaux en matière de diversification de l'offre de logements et de développement d'équipements publics de superstructures et de commerces.

Dans ce contexte, le site du Favret, situé au centre de la commune, apparaît comme un important gisement foncier qui pourrait permettre de répondre à ces besoins.

**II - Les enjeux et objectifs du projet de la ZAC du Favret**

Les études réalisées sur le secteur du Favret ont permis d'identifier les grands principes d'accompagnement de ce développement :

- s'appuyer sur les qualités paysagères du site et les mettre en valeur,
- créer un réseau viaire hiérarchisé maillant le site,
- mettre en place un réseau de mode doux et d'infrastructures hydrauliques paysagées,
- offrir une nouvelle offre de logements diversifiée,
- créer un nouveau groupe scolaire agrandi,
- structurer et développer les commerces.

Par délibération du Conseil n° 2017-1964 du 22 mai 2017, il a été décidé de lancer une consultation préalable à la création d'une ZAC.

Les objectifs poursuivis pour l'aménagement de ce secteur sont :

- favoriser la production de logements pour accueillir notamment des jeunes ménages et des personnes âgées à proximité des commerces et services, ainsi que le développement de l'offre locative sociale,
- encadrer et structurer le développement du territoire prenant en compte les différents modes de déplacements,
- conforter la centralité en valorisant le centre bourg, par la réalisation d'un espace public de centralité qualitatif et clairement identifié.

La concertation préalable à la création de cette ZAC s'est tenue du 22 mai au 6 décembre 2017.

La ZAC a été créée par délibération du Conseil n° 2018-2579 du 22 janvier 2018. Une consultation d'aménagement a été lancée à cette occasion.

### **III - Désignation de l'aménageur et signature du traité de concession**

La Métropole a décidé, conformément aux dispositions de l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, de confier la réalisation de cette opération à un aménageur sous la forme d'une concession d'aménagement. À cette fin, la Métropole a organisé une consultation préalable de mise en concurrence, conformément à l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 et au décret n° 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016 relatif aux contrats de concession.

Cette consultation d'aménageurs a été lancée le 20 avril 2018 par voie de publicité. Cinq offres ont été remises par les candidats aménageurs suivants : la Société d'équipement du Rhône et de Lyon (SERL), Lyon Métropole habitat (LMH), Développement patrimoine partenariat (D2P) en groupement avec Maïa immobilier, Nexity foncier immobilier et CM CIC immobilier. Elles ont été présentées pour avis le 12 décembre 2018 à la commission de sélection des concessionnaires d'aménagement. À la suite de cet avis, il a été décidé de n'engager les négociations qu'après des 2 offres ayant le mieux répondu aux critères de consultation, à savoir la SERL et le groupement D2P et Maïa immobilier.

À l'issue de 3 séances de négociation qui se sont tenues respectivement les 5 février, 5 mars et 25 mars 2019 avec D2P et Maïa immobilier et 3 février, 6 mars et 26 mars 2019 avec la SERL, et qui ont permis d'ajuster le programme d'infrastructure et d'optimiser le bilan financier, les offres ont été soumises pour avis à la commission de sélection des concessionnaires d'aménagement le 15 juillet 2019.

À l'issue des négociations, il est proposé de désigner D2P et Maïa immobilier pour assurer, dans le cadre d'une concession d'une durée prévisionnelle de 8 ans, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC du Favret et de signer avec la société le traité de concession d'aménagement.

### **IV - Programme d'aménagement**

La présente concession permet à l'aménageur, dans le cadre de ses missions, de développer à l'intérieur du périmètre de l'opération d'aménagement de la ZAC du Favret un programme prévisionnel de construction d'environ 24 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP).

### **V - Programme des travaux et équipements publics**

L'aménageur aura à sa charge la réalisation de l'ensemble des travaux et équipements publics d'infrastructures concourant à l'opération, ainsi que le financement de l'opération. Il prendra à sa charge la part du coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs usagers de l'opération.

Le coût prévisionnel de ces travaux d'infrastructures est évalué à 5 386 287,23 € HT (démolitions comprises). Les ouvrages ainsi réalisés par l'aménageur seront remis gratuitement aux collectivités pour la part relevant des besoins propres à l'opération.

S'agissant de la réalisation du programme de travaux et de la commercialisation des droits à construire, le calendrier et le phasage prévisionnels proposés par le candidat sont conformes aux demandes de la Métropole :

- mise en œuvre de l'opération d'aménagement (travaux préparatoires) : à compter de 2021,
- réalisation des travaux de voirie et réseaux : de mi 2023 à mi 2027,
- commercialisation et livraison des programmes de construction : de mi 2021 à fin 2027.

Le candidat aménageur s'engage à livrer l'ensemble des ouvrages à sa charge au plus tard en 2026.

### **VI - Bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement**

Le montant de la participation des collectivités affectée au financement de chaque équipement est calculé en appliquant les pourcentages ainsi définis aux dépenses prévisionnelles des travaux supportées par l'aménageur. Il s'entend comme un montant maximal de participation payée par la Métropole.



**VII - Modalités prévisionnelles de financement de l'opération**

Le bilan financier de cette opération, dont le risque est porté par l'aménageur, s'établit comme suit :

Dépenses prévisionnelles	Montant (en € HT)	Recettes prévisionnelles	Montant (en € HT)
études	507 400,00	cessions foncières	13 149 150,00
foncier	3 693 421,64		
travaux (travaux propres à l'opération, équipements publics, frais de maîtrise d'œuvre, ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) et coordination sécurité et protection de la santé (CSPS))	5 386 287,23	participations prévisionnelles aux équipements publics excédant les besoins de l'opération : Métropole de Lyon	1 047 259,00
		participations prévisionnelles aux équipements publics excédant les besoins de l'opération : Commune de Cailloux sur Fontaines	78 300,00
participation aux équipements publics de superstructure (école et structure petite enfance)	2 460 000,00	participation d'équilibre dont :	0,00
frais divers (rémunération aménageur, frais financiers, honoraires)	2 227 600,13	- participation d'équilibre de la Métropole de Lyon (90 %)	0,00
		- participation d'équilibre de la Commune de Cailloux sur Fontaines (10 %)	0,00
<b>Total</b>	<b>14 274 709,00</b>	<b>Total</b>	<b>14 274 709,00</b>

Ainsi, les recettes de l'opération sont assurées, d'une part par les cessions des charges foncières estimées à 13 149 150 € HT, d'autre part par les participations publiques prévisionnelles affectées, soit :

- les participations prévisionnelles affectées aux équipements publics réalisés par l'aménageur et excédant les besoins de l'opération, à hauteur de 1 047 259 € HT pour la Métropole, qui feront l'objet d'une individualisation globale d'autorisation de programme ultérieure,

- les participations prévisionnelles affectées aux équipements publics réalisés par l'aménageur et excédant les besoins de l'opération pour la Commune de Cailloux sur Fontaines à hauteur de 78 300 € HT ;

Vu le dossier ;

Vu l'avis de la commission de sélection des concessionnaires d'aménagement des 18 décembre 2018 et 15 juillet 2019 ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Désigne** le groupement Développement patrimoine partenariat (D2P) - Maïa immobilier comme aménageur de l'opération d'aménagement ZAC du Favret à Cailloux sur Fontaines.

**2° - Approuve :**

a) - le traité de concession à passer entre la Métropole et le groupement D2P - Maïa immobilier,

b) - le principe du versement par la Métropole d'une participation pour la réalisation d'équipements publics excédant les besoins de l'opération pour un montant total de 1 047 259 € HT, qui fera l'objet d'une individualisation de programme ultérieure.

**3° - Autorise** la personne habilitée selon l'article R 300-9 du code de l'urbanisme, désignée par la délibération du Conseil n° 2017-2515 du 15 décembre 2017, à signer ledit traité de concession.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3815**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Lyon 2°**

objet : **Zone d'aménagement concerté (ZAC) Lyon Confluence 1ère phase - Participation à la remise à titre onéreux d'équipements publics d'infrastructures des ouvrages de voiries et espaces publics et rives de Saône - Concession Lyon Confluence 1 côté Saône - Approbation du protocole de liquidation - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Par délibérations du Conseil n° 1998-2930 du 16 juin 1998 et n° 1998-3629 du 21 décembre 1998, le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon a ouvert la concertation préalable sur le site de Lyon Confluence en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement. Cette concertation a été alimentée pendant toute la durée des études et a été notamment poursuivie par délibération du Conseil communautaire du 26 avril 2002 en vue de la réalisation d'une 1<sup>ère</sup> tranche opérationnelle sous forme de ZAC et en vue d'une procédure de révision d'urgence du plan d'occupation des sols (POS).

Par délibération du Conseil n° 2003-0946 du 21 janvier 2003 créant la ZAC Lyon Confluence 1<sup>ère</sup> phase dite ZAC 1, la Communauté urbaine décidait d'engager une 1<sup>ère</sup> étape de réalisation du projet urbain Lyon Confluence sur une superficie de 41 ha. Cette ZAC a été concédée à la société publique locale (SPL) Lyon Confluence en vertu de la concession Lyon Confluence 1 côté Saône, approuvée par délibération du Conseil communautaire n° 2010-1674 du 6 septembre 2010.

La ZAC Lyon Confluence 1<sup>ère</sup> phase dite ZAC 1 a été créée afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement articulé autour des éléments structurants suivants :

- le resserrement du faisceau ferroviaire entre les rues Bichat et Montrochet afin de permettre la libération d'emprises foncières,
- le développement d'un pôle de services, de loisirs urbains, culturels et de commerces dans le but de renforcer l'attractivité de l'agglomération et permettant une alternative aux activités nocturnes du centre historique,
- la création d'un bassin intérieur conçu comme une grande place publique servant de base à l'animation urbaine et fluviale,
- un secteur mixte à dominante de logements, prévu au nord du bassin, pour constituer un tissu urbain de centre-ville dans le but de relier le nouveau quartier avec l'existant,
- la réhabilitation des bâtiments de l'ancien port Rambaud ainsi que la construction de nouveaux immeubles pour compléter le programme loisirs, culture et fluvial, le long des berges de la Saône,
- la création d'un parc sur les berges de la Saône pour développer l'activité fluviale et la création de doigts verts entrant dans le quartier,
- la valorisation (au-dessus d'un parc de stationnement public souterrain) de la place des Archives par son aménagement et la construction de sa façade sud.

Le projet de programme des équipements publics (PEP) de la ZAC 1, approuvé par délibération du Conseil communautaire n° 2003-1110 du 7 avril 2003, a été approuvé sous sa forme définitive par délibération n° 2004-1678 du 23 février 2004 et modifié à 6 reprises par délibérations du Conseil n° 2004-2185, n° 2006-3640, n° 2011-2542, n° 2013-3903, n° 2013-4288 et n° 2017-2026 des 18 octobre 2004, 10 octobre 2006, 17 octobre 2011, 18 avril 2013, 18 novembre 2013 et 11 septembre 2017.

Le programme prévisionnel de constructions de la ZAC prévoyait environ 381 000 m<sup>2</sup> de surface hors œuvre nette (SHON) hors équipement réparti comme suit :

- 144 000 m<sup>2</sup> de logements,
- 138 000 m<sup>2</sup> de bureaux,
- 99 000 m<sup>2</sup> de commerces, services, loisirs et hôtels.

Le périmètre de la concession Lyon Confluence 1 côté Saône a été modifié par délibération du Conseil communautaire n° 2013-3903 du 18 avril 2013 afin d'y intégrer le projet d'aménagement des rives de Saône. Ainsi, la superficie de la concession est de 66 ha.

### **I - Protocole de liquidation de la concession Lyon Confluence 1**

Cette concession est aujourd'hui entrée dans sa phase d'achèvement. L'ensemble du PEP de la ZAC est achevé et l'ensemble des terrains commercialisés. Les équipements du projet rives de Saône sont achevés et la procédure de remise d'ouvrage auprès des collectivités compétentes est engagée.

Le présent rapport vise à déterminer dans le cadre d'un protocole de liquidation les dernières actions à mener à la charge de la SPL Lyon Confluence jusqu'à la liquidation de l'opération.

Les actions porteront sur :

- l'achèvement, la réception et les levées de garanties des travaux sur la portion rives de Saône,
- les remises d'ouvrages, et les versements des participations afférentes,
- les rétrocessions foncières,
- la liquidation financière et administrative.

Il est proposé au Conseil métropolitain de prolonger la mission de l'aménageur jusqu'au 31 décembre 2020, délai nécessaire et suffisant à l'accomplissement des actions définies ci-dessus.

Il est à noter que les cessions foncières relatives au terrain de l'îlot M3 d'une superficie de 1 861 m<sup>2</sup> ne peuvent être réglées dans la durée du protocole de liquidation. Compte tenu du caractère mineur de l'emprise considérée au regard de la concession, il est proposé de modifier le périmètre de la concession 1 côté Saône et de la concession 2 côté Rhône, afin d'intégrer ce tènement à cette dernière et d'en confier la commercialisation à l'aménageur dans le cadre de ce contrat.

### **II - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

L'aménagement des rives de Saône est inscrit au PEP de la concession 1 et a été réalisé sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL Lyon Confluence.

Le coût global de ces aménagements réalisés par l'aménageur s'élève à 13 000 000 € HT, soit 15 600 000 € TTC (études, honoraires et travaux), soit un ratio moyen de 273 € HT soit 327 € TTC par m<sup>2</sup>. L'emprise foncière des ouvrages remis est déjà comprise dans le domaine public de la Métropole.

La participation forfaitaire actualisée de la Métropole s'élève à 9 625 000 € HT soit 11 550 000 € TTC à la réalisation de l'aménagement de la promenade du quai bas et du quai haut.

Des versements ont été effectués en 2016, 2017 et 2018, pour un montant total de 9 095 000 € HT soit 10 914 000 € TTC.

Conformément au traité de concession et au bilan d'opération délibérés, l'aménageur sollicite aujourd'hui le versement du solde de la participation affectée à la réalisation de ces aménagements, soit 530 000 € HT soit 636 000 € TTC.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 55 183 919 € TTC en dépenses ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve :**

a) - le versement à l'aménageur SPL Lyon Confluence de la participation affectée au solde de la réalisation des aménagements rives de Saône d'un montant de soit 530 000 € HT soit 636 000 € TTC,

b) - le protocole de liquidation de la concession Lyon Confluence 1 côté Saône à Lyon 2°, avec pour terme le 31 décembre 2020,

c) - le périmètre modifié de la concession Lyon Confluence 1 côté Saône.

**2° Autorise** monsieur le Président à signer ledit protocole de liquidation.

**3° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale n° P06 - Aménagements urbains, pour un montant de 636 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal, en 2019, sur l'opération n° 0P06O0500.

Le montant total de l'autorisation de programme est donc porté à 55 183 919 € TTC en dépenses.

**4° - Le montant à payer** sera imputé sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 21 pour un montant de 636 000 € TTC.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3816**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Lyon 2°

objet : **Lyon Confluence 2ème phase côté Rhône - Modification n° 4 du dossier de réalisation et du projet de programme des équipements publics (PEP) - Modification n° 3 du PEP définitif - Avenant n° 1 à la convention tripartite entre la Ville de Lyon, la société publique locale (SPL) Lyon Confluence et la Métropole de Lyon - Avenant n° 10 à la concession d'aménagement Lyon Confluence 2 côté Rhône - Participation à la remise à titre onéreux**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La Communauté urbaine de Lyon a approuvé la création de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase dite ZAC 2 par délibération du Conseil n° 2010-1621 du 28 juin 2010, le dossier de réalisation par délibération du Conseil n° 2012-3365 du 12 novembre 2012 et le PEP définitif par délibération du Conseil n° 2013-4209 du 21 octobre 2013.

Cette ZAC a été concédée à la SPL Lyon Confluence en vertu de la concession Lyon Confluence 2 côté Rhône, approuvée par délibération du Conseil n° 2010-1675 du 6 septembre 2010.

Ce traité de concession a fait l'objet de plusieurs avenants intégrant des modifications de périmètre, de missions ou encore de modalités de financements par délibérations des Conseils de la Communauté urbaine n° 2012-3365 du 12 novembre 2012, n° 2013-3903 et 2013-4289 des 18 avril 2013 et 18 novembre 2013, des délibérations des Conseils de la Métropole n° 2015-0368, n° 2015-0412 des 11 mai 2015 et 29 juin 2015, n° 2016-1005 du 1<sup>er</sup> février 2016, n° 2017-2027 du 11 septembre 2017, n° 2018-2855 et n° 2018-3246 des 25 juin 2018 et 10 décembre 2018.

Le présent rapport concerne de nouvelles modifications apportées au PEP de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase, au bilan de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase et, par conséquent, au dossier de réalisation de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase. Ces modifications, ainsi que des évolutions des missions confiées à l'aménageur, impliquent également une actualisation du bilan d'opération Lyon Confluence 2 côté Rhône et du traité de concession d'aménagement par voie d'avenant.

**I - Les évolutions des missions confiées à la SPL, actualisation du bilan et prolongation du traité de concession****1° - Nouvelles missions de l'aménageur**

Elles concernent la requalification du centre d'échanges de Lyon Perrache (CELP) et l'évolution du pôle d'échanges multimodal (PEM) Perrache dont la maîtrise d'ouvrage a été confiée à la SPL Lyon Confluence ainsi que l'accompagnement du développement du tissu commercial au sein des rez-de-chaussée des îlots.

La phase 1 du projet d'aménagement du PEM Perrache (2015 à 2020) est actuellement en cours de réalisation pour une livraison au 1<sup>er</sup> semestre 2020.

La phase 2 du projet porte sur les aménagements liés à l'ouverture et à la reconversion de la partie dédiée au commerce du CELP, à la suppression de la passerelle qui relie actuellement la gare et le CELP et le réaménagement de la place Perrache (parvis historique de la gare) et de la place Carnot.

Afin de pouvoir lancer la phase 2 (2020 à 2025), la Métropole a d'ores et déjà confié une 1<sup>ère</sup> mission à la SPL Lyon Confluence par voie d'avenant n° 8 à la concession 2, consistant à étudier les conditions de reconversion du CELP par des opérateurs privés.

L'évolution du projet PEM Perrache dans le cadre de sa 2<sup>ème</sup> phase de transformation induit des études et missions supplémentaires :

- la conduite de l'appel à projets (AAP) pour la reconversion du CELP,
- les études des aménagements des espaces publics et programmation,
- 2 missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) : une mission d'AMO pour la planification et la coordination technique ainsi qu'une mission d'AMO économiste,
- la conduite et l'animation des différents comités partenaires,
- accompagnement de la mise en place de la dynamique commerciale.

En effet, au regard du constat fait par la Métropole et la SPL sur le remplissage inégal des rez-de-chaussée de commerces et d'activité sur la Confluence, il est proposé de confier à la SPL une nouvelle mission s'articulant autour de 4 axes visant à :

- encadrer la démarche des promoteurs dans le traitement des locaux commerciaux et de leur commercialisation,
- mettre en place un plan de communication et de promotion du quartier sur la question spécifique du commerce et de l'activité,
- accompagner et informer les porteurs de projets,
- porter en direct certains rez-de-chaussée dans une proportion qui a pour objectif d'insuffler une dynamique.

Il est proposé de modifier le traité de concession d'aménagement Lyon Confluence 2 côté Rhône par un avenant n° 10 pour habiliter la SPL Lyon Confluence à réaliser ces nouvelles missions et d'intégrer au bilan de l'opération les dépenses et les participations correspondantes de la Métropole.

### **2° - Réhabilitation du bâtiment porche**

Le bâtiment porche fait partie du PEP de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase. Il accueille actuellement la salle des musiques actuelles dont l'augmentation de la capacité d'accueil du public est inscrite au PEP au même titre que l'abattage des ailes du bâtiment et que sa réhabilitation.

La réhabilitation, sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur, concerne la partie centrale et les parties restantes après démolition partielle des ailes.

Le programme de travaux intègre :

- les interventions nécessaires suite à la réalisation des diagnostics (mise aux normes structure, acoustique, réseaux, sécurité-incendie),
- les travaux correspondant à l'extension de la capacité d'accueil du public, et notamment de la salle de concert : passage de 300 à 400 places,
- les travaux de rénovation énergétique "éco-rénovation" du bâtiment permettant d'atteindre l'équivalent du niveau bâtiment basse consommation rénovation (BBC rénovation), conformément au cahier des charges développement durable de Lyon Confluence.

Le coût total de sa réhabilitation s'élève désormais à 4 799 000 € HT soit 5 758 800 € TTC, soit un surcoût de 2 900 000 € HT lié à mise aux normes structure, acoustique, réseaux, sécurité incendie.

Cette évolution nécessite la mise en place d'un avenant n° 1 à la convention tripartite pour le financement de l'extension de la capacité d'accueil de la scène de musiques actuelles (SMAC) avec la Ville de Lyon, la modification du projet de PEP, du PEP définitif et des modalités de financement du dossier de réalisation de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase ainsi que l'inscription au bilan de l'opération des dépenses et participations correspondantes de la Métropole et de la Ville de Lyon.

### **3° - Actualisation des charges foncières d'ores et déjà cédées**

Le bilan de la concession est actualisé dans le cadre de l'avenant n° 10 au traité de concession afin d'intégrer des recettes complémentaires correspondant à l'actualisation des charges foncières d'ores et déjà perçues pour un montant de 30 121 € HT soit 36 145 € TTC.

### **4° - Prolongation de la concession**

La durée de la concession est prolongée jusqu'au 31 décembre 2030.

### 5° - Modification du périmètre de la concession

L'avenant n° 10 intègre la modification mineure du périmètre de la concession par l'intégration du foncier de l'îlot E4 de la ZAC Lyon Confluence 1 côté Saône représentant 11 681 m<sup>2</sup>.

### II - Le bilan de la concession actualisé et les évolutions des engagements financiers de la Métropole

Le dernier bilan de l'opération Lyon Confluence 2 côté Rhône a été approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° 2018-3246 du 10 décembre 2018. Ce bilan était équilibré en dépenses et en recettes à hauteur de 344 601 000 € HT.

Avec l'intégration des évolutions précédemment citées, le bilan financier de la concession d'aménagement Lyon Confluence 2 côté Rhône reste équilibré en dépenses et en recettes et s'élève, après actualisation, à 384 237 000 € HT.

Ainsi, le bilan de la concession Lyon Confluence 2 côté Rhône s'établit comme suit :

Dépenses prévisionnelles	Dernier bilan approuvé - avenant n° 9 (en k€ HT)	Évolution bilan	Bilan avenant n° 10 (en k€ HT)	Recettes prévisionnelles	Dernier bilan approuvé - avenant n° 9 (en k€ HT)	Évolution bilan	Bilan avenant n° 10 (en k€ HT)
études	17 063	- 361	16 702	cession foncière	160 667	+ 30 121	190 788
foncier	42 977	- 114	42 863	recettes patrimoniales	15 330	+ 828	16 158
travaux	221 961	+ 16 903	238 864	participation Métropole de Lyon affectée au coût des équipements publics	68 231	- 203	68 028
<i>dont participation aux travaux GS</i>	5 191	<i>inchangé</i>	5 191				
<i>dont participation aux travaux crèche</i>	840	<i>inchangé</i>	840	<i>dont bâtiment porche</i>	0	+ 1 626	1 626
<i>dont augmentation jauge SMAC</i>	397	+ 960	1 357				
frais de maîtrise d'ouvrage dont la rémunération de l'aménageur	39 166	+ 2 705	41 871	participation Métropole de Lyon au coût des équipements structurants	8 696	inchangé	8 696
communication - concertation	7 550	+ 2 564	10 114	participation Métropole de Lyon remise onéreuse espaces publics hors ZAC (PEM Perrache)	5 568	+ 571	6 139



Dépenses prévisionnelles	Dernier bilan approuvé - avenant n° 9 (en k€ HT)	Évolution bilan	Bilan avenant n° 10 (en k€ HT)	Recettes prévisionnelles	Dernier bilan approuvé - avenant n° 9 (en k€ HT)	Évolution bilan	Bilan avenant n° 10 (en k€ HT)
frais financiers	15 868	- 50	15 818	participation Ville de Lyon à la réalisation des équipements de superstructure de sa compétence	6 750	+ 1 274	8 024
				<i>dont GS et crèche</i>	6 333	<i>inchangé</i>	6 333
				<i>dont augmentation jauge SMAC</i>	417	+ 1 274	1 691
divers	16	inchangé	16	participation d'équilibre Métropole de Lyon	64 712	inchangée	64 712
				participation d'équilibre Ville de Lyon	6 932	inchangée	6 932
				subvention	5 612	- 2 038	3 574
				produits financiers	819	+ 76	895
				produits divers	274	+ 494	768
investissement	0	+ 14 311	14 311	cession investissement	0	5 484	5 484
exploitation	0	+ 3 678	3 678	recettes exploitation	0	3 029	3 029
				fond de concours concession 1	1 010	inchangé	1 010
<b>Total</b>	<b>344 601</b>	<b>+ 39 636</b>	<b>384 237</b>	<b>Total</b>	<b>344 601</b>	<b>+ 39 636</b>	<b>384 237</b>

L'engagement financier de la Métropole à la réalisation de la concession Lyon Confluence 2 côté Rhône s'élève désormais donc à 147 575 00 € HT, soit 164 147 600 € TTC (au taux de TVA en vigueur de 20 % quand elle s'applique) au lieu de 147 207 000 € HT, soit 163 706 000 € TTC (au taux de TVA en vigueur de 20 % quand elle s'applique).

Ce montant actualisé correspond à :

- la participation de la Métropole affectée au financement des équipements publics de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase relevant de la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur, d'un montant de 68 028 000 € HT soit 81 633 600 € TTC, au lieu de 68 231 000 € HT soit 81 877 200 € TTC. Pour mémoire, cette participation correspond au prix de revient des équipements excédants les besoins de l'opération. La place centrale et le parking A1 sont aujourd'hui achevés. Leur prix de revient est inférieur au montant de participation estimé au bilan approuvé dans l'avenant n° 9. Aussi, cette diminution permet d'intégrer la nouvelle participation pour la réhabilitation du bâtiment porche à l'avenant n° 10, sans augmentation de la participation totale affectée au financement des équipements publics,
- la participation affectée au financement des équipements publics hors ZAC (PEM Perrache) d'un montant de 6 139 000 HT soit 7 366 800 € TTC,
- la participation au coût des équipements structurants 8 696 000 € HT soit 10 435 200 € TTC inchangée
- la participation d'équilibre 64 712 000 € (hors champ TVA) inchangée.

### III - Individualisations d'autorisation de programmes en dépenses

#### 1° - La place centrale

Parmi les équipements figurant au PEP de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase, figure la place centrale, dénommée esplanade François Mitterrand, réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de l'aménageur.

Elle constitue l'un des équipements majeurs de l'opération d'aménagement. Située dans l'axe de la darse, elle complète le dispositif du parc de Saône et compose le pendant arboré de la place nautique. De dimensions comparables à la place des Terreaux, la place centrale s'inscrit dans la tradition des places publiques lyonnaises.

L'esplanade François Mitterrand constitue en 1<sup>er</sup> lieu un espace fédérateur. Il est au croisement de plusieurs équipements majeurs (Hôtel de Région, pôle de commerces et de loisirs, patinoire, école, bâtiment porche etc.) et à l'articulation nord-sud entre le quartier Sainte Blandine existant et les nouveaux aménagements de la 1<sup>ère</sup> phase de la Confluence.

D'une superficie de 6 400 m<sup>2</sup>, elle se caractérise par une composition simple et rigoureuse : stabilisé et asphalte poli en constituent le sol, bancs circulaires de différentes dimensions, aire de jeux pour enfants et fontaine à boire viennent donner du confort à l'usager qui peut profiter de l'ombre procurée par 73 arbres de haute tige.

Conformément au bilan prévisionnel de l'opération et à l'article 8.2 du traité de concession, et au PEP approuvé, la Métropole participe au coût de réalisation de cet ouvrage. Le montant de cette participation était fixé initialement à 2 800 000 € HT soit 3 360 000 € TTC. Elle est fixée, au terme des travaux et décomptes généraux définitifs, à 2 000 000 € HT soit 2 400 000 € TTC.

#### 2° - Le bâtiment porche

Le bâtiment porche fait partie du PEP de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase.

L'avenant n° 10, soumis pour approbation au Conseil, prévoit le nouveau montant de la participation de la Métropole à sa réhabilitation, fixée à 1 626 000 € HT soit 1 951 200 € TTC. Conformément à cet avenant n° 10, l'aménageur sollicitera en 2019 un 1<sup>er</sup> acompte d'un montant de 800 000 € HT soit 960 000 € TTC.

Le montant total des autorisations de programme déjà individualisées pour cette opération s'élève à 45 436 701 € TTC en dépenses et à 4 550 000 € en recettes.

Il est donc demandé d'individualiser une autorisation de programme complémentaire d'un montant de 2 800 000 € HT soit 3 360 000 € TTC en dépenses pour les participations prévues en 2019 correspondant au 1<sup>er</sup> versement de la participation affectée à la réalisation de la place centrale et au versement du 1<sup>er</sup> acompte de participation à la réhabilitation du bâtiment porche.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 48 796 701 € TTC ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

### DELIBERE

#### 1° - Approuve :

- a) - la modification n° 4 du dossier de réalisation de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase comprenant :
  - la modification n° 4 du projet de PEP de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase,
  - la modification des modalités prévisionnelles de financement de la concession d'aménagement Lyon Confluence 2 côté Rhône prévoyant un bilan s'équilibrant en dépenses et en recettes à hauteur de 384 237 000 € HT dont pour la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase un bilan s'équilibrant en dépenses et en recettes à hauteur de 366 724 000 € HT,
- b) - la modification n° 3 du PEP définitif de la ZAC Lyon Confluence 2<sup>ème</sup> phase,

c) - l'avenant n°1 à la convention tripartite bâtiment porche entre la Ville de Lyon, la SPL Lyon Confluence et la Métropole,

d) - l'avenant n° 10 à la concession d'aménagement Lyon Confluence 2 côté Rhône, intégrant les nouvelles missions de la SPL Lyon Confluence et les nouvelles modalités prévisionnelles de financement de l'opération ainsi que la prolongation de la concession jusqu'au 31 décembre 2030,

e) - le versement à l'aménageur de la participation affectée de 2 000 000 € HT soit 2 400 000 € TTC en dépenses pour les participations prévues en 2019 correspondant au versement de la participation affectée à la réalisation de la place centrale,

f) - la participation de la Métropole affectée à la réhabilitation du bâtiment porche de 1 626 000 € HT soit 1 951 200 € TTC et le versement à l'aménageur de la participation affectée de 800 000 € HT soit 960 000 € TTC en dépenses pour les participations prévues en 2019 correspondant au 1<sup>er</sup> acompte,

g) - le périmètre modifié de la concession Lyon Confluence 2 côté Rhône.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdits avenants.

**3° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale n° P06 - Aménagements urbains pour un montant de 3 360 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal, en 2019, sur l'opération n° 0P06O2299.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 48 796 701 € en dépenses.

**4° - Le montant à payer** sera imputé sur les crédits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 21 pour un montant de 3 360 000 € TTC.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3817**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

commune (s) : Bron - Saint Priest

objet : **Restructuration du pôle commercial Champ du Pont - Déclassement du domaine public de réseaux d'assainissement et d'eau et équipements associés - Cession des réseaux et équipements associés aux sociétés Ceetrus France et Auchan hypermarché - Convention avec la société Ceetrus France - Conventions tripartites avec les sociétés Eau du Grand Lyon et Ceetrus France et avec les sociétés Eau du Grand Lyon et Auchan hypermarché**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction eau et déchets - eau

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Le projet de restructuration du pôle commercial de la Porte des Alpes est situé sur les Communes de Bron et de Saint Priest. Il fait suite à la décision des enseignes Leroy Merlin et Ikea de se relocaliser sur le site du Puisoz à Vénissieux.

Ce projet est situé sur une unité foncière d'une superficie de 32 ha appartenant à plusieurs propriétaires fonciers distincts dont les sociétés Ceetrus France, pilote du projet, et Auchan hypermarché.

Les emprises privées du pôle commercial de la Porte des Alpes sont quadrillées :

- d'une part, par un linéaire important de canalisations d'eau potable appartenant à la Métropole de Lyon, et exploitées par son délégataire de service public, la société Eau du Grand Lyon,  
- et d'autre part, par un réseau séparatif d'assainissement (canalisations d'eaux usées et canalisations d'eaux pluviales), dont certains tronçons sont exploités par la Métropole, propriétaire des ouvrages.

Ces différents ouvrages ont pour rôle exclusif d'alimenter la zone commerciale, d'assurer sa défense incendie et de recueillir les eaux usées et les eaux pluviales qu'elle génère.

Lesdits ouvrages sont susceptibles d'être impactés par le projet de restructuration, notamment, par la construction des bâtiments neufs, la démolition des bâtiments existants, la réorganisation des parkings extérieurs, l'adaptation de la défense incendie du site et par l'augmentation des débits d'effluents rejetés.

Partant de ces constats, la Métropole a exprimé son souhait de céder les ouvrages concernés. Les sociétés Ceetrus France et Auchan hypermarché ont accepté le principe d'une acquisition desdits ouvrages conformément aux plans annexés aux conventions de cession visées ci-dessous.

**II - Déclassement des ouvrages d'eau et d'assainissement**

Compte tenu de la désaffectation, d'ores et déjà, effective de ces ouvrages et équipements associés, au regard de la seule finalité privée à laquelle ils répondent, il est proposé de prononcer le déclassement du domaine public desdits ouvrages.

Les nouvelles limites entre ouvrages publics et privés seront matérialisées par :

- des regards de visite existants pour les réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales,  
- la création de 3 nouveaux postes de comptage généraux pour les réseaux d'eau potable, 2 étant financés par la société Ceetrus France et l'un par la Métropole pour un montant d'environ 60 000 € HT. Les sociétés Ceetrus

France et Auchan hypermarché prennent en charge les frais d'abonnement de ces nouveaux compteurs, conformément au règlement du service de l'eau.

### III - Cession des ouvrages d'eau et d'assainissement déclassés

La cession de ces ouvrages nécessite la signature de 3 conventions de cession distinctes :

- une 1<sup>ère</sup> convention bipartite, avec la société Ceetrus France, portant sur la cession de réseaux d'assainissement et de regards de visite,
- une 2<sup>ème</sup> convention tripartite avec la société Ceetrus France et la société Eau du Grand Lyon, portant sur la cession de réseaux d'eau potable et d'équipements associés (dont les poteaux incendie),
- et une 3<sup>ème</sup> convention tripartite avec la société Auchan hypermarché et la société Eau du Grand Lyon, portant également sur la cession de réseaux d'eau potable et d'équipements associés (dont les poteaux incendie).

Les conventions prévoient :

- la cession en l'état, à la société Ceetrus France, de 1 075 m de canalisations d'eau potable, des accessoires correspondants (pièces de raccord, vannes) et de 7 poteaux incendie,
- la cession en l'état, à la société Auchan hypermarché, de 1 395 m de canalisations d'eau potable, des accessoires afférents (pièces de raccord, vannes) et de 12 poteaux incendie,
- la cession à la société Ceetrus France de 245 m de canalisations d'eaux usées, de 245 m de canalisations d'eaux pluviales et de 12 regards de visite au total. Au préalable, la Métropole réhabilitera 70 m de réseau en mauvais état par chemisage.

L'ensemble des ouvrages, définis ci-dessus, est cédé aux sociétés Ceetrus France et à Auchan hypermarché sans contrepartie financière, au regard de l'abandon de l'exploitation publique desdits ouvrages, et des économies induites.

L'exploitation des ouvrages d'eau potable et des ouvrages d'assainissement par la Métropole et son exploitant la société Eau du Grand Lyon, ainsi que les responsabilités afférentes s'achèvent à la date de cession des ouvrages définie dans chaque convention.

Chaque convention précise également les débits maximaux d'eau potable délivrés par les réseaux publics au droit de chaque nouveau poste de comptage général, le devenir des compteurs existants en emprise privée ou les limites de capacité des réseaux d'assainissement publics situés à l'aval des ouvrages cédés.

Les conventions rappellent les dispositions issues de la réglementation portant sur l'endommagement des réseaux souterrains, celles des règlements du service public de l'eau et de l'assainissement collectif.

Ces cessions à la société Ceetrus France sont conditionnées à la maîtrise du foncier et à la délivrance de diverses autorisations administratives lui permettant le lancement effectif du projet de restructuration du projet commercial de la Porte des Alpes ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

**1° - Prononce**, après constatation de leur désaffectation, le déclassement du domaine public des ouvrages d'assainissement et d'eau ainsi que les équipements associés situés sur les emprises privées du pôle commercial de la Porte des Alpes sur les Communes de Bron et Saint Priest conformément aux plans annexés aux conventions de cession.

**2° - Autorise** monsieur le Président à accomplir toutes démarches et à signer tous documents nécessaires à la régularisation de ce déclassement.

**3° - Approuve :**

a) - la cession de ces ouvrages déclassés d'assainissement et d'eau ainsi que les équipements associés (dont les poteaux d'incendie) aux sociétés Ceetrus France et Auchan hypermarché conformément aux plans annexés aux conventions de cession,

b) - les 3 conventions à signer : une convention bipartite avec la société Ceetrus France, 2 conventions tripartites, l'une avec la société Eau du Grand Lyon et la société Ceetrus France, l'autre avec la société Eau du Grand Lyon et la société Auchan hypermarché.

**4° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites conventions de cession.

**5° - La dépense** correspondante sera imputée sur l'autorisation de programme globale P20 - Eau potable qui sera individualisée en 2020 pour un montant de 430 000 € HT en dépenses à la charge du budget annexe des eaux.

**6° - La dépense** d'investissement en résultant, soit 60 000 € HT, sera imputée sur les crédits à inscrire au budget annexe des eaux - exercice 2020 - chapitre 23 - opération n° 1P20O2962.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3818**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Bron - Saint Priest**

objet : **Restructuration du pôle commercial Champ du Pont - Travaux d'accessibilité - Financement de travaux sur le domaine concédé de l'État (A43) - Participation pour équipements publics exceptionnels - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

Le projet de restructuration du pôle commercial de la Porte des Alpes est situé sur les Communes de Bron et de Saint Priest. Il fait suite à la décision des enseignes Leroy Merlin et Ikea de se relocaliser sur le site du Puisoz à Vénissieux.

La filiale du groupe Auchan, Ceetrus, est propriétaire des emprises qui seront libérées au plus tard en octobre 2019, au départ d'Ikea et de Leroy Merlin. Elle ambitionne de faire évoluer le site de Champ du Pont, vieillissant, dans une logique de modernisation, de diversification commerciale non alimentaire et de mixité fonctionnelle.

Ceetrus a déposé un permis de construire en octobre 2018 correspondant à la 1<sup>ère</sup> phase du projet "Yellow Pulse" qui prévoit entre 2019 et 2022 la réalisation d'un centre commercial destiné à des moyennes surfaces sur l'emplacement actuel de Leroy Merlin et d'un second centre commercial comprenant des boutiques, services et restauration en lieu et place d'Ikea. Cette 1<sup>ère</sup> phase représente une surface de plancher (SDP) de l'ordre de 54 000 m<sup>2</sup> dont 27 700 m<sup>2</sup> de surface de vente, ainsi qu'une offre de restauration. Ce projet a obtenu un avis favorable de la commission départementale des autorisations commerciales (CDAC) en février 2019 et de la commission nationale des autorisations commerciales (CNAC) en juin 2019.

L'objectif de la société Ceetrus est de pouvoir engager des travaux dès la libération du site fin 2019 pour éviter la constitution d'une friche commerciale.

Par délibération du Conseil n° 2018-3030 du 17 septembre 2018, la Métropole de Lyon a décidé de programmer une 1<sup>ère</sup> phase de travaux pour adapter les infrastructures publiques vieillissantes avec notamment la création de nouveaux accès dont 2 à proximité d'échangeurs autoroutiers de l'A43. Le montant prévisionnel des travaux pour la phase 1 (2019-2022) a été évalué à 6 778 200 € HT, soit 8 133 840 € TTC.

Sur le fondement de l'article L 332-8 du code de l'urbanisme, une participation pour équipement public exceptionnel sera versée par la société Ceetrus d'un montant de 5 756 160 € pour financer la part des travaux d'accessibilité rendus nécessaires par l'opération. Cette participation sera prescrite par arrêté au titre de la demande de permis de construire qui sera déposée en octobre 2018 par la société Ceetrus au service urbanisme des Communes de Bron et de Saint Priest.

**II - Les travaux d'accessibilité sur le domaine public de l'État, concédé à la société Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR)**

Pour mémoire, le projet de requalification porté par la Métropole porte notamment sur la création de nouveaux accès gérés par des carrefours à feu et situés à proximité des bretelles de l'A43 connectées au boulevard de l'Université et boulevard de la Porte des Alpes.

Après une expertise technique du projet par les services de l'État, la société APRR se voit contrainte de programmer des travaux pour adapter les bretelles existantes au dimensionnement des futurs carrefours à feu qui permettront d'accéder aux poches de stationnement du projet Yellow Pulse.

Le montant prévisionnel est estimé à 780 000 € TTC (travaux et frais de maîtrise d'œuvre).

Ces travaux induits par le projet urbain d'ensemble seront financés, sur le fondement de l'article L 332-8 du code de l'urbanisme :

- par la Métropole à hauteur de 20 % du montant total des travaux, soit 156 000 €,
- par la société Ceetrus à hauteur de 80 % du montant total des travaux, soit 624 000 €.

Cette participation sera prescrite par arrêté au titre de la demande de permis de construire qui a été déposé en octobre 2018 par la société Ceetrus au service urbanisme des Communes de Bron et de Saint Priest. Ce montant viendra s'ajouter à la participation de 5 756 160 € votée par la Métropole en septembre 2018 pour financer les travaux d'accessibilité du projet.

La Métropole percevra la totalité de la participation de Ceetrus, soit 6 380 160 €. Elle reversera à la société APRR la part correspondant aux travaux situés sur le domaine public concédé de l'État.

Le cas échéant, une convention sera conclue entre la Métropole et la société APRR pour préciser les modalités de réalisation des études et des travaux sous la maîtrise d'ouvrage d'APRR, le planning de réalisation ainsi que les modalités de versement de la participation ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

a) - le programme des travaux à réaliser par la société APRR, maître d'ouvrage sur le domaine concédé de l'État, et induits par les travaux d'accessibilité porté par la Métropole pour accompagner le projet Yellow Pulse, dans le cadre de la restructuration du pôle commercial Champ du Pont sur les Communes de Bron et Saint Priest,

b) - le montant des travaux estimé à 780 000 € qui seront versés par la Métropole à la société APRR,

c) - la participation pour équipements publics exceptionnels d'un montant prévisionnel de 624 000 €, qui sera prescrite par les Communes de Bron et de Saint Priest lors de la délivrance de l'autorisation d'urbanisme (article L 332-8 du code de l'urbanisme) et qui sera perçue par la Métropole.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P09 - Création, aménagement et entretien de voirie, pour un montant de 780 000 € en dépenses et 624 000 € en recettes à la charge du budget principal sur l'opération n° 0P09O5553, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 200 000 € en dépenses en 2020 et 624 000 € en recettes en 2020,
- 580 000 € en dépenses en 2021.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 9 410 240 € en dépenses et 6 380 160 € en recettes.



**3° - Autorise** monsieur le Président à signer, le cas échéant, une convention entre la Métropole et la société APRR pour préciser les modalités de réalisation des études et des travaux sous la maîtrise d'ouvrage d'APRR, le planning de réalisation ainsi que les modalités de versement des participations à APRR.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3819**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

objet : **Territoire métropolitain - Urbanisme transitoire - Individualisation partielle d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

**I - Contexte**

La Métropole de Lyon souhaite renforcer la mise en œuvre et accompagner des démarches d'occupation temporaire et d'urbanisme transitoire sur son territoire afin de mettre à disposition des lieux vacants (bâti ou espaces publics) pour expérimenter des usages nouveaux, ancrés dans le territoire, répondant à des besoins variés d'habitants, usagers, entreprises, équipements, etc., et faisant écho aux politiques publiques portées par la collectivité. Cette démarche répond également à un enjeu d'allongement des projets d'urbanisme. Elle peut se développer dans du patrimoine métropolitain ou privé.

Ces expérimentations développées dans d'autres lieux en France et en Europe permettent de favoriser l'appropriation des lieux, créer de nouvelles dynamiques, favoriser l'innovation sociale, économique et la préfiguration de futurs usages.

**II - Sites identifiés**

À ce jour, la Métropole a identifié une dizaine de sites qui pourraient faire l'objet de projets d'occupation temporaire - urbanisme transitoire.

Parmi ces sites, certains appartiennent en propre à la Métropole, tels :

- l'usine Fagor Brandt à Lyon 7° qui après le festival des Nuits sonores, accueille pour quelques mois la Biennale d'art contemporain,
- la Halle Debourg à Lyon 7°, qui accueille des événements culturels ou en lien avec des industries créatives. Ainsi en 2019, se sont tenus dans ce site, le festival Peintures Fraîches et le défilé Esmod,
- 2 bâtiments dans le parc Blandan Lyon 3° (Hôtel de commandement et écuries),
- l'atelier Croizat à Saint Fons, lieu de projet, d'information, d'animation et de fabrication dans le cadre de la mise en œuvre de la zone d'aménagement concerné (ZAC) Carnot Parmentier. Il a ouvert en juin 2019,
- Solyem à Saint Priest. En décembre 2018, la Métropole a acheté ce site de 5,2 ha situé au 25 rue Aristide Briand à Saint Priest. Il jouxte la caserne "Chabal", propriété de l'État, qui représente 17 ha de terrain. L'ensemble de ces terrains fait partie de la grande zone d'activités économiques de Lyon sud-est de la Métropole en limite du centre-ville de Saint Priest.

La Métropole a acquis ce terrain considéré comme stratégique dans un objectif de développement économique en vue d'un aménagement à plus ou moins long terme, dans un contexte de mutations foncières sur ce secteur.

Aussi, et dans l'attente, ce lieu apparaît comme particulièrement propice à une démarche d'urbanisme transitoire afin de :

- éviter la constitution d'une friche sur un secteur proche du centre-ville et du quartier commerçant et résidentiel de la gare,
- favoriser l'innovation économique, sociale et urbaine et créer des synergies entre ces 3 piliers du développement de la ville,
- répondre à des besoins d'occupation ou activités ne trouvant pas de solution d'implantation dans le marché actuel,
- expérimenter des usages et vocations permettant de préfigurer le positionnement futur du site,
- maintenir le bâti en bon état, percevoir des recettes mêmes modiques.

D'autres sites appartiennent à des propriétaires privés. Ainsi, la Métropole accompagne la SNCF sur son site des halles Jean Macé à Lyon 7° afin d'y développer un projet d'urbanisme transitoire. Elle est également partenaire du projet de la Cimenterie à Neuville sur Saône.

Dans les mois à venir, d'autres sites pourraient entrer dans une phase opérationnelle et nécessiteront diagnostics, études et travaux.

### III - Calendriers de mise en œuvre

Été-hiver 2019 : études de programmation.

Hiver 2019-2020 : travaux d'entretien, mise à disposition précaire pour répondre à des besoins ponctuels et lancement d'appels à manifestation d'intérêt.

Été 2020 : sélection de candidats, travaux de mise en conformité en lien avec la programmation définie.

### IV - Individualisation d'autorisation de programme

Afin de permettre de conduire ces diagnostics et les travaux qui en découleraient, il est proposé une demande d'individualisation partielle d'autorisation de programme visant à financer lesdits travaux et autres actions permettant l'installation d'activités ou d'équipements sur le site. Par ailleurs, il est également prévu des recettes sur la mise à disposition de ces biens durant cette période.

Pour cela, il est proposé un montant de 800 000 € TTC en dépenses et 800 000 € TTC en recettes ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

Où l'intervention de monsieur le rapporteur précisant que :

- Dans l'exposé des motifs, chapitre II - Sites identifiés, il convient de lire :

"- 2 bâtiments dans le parc Blandan Lyon 7° (Hôtel de commandement et écuries),"

au lieu de :

"- 2 bâtiments dans le parc Blandan Lyon 3° (Hôtel de commandement et écuries),"

## DELIBERE

### 1° - Approuve :

- a) - les modifications proposées par monsieur le rapporteur,
- b) - la mise en œuvre d'un urbanisme transitoire sur le territoire de la Métropole.

**2° - Décide** l'individualisation partielle de l'autorisation de programme globale P06 - Aménagements urbains pour un montant de total de 800 000 € TTC en dépenses et 800 000 € TTC en recettes à la charge du budget principal, repartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

en dépenses :

- 50 000 € en 2019,
- 450 000 € en 2020,
- 250 000 € en 2021,
- 50 000 € en 2022 ;

en recettes :

- 50 000 € en 2020,
- 100 000 € en 2021,
- 200 000 € en 2022,
- 200 000 € en 2023,
- 250 000 € en 2024,

sur l'opération n° 0P06O7677.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3820**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Givors**

objet : **Requalification de l'îlot Oussekin - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération Givors - îlot Oussekin fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020, votée par le Conseil de la Métropole de Lyon le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

La requalification de l'îlot Oussekin constitue un enjeu urbain important dans le droit fil des aménagements précédemment réalisés sur la Commune de Givors.

En effet, la Métropole a engagé un projet de renouvellement urbain du centre-ville sur les îlots Prévert et Salengro/Zola, dans le cadre de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) 1. Ce projet s'est traduit par la requalification des espaces publics, la construction d'une centaine de nouveaux logements et la création d'un nouveau maillage viaire.

L'objectif est à présent de relancer cette dynamique sur l'îlot Oussekin situé en plein cœur du centre-ville, à proximité immédiate de l'Hôtel de Ville et de la gare. Cet îlot qui accueille en son centre le conservatoire de musique et la bourse du travail - équipement à fort rayonnement - présente une opportunité de mutabilité significative liée à des délaissés en cœur d'îlot et à l'état dégradé de certaines constructions.

**II - Projet**

Les objectifs de la requalification de l'îlot sont :

- enclencher la mutation urbaine de ce secteur stratégique pour le devenir du centre-ville ancien de Givors afin de proposer une nouvelle qualité de vie,
- redéfinir et requalifier le maillage viaire afin de développer les liens (piétons et/ou véhicules) avec le reste du centre-ville,
- renforcer l'ouverture de l'îlot afin notamment de mettre en valeur les équipements publics du secteur,
- intervenir sur le bâti dégradé des rues Faure et Longarini, par la démolition/reconstruction tout en préservant l'identité morphologique du patrimoine givordin,
- rééquilibrer l'offre de logement par un programme ambitieux de création d'environ 120 nouveaux logements dans le quartier dont 70 % de logements en accession libre et 30 % en accession abordable sécurisée,
- rationaliser les stationnements pour diversifier les usages et retrouver des espaces qualitatifs en cœur d'îlot.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé depuis plusieurs années un processus d'acquisitions foncières ce qui lui permet d'être actuellement propriétaire d'une grande partie du foncier. Dix-neuf parcelles appartenant à des propriétaires privés restent à acquérir, ce qui a amené la Métropole à engager par décision de la Commission permanente n° CP-2019-3261 du 8 juillet 2019 une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) sécurisant l'acquisition de l'ensemble des parcelles nécessaire à la réalisation du projet.

Le périmètre du projet couvre une surface de 1,6 ha environ. La requalification des espaces publics porte sur une emprise de 9 000 m<sup>2</sup> environ et la surface des lots à construire représente 5 500 m<sup>2</sup>.

### III - Enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et individualisation complémentaire d'autorisation de programme (AP)

Le coût global de l'opération représente 11 713 000 € TTC.

2 283 000 € TTC ont déjà fait l'objet d'une individualisation par délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3322 du 28 janvier 2019.

Les dépenses restant à réaliser pour finaliser cette opération représentent 9 430 000 € TTC selon la répartition suivante :

- foncier : 2 300 000 € TTC,
- démolition : 4 100 000 € TTC,
- études et frais de maîtrise d'ouvrage : 380 000 € TTC,
- travaux : 2 400 000 € TTC,
- travaux réseau eau potable (budget annexe) : 250 000 € TTC.

Les recettes représentent 3 442 150 € TTC selon la répartition suivante :

- subvention au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 1 200 000 € TTC,
- subvention Région Auvergne-Rhône-Alpes : 1 400 000 € TTC,
- participations équipement Commune de Givors : 156 500 € TTC,
- participations au déficit Commune de Givors (10 % du déficit) : 685 650 € TTC.

Auxquelles s'ajoutent les produits des cessions de charges foncières (hors demande d'AP) : 2 100 000 € TTC.

Il convient donc de compléter l'AP n° 2 pour un montant de 9 430 000 € TTC (9 180 000 € au budget principal et 250 000 € au budget annexe des eaux) en dépenses et de 3 442 150 € TTC en recettes.

### IV - Transfert de la maîtrise d'ouvrage de l'opération de requalification des espaces publics

La requalification des espaces publics relève simultanément de la compétence de la Commune de Givors et de la Métropole.

Compte tenu des liens existants entre les travaux et ouvrages relevant de la compétence de chacune des parties, de leur imbrication, et afin de garantir la cohérence et la coordination des interventions, il a été convenu, conformément aux dispositions de l'article L 2422-12 du code de la commande publique (CCP) que cette opération serait réalisée par la Métropole, qui agira en tant que "maître d'ouvrage unique de l'opération" hormis l'éclairage public qui sera réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat intercommunal de la gestion des énergies de la région lyonnaise (SIGERLY) déléguataire de la Commune de Givors.

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée par le maître d'ouvrage unique aux études, travaux et révision des prix s'élève au total à 3 395 000 € TTC.

Dans ce cadre, une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage sera signée entre la Métropole et la Commune de Givors. La répartition du coût de l'opération convenu entre la Commune de Givors et la Métropole est la suivante :

- la Métropole prend en charge :

. l'aménagement des espaces publics pour un montant prévisionnel de 2 520 000 € TTC (soit environ 95 % du montant total TTC),

. les études préalables (études techniques, relevés topographique, etc.), les études de maîtrise d'œuvre urbaine, de sécurité et protection de la santé (SPS) et la révision des prix pour un montant prévisionnel de 718 500 € TTC (soit environ 95 % du montant total TTC),

soit un total de 3 238 500 € TTC ;

- la Commune de Givors prendra en charge :

. les montants financiers relatifs aux travaux relevant de sa compétence pour un montant prévisionnel de 130 000 € TTC (soit environ 5 % du montant total TTC),

. 5 % du montant total TTC des études préalables, des études de maîtrise d'œuvre, de SPS et de la révision des prix : soit un montant prévisionnel d'environ 26 500 € TTC,

soit un total de 156 500 € TTC ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

##### 1° - Approuve :

- a) - l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de requalification de l'îlot Oussekiné à Givors,
- b) - la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre la Métropole et la Commune de Givors.

##### 2° - Autorise monsieur le Président à signer ladite convention.

**3° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P06 - Aménagements urbains pour un montant de 9 430 000 € en dépenses et 3 442 150 € en recettes à la charge :

- du budget principal, pour un montant de 9 180 000 € TTC en dépenses et 3 442 150 € TTC en recettes, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 3 750 000 € en dépenses en 2020,
- 4 550 000 € en dépenses et 2 070 000 € en recettes en 2021,
- 430 000 € en dépenses et 720 000 € en recettes en 2022,
- 450 000 € en dépenses et 652 150 € en recettes en 2023,

sur l'opération n° OP06O5567 ;

- du budget annexe des eaux pour un montant de 250 000 € en 2020, sur l'opération n° 1P06O5567.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 11 713 000 € en dépenses et 3 442 150 € en recettes.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3821**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Limonest**

objet : **Ilot de la Plancha - Reventilation budgétaire de l'autorisation de programme individualisée**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

Le projet d'aménagement de l'îlot de la Plancha, d'environ 1 ha, au cœur du centre-bourg de Limonest est en cours de réalisation. Il s'agit d'une opération de restructuration urbaine, dans un contexte de relocalisation d'une partie des équipements du site (bibliothèque, école de musique) dans le futur pôle culturel municipal (hors site).

L'opération d'aménagement de l'îlot de la Plancha est réalisée en régie directe par la Métropole de Lyon en lien avec la Commune de Limonest.

Le projet vise à revitaliser et développer le centre-bourg de Limonest, en préservant un caractère villageois et ses qualités patrimoniales.

Il s'agit de développer un programme de 5 400 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP) au travers d'opérations de réhabilitation du bâti existant, de démolition-reconstruction et de changement de destination permettant de proposer :

- du logement dont une partie en accession et une partie en location sociale (30 %),
- un pôle médical regroupant des professionnels de santé,
- un renforcement de l'offre commerciale de proximité.

Ce programme de construction sera accompagné de la réalisation de nouveaux espaces publics, qui offrira de nouveaux lieux de cheminement (mail piéton, trottoirs aménagés pour des dessertes plus aisées, etc.). La rue de Doncaster sera requalifiée sur l'ensemble de son linéaire. Le ruisseau de Rochecardon sera redécouvert dans un espace paysager qui sera modelé pour accueillir les eaux pluviales. Une nouvelle aire de jeux sera réalisée à proximité de l'entrée de la salle des fêtes.

Le bilan global prévisionnel de l'opération s'élève à 3 050 000 €.

Le Conseil de la Métropole a successivement approuvé :

- l'individualisation partielle d'autorisation de programme, par délibération n° 2016-1128 du 21 mars 2016, en vue du lancement des études de maîtrise d'œuvre pour un montant de 365 000 €,
  - l'individualisation complémentaire d'autorisation de programme, par délibération n° 2017-2029 du 11 septembre 2017, pour permettre la libération foncière des bâtiments de la Métropole d'un montant de 350 000 €,
  - l'individualisation complémentaire d'autorisation de programme, par délibération n° 2018-2685 du 16 mars 2018, pour pouvoir engager les travaux d'équipement et de viabilisation des terrains, pour un montant de 2 335 000 € réparti comme suit en dépenses :
- 2 095 000 € TTC sur le budget principal,
  - 125 000 € HT sur le budget annexe de l'assainissement,
  - 115 000 € HT sur le budget annexe des eaux.



Et en recettes pour un montant de :

- 470 707 € de participation de la Commune de Limonest au titre de la convention de maîtrise d'ouvrage urbaine (CMOU),
- 186 501 € de participation de la Commune de Limonest au déficit de l'opération.

Les estimations des travaux d'eau potable et d'assainissement au stade de l'appel d'offres travaux s'étant avérées différentes de celles initialement prévues, il est nécessaire de réajuster la répartition entre le budget principal et les budgets annexes des eaux et de l'assainissement, le montant global de l'autorisation de programme demeurant inchangé à 2 335 000 €.

Cette nouvelle répartition s'établit comme suit :

Libellé	Montant
budget principal	2 124 000 € TTC
budget annexe de l'assainissement	163 000 € HT
budget annexe des eaux	48 000 € HT
<b>Total autorisation de programme, travaux équipements et viabilisation terrains</b>	<b>2 335 000 €</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

**Approuve** la nouvelle ventilation budgétaire de l'autorisation de programme OP06 - Aménagements urbains individualisée le 16 mars 2018 sur l'opération n° OP06O5049 - Limonest îlot de la Plancha est répartie comme suit, pour un montant total inchangé de 2 335 000 € en dépenses :

- sur le budget principal 2 124 000 € TTC,
- sur le budget annexe de l'assainissement : 163 000 € HT,
- sur le budget annexe des eaux : 48 000 € HT.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3822**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Vaulx en Velin**

objet : **Ecoin sous la Combe - Opération globale de requalification - Individualisation complémentaire d'une autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération Écoin sous la Combe à Vaulx en Velin fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) votée par le Conseil de la Métropole le 6 juillet 2015.

Dans le cadre du grand projet de ville (GPV) de Vaulx en Velin, l'opération de restructuration du quartier d'Écoin sous la Combe, localisée sur 10 ha entre l'avenue Georges Dimitrov, la rue Robert Desnos, l'avenue Eugène Henaff et la rue Paul Éluard, a été engagée dès 1997 par les 5 bailleurs présents qui ont procédé à la restructuration de leur patrimoine (144 logements démolis, plus de 1 000 logements réhabilités). Dès 1999, le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon a approuvé le programme global de restructuration des espaces extérieurs et une 1<sup>ère</sup> tranche de travaux à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine. À partir de 2002, les autorisations de programme ont été mises en place afin de permettre la réalisation d'une opération d'aménagement d'ampleur pour un montant global de 31 135 000 € dont 30 123 650 € TTC sur le budget principal.

Cette opération d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté urbaine comprenait :

- la création d'une trame structurante d'espaces publics : rues, mails, place, parc, jardins partagés,
- la création d'îlots privatifs pour le compte des 5 bailleurs,
- la démolition de garages aériens et la reconstitution de cette offre de stationnement privative en surface mais également enterrée.

Cette opération est achevée. Les travaux ont été réceptionnés et remis aux différents gestionnaires en 2008 pour les garages enterrés et en 2009 pour les espaces extérieurs à l'exception du secteur de la rue Albert Camus qui a fait l'objet de réserves.

En effet, cette rue a été réalisée sur des garages enterrés remis à l'Opac du Rhône et à l'Opac du Grand Lyon. Les joints de dilatation posés permettaient la circulation de véhicules légers et non de véhicules lourds. Aussi, des fissures et dégradations sont apparues au niveau de la chaussée. Un contentieux a été engagé par la Métropole de Lyon auprès du Tribunal administratif qui a rendu un jugement positif en 2015 : les entreprises ont indemnisé la collectivité.

La présente délibération vise à mettre en place les financements pour réaliser les travaux de réparation de ces joints de dilatation rue Albert Camus, afin d'éviter que la chaussée ne se dégrade davantage.

L'enveloppe prévisionnelle de cette réparation s'élève à 185 000 € TTC dont 155 000 € TTC pour les travaux et 30 000 € pour les études et frais divers ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** le programme de réparation des joints de dilatation de la rue Albert Camus à Vaulx en Velin.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer les actes relatifs à la mise en œuvre de ces réparations.

**3° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale n° 17 - Politique de la ville pour un montant de 185 000 € TTC en dépenses à la charge du budget principal, répartis selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 85 000 € en 2019,
- 100 000 € en 2020,

sur l'opération n° 0P17O0705.

Le montant total de l'autorisation de programme est donc porté à 31 320 000 € en dépenses et 16 671 157 € en recettes.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3823**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Rillieux la Pape**

objet : **Bottet Verchères - Aménagement - Demande de subvention d'équipement auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération Bottet Verchères à Rillieux la Pape est inscrite à la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil de la Métropole de Lyon du 6 juillet 2015.

Le projet Bottet Verchères s'inscrit dans le cadre de la convention avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), relative à la Ville nouvelle de Rillieux la Pape, signée par l'ensemble des partenaires le 13 mai 2005.

La Communauté urbaine de Lyon a approuvé, par délibération du Conseil n° 2006-3717 du 13 novembre 2006, les objectifs poursuivis pour ce projet :

- affirmer et conforter le caractère de centralité du quartier du Bottet, dans le cadre plus large de la constitution d'un centre-ville attractif entre le pôle commercial Bottet Verchères et le village de Rillieux la Pape,
- diversifier et compléter le maillage urbain entre la ville nouvelle et le village, pour améliorer les échanges et l'accessibilité au futur cœur de ville,
- restructurer et dynamiser l'appareil commercial du quartier du Bottet,
- construire des logements et des locaux d'activités, afin de promouvoir une mixité fonctionnelle et sociale dans ce quartier.

Par délibération du Conseil n° 2012-2871 du 19 mars 2012, la Communauté urbaine a désigné la Société d'équipement du Rhône et de Lyon (SERL) comme aménageur de l'opération du Bottet Verchères et a approuvé la convention de PUP relative au financement des équipements publics induits par l'opération.

Conformément aux stipulations de l'avenant n° 5 à la convention ANRU, la Métropole va solliciter auprès de la CDC, le versement de la subvention d'équipement d'un montant prévisionnel de 120 000 € à percevoir au titre du solde en 2019.

Il est donc proposé d'individualiser une autorisation de programme complémentaire visant à solliciter cette subvention d'équipement auprès de la CDC, pour un montant de 120 000 € ;

Vu ledit dossier ;

Oùï l'avis de sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville ;

**DELIBERE**

**1° - Autorise** monsieur le Président à :

a) - solliciter auprès de la CDC, une subvention d'équipement d'un montant de 120 000 € dans le cadre de l'avenant n° 5 à la convention avec l'ANRU relative à la Ville nouvelle de Rillieux la Pape dans le cadre de l'opération d'aménagement Bottet Verchères,

b) - accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires à l'instruction de ladite demande et à sa régularisation.

**2° - Décide** l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale P17 - Politique de la Ville, pour un montant de 120 000 € en recettes, à la charge du budget principal sur l'opération n° 0P17O1329.

Le montant total de l'autorisation de programme individualisée est donc porté à 438 000 € en recettes.

**3° - La recette** d'investissement, d'un montant de 120 000 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 13 sur l'opération n° 0P17O1329.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3824**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Dardilly**

objet : **Esplanade de la Poste - Ilot A-B - Procédure de choix de l'équipe promoteur-concepteur - Indemnité de consultation des candidats**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération Dardilly - Esplanade de la Poste fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020, votée par le Conseil de la Métropole de Lyon le 6 juillet 2015.

Le secteur de l'esplanade de la poste situé au cœur de la Commune de Dardilly le long de l'avenue de Verdun, à l'articulation du quartier des Noyeraies au nord et du Bourg au sud, apparaît comme un secteur à restructurer en raison d'une organisation viaire au caractère très routier, peu lisible et consommatrice d'espace. Les équipements publics environnants sont mal reliés au tissu résidentiel et les circulations "modes doux" rendues difficiles.

Le projet s'étend sur une surface de 2,16 ha environ et se situe à proximité du centre-bourg historique de Dardilly. Il est délimité :

- au nord, par la limite sud de la maison médicale,
- à l'ouest, par la rue de la poste et les abords de l'avenue de Verdun,
- à l'est, principalement par le chemin des Écoliers et ponctuellement par le sud du chemin de la Liasse,
- au sud, par le bâtiment accueillant actuellement le bureau de poste et le parc de stationnement public en contrebas, à l'est de l'avenue de Verdun.

Cette opération est conduite en régie directe par la Métropole qui a la charge d'acquiescer le foncier nécessaire à l'opération, de procéder à la démolition des bâtiments existants, de piloter les études opérationnelles, de mettre en œuvre les procédures et autorisations administratives, de conduire les travaux d'aménagement, d'équipement et de commercialiser les lots constructibles.

Par délibérations n° 2014-0341 du 15 septembre 2014 et n° 2018-2851 du 25 juin 2018, le Conseil a approuvé l'engagement de l'opération de l'Esplanade de la Poste sur le budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe pour un montant de 13 950 000 € HT en dépenses et 7 291 422 € HT en recettes.

Ce projet d'aménagement poursuit les objectifs suivants :

- simplifier l'organisation viaire et sécuriser les déplacements,
- offrir des espaces publics permettant de renforcer la dynamique urbaine du centre-bourg,
- développer et diversifier l'offre de logements de la Commune de Dardilly,
- renforcer l'attractivité commerciale du centre-ville.

Dans le cadre du projet de restructuration, les espaces publics existants sont fortement remaniés et de nouveaux sont créés :

- une place publique, un square mettant en valeur le cèdre, arbre remarquable ; ces espaces publics reliant le groupe scolaire des Noyeraies en contrebas,
- la requalification du chemin des Écoliers, traité en promenade paysagère dans sa partie centrale et qui accueillera un espace récréatif,
- le redressement et le réaménagement des voiries (avenue de Verdun, chemin de la Nouvelle Liasse), afin de sécuriser les circulations automobiles et "modes doux",
- des liaisons piétonnes nord-sud et est-ouest,
- des stationnements,
- des déviations et renforcement des réseaux avec notamment la réalisation d'ouvrages de rétention des eaux pluviales.

En accompagnement de la restructuration de la trame viaire et pour répondre à l'objectif de renforcer la centralité, de nouveaux programmes de constructions pourront se développer selon la répartition de principe suivante :

- des logements collectifs de typologie variée, pour environ 10 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher (SDP),
- des commerces et services en rez-de-chaussée, pour environ 2 000 m<sup>2</sup> de SDP.

Le programme de l'îlot A-B présenté dans le dossier de consultation prévoit de l'ordre de 3 160 m<sup>2</sup> de SDP avec la répartition prévisionnelle suivante : 1 640 m<sup>2</sup> d'accession libre, 950 m<sup>2</sup> de logement social, 570 m<sup>2</sup> de commerces et services.

À l'issue de la 1<sup>ère</sup> phase de sélection des candidatures de la consultation promoteurs, 4 équipes d'opérateurs-concepteurs ont été admises à concourir pour la 2<sup>ème</sup> phase d'offres.

Le choix s'est porté sur l'offre de Promoval-Maia associée avec le cabinet d'architecture Thierry Roche, le bureau d'étude environnement Tribu et le paysagiste Big Bang.

Les offres suivantes n'ont pas été retenues :

- l'offre de l'équipe Fontanel, AA architecture, Étamine, Urba Lab paysage,
- l'offre de l'équipe Idéom Amétis, AER architectes, Étamine, ADP Dubois,
- l'offre de l'équipe OGIC, JL Morlet, GC2, Arter paysages et urbanisme.

Le cahier des charges de consultation prévoit le versement aux candidats non retenus par la Métropole, aménageur de l'opération, d'une indemnité de 7 500 € HT soit 9 000 € TTC aux 3 équipes de concepteurs non retenues ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

**DELIBERE**

**1° - Approuve** le versement d'une indemnité de 7 500 € HT soit 9 000 € TTC à chacune des 3 équipes candidates AA architecture, Étamine, Urba Lab paysage - AER architectes, Étamine, ADP Dubois - JL Morlet, GC2, Arter paysages et urbanisme, ayant présenté une offre complète non retenue pour l'îlot A-B de l'opération de l'Esplanade de la Poste à Dardilly.

**2° - Autorise** monsieur le Président à accomplir toutes démarches et signer tous documents nécessaires au versement de l'indemnité.

**2° - La dépense** totale correspondante, soit 22 500 € HT, sera imputée sur les crédits inscrits au budget annexe des opérations d'urbanisme en régie directe - exercice 2019 - chapitre 011 - opération n° 4P06O2802.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**



**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3825**

commission principale : **urbanisme, habitat, logement et politique de la ville**

commune (s) : **Fontaines sur Saône**

objet : **Marronniers secteur nord - Bilan de la concertation préalable - Lancement de la consultation de maîtrise d'oeuvre - Individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction de la maîtrise d'ouvrage urbaine - aménagement urbain**

**Le Conseil,**

Vu le rapport du **5 septembre 2019**, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

L'opération d'aménagement du secteur nord des Marronniers à Fontaines sur Saône fait partie de la programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2015-2020 votée par le Conseil de la Métropole de Lyon le 6 juillet 2015.

**I - Contexte**

Le quartier des Marronniers de Fontaines sur Saône, à dominante résidentiel pourvu en commerces et équipements de proximité, connaît un fonctionnement indépendant du bourg. Inscrit en veille active au contrat de ville métropolitain, il accueille la résidence d'habitat collectif "les Marronniers" constituée d'environ 310 logements sociaux appartenant à Lyon Métropole habitat (LMH) et sur son secteur nord le groupe scolaire des Marronniers composé de 12 classes.

En lien avec les interventions de LMH sur son patrimoine, la Commune et la Métropole souhaitent réaliser une opération d'aménagement du secteur nord du quartier des Marronniers visant à ouvrir la résidence d'habitat collectif sur le tissu environnant, et à créer une accroche du quartier avec le groupe scolaire.

**II - Objectifs de l'opération d'aménagement**

Les objectifs fixés pour conduire ce projet sont les suivants :

- créer un espace public convivial favorisant la rencontre et offrant une ouverture du groupe scolaire sur le quartier des Marronniers,
- proposer des stationnements publics adaptés aux besoins,
- améliorer les espaces piétonniers en créant des cheminements sécurisés,
- renforcer l'ambiance végétale du site et améliorer les espaces verts de proximité.

En outre, le projet d'aménagement doit s'inscrire dans des préoccupations de qualité environnementale en matière de construction et de traitement des espaces publics.

**III - Programme prévisionnel des aménagements**

Pour répondre à ces objectifs, les études préalables, nécessaires à la mutation du secteur nord des Marronniers, ont conduit à la définition du programme d'aménagement suivant qui prévoit :

- la création d'un espace public devant le groupe scolaire des Marronniers au nord de la rue Curie,
- une nouvelle aire de jeux sera aménagée. Elle pourrait être située au nord de la rue Curie devant l'entrée du groupe scolaire sur cette nouvelle place,
- la création d'un espace public au sud de la rue Curie,
- un passage piéton surélevé sera aménagé pour sécuriser la traversée de la rue Curie entre les 2 nouveaux espaces publics.

Une requalification des voies périphériques : les trottoirs situés le long de la rue Curie et du chemin de Montgay seront requalifiés de manière à faire la couture entre l'opération et son environnement immédiat. Ils permettront également d'offrir des places de stationnement.

Ce programme accompagnera une opération de constructions intégrant des logements et un nouvel équipement de petite enfance pour transférer la crèche et le relais d'assistant maternel.

#### **IV - Demande d'individualisation complémentaire d'autorisation de programme**

Afin de poursuivre la mise en œuvre de l'opération d'aménagement, dans les conditions ci-dessus définies, il est nécessaire de lancer les études de maîtrise d'œuvre des espaces publics et de lancer la démolition des bâtiments nécessaires aux différents aménagements et de poursuivre les acquisitions foncières.

À ce stade, le coût global de l'opération est estimé à 5,3 M€ TTC en dépenses.

L'équipe de maîtrise d'œuvre aura comme objectif l'optimisation du coût des travaux et aura également pour mission d'évaluer les coûts de gestion des ouvrages à réaliser et de proposer des solutions techniques qui permettront d'optimiser ces coûts de gestion future.

Ainsi, il est proposé d'approuver l'individualisation complémentaire d'autorisation de programme :

- pour un montant de 2 500 000 € TTC en dépense, réparti comme suit :

- études techniques : 69 000 € TTC,
- acquisitions foncières : 764 166 € TTC,
- travaux préparatoires et gestion transitoire (dont démolitions) : 1 409 657 € TTC,
- honoraires de maîtrise d'œuvre : 235 746 € TTC,
- coordination sécurité et protection de la santé (CSPS) : 21 431 € TTC ;

- pour un montant de 651 177 € TTC en recettes, réparti comme suit :

- participation de la Commune convention de transfert de maîtrise d'ouvrage (CTMO) : 256 556 € TTC,
- participation de la Commune au déficit de l'opération : 394 621 € TTC.

#### **V - Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et de participation financière de la Commune de Fontaines sur Saône au déficit de l'opération**

Le projet d'aménagement des travaux d'espaces publics Marronniers nord relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages soumis aux dispositions de l'article L 2422-12 du code de la commande publique (CCP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée :

- la Métropole, au titre de ses compétences en matière d'aménagement de voirie, de place en lien avec le domaine de voirie, de réseaux associés, d'arbres d'alignements,
- la Commune de Fontaines sur Saône, au titre de ses compétences notamment en matière d'espaces récréatifs et d'espaces verts.

Compte tenu des liens existants entre les travaux et ouvrages relevant de la compétence de chacune des parties, de leur imbrication notamment technique, et afin de garantir la cohérence et la coordination des interventions, il a été convenu, conformément aux dispositions l'article L 2422-12 du CCP susvisée, que cette opération serait réalisée par un seul maître d'ouvrage, en l'occurrence la Métropole, qui agira en tant que maître d'ouvrage unique de l'opération.

À cet effet, une CTMO doit être signée entre la Métropole et la Commune de Fontaines sur Saône, au regard de leurs compétences respectives. Elle précise les modalités d'intervention de la Métropole en tant que maître d'ouvrage unique de l'opération et les modalités de répartition financières entre la Commune de Fontaines sur Saône et la Métropole.

À l'issue de la réalisation des aménagements, les ouvrages de compétence communale seront remis à la Commune de Fontaines sur Saône. La Commune de Fontaines sur Saône participera au coût de réalisation des équipements publics d'infrastructure, à hauteur de 256 556 € TTC, au titre des ouvrages de sa compétence répondant aux besoins excédant l'opération globale d'aménagement.

Le déficit prévisionnel de l'opération s'élève au total à 3 946 215 € TTC.

La Commune de Fontaines sur Saône s'engage à participer au déficit de l'opération à hauteur de 10 %, soit la somme prévisionnelle de 394 621 € sous forme de subvention (hors champ TVA). Les modalités de versement de ladite subvention sont précisées dans la convention, objet de la présente délégation.

Le solde prévisionnel, soit 3 551 594 € TTC restant à la charge de la Métropole.

#### **VI - Modalités et déroulement de la concertation préalable au lancement d'une opération d'aménagement**

Sur le fondement des articles L 103-2 à L 103-6 et R 103-1 à R 103-3 du code de l'urbanisme, la concertation préalable au lancement des aménagements d'espaces publics a été ouverte par l'arrêté du Président de la Métropole n° 2019-05-13-R-0425 du 13 mai 2019.

Le dossier de concertation a été mis à disposition du public à l'accueil de l'Hôtel de Métropole, 20 rue du Lac à Lyon 3° et à la Mairie de Fontaines sur Saône, 25 rue Gambetta, aux horaires habituels d'ouverture et comprenait :

- l'arrêté susvisé approuvant l'ouverture et les modalités de la concertation préalable,
- un plan de situation,
- un plan du périmètre de projet soumis à la concertation préalable,
- une notice explicative présentant les objectifs et enjeux du projet,
- un cahier destiné à recueillir les observations du public.

Un affichage a été apposé à la Métropole et à la Mairie de Fontaines sur Saône. Un avis de publicité a été émis dans la presse locale, afin d'informer le public de la date d'ouverture de la concertation.

La concertation a débuté le 12 juin 2019 et s'est clôturée le 12 juillet 2019. Une réunion publique s'est tenue le 17 juin 2019 à la Maison des loisirs et de la culture la Chardonnière à Fontaines sur Saône.

#### **VII - Contributions du public déposées dans le registre de concertation et réponses apportées**

Sept contributions ont été déposées, toutes dans le registre mis à disposition du public en Mairie de Fontaines sur Saône et aucune dans celui mis à disposition à l'Hôtel de la Métropole.

De plus, des contributions orales ont été émises au moment des réunions publiques.

Un bilan quantitatif et thématique des avis exprimés est joint à la présente délégation.

En conclusion de la concertation, les remarques exprimées ont bien été prises en compte. La concertation préalable ne fait ressortir aucun élément de nature à remettre en cause la poursuite de l'opération. Son bilan peut donc être approuvé par délégation du Conseil et permet à la Métropole d'engager la mise en œuvre de la phase opérationnelle ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

### **DELIBERE**

#### **1° - Approuve :**

- a) - le bilan de la concertation préalable au projet d'aménagement du secteur nord des Marronniers à Fontaines sur Saône, ouverte par arrêté du Président de la Métropole n° 2019-05-13-R-0425 du 13 mai 2019,
- b) - le programme prévisionnel d'aménagement des espaces publics,
- c) - le lancement des études de maîtrise d'œuvre des espaces publics et la poursuite des acquisitions foncières,
- d) - la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage et de participation financière au déficit de l'opération à passer entre la Métropole et la Commune de Fontaines sur Saône.

**2° - Autorise** monsieur le Président à signer ladite convention et l'ensemble des actes afférents à son exécution.

**3° - Décide :**

a) - de poursuivre la mise en œuvre de l'opération du secteur nord des Marronniers sur la base des objectifs et des principes d'aménagement arrêtés,

b) - l'individualisation complémentaire de l'autorisation de programme globale OP06 - Aménagements urbains pour un montant de 2 500 000 € TTC en dépenses et 651 177 € TTC en recettes à la charge du budget principal, selon l'échéancier prévisionnel suivant :

- 290 410 € TTC en dépenses 2019,
- 2 070 286 € TTC en dépenses et 51 311 € TTC en recettes en 2020,
- 46 435 € TTC en dépenses et 102 622 € TTC en recettes en 2021,
- 46 435 € TTC en dépenses en 2022,
- 46 434 € TTC en dépenses et 497 244 € TTC en recettes en 2023,

sur l'opération n° OP06O5584.

Le montant total de l'autorisation de programme est porté à 2 545 000 € TTC en dépenses et 651 177 € TTC en recettes.

**4° - Le montant à payer** sera imputé sur les crédits inscrits et à inscrire au budget principal - exercices 2019 et suivants - chapitres 20, 204, 21, 23 et 4581 à créer en dépenses et chapitres 4582, 13 à créer en recettes.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

**Conseil du 30 septembre 2019****Délibération n° 2019-3826**

commission principale : urbanisme, habitat, logement et politique de la ville

objet : **Financement des dépenses du Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) Rhône Métropole - Convention triennale 2018-2020 et financement au titre de l'exercice 2019**

service : Direction générale déléguée aux territoires et partenariats - Direction de l'évaluation et de la performance

**Le Conseil,**

Vu le rapport du 5 septembre 2019, par lequel monsieur le Président expose ce qui suit :

La loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture a procédé à la création des CAUE. L'objet social de ces associations, défini par décret en Conseil d'État, est de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement avec le souci permanent de les adapter aux particularités locales.

Avec la création de la Métropole de Lyon le 1<sup>er</sup> janvier 2015, cette dernière est devenue membre du CAUE local, renommé "CAUE Rhône Métropole".

Le financement du CAUE est principalement assuré sur la base des dispositions de l'article L 331-3 du code de l'urbanisme : "La part départementale de la taxe d'aménagement est instituée par délibération du Conseil départemental [...] en vue de financer [...] la politique de protection des espaces naturels sensibles [...] et [...] les dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement [...]. La Métropole de Lyon est substituée au Département du Rhône pour l'application du présent article aux autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 dans son périmètre".

L'article L 331-17 du code de l'urbanisme dispose que "le taux de la part départementale de cette taxe ne peut excéder 2,5 %", et c'est ce taux qui a été voté par délibération du Conseil n° 2016-1567 en date du 10 novembre 2016, pour application aux autorisations d'urbanisme délivrées à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017. Selon ce même article L 331-17, et ce depuis la loi de finances pour 2017, "les conseils départementaux fixent [...] les taux de répartition de la part départementale de la taxe d'aménagement entre la politique des espaces naturels sensibles et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement". Par délibération n° 2019-3292 en date du 28 janvier 2019, le Conseil de la Métropole a défini les taux de répartition 2019 de la part départementale de la taxe d'aménagement, entre le CAUE et les espaces naturels sensibles (ENS) :

- 3,812 % pour le CAUE,
- 96,188 % pour les ENS.

Le montant de reversement 2019 au CAUE est le résultat de l'application du taux de répartition au produit de la recette de taxe départementale constatée en 2017. Les recettes 2017 de la taxe départementale d'aménagement s'élèvent à 15 511 842,60 €. Sur cette base, il est proposé au Conseil de la Métropole d'affecter ce produit à hauteur de 3,812 % au CAUE Rhône Métropole, soit la somme de 591 311,44 €.

Ce taux de répartition a été établi à partir de la part des besoins de financement du CAUE pour la réalisation de son programme d'actions sur le territoire de la Métropole, comme le Département du Rhône le fait pour sa part sur son territoire.

Une convention opérationnelle et financière triennale (2018-2020) a été votée par délibération du Conseil n° 2018-3036 le 17 septembre 2018, détaillant les principes des relations à venir entre la Métropole et le CAUE Rhône Métropole. Deux annexes annuelles doivent être approuvées par le Conseil : une annexe opérationnelle qui détaille le programme d'actions établi entre la Métropole et le CAUE pour 2019, et une annexe financière qui précise le montant du reversement de l'exercice 2019, à hauteur de 591 311,44 €, ainsi que le budget prévisionnel 2019 du CAUE. Par nature de produits et charges, ce budget primitif se présente de la manière suivante :

Charges (Montant en €)		Produits (Montant en €)	
frais de personnel	1 271 400	reversement de taxe par la Métropole	591 311
achats	30 000	reversement de taxe par le Conseil départemental du Rhône	510 000
autres charges	500 950	prélèvement sur réserves	550 000
dotations aux amortissements	89 350	autres recettes (communes, etc.)	216 389
taxe foncière	8 300	produits financiers	32 300
<b>Total</b>	<b>1 900 000</b>	<b>Total</b>	<b>1 900 000</b>

Pour mémoire, en 2018, le reversement de taxe de la Métropole au CAUE s'élevait à 590 742,51 € (soit 3,08 % de la taxe d'aménagement perçue) et celui du Département du Rhône à 510 047,18 € (soit 9,788 % de la taxe d'aménagement départementale perçue sur son territoire).

Les actions du CAUE identifiées comme "territorialisables" représentent le quart de son budget. Depuis 2017, les 2 collectivités financent chacune les actions menées par le CAUE sur leur territoire respectif. 35 % des actions territorialisables concernent le territoire de la Métropole, et 65 % celui du Département. Sur les 591 311 € de reversement 2019 par la Métropole, 96 311 € sont destinés au financement des charges territorialisables.

En revanche, les actions communes (non "territorialisables") et les frais de structure du CAUE sont pris en charge par les 2 collectivités selon la clé de répartition établie lors de la création de la Métropole par la Commission locale d'évaluation des ressources et des charges transférées (CLERCT), basée sur la répartition constatée du produit de la taxe d'aménagement sur les 2 territoires. Cette clé définit la répartition suivante : 60 % pour la Métropole et 40 % pour le Département du Rhône.

L'équilibre du budget du CAUE se fait également par un prélèvement sur ses réserves.

Pour information, en 2019 le Département du Rhône finance le CAUE à hauteur de 510 000 €, correspondant à 7,5 % de la taxe d'aménagement départementale perçue sur son territoire ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de **sa commission urbanisme, habitat, logement et politique de la ville** ;

#### DELIBERE

**1° - Décide** d'affecter au titre de l'exercice 2019, le produit de la part départementale de la taxe d'aménagement à hauteur de 3,812 % au CAUE Rhône Métropole, soit la somme de 591 311,44 €, sur la base des recettes 2017 de la taxe qui s'élèvent à 15 511 842,60 €.

**2° - Approuve** l'annexe opérationnelle 2019 et l'annexe financière 2019 à la convention 2018-2020 fixant les relations entre la Métropole et le CAUE Rhône Métropole, annexes qui précisent le programme d'actions 2019 et le montant du reversement de taxe pour l'exercice 2019.

**3° - Autorise** monsieur le Président à signer lesdites annexes à la convention 2018-2020.

**4° - La dépense** de fonctionnement en résultant, soit 591 311,44 €, sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - chapitre 014 - opération n° 0P29O2634A.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme.

**Reçu au contrôle de légalité le : 2 octobre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-24-R-0664**commune(s) : **Saint Priest**objet : **Réserve Foncière - Secteur Mi-Plaine - 100 route de Grenoble - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison d'habitation composée de 2 appartements - Propriété de M. Robert Danon et M. André Danon**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14531

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;



Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par le cabinet d'urbanisme Urba Rhône, domicilié 21 rue de la Bannière 69442 Lyon, mandaté par monsieur Robert Danon, domicilié 21 chemin de la Fouillouse 69720 Saint Bonnet de Mure et par monsieur André Danon, domicilié 100 route de Grenoble 69800 Saint Priest ;

- reçue en Mairie de Saint-Priest le 11 juin 2019,

- concernant la vente au prix de 328 000 €, auquel s'ajoute une commission d'agence de 9 000 € à la charge de l'acquéreur, soit un montant total de 337 000 € -bien cédé occupé-

- au profit de la SAS SVMS représentée par monsieur Mustafa Doganel,

- d'une propriété bâtie perpendiculairement à la route sur un terrain d'une largeur d'environ 16 à 18 m, composée d'une maison ancienne édifiée sur 2 niveaux, comprenant 2 appartements :

- un appartement non occupé sur 2 niveaux composé d'une pièce à vivre, petit coin cuisine, WC à l'étage, 2 chambres et une salle de bains,

- un appartement composé au rez-de-chaussée d'une cuisine donnant dans une buanderie, un séjour, 2 chambres à l'étage, une véranda d'environ 20 m<sup>2</sup>, un grand garage et d'une petite cave,

- le tout bâti sur terrain propre cadastré BK 46 d'une superficie de 3 999 m<sup>2</sup>, situé 100 route de Grenoble 69800 Saint Priest ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 8 août 2019, par lettre reçue le 12 août 2019 et que celle-ci a été effectuée le 29 août 2019 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 2 août 2019, par courrier reçu le 5 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 8 août 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 5 septembre 2019 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de constituer une réserve foncière pour l'extension ou l'accueil des activités économiques, conformément à l'un des objectifs cités dans l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que l'acquisition de ce bien correspond au programme de développement économique (PDE) de la Métropole, approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° 2016-1513 du 19 septembre 2016 et qui s'appuie sur 4 piliers dont celui d'être une métropole fabricante. Cette ambition vise notamment le soutien au socle industriel en permettant le développement d'une offre foncière et immobilière adaptée aux besoins des entreprises productives, phasée dans le temps et équilibrée sur le territoire. Un des axes repose ainsi sur la capacité de la collectivité à accompagner le renouvellement et la densification des zones existantes en plus de la création d'une offre nouvelle ;

Considérant que le terrain concerné se situe sur le secteur de la zone industrielle Mi-Plaine, secteur en requalification qui constitue l'une des 5 zones industrielles majeures recensées par le PDE dans la Métropole pour laquelle l'enjeu de renouvellement est important afin de maintenir son attractivité. Ce secteur, idéalement situé entre les axes autoroutiers A43 et A46, constitue une opportunité importante pour répondre aux enjeux du schéma d'accueil des entreprises (SAE) ;

Considérant que la Métropole est déjà propriétaire de plusieurs terrains dans ce secteur et que cette acquisition entre dans le cadre de la stratégie précitée, il s'agit de constituer de la réserve foncière à vocation économique ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 100 route de Grenoble à Saint Priest ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 328 000 € auquel s'ajoute une commission d'agence de 9 000 € à la charge de l'acquéreur soit un montant total de 337 000 € -bien cédé occupé- figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Marion Pierson, notaire, 1 place Charles Hernu 69100 Villeurbanne.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - comptes 2111 et 2138 - fonction 581 - opération n° 0P07O4499.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 24 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

.  
.

**Affiché le : 24 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 24 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-24-R-0665**commune(s) : **Lyon 1er**objet : **Logement social - 20 rue de la Platière - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété des consorts Manceau Charmy**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14562

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attribution à monsieur Président de la Métropole, pour accomplir certains actes particuliers et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par le cabinet d'urbanisme Reynard, 41 rue du Lac 69422 Lyon Cedex 03, représentant les conjoints Manceau Charny,

- reçue en Mairie centrale de Lyon le 4 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 2 150 000 € -bien cédé occupé-,

- au profit de monsieur et madame Sébastien Chabal, 1756 route de Saint Didier 69760 Limonest :

- d'un immeuble sur rue en R+4, et en R+3 à l'arrière, avec caves et greniers, comprenant deux locaux commerciaux en rez-de-chaussée d'une surface utile totale d'environ 110,58 m<sup>2</sup> et 6 logements aux étages d'une surface utile totale d'environ 356,05 m<sup>2</sup> ;

- le tout bâti sur terrain propre cadastré AV 25 d'une superficie de 145 m<sup>2</sup>, situé 20 rue de la Platière à Lyon 1er ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 20 août 2019 par lettre reçue le 21 août 2019 et que celle-ci a été effectuée le 2 septembre 2019 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été effectuée le 28 août 2019 par courrier reçu le 30 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 2 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 10 septembre 2019 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre des objectifs du PLU-H approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019, qui prévoit notamment de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux sur le 1<sup>er</sup> arrondissement de Lyon qui en compte 17,67 % ;

Considérant que par correspondance du 13 septembre 2019, monsieur le responsable du service développement et maîtrise d'ouvrage de la société anonyme de construction de la Ville de Lyon (SACVL) a fait part de sa volonté d'acquiescer ce bien et a demandé qu'à cet effet, la Métropole exerce son droit de préemption dans le but de développer une nouvelle offre de logement social sur la base de 3 logements en mode de financement prêt locatif à usage social (PLUS), pour une surface utile de 170,12 m<sup>2</sup> et de 3 logements en mode de financement prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), pour une surface utile de 161,76 m<sup>2</sup> et de 2 locaux commerciaux d'une surface utile de 110,58 m<sup>2</sup> ;

Considérant que ce bien fera l'objet d'une mise à disposition par bail emphytéotique d'une durée de 55 ans au profit de la SACVL, qui s'engage à prendre en charge les éventuels frais de contentieux inhérents à cette préemption ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 20 rue de la Platière à Lyon 1er ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 2 150 000 € -bien cédé occupé-, figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Christophe Sardot, notaire à Lyon 6°.

Métropole de Lyon

- page 3/3

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole de Lyon sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - comptes 2111 et 21321 - fonction 552 - opération n° 0P14O4505.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 24 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 24 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 24 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-26-R-0666**commune(s) : **Saint Fons**objet : **4 rue Thirard - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de la société civile immobilière (SCI) l'Etoile blanche**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14550

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié, relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par maître Romain Sassard, notaire domicilié 68 avenue Jean Jaurès à Saint Fons (69190), mandaté par la SCI l'Etoile blanche, domiciliée 16 allée de Nyons à Saint Fons (69190),

- reçue en Mairie de Saint Fons, le 17 juin 2019,

- concernant la vente au prix de 60 000 € -biens cédés occupés-,

- au profit de monsieur et madame Khaled Glissa, domiciliés 4 rue du Vieux Château à Jonage (69330),

- de 6 garages fermés, ainsi que les parcelles de terrain de 90 m<sup>2</sup> de superficie totale sur lesquelles sont édifiés ces biens et les droits indivis dans la cour commune,

- le tout situé 4 rue Thirard à Saint Fons, étant cadastré AE 513, AE 519, AE 524, AE 526, AE 527, AE 528, et droits indivis sur les parcelles AE 514 et AE 525.

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 9 août 2019 par courrier reçu le 19 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 12 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) n'a pas été consultée, la présente acquisition se réalisant en deçà du seuil de 180 000 €, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de constituer une réserve foncière pour la mise en œuvre d'un projet urbain, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre d'une opération d'ensemble, le tènement objet de la vente en cause étant compris dans le périmètre de stratégie foncière en centralité et situé dans un secteur à enjeu de renouvellement de l'offre résidentielle et de recomposition d'îlots ;

Considérant que la Métropole a déjà exercé une fois son droit de préemption par arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-05-20-R-0431 du 20 mai 2019 à l'occasion de la vente d'un garage situé dans le même ensemble immobilier ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation des biens situés 4 rue Thirard à Saint Fons ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 60 000 € -biens cédés occupés-, figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Poulain-Charpentier, notaire associée à Lyon 3°.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - comptes 2111 et 21321 - fonction 581 - opération n° 0P07O4498.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 26 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 26 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 26 septembre 2019.**



REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-26-R-0667**commune(s) : **Tassin la Demi Lune**objet : **60 avenue du 11 Novembre 1918 - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente de 4 lots de copropriété - Propriété de la société à responsabilité limitée (SARL) JLB Tassin**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14554

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié, relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2018-02-05-001 du 5 février 2018 relatif à l'exercice et à la délégation du droit de préemption urbain dans les communes en constat de carence à la Métropole ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par le cabinet d'urbanisme Reynard, domicilié 41 rue du Lac à Lyon 3° (69003), mandaté par la SARL JLB Tassin, domiciliée 48 rue François Genin à Lyon 5° (69005),

- reçue en Mairie de Tassin la Demi Lune le 10 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 166 000 € plus 6 000 € de commission d'agence à la charge de l'acquéreur -biens cédés libres-,

- au profit de madame Leslie Nollo, domiciliée 8 promenade des Tuileries à Tassin la Demi Lune (69160),

- d'un appartement de type T3 de 55,98 m<sup>2</sup> situé au rez-de-chaussée, formant le lot n° 1 et représentant 104/1 000 de quote-part des parties communes,

- d'une cave formant le lot n° 14 et représentant 1/1 000 de quote-part des parties communes,

- d'une place de stationnement en extérieur formant le lot n° 28 et représentant 3/1 000 de quote-part des parties communes,

- d'une place de stationnement en extérieur formant le lot n° 29 et représentant 3/1000° de quote-part des parties communes,

- le tout bâti sur un terrain propre cadastré AL 317, AL 320 et AL 322 d'une superficie totale de 1 510 m<sup>2</sup>, situé 60 avenue du 11 Novembre 1918 à Tassin la Demi Lune ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 23 août 2019, par lettre reçue le 28 août 2019 et que celle-ci a été effectuée par la Métropole le 6 septembre 2019 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite par courrier le 23 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 3 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) n'a pas été consultée, la présente acquisition se réalisant en deçà du seuil de 180 000 €, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre du PLU-H approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019, qui prévoit notamment de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux sur Tassin la Demi Lune qui en compte 13,93 % ;

Considérant que le Préfet, par arrêté n° 69-2017-12-11-008 du 11 décembre 2017 a constaté la carence de production de logement social sur Tassin la Demi Lune, suite au bilan triennal solidarité et renouvellement urbain (SRU) 2014-2016 ;

Considérant que par correspondance du 16 septembre 2019, la Mairie de Tassin la Demi Lune a fait part de sa volonté d'acquiescer ce bien et a demandé qu'à cet effet, la Métropole exerce son droit de préemption dans le but de développer une nouvelle offre de logement social ;

Considérant que ce bien fera l'objet d'une cession au profit de la Mairie de Tassin la Demi Lune qui en assure le préfinancement et s'engage à prendre en charge les éventuels frais de contentieux et l'ensemble des frais inhérents à cette préemption ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation des biens situés à 60 avenue du 11 Novembre 1918 à Tassin la Demi Lune, ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 166 000 € plus une commission d'agence de 6 000 € à la charge de l'acquéreur -biens cédés libres-, figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Ravier, notaire associé à Ecully.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - compte 458100 - fonction 01 - opération n° 0P07O4511.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 26 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 26 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 26 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-26-R-0668**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Logement social - 232 avenue Félix Faure - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un immeuble (terrain + bâti) - Propriété de Mme Claude Paire veuve Etienney**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14570

+

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attribution à monsieur Président de la Métropole, pour accomplir certains actes particuliers et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par maître Julien Sauvigné, notaire, 10 rue des Archers 69002 Lyon, représentant madame Claude Paire veuve Etienney,

- reçue en Mairie centrale de Lyon le 5 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 1 367 520 € dont une commission de 47 520 € TTC à la charge du vendeur, plus une commission de 102 000 € TTC à la charge de l'acquéreur, soit un montant total de 1 469 520 € -bien cédé occupé-,

- au profit de la société SU Persoz avec faculté de substitution, située 305 avenue Théodore Braun 69400 Villefranche sur Saône :

- d'un immeuble en R+3, avec caves et greniers, comprenant 2 locaux commerciaux et bureaux d'une surface utile totale d'environ 102,61 m<sup>2</sup> et 7 logements d'une surface utile totale d'environ 421,87 m<sup>2</sup> ;

- le tout bâti sur terrain propre cadastré DN 45 d'une superficie de 418 m<sup>2</sup>, situé 232 avenue Félix Faure à Lyon 3<sup>e</sup> ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 22 août 2019 par lettre reçue le 26 août 2019 et que celle-ci a été effectuée le 5 septembre 2019 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été effectuée le 3 septembre 2019, par courrier reçu le 5 septembre 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 5 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE) le 6 septembre 2019 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue de la mise en œuvre de la politique locale de l'habitat, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que cette acquisition s'inscrit dans le cadre des objectifs du PLU-H approuvé par délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019, qui prévoit notamment de poursuivre le développement de l'offre de logements sociaux sur le 3<sup>ème</sup> arrondissement de Lyon qui en compte 18,21 % ;

Considérant que par correspondance du 16 septembre 2019, monsieur le Directeur des affaires immobilières de la société anonyme (SA) d'HLM Dynacité a fait part de sa volonté d'acquérir ce bien et a demandé qu'à cet effet, la Métropole exerce son droit de préemption dans le but de développer une nouvelle offre de logement social sur la base de 7 logements en mode de financement prêt locatif social (PLS), pour une surface utile de 420,47 m<sup>2</sup> et de 2 locaux commerciaux et bureaux d'une surface utile de 101,14 m<sup>2</sup> ;

Considérant que ce bien fera l'objet d'une cession à la SA d'HLM Dynacité qui s'engage à prendre en charge les éventuels frais de contentieux et l'ensemble des frais inhérents à cette préemption ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes sus-énoncées, le droit de préemption dont dispose la Métropole de Lyon est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 232 avenue Félix Faure à Lyon 3<sup>e</sup> ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de de 1 367 520 €, dont une commission de 47 520 € à la charge du vendeur, plus une commission de 102 000 € à la charge de l'acquéreur, soit un montant total de 1 469 520 € -bien cédé occupé-, figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Métropole de Lyon

- page 3/3

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par maître Carole Poulain Charpentier, notaire associé à Lyon 3°.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole de Lyon sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - compte 458100 - fonction 01 - opération n° 0P07O4511.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 26 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 26 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 26 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA METROPOLE DE LYON

### ARRETE N° 2019-09-30-R-0669

commune(s) : Meyzieu

objet : **28 rue de Nantes - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un garage, formant le lot n° 1145 de la copropriété Les Plantées - Propriété des consorts Guadagnino**

service : Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier

n° provisoire 14424

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole, pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux-Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par le cabinet d'urbanisme Reynard, domicilié professionnellement 41 rue du Lac 69422 Lyon Cedex 03 - mandaté par les conjoints Carméline Guadagnino, domiciliée lieudit La Pontchardièrre 43600 Saint Sigolène, Joseph Guadagnino, domicilié 28 rue du Bois Clos 69330 Meyzieu, Véronique Guadagnino, domiciliée 11 rue des Frères Lumière 69330 Meyzieu ;

- reçue en Mairie de Meyzieu le 18 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de de 1 500 € -bien cédé occupé à titre gracieux-,

- au profit de la Société ID Concept, domiciliée 34 avenue du Dauphiné 69330 Meyzieu,

- d'un garage dit B 28 formant le lot n° 1145 de la copropriété Les Plantées, avec les 5/100 000 de la propriété du sol et des parties communes générales,

- le tout bâti sur terrain propre cadastré CR 101, faisant partie d'un ensemble immobilier de plus grande importance, d'une superficie totale de 139 395 m<sup>2</sup>, situé 28 rue de Nantes à Meyzieu ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 27 août 2019 par courriers reçus les 29, 30 et 31 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 10 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) n'a pas été consultée, la présente acquisition se réalisant en-deçà du seuil de 180 000 €, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;

Considérant le courrier du 19 juillet 2019, par lequel la Ville de Meyzieu demande à la Métropole d'exercer le droit de préemption et s'engage à racheter le bien en cause et à en préfinancer l'acquisition ainsi que l'ensemble des frais inhérents à la procédure ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption en vue de mettre en œuvre un projet urbain, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la copropriété des garages sise rue de Nantes se compose de 128 garages et que ces biens sont situés dans un secteur nécessitant une action de la commune en matière de sécurité, et d'aménagement urbain ;

Considérant qu'en effet, ces garages connaissent des dégradations et sont en très mauvais état. Cette situation ne crée pas un contexte favorable pour une utilisation de ces garages comme lieu de parking ;

Considérant la volonté de la Ville d'initier à long terme la mutation du foncier pour un projet de renouvellement urbain afin d'améliorer l'état général des lieux et du cadre de vie ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 28 rue de Nantes à Meyzieu, ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 1 500 € -bien cédé occupé à titre gracieux- figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.



Métropole de Lyon

- page 3/3

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Pierson, notaire associée à Villeurbanne.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - compte 458100 - fonction 01 - opération n° 0P07O4510.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0670**commune(s) : **Vernaison**objet : **Extension non importante d'une place - Foyer de vie La Grande maison - Association Education et joie**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la vie en établissement**

n° provisoire 14485

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF), et notamment le titre I du livre III, section I du chapitre II et section I du chapitre III ;

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2010-870 du 26 juillet 2010 relatif à la procédure d'appel à projet et d'autorisation des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L 313-1-1 du CASF ;

Vu le décret n° 2014-565 du 30 mai 2014 et le décret n° 2016-801 du 15 juin 2016 modifiant la procédure d'appel à projets et d'autorisation mentionnée à l'article L 313-1-1 du CASF ;

Vu le décret n° 2019-854 du 20 août 2019 portant diverses mesures de simplification dans les domaines de la santé et des affaires sociales ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2016-11-16-R-0813 du 16 novembre 2016 portant renouvellement de l'autorisation accordée à l'association Education et joie pour le fonctionnement du foyer de vie ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0579 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Laura Gandolfi, Vice-Présidente ;

Vu la demande de l'association Education et joie du 2 septembre 2019 en vue de créer une place de foyer de vie supplémentaire ;

Considérant qu'au plan de l'opportunité la demande de l'association Education et joie est recevable ;

## arrête

**Article 1er** - L'autorisation visée à l'article L 313-1 du CASF est délivrée à madame la Présidente de l'association Education et joie, en vue de l'extension non importante d'une place de foyer de vie, portant sa capacité à 41 places.

**Article 2** - Les caractéristiques de la présente décision sont enregistrées comme suit au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) :

entité juridique	Education et joie
adresse	914 route de Lyon 69390 Vernaison
n° FINESS EJ	690798269
statut	60 association loi 1901 non reconnue d'utilité publique
établissement	Foyer de vie
adresse	914 route de Lyon 69390 Vernaison
N° FINESS ET	690802137
catégorie	449 – établissement d'accueil non médicalisé pour personnes handicapées

Equipements :

Triplet (voir nouvelle nomenclature Finess)				Autorisation (après arrêté)		Installation	
N°	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	A compter du
1	965	11	117	41	En cours de signature	41	À définir

**Article 3** - L'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est délivrée sous réserve :

- de la réalisation de l'opération dans un délai de 4 mois,
- du strict respect des normes relatives à ce type de structures,
- de la levée préalable des observations formulées sur le procès-verbal de la visite de conformité.

**Article 4** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole.

Métropole de Lyon

- page 3/3

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication : soit d'un recours gracieux devant monsieur le Président de la Métropole, soit d'un recours juridictionnel devant le Tribunal administratif de Lyon.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Un exemplaire sera adressé au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Laura Gandolfi

·  
**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0671**commune(s) : **Vénissieux****objet : Parc d'activités République - 11 et 13 avenue de la République - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un lot de copropriété n° 335 dans un bâtiment à usage industriel et de bureaux et des lots de copropriété n° 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358 à usage de parkings - Propriété de la société par actions simplifiée (SAS) ARESIM**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14534

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Métropole de Lyon

- page 2/3

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par Maître Sarah Trichet, notaire, domiciliée 20 rue Louis Loucheur 69009 Lyon mandatée par la SAS ARESIM, représentée par monsieur Gilles Brenier 31 rue Mazenod immeuble Le Colbert à Lyon 3°,

- reçue en Mairie de Vénissieux, le 18 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 280 000 € outre 16 800 € de commission d'agence réparties de la façon suivante :

- pour moitié soit la somme de 8 400 € à la charge du vendeur et incluse dans le prix de vente,

- pour moitié soit la somme 8 400 € à la charge de l'acquéreur en sus du prix de vente, soit un total de 288 400 € -biens cédés libres de toute location ou occupation-

- au profit de monsieur Kamel Ait Eldjoudi, demeurant 2 impasse d'Alembert 69800 Saint Priest,

- d'un local à usage industriel et de bureaux, formant le lot n° 335, bâtiment R, d'une surface utile de 344 m<sup>2</sup> avec les 1 868/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 352, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 353, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 354, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 355, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 356, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 357, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- d'un parking, formant le lot n° 358, avec les 13/103 246 de la propriété du sol et des parties communes,

- le tout bâti sur un terrain propre cadastré BC 81 d'une superficie de 31 321 m<sup>2</sup>, situé dans le bâtiment R du Parc d'activités République, 11 et 13 avenue de la République à Vénissieux ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 10 septembre 2019 par courriers reçus les 12 et 14 septembre 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 18 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 25 septembre 2019 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, afin de constituer une réserve foncière pour mettre en œuvre un projet urbain et pour maintenir et accueillir des activités économiques, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la localisation stratégique de ce secteur nécessite un renforcement de l'attractivité économique de cette zone tout en proposant une accessibilité optimisée ;

Considérant par ailleurs, que la parcelle à acquérir est concernée par un emplacement réservé de voirie ERV 77 entre la rue Emile Zola au nord et l'avenue de la République au sud dont l'emprise traverse le bâtiment R ;

Considérant que la Métropole est déjà propriétaire d'une grande parcelle en lanière sur la rue Carnot/République afin de permettre le remembrement foncier permettant à terme l'émergence d'un projet de création d'un tour de Ville de Saint Fons ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation des biens situés dans le bâtiment R du Parc d'activités République 11 et 13 avenue de la République à Vénissieux ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 280 000 € outre 16 800 € de commission d'agence répartie de la façon suivante :

- pour moitié soit la somme de 8 400 € à la charge du vendeur et incluse dans le prix de vente,

- pour moitié soit la somme 8 400 € à la charge de l'acquéreur en sus du prix de vente, soit un total de 288 400 € -biens cédés libres de toute location ou occupation- figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole de Lyon.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Carole Poulain-Charpentier, notaire associée, 144 avenue Maréchal de Saxe à Lyon 3°.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - comptes 2111 et 2138 - fonction 581 - opération n° 0P07O4499.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0672**commune(s) : **Saint Didier au Mont d'Or**objet : **Tarifs journaliers afférents à l'hébergement - Exercice 2019 - Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Valmy - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2019-01-15-R-0064 du 15 janvier 2019**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la vie en établissement**

n° provisoire 14543

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et, notamment, le chapitre IV du titre I du livre III de la partie réglementaire ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2018-3079 du 5 novembre 2018 fixant le taux de progression de l'enveloppe affectée à la tarification des établissements pour personnes âgées ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0579 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Laura Gandolfi, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2018-11-20-R-0834 du 20 novembre 2018 fixant la valeur du point groupe iso-ressources (GIR) dépendance métropolitain à 6,48 € pour l'année 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-15-R-0064 du 15 janvier 2019 fixant les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance et le forfait global relatif à la dépendance pour l'exercice 2019 de l'EHPAD Valmy ;



Vu la convention tripartite du 28 décembre 2012 et ses avenants ;

Vu la convention relative aux conditions dans lesquelles la dotation globale dépendance (DGD) est calculée et versée aux établissements situés sur le territoire du Rhône et de la Métropole signée le 21 décembre 2015 ;

Vu les éléments présentés par l'établissement au titre de l'année 2019 ;

Considérant que l'établissement est habilité partiellement à l'aide sociale pour une capacité de 30 lits ;

Considérant la demande formulée par l'association ARPAVIE du 2 août 2019 de revalorisation du tarif à hauteur de 64,60 € compte tenu de la hausse de la redevance locative annuelle consécutive aux travaux ;

### arrête

**Article 1er** - L'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-01-15-R-0064 du 15 janvier 2019 fixant les tarifs journaliers afférents à l'hébergement et à la dépendance et le forfait global relatif à la dépendance pour l'exercice 2019 de l'EHPAD Valmy est modifié au niveau des tarifs journaliers afférents à l'hébergement. Les autres dispositions de l'arrêté n° 2019-01-15-R-0064 du 15 janvier 2019 restent inchangées.

**Article 2** - Les tarifs journaliers afférents à l'hébergement applicables dans l'établissement sont fixés comme suit: 64,60 € par journée pour les 30 lits habilités. Si l'établissement est autorisé à recevoir à titre dérogatoire des personnes de moins de 60 ans, le tarif journalier qui leur est applicable est : 79,20 €,

**Article 3** - Les tarifs fixés à l'article 2 sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2019 et jusqu'à publication d'un nouvel arrêté.

**Article 4** - Pour rappel, les éléments afférents à la dépendance s'établissent comme suit :

- tarifs dépendance, selon le GIR du résident :

- . GIR 1/2 : 18,31 €,
- . GIR 3/4 : 11,63 €,
- . GIR 5/6 : 4,93 €.

- forfait global relatif à la dépendance versé par la Métropole :

	Montant (en € TTC)
Montant du forfait global dépendance annuel	166 118,99
Montant de la quote-part mensuelle à verser par douzième	13 843,25

- forfait global relatif à la dépendance versé par le Département du Rhône, en application de la convention relative aux conditions dans lesquelles la DGD, à présent dénommée forfait global dépendance, est calculée et versée aux établissements situés sur le territoire du Rhône et de la Métropole, concernant les résidents dont le domicile de secours est le Département du Rhône :

	Montant (en € TTC)
Montant du forfait global dépendance annuel	22 553,23
Montant de la quote-part mensuelle à verser par douzième	1 879,44

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet, conformément à l'article R 351-15 du code de l'action sociale et des familles, dans le délai d'un mois à compter de sa notification et de sa publication : soit d'un recours gracieux devant monsieur le Président de la Métropole, soit d'un recours juridictionnel devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Laura Gandolfi

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0673**commune(s) : **Caluire et Cuire**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - La Maison de Pilou Caluire - Création**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde**

n° provisoire 14559

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle Laurent, Vice-Présidente ;

Vu le dossier complet de demande d'autorisation d'ouverture porté devant monsieur le Président de la Métropole le 16 août 2019 par la société par actions simplifiée (SAS) La Maison de Pilou Caluire, représentée par monsieur Damien Chabaud et dont le siège est situé 34 rue de la Part Dieu à Lyon 3° ;

Vu l'avis favorable porté par monsieur le Maire de Caluire et Cuire le 30 août 2019 ;

Vu le rapport établi le 19 septembre 2019 par la puéricultrice, par délégation du médecin, responsable de la direction de la protection maternelle et infantile (PMI) sur le fondement de l'article R 2324-23 du code de la santé publique ;

## arrête

**Article 1er** - La SAS La Maison de Pilou Caluire est autorisée à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 49 avenue Général de Gaulle 69300 Caluire et Cuire. L'établissement est nommé La Maison de Pilou Caluire.

**Article 2** - La capacité d'accueil est fixée à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h30 avec une fermeture d'une semaine au printemps, 3 semaines en août et une semaine en fin d'année.

**Article 3** - La référente technique de la structure est madame Stéphanie Cotte, infirmière diplômée d'État, bénéficiant d'une dérogation au titre de la qualification professionnelle (0,2 équivalent temps plein consacré aux activités administratives).

**Article 4** - Les effectifs comportent :

- une infirmière diplômée d'État,
- une auxiliaire de puériculture,
- 2 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

**Article 5** - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

**Article 6** - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole sans délai.

**Article 7** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Murielle Laurent

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0674**commune(s) : **Caluire et Cuire**objet : **Changement de catégorie de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées (EHPA) Le Val Foron géré par la Fondation de la Salle - Arrêté modificatif de l'arrêté n° 2018-11-27-R-0861 du 27 novembre 2018 - Résidence autonomie Le Val Foron**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la vie en établissement**

n° provisoire 14569

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et, notamment, le titre I du livre III, sections I et III du chapitre II, et section I du chapitre III ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'arrêté départemental n° 89-244 du 13 juillet 1989 portant la capacité de l'établissement à 41 places ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0579 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Laura Gandolfi, Vice-Présidente ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2018-11-27-R-0861 du 27 novembre 2018 autorisant le transfert de l'autorisation détenue par les Bruyères Association au profit de la Fondation de la Salle ;

Considérant que l'activité de l'établissement Le Val Foron aurait dû être saisie dans le fichier national des établissements sanitaires et sociaux (FINESS) en tant que résidences autonomie et non en tant qu'EHPA ne percevant pas des crédits de l'assurance maladie ;

## arrête

**Article 1er** - L'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2018-11-27-R-0861 du 27 novembre 2018 est modifié au niveau de la catégorie de l'établissement inscrite dans le FINESS.

Celle-ci devient 202 Résidences autonomie.

**Article 2** - L'autorisation est prorogée, conformément à l'article 89 de la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 d'adaptation de la société au vieillissement, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023. Elle est renouvelable au vu des résultats positifs d'une évaluation externe prévue par l'article L 312-8 du code de l'action sociale et des familles portant notamment sur la capacité des structures à mettre en oeuvre les prestations minimales inscrites dans le décret n° 2016-696 du 27 mai 2016 relatif aux résidences autonomie et portant diverses dispositions relatives aux établissements sociaux et médico-sociaux pour personnes âgées.

**Article 3** - Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de la structure par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance de l'autorité compétente selon les termes de l'article L 313-1 du code de l'action sociale et des familles. Les autorisations ne peuvent être cédées sans l'accord de l'autorité compétente concernée.

**Article 4** - Le changement de catégorie de la résidence Le Val Foron sera enregistré au FINESS selon les caractéristiques suivantes :

Mouvements Finess : Changement de catégorie

Entité juridique	Fondation de la Salle
Adresse	55 rue Henri Chevallier 69004 Lyon
N° FINESS EJ	69 079 600 8
Statut	Association Loi 1901 non Reconnue d'Utilité Publique
N° SIREN (Insee)	388 239 832
Établissement	Résidence Le Val Foron
Adresse	53 rue François Pessel 69300 Caluire et Cuire
N° FINESS ET	69 078 561 3
Catégorie	502 EHPA ne percevant pas des crédits de l'assurance maladie (ancienne catégorie) 202 Résidences autonomie (nouvelle catégorie)
Mode de tarif	01 Tarif libre

Équipements :

Triplet (voir nomenclature Finess)				Autorisation (après arrêté)		Installation (pour rappel)	
N°	Discipline	Fonctionnement	Clientèle	Capacité	Dernière autorisation	Capacité	Dernier constat
1	924	11	701	76	27 novembre 2018	41	1 <sup>er</sup> janvier 1974
2	924	11	711	24	27 novembre 2018		

**Article 5** - Le présent arrêté peut faire l'objet, dans le délai de 2 mois à compter de sa notification et de sa publication : soit d'un recours gracieux, devant monsieur le Président de la Métropole, soit d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Laura Gandolfi

.  
**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0675**commune(s) : **Lyon 3°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Chat perché - Changement de référente technique**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde**

n° provisoire 14572

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2013-0016 du 15 février 2013 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) People and Baby à créer un établissement d'accueil de jeunes enfants de type micro-crèche situé 12 rue Mazenod à Lyon 3° ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle Laurent, Vice-Présidente ;

Vu le dossier de demande de modification de l'autorisation porté devant monsieur le Président de la Métropole le 6 septembre 2019 par la SAS People and Baby, représentée par madame Julie Breiller et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8° ;



## arrête

**Article 1er** - La référente technique de la structure est madame Lalatiana Mermet, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

**Article 2** - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

**Article 3** - Les effectifs comportent :

- une auxiliaire de puériculture,
- 3 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

**Article 4** - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

**Article 5** - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole sans délai.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Murielle Laurent

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0676**commune(s) : **Lyon 2°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Do Ré Mi - Changement de référente technique**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde**

n° provisoire 14576

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 3 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DACEF-2010-0018 du 9 avril 2010 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) People and Baby à créer un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche situé 28 rue de la République à Lyon 2° à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010 ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DACEF-2010-0047 du 7 octobre 2010 autorisant la SAS People and Baby à étendre la capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans de type micro-crèche Do Ré Mi, situé 28 rue de la République à Lyon 2°, à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle Laurent, Vice-Présidente ;

Vu le dossier de demande de modification de l'autorisation porté devant monsieur le Président de la Métropole le 6 septembre 2019 par la SAS People and Baby, représentée par madame Julie Breiller et dont le siège est situé 9 avenue Hoche à Paris 8° ;

## arrête

**Article 1er** - La référente de la structure est madame Lalatiana Mermet, titulaire du diplôme d'éducatrice de jeunes enfants (0,5 équivalent temps plein au sein de cet équipement).

**Article 2** - La capacité d'accueil est maintenue à 10 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

**Article 3** - Les effectifs comportent :

- une auxiliaire de puériculture,
- 3 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

**Article 4** - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

**Article 5** - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole sans délai.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Murielle Laurent

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0677**commune(s) : **Villeurbanne**objet : **Cours Tolstoi - 115 cours Tolstoi - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'un local commercial en rez-de-chaussée formant le lot n° 2 de la copropriété - Propriété de M. Jean Flacher**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14578

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par Maître Marine Colmart-Walczak, domicilié 91 cours Lafayette 69455 Lyon 6°, mandaté par monsieur Jean Flacher, domicilié 10 rue du Plat 69002 Lyon 2°,

- reçue en Mairie de Villeurbanne le 2 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 80 000 €, dont une commission d'agence de 7 500 € à la charge du vendeur -bien cédé libre-,

- au profit de monsieur et madame Serge Rémy Filhol, domicilié 16 rue de Toulon 69720 Saint Laurent de Mure,

- d'un local commercial formant le lot n° 2 de la copropriété, situé en rez-de-chaussée avec les 67/1 000 de la propriété du sol et des parties communes générales attachés à ce lot,

- le tout bâti sur terrain propre cadastré BP 82 d'une superficie de 255 m<sup>2</sup> situé 115 cours Tolstoï à Villeurbanne ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 30 août 2019, par lettre reçue le 3 septembre 2019 et que celle-ci a été effectuée le 11 septembre 2019 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 27 août 2019, par courrier reçu le 29 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 6 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 12 septembre 2019 ;

Considérant le courrier du 13 septembre 2019 par lequel la Ville de Villeurbanne demande à la Métropole d'exercer le droit de préemption et s'engage à racheter le bien en cause et à préfinancer l'acquisition ainsi que l'ensemble des frais inhérents à la procédure ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, en vue d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le bien objet de la présente DIA est situé sur la Villede Villeurbanne, dans le périmètre du projet de revitalisation commerciale du cours Tolstoï ayant fait l'objet d'une étude en vue de l'élaboration d'un projet économique sur le secteur Tolstoï et réalisée à la demande de la Ville par un cabinet d'urbanisme entre juillet 2016 et juillet 2017 ;

Considérant que la maîtrise foncière de ce bien permettra de faciliter la mixité des activités en vue d'atteindre l'objectif de redynamisation commerciale du cours Tolstoï ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 115 cours Tolstoï à Villeurbanne, ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Métropole de Lyon

- page 3/3

**Article 2** - Le prix de 80 000 € dont une commission d'agence de 7 500 € à la charge du vendeur -bien cédé libre- figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Pierson, notaire associé à Villeurbanne.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - compte 458100 - fonction 01 - opération n° 0P07O4510.

**Article 5** – Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0678**commune(s) : **Lyon 7°**objet : **Avenue Tony Garnier et allée Pierre de Coubertin - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la vente de parcelles de terrain - Propriété de l'Etat**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14579

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et, notamment, les articles L 240-1 à L 240-3 relatifs au droit de priorité ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi engagement national pour le logement (ENL) n° 2006-872 du 13 juillet 2006 remaniant notamment le droit de priorité institué par la loi d'orientation pour la ville du 13 juillet 1991 ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la proposition de cession par l'Etat, l'Académie de Lyon - Région académique Auvergne-Rhône-Alpes - le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche, 92 rue de Marseille BP 7227 69354 Lyon cedex 07 :

- dans son courrier du 6 août 2019,
- reçu à la Métropole le 9 août 2019,
- de 5 parcelles de terrain cadastrées BZ 284 d'une superficie de 34 m<sup>2</sup>, BZ 285 d'une superficie de 472 m<sup>2</sup>, CK 82 d'une superficie de 586 m<sup>2</sup>, CK 119 pour 24 m<sup>2</sup> et CK 120 pour 1 845 m<sup>2</sup>,
- soit une superficie totale de 2 961 m<sup>2</sup>.
- le tout situé avenue Tony Garnier et allée Pierre de Coubertin à Lyon 7° ;
- au prix de 409 000 € -biens cédés libres de toute location ou occupation- ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 5 février 2019 ;

Considérant que la Métropole, titulaire du droit de préemption, est pleinement compétente pour exercer ce droit de priorité en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'actions ou d'opérations répondant à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme en vue de permettre la réalisation de telles actions ou opérations ;

Considérant qu'en l'espèce, il est opportun que la Métropole exerce son droit de priorité, en vue d'acquérir le foncier nécessaire à la réalisation d'un espace public devant le bâtiment de Bioaster à Lyon 7° conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant, en effet, que cet espace public réalisé par la Métropole participe à la valorisation du parvis entre le bâtiment de Bioaster et le futur bâtiment du centre international de recherche en infectiologie (CIRI), subventionné par la Métropole dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (CPER) ;

Considérant, en outre, que la mise en œuvre de ces aménagements urbains visant à la réalisation d'un parvis paysager et à la sécurisation des circulations piétonnes présente un caractère désormais d'urgence ;

Considérant toutefois que l'estimation faite par la DIE de la valeur des biens, objet de la purge du droit de priorité apparaît trop élevée compte-tenu de la destination d'espace public de ce foncier et au regard des investissements réalisés par la Métropole ;

Considérant que ce foncier est par ailleurs largement grevé, pour plus de 1 000 m<sup>2</sup> de contraintes liées à la présence de réseaux et notamment d'un grand collecteur, la Métropole ne peut accepter le prix proposé par l'Etat s'élevant à 409 000 €, mais propose celui de 222 075 € ;

Conformément à l'article L 240-3 du code de l'urbanisme encadrant l'exercice du droit de priorité, la Métropole n'a d'autre possibilité, pour contester le prix mentionné dans la demande de purge, que de saisir le juge de l'expropriation en vue de la fixation judiciaire du prix de l'immeuble cédé, ladite saisine devant intervenir avant le 2 novembre 2019. Il est précisé que la saisine du juge de l'expropriation ne lie nullement la Métropole qui disposera d'un délai de 2 mois à compter de la décision juridictionnelle devenue définitive pour décider d'acquérir les biens au prix fixé par le juge ;



## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de priorité dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation des biens situés avenue Tony Garnier et allée Pierre de Coubertin à Lyon 7° et cadastrés BZ 284, BZ 285 et CK 82, CK 119, CK 120 pour une superficie totale de 2 961 m<sup>2</sup> ayant fait l'objet de la demande figurant dans le courrier de l'Etat du 6 août 2019 et reçu le 9 août 2019.

**Article 2** - Le prix de 409 000 € figurant dans ce courrier, n'est pas accepté par la Métropole qui propose celui de 222 075 € -biens cédés libres-.

**Article 3** - Le juge de l'expropriation est saisi dans le délai de 2 mois visé à l'article L 240-3 du code de l'urbanisme en vue de faire fixer judiciairement le prix et signer tous les actes consécutifs à l'exercice du droit de priorité.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - compte -2111 - fonction 581 - opération n° 0P07O4499.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0679**commune(s) : **Villeurbanne**objet : **Secteur Saint Jean - 4 rue de l'Epi de Blé - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison - Propriété de la société civile immobilière (SCI) des Deux Stades**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14580

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite conformément à l'article L 211-5 du code de l'urbanisme par l'étude de Maître Xavier Laperrousaz, 1 rue Jean et Catherine Reynier - 69450 Saint Cyr au Mont d'Or, mandatée par la société civile immobilière (SCI) des Deux Stades représentée par monsieur Manuel Rodrigues, 31 chemin de l'Ecully à Collonges au Mont d'Or ;

- reçue en Mairie de Villeurbanne le 4 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 315 000 € dont une commission d'agence d'un montant de 23 000 € à la charge du vendeur -bien cédé libre-,

- au profit de Lugdunum Capital, 10-12 boulevard Marius Vivier Merle 69003 Lyon,

- d'une maison d'habitation d'une surface habitable de 78 m<sup>2</sup> sur 2 niveaux, avec jardin et remises diverses,

- le tout bâti sur un terrain propre cadastré AP 23 d'une superficie de 397 m<sup>2</sup> situé 4 rue de l'Epi de Blé à Villeurbanne ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 29 août 2019 par lettres reçues le 2 septembre 2019 et que celle-ci a été effectuée le 10 septembre 2019 ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 26 août 2019 par courrier reçus le 28 août 2019 et que ces pièces ont été réceptionnées le 11 septembre 2019 par la Métropole, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'avis exprimé par la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) le 19 septembre 2019 ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption, afin de constituer une réserve foncière en vue de mettre en œuvre un projet urbain, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant que le bien situé à l'intérieur du périmètre de la ZAC Saint-Jean, approuvée par délibération du Conseil de la Métropole n° 2018-2858 du 25 juin 2018, dont les objectifs sont de désenclaver le quartier par la restructuration du maillage viaire, d'améliorer la desserte de transport en commun, de densifier et diversifier l'offre d'habitat, de conforter l'activité artisanale et industrielle au nord du quartier et améliorer l'organisation spatiale de la mixité des fonctions économiques et résidentielles, de mettre en valeur le quartier à travers la création d'une trame paysagère (berges du canal, jardins familiaux) et d'adapter l'offre d'équipements aux besoins des habitants et à l'échelle du nouveau quartier, avec, notamment, la création d'une polarité de proximité ;

Considérant par ailleurs que la rue de l'Epi de Blé est au cœur du projet d'aménagement futur, comprenant la requalification et l'élargissement de cette voie sur sa frange ouest en vue du passage d'une ligne forte de transports en commun, ainsi que la création d'une polarité de quartier ;

Considérant que le bien se situe sur la frange ouest de la voie, secteur dans lequel la Métropole est déjà propriétaire de plusieurs tènements ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation du bien situé 4 rue de l'Epi de Blé à Villeurbanne ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

Métropole de Lyon

- page 3/3

**Article 2** - Le prix de 315 000 € dont une commission d'agence de 23 000 € à la charge du vendeur -bien cédé libre- figurant dans cette DIA, n'est pas accepté par la Métropole qui propose celui de 240 000 € dont une commission d'agence de 23 000 €.

Selon les dispositions de l'article R 213-10 du code de l'urbanisme, le propriétaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception de la présente offre pour faire connaître, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

1° - soit qu'il accepte cette offre. Dans ce cas, son accord ne pourra être assorti d'aucune réserve, notamment en ce qui concerne le règlement du prix, l'article L 213-14 du code de l'urbanisme accordant au titulaire du droit de préemption un délai de 4 mois pour l'effectuer.

La vente au profit de la Métropole sera alors définitive. Elle sera régularisée suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 dudit code, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Marion Pierson, notaire associée, 1 place Charles Hernu à Villeurbanne.

Conformément à la réglementation en vigueur, le prix de vente sera versé le plus rapidement possible.

2° - soit qu'il maintient le prix figurant dans la déclaration sans pour autant renoncer à la vente et accepte que le prix soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article L 213-4 du code de l'urbanisme.

3° - soit qu'il renonce à l'aliénation envisagée. Une nouvelle DIA devrait être souscrite si la vente de ce bien était à nouveau projetée.

A défaut de la réception par la Métropole d'une réponse à cette offre dans le délai de 2 mois susvisé, le propriétaire sera réputé avoir renoncé à l'aliénation.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - comptes 2111 et 21321 - fonction 581 - opération n° 0P07O4499.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0680**commune(s) : **Rillieux la Pape**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Petits Chaperons Rouges - Changement de direction**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde**

n° provisoire 14587

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DACEF-2009-0008 du 4 janvier 2010 autorisant la société à responsabilité limitée (SARL) Les Petits Chaperons Rouges (LPCR) à créer un établissement d'accueil de jeunes enfants situé 884 chemin des Mercières 69140 Rillieux la Pape à compter du 16 décembre 2009 ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DAC-2013-0067 du 21 octobre 2013 autorisant la société par actions simplifiée (SAS) LPCR Groupe à poursuivre la gestion de l'établissement d'accueil de jeunes enfants désormais situé 884-888 chemin des Mercières 69140 Rillieux la Pape et dont la capacité est fixée à 30 places ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle Laurent, Vice-Présidente ;

Vu le dossier de demande de modification de l'autorisation porté devant monsieur le Président de la Métropole le 27 août 2019 par la SAS LPCR Groupe, représentée par madame Julie Solari et dont le siège est situé 6 allée Jean Prouvé 92110 Clichy ;

## arrête

**Article 1er** - La direction de la structure est assurée par madame Cynthia Gagne, infirmière puéricultrice diplômée d'État (1 équivalent temps plein).

**Article 2** - La capacité d'accueil est maintenue à 30 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

**Article 3** - Les effectifs comportent :

- 2 éducatrices de jeunes enfants,
- 2 auxiliaires de puériculture,
- 4 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance,
- une collaboratrice justifiant de l'expérience nécessaire au sein des établissements d'accueil de jeunes enfants.

**Article 4** - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

**Article 5** - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole sans délai.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Murielle Laurent

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0681**commune(s) : **Vaulx en Velin**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Les Petits Chaperons Rouges - Changement de direction**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde**

n° provisoire 14588

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2015-04-02-R-0285 du 2 avril 2015 autorisant le groupe Les Petits Chaperons Rouges (LPCR) à ouvrir un établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 105 rue Alexandre Dumas 69120 Vaulx en Velin à compter du 30 mars 2015 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-02-27-R-0111 du 27 février 2017 autorisant la SAS (société par actions simplifiée) LPCR Groupe à étendre la capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 105 rue Alexandre Dumas 69120 Vaulx en Velin à 31 places en accueil collectif régulier et occasionnel ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle Laurent, Vice-Présidente ;

Vu le dossier de demande de modification de l'autorisation porté devant monsieur le Président de la Métropole le 6 août 2019 par la SAS LPCR Groupe, représentée par madame Natacha Michelin et dont le siège est situé 6 allée Jean Prouvé 92110 Clichy ;

## arrête

**Article 1er** - La direction de la structure est assurée par madame Julia Gueux, infirmière puéricultrice diplômée d'État (1 équivalent temps plein).

**Article 2** - La capacité d'accueil est maintenue à 31 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 19h00.

**Article 3** - Les effectifs comportent :

- une psychomotricienne,
- une éducatrice de jeunes enfants,
- une auxiliaire de puériculture,
- une infirmière diplômée d'État,
- 3 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance,
- une titulaire du CAP accompagnant éducatif petite enfance,
- une titulaire du baccalauréat accompagnement soins et services à la personne.

**Article 4** - Les activités de cet établissement doivent être effectuées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

**Article 5** - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole sans délai.

**Article 6** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Murielle Laurent

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**



REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0682**commune(s) : **Lyon 9°**objet : **Établissement d'accueil de jeunes enfants - Saint-Rambert - Modifications administratives affectant la gestion de l'établissement - Régularisation**service : **Direction générale déléguée au développement solidaire, à l'habitat et à l'éducation - Direction de la protection maternelle et infantile et modes de garde**

n° provisoire 14599

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu les articles L 2324-1 à L 2324-4 et les articles R 2324-16 à R 2324-48 du code de la santé publique ;

Vu les articles D 214-7 et D 214-8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2018 actualisant l'arrêté du 26 décembre 2000 relatif aux personnels des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 janvier 1969 autorisant l'association populaire familiale de Saint-Rambert à ouvrir une halte-garderie situé 4 rue Sylvain Simondan à Lyon 9° ;

Vu l'arrêté départemental n° ARCG-DACEF-2014-0013 du 26 mars 2014 autorisant le centre social Saint-Rambert à étendre la capacité de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 4 rue Sylvain Simondan à Lyon 9° à 35 places en accueil collectif régulier et occasionnel ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0578 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Murielle Laurent, Vice-Présidente ;

Vu le dossier de demande de modification de l'autorisation porté devant monsieur le Président de la Métropole le 9 novembre 2018 par le centre social de Saint-Rambert pôle 9, représenté par monsieur Sylvain Lebayle et dont le siège est situé 4 rue Sylvain Simondan à Lyon 9° ;

## arrête

**Article 1er** - À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, la gestion et l'exploitation de l'établissement d'accueil d'enfants de moins de 6 ans situé 4 rue Sylvain Simondan à Lyon 9<sup>e</sup> est assurée par l'association pôle 9 MJC centre social dit en abrégé pôle 9 dont le siège est situé 4 rue Sylvain Simondan à Lyon 9<sup>e</sup>.

**Article 2** - La capacité est maintenue à 35 places en accueil collectif régulier et occasionnel du lundi au vendredi de 7h45 à 18h15.

**Article 3** - La direction de la structure est assurée par madame Audrey Dordain, infirmière puéricultrice diplômée d'État (1 équivalent temps plein).

**Article 4** - Les effectifs comportent :

- une éducatrice de jeunes enfants,
- 5 auxiliaires de puériculture,
- 4 titulaires du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) petite enfance.

**Article 5** - Les activités de cet établissement doivent être réalisées conformément aux normes établies par les textes visés relatifs au fonctionnement de la structure, aux effectifs et à la qualification des personnels des établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans.

**Article 6** - Conformément à l'article R 2324-24 du code de la santé publique, tout projet de modification portant sur un des éléments du dossier ou sur une des mentions de la présente autorisation doit être porté à la connaissance de monsieur le Président de la Métropole sans délai.

**Article 7** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera adressée à l'établissement.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Murielle Laurent

.

.

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0683**commune(s) : **Villeurbanne**objet : **Secteur Grandclément - 402 cours Emile Zola - Exercice du droit de préemption urbain à l'occasion de la vente d'une maison - Propriété des consorts Dumont et Renel**service : **Direction générale déléguée au développement urbain et au cadre de vie - Direction du foncier et de l'immobilier**

n° provisoire 14608

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 modifiée relative à la définition et à la mise en œuvre de principes d'aménagement ;

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée, tendant à favoriser l'investissement locatif, l'accession à la propriété de logements sociaux et le développement de l'offre foncière ;

Vu la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 modifiée relative à la solidarité et au renouvellement urbains ;

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles instituant la Métropole de Lyon ;

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu le décret n° 86-516 du 14 mars 1986 modifié, relatif au droit de préemption urbain, aux zones d'aménagement différé, aux espaces naturels sensibles des départements et au contrôle de certaines divisions foncières ;

Vu les délibérations du Conseil de la Métropole de Lyon n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 et n° 2018-2735 du 27 avril 2018 donnant délégation d'attributions à monsieur le Président de la Métropole pour accomplir certains actes particuliers, et notamment l'article 1.4 relatif à l'exercice des droits de préemption ;

Métropole de Lyon

- page 2/4

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 2019-3507 du 13 mai 2019 approuvant la révision du plan local d'urbanisme de la Métropole tenant lieu de programme local de l'habitat (PLU-H) et renouvelant l'institution du droit de préemption urbain dans les zones urbaines ou à urbaniser du PLU-H, ainsi que dans le secteur sauvegardé du Vieux Lyon ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2017-07-20-R-0577 du 20 juillet 2017 donnant délégation de signature à madame Hélène Geoffroy, Vice-Présidente ;

Vu le PLU-H rendu public opposable aux tiers à compter du 18 juin 2019 ;

Considérant la déclaration d'intention d'aliéner (DIA) :

- souscrite par Maître Cédric Pretet, notaire domicilié au 1 place Charles Hernu (anciennement 31 place Jules Grandclément) à Villeurbanne (69100), mandaté par :

- monsieur Roger Dumont, domicilié au 681 rue du Coteillou à Lagnieu (01150), vendeur à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Huguette Garnet veuve Seguin, domiciliée au 65 route de Péronnas à Saint-André-sur-Vieux-Jonc (01960), vendeuse à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- monsieur Maurice Dumont, domicilié au 75 allée des Iris à Eloise (01200), vendeur à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Renée Dumont veuve Bianucci, domiciliée Résidence le Geoffroy Saint Hilaire bâtiment C1 au 2 rue Gustave Roux à Hyères (83400), vendeuse à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- monsieur Pierre Dumont, domicilié au 14 avenue Jean Jaurès à Bourg-en-Bresse (01000), vendeur à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Paulette veuve Prada, domiciliée à l'EHPAD Résidence le Point du Jour au 9 rue du Point du Jour à Bourg-en-Bresse (01000), vendeuse à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Lucette Dumont épouse Carry, domiciliée au 172 rue des Peupliers à Péronnas (01960), vendeuse à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Mireille Dumont veuve Desbenoit, domiciliée au 50 rue des Tourterelles à Saint-Denis-les-Bourg (01000), vendeuse à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Yvette Dumont veuve Nivon, domiciliée à Les Terrasses – 1 le Village à Lapeyrouse-Mornay (26210), vendeuse à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- monsieur Tony Dumont, domicilié au 8 rue Alexandre Dumas à Bourg-en-Bresse (01000), vendeur à hauteur de 4/88 en pleine propriété,

- madame Maria Gaudet veuve Schwab, domiciliée au 10 rue Auguste Brizeux à Nantes (44000), vendeuse à hauteur de 44/88 en pleine propriété,

- monsieur Gérald Renel, domicilié au 26 rue François Villon à Agde (34300), vendeur à hauteur de 1/88 en pleine propriété,

- monsieur Christophe Renel, domicilié au 1 bis chemin du Mûrier du Sicard, Le Grau d'Agde à Agde (34300), vendeur à hauteur de 1/88 en pleine propriété,

- monsieur Frédéric Renel, domicilié au 2 bis boulevard de la Digue à Saint-Thibery (34630), vendeur à hauteur de 1/88 en pleine propriété,

- madame Nadine Renel, domiciliée au 38 avenue de la Libération à Villers-lès-Nancy (54600), vendeuse à hauteur de 1/88 en pleine propriété,

- reçue en Mairie de Villeurbanne le 17 juillet 2019,

- concernant la vente au prix de 175 000 € outre une commission de 15 000 € à la charge de l'acquéreur, soit un montant total de 190 000 € -biens cédés partiellement loués-,

Métropole de Lyon

- page 3/4

- au profit de monsieur et madame Yannis et Fatima-Zohra Yahoui, domiciliés au 102 rue du Bletton à Pusignan (69330),

- d'une maison d'habitation de 2 logements sur 3 niveaux, située au 402 cours Émile Zola à Villeurbanne (69100), sur sa parcelle cadastrée BW 67, d'une superficie de 275 m<sup>2</sup>,

Considérant que la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) n'a pas été consultée, la présente acquisition se réalisant en-deçà du seuil de 180 000 €, conformément à l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux opérations d'acquisitions et de prises en location immobilières poursuivies par les collectivités publiques et divers organismes ;

Considérant qu'une demande de pièces complémentaires a été faite le 26 août 2019 par lettres reçues entre le 28 août et le 7 septembre 2019 et que celles-ci ont été réceptionnées par la Métropole le 4 septembre 2019 ;

Considérant qu'une demande de visite des lieux a été faite le 26 août 2019 par lettres reçues entre le 28 août et le 7 septembre 2019 et que celle-ci a été effectuée par la Métropole le 12 septembre 2019, le délai pour préempter a été suspendu et prolongé, conformément à l'article L 213-2 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'il est opportun que la Métropole exerce son droit de préemption en vue de mettre en œuvre un projet urbain, conformément à l'un des objectifs de l'article L 300-1 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'en effet, le bien objet de la présente DIA est situé au sud-est de la Ville de Villeurbanne, dans le périmètre d'étude du secteur Grandclément d'environ 120 ha, accueillant environ 6 000 habitants (4 % de la population villeurbannaise) et 4 000 emplois (8 % de l'emploi villeurbannais) ;

Considérant que le bien est situé au sein de l'îlot délimité par la rue Emile Zola au nord, la rue Frédéric Faÿs à l'ouest, la rue Léon Blum au sud et la rue du Souvenir Français à l'est, caractérisé par un tissu urbain complexe et hétérogène, faisant l'objet d'une importante dynamique immobilière, entretenu par la présence de parcelles mutables et par un dynamisme économique associé à l'ouverture récente du Médipôle ;

Considérant que la Métropole s'est rendu propriétaire de fonciers situés sur cet îlot ;

Considérant qu'une étude de cadrage urbain, missionnée par la Métropole, a mis en évidence le morcellement foncier de cet îlot et la nécessité d'une intervention foncière permettant de favoriser le remembrement foncier et l'émergence de projets ;

Considérant que ce bien à usage d'habitation, situé en zonage UE11, limite les perspectives de remembrement avec les fonciers voisins à vocation économique ;

## arrête

**Article 1er** - Pour les causes énoncées ci-dessus, le droit de préemption dont dispose la Métropole est exercé à l'occasion de l'aliénation des biens situés au 402 cours Émile Zola à Villeurbanne ayant fait l'objet de la déclaration précitée.

**Article 2** - Le prix de 175 000 € outre une commission de 15 000 € à la charge de l'acquéreur, soit un montant total de 190 000 € -biens cédés partiellement loués- figurant dans cette DIA, est accepté par la Métropole.

Cette acquisition, par la Métropole, est définitive à compter de la notification du présent arrêté. Elle sera régularisée, suivant les prescriptions des articles L 213-14 et R 213-12 du code de l'urbanisme, par un acte authentique qui sera dressé par Maître Marion Pierson, notaire associée à Villeurbanne.

**Article 3** - Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la décision attaquée.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de 2 mois, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite.

**Article 4** - La dépense résultant de cette acquisition par la Métropole sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal - exercice 2019 - comptes 2111 et 2138 - fonction 581- opération n° 0P07O4499.

Métropole de Lyon

- page 4/4

**Article 5** - Monsieur le Directeur général et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'État dans le département. Une ampliation sera notifiée au destinataire du présent arrêté.

Lyon, le 30 septembre 2019

Pour le Président,  
la Vice-Présidente déléguée,

**Signé**

Hélène Geoffroy

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**

REPUBLIQUE FRANCAISE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU PRESIDENT DE LA  
METROPOLE DE LYON****ARRETE N° 2019-09-30-R-0684**

commune(s) :

objet : **Délégations de signature accordées aux agents de la Métropole - Abrogations et attributions des délégations - Abrogation de l'arrêté n° 2019-07-12-R-0530 du 12 juillet 2019**service : **Direction générale déléguée aux ressources - Direction des assemblées et de la vie de l'institution**

n° provisoire 14573

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 3611-3 et L 3221-3 autorisant monsieur le Président de la Métropole à donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables de service ;

Considérant que ladite délégation de signature peut être étendue aux attributions confiées par le Conseil de la Métropole de Lyon au Président de la Métropole, en application de l'article L 3221-13 du code général des collectivités territoriales, sauf si le Conseil en a décidé autrement dans la délibération déléguant ces attributions au Président de la Métropole ;

Vu l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 donnant délégation d'attributions au Président de la Métropole ;

Vu la délibération du Conseil de la Métropole n° 2018-2735 du 27 avril 2018 modifiant la délibération n° 2017-1975 du 10 juillet 2017 ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n° 2019-07-12-R-0530 du 12 juillet 2019 donnant délégation de signature aux personnels de la Métropole de Lyon ;

Vu la note de service n° 2019-02 du 19 février 2019 portant sur les délégations de signature susceptibles d'être accordées aux agents de la Métropole de Lyon ;

Considérant qu'il convient d'assurer matériellement et dans des conditions de rapidité optimale la bonne marche des services ;

## arrête

**Article 1er** - L'arrêté n° 2019-07-12-R-0530 du 12 juillet 2019 est abrogé.

**Article 2** - Le tableau ci-après annexé recense :

- les délégations faisant l'objet d'une abrogation avec la mention "abrogation de délégation",
- les délégations avec la mention "nouvelle délégation" pour les agents qui n'en avaient pas ou ceux dont la délégation a été au préalable abrogée.

**Article 3** - La délégation de signature consentie à un Directeur de territoire ou à son adjoint pourra être exercée, en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ces 2 agents, par tout autre Directeur de territoire ou adjoint au Directeur de territoire, sous réserve qu'ils disposent des délégations de signature équivalentes.

Il en va de même entre les chefs de service de territoires et leurs adjoints, sous réserve qu'ils exercent des fonctions équivalentes et en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de territoire concerné et de son adjoint.

**Article 4** - En application de l'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsqu'un agent de la Métropole, titulaire d'une délégation de signature, estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe, sans délai et par écrit, son supérieur hiérarchique en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Lorsque le supérieur hiérarchique estime qu'il y a lieu de confier le traitement de l'affaire à une autre personne placée sous son autorité, la personne dessaisie du dossier ne peut prendre part à aucune réunion ni émettre aucun avis en rapport avec les questions en cause.

**Article 5** - Monsieur le Directeur général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le département.

Lyon, le 30 septembre 2019

Le Président,

**Signé**

David Kimelfeld

**Affiché le : 30 septembre 2019**

**Reçu au contrôle de légalité le : 30 septembre 2019.**



Direction générale déléguée aux ressources  
 Direction des ressources  
 et de la vie de l'institution

# DELEGATIONS DE SIGNATURES

Direction générale déléguée aux ressources	THÉMA DES SIGNATURES													Date et référence de l'acte	Date et référence de l'acte	Date et référence de l'acte	Date et référence de l'acte	Date et référence de l'acte		
	COMMUNICATIVE			ACTION DES ACTES ADMINISTRATIFS			SCOLAIRE			FINANCES ET FAMILLE			AFFAIRES JURIDIQUES, ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET CONTRAITS						FINANÇIER ET DES ACTES	TOTAL
Petit délégué	Prés de délégation	Service affecté de la délégation	Unité de l'attribuataire	NOM de l'attribuataire (Prénom et NOM)	Fonctions (préciser l'agent délégué															
Mars	Mars	Mars	Mars	MARS	Directeur général	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	60	
CDZ ressources	Mars	Mars	Mars	SOLAS	Directeur général délégué	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	57	
CDZ des sécl. des et des	Mars	Mars	Mars	HEUBERT	Directeur général délégué	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	51	
CDZ Travaux de matériels	Mars	Mars	Mars	MARBERG	Directeur général délégué	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	49	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	OLLAND	Directeur général délégué	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	51	
Cadre	Mars	Mars	Mars	MOBILE	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Cadre	Mars	Mars	Mars	AMBER KODJA	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Cadre	Mars	Mars	Mars	BELOCHET	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Cadre	Mars	Mars	Mars	POURBAIT	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Cadre	Mars	Mars	Mars	BOUGEANT	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	
Cadre	Mars	Mars	Mars	TRAFLET PAVETS	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Cadre	Mars	Mars	Mars	GRAEL	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
Cadre	Mars	Mars	Mars	SARIBAN	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	BOUCELLE	Responsable de unité	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	BOTTESMAN	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	SAVAT COLBON	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	BARONET	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	MEURES	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	REHIL	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	BEET	Directeur adjoint	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	BITION	Directeur adjoint	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	FABRIH	Directeur adjoint	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	ORILLAS	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	MARJOL	Directeur adjoint	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	2	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	DEBOUT	Responsable de service	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	4	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	DEVELAY	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	11	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	LAFOLQ	Directeur	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	8	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	MENEGAN	Responsable de unité	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	
CDZ des éco. emp. et des	Mars	Mars	Mars	ROBIN	Responsable de unité	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	3	



Direction générale déléguée aux ressources  
Direction des ressources  
et de la vie de l'institution

DELEGATIONS DE SIGNATURES

Table with columns for: Direction générale déléguée aux ressources, Direction des ressources et de la vie de l'institution, Fonctionnaire, Mission, Date de début, Date de fin, etc. It lists various delegations across different departments like 'Services de l'État' and 'Services de l'Éducation nationale'.

















Direction générale déléguée aux ressources  
 Direction des ressources  
 et de la vie de l'institution

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

THÉMATIQUES SPÉCIFIQUES

DELEGATIONS DE SIGNATURES				COMMANDE PUBLIQUE	ESTION FINANCIERE ET COMPTABLE	ESTION DES RESSOURCES HUMAINES	ESTION DES ACTES ADMINISTRATIFS	SOLCA (fonctions, personnes âgées, personnes handicapées, handicap et logement)	EMPACES ET FAMILLE	AFFAIRES JURIDIQUES, ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET CONTRAITEUX	FINANCES LEJAL DES ACTES	TOTALIX par agent	Date de référence de l'arrêté	Date de référence de l'arrêté	Date de référence de l'arrêté	Date de référence de l'arrêté
Direction générale déléguée aux ressources	Pôle de délégation de l'agent délégué	Direction de délégation de l'agent délégué	Services et attributions de l'agent délégué	NOM de l'agent délégué (nom, prénom, adresse, téléphone)	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué	Unité de destination de l'agent délégué
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	BOUSSELAN Chrysal	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	2019/06/24/0000/21 mai 2019	2019/06/24/0000/21 mai 2019	2019/06/24/0000/21 mai 2019	2019/06/24/0000/21 mai 2019
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	BROUET Emile	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	2018/10/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/10/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/10/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/10/18/0006/01/19/14/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	CHAMBERE Hélène	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	CHASSIGNOLE Jacqueline	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	COHEN Céline	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	COEUD Ygal	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	DE ELIAS Laure Anne	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	DECOO Agnès	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018	2018/03/18/0006/01/19/14/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	DEVEGER Harmony	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	Unité commande publique	2019/03/18/0006/01/19/14/01/2019	2019/03/18/0006/01/19/14/01/2019	2019/03/18/0006/01/19/14/01/2019	2019/03/18/0006/01/19/14/01/2019
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	FRANCOS Estaline	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	Unité juridique	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	GUY Holly	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	Unité recrutement, mobilité et développement des compétences	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	GREJARD Jean Pierre	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	JACACHE Bernard	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	JAMBERENS Sandrine	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	LECORG Isabelle	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	Unité emploi formation	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	LETHOMES Anne	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	Unité management organisation économique	2018/10/04/02/11/01/2018	2018/10/04/02/11/01/2018	2018/10/04/02/11/01/2018	2018/10/04/02/11/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	MARCHEL Angélique	Unité marchés	Unité marchés	Unité marchés	Unité marchés	Unité marchés	Unité marchés	Unité marchés	Unité marchés	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019	2019/03/24/0000/01/24/14/01/2019
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	MORONVAL Isabelle	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	Unité exécution comptable	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	NEVEG Isabelle	Unité projets	Unité projets	Unité projets	Unité projets	Unité projets	Unité projets	Unité projets	Unité projets	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	PIGLON Anne	Unité paie caisses	Unité paie caisses	Unité paie caisses	Unité paie caisses	Unité paie caisses	Unité paie caisses	Unité paie caisses	Unité paie caisses	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	POQUET Dorothee	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	Unité juridique et droit des affaires	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	ROGISTER-NADIER Corinne	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	Unité usi	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	ROUSET Hugot	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	Centre des services et de l'usager	2018/04/18/0001/18/01/2018	2018/04/18/0001/18/01/2018	2018/04/18/0001/18/01/2018	2018/04/18/0001/18/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	TROLEN Héléne	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	Unité franco-processus	2017/11/03/00/00/01/24/14/01/2017	2017/11/03/00/00/01/24/14/01/2017	2017/11/03/00/00/01/24/14/01/2017	2017/11/03/00/00/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	VALLEFORT Carole	Unité communication interne	Unité communication interne	Unité communication interne	Unité communication interne	Unité communication interne	Unité communication interne	Unité communication interne	Unité communication interne	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	JAPPIN Pierre Jean	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	CARBER Gilles	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018	2018/03/06/02/16/01/2018
DDZ des us. et de cab. de	Nant	Direction ressources	Direction générale, service communication	CHOMARD Mathias	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	Nant	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017	2017/03/24/0000/01/24/14/01/2017





Direction générale déléguée aux ressources Direction des personnes et de la vie de l'institution	TITRE III - LES DELEGATIONS												TOTAL																										
	COMMANDE PUBLIQUE				ACTES ADMINISTRATIFS									FINANCES SECTEURS ACTIVITES																									
	Service	Unité	Poste	Attribution	1	2	3	4	5	6	7	8		9	10	11	12																						
Date de début de la délégation	Date de fin de la délégation	N° de la délégation	Date de signature	Nom de la personne délégataire	Service et fonction de la personne délégataire	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation	Date de signature de la délégation																						
																		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12										
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Service des relations sociales	Mart	CHALON Mylène	Responsable du service	1	1											2019.09.01.0001.01.24.08.2018																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	CHOKET Etienne	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	CURTEL Isabelle	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	DELORME Fabienne	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Service recrutement	Mart	DESCALBERTS Caroline	Adjoint au responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	FOURGET BOZET Ugo	Directeur													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	GERMBOUSEN Marie-Anne	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	GOUBE Marie-Anne	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Service recrutement	Mart	JABRYT Michel	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	JUERER Stéphane	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	MILA Nathalie	Responsable du service													2019.01.14.0001.01.14.08.2018																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	NEBEL Eric	Directeur adjoint													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	PROJUBER Aurélie	Directeur adjoint													2019.01.14.0001.01.14.08.2018																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	RIZATI Agnès	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	PROJUBER LATOR Ecalle	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	RENVERT Sandrine	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ROLAT Joëlle	Responsable du service													2019.04.06.0011.04.06.2018																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	SILVER Laurent	Directeur adjoint													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	SOMMET Emmanuelle	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	MELON Céline	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ALBOUT Delphine	Responsable du service													2017.11.14.0001.01.14.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ALBOUT Delphine	Responsable du service													2017.11.14.0001.01.14.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ALGA Céline	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ALLONBERT COZET Eric	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ARNAUD Jean Luc	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	ARNAUD François	Adjoint au responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	BAMBER Jean Pierre	Responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	BACSET Stéphane	Adjoint au responsable du service													2017.02.24.0000.01.24.08.2017																				
DD2 ressources	Nat	Direction des ressources humaines	Direction régionale emploi	Mart	BENARD Olivier	Responsable du service													2019.04.06.0011.04.06.2018																				









GROUPE	N°	DESCRIPTION DES GROUPES DE DELEGATIONS
<b>THEMATIQUES TRANSVERSALES</b>		
<b>COMMANDE PUBLIQUE</b>		
Groupe	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>Signature des accords-cadres et marchés &lt; 90 000 € HT, subséquents ou non d'un accord-cadre, de leurs avenants et décisions de poursuivre et des décisions de résiliation.</li> <li>Signature des actes et décisions relatifs à l'exécution des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant, à l'exclusion des modifications du marché et des décisions de résiliation.</li> <li>Signature des actes et décisions relatifs à la passation des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre quel que soit leur montant.</li> <li>Signature des ordres de service, actes spéciaux de sous-traitance, certificats de cessibilité, décomptes généraux et définitifs relatifs aux accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant.</li> <li>Bons de commande, quel que soit le montant, dans la limite du montant maximum de l'accord-cadre ou du marché subséquent d'un accord-cadre.</li> </ul>
Groupe	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>Signature des accords-cadres et marchés &lt; 25 000 € HT, subséquents ou non d'un accord-cadre, de leurs avenants et décisions de poursuivre et des décisions de résiliation.</li> <li>Signature des actes et décisions relatifs à l'exécution des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, &lt; 90 000 € HT, à l'exclusion des modifications du marché et des décisions de résiliation.</li> <li>Signature des actes et décisions relatifs à la passation des accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant.</li> <li>Signature des ordres de service et actes spéciaux de sous-traitance relatifs aux accords-cadres et marchés, subséquents ou non d'un accord-cadre, quel que soit leur montant.</li> <li>Bons de commande &lt; 90 000 € HT et dans la limite du montant maximum de l'accord cadre ou du marché subséquent d'un accord-cadre.</li> </ul>
<b>GESTION FINANCIERE ET COMPTABLE</b>		
Groupe	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>Signature des bordereaux-journaux de titres et de mandats.</li> <li>Signature des titres et mandats.</li> </ul>
Groupe	3bis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nomination et cessation de fonctions des régisseurs, mandataires et mandataires suppléants dans les régies comptables.</li> </ul>
<b>GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>		
Groupe	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions de recrutement de fonctionnaires sur emploi permanent, de mise en stage (sauf promotion interne) et de titularisation.</li> <li>Congés non rémunérés.</li> <li>Autorisations de travail à temps partiel soumises à autorisation.</li> <li>Congés de formation professionnelle, congés pour validation des acquis de l'expérience, congés pour bilan de compétences ou décharge de service (article 57 6, 6 bis et 6 ter de la loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée ; article 41 6, 6 bis et 6 ter de la loi n°86-33 du 09/01/1986).</li> <li>Refus de formations soumises aux nécessités de service ou envisagées dans le cadre du droit individuel à la formation (sauf cas de saisine de la Commission administrative paritaire).</li> <li>Autorisation d'utiliser un véhicule personnel pour un déplacement professionnel.</li> </ul>
Groupe	5	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats de recrutement sur emplois permanents pour des besoins permanents (articles 3-2 et 3-3 de la loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée; articles 9 et 9-1 II de la loi n°86-33 du 09/01/1986).</li> </ul>
Groupe	6	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats de recrutement des assistants familiaux.</li> </ul>
Groupe	7	<ul style="list-style-type: none"> <li>Désignations en cas de grève.</li> <li>Autorisations de cumul d'activités.</li> <li>Imputabilité au service d'un accident.</li> <li>Attribution des congés de maladie ordinaire supérieurs à 6 mois, congés de longue maladie, congés de longue durée.</li> <li>Temps partiels thérapeutiques.</li> <li>Actes afférents aux élections professionnelles.</li> <li>Refus de congés pour formation syndicale présentés hors délai.</li> </ul>
Groupe	8	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>En matière de paie, de gestion des temps et des activités :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>décisions relatives aux congés bonifiés,</li> <li>refus des congés maternité, paternité, adoption et des congés spécifiques prévus aux 8°, 9°, 10° et 11° de l'article 57 de la loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée, et 8°, 9° et 10° de l'article 41 de la loi 86-33 du 09/01/1986</li> <li>indemnités compensatrices de congés payés,</li> <li>modalités financières du transfert des congés versés sur le compte épargne temps en cas d'arrivée/départ d'un agent,</li> <li>indemnités forfaitaires de changement de résidence,</li> </ul> </li> <li><b>En matière de fin de fonctions :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>mises à la retraite,</li> <li>indemnités de licenciement,</li> <li>attributions du capital décès,</li> <li>saisines de la commission de déontologie.</li> </ul> </li> </ul>
Groupe	9	<ul style="list-style-type: none"> <li><b>En matière d'emploi :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>contrats de droit privé (contrats d'apprentissage, contrats aidés, conventions de stage, conventions industrielles de formation par la recherche (CIFRE)) et stages d'immersion professionnelle,</li> <li>demandes d'organisation de concours auprès du centre de gestion de la fonction publique territoriale,</li> <li>rejets de candidatures (catégories A),</li> </ul> </li> <li><b>En matière de contractuels de droit public :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>congés de mobilité.</li> </ul> </li> </ul>
Groupe	10	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions individuelles relatives aux prestations d'action sociale (allocations pour enfants handicapés, etc.),</li> <li>Décisions individuelles relatives à l'aménagement du poste de travail.</li> </ul>
Groupe	11	<ul style="list-style-type: none"> <li>S'agissant des contractuels de droit public : <ul style="list-style-type: none"> <li>contrats de recrutement sur emplois permanents pour des besoins temporaires (article 3-1 de la loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée, article 9-1 de la loi n°86-33 du 09/01/1986),</li> <li>contrats de recrutement sur emplois non permanents (article 3 de la loi n°84-53 du 26/01/1984 modifiée, article 9-1 III de la loi n°86-33 du 09/01/1986),</li> <li>Rejets de candidatures (catégories B et C),</li> <li>Arrêts d'affectation,</li> <li>Autorisations de travail à temps partiel de droit,</li> <li>Autorisations exceptionnelles d'absence,</li> <li>Décisions relatives au congé parental,</li> <li>Congés maladie ordinaires inférieurs à 6 mois,</li> <li>Avancements d'échelon à l'ancienneté minimum.</li> </ul> </li> </ul>
<b>GESTION DES ACTES ADMINISTRATIFS</b>		
Groupe	12	<ul style="list-style-type: none"> <li>Certification conforme à l'original des copies de documents.</li> <li>Expéditions de registres, ampliations d'actes administratifs (double, en la forme authentique, d'un acte administratif).</li> <li>Attestation du caractère exécutoire des actes.</li> </ul>
Groupe	12bis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Attestation de la publication des actes sur le site internet de la Métropole de Lyon.</li> </ul>
<b>THEMATIQUES SPECIALISEES</b>		
<b>SOCIAL (INSERTION, PERSONNES AGEES, PERSONNES HANDICAPEES, HABITAT ET LOGEMENT)</b>		
Groupe	13	<ul style="list-style-type: none"> <li>Signalements adressés à l'autorité judiciaire au titre de la protection des personnes vulnérables.</li> </ul>
Groupe	14	<ul style="list-style-type: none"> <li>Demandes pour que soient instituées des mesures de protection au profit des personnes vulnérables.</li> </ul>
Groupe	15	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions attribuant ou refusant l'attribution des allocations mensuelles, des secours exceptionnels, des chèques d'accompagnement personnalisés, des aides financières aux jeunes majeurs et aux bénéficiaires du Fonds d'aide aux jeunes (FAJ).</li> </ul>
Groupe	16	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats d'insertion conclus avec les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et décisions portant désignation des personnes chargées de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre de ces contrats d'insertion.</li> </ul>
Groupe	17	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous actes individuels intéressant les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA).</li> </ul>
Groupe	17bis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats d'insertion conclus avec les bénéficiaires de l'accompagnement itinéraires emploi renforcés (IER) et décisions portant désignation des personnes chargées de l'élaboration, de la coordination et de la mise en œuvre de ces contrats d'insertion.</li> </ul>
Groupe	17ter	<ul style="list-style-type: none"> <li>Tous actes individuels intéressant les bénéficiaires de l'accompagnement itinéraires emploi renforcés (IER).</li> </ul>
Groupe	18	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions portant attribution ou refus d'attribution des aides du Fonds de solidarité pour le logement (FSL).</li> </ul>
Groupe	19	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêtés de révision périodique de l'allocation départementale personnalisée d'autonomie (ADPA) en établissement et à domicile, arrêtés de révision à la demande en établissement et à domicile et arrêtés de rejet de l'ADPA.</li> </ul>
Groupe	20	<ul style="list-style-type: none"> <li>Courriers de mise en demeure du bénéficiaire avant suspension et courriers de réclamation de trop perçu.</li> </ul>
Groupe	21	<ul style="list-style-type: none"> <li>Courriers de rappel adressés au bénéficiaire ou à son tuteur pour l'allocation compensatrice suite à la réception de factures, des sorties d'établissement, un contrôle d'effectivité, la révision des ressources, un passage d'établissement au domicile, une décision de justice, tout changement de situation entraînant un rappel de paiement.</li> </ul>
Groupe	22	<ul style="list-style-type: none"> <li>Courriers de trop-perçu adressés au bénéficiaire ou à son tuteur suite à une entrée en établissement, une hospitalisation, un contrôle d'effectivité, la révision de ressources, l'obtention d'un avantage analogue, un changement de situation entraînant un trop-perçu, le décès du bénéficiaire.</li> </ul>
Groupe	23	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêtés fixant le montant de l'allocation compensatrice domicile ou hébergement et les arrêtés de rejet ou de suspension suite à une entrée en établissement, une hospitalisation, un contrôle d'effectivité, la révision des ressources, l'obtention d'un avantage analogue.</li> </ul>
Groupe	24	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions d'admission ou de refus d'admission à l'aide sociale, décisions de suspension ou de révision de l'aide sociale et actions en répétition de l'indu, à l'exception des remises gracieuses.</li> </ul>
Groupe	25	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats conclus avec les usagers dans le cadre de mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP).</li> </ul>
Groupe	26	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actes pris en qualité de tuteur aux personnes ou aux biens en qualité d'administrateur <i>ad hoc</i>.</li> </ul>
Groupe	27	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions de récupération des créances d'aide sociale.</li> </ul>
Groupe	28	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions attribuant ou refusant l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), la prestation de compensation du handicap (PCH) ou l'allocation départementale personnalisée d'autonomie (ADPA).</li> </ul>
Groupe	29	<ul style="list-style-type: none"> <li>Correspondances avec les tiers intéressant le contrôle de l'utilisation de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP), de la prestation de compensation du handicap (PCH) ou de l'allocation départementale personnalisée d'autonomie (ADPA) et demandes de remboursement des sommes indues.</li> </ul>
Groupe	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions attribuant, refusant, suspendant ou retirant l'agrément pour l'accueil à domicile des personnes âgées ou handicapées adultes.</li> </ul>
Groupe	31	<ul style="list-style-type: none"> <li>Procès-verbaux de visites de conformité des établissements médicaux-sociaux accueillant des enfants, des personnes âgées ou handicapées.</li> </ul>
Groupe	32	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avenants portant modification des conventions tripartites pluriannuelles d'hébergement de personnes âgées dépendantes entre la Métropole de Lyon, l'Agence régionale de santé (ARS) et les établissements concernés.</li> </ul>
Groupe	32 bis	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions d'accord et de rejet de demandes de carte mobilité inclusion</li> </ul>
<b>ENFANCE ET FAMILLE</b>		
Groupe	33	<ul style="list-style-type: none"> <li>Arrêtés et procès-verbaux d'admission des mineurs dans le service de la protection de l'enfance.</li> <li>Arrêtés et procès-verbaux d'admission des mineurs en qualité de pupilles de l'Etat</li> </ul>
Groupe	34	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions intéressant l'exercice de l'autorité parentale sur les mineurs confiés au service de la protection de l'enfance, dont autorisations de soins.</li> </ul>
Groupe	35	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions fixant la contribution aux frais d'entretien et d'hébergement de toute personne prise en charge par le service de l'aide sociale à l'enfance ou si elle est mineure de ses débiteurs d'aliments</li> </ul>
Groupe	36	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions relatives au choix du mode d'accueil des mineurs confiés au service de la protection de l'enfance.</li> </ul>
Groupe	37	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions attribuant ou refusant l'agrément des assistants maternels et assistants familiaux.</li> </ul>
Groupe	38	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions suspendant ou retirant l'agrément des assistants maternels et assistants familiaux.</li> </ul>
Groupe	39	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats d'accueil conclus avec les assistants maternels, assistants familiaux ou avec les tiers dignes de confiance pour les besoins de l'accueil des enfants confiés au service de la protection de l'enfance.</li> </ul>
Groupe	40	<ul style="list-style-type: none"> <li>Attestations de formation délivrées aux assistants maternels et assistants familiaux.</li> </ul>
Groupe	41	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etats de frais des tiers accueillant des enfants confiés au service de la protection de l'enfance.</li> </ul>
Groupe	42	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conventions relatives à la participation d'agents de la Métropole aux sorties familiales.</li> </ul>
Groupe	43	<ul style="list-style-type: none"> <li>Avis préalable à la délivrance de l'agrément préfectoral pour les entreprises de services à domicile (garde d'enfants de moins de 3 ans).</li> </ul>
Groupe	44	<ul style="list-style-type: none"> <li>Demandes d'indemnisation devant la Commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI) au titre de l'enfance maltraitée.</li> </ul>
Groupe	45	<ul style="list-style-type: none"> <li>Contrats particuliers de location en application des conventions avec les organismes de logements pour les besoins du service de la protection de l'enfance.</li> </ul>
<b>AFFAIRES JURIDIQUES, ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS ET CONTENTIEUX</b>		
Groupe	46	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actes conservatoires et interruptifs de déchéance en application de l'article L.3221-10 du code général des collectivités territoriales.</li> </ul>
Groupe	47	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déclarations à la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et procédures relatives à la protection des données à caractère personnel.</li> </ul>
Groupe	48	<ul style="list-style-type: none"> <li>Communication de documents administratifs en application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.</li> </ul>
Groupe	49	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dépôt de plaintes, hors constitutions de partie civile, et correspondances adressées à l'autorité judiciaire;</li> </ul>
Groupe	50	<ul style="list-style-type: none"> <li>Requêtes et mémoires correspondant aux actions intentées par la Métropole de Lyon devant toutes les juridictions, tant civiles qu'administratives, ou auxquelles elle défend devant les mêmes juridictions.</li> </ul>
Groupe	51	<ul style="list-style-type: none"> <li>Représentation de la Métropole de Lyon aux audiences devant toutes les juridictions, tant civiles qu'administratives.</li> </ul>
Groupe	52	<ul style="list-style-type: none"> <li>Courriers accusant réception de demandes, y compris lorsque celles-ci font courir un délai, formant mises en demeure ou demandant à des tiers communication de documents ou de renseignements.</li> </ul>
Groupe	53	<ul style="list-style-type: none"> <li>Demandes d'interventions d'huissiers pour la signification d'actes ou l'établissement de procès-verbaux.</li> </ul>
Groupe	54	<ul style="list-style-type: none"> <li>Courriers établis dans le cadre de procédures contradictoires.</li> </ul>
Groupe	55	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actes intéressant l'inscription ou la radiation de l'hypothèque légale prévue à l'article L.132-9 du code de l'action sociale et des familles.</li> </ul>
<b>AFFICHAGE LEGAL DES ACTES</b>		
Groupe	56	<ul style="list-style-type: none"> <li>Attestations d'affichage légal des actes.</li> </ul>